

UN CREDO ANTICOMMUNISTE

REMERCIEMENTS

Cette publication a reçu le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique, de la Commission des publications de l'Université de Fribourg.



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



MISE EN PAGE

Claudine Daulte, www.mise-en-page.ch

CORRECTION

Luce Jaccard

COUVERTURE

Détail de la couverture de *Les sans-Dieu*, 1934

© 2010, Éditions Antipodes
Case postale 100, 1000 Lausanne 7, Suisse
www.antipodes.ch – editions@antipodes.ch
ISBN: 978-2-88901-038-7

Stéphanie Roulin

UN CREDO ANTICOMMUNISTE

LA COMMISSION PRO DEO

DE L'ENTENTE INTERNATIONALE ANTICOMMUNISTE

OU LA DIMENSION RELIGIEUSE

D'UN COMBAT POLITIQUE (1924-1945)

Éditions Antipodes

REMARQUES SUR L'ORTHOGRAPHE DES NOMS RUSSES ET SLAVES

Nous avons pris le parti de conserver l'orthographe des noms propres tels qu'ils apparaissent dans les documents d'archives de l'EIA, à l'exception du nom du professeur I. Il'in, pour lequel la translittération moderne de l'alphabet cyrillique semblait préférable et en raison des multiples orthographes utilisées indifféremment par les membres de l'EIA (Iljin, Iliin ou encore Ilin).

Les variantes orthographiques du nom de famille Lodygensky sont multiples. L'origine en serait Ladyjensky. Sur le passeport français du frère de Georges Lodygensky, Alexandre, figure l'orthographe Lodigensky. Les archives de Georges Lodygensky conservées à la Hoover Institution, à Stanford, et à la Butler Library, à New York, sont cataloguées sous la forme moderne de translittération: Iurii Lodyzhenskii. Par souci d'homogénéité et de simplification, nous utiliserons l'orthographe encore en vigueur parmi les descendants de la famille en Suisse: Lodygensky.

Les autres noms sont pour la plupart conformes à l'orthographe usuelle de l'époque dans les pays de résidence des émigrés (par exemple: Arseniew, en Prusse orientale; Kartacheff, Orloff, Kourakine, Petrovitch [sans accent aigu] et Klépinine [avec accent aigu], dans les pays francophones), avec quelques exceptions (par exemple: Gortchakov, Goutchkov).

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage est la version intégrale d'une thèse de doctorat soutenue en juin 2009 à la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg (Suisse). C'est un agréable moment que celui d'adresser mes remerciements aux personnes et aux institutions qui en ont accompagné la préparation et permis la publication.

Ma reconnaissance va tout d'abord au professeur Francis Python, qui a dirigé mes recherches. Il m'a prodigué les précieux conseils et les non moins précieux encouragements sans lesquels la belle occasion de lui témoigner ma gratitude aurait été singulièrement retardée. D'une disponibilité sans pareille, il a répondu à chacune de mes sollicitations et interrogations.

J'adresse l'expression de ma profonde reconnaissance à Michel Caillat, qui m'a accueillie dans la recherche sur l'Entente internationale anticomuniste (EIA), sujet central de sa thèse de doctorat. Le vaste fonds d'archives de l'EIA m'a semblé moins indomptable grâce à sa générosité et à la richesse de nos échanges. Faisant pièce au sort des chercheurs isolés, notre collaboration s'inscrivait dans un plus grand ensemble incluant d'autres historiens que je veux également remercier de tout cœur: le professeur Mauro Cerutti (codirecteur du projet du Fonds national sur l'EIA et deuxième rapporteur du jury de ma thèse) et Jean-François Fayet (codirecteur du projet), Jorge Gajardo Muñoz (collaborateur scientifique et auteur de l'inventaire du fonds EIA), Yves Joset (auteur d'un mémoire sur l'EIA et les États-Unis) et Nuno Pereira (auteur d'un mémoire sur l'EIA et le Portugal). Grâce à eux, l'aventure scientifique s'est muée en histoire d'amitié. Je songe aussi avec plaisir aux échanges féconds avec les doctorants fréquentés au gré de colloques et de centres d'archives: Renata Latala, Marie Levant, Beatrice Penati, Noëlle-Laetitia Perret, Laura Pettinaroli et Yves Solis. Cette histoire aurait

été incomplète sans la rencontre – à vrai dire assez inespérée – avec M. Youri Lodyginsky, fils du cofondateur de l'EIA et de la commission Pro Deo. Je salue son enthousiasme et sa largeur de vues dans nos discussions et dans l'entreprise éditoriale qu'il a engagée avec les Mémoires de son père. Qu'il soit ici remercié, non seulement pour les renseignements et le précieux manuscrit qu'il m'a aimablement donné, mais aussi pour la gentillesse et la sympathie qu'il m'a toujours témoignées.

Un merci tout spécial à M^{me} Annetta Caratsch, qui a généreusement transmis articles et documents. Non contente d'avoir lancé des pistes stimulantes dans sa thèse pionnière sur l'affaire Conradi, elle a conservé tout son intérêt et sa curiosité communicative pour un sujet qu'elle connaît en profondeur.

Ma reconnaissance va également au personnel du département des manuscrits de la Bibliothèque de Genève ainsi qu'à la conservatrice, M^{me} Barbara Roth. Parmi les archivistes des autres centres qui m'ont accueillie, je tiens particulièrement à remercier, pour leur amabilité et leur efficacité, M^{me} Linda Bernard et M. Ron Bulatoff (Hoover Institution Archives, Stanford), M. Fernand Bussard (Archives de l'Évêché, Fribourg), M. Gerhard Keiper (Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, Berlin) et M. Paul Oberholzer SJ (Archives de la province suisse des jésuites, Zurich).

J'adresse aussi mes vifs remerciements à la professeure Anne-Françoise Praz, aux professeurs Alain Clavien et Claude Hauser, pour leur regard critique et leurs conseils avisés sur certains aspects de ce travail, ainsi qu'à mes collègues assistants en histoire contemporaine pour leurs témoignages de solidarité.

Au Centre Marc Bloch à Berlin, où j'ai séjourné pendant près de neuf mois grâce à une bourse du Fonds national, je n'oublie pas les chercheurs qui m'ont accordé leur écoute et leurs conseils: M^{me} Catherine Gousseff, MM. Klaus-Peter Sick et Florent Brayard.

Un immense merci aux lecteurs de mon premier manuscrit, Aurélia Maillard et François Sallin, pour le précieux cadeau de leur temps, de leur sagacité et de leurs suggestions toujours avisées dans la relecture de longues parties de cette étude, ainsi qu'à Nathalie Bays, Michel Caillat, Jorge Gajardo Muñoz, Nuno Pereira, Benoît Perriard, Joëlle Rohner et Isabelle Roulin, pour leur fine attention dans la relecture de passages substantiels.

Merci enfin à Chris et à mes parents, pour leurs encouragements et leur soutien indéfectible.

INTRODUCTION

L'anticommunisme est-il une idéologie? Au cours des vingt dernières années, les historiens ont apporté une réponse nuancée à cette question¹. «Réflexe fondamental» de l'opinion dans une grande partie de l'Europe, le phénomène ne constitue pas, on le sait, un «véritable corps de doctrine» et revêt une grande variété de formes². Pendant l'entre-deux-guerres, Georges Lodygensky et Théodore Aubert ont fait de la lutte contre le bolchevisme une véritable profession de foi. L'Entente internationale anticommuniste (EIA) et la commission religieuse Pro Deo qu'ils ont fondées relèvent, pour reprendre la typologie de Jean-Jacques Becker, d'un «anticommunisme de valeurs». Il repose sur une conception bourgeoise de la société où la famille, la propriété privée, la patrie et la religion occupent une place centrale.

Un plan en quatre parties, articulé thématiquement et chronologiquement, se propose d'explorer la relation problématique entre les dimensions religieuse et politique dans le discours et l'action de l'EIA, de Pro Deo et de leurs correspondants. Relation de dépendance? Hiérarchie des valeurs? Nous testons la cohérence et l'évolution des positions des uns et des autres pendant deux décennies cruciales.

1. Nous nous référons en particulier aux définitions proposées par Serge Berstein et Jean-Jacques Becker dans un livre pionnier (*Histoire de l'anticommunisme en France*, t. 1, 1917-1940, Paris: Olivier Orban, 1987), par Jean-Jacques Becker dans «Aspects de l'anticommunisme: Avant-propos» (*Communisme*, N° 62-63, 2000, pp. 3-10) et, pour la Suisse, par Brigitte Studer dans le *Dictionnaire historique de la Suisse* («Anticommunisme», www.snl.ch/dhs) et par Jean-François Fayet dans l'introduction d'un collectif récent («L'anticommunisme est-il vraiment un sujet d'histoire? L'exemple suisse», in Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Stéphanie Roulin (éds), *Histoire(s) de l'anticommunisme*, Zurich: Chronos, 2009, pp. 11-20).

2. Serge Berstein, Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 8.

La première partie se concentre sur les origines, la structure et l'évolution de l'EIA, afin d'en donner une vision transversale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Nous n'oublions pas que les racines de l'anticommunisme plongent dans le XIX^e siècle³ et que l'expérience de la grève générale de 1918 en Suisse constitue une césure et un point de référence pour les anticommunistes, a fortiori pour le Genevois Théodore Aubert. Mais, à l'échelle des hommes qui ont animé l'EIA pendant vingt-cinq ans, quels autres événements, forcément marquants, et quelles collaborations décident et ponctuent leur longue lutte? Comment expliquer la longévité de cette organisation, qui fonctionne à plein régime entre 1924 et la guerre, déclinant ensuite lentement jusqu'en 1950 où elle cesse officiellement toute activité? Elle est animée par un groupe de personnes assez soudé, dont certaines mènent une activité politique parallèle à leur engagement au sein de l'Entente (c'est le cas d'Aubert, conseiller national de 1935 à 1939). On compte également des hommes d'affaires, des banquiers, des avocats et des militaires de carrière. Tous ces protagonistes sont les hommes d'une cause, animés par un incroyable optimisme; ils font prendre corps à la structure légère qu'est l'Entente à ses débuts et s'appliquent à lui donner une assise internationale.

Le caractère très genevois du Bureau permanent (BP), tant par la composition de son personnel que par son inscription dans la bonne société du canton, pourrait apparaître en contradiction avec cette ambition. Mais il est compensé par une forte composante russe au sein de l'Entente. L'émigration joue en effet un rôle important, qu'il s'agit de dégager. Par ailleurs, Genève, siège de l'EIA, est une ville internationale. Abritant la Société des Nations (SDN), le Bureau international du travail (BIT) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), elle offre un cadre approprié au développement du projet. Pour son rayonnement international, il va privilégier la stratégie de la recherche d'organisations déjà existantes dans les différents pays d'Occident à celle, trop coûteuse à tous points de vue, de la fondation *ex nihilo* de sections nationales.

Ainsi, les premières questions évoquées ne confinent pas, comme on pourrait peut-être le craindre, à la microhistoire d'un organisme privé basé à Genève. En situant l'Entente dans un

3. Hans Ulrich Jost, «De l'anticommunisme chez Gotthelf à l'antisocialisme helvétique du XX^e siècle», in Michel Caillat *et al.* (éds), *Histoire(s) de l'anticommunisme*, *op. cit.*, pp. 39-45.

contexte plus large, qui englobe son carnet d'adresses international, elles convoquent des questions d'un second ordre : en quoi ses inlassables animateurs sont-ils représentatifs d'un milieu, d'une mentalité, d'une tournure d'esprit et d'un mode d'action, non seulement à l'échelle d'une ville (Genève) et d'un pays (la Suisse), mais également d'un ensemble occidental ? Dans les parties II, III et IV, l'étude de l'articulation entre les dimensions régionale, nationale, internationale de Pro Deo et de l'Entente dans les différentes actions menées (manifestations de protestation, expositions, lutte contre la reconnaissance diplomatique, pressions auprès de la SDN, etc.) doit permettre d'éclairer ces aspects.

L'étendue, l'intensité et la constance du combat engagé par les protagonistes de l'EIA se reflètent dans l'immense fonds d'archives, conservé au département des manuscrits de la Bibliothèque de Genève (BGE) et composé de deux parties : la bibliothèque de l'EIA d'une part (environ 2200 cartons de périodiques, de brochures, de livres et de dossiers de coupures de presse), la correspondance et les rapports d'autre part (162 cartons de procès-verbaux, de correspondance reçue et envoyée, de rapports et de mémorandums)⁴. Les étapes du dépôt et de la consultation de ce fonds constituent du reste en elles-mêmes un sujet d'histoire de l'anticommunisme, ainsi que l'a démontré Michel Caillat. Des restrictions de consultation très précises sont imposées par les membres du BP lors du dépôt du fonds à la Bibliothèque de Genève, à tel point qu'il tombe dans l'oubli jusqu'au début des années 1990. Pour le consulter, le lecteur devait montrer patte blanche et prouver qu'il n'avait pas d'attaches avec le Komintern, un parti communiste ou avec un mouvement athée⁵.

La deuxième partie mettra en relief le contenu idéologique défendu en creux dans la propagande massive de l'Entente. L'aspect instrumental de l'anticommunisme est relevé par tous les auteurs. L'EIA ne constitue pas une exception, ce caractère est également très présent dans son action. Le contexte politique genevois

4. Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Jorge Gajardo, « Une source inédite de l'histoire de l'anticommunisme. Les archives de l'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert (1924-1950) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, janvier-mars 2004, pp. 25-31.

5. Michel Caillat, « Un exemple de fonds privé inexploré : les archives de l'Entente internationale anticommuniste (EIA) », in Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Michel Porret (éds), *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, Lausanne : Antipodes, 2007, pp. 194-207.

et suisse des années 1920 à 1940, tout comme les aléas des relations internationales, lui donne maintes occasions de s'exprimer, notamment dans le cadre des campagnes contre la reconnaissance diplomatique de l'URSS. L'irruption presque concomitante de la crise économique et des persécutions religieuses en Union soviétique, à la fin de l'année 1929, donne une tournure particulière à ces actions. La question de l'instrumentalisation est rendue plus complexe encore dès lors qu'intervient la dimension religieuse dans ce combat contre tout ce que l'Entente assimile au communisme ou considère comme ses fruits empoisonnés : socialisme, syndicalisme réformiste, anarchisme et, bien sûr, athéisme.

À partir de cette deuxième partie, nous développons une réflexion sur le rapport entre politique et religion tel qu'il est perçu par les divers milieux pris en compte. Du rejet total de la confusion des sphères à l'acceptation de la fusion du politique et du religieux, toutes les attitudes sont observables, et modulables selon les moments. Comment l'EIA réagit-elle face aux réticences et réserves de certains à son égard ?

La troisième partie est placée sous le signe de la commission internationale Pro Deo, section religieuse officieuse de l'EIA : ses origines, sa création, la croisade mondiale qu'elle tente de relancer dès sa création à la fin de l'année 1933, par le biais de son exposition sur les sans-Dieu. Le caractère inédit de cette commission mixte interpelle. S'agit-il d'une forme d'œcuménisme avant l'heure ? Le mot n'est pas approprié. Si le terme d'« interconfessionnalisme » se rencontre parfois sous la plume de Georges Lodyginsky, nous verrons avec quelles précautions il l'utilise. Nous placerons sous la loupe l'évolution des relations avec les Églises jusqu'au tournant de 1936 et tenterons de déterminer la manière dont Pro Deo est perçue par les représentants des trois confessions. L'équilibre et le rapport de forces entre eux au sein de la commission seront au cœur de l'analyse.

La quatrième partie étudie les actions de Pro Deo et de l'Entente dans le contexte de la polarisation du politique et des relations internationales à partir de 1933 – polarisation renforcée par certains recours à la religion – qui occulte aux yeux du plus grand nombre la vraie nature du fascisme et du nazisme, en face d'un communisme unanimement condamné. Nous évaluerons la part de « politique » et les limites de cette démarche qui consiste à vouloir unir des éléments hétérogènes (et bien souvent irréconciliables sur

les questions de doctrines religieuses) pour la lutte contre un ennemi commun et pour la défense de la «civilisation chrétienne». Le potentiel de mobilisation de cette notion doit aussi être étudié. Comment parvient-elle (ou non) à rassembler des libéraux-conservateurs suisses, des évangéliques égarés dans le nazisme (ou, inversement, des nazis égarés dans des actions à caractère religieux), des monarchistes et des conservateurs des trois grandes confessions et d'horizons aussi divers que l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, etc. ? Enfin, nous terminerons par l'impact de la Seconde Guerre mondiale dans cette équation où les dimensions sont de plus en plus imbriquées, et qui sera déterminante pour le sort de Pro Deo et de l'Entente.

PREMIÈRE PARTIE

UN DOUBLE INVERSE

DE LA III^e INTERNATIONALE.

L'EIA, MODE D'EMPLOI (1924-1939)

« Seul un organisme international peut lutter contre le Comintern, organisation internationale.

» Seule peut lutter pour la défense de la patrie, de la famille, de la religion et de la propriété privée l'union de tous les patriotes, de tous les hommes de bonne volonté de tous les pays. »

Georges Lodyginsky, *Face au communisme*,
Genève: Slatkine, 2009, p. 245.

Les origines, les acteurs, la structure et le développement de l'Entente internationale anticommuniste (EIA) jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale forment le cœur de cette partie introductive, qui se penche sur la nature de l'EIA: une internationale contre-révolutionnaire à vocation élitiste.

SUBSTRAT GENEVOIS, SUBSTRAT RUSSE: AUX ORIGINES DE L'ENTENTE

Ce chapitre liminaire ne pouvait manquer de présenter les deux figures emblématiques de l'Entente, Théodore Aubert et Georges Lodygensky, et de rappeler l'événement qui a contribué à les rapprocher et à les souder dans la lutte contre le communisme: l'affaire Conradi.

THÉODORE AUBERT

Né à Genève en 1878 dans une famille aisée d'origine huguenote, petit-fils de colonel et fils du directeur de la Genevoise Assurance, Théodore Aubert suit un cursus de formation semblable à celui d'autres représentants de la bourgeoisie de sa génération: école Privat, collège de Genève, puis entrée à l'Université de Genève en droit⁶. Pendant ses années d'études, il est membre actif de la société d'étudiants Zofingia, sorte de pépinière et de lieu de sociabilité pour la future élite sociale du canton. Après le séjour d'usage en Allemagne, deux semestres complémentaires à Berlin en 1899-1900, il devient avocat au barreau en 1901. Membre actif de l'Église protestante de Genève, il obtient une charge de secrétaire de la Constituante de l'Église en 1908⁷. Dans les années 1910, il entre en relation avec Gonzague de Reynold (1880-1970), alors chargé de cours à l'Université de Genève⁸. Aubert et Marc Cramer,

6. Michel Caillat a patiemment retracé les origines familiales et les années de formation du fondateur de l'EIA et d'autres Genevois qui joueront plus tard un rôle au sein de l'EIA (les Cramer, Hentsch, Micheli, Martin, etc.). Michel Caillat, *L'Entente internationale anti-communiste de Théodore Aubert. Organisation interne, réseaux et action d'une internationale contre-révolutionnaire*, thèse en préparation sous la direction du professeur Mauro Cerutti, Université de Genève.

7. Annetta Gattiker, *L'Affaire Conradi*, Berne/Francfort: Herbert Lang/Peter Lang, 1975, p. 106.

futurs cofondateurs de l'Entente, figurent sur les listes de Pro helvetica dignitate et securitate (PHDS), ancêtre de la Nouvelle société helvétique (NSH), créée par le philologue genevois Alexis François et par Reynold. À ses débuts en 1913-1914, PHDS est un mouvement de jeunes réactionnaires nationalistes de bonne famille qui, inspirés par Maurice Barrès et Charles Maurras, en révolte contre les pères et l'establishment, prônent la rénovation de la Suisse. Le recrutement des membres de PHDS, dans le souci de préserver l'unité d'âge et de classe, se fait notamment parmi les membres de la Zofingia et parmi les Vieux-Zofingiens⁹. De nombreux membres, comme Aubert, sont inscrits dans les deux sociétés, PHDS et Vieux-Zofingiens.

La pensée d'Aubert, homme de droite, séduit par l'helvétisme¹⁰, est marquée par l'expérience, véritablement traumatique, de la grève générale en Suisse. En novembre 1918, il s'investit dans l'organisation de milices et d'unions civiques contre la grève, en s'appuyant notamment sur ses contacts au sein du Club alpin suisse à Genève, dont il est membre du comité central. Dans ses *Mémoires*, Reynold dit avoir été à l'origine, avec ses amis de la NSH, Th. Aubert, August Rüegg et Emil Dürr, de l'idée de créer des gardes civiques à Genève et à Bâle¹¹.

Ainsi que l'établit Michel Caillat, son activité de délégué du Conseil fédéral puis de la Croix-Rouge en 1917-1918 constitue un autre jalon de l'engagement d'Aubert contre le communisme: les visites de camps de prisonniers qu'il effectue à ce titre en France et en Allemagne laissent une empreinte indélébile sur lui.

Sa rencontre avec deux exilés russes en Suisse, le Dr Georges Lodyginsky et son secrétaire Arcadius Polounine, ainsi que son intervention en tant qu'avocat de ce dernier dans l'affaire Conradi, impriment une nouvelle orientation à la carrière d'Aubert. Il trouve une cause dans laquelle s'investir: la lutte contre le communisme¹².

8. (Note de la p. 19.) Pierre Dubois, «Mythe et réalité du fossé pendant la Première Guerre mondiale», *Union et division des Suisses. Les relations entre Allemaniques, Romands et Tessinois aux XIX^e et XX^e siècles*, Lausanne: L'Aire, 1983, p. 71.

9. Catherine Guanzini, *Les origines de la Nouvelle Société Helvétique (1911-1914)*, Genève: Cahiers d'Histoire contemporaine, 1989, p. 27. Aram Mattioli, *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg: Éditions universitaires, 1997, pp. 55-70.

10. Alain Clavien, *Les helvétistes. Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne: Société d'Histoire de la Suisse romande/Éditions d'En Bas, 1993.

11. Gonzague de Reynold, *Mes Mémoires*, t. 3, Genève: Éditions générales, 1963, p. 340. Roland Bütikofer, «Des gardes civiques à l'Association patriotique vaudoise (1918-1947)», in Hans Ulrich Jost et al. (éds), *Cent ans de police politique en Suisse, 1889-1989*, Lausanne: Éditions d'En Bas, 1992, pp. 119-128.



Théodore Aubert (1878-1963). Source: Georges Lodygensky, *Face au communisme*, manuscrit, HIA, Lodygensky papers, box 1.

Au fil des années 1920 et 1930, au gré de ses activités politiques, il devient une personnalité influente de la bourgeoisie libérale-conservatrice¹³. Membre de l'Union de défense économique (UDE), il est élu au Grand Conseil de Genève en 1923 et y demeure jusqu'en 1925. Avec l'appui de l'Union nationale (fusion de l'UDE et du parti fascisant de Georges Oltramare), Aubert est élu conseiller national en 1935. En 1939, accablé par ses charges au sein de l'EIA, et craignant peut-être de ne pas être réélu, il ne se représente pas aux élections pour se consacrer à plein temps à l'EIA.

GEORGES LODYGENSKY ET LA CROIX-ROUGE RUSSE À GENÈVE

Deuxième fils d'une famille de propriétaires terriens et d'officiers, Georges Lodygensky (1888-1977) est né à Tver, en Russie centrale¹⁴. Sur les détails de sa vie avant son arrivée en Suisse en 1920,

12. (Note de la p. 20.) Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 106; Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. I, p. 17.

13. Aram Mattioli, *Gonzague de Reynold...*, *op. cit.*, p. 276.

14. G. Lodygensky a rédigé dans les années 1960 des Mémoires en trois parties: *Une carrière médicale mouvementée. Russie-Genève 1908-1925*, *Nina*, en hommage à son épouse (décédée en 1959), ainsi que *Face au Communisme*, (en deux volumes, déposés à la Hoover Institution Archive (HIA) Stanford, Californie), qui retrace l'épopée de l'EIA jusqu'en 1950. Les Mémoires de G. Lodygensky ont été publiés aux Éditions Slatkine à Genève en 2009 sous le titre: *Face au communisme, 1905-1950. Quand Genève était le centre du mouvement anti-communiste international*. Dans la présente étude, nous nous référerons cependant la plupart du temps aux manuscrits originaux que nous avons consultés.

nous renvoyons aux souvenirs qu'il a écrits et qui donnent une image assez précise de l'atmosphère dans laquelle il a évolué, un milieu empreint de tradition militaire et voué au culte de la monarchie et de la hiérarchie. Qu'il nous soit permis de ne donner ici que les grandes lignes de sa jeunesse et de ses années de formation. Sa famille, jadis riche propriétaire, avait beaucoup perdu de sa fortune, réduite à un domaine, celui d'Alexandrovskoïé, où Georges Lodygensky a grandi, entouré de sa mère, dont l'influence sur lui est prépondérante, de ses trois frères, Wladimir, Ilya et Alexandre, et de sa sœur, Catherine, ainsi que d'un précepteur et de quelques domestiques. Lodygensky a peu connu son père, colonel dans l'armée impériale, souvent absent, décédé en 1905 au cours de la guerre de Mandchourie. La famille est polyglotte : des gouvernantes française, anglaise et suisse ont successivement été préposées à l'éducation des enfants. En dehors du russe, c'est surtout le français, toujours à l'honneur dans les milieux de la noblesse, que Georges Lodygensky maîtrise le mieux. L'apprentissage de cette langue est d'autant plus de rigueur chez les Lodygensky que la grand-mère paternelle était née Ducloux, fille d'un émigré français. En 1911, à l'âge de 22 ans, Georges Lodygensky épouse Antonina Alexeïeva Bogaïevsky (1889-1959), dite Nina, dont il aura trois enfants : Anne, née en 1912, Wladimir (Vova), né en 1917, et Youri (Georges), né en 1922 à Genève¹⁵. Formé à l'Académie militaire de médecine de Saint-Petersbourg entre 1907 et 1912, il est nommé assistant à la clinique orthopédique de la même ville¹⁶. Mais la guerre ne lui laisse pas le temps de terminer sa troisième et dernière année de formation. Mobilisé, Lodygensky part au front « à titre de second médecin du 2^e régiment des tirailleurs finlandais (22^e corps de l'armée commandée par le général von der Brinken) »¹⁷, avant d'être appelé à Lvov, en Galicie, grâce à l'intervention de son frère aîné Wladimir, pour diriger l'hôpital du grand-duc Michel. En 1915, l'hôpital de Lvov doit être évacué à la suite de l'offensive austro-allemande ; Lodygensky est alors transféré à Kiev, où il est nommé médecin-chef de l'hôpital, placé en 1917 sous les auspices de la Croix-Rouge russe. Cette circonstance marque le début de sa collaboration avec cette institution qui influencera son parcours dès son départ de Russie

15. Voir arbre généalogique en annexe.

16. Georges Lodygensky, *Une carrière médicale mouvementée*, 1^{re} partie, chapitre II.

17. *Idem*.



Le D^r Georges Lodygensky dans les années 1920 (au CICR).
Source : collection privée de Youri Lodygensky, Nussbaumen.



Le D^r Georges Lodygensky pendant la Première Guerre mondiale, médecin-chef de l'hôpital de la Croix-Rouge attaché à la division caucasienne.
Source : collection privée de Youri Lodygensky.

et assurera sa subsistance pendant les premiers mois d'exil à Genève. À Kiev, il assiste aux multiples changements de régimes qui ont marqué l'Ukraine entre 1917 et 1919: le premier gouvernement soviétique ukrainien, le gouvernement fantoche du Hetman Skoropadski¹⁸, puis les «Républicains» nationalistes de Simon Petlioura et les communistes qui se disputent le pouvoir jusqu'à la victoire de ces derniers et l'établissement du deuxième gouvernement soviétique ukrainien¹⁹. L'hôpital qu'il dirige se transforme en centre d'aide; il y fonde, au début de l'année 1919, un «comité de secours aux victimes de la guerre civile», qu'il présente comme filiale du CICR²⁰. Au milieu de l'été 1919, accusé de recruter des officiers blancs par le biais de son hôpital et de les diriger vers la Russie méridionale, Lodygensky doit quitter la ville. Après de longues pérégrinations entre Saint-Petersbourg, Alexandrovskoïé, Kiev et Poltava, le docteur se replie avec sa famille dans le sud du pays, à Rostov puis à Piatogorsk et à Novorossisk. En janvier 1920 intervient la séparation de quelques mois d'avec sa femme et ses enfants, qui embarquent à Novorossisk à bord du *Saratov* vers Constantinople, tandis que Lodygensky cherche à organiser une mission du CICR dans le sud. Il séjourne quelque temps à Constantinople où il assiste à l'arrivée des armées blanches en déroute. Il embarque pour Naples avant d'arriver en avril 1920 à Genève, où sa belle-sœur Assia, veuve de Wladimir, est déjà installée. En juillet l'y rejoignent sa femme, ses deux enfants, la bonne, Nastia, la première épouse de son frère Alexandre, Hélène, ainsi que leurs deux enfants, la petite Hélène et Ilya. À peine réunie, la famille fait la connaissance de l'archiprêtre Serge Orloff, pasteur de la paroisse russe de Genève, dans laquelle les Lodygensky ne vont pas tarder à s'investir²¹.

Lodygensky parvient très vite à établir de nombreuses relations utiles; Gabriel Jenny, ancien consul de Suisse à Kiev avec qui il a lié une relation d'amitié, ainsi que la sœur de sa belle-sœur Assia, Nathalie de Poznansky, secrétaire au CICR, l'introduisent au sein de l'institution. Il s'entretient avec Gustave Ador, président du

18. En plaçant Skoropadski au pouvoir (Hetmanat), les Allemands et les Autrichiens établissent une sorte de protectorat en Ukraine, d'avril à décembre 1918. Pierre Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris: Colin, 1998 (1995), p. 41.

19. André et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris: La Découverte, 1998 (1991), pp. 79-80.

20. Georges Lodygensky, *Une carrière médicale mouvementée*, 2^e partie.

21. Georges Lodygensky, *Nina*, p. 89.



L'archiprêtre Serge Orloff (1864-1944).
Source: *Journal de Genève*, 21.01.1941.

CICR, Frédéric Ferrière²², vice-président, Marguerite Cramer²³, membre du secrétariat et du comité du CICR, Jacques Chenevière, Albert Reverdin, Étienne Clouzot, rédacteur en chef de la *Revue du CICR*, Édouard Frick²⁴, délégué général du CICR.

Lodyginsky se déplace à Paris et à Londres pour s'assurer des appuis auprès de la Croix-Rouge tsariste exilée et de l'Union internationale de secours aux enfants (Lady Paget). En octobre 1920, après avoir reçu la confirmation de l'envoi prochain en Crimée d'un délégué du CICR, il repart pour une dernière et brève mission. Débarqué à Sébastopol, il assiste aux « jours tragiques de l'abandon de la Crimée par les restes de l'armée du général Wrangel »²⁵. C'est à ce moment qu'il rencontre ce dernier, avec qui il gardera contact une fois retourné à Genève. La mission sur place

22. Frédéric Ferrière (1887-1959): Genevois, docteur en gynécologie, membre du CICR.

23. Marguerite Renée Cramer-Frick (1887-1963): Genevoise, licenciée en droit, directrice des services de l'Entente de l'Agence internationale de secours et de renseignements en faveur des prisonniers de guerre, entrée en 1918 au sein du personnel du Comité international de la Croix-Rouge, elle y demeurera jusqu'en 1946. Elle épousera Édouard Frick, vraisemblablement au début des années 1920.

24. Édouard Frick est un Suisse établi en Russie, collaborateur bénévole de la Croix-Rouge russe depuis le début de la guerre, qui s'est vu confier, à l'instigation de l'ambassadeur suisse à Petrograd, Éd. Odier, le mandat de délégué du Comité international auprès des institutions de la Croix-Rouge russe en 1918. Jean-François Fayet, Peter Huber, « La mission Wehrin du CICR en Union soviétique (1920-1938) », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 85, N° 849, mars 2003, pp. 95-116.

25. Georges Lodyginsky, *Une carrière médicale mouvementée*, 2^e partie, chapitres 8 et 9.

semble vaine, le docteur n'a que le temps de rédiger un rapport pour la Croix-Rouge russe, de donner une conférence sur les organisations humanitaires internationales en Occident et de revoir certains membres de son équipe d'infirmières de Kiev. L'heure de la dernière évacuation sonne alors : le docteur part, selon ses dires, avec l'un des derniers convois quittant la Crimée. À Constantinople, sans le sou, il doit songer à organiser son avenir pour subvenir aux besoins de sa famille restée à Genève. Avec la direction de la Croix-Rouge russe, alors en train de planifier son propre transfert à Paris, le voilà négociant le privilège d'établir à Genève une mission permanente de la Croix-Rouge russe.

C'est ainsi que, grâce à ses multiples efforts, à ses contacts à Genève et, à l'en croire, au prestige que lui vaut sa dernière mission désespérée en Russie, Lodygensky parvient à stabiliser sa situation difficile. Son parcours, déjà chargé en rebondissements, est marqué d'une nouvelle étape : il devient le chef rétribué du bureau de la Croix-Rouge russe (ancien régime) à Genève, qui doit servir de liaison entre la direction de la Croix-Rouge (ancien régime) à Paris, le BIT et le Haut-Commissariat de la SDN pour les réfugiés russes en Europe. Le secrétariat du bureau est composé de sa belle-sœur, Anne Lodygensky, et de Véra Froloff, nièce d'un émigré établi de longue date à Genève, Boris Skripitzine. À la demande du docteur, le général Wrangel lui dépêche bientôt un adjoint : Arcadius Pavlovich Polounine (1889-1933), dont les agissements en Suisse, ainsi que nous le verrons, auront des conséquences à long terme pour Lodygensky et Aubert. Parallèlement à son activité, G. Lodygensky représente en Suisse le Comité national russe (CNR), une organisation politique antisoviétique, sise à Paris et présidée par Pavel Kartacheff²⁶.

Selon Michel Caillat, il est impossible d'établir avec certitude si la rencontre de Lodygensky et d'Aubert, décisive pour leur avenir, date du printemps 1920, ainsi que l'affirme le docteur dans ses *Mémoires*, ou de 1921. Il est en revanche avéré que ce sont Boris Skripitzine et Gustave Reverdin, anciens camarades de collège d'Aubert, qui font les présentations. L'imbrication des réseaux familiaux, des réseaux du CICR et de l'émigration blanche est si favorable à Lodygensky que, dès les premiers mois de son séjour genevois, les bases de ses relations anticommunistes suisses et émigrées sont jetées.

26. Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 41.

Les activités du docteur au sein de la Croix-Rouge revêtent un caractère très politique; son bureau, destiné à des tâches de type humanitaire, joue également le rôle d'intermédiaire entre le CICR et la direction de l'ancienne Croix-Rouge russe à Paris (Ivanitzky et le comte Ignatieff) et facilite à l'occasion la liaison avec l'armée blanche en exil du général Wrangel.

À la fin de 1921, le CICR reconnaît officiellement la Croix-Rouge soviétique. Dès lors, le statut de la Croix-Rouge russe (ancien régime) va poser problème, parce que le CICR ne peut tolérer qu'une seule société par pays²⁷. De nombreux membres du comité international à Genève sont pourtant très favorables à la société en exil, mais sont contraints de lui demander de changer son appellation et de renoncer à l'emploi des emblèmes du CICR. La Croix-Rouge russe émigrée résiste avec ténacité, faisant mine d'ignorer cette question qui se fera de plus en plus pressante²⁸. D'après négociations ont lieu entre la fin de 1921 et le début de 1923; à la suite de protestations de S. Bagotzky contre l'utilisation abusive du drapeau du CICR, l'organisation exilée accepte finalement de porter le titre de Direction générale de l'ancienne société de la Croix-Rouge russe²⁹. Après ce camouflet, elle va être confrontée à un événement violent.

L'AFFAIRE CONRADI

L'attentat perpétré à Lausanne par Maurice Conradi le 10 mai 1923 place le bureau genevois du D^r Lodyginsky en fâcheuse posture: ses bonnes relations avec la société genevoise pourraient être compromises.

Les dessous de l'affaire Conradi, les circonstances du procès et leurs répercussions politiques ont été étudiés par Annetta Gattiker-Caratsch dans un travail pionnier, une thèse interdisciplinaire en histoire et en droit publiée en 1975.³⁰ Ses conclusions n'ayant nullement perdu leur pertinence, nous renvoyons à cette étude

27. *Ibid.*, pp. 80-81.

28. Michel Caillat, dont nous nous inspirons, a rassemblé une documentation impressionnante sur cette querelle. Michel Caillat, thèse en cours sur l'EIA, chapitres 3 et 4.

29. Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 81.

30. Annetta Gattiker, *op. cit.* L'étude de l'historien américain Alfred Erich Senn, *Assassination in Switzerland: the murder of Vatslav Vorovsky*, Madison/Londres: University of Wisconsin Press, 1981, reprend une grande partie des conclusions d'A. Gattiker. Michel Caillat indique que cet auteur est parfois insuffisamment critique à l'égard, par exemple, des déclarations des accusés. Michel Caillat, thèse sur l'EIA en préparation, chapitre 5.

fouillée dont certaines intuitions ont inspiré la présente recherche. Ce sous-chapitre sur les origines de l'Entente exige toutefois un rappel des faits.

Moritz Conradi (1896-1947) est un Suisse de Russie d'origine grisonne. Après s'être engagé comme volontaire pendant la Première Guerre mondiale, il rejoint les rangs de l'armée blanche. À la suite de cet engagement, du décès de son père et de celui d'un oncle fusillé par erreur, Conradi est habité par la ferme intention d'en découdre avec le nouveau régime et d'éliminer autant de bolcheviques que possible. Revenu en Suisse après avoir été licencié de l'armée blanche en juin 1921, cet homme au caractère instable va chercher à mettre ses projets à exécution. La Conférence de Lausanne, en mai 1923, à laquelle des représentants soviétiques doivent prendre part, lui semble être l'occasion rêvée, mais il manque d'argent et d'encouragements. Il s'enquiert auprès d'anciens camarades d'armes internés dans les Balkans, qui lui conseillent de s'adresser à la Croix-Rouge russe à Genève, où travaille un officier «spécialisé».

Le 10 mai 1923, il commet le meurtre du délégué soviétique Vatzlav Vorovsky et tente d'assassiner ses deux collaborateurs, Jean Arens et Maxime Anatolievitch Divilkovsky. Le complice de Conradi, qui lui a fourni quelque argent pour ses déplacements et pour acheter une arme à feu, n'est autre qu'Arcadius Polounine. L'implication du Dr Lodyginsky dans l'affaire n'est pas claire, mais il est avéré qu'il a reçu Conradi dans ses bureaux, prétendument pour l'ausculter, tout habillé, alors qu'il ne pratique plus la médecine depuis son départ de Russie³¹. Ainsi que le suggèrent ses *Mémoires*, le docteur est très vraisemblablement au courant de l'initiative des conjurés³². Il les aide en faisant disparaître des preuves que la police, dans une enquête des plus négligentes, n'a pas découvertes lors d'une perquisition très différée, effectuée trois jours entiers après l'assassinat. La thèse d'un complot de plus grande ampleur, qui impliquerait par exemple les cercles militaires ou monarchistes de l'émigration, semble en revanche pouvoir être écartée³³. Évidemment ces derniers, inquiets des conséquences possibles du procès sur leur communauté, prêtent main-forte à la défense au cours de l'instruction et du procès. Lodyginsky, qui

31. Georges Lodyginsky, *Une carrière médicale mouvementée*, 2^e partie, chapitre 10.

32. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, pp. 4-5.

33. Michel Caillat, thèse en cours sur l'EIA, chapitre 5.

craint assez logiquement d'être arrêté mais n'est finalement pas inquiet, développe une « activité fébrile » pour préparer la défense des accusés, en ameutant entre autres la Croix-Rouge et l'ambassade russes à Paris et en rassemblant des experts et des témoins à décharge afin de montrer le vrai visage du bolchevisme³⁴.

Théodore Aubert, qui prend la défense de Polounine, n'est pas un habitué du droit pénal, puisqu'il est spécialisé dans les affaires. Mais ses convictions antibolcheviques en font un candidat idéal aux yeux de Lodyginsky. Son engagement est total : il déclare d'emblée que ce procès sera celui du bolchevisme, et accepte non seulement de défendre son client à titre gracieux, mais aussi de trouver des fonds pour faire comparaître des témoins³⁵. Ainsi que A. Gattiker l'a démontré, le procès est entaché d'irrégularités, tant dans l'enquête, l'instruction, la sélection des jurés, les chefs d'accusation, l'argumentation de la défense que dans le choix du tribunal. Ainsi, l'affaire est jugée devant un tribunal criminel de district, celui de Lausanne, et non devant les Assises fédérales, comme on aurait pu s'y attendre étant donné les circonstances du drame et le statut des victimes. Quant à la ligne de défense, elle a de quoi surprendre par l'invocation d'une clause très particulière du Code pénal vaudois : celle de la « force irrésistible » (article 51, chiffre 4). Elle est ajoutée par la défense au questionnaire soumis au jury pour définir la peine à infliger aux accusés. En 1923, selon A. Gattiker, la définition de cette clause est floue et les avis des juristes à son sujet divergent. Elle exclut les passions de l'âme (colère, amour, haine, jalousie, ambition, fanatisme), qui sont souvent invoquées en cas d'homicide volontaire avec préméditation. L'article fixe « l'état de nécessité » assorti à un certain nombre de conditions (la présence d'une « crainte fondée », d'un « danger imprévisible et imminent », d'un « danger imminent grave ») est plus important que le mal occasionné. La réponse affirmative à cette question entraîne la libération des accusés. Telle sera la décision du jury de Lausanne, estimant que les accusés avaient agi sous le coup d'une « force irrésistible ». Or, A. Gattiker soulève qu'en examinant « objectivement cette question, l'on reconnaît facilement que les circonstances ne sont pas réalisées en l'espèce, puisque ni Conradi ni Polounine ne se trouvaient en présence d'un danger grave et imminent. »

34. Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 74, pp. 96-99.

35. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 6.

L'affaire Conradi déclenche un très grave incident diplomatique entre la Suisse et Moscou, qui n'hésite pas à comparer l'attentat à celui de Sarajevo en 1914. Les Soviétiques tentent de faire accréditer la thèse du complot, à laquelle s'opposent aussi bien la défense que le Conseil fédéral. La tension est d'autant plus vive que le verdict rendu le 16 novembre 1923 est l'acquiescement pur et simple des deux prévenus. La clause de la «force irrésistible» et la plaidoirie d'Aubert ont réussi à faire passer les accusés pour des victimes. Les réactions dans la presse sont vives. La gauche est indignée, la presse bourgeoise quelque peu gênée par le règlement juridique du procès. L'extrême droite jubile, mais elle est la seule à ne pas craindre de complications diplomatiques et politiques.

Grâce à l'issue surprenante de ce procès inique, la plaidoirie d'Aubert acquiert le statut de texte de référence pour le mouvement anticommuniste³⁶. La page de garde comporte le surtitre évocateur: «Le procès du bolchevisme». À en croire le Bureau permanent de l'EIA, il s'agit d'un succès de librairie, traduit en plusieurs langues, plusieurs fois réédité³⁷. Des années après sa publication en 1924, il est toujours évoqué par certains correspondants de l'EIA³⁸, et continue à être distribué en diverses occasions. L'acquiescement et son retentissement international assurent à Aubert une solide réputation de champion de l'antibolchevisme et lui confèrent à long terme une puissante aura dans les milieux de droite et d'extrême droite.

LA FONDATION À PARIS

Après le verdict, Aubert part se reposer quelques jours à la montagne, tandis que les lettres de félicitations lui parviennent en nombre et que la presse de gauche suisse et la presse soviétique (*Pravda* et *Izvestia*) l'invectivent. Au début de l'année 1924,

36. Théodore Aubert, *L'affaire Conradi: le procès du bolchevisme*, plaidoirie prononcée pour Arcadius Polounine devant le tribunal criminel de Lausanne les 14 et 15 novembre 1923, Genève: Sonor, 1924, 132 p. La brochure est rapidement traduite en anglais: *Bolchevism's Terrible Record: an Indictment*, Londres: Williams and Northgate, 1924. Elle connaît au moins trois éditions françaises, cinq anglaises (soit plus de 10 000 exemplaires), une aux États-Unis chez Small & Maynard, et une en russe à Belgrade. «2^e Conférence – Genève – 25-27 mai 1925». EIA, Conférences EIA 1924-1926.

37. «Projet de préface pour la deuxième édition de la plaidoirie» [sans date, estimé à avril 1925 par Michel Caillat]. EIA, BP général 1924-1927.

38. Lettres de Frank Pease à Aubert du 9 et du 31 juillet 1933. EIA, Angleterre 1933-1935.

Lodygensky, qui a formé le vœu de fonder un mouvement anti-communiste international, demande à Aubert d'en prendre la tête³⁹. À la fin de février, les deux hommes s'attellent à la tâche. Ils décident de procéder par étapes et le plus discrètement possible pour relier entre elles les différents types d'unions civiques nées au sortir de la Première Guerre mondiale en Europe. Ils convoquent un comité préparatoire de l'Entente internationale contre la III^e Internationale (EICTI) au domicile d'Aubert le 13 mars 1924 : les banquiers genevois Gustave Hentsch et Frédéric Dominicé, le docteur en chimie et secrétaire de l'Union civique suisse Marc Cramer, ainsi que le prince Anatole Lieven. Aubert se rend ensuite à Paris et à Bruxelles pour s'assurer la collaboration de l'Union civique française et de l'Union civique belge. En France, cette période est justement marquée, à la suite de la victoire du Cartel des gauches contre le Bloc national aux élections du 11 mai 1924, par une vague de créations de ligues (1924-1925)⁴⁰. Cette circonstance, le bon accueil réservé à l'initiative d'Aubert en France et le coût élevé de la vie en Suisse décident l'avocat et ses partenaires français à organiser la conférence constitutive de l'Entente à Paris plutôt qu'à Genève. Jean Larmeroux, président de l'Union de la propriété bâtie, rencontré par l'entremise de l'Union civique, met à la disposition de la conférence la salle des fêtes du bâtiment de son organisation.

Convoquée le 23 juin 1924, la constituante réunit un nombre satisfaisant de participants, aux yeux de Lodygensky et d'Aubert qui redoutaient jusqu'à la dernière minute de ne voir arriver personne. Une trentaine de délégués de dix pays prennent part à la session⁴¹. Nombre d'entre eux ne joueront aucun rôle ultérieur au sein de l'EIA. Qu'importe, le but des organisateurs est de donner une première assise internationale à l'Entente. Aubert proclame devant eux la nécessité de fonder un organisme destiné à unir tous les patriotes dans la lutte contre le Komintern et pour la défense de la patrie, de

39. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. I., p. 25.

40. Serge Bernstein, *La France des années 1930*, Paris : Armand Colin, 2002 [1988], p. 62.

41. De la Loyalty League anglaise : général Prescott Decie, Mrs. Arthur Webster, Mrs. Basil Taylour ; un Américain du nom d'Eaton ; les Belges de l'Union civique Spiltoir et M^{me} Charlotte Fricero ; M. Laurila de la Fédération pour la Sauvegarde de la Finlande ; les Français Larmeroux, Géré, de Varreux, Bessière, des Fossey, Grosjean, Grosclaude, Bonis-Charancle, Vinot et la comtesse du Luart ; le Norvégien Fougner, le Hollandais Wap ; le Suisse Rey (de la Fédération patriotique suisse) ainsi que la délégation russe que nous aborderons plus bas. PV de la séance du 23 juin 1924. EIA, Conférences EIA 1924-1926.

la famille, de la religion et de la propriété privée. Après avoir légitimé le «Bureau d'organisation», le futur Bureau permanent, de cet organisme, chaque participant fait un exposé de la situation dans son pays. La conférence approuve ensuite le nom proposé par Aubert pour la nouvelle organisation: elle s'appellera «Entente Internationale Contre la Troisième Internationale» (EICTI). Aubert tient beaucoup au terme d'«Entente», censé signifier le caractère bénévole de l'entreprise et son opposition à toute «organisation rigide et abusivement centralisée»⁴². Il souligne ainsi l'idéal fédéraliste, au sens helvétique du terme, attaché au projet. Ce titre officiel, un peu alambiqué, connaîtra bien vite deux abréviations: ses ennemis ou les personnes peu impliquées la nommeront souvent «Ligue Aubert», tandis que ses animateurs et ses amis utiliseront la désignation plus pratique d'«Entente Internationale Anticommuniste» (EIA), ou simplement «Entente». À partir de 1937, seule l'appellation EIA demeurera, même dans la correspondance officielle. Pour plus de commodité, nous emploierons toujours le sigle EIA ou le terme d'«Entente» au cours de cette étude.

Le Komintern, cible affichée du mouvement, n'est pas seul en cause. L'espoir ultime de l'EIA est de voir tomber le régime bolchevique en URSS. L'organisation se fixe comme devoir de contribuer à la chute du gouvernement soviétique. Il n'est nullement question ici d'encourager ouvertement une intervention armée; c'est la nation russe, en dernier lieu, qui doit se libérer du joug de la dictature. Dans ses *Mémoires*, Lodyginsky affirme avoir compris plus vite que d'autres exilés, anciens combattants surtout, que l'espoir d'une reprise de la lutte armée contre le bolchevisme était vain⁴³. La contribution de l'EIA se place sur le terrain de la propagande. Elle se concentre en particulier sur l'opposition à toute reconnaissance diplomatique de l'URSS, rejette les relations économiques avec celle-ci ainsi que l'octroi de crédits. En un mot, l'objectif de l'Entente est l'isolement complet du régime. Mais l'absence affirmée de velléités militaires de la part de l'EIA n'empêche pas Lodyginsky, homme de confiance du général Wrangel, d'entretenir des relations suivies avec des représentants haut placés de l'émigration russe, en particulier au sein de la principale organisation d'anciens combattants, le ROVS, l'Union générale militaire russe⁴⁴.

42. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 27.

43. *Ibid.*, p. 29.

LE SPECTRE D'UNE INTERNATIONALE BLANCHE

« Il fallait d'une façon générale traiter cette question [la relation entre l'EIA et l'émigration russe] avec d'autant plus de réserve que dès le début l'« Agit-Prop » soviétique s'efforça de présenter l'EIA comme une louche entreprise de « l'émigration blanche » ; ceci dans l'espoir d'en détourner l'intérêt des milieux occidentaux influents, aussi bien gouvernementaux que privés. »

Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 42.

Le rôle et la place de l'émigration russe font l'objet d'un chapitre à part entière parce que, réservoir naturel de forces anticommunistes, ce milieu revêt bien vite un rôle ambigu pour l'Entente : autant le Komintern ne doit pas apparaître comme ouvertement inféodé à Moscou, autant l'EIA ne veut pas être perçue comme l'outil de l'émigration blanche, tout en conservant son appui. Au moment du procès Conradi et aux premiers jours de l'Entente, les Russes de Paris répondent nombreux à l'appel de Georges Lodyginsky. Mais rapidement la crainte d'être assimilée à une organisation monarchiste ou militaire russe contraint l'EIA à un changement de tactique. Les collaborations semblent se restreindre, mais se font en réalité plus discrètes. Le professeur Il'in, philosophe russe exilé à Berlin, deviendra le relais allemand qui fait défaut à l'Entente à ses débuts. Les réseaux se recomposent, au gré des divisions qui marquent l'émigration. L'intégration du frère de Georges Lodyginsky, Alexandre, au sein de l'Entente représente une étape décisive dans cette évolution.

DU RÉSERVOIR D'EXILÉS...

Ce sous-chapitre a pour but de dessiner les réseaux de l'émigration dans lesquels intervient Georges Lodyginsky. Nous y analysons la manière dont ils se recomposent progressivement sous les effets conjugués des exigences de l'EIA et de la fragmentation politique et sociale de l'émigration. Cette fragmentation, ainsi que les propres orientations politiques de Lodyginsky que nous tenterons de définir ici, contribuent peu à peu à faire fondre le réservoir potentiel d'exilés mobilisables aux côtés de l'Entente contre le bolchevisme.

44. (Note de la p. 32.) Lodyginsky ne fait du reste pas mystère de ce lien avec Wrangel dans ses *Mémoires*. *Ibid.*, p. 56.

Si le parcours de Georges Lodyginsky à sa sortie de Russie s'inscrit dans le mouvement général d'exode qui accompagne la débâcle des armées blanches en 1920⁴⁵, son installation en Suisse l'écarte en revanche des itinéraires les plus courants de l'exil russe: le nombre d'émigrés russes dans la Confédération helvétique est en effet insignifiant⁴⁶. La première vague d'exilés se dirige massivement vers Berlin, puis vers Prague, Belgrade et Paris, qui deviennent les plus importants centres de cette émigration dans les années 1920⁴⁷. Prague fait plutôt figure de ville refuge des académiciens et Belgrade de l'état-major des armées blanches, tandis que Paris apparaît dès le milieu des années 1920 comme la capitale de l'émigration russe, toutes catégories confondues, intellectuels, officiers, professions libérales... Le poids, l'influence et le dynamisme culturels de l'émigration russe des années 1920 y sont très importants⁴⁸. En 1924, la France est considérée comme le premier lieu d'accueil des Russes; le chiffre encore fréquemment évoqué est de 400 000 personnes, mais il est grandement exagéré selon Catherine Gousseff. Le recensement de 1931, année de leur plus forte présence en France, indique moins de 100 000 individus, étrangers et naturalisés confondus.

Indiquons d'emblée que Prague et plus généralement les intellectuels émigrés ne font guère partie de l'horizon de Lodyginsky, à une exception près dont il sera question plus bas: le professeur Il'in. Cette absence s'expliquerait par le fait que les intellectuels de tendance conservatrice, qui pourraient souscrire aux buts de l'EIA, évolueraient dans un milieu passablement fermé; selon Ewa Bérard-Zarzicka, beaucoup d'entre eux ne peuvent s'imaginer vivre d'autre chose que de leur art ou de la littérature⁴⁹. C'est notamment le cas

45. Catherine Gousseff, *De l'exode à l'exil. La fabrique du réfugié apatride*, Paris: CNRS Éditions, 2008.

46. En 1922, le pays compte entre 2000 et 3000 réfugiés russes, et encore s'agit-il en partie de Suisses de Russie. Monika Bankowski, Peter Brang, Carsten Goehrke, Werner G. Zimmermann (éds), *Asyl und Aufenthalt. Die Schweiz als Zuflucht von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle/Francfort: Helbing & Lichtenhahn, 1994, p. 410.

47. Sur les statistiques si difficiles à établir de l'émigration russe, voir la synthèse proposée par Catherine Gousseff, *op. cit.*, pp. 53-74. L'Allemagne est le premier pays d'émigration russe, jusqu'au milieu des années 1920. En 1921, le Haut-Commissariat aux réfugiés russes y estime le nombre de réfugiés à 300 000, puis à 90 000 en 1925. Au début des années 1920, Berlin fait figure de capitale intellectuelle de l'émigration.

48. Georges Coudry, «Notes sur le «Passport Nansen», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, N° 44, oct.-déc. 1996, pp. 19-21. Sur la question de la SDN, de Nansen et des réfugiés, voir Claudia Hoerschelmann, Uriel Gast, «La politique d'asile de la Suisse, de la Première Guerre mondiale à 1933», *Relations internationales*, N° 74, 1993, pp. 191-205.

de l'écrivain symboliste réfugié à Paris, Dimitri Merejkovski (1865-1941)⁵⁰, qui est l'une des rares références littéraires évoquées par Lodyginsky. Membre avant la Révolution du groupe d'intellectuels des « chercheurs de Dieu », il tente de faire la synthèse entre religion et révolution⁵¹. Aujourd'hui totalement oublié, c'est l'un des auteurs russes les plus lus et les plus discutés dans le premier quart du XX^e siècle. Auteur d'une trilogie mystique, il annonce en 1917 que la guerre mondiale se soldera par une nouvelle guerre, celle de la croix contre le bolchevisme, d'essence diabolique.

Belgrade et plus généralement les Balkans vont prendre une importance grandissante pour l'EIA. Quant à Berlin, Lodyginsky y compte peu de contacts au moment de la fondation de l'Entente. À partir de 1925, par le biais de Pavel Chatiloff, membre du Comité national russe (CNR), chez qui habite Polounine, le docteur commence une correspondance secrète avec le général von Lampe pour développer les relations de l'EIA avec l'émigration en Allemagne⁵².

Entre 1921 et 1925, le point de mire de Lodyginsky est Paris, où se concentrent les structures déterminantes pour l'organisation communautaire russe : les principales entités des représentations politiques (Conseil des Ambassadeurs) et d'assistance aux Russes exilés (Comité directeur du Zemgor et Croix-Rouge russe). Cependant, les milieux de la Croix-Rouge et de l'ambassade russes (Basile Maklakoff), précieux soutiens pendant l'affaire Conradi, s'effacent au profit de cercles plus restreints dès la fondation de l'EIA, et plus encore après la liquidation du bureau de la Croix-Rouge de Lodyginsky à Genève⁵³. L'issue du procès Conradi acquiert à Aubert un prestige certain auprès de la frange nationaliste et monarchiste de

49. (Note de la p. 34.) Ewa Bérard-Zarzicka, « Les écrivains russes – Blancs et Rouges – à Paris dans les années 20 », in André Kaspi et Antoine Marès (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris : Imprimerie nationale, 1989, pp. 351-369.

50. Sophie Cœuré, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris : Seuil, 1999, p. 94.

51. Jutta Scherrer, « Pour une théologie de la révolution. Merejkovski et le symbolisme russe », *Archives des sciences sociales des religions*, vol. 45, N° 1, 1978, pp. 26-50.

52. L. K. von Skarenkov, « Eine Chronik der russischen Emigration in Deutschland. Die Materialien des General Aleksej A. von Lampe », in Karl Schlögel (dir.), *Russische Emigration in Deutschland 1918 bis 1941*, Berlin : Akademie Verlag, 1995, p. 66. Aucune trace de cette correspondance ne figure dans les archives EIA.

53. Michel Caillat indique que Georges Lodyginsky quitte officiellement ses fonctions de délégué de la direction de l'ancienne organisation de la Croix-Rouge russe à Genève le 31 décembre 1927. Georges Lodyginsky, *Face au communisme...*, op. cit., Genève : Slatkine, p. 194, note 88.

l'émigration, qui réagit avec enthousiasme à l'annonce de la création de l'EIA: les propositions de collaboration affluent. Michel Caillat souligne que l'émigration russe est très bien représentée lors de la fondation de l'EIA à Paris en juin 1924⁵⁴. La délégation russe, deuxième par son importance numérique, est presque entièrement composée de membres du Comité national russe (CNR), dont Lodyginsky est le représentant en Suisse⁵⁵. Cette organisation, créée en juin 1921 pour proposer une contrepartie civile à l'autorité de plus en plus contestée du général Wrangel, a échoué dans sa tentative de rallier en son sein les diverses tendances politiques de l'émigration⁵⁶. Entité marginale, elle ne représente pas grand-chose en dehors de ses 115 membres⁵⁷, issus pour la plupart de la tendance dite libérale démocrate (conservatrice)⁵⁸. Cette caractéristique ne l'empêche toutefois pas d'être la formation politique émigrée la plus proche de l'armée russe et du général Wrangel, réputés réactionnaires⁵⁹.

La délégation russe au moment de la fondation de l'EIA se compose du duc de Leuchtenberg, proche du général Wrangel, de Pavel Chatiloff, membre du CNR, du professeur Antoine Kartacheff, président du CNR, de Wladimir Gourko, ancien sénateur, membre du CNR⁶⁰, et d'Alexandre Goutchkov (1862-1936), ancien ministre de la guerre du gouvernement provisoire, très proche de Wrangel⁶¹. W. Gourko est désigné comme représentant russe pour la prochaine conférence internationale de l'Entente. Très enthousiaste au début, il se désintéresse rapidement de son mandat et le fait savoir à Lodyginsky⁶². Après une vaine tentative d'Aubert auprès de Wrangel,

54. Michel Caillat, thèse en cours sur l'EIA.

55. Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 41.

56. La gauche (socialistes révolutionnaires), Milioukov et la droite (le Conseil suprême monarchiste, fondé en même temps que le CNR, et partisan du grand-duc Nicolas) refusent en effet de collaborer. Paul Robinson, *The white Russian army in exile, 1920-1941*, Oxford: Clarendon press, 2002, p. 59.

57. Catherine Gousseff, *op. cit.*, p. 262.

58. Paul Robinson, *op. cit.*, pp. 59-60.

59. Selon Robinson, Wrangel recherche activement la collaboration du CNR et est désireux de travailler avec tout groupe dédié à la lutte antibolchevique, quelles que soient ses convictions politiques. Paul Robinson, *op. cit.*, p. 60.

60. [Rapport de la police de sûreté genevoise du 26 octobre 1923], annexé à une lettre du Service de police du Département de Justice et Police vaudois au Ministère public fédéral du 6 novembre 1923, AFB, 4320 (A), 1/20.

61. Sur Alexandre Goutchkov [Guchkov], voir Paul Robinson, *op. cit.*, pp. 57, 60, 63, 133-134. Goutchkov est également membre de l'Association financière, industrielle et commerciale russe.

62. «Note concernant la section russe», s. d. [seconde moitié de l'année 1924]. EIA, BP général 1924-1927, 1^{er} carton.

pourtant très favorable à l'entreprise nouvellement créée, pour qu'il prenne en main l'organisation d'une section russe de l'EIA⁶³, le BP tire la conclusion qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Il est décidé que, jusqu'à ce qu'un Russe de confiance soit trouvé, c'est le docteur qui assurera la liaison avec l'émigration⁶⁴. Cet homme fiable ne sera autre que son propre frère, Alexandre Lodygensky.

... À DES RÉSEAUX PLUS ÉTROITS

Ainsi, quelque temps après la fondation de l'Entente, Lodygensky devient la cheville entre l'EIA et les cercles russes. Une note révèle que «le Bureau apprécie beaucoup les services des groupements russes mais, dans l'intérêt même de l'affaire, il pense qu'il est de bonne politique d'éviter tout ce qui pourrait donner l'impression que l'Entente est un organisme qui dépend ou qui est influencé par l'émigration russe»⁶⁵. Dans ses *Mémoires*, le D^r Lodygensky affirmera qu'il craignait que l'EIA ne fût considérée – à cause dit-il de fausses allégations de l'agit-prop – comme une «louche entreprise de l'émigration blanche»⁶⁶. Aussi conseille-t-il rapidement à Aubert d'agir prudemment à l'égard de l'émigration, en n'incluant plus aucun Russe au sein du BP et en insistant sur le caractère international de l'EIA⁶⁷.

Lors de la deuxième conférence de l'Entente, en automne 1925, la représentation de l'émigration russe est réduite à deux personnes, le D^r Lodygensky et le prince Lieven⁶⁸. Sympathisant de la première heure, proche de l'état-major blanc, le prince letton, germano-balte et russophone Anatole Lieven (1872-1937)⁶⁹ est entièrement dévoué à la cause. Son indépendance financière et son passeport letton lui permettent de voyager facilement. Premier des correspondants bénévoles et bien renseignés que recherche l'EIA, il

63. Lettre d'Aubert à Wrangel, 10 novembre 1924. EIA, Émigration russe 1924-1927.

64. «Note concernant la section russe», s. d. [seconde moitié de l'année 1924]. EIA, BP général 1924-1927, 1^{er} carton.

65. *Idem*.

66. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. I, pp. 42-43.

67. *Ibid.*, p. 44.

68. PV de la Conférence de l'EIA (25, 26 et 27 mai 1925). EIA, Conférence 1925. Dans ses *Mémoires*, Lodygensky omet même de se citer. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. I, p. 48.

69. Lieven, prince Anatoly Leonid Pavlovich : né à Saint-Petersbourg, décédé à Kemmern en Allemagne. Germano-balte, luthérien, officier dans l'armée Yudenich de la Baltique en 1919. *Baltischer biographischer Index*, Baltic biographical index, Axel Frey (éd.), Munich : Saur, 1999 (W. Lenz, *Deutschbaltisches biographisches Lexikon 1710-1960*, Cologne/Vienne, 1970).

est au bénéfice de nombreux contacts dans l'émigration et a toute la confiance de Lodyginsky⁷⁰. Contre la suggestion des délégués français et belge Larmeroux et Spiltoir de mettre les représentants russes dans les divers pays en relation directe avec les centres nationaux de l'EIA, Lodyginsky et Aubert insistent sur la nécessité pour ces contacts de passer par le «secrétariat central» du centre russe, c'est-à-dire par le docteur⁷¹. Le délégué finnois, Laurila, vient à leur rescousse pour justifier cette manière de faire: la collaboration avec des émigrés russes, spécialement dans les pays ayant appartenu à la Russie, nécessite la plus grande correction. Ce qui signifie qu'une coopération avec des émigrés russes partisans, par exemple, d'un rétablissement des frontières d'avant la Première Guerre mondiale, serait impossible; les sentiments nationaux finnois s'en trouveraient blessés.

Constituer une «section russe» de l'EIA revient aussi à traiter l'émigration russe comme une nation qui, quoique diasporique et partant sans territoire, est à placer sur un pied d'égalité avec les États dans lesquels l'Entente aura des centres nationaux. La précaution de centraliser les contacts de l'émigration permet en outre au docteur de trier ses contacts sur le volet, de manière à préserver l'EIA d'infiltrations bolcheviques⁷². Le BP fait le choix de ne pas utiliser d'agents payés pour ne pas ruiner l'Entente, dont le financement n'est nullement assuré à ses débuts, et parce que le docteur les juge peu fiables⁷³. Cette ligne de conduite est également commandée par les divisions politiques de l'émigration évoquées par Lodyginsky dans ses *Mémoires*⁷⁴. Elle est aussi un indice de l'isolement relatif, et en partie volontaire, dans lequel se trouvent le docteur et ses proches en Suisse. Ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, ils fonctionnent plus ou moins en circuit fermé pour ce qui est du recrutement du personnel de la section russe de l'EIA.

70. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 28. Lodyginsky considère A. Lieven comme «un homme sûr», à même de fournir des informations sur la Russie soviétique «sans frais», grâce à ses contacts nombreux dans l'émigration russe.

71. PV de la 2^e Conférence de l'Entente (25-27 mai 1925). EIA, BP divers N° 1.

72. La paranoïa régnant dans l'émigration au sujet des agents doubles – voire triples – n'a bien sûr pas épargné l'EIA. Voir l'épisode où le dénommé Sievers vient frapper à la porte de l'EIA en octobre 1924, décrit par Lodyginsky dans *Face au communisme*, vol. I, pp. 37-38. Lodyginsky indique que Sievers est en fait un espion du Komintern, mais il s'avère qu'il est plutôt à la solde des Allemands.

73. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 44.

74. «L'émigration russe était trop faible pour entreprendre seule la lutte [contre le communisme]. D'ailleurs, comme toute émigration politique, elle se trouva bientôt intérieurement divisée. Sa situation matérielle ne faisait qu'empirer et la recherche du pain quotidien était devenue son premier souci.» Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 24.

Les options politiques spécifiques de Lodyginsky sont difficiles à définir avec certitude, en raison de sa relative discrétion à ce sujet. Tout en nous méfiant des raisonnements de type déterministe ou téléologique, et en tenant compte du fait que ses options ont pu légèrement évoluer avec le temps, nous pouvons avancer certaines lignes de force. Le doute n'est pas permis sur la nature de son nationalisme, de type panrusse, révélé par la forte prévention du docteur à l'égard des organisations de l'émigration ukrainienne, qu'il qualifie de séparatistes⁷⁵. Ses origines sociales et son parcours pendant la guerre le prédisposent à des sympathies monarchistes. Ce n'est pas prendre un grand risque que d'affirmer que Lodyginsky fait partie des émigrés (la majorité d'entre eux selon Marina Gorboff et Paul Robinson) qui verraient d'un bon œil la restauration de la monarchie en Russie⁷⁶. Les monarchistes se divisent entre partisans du grand-duc Nicolas et du grand-duc Cyrille, et absolutistes ou constitutionnels. L'affiliation de Lodyginsky au CNR le rapprocherait de la tendance libérale démocrate, monarchiste constitutionnelle⁷⁷. Un rapport de la police de sûreté genevoise le place, en 1923 déjà, dans le camp des légitimistes, partisans du grand-duc Cyrille (1876-1938)⁷⁸. Un autre rapport le place du côté des monarchistes constitutionnels⁷⁹. Aussi, la présence de Lodyginsky au Congrès de l'émigration russe de Paris du 4 au 11 avril 1926 ne fait pas de lui un partisan inconditionnel du grand-duc Nicolas (1856-1929), francophile, cousin et rival de Cyrille, germanophile. Elle prouve seulement que Lodyginsky participe au même effort que la plupart des représentants de l'émigration pour faire taire leurs dissensions politiques, et semble indiquer qu'à ce moment-là, le docteur est avant tout proche du général Wrangel, qui soutient le grand-duc Nicolas. Le congrès qui réunit les organisations de droite et du centre ne devait pas se prononcer sur l'organisation politique

75. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 44. De même, lors de la conférence de l'EIA en mai 1928, Lodyginsky défend le mouvement antisoviétique panrusse contre les partisans d'une lutte qui s'appuierait sur des mouvements nationalistes ukrainiens ou géorgiens, qui aboutirait selon lui à un morcellement de la Russie. Note issue du PV de la conférence, 16 mai 1928, EIA, Conférence EIA 1928-1929.

76. M. Gorboff parle de 85% des émigrés. Marina Gorboff, *La Russie fantôme. L'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne: L'Âge d'Homme, 1995, p. 136.

77. Paul Robinson, *op. cit.*, p. 26. Sur les différents courants monarchistes, voir aussi la synthèse de Marina Gorboff, *op. cit.*, pp. 136-144.

78. Rapport du brigadier Läderach, du service de sûreté du département de justice et police du canton de Genève, 3 août 1923, AFB, E 4320 A 1/20.

79. Rapport de la police de sûreté genevoise du 26 octobre 1923. AFB, E 4320 A 1/20.

future de la Russie⁸⁰, mais il se clôt tout de même sur un appel au grand-duc Nicolas, considéré comme le défenseur de l'idée nationale russe. Après le décès de Wrangel en 1928, et de Nicolas en 1929, les monarchistes réussissent plus ou moins à s'unir derrière le grand-duc Cyrille, reconnu chef de la famille impériale, mais non héritier du trône. Le rattachement des Lodyginsky à l'Église hors frontières, plutôt partisane de Cyrille, et le ralliement ultérieur de G. Lodyginsky au fils de Cyrille, Wladimir, ne nous permettent pas de conclure⁸¹. Au final, la question semble un peu secondaire, puisque les héritiers potentiels, aussi contestés les uns que les autres, sont plutôt «des emblèmes à l'usage de partis»⁸². Selon M. Gorboff, les monarchistes s'accrochent un temps à l'espoir d'une restauration possible, mais pour la plupart des émigrés, Lodyginsky compris, il est clair que la Russie ne sera plus jamais telle qu'ils l'ont connue.

Conformément à la volonté de l'Entente de ne pas mêler son nom à l'émigration, Lodyginsky participe officiellement au congrès de l'émigration de 1926 en tant que représentant de la Société russe de Genève, fondée par l'archiprêtre Serge Orloff⁸³. Pourtant, c'est bien l'EIA, et non la Société russe de Genève, qui est l'objet de sa conférence devant le congrès⁸⁴. Les réticences de l'EIA à l'égard de l'émigration pourraient bien être réciproques. Si une collaboration durable s'établit avec la revue de tendance conservatrice *Renaissance* (en russe *Vozrojdenje*), éditée à Paris, cette dernière ne deviendra pas pour autant le porte-voix de l'EIA auprès de l'émigration. De même, l'éditeur de la revue, Goukassoff (l'un des plus riches

80. Selon la note de Lodyginsky, le congrès est convoqué par un comité présidé par le professeur Pierre Struve [Strouvé], économiste membre honoraire de l'Université de Cambridge, rédacteur en chef du quotidien russe *La Renaissance*. Le métropolite Euloge célèbre un *Te Deum* au début de la rencontre. Parmi les participants figurent les représentants de la droite monarchiste modérée, les groupements du «centre», les groupements sans parti, les groupements cosaques et paysans. Sont absents les socialistes démocrates et révolutionnaires, le groupement de Milioukov. Note sans titre [de Lodyginsky], s. d., sur le Congrès de l'émigration russe antibolchevique à Paris, 4-11 avril 1926. EIA, Émigration russe 1925-1927. L'absence des partisans du grand-duc Cyrille, prétendant au trône, s'explique par le fait que le congrès s'est d'emblée positionné en faveur de son rival le grand-duc Nicolas.

81. Georges Lodyginsky, *Nina*, p. 118. Lodyginsky affirme qu'il a aidé le grand-duc Wladimir (1917-1992) à se sauver d'Allemagne pour se réfugier en Espagne, où il veut continuer l'œuvre du son père. De 1948 à 1950, Lodyginsky aurait officiellement travaillé comme conseiller et secrétaire du grand-duc, à la demande de ce dernier.

82. Marina Gorboff, *op. cit.*, p. 136.

83. Georges Lodyginsky, *Une carrière médicale mouvementée*, 3^e partie, p. 10.

84. «Note spéciale du D^r Lodyginsky pour le Bureau» sur le Congrès de l'émigration russe (4-11 avril 1926). EIA, BP général 1924-1927.

contributeurs des organisations de l'émigration), ne semble pas s'être laissé convaincre de faire partie du comité financier de l'Entente.

LE PROFESSEUR IL'IN, POINT D'ANCRAGE EN ALLEMAGNE

Les prospections de Lodygensky à Paris en avril 1926 ne sont pas toutes vaines. Il entre en contact avec le professeur Ivan Aleksandrovič Il'in (1883-1954), qui deviendra le principal correspondant russe de l'EIA en Allemagne et offrira un point de contact avec des milieux nationaux en Allemagne. Ce philosophe moscovite, éminent spécialiste de Hegel, est expulsé d'URSS en 1922, en même temps que les théologiens Nicolas Berdiaev et Vladimir Lossky⁸⁵. Parfaitement germanophone (sa mère, née Schweikert, est Allemande), il choisit Berlin comme lieu d'exil. Il'in est proche des généraux Wrangel et von Lampe, du duc Georges von Leuchtenberg et du prince Lieven⁸⁶, et est considéré comme l'idéologue du ROVS⁸⁷. Depuis Berlin, il suit de près les événements en URSS et dans les pays voisins⁸⁸. L'institut scientifique russe, le Russisches Wissenschaftliches Institut (RWI) où il enseigne constitue un bon poste d'observation. Inauguré au début de 1923, le RWI devient pour quelque temps l'un des principaux centres intellectuels de l'émigration russe⁸⁹. Le succès de l'institut est toutefois de courte durée : comme nombre d'autres organisations de l'émigration, il ne résiste pas longtemps à la crise économique de 1923 en Allemagne, qui occasionne le départ de nombreux membres de son personnel vers Prague et Paris. Il est également en proie à des querelles intestines entre émigrés antibolcheviques et partisans de la réconciliation⁹⁰. Après le déclin du RWI, Il'in vit surtout des conférences qu'il donne, en russe ou en allemand, sur la religion, la philosophie politique, le bolchevisme, la littérature et l'art. Il est, par ailleurs, le seul intellectuel avec lequel l'EIA noue des contacts durables.

85. D. Tschizewskij, *Hegel bei den Slaven*, Darmstadt, 1961 (2^e éd.), pp. 360-368. Il'in est considéré comme le plus important représentant de l'hégélianisme russe.

86. L. K. von Skarenkov, «Eine Chronik der russischen Emigration in Deutschland. Die Materialien des General Aleksej A. von Lampe», in Karl Schlögel (dir.), *Russische Emigration in Deutschland 1918 bis 1941*, Berlin : Akademie Verlag, 1995, p. 42.

87. Daniel Tsygankov, «Beruf, Verbannung, Schicksal: Iwan Iljin und Deutschland», *Archiv für Rechts- und Sozialphilosophie*, 2001, vol. 87, N° 1, p. 44-60 (p. 51).

88. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. I, p. 85.

89. Sur le RWI, voir Robert C. Williams, *Culture in exile. Russian émigrés in Germany, 1881-1941*, Ithaca/Londres : Cornell University Press, 1972, pp. 130-131 ; Bettina Dodenhoeft, «Lasst mich nach Russland beim». *Russische Emigranten in Deutschland von 1918 bis 1945*, Francfort : Peter Lang, 1993, pp. 89-119.

Au cours de sa vie, Il'in se réfugie par deux fois en Suisse: une première fois au moment de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, alors qu'il se trouve à Vienne pour travailler à sa thèse sur Hegel. Il transite par la Suisse, notamment à Zurich, où se trouve également son cousin, avant de pouvoir rentrer en Russie⁹¹. À Berlin depuis 1922, il est un observateur privilégié des changements politiques; il parvient à s'assurer un revenu sous le nazisme avec ses conférences et ses écrits grâce à diverses collaborations, notamment avec l'Antikomintern. Sa situation est toutefois de plus en plus précaire, jusqu'à devenir intenable au début de 1938 où, sous l'accusation fallacieuse d'être franc-maçon, agent des bolcheviques, la Gestapo proscriit ses écrits et lui interdit toute activité⁹². Il est contraint une seconde fois à l'exil et quitte l'Allemagne pour s'établir en Suisse. C'est grâce à la caution de 4000 francs suisses versée par S. Rachmaninov qu'il peut s'installer à Zollikon, dans le canton de Zurich, où il demeure jusqu'à sa mort en 1956. Interdit d'activité politique, il publie toutefois de nombreux textes à caractère politique sous des noms d'emprunt⁹³. À partir du moment où il s'établit en Suisse, ses relations avec l'EIA se font si discrètes qu'elles paraissent inexistantes. C'est pendant son exil en Allemagne qu'il rend les plus grands services à Lodyginsky, en servant d'intermédiaire avec des milieux protestants qu'il fréquente et dont il sera question dans la quatrième partie de cette étude.

90. (Note de la p. 41.) Yasinsky et Schlesinger, qui contrôlaient les fonds de la SDN et du YMCA octroyés à l'institut, réussissent à en maintenir des éléments jusqu'en 1933, sous la forme d'une sorte d'université russe. Mais l'institut en lui-même et sa faculté déménagent à l'automne 1923 à Prague – l'Oxford de l'émigration – où les contributions financières du gouvernement tchèque sont plus libérales, offrant une nouvelle base prometteuse de développement. Robert C. Williams, *op. cit.*, p. 131. Le YMCA et Berdiaev quittent également Berlin, faisant de Paris le nouveau centre des «intellectuels religieux». Ils trouvent notamment dans l'Institut théologique Saint Serge nouvellement formé un nouveau point d'appui (Il'in viendra d'ailleurs y donner quelques conférences). Catherine Gousseff, «Une intelligentsia chrétienne en exil: les orthodoxes russes dans la France des années 1920», in *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*, Paris: Cerf, 1997, pp. 115-137.

91. Peter Brang, «Zuflucht der Musen. Slavische Kunst und Kultur im Schweizer Exil», in Monika Bankowski *et al.* (éds), *Asyl und Aufenthalt. Die Schweiz als Zuflucht und Wirkungsstätte von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle/Francfort: Helbing/Lichtenhahn, 1994, p. 294.

92. Daniel Tsygankov, *art. cit.*, p. 54; Bettina Dodenhoeft, *op. cit.*, pp. 108-112.

93. Descriptif du fonds d'archives Il'in: [http://www.lib.msu.edu/coll/main/spec_col/writer/ilin/intro.htm].



Alexandre Lodyginsky (1890-1954), frère cadet du D^r Lodyginsky, fondateur du Mouvement des travailleurs chrétiens russes et animateur de la section russe de l'EIA. Source: collection privée de Youri Lodyginsky, Nussbaumen.

ALEXANDRE LODYGENSKY, ENTRE LA FRANCE ET LES BALKANS

Alexandre Lodyginsky (1890-1954), frère cadet de Georges, entre au sein de l'EIA en 1927, au moment où son frère le fait venir auprès de lui, avec l'assentiment de Théodore Aubert, pour le décharger des relations avec l'émigration et pour prendre en main la section russe de l'EIA. Pendant la Première Guerre mondiale, Alexandre est intégré comme administrateur au sein de la Croix-Rouge et, jusqu'à la Révolution, il occupe la fonction de maréchal de noblesse du gouvernement de Moghileff, puis de responsable du ravitaillement d'un district de cette région. Il est ensuite intendant dans l'armée de Denikine. Il se retrouve dans le sud de la Russie en même temps que son frère et sa famille. Puis c'est l'évacuation vers Constantinople. Divorcé de sa première femme, Hélène Sakharoff, dont il a eu deux enfants, Hélène et Ilya, il s'exile à Belgrade avec Tatiana Mamontoff, qu'il ne tarde pas à épouser en secondes noces. Un emploi temporaire auprès du gouvernement yougoslave, celui de secrétaire d'un commissaire pour l'administration des biens hongrois séquestrés, permet au couple de survivre. Peu après la naissance de leur premier enfant, Marie, les époux partent pour la Hongrie où Alexandre travaille un temps dans la construction puis vit d'expédients⁹⁴. En 1927, Georges Lodyginsky les fait venir à Chambéry. En 1928, pour être plus

94. Procès-verbal d'audition d'Alexandre Lodyginsky [Lodigensky], poste de gendarmerie de Montreux, 20 septembre 1944. AFB: E 4320 (B), 1991/243, C.13.1141, Lodigensky Alex., 1890.

proche de son frère, Alexandre installe sa famille à Saint-Julien-en-Genevois⁹⁵. Sa maîtrise des langues (le russe, l'allemand, le français et le serbo-croate) ainsi que ses relations dans les Balkans en font un atout pour l'EIA. Devenu salarié du BP⁹⁶, il développe le réseau émigré de l'EIA. En 1931, il fonde le Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR), promu section russe de l'EIA, dont le champ d'action couvre la France, les pays slaves et balkaniques. Il obtient la naturalisation française en 1933, ce qui facilite ses déplacements: il accompagne à plusieurs reprises Aubert dans ses voyages. Les activités d'Alexandre Lodygensky dans les Balkans sont les plus difficiles à déterminer, mais certains éléments peuvent être déduits, ainsi que nous le verrons dans la deuxième partie de cette étude, de l'affiliation des frères Lodygensky à l'Église orthodoxe hors frontières (aussi appelée synodale, dont le siège est à Karlovtsy, en Yougoslavie). Cette affiliation et le contexte de ruptures successives qui marquent l'orthodoxie en exil⁹⁷ expliquent pourquoi les contacts avec l'émigration parisienne, naguère principale référence de Georges Lodygensky, vont peu à peu être remplacés par des liens plus forts avec l'émigration dans les Balkans, essentiellement composée d'anciens officiers et combattants des armées blanches. Ainsi, options religieuses et politiques (monarchistes) induisent un déplacement d'influence de la section russe de l'EIA, de la France à l'Europe centrale et orientale.

Par le rôle de filtre qu'il va assumer entre l'émigration et l'EIA, qui tient plus que jamais à ce que ses relations avec les exilés russes restent discrètes, Alexandre Lodygensky va contribuer à éloigner le spectre d'une internationale blanche de la réputation de l'Entente. Mais ses activités durant la Seconde Guerre mondiale en France, qui le contraignent à se réfugier en Suisse en août 1944, vont placer l'EIA face à un autre dilemme, qui sera abordé dans l'épilogue de cette étude.

95. Les informations sur A. Lodygensky qui suivent dans ce sous-chapitre sont tirées de son dossier aux AFB: E 4320 (B), 1991/243, C.13.1141, Lodigensky Alex., 1890. Elles sont pour la plupart corroborées par le récit de G. Lodygensky dans *Une carrière médicale mouvementée*, *op. cit.*

96. «En ce qui a trait à mes moyens d'existence, je dois dire que lorsque j'étais à Saint-Julien, à la tête de la Section russe, je touchais un traitement de 400 fr. suisses par mois, ainsi qu'une somme de 100 fr. suisses pour les frais de bureaux.» AFB: E 4320 (B), 1991/243, C.13.1141, Lodigensky Alex., 1890.

97. Voir notre chapitre «Les protestations contre les persécutions religieuses 1929-1931)», «Le Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR)».

UN ANTICOMMUNISME DYNAMIQUE ET EXPANSIF

«**A**rmée de cadres» alimentée par un réseau d'amitiés personnelles, de relations d'affaires, de contacts politiques soigneusement entretenus et développés, l'EIA développe un anticommunisme multiforme. La dimension religieuse y est importante, sans pour autant constituer une préoccupation unique. Pour circonscrire cet ensemble et donner leur juste place aux autres préoccupations de l'Entente, nous analysons ici ses réseaux et ses champs d'activité non religieux et traçons les grandes lignes de développement du Bureau permanent de l'EIA (BP), de son secrétariat et des différents comités et sections auxiliaires qu'il a fondés, depuis sa création jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

LE BUREAU PERMANENT (BP) ET SES AUXILIAIRES

Après la conférence constitutive de juin 1924, acte de naissance et déclaration d'intention de l'EIA qui lui confère sa légitimité, le travail à accomplir est gigantesque. L'Entente doit assurer son budget, lancer son service de presse, trouver de nouveaux correspondants et fonder des centres nationaux. Son ambition, qui peut apparaître comme quelque peu démesurée, est à la fois de se renforcer et de se structurer, dans le but de lutter à armes égales contre l'ennemi qu'elle s'est promis de combattre et dont elle aspire à contrer les desseins: le Komintern. Elle prétend au même professionnalisme que lui et veut en imiter la structure: un centre, des sections nationales, des bureaux spéciaux, des correspondants et des agents spécialisés, des publications et des périodiques. Précisons que, dans un but d'économie et d'efficacité, le BP se propose de travailler dans les différents pays avec des groupements patriotiques existants plutôt que de créer de toutes pièces des organisations spécifiques.

Le centre, ou Bureau permanent (BP), remplace le Bureau d'organisation provisoire, pour assurer la stabilité nécessaire au bon développement de l'Entente. À ses débuts, il est installé dans des locaux mis à disposition par l'Union civique suisse à titre gracieux, rue de l'Hôtel-de-Ville⁹⁸. Entre 1925 et 1928, sans sortir du périmètre très restreint de la vieille ville, quartier de la bonne société, il déménage à deux reprises. Un premier transfert offre au BP des locaux plus spacieux, rue de l'Athénée⁹⁹, un second l'installe à la rue Maurice, au premier étage d'une maison appartenant à la famille Aubert et qu'il occupera jusqu'à la liquidation de l'EIA en 1950¹⁰⁰.

Le fonctionnement du BP est rythmé par des horaires de bureau et des réunions quotidiennes de ses membres, objets de procès-verbaux¹⁰¹. Aubert et Lodyginsky en sont les piliers, et le nombre de leurs collaborateurs va s'accroître avec les années. Lors des réunions journalières du BP, la correspondance reçue est analysée, les réponses à envoyer, les articles à écrire et les activités à poursuivre ou à initier sont discutées. Une part importante de la stratégie de l'EIA peut être comprise grâce à la lecture de ces comptes rendus quotidiens.

Le Bureau permanent de l'EIA compte à ses débuts trois membres qui se réunissent tous les jours: Théodore Aubert, Georges Lodyginsky et Marc Cramer¹⁰². En 1926, ce dernier est remplacé par le colonel Alfred Odier, qui devient vice-président de l'EIA. Le terme d'Entente suggère une structure apparemment assez souple et peu contraignante, qui doit laisser sa propre indépendance à chaque membre. Mais la volonté d'Aubert et de Lodyginsky est pourtant d'imprimer une direction ferme à cette structure; aussi le BP a-t-il énormément de poids. Aubert paraphe tous les articles, discute bien souvent des stratégies avec chaque représentant séparément, et non collectivement lors des conférences annuelles de l'EIA.

98. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 33. Sur les liens étroits entre Aubert et l'Union civique suisse, dont il figure parmi les fondateurs en 1919, nous renvoyons à la thèse en cours de Michel Caillat sur l'EIA.

99. Résumé de l'activité du Bureau depuis la 2^e Conférence (mai 1925) au 1^{er} décembre 1925. EIA, Activités du BP de l'EIA, juillet 1924-décembre 1949.

100. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 73.

101. Ces procès-verbaux, entièrement dépouillés par Michel Caillat, sont rassemblés par années dans les archives de l'EIA à la BGE. Ci-après EIA, PV du BP 1924, 1925, etc.

102. Marc Cramer (1892-1976) est un chimiste genevois, actif dans les milieux patriotiques (PHDS, Fédération patriotique suisse, Union civique suisse).

Dès 1927, sur proposition d'Aubert, le BP incorpore de nouveaux membres¹⁰³. Des personnalités étrangères sont recrutées, notamment pour justifier l'appellation «internationale» de l'Entente. Citons entre autres le ministre de la Défense belge, Georges Theunis, deux sénateurs français, Frédéric Eccard et Gustave Gautherot, ainsi que des Anglais, Sir Waldron Smithers (MP), Sir Hanns Vischer, le général J. Knox (MP), Lady Dorothy Hanbury, la duchesse d'Atholl (MP)¹⁰⁴. Mais dans les faits, les rênes du BP restent entre les mains du duo Aubert-Lodyginsky, et on attend des nouveaux membres qu'ils soient avant tout actifs dans leur pays plutôt qu'au sein de l'organe décisionnel de l'EIA. Des Suisses sont également recrutés: les colonels divisionnaires Guillaume Favre et Roger de Diesbach, Lucien Cramer, cousin d'Aubert, juriste et membre du CICR, René Hentsch, le banquier zurichois Hans von Schulthess, l'avocat genevois Jacques Le Fort et l'avocat puis banquier genevois Eugène Gaulis.

Le secrétariat du BP est l'organe qui assure la bonne marche de l'administration. Il est composé de membres rétribués, recrutés pour la plupart dans les cercles russes très restreints du Dr Lodyginsky et dans les cercles genevois de Théodore Aubert. Un duo forme l'armature du secrétariat: Véra Froloff, nièce de Boris Skripitzine, qui était déjà secrétaire de Lodyginsky à la Croix-Rouge russe, s'occupe de la documentation russe, des reproductions et de la correspondance¹⁰⁵; Danielle Boissonnas, dont la famille a vécu à Saint-Petersbourg jusqu'à la Révolution¹⁰⁶, est chargée de la mise à jour de la correspondance d'Aubert et de Marc Cramer, ainsi que de la gestion des archives. Ces deux collaboratrices occuperont leur poste jusqu'à la fermeture de l'EIA après la guerre. D'autres secrétaires leur seront adjointes, telle la belle-sœur de Lodyginsky, Assia, qui leur prête main-forte pendant quelques années. La fille de l'archiprêtre Serge Orloff, Marie (Maroussia) Orloff, collabore quelque temps comme bénévole, avant d'être engagée en renfort en qualité de rédactrice et traductrice. Son caractère instable, voire

103. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 75.

104. *Ibid.*, vol. II, p. 7.

105. «Organisation du Bureau», document sans date (antérieur à octobre 1924). EIA, PV du BP 1924.

106. Danielle Boissonnas, née en 1893, est la fille de Frédéric Boissonnas, qui possédait un atelier photographique à Saint-Petersbourg. Ruiné par la révolution, il rentre à Genève pour reprendre son travail artistique. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 34.

hystérique, selon Lodyginsky, lui vaut quelques difficultés à s'adapter à la discipline du bureau, qu'elle quitte au bout de quelques années. À l'aube des années 1930, le BP s'attache la collaboration de « quatre charmantes et intelligentes jeunes filles »¹⁰⁷ de bonnes familles genevoises : Renée Choisy, nièce du professeur Eugène Choisy, Andrée de Morsier¹⁰⁸, Nathalie Schoch et Denise Aubert. Dans ces mêmes années, Lodyginsky aura pour sa part deux secrétaires personnels bénévoles successifs : le prince Constantin Gortchakov, fils de la princesse Daria Gortchakov, établie à Lausanne au lendemain de la Révolution, puis la fille d'un banquier genevois d'origine américaine, Catherine Bates.

Dimitri de Zoubaloff¹⁰⁹ figure également parmi les collaborateurs et contributeurs de l'Entente¹¹⁰. Catholique d'origine russe (Géorgien), naturalisé suisse¹¹¹, il met ses compétences de rédacteur et de traducteur au service de l'EIA, particulièrement à partir du milieu des années 1930, en remplacement de Maroussia Orloff-Girard. Lodyginsky en parle comme d'un excellent rédacteur à l'intelligence vive, d'une personnalité fantasque et attachante, très proche de Georges Oltramare durant quelque temps¹¹².

La vocation antibolchevique de l'EIA est universalisante. Si les milieux politiques, gouvernementaux et diplomatiques sont prioritairement visés dans la stratégie de l'Entente, les milieux financiers, industriels, religieux, caritatifs, éducatifs, intellectuels et ouvriers sont aussi en point de mire. Répondant à cette vocation et à la volonté d'imiter les structures du Komintern, le BP prévoit de mettre sur pied divers services et comités : un comité de liaison avec les Églises, un « service de liaison avec les groupements nationaux », un « comité de jeunes pour la liaison avec les

107. *Ibid.*, vol. I, p. 74.

108. Andrée de Morsier épousera plus tard un fidèle correspondant de l'Entente d'origine espagnole, Angel Arbex.

109. Dimitri de Zoubaloff est établi à Fribourg, où il a épousé Claire-Alice Blancpain, fille du propriétaire de la brasserie du Cardinal. Fortuné, Zoubaloff participe notamment à des productions cinématographiques en Suisse. Il collabore à l'action anticommuniste de l'EIA et de Jean-Marie Musy. Daniel Sebastiani, *Jean-Marie Musy (1876-1952), un ancien conseiller fédéral entre rénovation nationale et régimes autoritaires*, thèse de doctorat, Fribourg, 2004, note 44, p. 530.

110. Zoubaloff fait notamment don de 5000 francs pour les frais de publications du *Vade-mecum antibolchevique* de l'EIA. Lettre d'Aubert à Zoubaloff, 20 mai 1927. EIA, Suisse général 1927.

111. Membre du BP à G. Gautherot, Paris, 2 novembre 1927. EIA, France 1927-1929.

112. Il a notamment lancé un journal anticommuniste, *L'Assaut*. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, pp. 96-97.

groupements nationaux de jeunes», un «service de liaison avec les gouvernements», une «commission d'études pour l'élaboration d'un programme d'action antibolchevique parmi les travailleurs fondé sur le principe de la coopération des classes». Ces projets vont se révéler difficiles à réaliser dans leur totalité et surtout à pérenniser. À cela s'ajoute que les préoccupations de l'EIA évoluent en fonction des événements, et que, pour parer au plus pressé, le développement parallèle de nouvelles sections et actions va bien souvent être motivé par des événements extérieurs.

Ses créations les plus durables sont le comité financier, la section jeunesse, la section féminine, l'Institut antimarxiste et bien sûr la commission Pro Deo. Il convient de placer cette dernière à part, justement en raison de sa longévité et de son statut officiellement indépendant de l'Entente. Cette commission occupera une place majeure dans la suite de cette étude. Quant au Bureau colonial, qui est également un rouage important, nous l'évoquerons un peu plus loin dans le point «Géographie des réseaux: cercles concentriques».

La priorité de l'Entente est de constituer un comité financier; c'est chose faite à la fin de l'année 1924¹¹³. Outil essentiel sans lequel rien ne se peut, ce comité est bien autre chose qu'une section auxiliaire. Il a pour tâches d'assurer le budget, de collecter et de gérer les fonds. Le BP n'aurait pu mieux faire que de les confier à des banquiers genevois, les frères Gustave (1878-1962) et René (1881-1943) Hentsch, Frédéric Dominicé et Rodolphe de Haller, ainsi qu'à un industriel à la retraite, Gaston de Mestral¹¹⁴. Les frais de fonctionnement de base du BP sont estimés à 100 000 francs par année; aussi le but est-il de créer un capital de deux millions de francs¹¹⁵. Le comité financier voit peu à peu grossir ses rangs de membres étrangers, car tous les pays qui comptent des membres et correspondants dans l'Entente doivent contribuer au financement du BP. Les formes et la provenance des fonds sont des plus diverses: nous en ferons seulement une synthèse. D'une manière générale, le financement de l'Entente est assez opaque et la reconstruction de sa comptabilité sur toute la période serait mission impossible, tant les archives sont lacunaires et parfois absconses sur ce point. L'essentiel des revenus provient de nombreuses compagnies,

113. Mémoire (novembre 1924). EIA, BP général 1924-1927.

114. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 75.

115. Mémoire (novembre 1924). EIA, BP général 1924-1927.

banques, assurances et industries suisses qui contribuent durablement à la caisse de l'Entente. Elle est également alimentée par les cotisations, annuelles ou mensuelles, des groupements et des personnalités membres, et par le produit des abonnements aux publications EIA. Ces montants sont particulièrement fluctuants : ils varient au cas par cas et dépendent souvent de la conjoncture et de la santé économique des partenaires. La source des abonnements est d'autant plus appréciable que ces derniers peuvent au besoin être surfacturés pour se muer en subvention masquée d'un gouvernement étranger¹¹⁶. De manière sporadique, l'EIA bénéficie de subsides étatiques¹¹⁷ et de contributions de certaines officines semi-privées, tel le mystérieux poste « P/A »¹¹⁸ du colonel Lainey en France, ou encore l'Antikomintern en Allemagne. Dans l'ensemble, on peut dire que l'Entente réussit rapidement son pari de trouver des fonds divers. S'ils ne sont pas toujours aussi abondants que souhaité et si des sacrifices se révéleront souvent nécessaires, suppression de certains périodiques, notamment des éditions en anglais, les montants sont en progression assez constante et lui permettent de maintenir une activité impressionnante¹¹⁹. La bataille pour le budget n'est toutefois jamais gagnée, et le BP se prétend périodiquement au bord de la faillite ; il faut dire que ses besoins s'accroissent graduellement. En 1932, c'est la crise : le comité financier cherche de nouvelles sources. En été, il crée l'association des amis suisses de l'EIA, sous l'égide de Gaston de Mestral¹²⁰, sur le modèle des Amis de l'Union soviétique qui ont tenu leur premier congrès mondial en 1927¹²¹. Le but de

116. Alors qu'un abonnement annuel aux publications EIA coûte 40 francs en 1936-1937, l'Antikomintern de Berlin, officine du Ministère de la propagande nazie, contracte un abonnement de 300 francs par mois en 1936, pour les publications de l'EIA avec droits de reproduction pour l'Allemagne. Lettre du BP à l'Antikomintern, 9 avril 1936. EIA, Allemagne-Antik. 1933-1942. À titre de comparaison, l'abonnement annuel au *Journal de Genève* coûte 40 francs pour les autres pays (Circulaire signée Th. Aubert, 3 juin 1929. EIA, Circulaires 1924-1933).

117. L'Espagne et le Portugal contribuent de cette manière et André Tardieu, ministre de l'Intérieur, octroie par exemple une subvention à l'EIA en décembre 1929. PV de l'entrevue entre Gustave Gautherot et André Kourakine, le 21 décembre à Paris. EIA, PV du BP 1929.

118. Voir le chapitre « L'EIA se concentre sur l'Allemagne (1929-1933) », « Rapprochement franco-allemand contre rupture germano-soviétique ».

119. Le budget de l'EIA passe de quelque 70 000 francs en 1925 à plus de 150 000 francs en 1927, pour redescendre à 130 000 francs en 1928. Note confidentielle du Comité financier, mars 1929. EIA, Activité du BP de juillet 1924 à décembre 1949.

120. Georges Lodyginsky, *op. cit.*, vol. I, p. 75. PV du 7 mai 1932 (EIA, PV du BP 1932), ainsi que les lettres circulaires envoyées au moment de la création de l'association, en août et septembre 1932 : EIA, Circulaires 1924-1933.

l'association est non seulement de diffuser la propagande, mais aussi de récolter de petits subsides parmi le grand public¹²². Le comité de patronage se compose d'une douzaine de banquiers, industriels, avocats, militaires et hommes politiques des principales villes de Suisse romande et alémanique¹²³.

Les événements du 9 novembre 1932 à Genève, que l'EIA sait exploiter à son profit, stimulent l'intérêt pour sa lutte. Si l'on en croit un rapport interne, grâce à la libéralité des amis de l'EIA, le BP est tiré d'affaire en décembre 1932¹²⁴. Le concept fait si bonne recette qu'on songe à créer de semblables associations dans d'autres pays¹²⁵.

La même année, René Engel, membre du comité financier, réussit un véritable coup de poker en convainquant son oncle Arthur Engel, un riche industriel français, de tester en faveur de l'EIA. La crise, qui touche la Suisse en différé par rapport aux autres pays¹²⁶, entrave les projets du BP qui aimerait diversifier ses activités. Le bureau est contraint à certaines mesures d'économie. En 1934, il doit multiplier les démarches pour obtenir des fonds et cesse la livraison gratuite de ses *Bulletins* concédée à certains organismes, en leur demandant de bien vouloir s'abonner¹²⁷. La mort d'A. Engel, survenue en été 1935, semble annoncer la fin des tra-

121. (Note de la p. 50.) Jean-François Fayet, «La Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS)», *Relations internationales*, N° 115, automne 2003, p. 419.

122. Georges Lodyginsky, *op. cit.*, vol. I, p. 75.

123. Le conseiller d'État Ernest Béguin, Neuchâtel; M. Brugger, banquier à Bâle; Eugène de Coulon, industriel à Cortaillod, Neuchâtel; le colonel divisionnaire G. Favre, Genève; Arthur Freymond, député, Lausanne; colonel Éd. de Goumoens, Thoune; A. Hurliman-Hirzel, industriel, Zurich; Caspar Jenny, industriel, Zurich; Ernest Perrier, président du Conseil d'État, Fribourg; Georges Rigassi, rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*; Hans von Schulthess, banquier, Zurich; M. von Steiger von Mulinen, avocat, Berne; Walter von Werdt, avocat, Berne. Lettre circulaire de l'Association suisse des amis de l'EIA, 16 septembre 1932. EIA, Circulaires 1924-1933.

124. Rapport sur l'activité du BP de l'EIA de 1930 à 1932, décembre 1932. EIA, Activité du BP 1924-1949.

125. EIA, PV du BP, 7 mai 1932.

126. On distingue en effet une tendance à contre-courant en Suisse, en deux phases: pendant la première, de 1929 à 1932, la Suisse apparaît comme relativement épargnée par rapport aux autres pays; pendant la deuxième, de 1933 à 1936, elle est plus gravement atteinte alors que la reprise s'est déjà amorcée alentour. Ruffieux, Roland, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne: Payot, 1974, pp. 198-199.

127. Le prix de l'abonnement est de 10 francs par année et par bulletin et de 20 francs pour tous les bulletins (Bulletins d'informations politiques, économiques/industrielles, sociales, religieuses). Le BP se désabonne de la Fédération des institutions internationales établies à Genève, arguant qu'il ne peut plus faire face à la cotisation. Correspondance éparse au cours de l'année 1934 dans le carton EIA, BP 1931-1935.

cas de l'EIA, grâce à un legs de quatre millions de francs français¹²⁸ soit environ quatre millions et demi de francs suisses actuels¹²⁹. Mais l'opposition d'héritiers naturels s'estimant lésés retarde l'accomplissement de cette volonté jusqu'en 1936¹³⁰. À partir de cette date, le fonctionnement global de l'EIA sera assuré pendant plusieurs années¹³¹.

La section jeunesse de l'EIA est mise sur pied en 1926. René Gampert, fils du professeur de théologie et pasteur genevois Auguste Gampert, en est l'animateur jusqu'en 1929. Entre 1926 et 1928, elle se réunit assez souvent et parvient à sensibiliser le mouvement scout international à la question communiste et à sa propagande¹³². La brochure publiée par Gampert en 1926, *Les Pionniers rouges*, est diffusée par son entremise. En revanche, ses efforts en direction du YMCA (Association chrétienne de jeunes gens, protestante) et des sections jeunesse des Croix-Rouge sont moins fructueux. Plusieurs collaborateurs se succèdent au sein de la section, qui est globalement moins active à partir du tournant des années 1930¹³³. Elle reprend de l'activité de manière plus décisive en 1936, notamment sous l'impulsion de l'Antikomintern. Le jeune Wladimir Lodyginsky (1917-2007), fils aîné du docteur, qui anime la section à cette époque, lui donne un nouvel élan. Il participe à diverses réunions à l'étranger, notamment celle de

128. EIA, PV du BP, 20 juillet-14 août 1935.

129. Selon les tables de conversion de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) sur la valeur réelle (pouvoir d'achat) de l'euro et du franc français, la valeur d'un franc en 1935 équivaldrait à 0,7 euro en 2007. [<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=29&type=1&page=achatfranc.htm>]. Nous avons ensuite converti la valeur obtenue en francs suisses actuels, avec un taux de change de 1 euro pour 1 fr. 60.

130. Lettre d'[Aubert?] à M^e Gustave Martin (notaire d'Arthur Engel), Genève, 7 septembre 1935. EIA, Suisse général 1935. En mars 1936, Jacques Le Fort est encore en pourparlers à Paris avec les autres légataires. PV du 18 mars 1936. EIA, PV du BP 1936. Il faut dire qu'Engel avait également testé en faveur de la Ligue suisse protectrice des oiseaux et de la Casa de Velázquez, sous forme de fondation. Jérôme Blanc, *Les Engel. Une famille d'industriels et de philanthropes*, éditions Christian, 1994, pp. 63-65, 96-97, 172-174.

131. 20^e anniversaire de la fondation de l'EIA, 13 mars 1944. EIA, Activité du BP de juillet 1924 à décembre 1949. Selon Lodyginsky, le BP ne viendra à bout du legs d'Engel qu'à la fin de la guerre. Georges Lodyginsky, *op. cit.*, vol. II, p. 71.

132. R. Gampert parvient à faire inscrire la question de l'action du Komintern auprès de la jeunesse à l'ordre du jour de la Conférence internationale des instructeurs scouts à Kandersteg en été 1926 (PV du 23 juin 1926. EIA, PV du BP 1926), et Th. Aubert y prononce une conférence (Conférence de M. Aubert à Kandersteg au Congrès des éclaireurs, du 26 au 28 août 1926. EIA, PV du BP 1926), dont le compte rendu est publié dans la revue scoute internationale *Jamboree*, N° 25, janvier 1927.

133. Ainsi, Jean Sarasin, sa sœur Marie (fils et fille d'un colonel divisionnaire), ainsi que le fils de Théodore Aubert, Édouard (1907-1985), et enfin Pierre Engel se succèdent à la tête de la section jeunesse. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 95.

l'Antikomintern à Munich, en novembre 1936, et au meeting de l'association protestante de droite La Cause, à Paris, en décembre de la même année. En collaboration avec sa future épouse, Rose-Marie de Salis, il met sur pied des cours anticommunistes pour jeunes gens protestants et catholiques¹³⁴.

Une section féminine est créée en 1936. Elle va prendre le nom d'Alliance mondiale des femmes contre le bolchevisme et la guerre, en réponse à la Ligue des femmes pour la paix et la liberté, dont l'EIA n'a de cesse de dénoncer les accointances avec Moscou. Nous verrons que ses origines troubles seront un obstacle à une franche collaboration avec l'Union internationale des Ligues féminines catholiques¹³⁵ (Utrecht), malgré les bonnes relations entretenues par le BP depuis 1927 avec sa présidente, la Hollandaise Florentine Steenberghe-Engeringh (1875-1952).

En 1933, le BP décide que la lutte doit être étendue au marxisme en général, et non plus au seul communisme: il entend ainsi lutter contre le socialisme¹³⁶. C'est dans cette perspective élargie que Pro Deo est lancé et que le BP prépare dès 1934 un projet d'Institut international antimarxiste. Tous deux sont censés être indépendants de l'EIA, mais il n'en est rien. Si Pro Deo est destiné à demeurer toujours officiellement indépendant de l'EIA, Aubert est d'avis, avant même le lancement de l'Institut, que son activité se conjuguera avec celle du BP et qu'il sera appelé tôt ou tard à fusionner avec l'EIA¹³⁷.

L'Institut international d'action morale, économique et sociale antimarxiste (ou Institut antimarxiste) est officiellement créé en juin 1935. Présenté par Aubert dans la brochure *À la recherche de l'ordre nouveau*, son programme semble faire office de campagne

134. *Ibid.*, vol. I, p. 96: «C'est de cette époque que date sa connaissance approfondie du communisme, connaissance que lui [Wladimir] et sa femme [Rose-Marie] surent mettre en application lors de la préparation de la révolution nationale brésilienne du 31 mars 1964.»

135. Il s'agit d'une association de l'Action catholique très importante, bien représentée à la SDN et dans différentes conférences; plusieurs organisations auxiliaires lui sont affiliées: l'Œuvre de protection de la jeune fille et l'Œuvre de protection de l'enfance, ainsi que diverses œuvres d'enseignement et d'éducation. L'Union possède une voie directe à Rome, notamment avec le cardinal Pizzardo de la Secrétairerie d'État. Elle défend l'unité de la famille, qui doit selon elle prévaloir face à l'émancipation de la femme. Sur l'histoire officielle de l'Union: *Historique de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques (UMOFC), 1910-2008*, Secrétariat de l'UMOFC, 2008, document téléchargeable en ligne sur le site officiel de l'Union: www.wucwo.org.

136. Note confidentielle sur l'activité du Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III^e Internationale en 1934, janvier 1935. EIA, Activité du BP 1924-1949.

137. PV «janvier 1935». EIA, PV du BP 1935.

électorale pour Théodore Aubert¹³⁸. Candidat au Conseil national sous l'étiquette de l'Union nationale¹³⁹, mais considéré comme indépendant, il sera élu en octobre et entrera en fonction le 2 décembre 1935.

L'Institut antimarxiste a pour but « l'étude scientifique des problèmes que posent le marxisme, le bolchevisme et l'étatisme au point de vue social et économique »¹⁴⁰. Les études qu'il publie et les conférences qu'il évoque portent sur la nature de l'homme selon Bernard Fay, sur le corporatisme selon l'abbé André Savoy, sur les méthodes du Parti populaire français pour lutter contre la misère dans la banlieue de Saint-Denis, par Jacques Doriot lui-même, sur le Dopolavoro fasciste, sur les institutions nationales socialistes allemandes par un certain Berger (Berlin), etc.¹⁴¹ Ces études témoignent de la direction dans laquelle l'Institut et le conseiller national Aubert tâtonnent à la recherche d'un « ordre nouveau ». Dans le cadre de l'Institut, un collaborateur promis à une carrière au sein de l'EIA entre en scène : Raymond Deonna (1910-1972)¹⁴². Ce juriste est tout d'abord nommé secrétaire de l'Institut mais, face aux difficultés financières de l'organisme, il est également intégré au BP dès 1938¹⁴³. Aubert et l'Institut vont subir le feu nourri de la gauche et de l'extrême gauche en juillet 1939. Ils sont accusés d'être subventionnés par l'administration des Affaires étrangères du parti

138. Aubert avait déjà publié trois brochures préparatoires : *Pour un programme politique antimarxiste mais positif* (1931) ; *Les « fourriers du marxisme » : l'étatisme et la socialisation de la propriété individuelle* (1934) ; *Pourquoi un Institut international antimarxiste ?* (1934).

139. Créée en 1932 sur le modèle fasciste et dirigée par le tribun genevois Georges Oltramare, l'Union nationale est le produit de la fusion de l'Union de défense économique (1923-1930) et de l'Ordre politique national (fondé en décembre 1930 par Oltramare). Ses adversaires désignés sont les socialistes, les juifs et les francs-maçons. Roland Ruffieux, *op. cit.*, p. 222.

140. Note [s. d., prob. août-oct. 1936, selon estimation de Michel Caillat] : « L'Entente internationale contre la III^e Internationale ». EIA, Activité du BP 1924-1949.

141. Exposé de M. R. Deonna à la 11^e Conférence de l'EIA sur l'activité de l'Institut international antimarxiste en 1936 et au début de 1937. EIA, BP divers N° 2.

142. Fils de l'archéologue et directeur du Musée d'art et d'histoire de Genève Waldemar Deonna, Raymond Deonna sera collaborateur de l'EIA/Institut antimarxiste dès 1935 et pendant la guerre. Licencié en droit et en sciences politiques, R. Deonna est, en 1934, à la tête d'un groupe d'étudiants anticommunistes à l'Université de Genève (Lettre de Raymond Deonna à [Aubert], 23 février 1934. EIA, Suisse général N° 1). Pendant la Seconde Guerre, le BP obtient de l'état-major que Deonna ne soit pas mobilisé dans les troupes de transport automobile et soit laissé à la disposition du BP (EIA, Suisse général 1939). Une collaboration féconde s'établit alors avec les Services de renseignements : Raymond Deonna appelle Bernard Barbey, état-major de l'Armée, Service des renseignements, pour lui remettre une notice élaborée par le BP sur [Léon Nicole] et *Le Travail* (Lettre de R. Deonna à Bernard Barbey, 8 janvier 1940, EIA, Suisse général 1940).

143. Exposé de M. R. Deonna à la 11^e Conférence de l'EIA sur l'activité de l'Institut international antimarxiste en 1936 et au début de 1937. EIA, BP divers N° 2.

nazi [APA du NSDAP] d'Alfred Rosenberg, «office [qui] joue un rôle prééminent dans le travail à l'étranger des nazis»¹⁴⁴. Ces allégations et le manque perpétuel de moyens financiers précipitent la fusion discrète de l'Institut avec l'EIA. Pendant la guerre, le BP va devoir se recentrer essentiellement sur la Confédération helvétique. Mais nous verrons dans la troisième partie de cette étude et dans l'épilogue que certaines de ses actions en Suisse ainsi que ses activités hors du pays provoquent quelques remous.

INFORMATION, MANIFESTATIONS, RÉSEAUX: LES TROIS PILIERS DE L'ACTION DE L'EIA

«En règle générale, pour gagner quelqu'un à la cause antibolchevique, il faut lui parler de ce qui l'intéresse: à l'agriculteur, du sort du paysan russe, à l'industriel, de l'activité subversive dans les usines ou de la faillite de l'expérience collectiviste dans l'industrie russe, etc., etc.»

L'Entente internationale contre la III^e Internationale, 1929, p. 29.

Un groupe de pression se doit d'assurer la diffusion d'informations dans les cercles qu'il vise à influencer. C'est le premier des trois piliers sur lesquels repose l'activité de l'Entente, celui qui occupe le plus clair du temps du Bureau et du secrétariat. Dans la mesure où ces informations ne concernent qu'un seul sujet (le communisme en URSS et dans le monde) et qu'elles visent à en donner une image systématiquement négative, il nous paraît même opportun de parler de «propagande». C'est du reste le terme employé par le BP lui-même.

Très tôt, le BP a développé une série de publications périodiques qui se sont diversifiées et spécialisées avec le temps pour atteindre des publics de plus en plus ciblés. La liste de ces bulletins occupe à elle seule cinq pages dans le catalogue du fonds EIA¹⁴⁵.

144. «Mémoire sur l'article attaquant Monsieur Aubert, publié par divers journaux socialistes et communistes en juillet 1939». EIA, Personnel 1924-. Reproduction d'une lettre [?] de [?], s. d. [classée dans la section 1939], adressée au Procureur de la Confédération, Franz Stämpfli: «Le Conseiller national Aubert, un agent payé du Troisième Reich». EIA, Conférences 1939-1943. L'Institut international antimarxiste d'Aubert et le «service d'information» intitulé EIA sont mis en cause. Le fait, très surprenant, que cette lettre ait été transmise au BP témoigne du très haut niveau de connivence existant entre le procureur de la confédération et l'EIA.

145. *Inventaires des archives de l'EIA, à l'exception des documents en caractères russes*, Institut universitaire des hautes études internationales, 1960, pp. 66-70.

Le travail que la production de ces publications exige en amont est le dépouillement systématique de la presse soviétique et communiste internationale, la sélection et la traduction des nouvelles ou des déclarations jugées pertinentes. Il occupe tout le personnel bilingue du secrétariat.

Les brochures et opuscules de l'EIA en français sont en général imprimés aux éditions Sonor SA à Genève et à l'imprimerie du *Journal de Genève*. Ce dernier offre son soutien dès les premiers mois d'existence de l'EIA. Il annonce en une de son édition du 9 septembre 1924 qu'il ouvrira largement ses colonnes aux informations et aux articles de l'organisation. En 1929, un accord est conclu avec le journal, qui permet au BP de passer régulièrement des articles et des brèves¹⁴⁶. Dès lors, la collaboration avec lui ne va jamais cesser, même si l'EIA ne parviendra pas à en faire véritablement « son » organe. Le *Journal de Genève*, de son côté, a besoin des commandes de l'EIA pour son imprimerie¹⁴⁷. Dans une moindre mesure et plus indirectement, l'Entente peut aussi compter sur la *Gazette de Lausanne* et sur la prestigieuse *Revue des deux mondes*, qui publie souvent des articles antibolcheviques¹⁴⁸.

La *Revue internationale antibolchevique*, éditée en 1926, connaît une édition allemande et une édition anglaise, mais qui sont très coûteuses, et l'EIA se voit dans l'obligation non seulement de renoncer aux éditions en langue étrangère en juillet 1926, mais bientôt de céder l'édition française au Redressement français d'Ernest Mercier¹⁴⁹. À partir de novembre 1926 et jusqu'en 1931, la revue paraît en France sous le titre de *La Vague rouge*, sous la responsabilité de Gustave Gautherot. En avril 1927, elle ne compte que 626 abonnés alors qu'il lui en faudrait 2000 et, avec un tirage moyen de 5000 à 7000 exemplaires (dont 1070 fournis gratuitement au BP¹⁵⁰), elle est largement déficitaire¹⁵¹.

146. Circulaire d'Aubert à ses correspondants, le 6 juin 1929. EIA, BP divers 1.

147. Lettre de Jean Martin à Aubert, 4 avril 1938. EIA, Suisse général 1938.

148. La revue publie notamment deux articles de Frédéric Eccard, correspondant français important de l'EIA, dans le numéro du 16 décembre 1930 (« Reichswehr et Armée rouge », pp. 761-789), et dans le numéro du 15 janvier 1933 (« Le traité franco-soviétique de non-agression », pp. 280-303).

149. Rapport du Bureau de l'Entente à la réunion du Comité financier le 12 août 1926. EIA, BP général 1924-1927. Fondé en décembre 1925 et patronné par le général Foch, le Redressement français vise à « rassembler l'élite et [à] éduquer les masses ». Ernest Mercier, son fondateur, est connu pour son projet d'implantation du fordisme en France. Richard F. Kuisel, *Ernest Mercier French Technocrat*, Berkeley/Los Angeles: University of California Press, 1967.

150. Entrevue entre M. G. Gautherot et A. Kourakine, le 21 décembre 1929 à Paris. EIA, PV du PB 1929.

La *Documentation mensuelle*, plus modeste, remplace la *Revue antibolchevique* et est publiée de manière plus ou moins régulière de 1927 à 1939 par le BP, assortie pendant quelque temps d'une version anglaise (*Monthly documentation EIA*, 1927-1934).

Divers bulletins sont créés, dont la périodicité est parfois irrégulière, pour ne pas alourdir inutilement le budget de production et éviter de lasser le « lectorat » en publiant des sujets qui ne seraient pas d'actualité. Le *Bulletin de presse EIA* est créé en 1930. La crise économique inspire en 1931 la création du *Bulletin de Renseignements économiques* (1931-1935). En parallèle, le BP doit aussi rationaliser; il réduit d'un côté et diversifie de l'autre. Ainsi, la *Documentation mensuelle* devient bimensuelle à partir de janvier 1933¹⁵². Des bulletins spécialisés sont alors créés à partir des *Bulletins de presse EIA*: les *Bulletins d'informations politiques* (1933-1939), les *Bulletins d'informations économiques/industrielles* (qui font suite aux *Renseignements* de 1936 à 1938) et les *Bulletins d'informations religieuses*. En 1933, le BP indique que ses *Bulletins* sont distribués à 10 000 exemplaires¹⁵³. Une édition espagnole des *Bulletins de presse EIA* paraîtra entre 1937 et 1939 pour soutenir la cause franquiste. De 1938 à 1939, la médiocre *Revue anticommuniste*, sorte de « copié-collé » des informations du BP, est publiée par les soins de Fred de Diesbach¹⁵⁴; elle ne remporte guère de succès. La guerre et le recentrement forcé des activités du Bureau permanent sur la Confédération suscitent la création d'un *Bulletin d'informations suisses* (1939-1944).

Tous ces périodiques comportent un caractère très répétitif et assez peu journalistique dans le traitement de l'information. La plupart du temps, le BP publie des extraits de la presse communiste, sans les commenter; alignés, ils sont censés parler d'eux-mêmes et soulever l'indignation du lecteur dans un réquisitoire implicite des méfaits du bolchevisme. Parfois, les sources sont citées de manière imprécise; d'autres fois, les références font même

151. (Note de la p. 56.) Les recettes cumulées de novembre à avril 1927 s'élèvent à 25 000 francs et les dépenses à 41 700 francs. Bilan de *La Vague rouge*, 6 avril 1927. EIA, France 1927-1929.

152. PV du 22 août 1932. EIA, PV du BP 1932.

153. Activité du BP comme Centre pour la Suisse, janvier 1933-avril 1935 (« Strictement confidentiel, à détruire après lecture »). EIA, Activité du BP 1924-1949.

154. Frédéric (dit Fred) de Diesbach, (1907-1994) est un aristocrate fribourgeois, peintre et journaliste très engagé dans la lutte anticommuniste et partisan des thèses de ses compatriotes Jean-Marie Musy et Gonzague de Reynold. René de Weck, *Journal de guerre (1939-1945): un diplomate suisse à Bucarest*, Simon Roth (éd.), Lausanne/Fribourg: Société d'histoire de la Suisse romande/La Liberté, 2001, p. 404.

défaut, ce qui vaut au BP des commentaires et des demandes de précisions de la part de certains correspondants. D'autres remarques récurrentes concernent tantôt la fraîcheur des informations, qui parviennent trop tard ou sont réutilisées, tantôt leur manque d'originalité.

Mais d'une manière générale, il faut souligner que l'EIA est la seule organisation de son époque à fournir une sorte d'argus de la presse communiste, en particulier soviétique, et à en traduire de si larges extraits. Le nombre de publications soviétiques auxquelles elle est abonnée est en lui-même un fait remarquable.

À côté des périodiques, le BP publie de nombreux textes tout public. Parmi ce type de publications, les best-sellers sont le *Vade-mecum antibolchevique* (1927, 194 pages), plusieurs fois réédité et traduit en anglais et en espagnol, la plaidoirie d'Aubert au procès Conradi¹⁵⁵, ainsi que *Neuf ans de lutte contre le communisme*, publié en 1933 pour l'anniversaire de l'EIA. Le *Vade-mecum* est, comme son titre le suggère, une sorte de précis de contre-propagande, qui tente de couvrir les principaux domaines d'application du communisme (relations internationales, famille, enfants, femmes, armée, etc.). Il apparaît comme une réponse à l'*ABC du communisme*, le manuel de base destiné aux militants communistes pour la formation des sections de l'Internationale communiste, rédigé par Boukharine et Préobrajensky¹⁵⁶. *Neuf ans de lutte* se présente comme un catalogue des actions menées par l'EIA depuis sa création en réponse aux agissements de l'adversaire, dénoncés sur le mode du *Vade-mecum*. Signalons d'emblée que la thématique religieuse, dans ces publications, apparaît très en retrait par rapport aux thématiques politique et économique. La très longue plaidoirie (132 pages) consacre sept pages à la question religieuse, sur le mode de la dénonciation et du pathos; le *Vade-mecum* de 1927 comporte un article sur «Le bolchevisme et la religion» qui, fidèle à la promesse du titre de l'ouvrage, ne procède pas d'une analyse très fine et systématique de la position et de la politique du régime à l'égard de la religion: affirmant en remarque liminaire que le but du Komintern est de détruire non seulement l'ordre

155. Théodore Aubert, *L'affaire Conradi: le procès du bolchevisme*, plaidoirie prononcée pour Arcadius Polounine devant le tribunal criminel de Lausanne les 14 et 15 novembre 1923, Genève: Sonor, 1924. Traduction anglaise: *Bolchevism's Terrible Record: an Indictment*, Londres: Williams and Northgate, 1924.

156. Nicolaj Ivanovič Boukharine, Evgeni Preobrajenski, *ABC du communisme*, préface de Pierre Broué, Paris: Maspero, 1968-1971 [1^{re} éd. 1923].

social, mais également l'ordre moral, il se résume à un alignement des citations les plus provocatrices et haineuses des bolcheviques (en premier lieu Lounatcharsky, Yaroslavsky et les auteurs de l'*ABC du communisme*) contre la religion, à la description du sort des prêtres immolés par le régime et à un jugement hâtif, que le BP nuancera par la suite, sur l'efficacité de la propagande antireligieuse.

Les actions qui justifient l'utilisation du terme, certes quelque peu anachronique, de groupe de pression pour qualifier l'EIA sont ses publications ponctuelles ciblées: des mémoires, rapports et lettres ouvertes à des gouvernements ou à des représentants politiques ou diplomatiques. En octobre 1928, par exemple, l'EIA diffuse ses *Tableaux des organisations communistes et soviétiques*; en février-mars 1929, c'est le tour d'un mémoire sur le désarmement et l'URSS; en juin 1934, c'est une *Protestation contre l'admission des Soviets à la S.d.N.*¹⁵⁷

Le deuxième pilier de l'action de l'EIA est constitué par les manifestations qu'elle organise. Espaces de rencontre et d'échange entre les différents membres de l'organisation, elles renforcent les liens de la communauté hétérogène des anticommunistes et lui procure une cohésion grâce à des réalisations concrètes, jugées dignes d'être montrées à un public choisi. Elles sont toujours très sélectives et recouvrent un caractère privé; le public est trié sur le volet, que ce soit pour assister aux conférences internationales de l'Entente, aux séminaires, aux conférences ou aux expositions anti-communistes.

Parmi ces manifestations, les plus importantes et les plus «privées» sont les conférences internationales de l'EIA, qui réunissent les représentants des groupements membres. Au cours des quinze ans entre sa création et la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'EIA convoque treize sessions de ce conseil international¹⁵⁸. Le but des conférences est de permettre aux principaux centres et correspondants de donner leur appréciation sur la situation dans leur pays, le degré de pénétration communiste et les menaces à parer. Ils font également le bilan de leurs activités anticommunistes durant la période écoulée depuis la dernière conférence.

L'analyse du contenu des conférences permet de saisir les préoccupations du moment et les stratégies envisagées par le BP. Elles

157. Dossier N° 49, «Distribution des Mémoires». EIA, BP Divers N° 1.

158. Voir la liste des conférences, en annexe.

révèlent aussi les points de tension, que ce soit entre le BP et certains groupements, ou entre les groupements. À partir de l'avènement de Hitler au pouvoir, par exemple, la communication entre les représentants allemands, français et belges devient plus difficile et le BP se trouve alors en porte-à-faux. La 13^e Conférence internationale de l'EIA, qui a lieu du 20 au 22 février 1939 à Genève, est le théâtre de fortes tensions à cause de la présence de fascistes et de nazis. Le chanoine Robert Eber, directeur de la Ligue catholique d'Alsace, s'étonne de la présence de toutes ces « mystiques » et se sent mal à l'aise. Aubert défend la présence des Italiens et des Allemands en rappelant dans quel esprit de grande libéralité et de grande « générosité mutuelle » doivent se dérouler les conférences de l'EIA¹⁵⁹. Lody-gensky réagit le lendemain par un discours dans le même sens.

Pour comprendre les enjeux de ces conférences et les replacer dans le contexte de l'évolution de l'EIA, il convient de concentrer l'attention sur différents éléments : la fréquence des conférences, le choix du lieu, la liste des invités, la liste des présences, la correspondance avant et après la conférence, sans oublier les événements connexes.

La conférence fondatrice dont il était question dans le premier chapitre a eu lieu à Paris, les 23 et 24 juin 1924. La deuxième a eu lieu à Londres (15-17 mars 1926), la quatrième à La Haye (8-10 novembre 1927) et la douzième à Bruxelles (23-24 mai 1938). Par commodité, les neuf autres ont toutes été convoquées à Genève, siège du BP. L'organisation y est plus simple et au final moins coûteuse. La ville étant également le siège de la SDN, du BIT et d'autres organisations internationales, elle est aussi un point d'observation et d'action privilégié. L'intervalle entre les conférences constitue un indicateur sur « l'état de santé » – tant financier que politique – de l'EIA. C'est ainsi qu'en 1932, invoquant la crise, le BP ne convoque pas de conférence. L'année 1934 est accaparée par *Pro Deo*, qui se réunit à deux reprises (en septembre et en janvier), ne laissant pas le loisir d'organiser une conférence de l'EIA et lui en tenant pratiquement lieu. L'année 1936 ne réunit pas non plus l'Entente en plénum ; le BP est occupé à l'organisation délicate d'un congrès anticommuniste international qui l'amène à participer à une réunion préparatoire à Feldafing près de Munich¹⁶⁰.

159. PV de la 13^e Assemblée internationale de l'EIA, 22 février 1939. EIA, Conférences 1939-1943.

Le développement et l'entretien des réseaux de l'Entente, troisième volet d'activité, est un travail de longue haleine et beaucoup moins visible que les deux premiers. Il implique la tenue d'une correspondance régulière, un système d'échange d'informations et des réunions.

En marge des trois volets « officiels » de l'action de l'EIA, d'autres activités moins claires et plus secrètes sont avérées, tels des échanges d'informations avec le Ministère public de la Confédération, avec les polices cantonales¹⁶¹ ou avec des organisations étrangères sur de supposés agents communistes et sur toutes sortes de personnalités¹⁶².

GÉOGRAPHIE DES RÉSEAUX: CERCLES CONCENTRIQUES

Aubert et ses proches collaborateurs effectuent de nombreux voyages pour développer leurs réseaux. Lodygensky dénombre pas moins de 146 missions à l'étranger accomplies par les membres du BP entre 1924 et 1939¹⁶³.

Tableau des missions par pays jusqu'en 1939

Allemagne:	18	Grèce:	2
Amérique du Sud:	2	France:	16
Angleterre:	17	Hollande:	6
Autriche:	7	Pologne:	3
Belgique:	7	Roumanie:	1
Bulgarie:	13	Suède:	2
Danemark:	2	Tchécoslovaquie:	2
Espagne:	2	Yougoslavie:	10
États-Unis:	5	Total:	146

Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 1.

160. (Note de la p. 60.) Voir 4^e partie de cette recherche.

161. Le BP indique par exemple, dans ses activités de l'hiver 1933: « Envoi, sur sa demande, au Ministère public fédéral, d'informations sur un agent politique très suspect. [...] Remise d'informations sur un agent bolchevique à la police de Fribourg. [...] Envoi de documentation, sur demande, à un député au Grand Conseil de Bâle-Ville, sur la tactique communiste pour les combats de rue, en vue d'une intervention au Grand Conseil. » Activité du BP comme Centre pour la Suisse, janvier 1933-avril 1935 (« Strictement confidentiel, à détruire après lecture »). EIA, Activité du BP 1924-1949.

162. Par exemple, correspondance avec les animateurs du « poste P/A » en France, dont il sera question dans la 2^e partie de cette étude: le commandant J. Terres (« Bouxen ») et le colonel Lainey (EIA, France 1930-1931 jusqu'à EIA, France 1937).

163. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, pp. 1-4. Tableau de missions par pays jusqu'en 1939, dont la plupart ont été accomplies par Aubert, le plus souvent accompagné de Lodygensky ou d'un autre collaborateur (A. Lodygensky, A. Kourakine, etc.), par Lodygensky seul et par René Hentsch. D'autres collaborateurs ont également effectué certains voyages: Alfred Odier, Lucien Cramer, Raymond Deonna, Jacques Lefort, M. Gaulis.

Les réseaux de l'EIA peuvent être présentés sous divers angles. L'angle diplomatique (les pays qui ont ou non établi des relations avec l'URSS) en est un, que nous aborderons plus bas. La nature des réseaux aurait pu être un autre angle de présentation, mais il nous aurait conduit à ne former que deux principaux ensembles au contenu fort hétérogène: d'un côté les organisations patriotiques et les gardes civiques qui forment généralement les premiers contacts de l'EIA dans la plupart des pays, et de l'autre les représentants diplomatiques (consuls, SDN, etc.) dont le BP recherche activement la collaboration. À ces deux ensembles, on peut ajouter l'émigration russe, traitée plus haut, ainsi que les milieux industriels et économiques et les milieux religieux. Une présentation par typologie de réseaux se ferait au risque de répétitions et ne rendrait qu'imparfaitement compte des spécificités nationales. Aussi optons-nous ici pour une présentation par pays en fonction des considérations géostratégiques de l'EIA.

L'Entente a fourni l'immense effort de se doter d'antennes, de membres, de soutiens et, quand le terrain s'y prêtait, de centres dans tous les pays européens¹⁶⁴. Entreprendre de décrire dans le détail les développements, les personnalités, les succès et les échecs de l'EIA dans son processus d'internationalisation nous mènerait bien au-delà des limites fixées pour cette étude. Il ne s'agit pas ici de décrire fidèlement une réalité complexe, mais d'offrir une vue plus ou moins transversale des réseaux sur la période 1924-1939 qui mette en lumière la structure internationale de l'organisation, tout en relativisant l'homogénéité: tous les réseaux n'ont pas la même force, la même durée de vie ou encore la même densité. Cette présentation générale entend donner une esquisse de la diversité des milieux et des configurations politiques auxquelles l'EIA se confronte. Le but est de ne pas perdre la mesure de leur importance, en regard de celle, comparativement moindre, des réseaux «religieux» qui sont l'objet principal de notre étude. Il nous a paru que faire l'impasse sur ce point risquait de donner une image biaisée de l'Entente, qui est bien plus et bien autre chose qu'une entreprise de défense religieuse. Nous réservons la présentation des circonstances et des réseaux «mixtes» (où politique et religieux se mêlent de manière inextricable) pour plus tard.

164. Même le Luxembourg compte un correspondant, en la personne du baron Jaquinot, dès 1925. Par la suite, le centre belge du commandant Spiltoir se chargera également des relations avec ce petit pays.

LA FRANCOPHONIE, BIOTOPE NATUREL DE L'EIA

Le premier cercle, biotope naturel de l'EIA aux liens denses et imbriqués, est francophone et européen. Il inclut la Suisse, la France et la Belgique. Dans ces trois pays, les sympathisants de la première heure sont issus de groupements civiques et patriotiques.

La Suisse constitue un véritable vivier anticommuniste dans lequel le BP puise tout au long de son existence. Ayant évoqué plus haut les membres suisses du BP ainsi que le groupement des «amis suisses de l'EIA», nous nous contenterons ici de décrire sommairement les sympathisants helvétiques, car la liste des personnalités et organismes qui vont collaborer à des degrés divers avec l'EIA est longue. Citons le *Journal de Genève*, la *Gazette de Lausanne*, la Presse suisse moyenne¹⁶⁵, la Fédération patriotique suisse¹⁶⁶, l'Union civique suisse, l'Union de défense économique, l'Association patriotique vaudoise, les groupements patronaux, sans oublier le procureur de la Confédération Franz Stämpfli, des hommes politiques comme Jean-Marie Musy (et son Action nationale suisse contre le communisme, ANSC), ainsi qu'une constellation de banques, d'assurances et d'industries helvétiques. Des liens politiques, commerciaux et amicaux, noués dans l'expérience de la grève générale de 1918 ou ultérieurement, soudent ces anticommunistes entre eux. En particulier dans le milieu genevois, les liens familiaux constituent parfois un facteur explicatif supplémentaire d'engagements prolongés ou ponctuels auprès de l'EIA. Certains proches du BP, comme René Hentsch et l'avocat Paul Carry, sont liés de manière presque aussi intime à la Russie que les Lodyginsky, par le biais de leurs épouses respectives. Edith Hentsch a vécu en Russie et parle russe¹⁶⁷; Elisabeth Carry (-Gorlowezkaja) est probablement née en Russie.

165. «Agence fondée en 1917 par Eugen Wyler pour contrer la propagande allemande et l'agitation bolchevique, dirigée de 1920 à 1947 par Samuel Haas (rédacteur en chef du *Bund*), et présidée jusqu'en 1946 par Caspar Jenny. Devient plus tard la Correspondance politique suisse. La PSM peut être considérée comme un porte-parole privilégié de la haute finance et des trusts.» Luc van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948. Emergence et construction d'une mémoire publique*, Genève: Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1997, p. 121.

166. Andreas Thürer, «Der Schweizerische Vaterländische Verband (SVV): ein «anti-sozialistischer Schutzwall» (1919-1930/31)», in Michel Caillat et al. (éds), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich: Chronos, 2009, pp. 133-146.

167. Le père d'Edith Hentsch-Humbert (1885-1966) était banquier. Il avait ouvert une succursale du Crédit Lyonnais à Saint-Petersbourg avant la Première Guerre mondiale. Selon Lodyginsky, M^{me} Hentsch était surnommée «la Russe». Georges Lodyginsky, *Nina*, op. cit., p. 91.

L'EIA n'a presque aucun correspondant au Tessin et compte globalement plus de soutiens en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Le BP étant résolument francophone, les contacts avec les Alémaniques se font en langue française. Cette disposition est du reste à la base du fonctionnement de l'éphémère «comité suisse de l'Entente», fondé en janvier 1925 à Bâle, sous l'égide de Marc Cramer¹⁶⁸. Le rôle de ce centre est de diffuser les informations anticommunistes et de jouer le rôle de liaison entre le BP, les groupements patriotiques et les autorités cantonales et fédérales. Mais le partage des responsabilités entre le BP et le centre suisse est flou et l'efficacité de ce dernier laisse à désirer. En 1929, le secrétariat du centre – qui n'était rien d'autre qu'un instrument du BP – est formellement «transféré» de Bâle à Genève et le secrétaire, Hermann Gautschy, quitte son poste¹⁶⁹. C'est ainsi que le BP prend assez clairement la fonction de centre suisse, avec l'avocat Maurice Rouillet comme représentant (rétribué) de ce pseudo-centre¹⁷⁰. En 1933, ce poste d'intermédiaire est supprimé par le BP, qui assumera dès lors officiellement toutes les démarches en Suisse¹⁷¹.

Les liens du BP avec la France sont particulièrement forts, notamment en raison des racines et de relations françaises de Théodore Aubert. L'EIA compte parmi ses premiers correspondants des hommes politiques, des industriels, militaires et agents de liaison à différents stades de leur carrière¹⁷², ainsi que des sympathisants des Jeunesses patriotes et de la Fédération nationale catholique qui complètent au fil des années un tableau dominé par deux réseaux. Le premier est catholique et parisien; le second est protestant et alsacien, lié intimement à la Suisse et composé de personnalités apparentées entre elles ainsi qu'à la famille Aubert: Frédéric Eccard, Max Dollfus ainsi qu'Arthur et René Engel¹⁷³.

168. Comité suisse de l'Entente internationale contre la 3^e Internationale. Séance du 11 janvier 1925 (Bâle, Safranzunft). EIA, Secret suisse 1925-1932.

169. Lettre d'Aubert à Maurice Rouillet, 15 avril 1929. EIA, Secret suisse 1925-1932.

170. PV du 12 avril 1929. EIA, PV du BP 1929. Rouillet reçoit 200 fr. par mois.

171. PV du 12 août 1933. EIA, PV du BP 1933. Rouillet reste secrétaire honoraire.

172. Ainsi, l'Union civique de France est dirigée par «de dignes officiers [à la] retraite», le général Balfourier et le colonel (marquis) de Traversay. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 66.

173. Max Dollfus (1864-1937), né à Mulhouse, mort à Montreux, industriel, marié à Henriette Engel, nièce du suivant; Arthur Engel (1855-1935), né à Strasbourg, mort à Genève, numismate et archéologue, oncle du suivant; René Engel (1876-1966), né à Bâle, mort à Genève, artiste peintre (Jérôme Blanc, *Les Engel, op. cit.*, pp. 63-65, pp. 96-97, pp. 172-174). Nous remercions l'historien et journaliste Jacques Mouriquand d'avoir attiré notre attention sur l'importance des liens de famille et d'affaires qui unissent ces Alsaciens, en particulier les Mulhousiens, avec la Suisse (Genève et Bâle en particulier).



Gustave Gautherot (1880-1948).
Source: *Le Petit Bleu*, 9 décembre 1936
(Bibliothèque de Genève, EIA, France 1936).

Nous nous pencherons sur Gustave Gautherot et Frédéric Eccard, deux hommes politiques qui font le lien entre ces deux réseaux et sont des collaborateurs durables de l'EIA depuis leur entrée dans son orbite en 1927.

Gustave Gautherot (1880-1948) est professeur d'histoire de la Révolution française à l'Institut catholique de Paris¹⁷⁴. Notons que, s'il développe l'essentiel de sa carrière en région parisienne, il est originaire comme Eccard d'une région frontalière de la Suisse (le Doubs). Il se fait un nom dès le milieu des années 1920 en publiant de gros ouvrages de propagande¹⁷⁵ et en se livrant à un coup d'éclat : le largage de tracts anticomunistes sur Paris depuis un avion, en avril 1927¹⁷⁶. Cette opération spectaculaire est financée par la famille Engel¹⁷⁷.

C'est sous la responsabilité de Gautherot qu'est publiée *La Vague rouge* à partir de 1927. La revue, qui s'appuie sur la documentation

174. Serge Berstein et Jean-Jacques Becker consacrent quelques pages substantielles à Gautherot et à ses publications dans leur *Histoire de l'anticommunisme en France*, t. 1, 1917-1940, Olivier Orban, 1987, pp. 181-182; 190-192.

175. *Le Monde communiste* (Spes, 1925), *Le communisme à l'école* (1927), *Le bolchevisme aux colonies et l'impérialisme rouge* (1930), *Le communisme contre les ouvriers* (1931).

176. Le coup d'éclat est rapporté par plusieurs historiens, notamment, Serge Berstein, Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 182, et Sophie Cœuré, *op. cit.*, p. 82.

177. M. [Arthur?] Engel met en effet 3000 fr. français à la disposition de Gautherot pour cette action. PV du Séjour de MM. Aubert et Lodyginsky à Paris (19-21 février 1927). EIA, PV du BP 1927.

de l'EIA, lui sert bientôt de tribune électorale. En 1928, il se lance à l'assaut de la circonscription de Puteaux, fief socialiste de la banlieue parisienne¹⁷⁸. Candidat malheureux aux élections législatives complémentaires au début de 1929, il poursuit ses activités de publiciste. Mais les comptes de *La Vague rouge* en prennent de plus en plus la couleur. Pour ne rien arranger, le Redressement français d'Ernest Mercier, qui la finance, connaît de grosses difficultés économiques et décide d'arrêter ses versements à la fin de 1929¹⁷⁹. La revue est sauvée par une grosse subvention (32 000 francs français) dont la moitié est versée par la famille de l'industriel alsacien Max Dollfus, en même temps que le BP en reçoit 15 000 dans le cadre d'une reprise en main financière coordonnée par ses amis du réseau alsacien : Dollfus, Léon Siben (ancien président de la cour d'appel de Colmar) et Frédéric Eccard¹⁸⁰. C'est grâce à ce dernier que l'EIA se voit attribuer une subvention importante du Ministère de l'intérieur de Tardieu, en décembre 1929¹⁸¹.

Cette reprise en main débouche sur la constitution officielle, en mars 1930, du Centre français de l'Entente, dont *La Vague rouge* devient l'organe. Signe de l'importance qu'il accorde à la création de ce centre, le BP envisage de contribuer pour un tiers au budget annuel de 200 000 francs français¹⁸², effort qu'il ne consentira pour aucun autre « centre national » de l'EIA. Mais le centre français est un mirage, il n'atteindra jamais le niveau d'activités souhaité par le BP. Sophie Cœuré affirme que « les liens maintenus entre Gautherot, Entente internationale [anticommuniste] et émigration ne permettent aucun élan décisif dans les années 1930 » sur le plan de l'anticommunisme¹⁸³. Relevons toutefois que cette collaboration profite à Gautherot qui, retenant sa chance en politique, est élu sénateur de Loire-Inférieure aux élections complémentaires en juin 1932¹⁸⁴.

À la tête du réseau alsacien de l'EIA, Frédéric Eccard, avocat de son métier, est issu d'une famille de notables haut-rhinois protestants

178. Gautherot donne le détail de sa campagne et des résultats de 1928 et de 1929 dans son « Rapport pour le Congrès de l'EICTI – Oct. 1929. L'année communiste en France, 1928-1929 ». EIA, Conférences 1928-1929.

179. Voir EIA, France 1930-1931.

180. Lettre de Max Dollfus, 21 janvier 1930. EIA, France 1930-1931.

181. Entrevue entre MM. G. Gautherot et A. Kourakine, le 21 décembre 1929 à Paris. EIA, PV du PB 1929. La subvention ne semble pas avoir été répétée.

182. Projet de budget et de dépenses pour 1930 (*La Vague rouge* et Centre anticommuniste français), 4 février 1930. EIA, France 1930-1931.

183. Sophie Cœuré, *op. cit.*, p. 208.

très francophiles¹⁸⁵. Plus âgé et plus expérimenté que Gautherot, il est également plus influent. Cofondateur du parti républicain démocrate, sénateur du Bas-Rhin de 1920 à 1935, il est membre de nombreuses commissions parlementaires. Ses relations politiques en haut lieu lui permettent d'attirer souvent l'attention du gouvernement français sur les publications de l'EIA¹⁸⁶. Poincaré, Tardieu et Painlevé reçoivent de sa main les publications de l'Entente. Des articles anticommunistes d'Eccard paraissent régulièrement dans la *Revue des deux mondes*. Dans le *Livre de ma vie*, qu'il écrit à plus de 80 ans, il consacre trois pages à sa collaboration avec l'Entente¹⁸⁷. Il y explique les circonstances qui l'ont amené à lutter contre le communisme en France et indique que Théodore Aubert, qu'il a rencontré à Genève en 1927, était la personne la plus qualifiée pour l'aider dans ce combat¹⁸⁸. Il trace à grands traits l'histoire de l'EIA et ses principales actions, en particulier le travail d'information de l'EIA auprès de la SDN et de nombreux gouvernements. De manière assez surprenante, ce protestant très engagé dans son Église ne fait aucune mention de l'époque des persécutions religieuses ou des activités de Pro Deo¹⁸⁹. Il est vrai qu'il n'a guère participé aux travaux de la commission, cantonnant ses activités anticommunistes au domaine politique. Tout juste consacre-t-il un paragraphe au pasteur Dürreleman et à La Cause, qu'il a soutenus en maintes occasions¹⁹⁰.

184. (Note de la p. 66.) Le 12 juin, il est élu en remplacement de M. de Landemont, par 546 voix sur 996 suffrages exprimés au premier tour; il est réélu le 16 octobre par 638 voix sur 997 suffrages exprimés (*Dictionnaire des parlementaires français. Notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940*, t. V, Paris: PUF, 1968, p. 1795). Gautherot conservera son siège de sénateur jusqu'en 1941. En 1940, il vote la délégation des pouvoirs constituants au maréchal Pétain (Henry Coston, *Dictionnaire de la politique française*, t. 1, Paris: H. Coston, 1967).

185. Sur Frédéric Eccard (1867-1952), plusieurs articles biographiques sont à signaler: Bernard Vogler (dir.), *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, vol. 2, *L'Alsace*, Paris: Beauchesne, 1987, pp. 125-126; et vol. 5, *Les protestants*, 1995, p. 191. *Dictionnaire des parlementaires français*, t. V, Paris: PUF, 1968, pp. 1615-1616.

186. Frédéric Eccard, *Le Livre de ma vie*, préface d'Albert Schweitzer, Neuchâtel/Paris/Strasbourg: Attinger/Éditions Oberlin, 1951. Les archives de l'EIA indiquent également qu'il a joué un rôle de relais entre l'EIA et le gouvernement français.

187. Frédéric Eccard, *op. cit.*

188. C'est en septembre 1927, par le biais de la famille Maunoir, qu'Aubert fait la connaissance de Frédéric Eccard, qui possède une résidence secondaire près de Genève. Séances du 7 et du 13 septembre 1927. EIA, PV du BP, 1927-1929.

189. Eccard est membre du Consistoire, vice-président du directoire de l'Église luthérienne de la confession d'Aubourg d'Alsace-Lorraine (1922-1940), vice-président de la Fédération protestante de France jusqu'en 1939, président des œuvres protestantes françaises en Syrie et au Liban (1927-1952).

190. Frédéric Eccard, *Le Livre de ma vie*, *op. cit.*, p. 240.

Pour compléter le tableau français, il convient d'indiquer la manière dont l'EIA est perçue par les instances gouvernementales, qui semblent l'associer bien souvent à l'émigration blanche: on ne s'étonnera pas du fait que de nombreux rapports et publications de l'EIA figurent dans la section des «Notes russes» des archives du Ministère de l'Intérieur (Sûreté nationale, Série F7)¹⁹¹.

En Belgique, les premiers contacts sont noués dès la fin de l'hiver 1924 (avant même la création de l'EIA), avec des responsables de groupements civiques: Oscar Servais (directeur de l'Union civique belge), le commandant Jean Spiltoir (Union civique d'Anvers), et Albert Graveline (Légion patriotique, Bruxelles, plus tard directeur du Faisceau belge)¹⁹². Le «jeune et dynamique» Spiltoir – il a 40 ans – s'impose rapidement comme un homme de poids et l'Union civique anversoise prend le rôle de centre belge de l'Entente¹⁹³. Militaire, Spiltoir exige le respect du principe hiérarchique et supporte mal la concurrence, notamment celle de Graveline, qu'il estime trop peu sérieux. En 1925, le commandant fonde un nouveau groupement, la Société d'études politiques et sociales (SEPES), qui compte parmi ses membres le baron Léon Greindl, Georges Theunis et Pierre de Hemptinne.

Premier ministre à deux reprises (1921-1925; 1934-1935) et ministre de la Défense nationale en 1932, très actif dans les milieux économiques et coloniaux, Georges Theunis (1873-1966) est un membre influent doublé d'un contributeur généreux de l'EIA¹⁹⁴. Catholique, il a qui plus est ses entrées au Vatican, ce qui va bientôt se révéler utile au BP.

Dès 1927, une crise se fait jour entre le BP et Spiltoir, qui a le sentiment que le Bureau colonial fondé à La Haye empiète sur son terrain. La direction en est confiée à Willem Treub, que Spiltoir accuse d'encourager le séparatisme flamand. Ces questions empoisonnent les relations avec le BP et monopolisent les discussions de

191. Voir Sophie Cœuré, *op. cit.*, qui a dépouillé ces fonds.

192. EIA, Belgique 1924-1929. Sur les relations belges de l'EIA, signalons le mémoire de licence de Marc Swennen, *Les mouvements anticomunistes en Belgique dans les années vingt*, 2 t., présenté à la Faculté de Philosophie et Lettres, Section Histoire, Université de Liège, 2006 (non publié).

193. Georges Lodyginsky, *op. cit.*, vol. I, p. 69: «Parmi tous nos collaborateurs étrangers, le Commandant Spiltoir occupa bientôt une place en vue.» Lettre de Spiltoir à Aubert, 20 juillet 1924. EIA, Belgique 1924-1929.

194. Sur Theunis, *Le nouveau dictionnaire des Belges*, Bruxelles: Le Cri, 1992, p. 33. En 1932, par exemple, en plus de sa propre cotisation de 1000 fr. suisses, Theunis fait faire don à l'EIA d'une somme de 17 500 fr. par le groupe industriel Ougrée-Marihaye.

la 5^e Conférence internationale de l'EIA en mai 1928. Gautherot et John Baker White (correspondant anglais) sont chargés par le BP d'intervenir comme médiateurs¹⁹⁵. Mais Spiltoir (tout comme Aubert) n'est pas homme à transiger facilement. La crise se prolonge à tel point que le BP forme, en janvier 1929, un nouveau centre belge issu d'un groupe antibolchevique liégeois, le Front unique¹⁹⁶. Dirigé par le jeune André Collinet, fils d'une riche famille belge, le Front unique présente l'avantage pour le BP d'être à même de lui verser une contribution non négligeable: 25 000 francs belges, soit un peu plus de 3600 francs suisses de l'époque¹⁹⁷. L'officine s'emploie à la constitution d'un fichier (pour renseigner les patrons?); organise des conférences sur le régime communiste et diffuse des articles dans la presse, des feuilles volantes, des affiches et autres publications¹⁹⁸.

Alors que la SEPES vise plutôt les milieux libéraux, le Front unique cherche à collaborer avec les milieux catholiques conservateurs. Il noue des contacts avec l'Union civique, la Légion belge, le groupe de l'Autorité¹⁹⁹, l'Union des anciens combattants, les Jeunes ouvriers chrétiens, les Femmes catholiques et les Patrons chrétiens²⁰⁰.

Le Front unique ne tarde pas à provoquer l'ire de Spiltoir, qui déchaîne ses foudres contre l'Entente et tente de les discréditer tous deux en Belgique²⁰¹. Collinet, bien que volontaire et prompt à servir les intérêts du BP, ne peut se réclamer de l'expérience et du charisme du commandant. L'Union civique de Servais, qui conserve son amitié à Spiltoir, refuse de collaborer avec le Front unique. La

195. PV de la séance du 16 mai 1928. EIA, Conférences EIA 1928-1929.

196. «Rapport général du Bureau permanent de l'EICTI de mai 1928 à octobre 1929. VI^e Conférence du Conseil international. Genève, octobre 1929». EIA, Conférences 1928-1929.

197. Lettre d'A. Collinet à Aubert, 5 janvier 1929. EIA, Belgique 1924-1929.

198. «Rapport général du Bureau permanent de l'EICTI de mai 1928 à octobre 1929. VI^e Conférence du Conseil international. Genève, octobre 1929». EIA, Conférences 1928-1929.

199. *Pour l'Autorité* (1924-1930/31) est une revue belge maurassienne fondée en mai 1924 par la ligue Jeunesse Nouvelle (1919), proche de l'Université de Louvain. En perte de vitesse à la suite de la condamnation de l'Action Française en 1926, elle n'en constitue pas moins, dans l'entre-deux-guerres, un véritable laboratoire d'idées pour la droite catholique belge. Paul Aron, «Les revues politico-culturelles», in Ginette Kurgan-van Hentenryk, *Laboratoires et réseaux de diffusion des idées en Belgique (XIX^e-XX^e siècles)*, Université de Bruxelles, 1994, p. 99.

200. «Rapport général du Bureau permanent de l'EICTI de mai 1928 à octobre 1929. VI^e Conférence du Conseil international. Genève, Octobre 1929». EIA, Conférences 1928-1929.

201. Lettre et rapport de Collinet à Aubert, 20 avril 1929. EIA, Belgique 1924-1929.

crise fait du tort à toutes les parties en présence. Aussi le BP et Collinet s'acheminent-ils vers la réconciliation. En novembre 1931, après maintes négociations, c'est chose faite. Collinet intègre la SEPES et travaille à une alliance de toutes les forces anticommunistes belges avec la SEPES et l'Union civique de Servais²⁰².

Dès le début des années 1930, ces anticommunistes belges comprendront tout l'intérêt de s'investir dans la thématique religieuse, qu'ils perçoivent comme un moyen de glaner des adhérents qui pourraient par la suite apporter leur collaboration sur le terrain politique²⁰³.

PAYS-BAS, ANGLETERRE ET ITALIE OU LES RÉSEAUX PRIVILÉGIÉS

Le deuxième cercle de l'EIA comprend un ensemble de relations privilégiées et suivies avec des personnalités influentes aux Pays-Bas, en Angleterre et en Italie.

Aux Pays-Bas, le BP jongle avec le système des piliers et son relatif cloisonnement (*verzuiling*)²⁰⁴. Il noue des contacts aussi bien avec des milieux catholiques et protestants qu'«humanistes», selon une évolution en trois phases.

Pendant la première phase, de la fin 1924 à 1927, les relations hollandaises se réduisent à peu de chose près au National Bond tegen Revolutie (Alliance nationale contre la Révolution), une organisation de type garde civique assez marginale qui assume le rôle de centre hollandais de l'Entente.

Au printemps 1927, à l'occasion d'une conférence économique internationale tenue à Genève, l'horizon néerlandais s'ouvre grâce à la rencontre avec l'ancien ministre de l'Économie, le libéral Willem Treub (1858-1931)²⁰⁵. Cette forte personnalité et son puissant réseau dominent la deuxième phase hollandaise de l'EIA, de 1927 à 1931. En 1928, Treub et le BP fondent le Bureau colonial de l'EIA à La Haye²⁰⁶. En conséquence, les relations avec le National Bond

202. Mais l'entreprise d'unification est difficile, notamment à cause d'un transfuge de la SEPES, Joseph Douillet, qui fonde un Centre international de lutte active contre le communisme (le CILACC) en été 1929. Douillet, éprouvant à son tour les difficultés de l'isolement, se rallie bientôt à la SEPES. Sur lui, voir Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, op. cit.

203. «Belgique», n. s., s. d. [probablement août 1930]. EIA, Conférences EIA 1930.

204. Christophe de Voogd, *Histoire des Pays-Bas. Des origines à nos jours*, Paris: Fayard, 2003, pp. 212 et ss.

205. Notice biographique détaillée de Treub sur le site du parlement néerlandais: [<http://www.parlement.com>].

se détériorent jusqu'à la rupture en 1929, dans le sillage de l'incident avec Spiltoir et pour les mêmes raisons: le Bureau colonial est perçu comme une concurrence intolérable par le Bond, très hostile à Treub. Le BP réalise que ce dernier peut apporter bien plus à l'Entente que le Bond: une forte contribution financière²⁰⁷, des relations dans le monde de l'économie (le magnat du pétrole Henri Deterding, de la Royal Dutch-Shell) et avec les milieux coloniaux (Treub est président du comité des entrepreneurs des Indes néerlandaises), ainsi que des alliances avec des hommes politiques catholiques, «Lanos» Octave van Nispen tot Sevenaer²⁰⁸ et Alphonse Steger. Ces deux hommes vont qui plus est offrir à l'Entente une porte d'entrée vers l'Allemagne catholique: le premier par ses contacts avec des organisations de jeunesse allemandes, le second par ses accointances avec l'évêque de Cologne, M^{gr} Hürth. Le «bureau catholique» de Van Nispen, qui est lié au Bureau colonial de Treub, est vu par Lodyginsky comme un modèle d'organisation et de dynamisme. Il fera long feu, mais sa courte existence n'en sera pas moins féconde pour l'Entente: c'est par lui que le BP entre en contact avec l'Union des femmes catholiques à Utrecht, qui déploiera une activité profitable à Pro Deo. À la fin de 1929, le départ de van Nispen du «Bureau colonial» de l'Entente à la suite de sa nomination comme bourgmestre de deux communes occasionne un coup de frein à l'entreprise. En 1931, la crise économique touche durement les Pays-Bas et les milieux économiques et coloniaux diminuent leurs subventions. Ces circonstances, ainsi que le décès de Treub la même année, poussent le BP à rechercher tous azimuts d'autres alliés néerlandais, sans grand rapport les uns avec les autres.

C'est ainsi que le début des années 1930 annonce une troisième période, dominée par la forte personnalité du pasteur Krop, de l'Église nationale protestante hollandaise. Le BP, toujours en quête de diversité dans ses réseaux, entretient également des relations avec deux officiers de l'état-major, à la tête d'un groupement d'union nationale, fidèles au gouvernement conservateur de Coljin. Mais le BP leur préfère bientôt la collaboration d'un ancien collaborateur

206. Parmi les collaborateurs du bureau figurent le capitaine Putman Cramer, le D^r van Gybland Oosterhoff, la baronne de Boecop ainsi qu'un métis d'origine indonésienne, le D^r Grondys (marié à une Russe).

207. Georges Lodyginsky, *op. cit.*, vol. I, p. 71.

208. Le fonctionnement de ce bureau est décrit par Lodyginsky dans le rapport de son voyage du 7-13 novembre 1928. EIA, BV du BP 1928.

de Treub, le publiciste Horace van Gybland Oosterhoff (1887-1937). Pendant la «période Treub», cet homme avait tout d'abord prodigieusement agacé Aubert à cause de ses grands airs et de son manque de finesse²⁰⁹. Mais ses rapports privilégiés avec l'Allemagne nazie lui vaudront bientôt l'intérêt du BP. Au milieu des années 1930, Oosterhoff considère que la civilisation est confrontée à une alternative sans issue : fascisme ou communisme.

Tous ces contacts néerlandais, pour le moins hétérogènes, revêtiront quelque utilité pour l'EIA.

Autre nation coloniale et première grande puissance à avoir reconnu diplomatiquement l'URSS en 1924, l'Angleterre est un des principaux points de mire de l'EIA. C'est qui plus est la patrie d'origine de la mère de Théodore Aubert, Hélène Isabelle Price. Le BP y investit d'autant plus d'énergie qu'il ne bénéficie pas, comme en France, de contacts préétablis. En février 1925, il peut se targuer d'avoir déjà un centre national anglais : l'Economic League (EL)²¹⁰. Cette organisation créée en 1919 est une réponse des industriels et grands patrons à la progression des socialistes, des communistes et des syndicats dès la fin de la Première Guerre mondiale. Selon la League, cette progression était due à l'ignorance du grand public en matière économique. L'un de ses buts, outre d'agir comme groupe de pression, est également de diffuser des publications et de former des groupes d'étude pour expliquer les bases de fonctionnement du capitalisme. Au début des années 1930, l'EL commence à s'afficher comme une organisation anticommuniste plus qu'antisocialiste. Elle débute également une activité de fichage des ouvriers «subversifs», grâce à un procédé tout à fait illicite de collaboration avec certaines polices locales. Financée par les entreprises pour lesquelles elle anime une «croisade pour le capitalisme» à l'échelon national, l'EL peut être considérée, selon l'historien MacIvor, comme l'une des principales organisations patronales de droite de l'entre-deux-guerres. Elle est du reste prise extrêmement au sérieux par le parti travailliste, qui mène plusieurs campagnes contre elle. Si l'EL reste le centre anglais de l'EIA jusqu'en 1939, elle n'est pas la source de revenus espérée par le BP, car ses forces se concentrent avant tout sur le pays²¹¹. Le nombre des souscripteurs britanniques ne décolle

209. La description sans fard du D^r van Gybland par Lodygensky est un morceau choisi : *Face au communisme*, op. cit., p. 294.

210. Arthur MacIvor, «A Crusade for Capitalism: The Economic League, 1919-1939», *Journal of contemporary history*, vol. 23, N° 4, octobre 1988, pp. 631-655.

d'ailleurs guère, si bien que l'Entente est contrainte en 1934 de supprimer l'édition anglaise de sa *Documentation mensuelle* (*Monthly documentation*). Le bilan économique d'Aubert cette année-là pour la Grande-Bretagne est quelque peu négatif, en comparaison avec le nombre plus satisfaisant de souscripteurs en France, Belgique, Hollande, Autriche et Suisse²¹². L'Angleterre, selon Aubert, se sentirait assez à l'abri de la menace communiste, qu'elle sous-estime également pour son empire. Le «levier» des colonies ne fonctionne pas aussi bien auprès des Britanniques qu'auprès des correspondants belges et hollandais. Nous verrons qu'une des personnalités les plus fortes qui auraient pu constituer un relais dans ce domaine pour l'EIA, la duchesse d'Atholl, occasionnera une très grande déception au BP au moment de la guerre civile espagnole.

L'Italie est un cas particulier. Considérée comme une nation «modèle» dans le traitement du communisme en politique intérieure, elle est toutefois source d'inquiétude: la politique extérieure du Duce est une épine dans le pied de l'EIA. Toutes les démarches en Italie auront pour but d'œuvrer à la rupture diplomatique et commerciale avec l'URSS; accessoirement, l'EIA n'aura de cesse d'obtenir une subvention qui lui paraît aller de soi. Mais les intérêts économiques du régime mussolinien sont un véritable obstacle à l'influence de l'Entente en Italie. Et ce n'est pas la bonne volonté du comte Giuseppe Della Gherardesca, l'un des correspondants italiens les plus durables de l'EIA, qui y changera quelque chose. Lodyginsky, qui l'a rencontré par le biais du général Wrangel, dont la cousine a épousé le frère de Giuseppe della Gherardesca, le tient en haute estime²¹³. Fasciste de la première heure – il aurait participé à la marche sur Rome²¹⁴ –, Della Gherardesca est nommé podestat de Florence en septembre 1928²¹⁵. Son influence politique paraît pourtant limitée, du moins sur le sujet de

211. (Note de la p. 72.) C'est ce que révèlent une lettre du président de l'EL, Philippe Gee à Aubert, le 9 octobre 1929 (EIA, Angleterre 1929-1930) ainsi que les demandes répétées du BP à l'EL pour qu'elle prenne plus en charge les frais d'édition des publications de l'EIA traduites en anglais.

212. Lettre d'Aubert à Waldron Smithers, 10 juillet 1934. EIA, Angleterre 1933-1935.

213. Leur estime est mutuelle, si l'on en juge par le fait que Lodyginsky, grand amateur de chasse, est invité à plusieurs reprises à chasser sur les terres de Della Gherardesca à Bolgheri, en Toscane. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 84.

214. *Idem*.

215. Lettre d'Aubert à Della Gherardesca le félicitant pour sa nomination, 17 septembre 1928. EIA, Italie 1924-1933.

l'anticommunisme. Déplorant l'inutilité de ses démarches, ne fait-il pas mine de démissionner de son « poste » de représentant de l'EIA sur la Péninsule²¹⁶ ? Ses interventions répétées en faveur de l'EIA auprès des instances dirigeantes fascistes n'entament pas d'un micron la *realpolitik* mussolinienne. Tout aussi inopérantes sont les initiatives du marquis Calabrini-Caldani (qui fait connaître l'EIA à la sûreté nationale)²¹⁷, du comte Manfredi Gravina²¹⁸ et de Renzo Ferrata²¹⁹, chef des *fasci* en Suisse, avec qui Aubert est en relation en 1925. Les relations avec l'Italie passent aussi par les diplomates italiens en poste à Genève²²⁰. L'EIA tente de persuader ses contacts que le Komintern progresse sur la Péninsule et qu'aucun traité diplomatique ou commercial avec l'URSS ne saurait la prémunir contre cette menace rampante²²¹. Sourd à ces avertissements, le régime italien n'a d'intérêt que pour les informations véhiculées sur l'Italie dans la presse soviétique, dont le BP peut lui fournir un compte rendu détaillé.

En 1937, la situation change avec l'adhésion de l'Italie au pacte Antikomintern signé quelques mois plus tôt entre l'Allemagne et le Japon. Au printemps de cette année-là est créé à Rome un Centre d'études anticommunistes (Centro di Studi Anticomunisti). Son président, le professeur Antonio Pagliaro – auquel succède le professeur Rispoli, en 1939 –, devient le correspondant officiel de l'EIA en Italie²²². Il versera au BP la contribution tant attendue²²³. Ce centre sera impliqué dans l'organisation d'un congrès international anticommuniste dont il sera question dans la dernière partie de cette étude. Fort de cette évolution favorable, le D^r Lodyginsky participe même à un congrès du Dopolavoro à Rome en 1938²²⁴.

216. PV du 15 janvier 1926. EIA, PV du BP 1926.

217. Lettre d'Aubert à Calabrini-Caldani, 3 février 1927. EIA, Italie 1924-1933.

218. Manfredi Gravina (1883-1932), délégué de la SDN à Gdansk. *Dizionario biografico degli Italiani*, Rome: Istituto della enciclopedia italiana, 1960.

219. Voir Mauro Cerutti, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini. Fascisme et antifascisme, 1921-1935*, Lausanne: Payot, 1988, pp. 63-65.

220. Le ministre Renato Bova Scoppa, chef de la délégation italienne à la SDN; le consul d'Italie à Genève, Carlo dei Marchesi, remplacé en 1933 par Gino Augusto Spechel; l'attaché à la légation d'Italie à Berne, Giovanni Signori. Le BP échange avec eux des informations sur Luigi Bertoni.

221. Rapport de Lodyginsky sur sa mission en Italie (3-9 novembre 1925). EIA, PV du BP 1925.

222. Lettre d'Aubert à Pagliaro, 4 septembre 1937. EIA, Italie 1934-1942.

223. Lettre d'Aubert à Pagliaro, 22 octobre 1937. EIA, Italie 1934-1942

224. Voyage du D^r Lodyginsky à Rome du 24 juin au 1^{er} juillet 1938. EIA, PV du BP 1938.

À part les relations avec le régime fasciste, l'EIA tente aussi de développer des relations avec la tête de l'Église catholique. Jusqu'à la signature des Accords du Latran en 1929, trop affairée à convaincre Mussolini, elle ne se risque pas à franchir les murs du Vatican. Les relations de l'EIA avec la hiérarchie ne vont véritablement débiter qu'à partir de 1931, ainsi que nous le verrons dans la deuxième partie. La tante de Manfredi Gravina, Donna Maria Cristina Giustiniani-Bandini (1866-1959), va jouer un rôle de médiatrice entre l'EIA et diverses instances catholiques. Née en 1866 à Rome dans une famille noble, elle embrasse la vie religieuse qu'une santé chancelante lui fait quitter à l'aube de ses 30 ans. Sa dot ayant été entièrement engagée lors de son entrée au couvent, elle est contrainte de travailler pour pouvoir réintégrer la maison paternelle. Engageant toute son énergie dans l'associationnisme féminin catholique naissant, elle en apparaît bientôt comme l'une des principales figures²²⁵. À partir de 1926, sa carrière change d'orientation : elle devient la secrétaire particulière du marquis Rainero Paulucci de Calboli, sous-secrétaire général de la SDN à Genève. C'est à ce moment-là qu'elle fait la connaissance de l'EIA. Rentrée à Rome en 1933, elle maintiendra un contact étroit avec le BP, notamment en tant que fondatrice de la section italienne de l'Union des femmes catholiques, et elle participera aux travaux de la commission Pro Deo²²⁶.

L'ALLEMAGNE : DES CONTACTS LABORIEUX

Considérée par le BP comme une pièce maîtresse dans la lutte contre le bolchevisme, l'Allemagne présente a priori moins d'obstacles que les États-Unis. La distance et la langue ne sont pas à incriminer, même si Lodyginsky ne maîtrise pas l'allemand aussi bien que le français, et si Aubert comprend apparemment mal l'allemand. Il faut dire que, selon le docteur, Aubert n'aime guère l'Allemagne²²⁷. À la vérité, c'est surtout l'Allemagne qui ne l'aime pas.

225. De 1909 à 1917, elle préside notamment l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia, une association soutenue par le pape Pie X. En 1912, elle s'illustre dans la défense de l'heure d'instruction religieuse à l'école élémentaire. Sous Benoît XV, son activité dans l'associationnisme connaît toutefois une baisse.

226. PV du 8 octobre 1928. EIA, Bureau permanent, Procès-Verbaux, 1928.

227. « [Aubert] n'aimait pas beaucoup [l'Allemagne]. Sa mère était anglaise et son cœur appartenait à la France, pays d'origine de sa famille. » Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 85.

Lors de la conférence constitutive de l'EIA à Paris en juin 1924, aucun correspondant allemand n'a encore été trouvé par le BP; pis, on n'a même aucune idée par où commencer²²⁸. L'obstacle diplomatique est plus important encore que dans le cas de l'Italie, étant donné les liens privilégiés qui se sont établis entre l'Allemagne et l'URSS. L'isolement dans lequel le Traité de Versailles et la Conférence de Gênes les ont plongées les lie l'une à l'autre.

Le premier contact est établi par l'intermédiaire d'un émigré germano-balte résidant en Suisse, Ludwig von Knorring (1859-1930)²²⁹, qui met le BP en relation avec un de ses amis, le Reichskommissar für Überwachung der Öffentlichen Ordnung, colonel Hermann Emil Kuenzer²³⁰. Ce dernier aimerait collaborer à la création d'une section allemande de l'Entente. Il attire l'attention de l'EIA sur l'existence de la Liga zum Schutz der Deutschen Kultur, alias Kultur-Liga. Un contact éphémère s'établit avec son président, Adolf vom Berg, qui sera délégué allemand à la 2^e Conférence de l'EIA en 1925²³¹. La Kultur-Liga organise au début des années 1920 des manifestations contre l'occupation de la Ruhr. Ses réunions sont parfois perturbées par l'irruption de membres du KPD. Elle publie un mensuel, *Die Liga. Mitteilungsblatt der Liga zum Schutze der deutschen Kultur*, dirigé par vom Berg, et est assez en phase avec le chancelier Wilhelm Cuno, dont elle reproduit les discours au Reichstag. Le Ministère de l'intérieur subventionne cette garde civique, dont le but est d'assurer le fonctionnement des entreprises métallurgiques contre le sabotage et les grèves sauvages ainsi que d'étudier le communisme et de s'opposer aux mouvements subversifs parmi les travailleurs de la région berlinoise. Pourtant, l'EIA n'établit pas de contact durable avec la Kultur-Liga.

Il faut maintenant expliquer pourquoi, sous la République de Weimar, Aubert et l'EIA ne sont pas en odeur de sainteté. Ce n'est

228. Réunion du 17 juin 1924 (M^e Aubert, M. Cramer et D^r Lodyginsky). EIA, Conférence EIA 1924.

229. Knorring est un «intime» du BP. Ce germano-balte, ancien diplomate qui a longtemps été en poste en Allemagne, est au début des années 1920 l'informateur de Maltzan et von Blücher de la division Est des Affaires étrangères allemandes. Il les renseigne sur les tendances de l'émigration russe, dont il est lui-même un représentant, tout en étant clairement pro-allemand. Robert C. Williams, *op. cit.*, p. 201.

230. Logdyginsky, Georges, *Face au communisme*, vol. I, p. 85. Rapport du 30 septembre 1924 sur la rencontre entre Aubert et Kuenzer, EIA, Allemagne 1924-1927. AFB, E 4320 (A), 1/5-6, Lettre de Louis de Knorring, Vevey, au procureur de la confédération Franz Stämpfli, Berne, 22 novembre 1930. «Dossier Alvensleben», EIA, Allemagne 1930-1932.

231. EIA, BP divers N° 1.

pas faute de la part du BP de faire sans retard et gratuitement son service de presse au consulat allemand à Genève, qui le relaie fidèlement à la centrale²³². Les nombreux documents en provenance de l'EIA, dont regorgent les archives de l'Auswärtiges Amt (AA), prouvent l'intérêt porté aux activités de l'EIA. Si des traces d'autres organisations anticommunistes étrangères sont présentes dans les dossiers de l'AA, aucune ne l'est aussi massivement et durablement que l'Entente.

Alors qu'elle a déjà le soutien de Kuenzer, elle obtient également celui d'un ancien capitaine de corvette, Wilhelm Widenmann, directeur d'un service fondé pendant la guerre, l'Überseedienst. Leurs démarches répétées pour obtenir un crédit de subvention à l'Entente en 1927 et en 1928 sont infructueuses²³³. Le refus est très clairement motivé par le Vortragender Legationsrat von Dirksen, chef de l'Abteilung Russland, dans plusieurs notes datant de ces années : le soutien à une telle organisation va à l'encontre de la politique russe de l'Allemagne²³⁴. Widenmann obtient en revanche quelques moyens auprès de l'ancien chancelier W. Cuno et auprès du ministre de l'Intérieur Otto von Keudell²³⁵. Les Affaires étrangères considèrent Aubert comme un fanatique doublé d'un ambitieux travaillant dans son propre intérêt. Et l'avis de von Keudell, ferme partisan d'un soutien à l'EIA, ne changera rien à leur jugement.

L'insuccès de l'EIA révèle la présence d'une dichotomie, voire d'une schizophrénie allemande qui se révèle dans l'opposition entre les Ministères de l'intérieur et des affaires étrangères : d'un côté, le souci de combattre l'influence communiste, de l'autre, la volonté de soigner les relations avec l'autre nation outsider qui partage le sort diplomatique de l'Allemagne. En 1928, le Ministère de l'intérieur doit se plier aux raisons des Affaires étrangères, qui observent l'EIA à la loupe²³⁶. Les relations entre le BP et Widenmann, dont la

232. C'est bien ce que montrent les archives politiques de l'Auswärtiges Amt. Notamment les dossiers : Abteilung IV Russland Geheim, PO 19 O : «Antibolschewistische Organisationen», R 31826 à 31832, qui couvrent la période 1926-1936.

233. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O : «Antibolschewistische Organisationen», R 31827, et R 31828.

234. *Ibid.*

235. *Ibid.*

236. Note d'entretien avec le haut fonctionnaire Mühleisen et le commissaire du Reich en charge de la surveillance et de l'ordre public [Kuenzer] signée par l'un des responsables de l'Abteilung Russland [signature illisible], adressée au consul Dienstmann (Odessa), 10 août 1928. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O : «Antibolschewistische Organisationen», R 31828.

position devient intenable, se dégradent de manière irréversible. Affaires étrangères, consulat de Genève et milieux économiques se donnent le mot pour dénigrer l'EIA et jeter l'anathème sur quiconque s'aventurerait avec elle. Aubert et l'EIA sont étiquetés : ils défendent la politique des États vainqueurs²³⁷. Le consul allemand à Genève, H. Völckers, minimise le poids de l'EIA, tout en signalant les critiques répétées d'Aubert à l'encontre de la politique russe de l'Allemagne²³⁸. Un article de la *Berliner Börsen Zeitung* dans ce sens décourage ceux qui seraient tentés de le faire d'utiliser les informations publiées par la « Ligue Aubert », sous peine d'être qualifiés par les bolcheviques de faussaires ou d'ignorants²³⁹. Il engage les « nationaux » allemands à refuser tout rapport avec l'EIA. L'article fâche d'autant plus le BP que la Vereinigung für freie Wirtschaft E. V. (dirigée par Hans Danckwerts), qui joue brièvement le rôle de centre national allemand de l'Entente, le laisse sans démenti. Cet incident, qui sera à la base de la rupture avec ce centre, donne la mesure de la pression exercée par l'AA : collaborer avec l'EIA équivaldrait presque à un acte de trahison.

Si la chance allemande de l'Entente tourne à partir de 1930 grâce à une configuration politico-religieuse que nous aborderons dans la deuxième partie, la réputation de l'EIA et de ses animateurs ne changera guère au sein des Affaires étrangères et des milieux diplomatiques, même après l'avènement de Hitler, qui annonce pourtant de meilleures perspectives pour l'Entente²⁴⁰.

LE MIRAGE ÉTATS-UNIS

En juin 1924 déjà, Aubert rêve d'une organisation anticommuniste « eupéo-américaine »²⁴¹. Dès l'origine, l'Entente poursuit le

237. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O : « Antibolschewistische Organisationen », R 31827, et R 31828.

238. Rapport du consul allemand à Genève, H. Völckers, sur les organisations concernant la Russie à Genève, 30 janvier 1930. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O : « Antibolschewistische Organisationen », R 31829.

239. Circulaire N° 5/29 de l'EIA à ses membres, 11 avril 1929. EIA, Circulaires 1924-1933. L'article est paru dans l'édition du 24 septembre 1928 de la *Berliner Börsen Zeitung*.

240. En 1934, une note du consulat allemand à Genève affirme que Lodyginsky ne bénéficie pas d'une bonne réputation auprès des cercles de l'émigration russe en Suisse (on l'éviterait même) et que le consulat devrait s'économiser une prise de contact avec lui. Copie, s. d. [classée sous janvier 1934, probablement issue du consulat allemand de Genève, et vraisemblablement transmis par l'AA à l'APA du NSDAP à la demande de Leibbrandt]. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

241. Théodore Aubert, « Le bolchevisme va triompher de la chrétienté ! », *Le Ligeur*, 14 juin 1924.

projet de s'implanter durablement aux États-Unis, pays que la Première Guerre mondiale a permis de hisser au rang de grande puissance, et dont le BP ose espérer de généreuses subventions. Mais ces velléités se heurtent d'une part aux contraintes géographiques et à la barrière de la langue (Lodyginsky ne parle pas un traître mot d'anglais et Aubert maîtrise apparemment mal cette langue malgré ses ascendances britanniques) et d'autre part à l'isolationnisme états-unien, qui regarde de loin la dimension transnationale de la lutte contre le communisme²⁴². L'EIA pâtit également d'un manque d'interlocuteurs de poids prêts à la prendre au sérieux. Yves Joset a consacré un mémoire très fouillé aux relations américaines de l'EIA, sur lequel nous nous appuyons. Il distingue une première période, de 1924 à 1928, où les contacts sont particulièrement laborieux. En 1928, Aubert entreprend un séjour prolongé pour établir lui-même des relations. Sa motivation repose sur le double espoir de trouver des sponsors et d'intégrer le riche pays dans une croisade internationale, en y fondant si possible un centre actif. Accompagné par son épouse, il passe ainsi près de deux mois sur place, du 25 octobre au 15 décembre 1928, principalement à New York, avec des incursions à Washington, Detroit, pour finir par un crochet par le Canada. Les milieux qu'il y approche sont exclusivement politiques et économiques.

Un centre de l'Entente est fondé de manière quelque peu précipitée à Detroit. Son destin est laissé à la responsabilité d'un attelage mal assorti, Walter Corydon Cole et Frederik Albertus Perry, respectivement président du Committee on National Defense du Detroit Board of Commerce et secrétaire du Coalition Committee for the State of Michigan, deux organisations patriotiques. La deuxième période qui s'ouvre avec ce voyage donne de maigres espoirs, mais elle se clôt au début de 1930 : le centre a fait long feu, ainsi que les American Friends of the Entente créés dans la foulée,

242. Les États-Unis ont pourtant connu une forte vague de répression en 1919-1920, période du Big Red Scare. Mais le radicalisme « rouge » continuera longtemps à être perçu comme une menace avant tout intérieure. Yves Joset, *L'Entente internationale anticommuniste et les États-Unis : chronique d'un rendez-vous manqué (1924-1950)*, mémoire de licence, Université de Genève, 2005, p. 17 et ss, qui s'appuie sur les travaux de Robert K. Murray, *Red Scare: A Study in National Hysteria, 1919-1920*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 1955; Richard Gid Powers, *Not Without Honor: The History of American Anticommunism*, New Haven: Yale University Press, 1998; Michael J. Heale, *American Anticommunism: Combating the Enemy Within, 1830-1970*, Baltimore: John Hopkins University Press, 1990, et, du même auteur, *McCarthy's Americans: Red Scare Politics in State and Nation. 1935-1965*, Londres: Macmillan, 1998.

dont les recettes n'ont pas été à la hauteur des attentes du Bureau de Genève. L'un des correspondants les plus durables de l'EIA est un avocat d'affaires fortuné de New York, John B. Trevor, actif dans la lutte contre la subversion²⁴³. Plus lucide et plus sérieux qu'un Perry, il avait décliné l'offre de diriger un centre américain de l'Entente en 1926, au moment où le BP était entré en contact avec lui par le biais du banquier genevois Albert Lombard. De bon conseil, Trevor rendra de multiples services à Aubert au cours de son voyage de 1928 et demeurera un ami fidèle de l'Entente jusqu'à l'après-guerre. Les ambassadeurs et consuls contactés par le BP ne sont guère enclins à une collaboration officielle²⁴⁴. Seul un membre de l'ambassade à Paris, l'assistant de l'attaché militaire à l'ambassade américaine à Paris, le colonel Bentley Mott, fait preuve d'un intérêt pour l'officine genevoise et se montre vraiment préoccupé par la menace bolchevique, ainsi qu'en témoignent les nombreuses lettres échangées avec lui entre mars 1928 et mars 1931. Comme en Europe, les organisations civiques et patriotiques sont les plus susceptibles d'être intéressées aux travaux de l'EIA. Mais les contacts noués avec l'une des plus importantes d'entre elles, l'*American Legion Against Communism*, sont de nature sporadique. L'EIA tente comme ailleurs de diffuser ses publications, qu'elle fait notamment parvenir au FBI et à la Bibliothèque du Congrès.

La troisième période est marquée par le voyage de Lodyginsky et les vaines tentatives du BP et de ses correspondants d'empêcher la reconnaissance diplomatique de l'URSS par les États-Unis en 1933, que nous aborderons dans la deuxième partie.

À LA PÉRIPHÉRIE : ESPAGNE ET PORTUGAL

Sans qu'elle soit prioritaire dans sa stratégie au début de son existence, l'EIA ne néglige pas la « périphérie » de l'Europe occidentale, qui en retour lui réserve un bon accueil. Ces deux pays partagent la particularité que leurs gouvernements respectifs se sont tous deux directement impliqués dans la relation avec l'Entente. Les centres

243. Yves Joset, *op. cit.*, p. 54.

244. Les relations avec l'ambassadeur H. Wilson à Berne se réduisent à peu de chose. En revanche, les relations sont plus suivies, mais restent officieuses, entre Aubert et le consul à Genève, S. Pinkney Tuck, jusqu'à son départ de Suisse en 1928. L'ambassadeur à Paris, Myron T. Herrick, refuse d'accorder une entrevue à Aubert (lettre de Myron T. Herrick à Aubert, 21 juin 1927. EIA États-Unis « Divers », 2^e carton.).

nationaux de l'Entente au Portugal (dès 1927) et en Espagne (à partir de 1936 dans la zone nationaliste) sont intégrés à l'appareil de propagande de l'État ou de ce qui, dans le cas de la zone nationaliste espagnole dès 1936, lui en tient lieu.

Sous la dictature de Miguel Primo de Rivera (1923-1930), l'atmosphère semble favorable et le BP possède d'emblée un correspondant volontaire: l'avocat Luís de Andrés y Morera Galicia, membre des Somatén (gardes civiques) à Barcelone. Il avait rencontré Aubert à Lucerne à l'occasion d'une rencontre de gardes civiques²⁴⁵. En décembre 1925, il se propose de fonder un secrétariat espagnol de l'Entente²⁴⁶ suivi, en août, d'un secrétariat portugais. Ce dernier projet ne sera pas concrétisé faute de moyens, le BP ayant refusé d'allouer un subside²⁴⁷. De Madrid, Andrés y Morera assurera avec plus ou moins de constance et d'efficacité, et en se plaignant constamment de manquer de moyens financiers, l'activité d'un secrétariat ibéro-portugais, dont la légitimité sera bientôt contestée par le BP. La règle qui prévaut pour l'Entente est celle d'un centre par pays. Primo de Rivera accepte de soutenir l'Entente à hauteur de 5000 francs par an à partir de 1926. Mais Andrés y Morera, censé transmettre la moitié du subside gouvernemental au BP, conserve pour lui seul l'entier de la somme. Lorsque ses malversations sont découvertes, sa position devient difficile tant à l'égard du BP que du gouvernement. À la suite du voyage du colonel Odier en Espagne, du 31 mai au 15 juin 1927, le colonel José Ungría Jiménez est désigné par le gouvernement pour prendre sa suite comme correspondant officiel de l'Entente. Il n'omettra pas, lui, de verser la part due au BP²⁴⁸.

À partir du début de 1930, sous le nouveau gouvernement, les relations avec l'Espagne connaissent un fort ralentissement. Ungría Jiménez est nommé attaché militaire aux ambassades espagnoles de Paris, La Haye, Londres et Berne²⁴⁹. Il est remplacé à la tête du centre espagnol par le commandant Berenguer, frère du président du Conseil²⁵⁰, puis par le commandant de la Cerda. Mais, au

245. Lettre d'Aubert à Andrés y Morera, 26 mai 1924. EIA, Espagne 1924-1930.

246. Lettre d'Andrés y Morera à Aubert, 24 décembre 1924. EIA, Espagne 1924-1930.

247. Echange de lettres entre Aubert et Andrés y Morera entre juillet et décembre 1925. EIA, Espagne 1924-1930.

248. Compte rendu du voyage d'Odier. EIA, PV du BP 1927. Odier aurait pourtant tenté de défendre Andrés y Morera auprès des représentants du gouvernement qu'il rencontre au cours de son séjour.

249. PV du 28 février 1930. EIA, PV du BP 1930.

250. PV du 21 mars 1930. EIA, PV du BP 1930.

moment des troubles, de la fuite d'Alphonse XIII et de la naissance de la Seconde République en mai 1931, le centre disparaît. Tout contact n'est pas rompu avec ce pays, mais il faut quelque temps au BP pour retrouver des correspondants. Gil Robles, de l'Action populaire, en est un. Un officier qui bouleversera bientôt le destin de la République, Francisco Franco, en est un autre. L'impact des publications de l'Entente sur lui est bien connu²⁵¹. Les activités de l'EIA concernant l'Espagne pendant la guerre civile, que nous aborderons dans la quatrième partie, illustrent l'entrecroisement des visées religieuses et politiques de l'Entente.

Les relations avec le Portugal ayant été étudiées dans le détail par Nuno Pereira, nous nous fondons sur les résultats de ses recherches²⁵². En automne 1925, les premiers contacts sont établis avec Bartolomei Ferreira (ambassadeur à Berne) ainsi qu'avec deux délégués à la SDN. Ces diplomates déclarent vouloir intéresser leur gouvernement à la création d'un centre portugais autonome de celui de Andrés y Morera. Leur volonté reste lettre morte, indique N. Pereira, en raison de l'instabilité politique du pays en 1925-1926.

Dans un premier temps, l'arrivée au pouvoir de Salazar en mai 1926 ne change rien à l'indifférence dont pâtit l'EIA au Portugal. Ce n'est qu'après la révolte du début de février 1927 dans les villes de Porto et de Lisbonne que l'initiative ibéro-portugaise est reprise en main. L'ambassadeur du Portugal en Espagne, avec qui il est en contact, invite Andrés y Morera à Lisbonne pour le passage de témoin en mars 1927²⁵³. La dictature a tôt fait d'assimiler le mouvement de contestation hétérogène (républicains, anarcho-syndicalistes, garnisons rebelles) à une révolte « rouge », alors même

251. Franco s'est nourri des publications de l'EIA depuis 1926. L'influence décisive des publications EIA sur sa formation idéologique a été mise en évidence par Herbert R. Southworth (*Conspiracy and the Spanish Civil War. The Brainwashing of Francisco Franco*, Londres: Routledge, 2001) ainsi que par Michel Caillat, (« L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert face à la guerre civile espagnole », in Mauro Cerutti, Sébastien Guex, Peter Huber (éds), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne: Antipodes, 2001, pp. 421-437).

252. Nuno Pereira a profitablement confronté les sources genevoises de l'EIA aux archives nationales portugaises dans son étude: Entre anticommunisme et soutien à la dictature *L'Entente internationale anticommuniste et le Portugal (1925-1939)*, mémoire de licence soutenu à l'Université de Genève, sous la direction du professeur Mauro Cerutti, 2005 (non publié).

253. C'est à Andrés y Morera que revient une partie du « mérite » de la création du centre portugais. Ce mérite est reconnu par le BP (PV du 19 avril 1927. EIA, PV du BP 1927). Raison pour laquelle ses malversations ne lui seront pas reprochées de manière trop sévère lors de la visite d'Odier en Espagne.

que le parti communiste portugais, quantitativement insignifiant, n'a guère joué de rôle dans les événements. La répression est accompagnée de diverses mesures qui touchent l'organisation de la police et de la propagande. C'est dans ce cadre qu'est créé un Secrétariat portugais de l'EIA (SP-EICTI) en avril 1927, sous la houlette du Ministère de la guerre. Le nouveau-né est constitué par une poignée de militaires qui auraient tous peu ou prou participé à la répression de la révolte de février, parmi lesquels figurent le capitaine de cavalerie José Mousinho de Albuquerque, le lieutenant Oscar Vasconcelos Ruas et le sous-lieutenant António Eça de Queirós, responsable de la «section étrangère»²⁵⁴. C'est avec ce dernier que le BP aura le plus souvent affaire. Le SP-EICTI se consacre surtout à la propagande antibolchevique en publiant six numéros d'une *Revista antibolchevista* constituée essentiellement de traductions d'articles d'Aubert et d'autres membres de l'EIA. Sur le travail effectif de ce secrétariat et sur l'ardeur au travail de ces jeunes officiers, les témoignages recueillis par Nuno Pereira divergent²⁵⁵. Il est probable que le fonctionnement ne donne pas entière satisfaction, si l'on en juge par les restructurations opérées à la fin de 1927: le SP-EICTI disparaît, probablement intégré à la police d'information (police secrète du Ministère de l'intérieur). L'expérience du SP-EICTI demeurera inédite, l'autarcisme du régime et le rigorisme financier de Salazar se révéleront incompatibles avec le soutien à une organisation privée étrangère. À partir de 1928, le BP demeure sans correspondant au Portugal; il fait en vain appel à ses contacts espagnols (Ungría Jiménez) pour retrouver un point d'appui, et ce sont les diplomates portugais en Suisse qui assureront une mince liaison avec Lisbonne. N. Pereira note que le BP n'aura aucun contact avec les milieux les plus anticommunistes que sont le mouvement national-syndicaliste de Rolão Preto (proche du fascisme), la Jeunesse portugaise et la Légion²⁵⁶. La raison en est que le Portugal, sur le plan de sa politique intérieure, ne représente en effet aucun enjeu pour l'EIA. C'est la politique extérieure du pays qui l'intéresse, et c'est dans ce domaine que le salazarisme pourra sporadiquement lui rendre quelque

254. Fils de l'écrivain José Maria Eça de Queirós, écrivain lui-même, il est – selon N. Pereira – «le moins «militaire» des fonctionnaires du secrétariat»: son dossier militaire ferait même état de désertion, au milieu des années 1920. Nuno Pereira, *op. cit.*, p. 20.

255. *Ibid.*, pp. 29-31.

256. *Ibid.*, p. 124.

service. Ce sera le cas lors de la campagne contre l'entrée de l'URSS au sein de la SDN en 1934. La communication est rétablie à cette occasion, grâce à un nouveau correspondant sur qui le BP pourra dès lors compter : Narciso de Freire de Andrade. De conviction monarchiste, émigré de longue date en Suisse, il est lié par son mariage en 1930 à la famille de banquiers Pictet et bien intégré dans la société genevoise. En 1928, il devient fonctionnaire à la section des mandats de la SDN, avant d'être nommé secrétaire de la délégation permanente du Portugal au sein de cette institution, en 1934. De Andrade devient dès lors le principal intermédiaire entre le BP et le gouvernement portugais. Il participera à certaines réunions de Pro Deo et s'intéressera aux travaux de l'Institut antimarxiste. En 1936, il est nommé chargé d'affaires de la légation portugaise en Pologne, avant de rentrer au Portugal pour occuper un poste au sein de la direction politique des Affaires étrangères²⁵⁷. Mais ses relations avec le BP, particulièrement amicales avec Lodyginsky, vont se maintenir jusqu'au milieu de la Seconde Guerre mondiale.

C'est par son intermédiaire que le BP entrera en contact avec le monarchiste catholique responsable du journal *A Voz*, Fernando de Sousa, qui soutiendra la campagne contre l'admission de l'URSS au sein de la SDN en 1934 et constituera un appui lors de la campagne profranquiste menée par l'EIA depuis le Portugal.

LE CORDON SANITAIRE : LES RÉSEAUX SLAVE, BALKANIQUE, BALTIQUE, SCANDINAVE, ROUMAIN ET AUTRICHIEN

De par leur relative proximité avec l'URSS, les pays scandinaves, baltes, slaves et balkaniques ont une certaine importance stratégique pour l'Entente, mais, comme l'Espagne et le Portugal, ils ont en commun un faible impact dans le concert des nations et sont peu enclins à dégager des subsides réclamés par l'EIA pour l'effort antibolchevique international. Les affinités électives du BP dans ces régions s'expliquent notamment par la motivation anticommuniste pour ainsi dire « naturelle » de nombreux correspondants dans ces pays au contact de « l'ennemi », et en raison – selon les cas – des éléments slaves, orthodoxes, russophones et russophiles qui les composent.

257. *Ibid.*, notice biographique sur de Andrade, p. 130.

Dès 1925, l'EIA s'efforce de conquérir des correspondants dans les «catégories» usuelles de sympathisants (diplomates, unions civiques, émigrés, anciens militaires, fonctionnaires, etc.), dans tous les pays du «cordon sanitaire» antibolchevique: en Norvège (capitaine Fougner, de l'Union civique, Øgvinn Øi, de la ligue Samfundvernet), en Finlande (maréchal Carl Gustaf Emil Mannerheim, professeur Kaarle Sanfride Laurila, dirigeant de la Fédération pour la sauvegarde de la Finlande), en Lettonie (pasteur Oskar Schabert) en Pologne (Eline de Peplowska et Henrik Glass, présidente et vice-président du Bureau central de l'Entente des Organisations anticommunistes en Pologne; C. Jedrzejevski, directeur de la «Bonne presse» polonaise), en Tchécoslovaquie (Alfred Schebeck, professeur Nikolaï Jekouline, Institut slave de Prague), en Hongrie (conseiller Aladar von Boor, haut fonctionnaire du Ministère de l'intérieur; Zoltan Bencs, conseiller ministériel, directeur de la Section pour la politique sociale à la présidence du Conseil), en Bulgarie (colonel Troyanov, secrétaire général de l'Union des officiers de réserve), en Yougoslavie (Nicolas Petrovitch, consul général à Genève) et, enfin, en Grèce (Michel Kebedgy, professeur de droit international installé à Lausanne, représentant de la Croix-Rouge hellénique et fervent adepte de Venizélos). Cette liste fort incomplète donne un aperçu de quelques-uns des plus fidèles correspondants, dont la plupart assistent régulièrement aux conférences annuelles de l'Entente.

La Roumanie demeurera un point presque aveugle de l'Entente qui peinera à y pénétrer²⁵⁸. À l'inverse, la Bulgarie et la Yougoslavie acquerront pour elle une importance grandissante, importance dont témoigne le nombre élevé de voyages effectués dans ces pays²⁵⁹. En Yougoslavie, Grégoire Mitkevitch, russe orthodoxe émigré, occupera un rôle singulier: représentant de la section russe à Belgrade depuis sa création dans ce pays, en 1928, il entrera bientôt dans l'orbite nazie, rendant compte des activités de son organisation à l'APA du NSDAP (office Rosenberg) et à l'Antikomintern²⁶⁰.

258. Le consul de Yougoslavie, N. Petrovitch, est chargé un temps de la liaison avec le pays en vertu, probablement, des liens diplomatiques entre les deux pays (Petite-Entente).

259. Voir tableau *supra*.

260. Lettre de Mitkevitch à A. Kungel (collaborateur d'Ehrt à l'Antikomintern), Belgrade, 2 mai 1935. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

L'Autriche semblait devoir être placée dans le même cercle que l'Allemagne, mais nous avons décidé de l'en distinguer pour au moins deux raisons. Premièrement, parce que des relations durables sont nouées très tôt avec des correspondants dans ce pays, tandis qu'on sait les difficultés du BP avec son puissant voisin. Le centre autrichien, animé par deux fidèles correspondants de l'EIA, le prince Jean de Liechtenstein (qui deviendra membre du BP en 1933), le colonel Baron Ottokar Prochazka (président de l'Union civique autrichienne) et le colonel de Walzel, est assez dynamique. Mais – et c'est une deuxième raison pour ne pas associer le centre autrichien au réseau allemand – son importance stratégique est nettement moindre²⁶¹. À la fin de 1930, Walzel fonde le Verein für freie Privatwirtschaft, une association destinée à lutter contre le «dumping soviétique» sur le plan international²⁶². Proche du cardinal-archevêque de Vienne, M^{gr} Piffl, ainsi que de son successeur, M^{gr} Innitzer, le centre aidera Aubert dans ses tentatives d'approche de l'Église catholique²⁶³ et participera à la campagne contre les persécutions religieuses et de dénonciation de la famine en Ukraine. Son sort se retrouvera toutefois lié à celui de l'Allemagne, dont il rejoindra de force l'orbite au moment de l'*Anschluss*, en étant autoritairement supprimé²⁶⁴.

LES RÉSEAUX «EXOTIQUES»

Le Japon, le Brésil et même la Chine sont pris en compte dans la «galaxie EIA»²⁶⁵. Son amas central est certes occidental, mais ces réseaux «exotiques» n'en sont pas moins durables, grâce à la collaboration de diplomates en place à Genève (consulats, SDN), de relais émigrés (général Loukowsky et Michail Yakovleff à Harbin, Nicolas Schneur à Tokyo) et britanniques (Constitutional Defense League, puis capitaine Howard à Shanghai).

Shanghai occupe une place importante pour le parti communiste chinois et pour l'IC. Cité du capitalisme chinois, mais aussi pied-à-terre de l'impérialisme, Shanghai devient le Petrograd chinois aux

261. Georges Lodygensky, *op. cit.*, vol. I, p. 63.

262. Lettre d'Aubert à Terres («Bouxen»), 19 décembre 1930. EIA, France 1932-1931.

263. Voyage de MM. Aubert et Odier à Vienne, 7-12 avril 1930. EIA, Bureau permanent, Procès-Verbaux, 1930.

264. Rapport général du BP pour 1938, 13^e Conférence du Conseil international, février 1939. EIA, Conférences 1939-1943.

265. L'expression est de Nuno Pereira, *op. cit.*, p. 37.

yeux des communistes. Toutes les forces qui comptent, politiquement et socialement, sont représentées dans cette ville, centre de toutes les intrigues entre 1926 et 1927, et dans laquelle deux insurrections vont se terminer dans un bain de sang, mâtées par l'armée nationale «révolutionnaire» de Jiang Jieshi (qui, supposé appuyer l'insurrection, s'est ravisé), dont les forces ouvrières seront les grandes victimes²⁶⁶. Aussi, en 1926, le BP se félicite-t-il de la fondation dans cette ville d'un «centre» de l'EIA, sous les auspices de la Constitutional Defense League²⁶⁷. Il ne tarde pas à périlcliter, et c'est un ancien de la League, le capitaine A. E. N. Howard, qui reprend le flambeau, en fondant un nouveau centre²⁶⁸. C'est à lui qu'Aubert doit l'initiative d'une traduction en chinois de sa plaidoirie lors du procès Conradi²⁶⁹. Mais l'influence de Howard semble des plus limitées, il aurait en plus de nombreux ennemis dans la ville et très peu d'appuis en Grande-Bretagne; il regagne l'Europe en 1931 et c'en est fini de ce «centre» qui ne comptait peut-être qu'un seul membre²⁷⁰. Après cette déconfiture, la principale source d'information sur le pays sera Theunis et son réseau colonial, ainsi que le groupe d'émigrés russes blancs (dont certains sont membres du parti fasciste panrusse), avec lequel le BP est en contact, dans l'importante colonie russe de Harbin, au nord-est de la Chine²⁷¹.

Des correspondants japonais prennent eux aussi un grand intérêt aux événements chinois, et de manière plus générale à l'action anticommuniste. Leur implication dans l'EIA est précoce: les délégués à la SDN (Suzuki, Sakamoto) sont en contact avec le BP dès 1926. Et, à partir de 1927, le bureau établit une collaboration suivie avec la légation japonaise à Berne (notamment avec le secrétaire de légation, Tokuji Amagi). Des pourparlers avec Naotaké Sato, ambassadeur à Bruxelles et chef de la délégation nipponne à la Conférence sur le désarmement à Genève en 1933, donnent satisfactions. Morikatsu Inagaki, dépêché pour la Conférence sur le

266 Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris: Fayard, 1997, p. 435.

267. «Très confidentiel. Résultats obtenus par l'EICTI», 1926. EIA, Activités du BP de 1924 à 1949.

268. PV du 7 janvier 1929. EIA, PV du BP 1929.

269. PV du 24 avril 1929. *Ibid.*

270. Document sans titre qui présente la synthèse de la situation pour la Conférence du Conseil de l'Entente, début septembre 1930 (EIA, PV du BP 1930). PV du 7 mars 1931 (EIA, PV du BP 1931).

271. Olga Bakich, «Charbin: «Russland jenseits der Grenzen» in Fernost», in Karl Schlögel, *Der Grosse Exodus. Die russische Emigration und ihre Zentren, 1917 bis 1941*, Munich: Beck, 1994, pp. 304-328.

désarmement, demeurera à Genève comme homme de liaison entre le BP et le centre japonais nouvellement créé à Tokyo, l'Association d'études internationales du mouvement des idées sociales (Kokusai Sisô Kenkyukai)²⁷². Même l'observateur le moins attentif ne peut manquer de remarquer la présence d'un Asiatique sur le portrait de groupe de la deuxième séance de la commission Pro Deo²⁷³ : il s'agit d'Inagaki qui, comme c'est habituellement le cas parmi le personnel diplomatique japonais de l'époque, est de confession protestante. Il participera plus régulièrement aux conférences de l'EIA et maintiendra le contact épistolaire avec le BP après son retour au Japon en 1938²⁷⁴.

Au sein de Pro Deo, on retrouvera également deux correspondants brésiliens importants de l'Entente : le baron Raul do Rio Branco (ambassadeur du Brésil à Berne) et Odette de Carvalho e Souza (fille du consul à Genève, future ambassadrice)²⁷⁵. Le premier, ami d'Aubert dès 1925, est délégué du Brésil auprès du BIT, aux conférences économique et du désarmement ; il participe à la plupart des conférences de l'EIA et s'emploie à relayer la propagande de l'Entente dans son pays. La seconde se spécialise dans la question communiste au contact du BP avant de rentrer au Brésil en 1938, où elle entamera une longue carrière diplomatique²⁷⁶. Dans le reste de l'Amérique latine, l'EIA ne réussira pas à trouver de correspondants aussi zélés que ces deux Brésiliens.

272. PV du 27 septembre 1933. EIA, PV du BP 1933.

273. Photographie de groupe figurant dans le fonds EIA, cote 900.

274. Inagaki continuera son travail anticommuniste et dirigera à partir de 1940 un journal national. EIA, PV du BP de 1939 et 1941.

275. Les informations sur Raul da Silva Paranhos do Rio Branco (1873-?) et Odette de Carvalho e Souza (1904-?) sont tirées des mémoires de Lodyginsky, des archives EIA ainsi que des notices biographiques tirées de l'*Archivo biográfico de España, Portugal e Iberoamérica hasta 2001*, Victor Herrero Mediavilla (éd.), Munich : Saur, 2005.

276. Georges Lodyginsky, *op. cit.*, vol. I, p. 91.

DEUXIÈME PARTIE

ENTRE RELIGION ET POLITIQUE.

DIPLOMATIE, PERSÉCUTIONS

RELIGIEUSES ET CRISE ÉCONOMIQUE (1924-1933)

Quelles sont les valeurs défendues par l'EIA et les actions qu'elle a entreprises avec ses correspondants religieux entre 1924 et 1933? Ces années sont marquées par la question des relations diplomatiques entre l'URSS et les grandes puissances, dont l'EIA tente d'empêcher l'établissement ou de remettre en cause l'existence. Le lancement du plan quinquennal, la recrudescence des persécutions religieuses en Union soviétique et la place que leur réserve une certaine presse en Occident semble faciliter la tâche de l'Entente. Mais le contexte de la crise économique mondiale rend les arguments diplomatiques, commerciaux et religieux plus complexes. Pour des pays comme l'Angleterre, la France et les États-Unis, l'URSS apparaît comme un débouché pour les exportations, une solution pour résorber quelque peu la crise. Il s'agit d'observer comment ces dimensions s'imbriquent dans le discours de l'EIA et d'évaluer la place du facteur religieux dans sa vision du monde, en suivant une chronologie rigoureuse. Nous verrons que la dimension religieuse, diffuse, est toujours mêlée à d'autres éléments dans la stratégie de propagande de l'Entente. Cette imbrication nous amènera à progresser dans les trois chapitres en tenant compte des variations dans le temps et l'espace, en observant aussi bien des éléments contextuels (évolution des relations diplomatiques, crise économique et Conférence sur le désarmement), que des épisodes de l'histoire de l'EIA et de ses relations avec ses correspondants.

LES PRÉOCCUPATIONS RELIGIEUSES DE L'EIA : REGISTRE MORAL ET INTERFÉRENCES DIPLOMATIQUES

Entre 1924 et 1929, l'EIA s'investit assez peu dans la question religieuse – témoin la brève histoire de son comité de liaison avec les Églises, tourné vers le monde protestant. Cette question est englobée dans la catégorie plus générale de défense de la morale et de la civilisation chrétienne, plaçant la lutte de l'Entente sur un plan plus culturel (au sens large du terme) que doctrinal. Mais, au tournant des années 1930, l'Entente s'engage de manière durable et intense sur le terrain religieux, qui occupera un espace de plus en plus important dans le cadre général de sa lutte contre l'URSS et le Komintern. Ce changement se produit à la faveur des protestations contre les persécutions religieuses en URSS. Presque simultanément, l'Entente s'engage dans la dénonciation de la « guerre bolchevique », thématisée par le BP comme une attaque systématique de l'URSS et du Komintern contre l'économie mondiale (par le biais notamment du prétendu « dumping » pratiqué à l'exportation), contre la paix et contre la civilisation en général.

DÉFENDRE LA « CHRÉTIENTÉ » EN DÉNONÇANT L'IMMORALITÉ BOLCHEVIQUE (1924-1929)

L'objet de ce sous-chapitre est de cerner les préoccupations religieuses de l'EIA à ses débuts. Elles se matérialisent dans le registre de la morale et de la « culture » (dans un sens qui englobe la dimension religieuse) plus que dans celui de la doctrine chrétienne. « Le bolchevisme va triompher de la chrétienté », tel est l'avertissement de Théodore Aubert en juin 1924 dans l'appel qu'il publie dans *Le Ligueur* pour annoncer la création du Bureau de liaison (l'ancêtre du BP). On va bientôt comprendre la signification élargie conférée

par Aubert au terme de « chrétienté ». Étrangement, dans le programme de l'Entente qui sera défini quelques semaines plus tard, la question religieuse n'est pas explicite. Elle prendra de plus en plus d'importance dans le discours de l'EIA, mais pour l'heure elle figure à l'arrière-plan de ses préoccupations, qui touchent à toutes les activités humaines, menacées selon elle par le régime communiste et son prolongement international, le Komintern.

Dans un mémoire que l'EIA adresse aux gouvernements en 1926 dans le but d'en obtenir un soutien financier, la thématique religieuse intervient en dernier lieu, ramassée sur deux lignes pour mentionner l'action du BP en la matière :

« [Le BP] a rappelé aux Églises chrétiennes les persécutions religieuses qu'ont exercées les Soviets et la constance de leur propagande antireligieuse [...] »²⁷⁷

Si la première phase de persécutions aiguës (1918-1923) appartient alors au passé, d'autres phases lui succèdent et la lutte contre la religion est effectivement toujours d'actualité²⁷⁸. Elle occupe une place centrale dans le projet bolchevique de réforme de la société. Dans la période d'expérimentation qui a suivi la prise de pouvoir et jusqu'au « retour conservateur » de 1934-1936²⁷⁹, elle est intimement mêlée à l'éducation des enfants, au statut de la femme, à la redéfinition du rôle attribué à la famille comme structure sociale.

Le BP a tout à fait saisi le lien entre ces éléments. Aussi défend-il, en contrepoint, une série de valeurs qu'il enchaîne les unes aux autres dans son discours, et qui sont censées former la base de la « Civilisation chrétienne » : la coopération de classe, la libre entreprise, la propriété, la famille, l'éducation et l'école « morales ». La perversion engendrée selon le BP par la « morale communiste » est sans cesse dénoncée, tantôt directement, tantôt par des voies détournées, avec la volonté évidente de susciter l'indignation.

277. Théodore Aubert, *Considérations actuelles sur la lutte contre le bolchevisme* (mémoire adressé aux gouvernements), décembre 1926, p. 11.

278. Dimitry V. Pospelovsky, *A history of marxist-leninist atheism and Soviet antireligious policies*, vol. I, (*A history of Soviet atheism in theory and practice, and the believer*), Londres : Macmillan, 1987-1988, pp. IX-XV.

279. 1934-1936 marque un tournant dans le domaine des mœurs, un retour en arrière par rapport au libéralisme que la période léniniste avait tenté d'instaurer sur le plan moral. Wendy Z. Goldman, *Women, the State and Revolution. Soviet family policy and social life, 1917-1936*, Cambridge : Cambridge University Press, 1995 [1993].

L'instauration du communisme en URSS aurait ouvert la porte à la prostitution, au viol, à la sodomie et aux maladies honteuses, notamment chez les enfants.

Un document vraisemblablement rédigé par le D^r Lodygensky, «Au Paradis soviétique», se fonde sur un article accablant paru dans les *Izvestia* du 25 novembre 1924 à propos de l'abandon des enfants et la criminalité infantile²⁸⁰. Selon l'auteur, l'abandon et la criminalité infantiles ont toujours existé dans toutes les sociétés, mais n'ont nulle part ailleurs atteint les proportions du désastre qui frappe l'URSS, où ils menacent l'existence même de l'État. Les jeunes générations sont vouées en masse à la perte physique et morale. Le compte rendu de l'article est assorti d'une lecture «entre les lignes», censée démasquer tous les euphémismes. Les commentaires alternent jugements moraux, informations véridiques, exagérations et expressions crues destinées à indigner le lecteur.

Les *Izvestia* affirment que «50 % de ces enfants [abandonnés, les *besprizornye*], âgés de moins de 14 ans, sont atteints par toutes espèces de maladies contagieuses: syphilis acquise, intoxication, alcoolisme, etc.» L'auteur commente:

«Je ne sais ce que signifie cet «etc.» Je ne puis même m'imaginer tous les vices sodhomiens [sic] contenus dans ce terme. Et d'ailleurs, point n'est besoin d'imaginer. La syphilis chez un enfant de 14 ans me suffit pour maudire tout le bien-être communiste. Je pense seulement que pour que les enfants deviennent en masses syphilitiques, narcomanes [sic] ou alcooliques, il faut que les $\frac{3}{4}$ au moins du peuple se soit transformé en un troupeau de bêtes. Des bêtes possédées par le démon communiste.»

À l'annonce d'attribution de sommes supplémentaires aux orphelinats, l'auteur rétorque qu'il ne doit pas rester grand-chose aux 75 pauvres enfants dans un des établissements cités où l'administration est composée de 45 personnes, dont 24 responsables et 16 éducateurs. L'argent est absorbé en majorité par ces «responsables» (qui seraient tous des membres du parti), lesquels vivent «aux dépens de l'État et de l'enfance abandonnée» et pour qui cet orphelinat représente une «sinécure».

280. EIA, Bureau permanent, Général, 1924-1927, 2^e carton.

Les rapports sexuels entre garçons et fillettes seraient autorisés. Les fillettes qui s'enfuient de l'orphelinat retourneraient à une « ancienne occupation, d'ailleurs dangereuse pour la société ». « Voilà ce que les bolcheviques ont fait des enfants russes », conclut l'auteur. « Il est facile d'en déduire ce qu'ils ont dû faire de tout le peuple russe. »

Comment analyser ces allégations? Le phénomène des enfants abandonnés est en effet massif²⁸¹. C'est sur l'origine de ce mal et son interprétation que l'auteur de l'article peut être contesté. Les catastrophes démographiques successives qu'a connues la Russie (Moshe Lewin a parlé de tremblements de terre démographiques)²⁸² ont poussé de nombreux enfants sur les routes et dans les bas-fonds des grandes villes. Des millions de familles russes ont dû se passer d'un père pendant la durée de la guerre européenne. Deux millions et demi de foyers ne l'ont pas vu revenir à l'issue des combats²⁸³. La guerre civile et la famine de 1921-1922, dont on ne saurait attribuer toute la responsabilité aux bolcheviques, ont encore aggravé la situation.

Toute statistique est hasardeuse, mais il est avéré que le nombre de *besprizornye* (terme qui tend à se confondre avec la notion de délinquance juvénile) a augmenté de manière dramatique par rapport à la période précédant la Première Guerre mondiale. En 1922, une année qui constitue vraisemblablement un pic, on les estime à 7 millions²⁸⁴.

L'Entente se plaît à citer textuellement, tout au long de la période qui va jusqu'à l'avènement de Staline, les déclarations de figures marquantes (surtout féminines) du régime et de responsables en charge des questions liées à l'éducation et à la jeunesse: M^{mes} Kollontai, Kalinina, Balabanova et la veuve de Lénine, Krupskaia. Aux yeux de l'EIA, ces personnalités incarnent l'essence diabolique du régime, ce sont de véritables Lilith. Or, pendant toute cette période d'expérimentation du pouvoir par les bolcheviques, leurs rapports sur la situation sont souvent étonnamment lucides, ouverts. Certaines de ces personnalités n'hésitent pas à tirer la sonnette d'alarme, à dénoncer ce qu'elles observent, même

281. Alan M. Ball, *And now my soul is hardened. Abandoned children in Soviet Russia, 1918-1930*, Berkeley/Los Angeles/Londres: University of California Press, 1995; Wendy Z. Goldman, *op. cit.*

282. Cité par Wendy Z. Goldman, *op. cit.*, p. 60.

283. *Idem.*

284. Alan M. Ball, *op. cit.*, pp. 1 et 16.

lorsque ces observations ne font pas honneur au régime, comme c'est le cas pour le phénomène des enfants abandonnés et pour la situation dans les orphelinats.

En présentant ses sources comme s'il s'agissait de rapports secrets (ce qu'elles ne sont assurément pas, puisqu'on peut les lire dans les *Izvestia* ou dans la *Komsomolskaia Pravda*), l'EIA les donne comme autant de preuves à charge contre l'accusé. Elle ne tient aucun compte des préoccupations réelles et sincères dont elles témoignent pour le sort de ces enfants. Le projet de société plus égalitaire qui est à la base de ces déclarations est simplement nié par l'EIA. S'il est vrai que les autorités ont extrêmement mal géré le problème, ont été dépassées par son ampleur et freinées dans leur volonté de le contrer par le manque de moyens, notamment pendant la guerre civile, on ne peut leur reprocher le cynisme et l'absence d'éthique dénoncés par nos anticommunistes²⁸⁵. Il est par exemple infondé que les rapports sexuels fussent *autorisés* entre garçons et filles au sein des institutions. Que de tels rapports aient existé est une réalité, qu'expliquent – sans bien sûr les justifier – l'extrême promiscuité régnant dans les abris et les orphelinats, le manque de personnel ou encore les expériences et les traumatismes subis par ces enfants forcés à grandir trop vite²⁸⁶.

Le phénomène concomitant de la prostitution et de la toxicomanie infantiles n'est pas non plus contestable. Les ouvrages de Ball et de Goldman en témoignent de manière déchirante. Mais le régime est le premier à non seulement le déplorer, mais aussi à réfléchir à la manière de lutter contre lui afin de réadapter cette enfance meurtrie. Nombre d'enfants tendent en effet à s'échapper des orphelinats; ils sont devenus incapables de se plier à un cadre éducatif et préfèrent bien souvent retrouver la condition précaire (mais libre) à laquelle ils sont habitués, même si celle-ci implique la prostitution. Ne sélectionnant que ce qui va dans le sens de sa démonstration diabolisante, l'EIA ne tient aucun compte des divergences de vue entre les institutions étatiques chargées de l'enfance, qui témoignent d'un régime en pleine évolution où diverses voix sont en concurrence, de la tendance la plus progressiste à la plus répressive. Ainsi,

285. Selon Goldman et Ball, tout au long des années 1920, la politique officielle à l'égard de l'enfance abandonnée et de la délinquance infantile était fondée sur la réhabilitation, la compassion et la clémence. Wendy Z. Goldman, *op. cit.*, p. 78; Alan M. Ball, *op. cit.*, p. 88, pp. 100-101, chapitre six, pp. 127-150 *et passim*.

286. Alan M. Ball, *op. cit.* Sur les conditions de vie dans les *detdoma*, les homes pour enfants: pp. 108 ss, p. 165.

le Commissariat à la santé, le Narkompros, le Commissariat à la sécurité sociale et l'OGPU étaient en rivalité pour la responsabilité de la question de l'enfance. Au Congrès de l'enfance d'août 1925 à Genève et au Congrès des éclaireurs en 1926 à Kandersteg, un délégué du BP expose le sort misérable des milliers d'enfants russes abandonnés et «poussés au crime», ainsi que le «péril» présenté par l'action des Pionniers rouges.

De la même manière, en juillet 1926, l'EIA dénonce le traitement réservé aux femmes détenues à Solovky²⁸⁷ auprès des organisations féminines et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour réclamer une intervention en leur faveur²⁸⁸. Dans le rapport, aucun détail n'est omis, pas même les plus scabreux²⁸⁹. La description de la bestialité des gardes rouges, du personnel des camps, le portrait de la cupidité et de l'incurie des responsables des orphelinats, mis en parallèle avec des citations de dirigeants bolcheviques s'en prenant à la morale, à la religion et à la famille, visent à donner une image homogène d'un régime où, à tous les échelons du pouvoir, l'immoralité régnerait. Le mémoire adressé en juillet 1927 aux gouvernements et aux institutions internationales par le BP, *La Terreur soviétique*, est construit sur ce schéma. Le sort des femmes de Solovky, à la merci des gardes et des tchékistes, contraintes à la prostitution pour ne pas être privées de nourriture, y est décrit sur le même mode, d'après le récit de prisonniers échappés en 1925 de ce camp de la mer Blanche. Ces témoignages de première main, tels ceux de Serge Melgounov et de Serge Malsagov, publiés respectivement à Paris (1924) et à Londres (1926), repris aussitôt par le BP et par Raymond Duguet dans *Un bagne en Russie rouge* (1927), insistent particulièrement sur le sadisme et les violences sexuelles des tchékistes et autres responsables des camps. Selon ces témoins et leurs épigones, le bolchevisme aurait l'apanage de telles pratiques. Nicolas Werth relève qu'il s'agit là d'une représentation très courante dans les années 1920 d'un «système intrinsèquement *pervers*, au sens médical du terme»²⁹⁰. Le silence qui accueille la sortie de ces dénonciations

287. Sur les camps de l'archipel des Solovetsky (aussi appelé Solovky ou Solovetz), sur la mer Blanche, près d'Arkanghelsk, voir Anne Applebaum, *Goulag: une histoire*, Paris: Grasset, 2005 (2003), pp. 55-94.

288. EIA, BP général 1924-1927.

289. «The Women's Fate», document non daté (1926), sur le sort des femmes déportées dans les Solovetsky: violées par les gardes rouges, par le personnel du camp. EIA, Bureau permanent, général, 1924-1927.

précoces du système des camps en URSS – il faudra attendre la guerre froide pour que l'Occident les entende vraiment – semble pousser le BP à multiplier les descriptions scabreuses. Si les faits dénoncés correspondent à la réalité – l'ouverture des archives soviétiques en a donné la preuve –, leur interprétation pose en revanche le problème des œillères idéologiques.

LE POLITIQUE, UNE MARQUE INDÉLÉBILE

« On dira même que la lutte que nous conduisons est principalement politique. Cela n'est pas exact. »

Bureau permanent de l'EIA, 1933²⁹¹.

Malgré sa volonté d'apparaître comme une organisation apolitique, prônant un anticommunisme « universaliste », l'Entente est rapidement perçue comme ce qu'elle est : un groupe de pression avant tout politique. Cette qualité se révèle gênante lorsqu'il s'agit de développer des relations avec les groupements religieux. Certains d'entre eux craignent d'être accusés de mélanger religion et politique en s'affiliant à l'Entente ou en s'affichant publiquement à ses côtés dans le cadre d'actions communes.

C'est particulièrement le cas en Suisse. En avril 1924, Aubert adresse une circulaire à plusieurs pasteurs de Lausanne et de Genève pour leur demander d'adhérer à la future organisation, de la soutenir et de s'abonner à ses publications. Pour stimuler des réponses positives, il tente de faire jouer la concurrence entre les confessions, affirmant que des membres de l'Église catholique se préoccupent déjà de la question des persécutions.

Mais les réactions sont peu nombreuses et décevantes. Un pasteur l'assure de son soutien, mais suggère de s'adresser à de plus qualifiés que lui, notamment au mouvement Life and Work²⁹². Un autre approuve le contenu de la circulaire, mais refuse de s'exposer à des critiques de la part de ses paroissiens en

290. (Note de la p. 96.) Dans sa préface à Raymond Duguet (*Un bain en Russie rouge*, Paris : Balland, 2004 [1927], pp. 15-16), Nicolas Werth souligne qu'il s'agit là de l'aspect du livre le plus daté.

291. BP de l'EIA, *Neuf ans de lutte contre le communisme. L'activité de l'Entente Internationale contre la III^e Internationale*, Genève, mars 1933, p. 11.

292. Lettre de Gustave Bugnion, Lausanne, à Aubert, 8 avril 1924. EIA, Suisse général 1924.

s'impliquant dans un comité qui devra «descendre dans l'arène politique»²⁹³.

Au début 1925, en réponse à une sollicitation du BP, l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens et l'Armée du Salut expliquent qu'elles ne peuvent pas collaborer avec l'EIA, dont elles souhaitent cependant recevoir la documentation²⁹⁴.

Hors de Suisse, la question se posera aussi. Un fidèle correspondant de l'EIA dont il sera question dans le sous-chapitre suivant, Adolf Keller, contribue à diffuser les idées et les documents du BP dans différents milieux protestants, notamment à Londres et aux États-Unis; il fait état des interrogations de ses contacts au sujet d'éventuelles visées politiques du BP²⁹⁵.

Et les années qui passent ne changent rien à cet état de fait, du moins dans les États à l'ouest de la Suisse. Car dans la République de Weimar (ainsi qu'on le verra plus loin, dans le chapitre «L'EIA se concentre sur l'Allemagne (1929-1933)»), en Europe de l'Est et dans les Balkans, il en va autrement. La frontière entre politique et religion y est moins étanche et leur interpénétration n'y constitue pas un tabou comme ailleurs.

DANS L'ORBITE PROTESTANTE: LE COMITÉ DE LIAISON AVEC LES ÉGLISES

Pour obtenir plus de succès auprès des milieux religieux, le BP met sur pied, dès l'automne 1924, un comité de liaison avec les Églises, conçu comme un groupement auxiliaire, à l'image des organisations de la III^e Internationale dont l'EIA se veut le reflet inversé. La fonction du comité est de «rappeler constamment l'action anti-religieuse des bolchevistes aux diverses Églises chrétiennes et associations morales»²⁹⁶. Il dénonce l'incompatibilité totale entre marxisme et christianisme et diffuse la documentation de l'Entente

293. Lettre du pasteur Antony Vincent, Les Pâquis, Genève, à Aubert, 12 avril 1924. EIA, Suisse général 1924.

294. Réponse de Paul des Gouttes, de l'Alliance universelle. PV du 31 mars 1925. EIA, PV du BP 1925. Réponse d'un des commissaires de l'Armée du Salut, M. de Grooth. Procès-verbal du 23 au 30 juin 1925. EIA, Bureau permanent, Procès-Verbaux, 1925. Réponse de F. de Tavel, secrétaire en chef de l'Armée du Salut, Berne, 24 juin 1925. EIA, Institut 4.

295. Lettre d'Aubert au Dr Adolf Keller, Institut international du christianisme social, 29 mars 1930, et lettre d'Adolf Keller, secrétaire général de Life and Work, Institut international du christianisme social, à Aubert, 3 avril 1930. EIA, Suisse général 1930.

296. «Rapport du Bureau permanent à la II^e Conférence du Conseil de l'Entente Internationale contre la III^e Internationale», Genève, mai 1925. EIA, Conférences EIA 1924-1926.

concernant l'action antireligieuse et antimorale de la III^e Internationale, afin d'obtenir la collaboration des grandes organisations religieuses.

Le comité compte parmi ses membres l'archiprêtre Serge Orloff²⁹⁷, supérieur de la paroisse orthodoxe russe de Genève, dont le D^r Lodyginsky est très proche; l'avocat Paul Carry, qui est issu d'une grande famille catholique de Genève²⁹⁸; et Alexandre Aubert, le frère de Théodore, pasteur à Cologny et rédacteur au *Messenger social*, journal chrétien social édité à Genève. Eugène Choisy accepte également d'en faire partie. Professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Genève, pasteur, il occupe des fonctions importantes au sein de l'Église nationale du canton et est membre du Conseil de la Fédération des Églises protestantes de la Suisse (FEPS); il en sera même président de 1930 à 1941. Serge Orloff soutiendra l'Entente jusqu'à son dernier souffle. Eugène Choisy et son proche collègue Adolphe Keller prendront pour leur part quelque distance à partir de 1933.

Le pasteur Keller (1872-1963) est probablement la personnalité la plus en vue²⁹⁹. Ce théologien schaffhousois a étudié à Bâle, Berlin et Genève. De 1896 à 1924, il est pasteur successivement au Caire, à Burg, dans son canton d'origine, à Genève et à Zurich. Figure clé du mouvement œcuménique interprotestant de l'entre-deux-guerres en Suisse, auteur de nombreux ouvrages sur le rôle de l'Église dans le monde contemporain et d'une enquête sur le protestantisme européen³⁰⁰, il occupe une place importante dans de nombreuses institutions issues du courant nouveau qui a soufflé sur le protestantisme suisse et européen après la Première Guerre mondiale. Secrétaire de la FEPS de 1920 à 1941, il travaille à relier

297. Serge Orloff (Sergij Orlov), né le 13.11.1864 à Zarajsk, gouvernement de Rjazan', mort le 20.11.1944 à Genève. À Genève depuis 1905. Supérieur de la paroisse orthodoxe russe de Genève, membre de la Croix-Rouge russe tsariste et du Comité de la Société russe de bienfaisance. J[ean] T[roesch], «Les noces d'or sacerdotales de l'archiprêtre Orloff», *Journal de Genève*, 29 janvier 1941. Voir aussi *L'Église orthodoxe russe de Genève*, Genève, 1972, p. 5.

298. L'oncle de Paul Carry, Eugène, était vicaire général de Genève jusqu'à sa mort en 1912; son père, François, était un journaliste catholique, responsable du *Moniteur*, organe de Léon XIII, puis appelé comme directeur du *Courrier de Genève* en 1918. Paul Carry est membre de l'Union catholique d'études internationales.

299. Lukas Vischer *et al.*, *Histoire du christianisme en Suisse, Une perspective œcuménique*, op. cit.; Arnold Mobbs, *Les Églises protestantes de la Suisse au siècle de l'œcuménisme et de l'entraide. 50 ans de Fédération, 1920-1970*, Berne: Fédération des Églises protestantes de Suisse, 1970, pp. 9 ss.

300. Adolf Keller, *Zur Lage des Europäischen Protestantismus: Übersicht über Notstände und Hilfswerke im Gebiet der europäischen evangelischen Kirchen*, Zurich: Bühler Buchdruck, 1922, 164 p.

le protestantisme suisse aux Églises étrangères; avec l'Alliance réformée mondiale (dont il occupe quelque temps le poste de vice-président), il développera un vaste réseau de relations internationales. Ses convictions anticommunistes, ses activités entre Genève – où il anime l'Office central d'entraide des Églises (OCEE) –, Zurich (où il a une charge de professeur) et les États-Unis en font un correspondant de choix pour le BP.

Le comité de liaison avec les Églises est actif pendant quelques semaines seulement. Il se réunit deux fois, à la fin de 1924 et en mars 1925, et publie une brochure ainsi que quelques articles³⁰¹. Il est secondé par le BP, qui envoie à ses correspondants deux brochures, la première en espagnol sur la lutte antireligieuse du Komintern, du directeur du centre espagnol de l'EIA, l'avocat Luís de Andrés y Morera Galicia, un ami personnel du chef du gouvernement, Miguel Primo de Rivera, et la seconde de son centre belge, intitulée *Le communisme contre la morale*.

À l'image du BP, le comité est majoritairement protestant et orthodoxe. Les deux membres catholiques, Paul Carry et Louis Vogt³⁰², apparaissent comme des représentants moins qualifiés de leur Église que ne le sont les protestants ou les orthodoxes. Ce déséquilibre n'a rien d'étonnant si l'on considère la situation encore tendue entre catholiques et protestants à Genève et la méfiance de l'Église catholique face à tout rassemblement inter-confessionnel dont elle ne serait pas l'instigatrice. De manière plus générale, en Suisse, les tensions entre confessions connaissent une recrudescence durant l'été 1924. Au moment du rétablissement de la nonciature en Suisse en 1920, les protestants, notamment par le biais du Conseil des Églises protestantes de Suisse, s'étaient alarmés des conséquences possibles de cette évolution diplomatique pour la paix confessionnelle³⁰³. Le fait qu'ils n'aient pas été consultés par le gouvernement sur l'opportunité et les modalités de ce rétablissement les avait passablement vexés. À la fin d'avril 1924, l'annonce d'une visite prochaine du nonce Maglione dans le canton

301. Professeur Émile Doumergue, « Le bolchevisme et la religion », *Journal de Genève* du 22 décembre 1924; Alexandre Aubert, « Le bolchevisme contre la religion », *Messenger Social*, N°s 2 et 3 de février et mars 1925; Marc Cramer, *L'internationale bolchevique contre la Religion*, avril 1925.

302. Avocat au barreau de Genève, L. Vogt est également membre actif de l'Union catholique d'études internationales.

303. Francis Python, « La Suisse, les catholiques et le Saint-Siège aux XIX^e et XX^e siècles », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXVI, N° 3, juillet-septembre 1994, pp. 465-478.

mixte de Saint-Gall met le feu aux poudres et déclenche une levée de boucliers contre la représentation pontificale³⁰⁴. Les pasteurs se récrient que le nonce n'a pas à faire ou à accepter de faire des visites officielles dans un canton, l'article 10 de la Constitution helvétique stipulant que les rapports officiels entre un représentant diplomatique étranger et les cantons doivent avoir lieu par l'intermédiaire du Conseil fédéral. Le nonce se justifie auprès du Secrétaire d'État du Vatican. Une simple visite de courtoisie pouvant être sujette à récrimination, il s'est fixé une ligne de conduite prudente en la matière : celle de ne pas accepter d'invitation de la part de cantons catholiques sans motif purement ecclésiastique – la célébration d'une cérémonie –, et sans l'initiative préalable de l'autorité religieuse locale³⁰⁵. Les réactions vives et négatives ne sont toutefois pas généralisées. Des voix appellent à la modération dans la presse protestante, dont Maglione transmet des extraits à Gasparri (*Le Journal du Jura*, *Berner Volkszeitung*, *La Gazette de Lausanne*); le journaliste genevois William Martin prend la défense du nonce, qui n'a selon lui commis aucun acte incorrect. En l'occurrence, selon Martin, c'est le Conseil de la FEPS qui a risqué de mettre en péril la paix confessionnelle. L'hostilité émane plutôt du côté alémanique. Un pasteur saint-gallois, par exemple, lance l'idée d'une initiative contre la nonciature. Mais, en Suisse romande, le Consistoire de Genève s'alarme de la «croissante influence du nonce»³⁰⁶.

L'état d'esprit n'est pas propice à la collaboration. Devant la difficulté de recruter des catholiques au niveau national, et face à la nécessité de pallier le déséquilibre confessionnel également marqué au sein de leurs correspondants, les animateurs du BP cherchent à s'attacher des soutiens haut placés dans la hiérarchie ecclésiastique d'autres pays européens.

Aubert profite de ses contacts à l'étranger : à Paris, il diffuse en passant quelques brochures sur la religion³⁰⁷; en Espagne, il obtient l'appui du cardinal-archevêque de Tolède, et demande à

304. Lettre de M^{gr} Maglione au cardinal Gasparri (Secrétairerie d'État), 9 juillet 1924. AES, Svizzera, pos. 180, fasc. 2.

305. *Ibid.* Cette ligne de conduite fixée a posteriori dans les manifestations publiques de la nonciature ainsi que les efforts concomitants pour une meilleure intégration des catholiques dans l'État fédéral auront des effets bénéfiques et l'opinion se calmera durablement. Francis Python, *art. cit.*, p. 474.

306. *Ibid.*

307. PV du 29 avril 1927. EIA, PV du BP 1925.

Andrés y Morera de développer un programme spécial auprès de l'Action catholique féminine pour faire comprendre aux femmes le danger moral du bolchevisme, et «tâcher qu'elles en instruisent leurs maris»³⁰⁸.

En Belgique, le cardinal Mercier manifeste de l'intérêt pour l'entreprise³⁰⁹. L'appui du «Grand cardinal» constitue un atout majeur. Champion de l'œcuménisme catholique³¹⁰ autant que de la dénonciation du communisme, n'est-il pas allé jusqu'à prôner une action armée internationale contre le gouvernement soviétique? L'EIA s'est toujours gardée de faire de même, de crainte d'être considérée comme un organe de l'émigration russe blanche. Après l'armistice, Mercier avait recommandé au maréchal Foch de lancer une armée de volontaires en Russie. En 1922, il était revenu à la charge dans une lettre pastorale et dans la *Revue catholique des idées et des faits*³¹¹. Lodyginsky, qui a longtemps dû espérer une intervention militaire, vouait un grand respect au cardinal.

Après de laborieuses démarches, Aubert obtient une rencontre avec Mercier le 15 juillet 1924. Comptant sur le rayonnement international du cardinal, il lui demande de soutenir l'action anti-communiste non seulement en Belgique, mais aussi en France et aux États-Unis. Le prélat promet son appui, en prévenant toutefois que son concours ne pourrait pas être très «effectif». Il faut voir dans cet avertissement non pas la réticence d'un ecclésiastique face à un mouvement essentiellement politique – ses entrevues avec Foch le prouvent –, mais plutôt celle d'un catholique face à un mouvement d'obéissance protestante et orthodoxe.

Visant le sommet de la hiérarchie ecclésiastique, Aubert songe à entretenir le cardinal Gasparri d'un projet de comité religieux mixte lors de son voyage en Italie en janvier 1925. S'il y renonce, c'est à cause de Mussolini, avec qui il a obtenu une entrevue concernant la formation d'un centre italien de l'Entente. Le Duce ne trouvait pas opportun d'intéresser le Saint-Siège à l'action de l'Entente³¹².

308. *Ibid.*

309. PV du 26 décembre 1924. EIA, PV du BP 1924.

310. Mercier préside les Conversations de Malines, cinq rencontres théologiques inédites entre des catholiques et des anglicans (délégation de Lord Halifax), qui ouvrent une brèche en matière de dialogue interconfessionnel, entre 1921 et 1926.

311. Christian Grogard, «Une guerre religieuse et patriotique». Positions d'un hebdomadaire de droite: *La Revue catholique des idées et des faits*», *Revue belge d'histoire contemporaine*, XVIII, 3-4, 1987, p. 699. Mercier aurait dit à Aubert et Lodyginsky que Foch s'était laissé convaincre, mais que Lloyd George s'y était opposé. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 46.

La représentation catholique au sein du comité et de ses correspondants n'augmentera donc pas. La mort du cardinal Mercier en 1926 ne permet pas de spéculer sur les résultats d'une éventuelle collaboration avec l'EIA. Les espoirs du BP de s'implanter dans les milieux catholiques sont oubliés jusqu'au début des années 1930, lorsque des relations directes s'établiront avec le Vatican.

Quant à la question de contacter des israélites, qui est soulevée lors d'une séance du comité, Aubert et l'archiprêtre Orloff répondent catégoriquement par la négative. Souscrivant à la théorie du complot judéo-bolchevique, ils affirment que la religion juive n'est nullement persécutée en Russie³¹³. Ce point de vue sans fondement est fort répandu, même parmi des personnalités averties³¹⁴.

Pour l'heure, le comité de liaison travaille surtout dans l'espoir de pouvoir influencer la Conférence œcuménique de Stockholm (19-29 août 1925). Point n'est donc besoin de rallier davantage de catholiques ou de songer aux juifs. La conférence doit discuter de l'application du message chrétien dans la vie sociale et internationale, une occasion rêvée pour tenter d'orienter le cours des discussions et – qui sait? – d'aboutir à une déclaration de condamnation du régime communiste. Aubert souhaite que Choisy intervienne dans la conférence préparatoire en Suisse, pour distribuer brochures et documents, et pour faire valoir le point de vue de l'Entente.

Sur la suggestion d'Aubert, Adolf Keller est chargé d'établir le contact avec les participants à la conférence et avec le Federal Council [of Churches] américain. Mais il ne réussit pas à faire passer les idées de l'EIA dans les résolutions de Stockholm, malgré l'action parallèle d'un autre correspondant du BP, un Suédois nommé Larson. Cet échec est probablement à l'origine de la mise en sommeil du comité.

Ce dernier n'assume guère le rôle d'agent de liaison que son intitulé laisse espérer : il manque de cohésion interne et, en fin de compte, ce sont les membres du BP (Aubert, Cramer et Lodygensky) qui le portent à bout de bras. Certains de ses membres ne sont du reste même pas convaincus de la réalité du péril pour la

312. (Note de la p. 102.) [Rapport de] Voyage de M^e Aubert en Italie, du 2 au 8 janvier 1925. EIA, PV du BP 1925.

313. Conférence du Comité de liaison avec les Églises, 20 mars 1925. EIA, PV du BP 1925.

314. Viaggio a Mosca di M^{re} d'Herbigny, sans date (1925). AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 659, fasc. 44.

Suisse. Un motif impérieux de mobilisation fait ainsi défaut à cet éphémère comité.

UNE DÉNONCIATION TIMIDE :

L'ATTENTAT DE LA CATHÉDRALE DE SOFIA, AVRIL 1925

Nous évoquons ici un épisode qui nous apparaît comme exemplaire du traitement réservé par l'EIA dans ses premières années aux événements touchant à la religion – en l'occurrence, à un édifice religieux. L'année 1925 est marquée par ce que Pierre Broué décrit comme « l'un des plus importants actes terroristes connus de l'histoire de la Comintern [sic] et d'un parti communiste, celui de la bombe dans la cathédrale de Sofia »³¹⁵. Selon Broué, le terrorisme individuel est condamné par le marxisme, et cet attentat serait à interpréter comme un geste de désespoir de la part du parti communiste bulgare, fortement réprimé depuis le soulèvement de 1923. Au début d'avril 1925, le tsar Boris échappe de peu à un attentat ; le 14 avril, un député de droite, le général Kosta Georgiev, qui n'a pas cette chance, est tué par un terroriste inconnu. C'est à l'occasion de son enterrement, le 18 avril, que les communistes font exploser une bombe dans la cathédrale de Sofia, où toute l'élite politique et sociale du pays est réunie. Le bilan est très lourd : plus de 500 blessés, 120 morts, parmi lesquels trois députés, une vingtaine d'officiers supérieurs, des hauts fonctionnaires, mais aucun membre de la famille royale ou du gouvernement. La répression est terrible. Très rapidement, des centaines de communistes sont arrêtés, torturés et tués sans jugement. Au total, plus de 3500 personnes sont emprisonnées, et 300 condamnées à mort. Les communistes ont longtemps nié leur implication dans cet attentat, accusant même la police d'avoir commis le crime pour pouvoir ensuite leur en imputer la responsabilité. Mais il ne fait aucun doute que les dirigeants du parti sont impliqués. D'après Broué, la lumière n'aurait pas encore été faite sur les commanditaires. Certains affirment la responsabilité de Georgi Dimitrov, qui aurait pris cette décision à Vienne et aurait ensuite fait transmettre l'ordre au comité central du parti bulgare³¹⁶.

315. Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris : Fayard, 1997, p. 386.

316. *Ibid.*, pp. 400-401.

Étrangement, l'EIA ne fait pas l'usage qu'on attendrait de cet événement pourtant marquant. Surtout, elle en ignore l'aspect religieux et ne met pas en évidence, comme elle ne manquera pas de le faire en d'autres occasions, le caractère iconoclaste des actions du Komintern. Or, l'attentat, s'il visait avant tout l'élite politique et militaire bulgare, a été perpétré dans un lieu de culte. La dénonciation de l'Entente est assez timide. Pourtant, elle est bien renseignée, grâce à ses centres autrichien (animé par le baron von Prochazka et Johann von Liechtenstein) et bulgare (animé par le député Kojoukharoff). Outre son centre bulgare, l'EIA est en correspondance avec l'association patriotique Rodna Zachita, avec le Ministère des affaires étrangères, par le biais de la légation à Berne, ainsi qu'avec le ministre de la Justice, dont le frère a perdu la vie dans l'attentat³¹⁷. Le BP se contente de signaler dans une *Note bibliographique du Bureau de l'Entente* du 3^e trimestre de 1925, parmi une quarantaine de titres sur divers sujets, *L'attentat de Sainte Nedelia*, par M^{gr} Stephan, métropolite de Sofia, «Description du terrible attentat par un témoin oculaire». Il fera encore une brève allusion à l'événement dans un mémoire (*La terreur soviétique*) qu'elle adresse aux gouvernements et aux institutions internationales en juillet 1927. Cette relative discrétion peut s'expliquer par deux raisons : la première est l'éloignement géographique et l'insignifiance de la Bulgarie sur le plan international, où se situe l'action de l'Entente ; la seconde est l'intérêt encore limité et circonstanciel voué par les anticommunistes à la question religieuse.

LA LUTTE CONTRE LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE DES SOVIETS (1924-1929)

L'intégration de l'URSS au sein de la communauté internationale est la hantise de l'Entente. Aussi scrute-t-elle avec attention les éventuelles menaces de reconnaissance diplomatique et s'efforce-t-elle d'œuvrer à la rupture des relations déjà établies. À bien des égards, les préoccupations religieuses de l'EIA apparaissent comme subordonnées aux impératifs de la lutte de caractère politique qu'elle mène contre l'Union soviétique sur le terrain diplomatique. La politique menée par Tchitcherine au cours des années 1920 vise à obtenir la reconnaissance diplomatique de l'URSS et à normaliser

317. PV du 3 juin 1925. EIA, PV du BP 1925.

les relations économiques avec un maximum d'États. En 1921, on assiste aux prémices de cette normalisation dans les accords commerciaux signés avec la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Allemagne. En avril 1922, à la suite de la Conférence internationale économique de Gênes, l'URSS et l'Allemagne signent le Traité de Rapallo. Il comporte des clauses commerciales, auxquelles viennent s'ajouter des clauses de coopération économique, politique et militaire. Les deux exclus du Traité de Versailles se donnent ainsi la main. Cet accord restera en vigueur jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir, et perdurera même jusqu'à la fin de 1933³¹⁸.

L'avènement de gouvernements de gauche en Grande-Bretagne et en France aboutit à la reconnaissance *de jure* de l'URSS en 1924. C'est d'ailleurs le premier acte diplomatique du nouveau gouvernement travailliste de James Ramsay MacDonald, en février. Sa portée est considérable, puisqu'il fait de la Grande-Bretagne la première grande puissance à reconnaître l'URSS. Pour Aubert, Lodyginsky et leurs proches, 1924 est l'*annus horribilis*. Dans les mois qui suivent, l'Italie, la France, l'Autriche, la Chine, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Albanie, la Grèce et le Mexique établissent des relations diplomatiques avec les « Soviets ». En 1925, c'est le tour du Japon. À cette date, les États-Unis, la Belgique, la Tchécoslovaquie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Bulgarie, sans oublier la Suisse, n'ont pas reconnu le nouveau régime.

Même si elle constitue un cas à part à cause du passif hérité de l'affaire Conradi, la Confédération helvétique n'échappe pas aux débats, bien au contraire. Nous nous bornons ici à rappeler les principaux faits, déjà connus grâce à plusieurs publications³¹⁹, pour nous concentrer sur l'influence de l'EIA dans les discussions et sur la présence ou l'absence de la thématique religieuse dans son argumentation. De décembre 1925 à février 1926, des négociations ont lieu entre le conseiller fédéral responsable des Affaires étrangères, Giuseppe Motta, et l'URSS, par l'intermédiaire de

318. Walter Laqueur, *Russia and Germany. A Century of Conflict*, Boston/Toronto: Little, Brown and Co., 1965, pp. 160-165.

319. Mauro Cerutti, « Politique ou commerce? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique », *Études et Sources*, N° 7, 1981, pp. 119-145; Christine Gehrig-Straube, *Beziehungslose Zeiten. Das schweizerisch-sowjetische Verhältnis zwischen Abbruch und Wiederaufnahme der Beziehungen (1918-1946) aufgrund schweizerischer Akten*, Zurich: Verlag Hans Rohr, 1997, pp. 19-32 et *passim*.

l'ambassadeur de France à Berne, Jean Hennessy³²⁰. Paris souhaite que les Soviétiques acceptent de participer à une conférence préparatoire sur le désarmement, qui doit avoir lieu à Genève sous les auspices de la SDN en février 1926³²¹. Moscou, qui n'a pas oublié l'attentat contre Vorovsky et que l'absence de relations diplomatiques avec la Suisse fâche, demande des garanties pour y envoyer un représentant. Les Soviétiques exigent comme condition préalable soit que le Conseil fédéral manifeste sa réprobation de l'assassinat dont a été victime leur délégué et propose une aide matérielle officielle à sa fille, soit que la Suisse et l'URSS nouent des relations diplomatiques, auquel cas l'affaire Vorovsky ferait l'objet d'une discussion ultérieure³²². Ces négociations se soldent par un échec, mais la question de la reconnaissance diplomatique est tout de même évoquée devant l'Assemblée le 17 février 1926³²³.

Le BP a des alliés au sein de la Chambre basse. Le conseiller national radical vaudois Henri Vallotton-Warnery³²⁴, membre du comité suisse de l'EIA, développe une interpellation musclée, sur la base d'informations et de documents fournis par Aubert³²⁵. Les grandes lignes de l'intervention avaient été présentées au préalable dans les locaux du BP, lors d'une conférence qui réunit Aubert, Lodyginsky, Vallotton, le conseiller national Paul Logoz, également membre du comité suisse de l'EIA, et l'avocat Raymond Vernet, alors secrétaire du BP³²⁶. Le discours, axé sur l'image du loup dans la bergerie, met en garde contre les conséquences fatales d'une ouverture aux Soviets: propagande, déferlante d'agents du Komin-tern, d'espions et de faussaires en tous genres. Il se termine sur l'opposition du communisme à la religion, évoquant le martyrologe

320. *DDS*, vol. IX, sous la direction de Walther Hofer, Beatrix Mesmer *et al.*, Berne: Benteli, 1980, pp. 223-281.

321. Annetta Gattiker, *op. cit.*, pp. 205-206.

322. «Protokol der Sitzung des Bundesrates vom 8. Januar 1926», in *DDS*, vol. IX, *op. cit.*, p. 234.

323. Annetta Gattiker, *op. cit.*, pp. 205-206.

324. Henri-François-Jules Vallotton (-Warnery) (1891-1971), conseiller national radical vaudois de 1925 à 1943, président du Conseil national de 1938 à 1939. Vallotton sera président de l'Association patriotique vaudoise fondée en 1932 (organisation issue de la tradition des ligues et groupements civiques). Roland Bütikofer, «Des gardes civiques à l'Association patriotique vaudoise (1918-1947)», in Hans Ulrich Jost *et al.*, *Cent ans de police politique en Suisse, 1889-1989*, Lausanne: Éditions d'En Bas, 1992, p. 125.

325. Texte sténographié de l'interpellation. EIA, Secret Suisse 1925-1932.

326. PV du 15 janvier 1926. EIA, PV du BP 1926. Paul Logoz (1888-1973) est un Genevois, membre du CICR et, tout comme Aubert, de l'Union de défense économique (UED), dont il est un élu au Conseil national de 1925 à 1930.

de l'Église, la destruction de la famille et de la religion, etc. *L'ABC du communisme* est présenté comme l'antithèse de la Bible, une véritable œuvre du démon.

Aubert, qui a aussi payé de sa personne pour convaincre Motta³²⁷, se montre satisfait de l'intervention de Vallotton. Il l'interprète comme un coup de maître, mais la victoire était peut-être plus aisée qu'il n'y paraissait. Les esprits n'étaient pas mûrs pour entrer en matière sur la question de la reconnaissance diplomatique. Les archives du Vatican révèlent que Motta avait consulté en secret Maglione, qui avait approuvé ses options: le conseiller fédéral ne pouvait aller au-delà des concessions jugées déjà bienveillantes à l'égard de l'URSS sans heurter la dignité nationale et s'opposer ainsi à l'opinion publique qui, dans sa majorité, n'aurait pas accepté de gestes supplémentaires³²⁸. C'est dans ce sens qu'allait le discours de Motta devant le Conseil national, reproduit dans la *Gazette de Lausanne* du 18 février 1926³²⁹.

L'Accord de Berlin qui est signé en avril 1927 entre ambassadeurs russe et suisse met fin au boycott soviétique datant de l'issue du procès Conradi et au contre-boycott suisse³³⁰. Ces mesures de rétorsion n'avaient pas occasionné de rupture des relations économiques entre les deux pays³³¹. Mais le nouvel accord prévoit la possibilité de contrats bilatéraux sur une base privée³³². Selon A. Gattiker, si à aucun moment la question de la reconnaissance diplomatique n'est évoquée, l'accord est l'occasion de trois interpellations, de deux postulats et d'une motion au Parlement, et d'une nouvelle levée de boucliers dans l'opinion romande, à laquelle la Ligue Aubert n'est pas étrangère³³³.

327. PV de l'entretien accordé par Motta à Aubert le 6 janvier 1926. EIA, PV du BP 1926; lettres d'Aubert à Motta des 5 et 7 janvier 1926. EIA, Suisse général 1926.

328. Rapport de M^{re} Maglione au cardinal Gasparri, 18 février 1926. AES, Svizzera, pos. 180, fasc. 2.

329. Relevons que la position de Motta reflète celle du gouvernement et que son discours a été approuvé au préalable par le Conseil fédéral *in corpore*. Le conseiller le plus hostile aux compromis n'est pas Motta, mais Jean-Marie Musy (*DDS*, vol. IX, *op. cit.*, p. 260). Mauro Cerutti a mis en évidence que l'anticommunisme attribué généralement à Motta n'est pas aussi radical qu'on l'a longtemps cru. Mauro Cerutti, *art. cit.* Voir aussi la notice biographique de Motta rédigée par M. Cerutti dans Conseil fédéral, Yens: Cabédita, 1993, pp. 306-311.

330. Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 207.

331. Christine Gehrig-Straube, *op. cit.*, pp. 19-20.

332. Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 207.

333. *Idem*. Une des interpellations est le fait du conseiller national catholique conservateur Ernest Perrier (Christine Gehrig-Straube, *op. cit.*, p. 23), qui est un ami d'Aubert.

En mai 1927, la Grande-Bretagne met à mal la construction diplomatique patiemment élaborée par Tchitcherine : le cabinet conservateur de Baldwin rompt les relations diplomatiques avec l'URSS, accusée d'avoir soutenu financièrement les ouvriers anglais en grève³³⁴. La période qui va de la fin de 1927 au début de 1928 est marquée par une dégradation des relations entre l'URSS et les États capitalistes. Le retour au pouvoir de la droite en France et en Grande-Bretagne, et la rupture des relations diplomatiques avec celle-ci font craindre aux dirigeants soviétiques une nouvelle guerre contre-révolutionnaire : c'est la psychose de « l'agression impérialiste », que renforce l'isolement du pays après la rupture avec la Chine du Guomindang³³⁵.

Dans le même temps, face au constat d'échec de la révolution mondiale, Staline est réduit à l'option du « socialisme dans un seul pays ». Il cherche à assurer la sécurité de l'URSS et à la lancer sur la voie de l'industrialisation accélérée, en mettant l'accent sur l'industrie lourde qui doit notamment lui permettre de renforcer l'armée. Les conséquences de cette politique d'« état de siège »³³⁶ sont multiples : la III^e Internationale, qui relaie les décisions du gouvernement soviétique vers les PC nationaux, adopte comme thème principal de propagande la lutte contre la guerre impérialiste. Ce mot d'ordre trouve une forme de concrétisation dans la création d'un « mouvement de masse » appelé en France Comité Amsterdam-Pleyel, et surtout dans le Congrès de la ligue anti-impérialiste à Bruxelles en février 1927³³⁷.

L'EIA participe activement à la campagne en faveur de la rupture des relations soviéto-britanniques. Aubert et Lodyginsky se rendent à Londres en février 1927, où ils rencontrent leurs correspondants pour activer la campagne³³⁸. Quelques mois plus tard, c'est le triomphe, auquel l'EIA est formellement associée par ses amis anticommunistes anglais : un « rassemblement de la victoire pour célébrer la déroute des Rouges » (Victory Rally to Celebrate the Rout of the Reds), est organisé au Royal Albert Hall le

334. Pierre Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris : Armand Colin, 1998 (1995), pp. 66-67.

335. Pierre Broué, *op. cit.*, p. 480.

336. Pierre Milza, *op. cit.*, p. 66.

337. *Ibid.*, pp. 66-67. Broué fait une autre interprétation du mouvement d'Amsterdam-Pleyel, qu'il considère avant tout comme un rassemblement anti-Genève et antisocialiste. Pierre Broué, *op. cit.*, pp. 541-542.

338. Voyage de MM. Aubert et Lodyginsky à Londres et Paris, 12-22 février 1927. EIA, PV du BP 1927.

15 juillet 1927. Au programme, des chansons patriotiques (créées spécialement dans le cadre de la campagne) et des discours de Lady Askwith (vice-présidente de la National Citizens' Union), du capitaine de frégate Oliver Locker-Lampson³³⁹ (organisateur de l'événement), de François Coty (du *Figaro*) et... de Théodore Aubert.

Malgré ce dernier succès, l'EIA semble plongée dans l'expectative lors de la 5^e conférence de son Conseil international, en mai 1928. Faisant le bilan des reconnaissances diplomatiques, le BP admet se trouver dans une forme d'impasse³⁴⁰. Certes, les États-Unis, l'Amérique du Sud (sauf l'Uruguay), l'Espagne, le Portugal, la Belgique, la Hollande, la Suisse, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie, et depuis peu la Grande-Bretagne, n'ont pas de relations avec l'URSS. Mais les considérations politiques et économiques sont très contraignantes pour le groupe important d'États qui ont reconnu *de jure* l'URSS : l'Allemagne, la France, l'Italie, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, l'Autriche, la Grèce, l'Uruguay, le Japon. Il y a en effet peu de chances à court terme pour que la situation change sur le plan des relations internationales. En revanche, le BP fonde ses espoirs sur les signes de faiblesses internes à l'URSS. À côté des aspects économiques et politiques, il lui semble que la question religieuse est un bon indicateur de celles-ci³⁴¹. Dans les premiers mois de 1928, il porte une attention particulière à cette question et cherche à établir le bilan décennal de la lutte contre la religion en se fondant presque exclusivement sur des sources soviétiques³⁴². Il conclut à l'échec global des communistes, estimant que leur politique antireligieuse, en suscitant une vive réaction des croyants, a été contre-productive. Le rapport du BP ne met pas en évidence l'aspect persécuteur de la lutte, mais plutôt la réponse des citoyens aux vexations de

339. Membre conservateur du Parlement, cet ancien officier avait commandé un escadron britannique aux côtés de l'armée russe sur le front pendant la Première Guerre mondiale. Très antibolchevique, il entretient des relations d'amitié avec de nombreux émigrés blancs pendant toutes les années 1920. Paul Robinson dans *The white Russian army in exile, 1920-1941, op. cit.*, p. 135.

340. «Les tâches immédiates de l'Entente internationale contre la III^e Internationale. Exposé présenté par le Bureau permanent à la V^e Conférence du Conseil International. Genève, Mai 1928». EIA, Confér. EIA 1928-1929.

341. *Idem*.

342. «Note sur la situation intérieure du parti communiste de l'U. S.», sans date (mai 1928). EIA, Confér. EIA 1928-1929.

l'athéisme militant: le regain de ferveur constaté parmi «des milieux de la population jadis indifférents ou même réfractaires à la religion», la part active des ouvriers dans les associations religieuses, les protestations contre les attaques dont le clergé est l'objet dans la presse, l'inefficacité de la propagande antireligieuse, etc. Ces constats, qui figurent explicitement dans la presse soviétique, sont conformes à la réalité, même si le Bureau permanent ne leur confère ni profondeur ni nuance. Les historiens Pospelovsky et Husband attestent l'impact certain de l'exode rural sur la pratique religieuse à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle³⁴³. Mais ils relèvent aussi que Trotsky et les communistes ont sous-estimé l'importance de la religion et de l'Église orthodoxe en Russie, parce qu'ils ont confondu trop rapidement l'anticléricalisme populaire, assez répandu, avec l'incroyance³⁴⁴. Dans sa façon opportuniste de traiter les problèmes, le BP fait parfois le même amalgame ou, au contraire, insiste sur la persistance de la foi chrétienne et de la fidélité à l'Église orthodoxe parmi le peuple russe. De manière assez prophétique, le BP prévoit que la résistance opposée à l'athéisme est le «prélude d'une lutte plus directe et probablement décisive»³⁴⁵.

À partir du 6^e Congrès de l'Internationale communiste (17 juillet-2 août 1928), une ligne plus agressive se fait jour. Elle s'impose, sans avoir été vraiment votée, à tous les dirigeants des partis communistes. Issue du mot d'ordre «classe contre classe», elle amalgame fascisme et social-démocratie, qualifiant cette dernière de «social-fascisme»³⁴⁶. Ce tournant pris par l'IC en 1928 renforce l'hostilité des États capitalistes à l'égard du régime soviétique. Cette hostilité rejaillit sur les PC nationaux, bientôt circonscrits dans des ghettos politiques. La signature du Pacte Briand-Kellogg (août 1928) par l'URSS contribue cependant à une amélioration des rapports avec l'Occident.

Le 1^{er} octobre 1929, à la faveur des élections et sous la pression de milieux économiques, la Grande-Bretagne signe la reprise des

343. Dimitry V. Pospelovsky, *A history of Soviet atheism in theory and practice, and the believer*, 3 t., Londres: Macmillan, 1987; William B. Husband, *Godless communists. Atheism and society in Soviet Russia, 1917-1932*, DeKalb: Northern Illinois University Press, 2000.

344. Dimitry V. Pospelovsky, *A history of Soviet atheism in theory and practice, and the believer*, vol. I., *op. cit.* p. 157 (note 10).

345. «Les tâches immédiates de l'Entente internationale contre la III^e Internationale [...]», *op. cit.*, EIA, Confér. EIA 1928-1929.

346. Pierre Broué, *op. cit.*, pp. 483-485.

relations avec l'URSS. Après avoir tenté en vain de conjurer ce sort, le BP affronte sa 6^e conférence annuelle, du 8 au 10 octobre 1929, avec bien peu de nouvelles positives à annoncer aux participants. L'heure est grave, en effet : l'organe directeur de l'Entente a dû rompre avec son centre national allemand. Les efforts pour former un centre digne de ce nom en Italie sont au point mort. En Belgique, le BP essaie de trouver d'autres soutiens après la rupture avec Spiltoir et la SEPES, tandis que les relations avec les États-Unis ne donnent pas les résultats escomptés lors du voyage d'Aubert, l'automne précédent.

Pour compléter ce tableau maussade, la stratégie financière et le fonctionnement du service de presse et d'information de l'EIA laissent à désirer, le BP voit mal comment remédier à sa lenteur³⁴⁷. Aubert suggère une mesure de redressement : la création d'un comité financier par chaque centre de l'Entente. Lodyginsky encourage les centres à se tourner vers leurs gouvernements respectifs, en affirmant le plus sérieusement du monde que, si les États versent une cotisation à la SDN, pourquoi ne donneraient-ils pas leur appui à la cause antibolchevique, « qui est une œuvre d'utilité publique » ?

La question des relations diplomatiques avec l'URSS et la manière dont l'EIA est perçue par les différents gouvernements occidentaux sous-tendent tous les débats. Une longue discussion se déroule sur l'opportunité de rebaptiser l'organisation³⁴⁸. Elle oppose les Français (Eccard, Dollfus, Gautherot), partisans d'un changement, aux Suisses (Diesbach, Haller), qui souhaitent le statu quo. Les premiers trouvent « Entente internationale contre la III^e Internationale » (EICTI) trop lourd et estiment que le terme de « communisme » ou « bolchevisme » devrait figurer explicitement ; ils proposent de nombreuses alternatives, allant des laconiques « Entente anticomuniste » et « Ligue Aubert » à l'ajout d'un sous-titre derrière la déjà longue appellation originale. Paradoxalement – l'idée initiale était de raccourcir –, c'est la dernière solution qui est retenue. « EICTI » est maintenue et sera affublée d'un sous-titre : « Entente anticomuniste ». Ces discussions oiseuses révèlent la stratégie du BP : le nom de l'Entente doit rallier

347. PV de la séance du Conseil de l'Entente, mardi 8 octobre 1929. EIA, Confér. EIA 1928-1929.

348. *Idem*.

un maximum d'adhésions, quitte à sacrifier à la lourdeur d'un sigle. Selon ce point de vue, la cible explicitement mentionnée – la III^e Internationale – indique assez clairement l'orientation anticommuniste de l'organisation. Nul besoin de préciser « anti-bolchevique » ; pareil ajout risquerait d'aliéner à l'Entente les sympathies qu'elle a pu s'acquérir dans les États qui entretiennent des relations diplomatiques avec l'URSS.

DERNIER BASTION : LES ÉTATS-UNIS (1933)

L'ère qui s'ouvre après la reprise des relations entre la Grande-Bretagne et l'URSS en octobre 1929 contraint l'EIA à redoubler ses efforts. Succédant à Tchitcherine aux Affaires étrangères, Litvinov (1930-1939) mène une politique plus ambitieuse que son prédécesseur, fondée sur la recherche d'alliances avec les grandes puissances, en particulier avec les États-Unis. Dans ce contexte, le colonel Bentley Mott, assistant de l'attaché militaire de l'ambassade américaine à Paris, farouchement anticommuniste, joue un rôle précurseur dans la nouvelle orientation stratégique de l'EIA. En janvier 1929 déjà, il conseille à Aubert de mobiliser les milieux religieux en diffusant un mémoire signalant les persécutions religieuses et la volonté du régime d'abolir toute religion en URSS. Par ce biais, Bentley Mott espère notamment convaincre Ford de ne pas nouer de relations commerciales avec les Soviets. Dans un premier temps, ces conseils restent lettre morte dans la stratégie outre-Atlantique de l'Entente. Ils seront d'abord appliqués en Europe, où le « danger » semble plus tangible qu'aux États-Unis, du moins jusqu'en 1933. Cette année-là, l'EIA dirige un regard inquiet vers ce pays qu'elle considérait jusque-là comme l'un des plus solides bastions anticommunistes. L'enjeu est de taille : il s'agit de la dernière grande puissance à n'avoir pas encore reconnu *de jure* l'URSS.

L'argument moral que Wilson avait fait valoir en 1918 – un gouvernement issu de la violence ne doit pas être reconnu – semble encore pertinent aux yeux de la plupart des Américains au début des années 1930. Les dettes impayées du tsarisme, l'absence de liberté religieuse en URSS apparaissent comme des obstacles à l'établissement de relations officielles avec Moscou. Cependant, la crise économique et la politique agressive du Japon (qui menace les intérêts américains dans le Pacifique) sont deux arguments de

poids en faveur de la reconnaissance diplomatique³⁴⁹. L'élection de Roosevelt, en novembre 1932, va encore renforcer le camp des partisans d'un rapprochement³⁵⁰.

L'EIA prend part à la campagne d'opposition à la reconnaissance diplomatique de l'URSS par le biais de deux émissaires. Le premier, Adolf Keller, est officieux. Comme il se rend régulièrement aux États-Unis dans le cadre de ses activités œcuméniques, il franchit parfois la frontière entre le politique et le religieux pour faire la promotion de l'EIA et de ses idées auprès des personnalités religieuses qu'il rencontre. C'est le cas en octobre 1932, par exemple, à l'occasion d'un voyage pour le compte de la Fédération protestante de Suisse, ou encore en février 1933, où il s'entretient avec des correspondants de l'EIA, Gwynne et Trevor, ainsi qu'avec le secrétaire privé de Rockefeller. Le second émissaire, le D^r Lodyginsky, se déplace exclusivement pour le compte de l'Entente. Mais son voyage n'était nullement prévu. Il n'aurait pas eu lieu sans l'aide d'une connaissance de la princesse Daria Gortchakov, une riche Américaine du nom de Dorothy Harrison Eustis³⁵¹ qui, prenant tous les frais à sa charge, parvient à organiser le déplacement du secrétaire du BP en quelques jours. Ne parlant pas l'anglais, le docteur paraît mal préparé à cette mission transatlantique, qu'il effectue en avril 1933.

Aussitôt arrivé à New York, il est accueilli par John B. Trevor, de l'American Coalition of Patriotic Societies, qui l'introduit auprès de nombreuses personnalités. Le récit de sa « tournée » d'un mois à New York et à Washington ressemble à celui d'une campagne électorale, avec ses événements mondains, d'autant plus attractifs que l'Amérique vit encore à l'heure de la prohibition³⁵². La barrière de la langue est quelque peu surmontée grâce aux traducteurs qui l'accompagnent la plupart du temps, tantôt une Française recommandée par M^{me} Eustis, tantôt par un jeune homme dénommé Loomis, une relation de Trevor. Muni de documentation, des

349. Jean-Baptiste Duroselle, *De Wilson à Roosevelt. Politique extérieure des États-Unis, 1913-1945*, Paris: Armand Colin, 1960, p. 255.

350. Élu en novembre 1932, Roosevelt commence son mandat en mars 1933. Il délègue la responsabilité de la politique étrangère à son secrétaire d'État, Cordell Hull, qui est le véritable inspirateur de la politique extérieure américaine de 1933 à 1934.

351. EIA, PV du BP 1933.

352. Georges Lodyginsky, *Face au communisme, op. cit.*, vol. II, pp. 27-42. Yves Joset, *L'Entente internationale anticommuniste et les États-Unis: chronique d'un rendez-vous manqué (1924-1950)*, mémoire de licence, Université de Genève, 2005, p. 122.

Tableaux des organisations bolcheviques publiés par l'EIA et de cli-chés en couleurs qu'il a pris soin d'emporter avec lui, le docteur court les cercles patriotiques et économiques; il tente d'atteindre les milieux du pouvoir et l'entourage même de Roosevelt, dont les intentions à l'égard de l'URSS inquiètent tous les correspondants américains de l'Entente. Il réussit à entrouvrir quelques portes par l'intermédiaire d'un pasteur proche du président, le révérend C. Ernest Smith, et à remettre de la documentation sur l'URSS au sous-secrétaire d'État Philipps³⁵³.

Lodygensky tente également d'influencer les milieux religieux. À New York, il rencontre le cardinal Patrick J. Hayes et l'évêque anglican de New York, M^{gr} William Th. Manning. À Washington, il fait état d'une longue et fructueuse entrevue avec le Père Edmund Walsh, professeur à l'Université catholique Georgetown³⁵⁴. Il se sent en harmonie avec ce jésuite qu'il avait déjà rencontré par le passé et dont il connaissait les travaux. Délégué de la mission pontificale de secours durant la famine en URSS en 1922-1923, Walsh est un bon connaisseur de la Russie et un farouche anticommuniste. Au cours de la campagne contre la reconnaissance diplomatique de l'URSS, son rôle est jugé trop voyant par certains évêques. Au moment où la minorité catholique est en train de sortir quelque peu du ghetto politique où elle a longtemps été confinée aux États-Unis, il n'est pas envisageable que l'épiscopat se prononce contre une mesure proposée par le gouvernement, qui plus est si la mesure ne constitue pas un mal en soi et qu'elle n'équivaut pas à une approbation des principes communistes³⁵⁵. Selon les prélats, une prise de position officielle de la hiérarchie provoquerait une réaction hostile à l'égard du catholicisme, non seulement de la part des partisans de la reconnaissance, mais également de la part de ceux qui, tout en y étant opposés, ne toléreraient pas que l'Église s'immisce dans les affaires politiques.

Aussi regardent-ils avec inquiétude et désapprobation les déclarations publiques du Père Walsh. Dans un discours radiodiffusé, le jésuite ne se limite pas à des considérations à caractère religieux et moral, il insiste sur le fait que le gouvernement soviétique poursuit

353. Voir EIA, *Activités du BP, 1924-1949*, Printemps 1933 ainsi que Georges Lodygensky, *Face au communisme*, op. cit., vol. II, pp. 27-42.

354. *Ibid.*, pp. 35-32.

355. Lettre de M^{gr} Paolo Marella, de la délégation apostolique de Washington, au cardinal Pacelli, 20 avril 1933. AES, Stati eccl., pos. 474, fasc. 477.

comme but la destruction des autres États, et qu'il est par conséquent contradictoire pour les États-Unis de nouer des rapports diplomatiques. La hiérarchie catholique considère le zèle du Père Walsh comme inopportun et estime que son œuvre serait plus efficace si elle était prise en charge par des laïcs³⁵⁶. Son statut de prélat et de jésuite, ainsi que d'«ex-représentant du Saint Père en Russie», constitue un obstacle et peut nuire à l'Église. Pourtant, Walsh n'hésite pas à prendre part, le 18 avril 1933 à Washington, à une manifestation au caractère hautement politique de l'American Legion, dirigée par le remuant major Frank Pease, un autre correspondant de l'EIA. Lodygensky aurait également assisté à cette grand-messe anticommuniste³⁵⁷.

À part Walsh, qu'il n'est du reste nullement nécessaire de pousser à l'action, le combat de Lodygensky pour mobiliser les catholiques américains est perdu d'avance. L'un de leurs hommes politiques les plus en vue, Alfred Smith, déclare que, pour des raisons purement commerciales, la reconnaissance doit être envisagée. La réticence de la plupart des catholiques à prendre position est très forte. Si tous les prélats sont résolument hostiles à la doctrine communiste, la majorité d'entre eux considèrent le communisme aux États-Unis comme «dormant» et la menace comme inexistante. Ils pensent que l'instauration de relations diplomatiques avec l'URSS n'entraînera aucune conséquence fâcheuse pour les fidèles, d'autant qu'elle permettra au gouvernement de mieux contrôler la propagande subversive³⁵⁸.

Le même type de raisonnement prévaut au sein des cercles protestants dans lesquels le docteur est introduit, muni de lettres de recommandation du pasteur Keller. Devant un parterre de représentants religieux new-yorkais, il fustige l'absence de réaction des chrétiens face à l'athéisme militant que Moscou et ses sbires diffusent à son avis de manière agressive en Europe et aux États-Unis, tant auprès des ouvriers que des jeunes générations³⁵⁹. La menace, à laquelle personne ne croit, est pourtant bien réelle, s'écrit-il. La crise économique et morale que connaît le monde ne fait qu'en

356. *Idem*.

357. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 32.

358. Lettre de M^{gr} Paolo Marella, de la délégation apostolique de Washington, au cardinal Pacelli, 20 avril 1933. AES, Stati eccl., pos. 474, fasc. 477.

359. «Dr. Lodygensky's statement to the representatives of the Protestant Churches and Organisations of the United States (New York, Mai 1933)». CBL, Lodygensky papers, box 3.

faciliter la progression. Des initiatives ont déjà été prises par des groupes restreints de chrétiens, mais il invite tous les croyants à se joindre à une guerre systématique contre l'antireligion, par le biais de centres dispensant un service d'informations accessibles aux Églises, aux paroisses et au public, ainsi que des cours d'instruction pour ecclésiastiques et laïcs sur l'athéisme bolchevique. L'exemple à suivre est l'Allemagne, où des cours ainsi institués ont rassemblé quelque 3000 pasteurs et 4000 prêtres en 1932.

Les centres envisagés devraient surveiller non seulement la propagande antireligieuse « au sens strict du terme », mais aussi tout ce qui tend à promouvoir d'une manière ou d'une autre les buts des sans-Dieu et des militants athéistes à travers le monde. Sachant que les Américains sont particulièrement sensibles à la propagande communiste sur leur sol, il évoque ainsi les « clubs rouges » pour marins institués dans les ports par les Soviets pour « bolcheviser » les ouvriers.

Au révérend Leiper, du Federal Council of Churches, il présente un projet similaire de « centre permanent d'étude du bolchevisme et de lutte contre la propagande des sans-Dieu »³⁶⁰. Mais ce qui gêne le révérend n'est pas tant le lien effectué entre la sphère religieuse (la défense du christianisme contre l'athéisme) et la sphère politique (la lutte contre le bolchevisme en tant que doctrine), que le fait que Lodygensky se soit adressé parallèlement à des politiciens et à des hommes d'affaires assez éloignés du christianisme. Le docteur se justifie en expliquant qu'il veut abolir des barrières souvent artificielles entre des hommes de valeur et de bons chrétiens qui devraient travailler main dans la main. Il se dit convaincu que les racines du problème bolchevique se trouvent dans la question religieuse, et qu'il ne faut pas hésiter – ce qui deviendra bientôt le leitmotiv de l'EIA – à rappeler aux politiciens leur devoir de chrétiens³⁶¹.

Ces démarches auprès des protestants n'ont pas porté davantage de fruits qu'auprès des catholiques. La crise économique est en effet jugée comme un bien plus grand fléau que les relations avec l'URSS, d'autant que celles-ci doivent contribuer à enrayer celle-là. Les revendications que les milieux religieux s'efforcent de faire valoir dans les négociations avec Moscou se limitent à l'interdiction

360. Lettre de [Lodygensky] au Rév. [Leiper] (New York), 29 juin 1933. EIA, États-Unis, 1932-1934.

361. *Idem*.

de la propagande communiste aux États-Unis et, à défaut de la liberté religieuse pour tous les citoyens soviétiques, la protection des droits religieux des Américains en Russie.

Lodyginsky prétend avoir rencontré quelque 500 personnes durant son séjour. Sa mission improvisée est néanmoins un échec à plus d'un titre. Pour le BP, le retour sur investissement est nul : aucune des promesses de contributions financières faites à Lodyginsky ne sera tenue. Le docteur réalise que la politique étrangère et le communisme ne figurent pas parmi les sujets de préoccupation des Américains. Et c'est sans faire de vague que la nouvelle est annoncée dans la presse américaine le 18 novembre 1933 : à la suite des négociations entre Maxime Litvinov et Cordell Hull, les États-Unis et l'URSS ont signé l'établissement de relations diplomatiques.

LES PROTESTATIONS CONTRE LES PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES (1929-1931): DE L'ORBITE PROTESTANTE AU SOUTIEN RECHERCHÉ DES CATHOLIQUES

Si les protestations sont d'abord le fait, dès la fin 1929, des milieux anglicans et protestants avec lesquels l'EIA est en relation, la voix de Pie XI, qui se fait entendre quelques semaines plus tard, va marquer un tournant tant pour le mouvement de protestation que pour l'évolution de l'EIA qui, issue de l'orbite protestante, commence à subir l'attraction de plus en plus forte du catholicisme. Cette attraction est notamment perceptible dans la stratégie du Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR), qui défend la doctrine sociale de l'Église. L'apparition de ce mouvement, création des Russes orthodoxes de l'Entente, actif en France et dans les Balkans, est à replacer dans le cadre de la crise économique et du repositionnement de l'émigration au début des années 1930.

LE GRAND TOURNANT DE 1929

L'automne 1929 marque le début de la collectivisation forcée des campagnes et de la «dékoulakisation». Les mesures de rétorsion à l'égard des paysans récalcitrants sont appliquées parallèlement à une répression accrue du clergé rural: déportations en masse en Sibérie, emprisonnements, parfois exécutions. Dans les villages, le coup d'envoi de la collectivisation est bien souvent donné par la fermeture de l'église et la déportation du pope, traité comme un koulak. Cet assaut contre la religion génère un surcroît d'hostilité paysanne à l'encontre de la collectivisation, tant les deux phénomènes sont mêlés.

Toutefois, au vu de certaines biographies de prêtres et de croyants laïques, la césure de 1929 apparaît comme artificielle. Il convient de la nuancer en ce sens que de nombreux persécutés

pour leur foi débutent leur odyssée carcérale dans les années 1920, la poursuivent dans les décennies suivantes et, pour le peu d'entre eux qui ont vécu assez longtemps, jusqu'au début des années 1960³⁶². Quant à la propagande antireligieuse, elle fait, selon Husband, plus de tort que de bien à la cause athéiste pendant les premières années du régime³⁶³. L'agitation antireligieuse, abandonnée à des amateurs au niveau local, s'avère trop provocatrice et simpliste pour être efficace. Les débats contradictoires organisés par les athées tournent souvent à leur désavantage. La faiblesse de leurs arguments n'a d'égale que leur violence et leur grossièreté. Les stratégies officielles du parti ne sont parfois guère plus sophistiquées. Les parodies de Noël et de Pâques et les contre-processions carnavalesques ont un caractère rédhibitoire et choquent le public plus qu'elles ne l'amuse, même dans les villes.

C'est à la suite d'un premier constat d'échec que la propagande antireligieuse est intensifiée en 1925 par le lancement d'une nouvelle formule pour la Ligue des sans-Dieu (LSD), voulue plus agressive, plus efficace, plus scientifique et mieux coordonnée. Elle doit être assistée dans sa tâche par l'organisation encadrant la jeunesse soviétique, le Komsomol. Au sein même des dirigeants bolcheviques, qui ne sont guère en accord avec les militants de base trop débridés, divers courants sont en concurrence. Contrairement aux affirmations répétées de l'EIA, il n'y aura jamais de position unifiée sur la religion et l'athéisme au sein des bolcheviques. Jusqu'au début de la révolution culturelle en 1928, les partisans d'une méthode douce et pragmatique en matière de militance athée dominent les partisans d'une répression rapide de la religion. Entre 1925 et 1928, l'agit-prop renouvelée n'atteint pas les résultats escomptés. Yaroslavsky doit reconnaître le peu d'efficacité des campagnes de la LSD : à peine 10 millions de personnes sur 130 ont quitté l'Église³⁶⁴. Husband relève le lien organique entre la religion orthodoxe et la population russe, dont la vie et l'organisation sociale sont rythmées par des fêtes et des rites religieux. L'Église est bien souvent synonyme de divertissement. L'orthodoxie comportait avant la Révolution 150 à 200 jours de

362. Dimitry V. Pospelovsky, *A history of Soviet atheism in theory and practice, and the believer*, vol. II., *op. cit.* pp. 61-64.

363. William B. Husband, *op. cit.*, p. 59 *et passim*.

364. Nicolas Werth, « Le pouvoir soviétique et l'Église orthodoxe de la collectivisation à la Constitution de 1936 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N° 3-4, septembre-décembre 1993, pp. 41-49.

fête par année, dont une cinquantaine était chômees. La volonté des bolcheviques est d'augmenter la productivité par la suppression de jours fériés, par l'introduction de la semaine de travail continue qui, avec ses cinq jours de labeur et un jour de repos, supprime les dimanches. Les fêtes religieuses vont être remplacées par des créations propres au communisme (journée de la femme, de l'enfance, du tracteur, etc.) qui, soit dit en passant, ne sont pas chômees.

Selon les registres de l'état civil, dans les villes, 57,8 % des naissances et 66,7 % des décès sont l'occasion d'un rite religieux en 1928 ; dans les campagnes, le taux est supérieur à 95 %. La législation en vigueur et les divergences au sein de l'appareil d'État permettent au petit clergé et aux paroissiens (tant paysans qu'ouvriers) d'opposer diverses formes de résistance à la lutte antireligieuse, allant de l'inertie et l'incompétence feinte à la violence et au terrorisme, en passant par l'obstruction et la dissimulation face à l'autorité³⁶⁵. Après le refus et le contournement des mesures antireligieuses vient une forme d'acceptation qui n'est pas pour autant signe de soumission : avant le durcissement de 1928-1929 et même au-delà, les croyants se sont montrés capables d'utiliser les lois soviétiques à leur profit, en usant par exemple de pétitions et en récoltant des fonds pour faire rouvrir des églises.

Dès 1928, les athéistes «gradualistes», plus âgés et plus modérés, perdent peu à peu leur influence au profit de jeunes radicaux (Pospelovsky les nomment les «moscovites») qui veulent en finir au plus vite avec la religion³⁶⁶. En 1929, le Deuxième Congrès de la LSD décide l'assaut final et définitif contre la religion, en rebaptisant pour l'occasion l'organisation qui devient Ligue des sans-Dieu militants (LSDM).

Ainsi, 1929 constitue tout de même un tournant, et ce à plusieurs égards. C'est cette année qu'est décidée l'offensive contre toute forme de religion. Jusque-là, seule l'Église orthodoxe et ses possessions étaient visées, en raison de ses liens avec l'ancien régime, dont elle représente la dernière branche à couper. Pendant la période de 1921 à 1928, les deux principales stratégies visant à la combattre sont la confiscation de ses biens et le soutien au

365. C'est tout l'objet de la passionnante étude de William B. Husband (*op. cit.*) dont nous reprenons les analyses.

366. Dimitry V. Pospelovsky, *op. cit.*, vol. I, pp. 49-54.

schisme rénovateur de « l'Église vivante »³⁶⁷. Les sectes protestantes et les musulmans bénéficient pour leur part d'une relative tolérance jusqu'à 1928-1929 ; de nombreuses activités leur sont encore permises jusqu'à cette époque, parmi lesquelles des publications, des séminaires, le travail auprès de la jeunesse, etc. Les musulmans disposaient même de leur propre Commissariat du peuple pour les affaires musulmanes (décret de janvier 1918), avec un mollah, Nur-Vakhitov, seul homme religieux à occuper une si haute fonction au sein de l'appareil d'État³⁶⁸.

La première législation antireligieuse exhaustive lancée en 1929 met fin à l'égalité entre le droit de propagande religieuse et celui de propagande antireligieuse. Elle prive l'Église de toutes ses prérogatives, à l'exception du droit de célébrer le culte à l'intérieur d'un bâtiment religieux. La liberté de croyance se résume au droit à une religion personnelle, sans aucune manifestation extérieure. Il faut souligner que cette législation est accompagnée et parfois précédée d'autres instructions et régulations ayant force de lois, dont les premières sont promulguées en 1928 déjà. Elles sont dirigées contre les membres du clergé et leur famille, considérés depuis 1918 comme des éléments non productifs de la société. À ce titre, ils sont visés par toute une série de mesures discriminatoires. Privés de sécurité sociale, ils sont soumis à des impôts faramineux sur leur logement, à des taxes sur leur activité (qui est considérée comme celle d'entrepreneurs indépendants), à des taxes d'« exemption » du service militaire — service qui leur est refusé, car ils n'ont pas droit de cité. La taxation des popes ruraux ayant décuplé entre 1928-1930, le total des impôts exigés d'eux excède bien souvent leurs ressources financières³⁶⁹. L'exploitation d'un lopin de terre, autorisée sur le papier, peut leur être refusée sur décision du gouvernement local, si le terrain est réclamé par une communauté rurale. Avant la collectivisation, le clergé était déjà soumis à l'arbitraire, car aucune loi ne limitait le pouvoir discrétionnaire de l'administration régionale.

La période du printemps à l'été 1929 marque une étape importante, avec la promulgation et l'application d'un décret de 28 articles

367. Catherine Gousseff, « Le schisme rénovateur : un mouvement pro-communiste dans l'Église orthodoxe russe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 24, N° 3-4, septembre-décembre 1993, pp. 9-28.

368. Dimitry V. Pospelovsky, *op. cit.*, vol. I, p. 33 et 157 (note 13).

369. Nicolas Werth, *art. cit.*, note 9, p. 43.

sur les associations religieuses. Ces dernières sont soumises à un plus fort contrôle des autorités locales. Il leur est désormais interdit de fonder des caisses d'entraide, des coopératives, de réunir des enfants, des jeunes de moins de 18 ans et des femmes dans le but de leur donner une instruction religieuse ou dans tout autre but. L'exploitation de bibliothèques et de salles de lecture est prohibée. Cette mesure rend encore plus aléatoire l'accès aux ouvrages religieux, dont beaucoup sont brûlés à l'occasion d'autodafés.

L'intensité de l'attaque de 1929-1930 se vérifie en chiffres: au centre de la Russie, dans la région de Bezhtsk, 100 églises sur 308 sont fermées au cours de l'année (contre 12 pour la période 1918-1929); dans le diocèse de Tula, la proportion est de 200 sur 760³⁷⁰. La période de la mi-décembre 1929 à la fin février 1930 marque l'apogée de la campagne antireligieuse: 696 églises sont fermées en trois mois dans la seule région de Moscou³⁷¹. La presse athée se répand en photographies d'églises démolies, dynamitées ou, le plus souvent, transférées à un usage séculier. Lui faisant chorus, la *Pravda* et la *Komsomolskaia Pravda* invectivent l'institution ecclésiastique, toujours assimilée aux monarchistes, aux koulaks, aux *nepmen* et aux bourgeois. Des articles très menaçants visent à démystifier tant les orthodoxes que les musulmans, protestants, catholiques et juifs, tous considérés comme des ennemis du socialisme. Le coup porté contre la religion est très fort. Toute la société doit marcher au pas de la productivité en vue de réaliser les objectifs du plan quinquennal.

UNE OPPORTUNITÉ:

LE MEETING DU CHRISTIAN PROTEST COMMITTEE (CPC)

Pour l'EIA aussi, 1929 équivaut à un tournant. Jusqu'à la fin de cette année-là, ses publications sur l'URSS et la religion visent plutôt à démontrer l'incompatibilité fondamentale du communisme et du christianisme, ainsi que la résistance des croyants à la propagande et aux mesures antireligieuses; elles se contentent d'évoquer les méthodes brutales des bolcheviques à l'encontre du clergé et de l'institution ecclésiastique. Du reste, la sixième conférence de l'Entente, au début octobre 1929, n'aborde même pas la question des persécutions religieuses.

370. Dimitry V. Pospelovsky, *op. cit.*, vol. II, p. 64.

371. *Ibid.*, p. 43.

En décembre 1929, un mouvement de protestation contre les persécutions religieuses voit le jour en Grande-Bretagne. Le BP s'attribue à tort un rôle clé dans la constitution du mouvement, sous prétexte qu'il a fourni ses animateurs en « informations sûres et irréfutables »³⁷². Ledit mouvement est toutefois créé sans son concours direct. Un séjour d'Aubert à Londres, de la mi-octobre à la mi-novembre 1929, en vue des débats à la Chambre des Communes, a pour objectif de documenter deux membres conservateurs du Parlement, le major Kindersley et Sir Waldron Smithers, sur différents aspects du communisme et de l'Internationale: l'accroissement de l'activité du PC britannique parallèle à la reprise des relations diplomatiques, l'activité soviétique contre l'Empire britannique, les articles de l'*Inprekorr* relatifs à la Grande-Bretagne, etc.³⁷³ Le contact d'Aubert au sein de la National Citizen Union, Lady Askwith, l'introduit auprès de l'énergique révérend Alfred William Gough (1862-1931), également membre de l'Union. Il s'agit de l'âme du mouvement de protestation contre les persécutions en URSS, dont la constitution était en cours avant la venue d'Aubert.

La question des persécutions est débattue pour la première fois à l'occasion de la déclaration de Lord Brentford devant la Chambre des Lords au début de décembre 1929. Considérant que la lutte antireligieuse, notamment parmi la jeunesse, est l'une des priorités du gouvernement soviétique, Brentford s'oppose à la reconnaissance diplomatique de ce gouvernement antichrétien par la Grande-Bretagne. Elle constituerait, selon lui, « une grave offense aux sentiments religieux et moraux de la nation anglaise ». À la suite de cette déclaration, un autre conservateur, Lord Glasgow, publie dans le *Morning Post*, journal ultraconservateur, un appel aux dirigeants des Églises d'Angleterre visant à lancer une croisade contre les persécutions en Russie. Le révérend Gough, de son côté, est parvenu à former le Christian Protest Committee (CPC)³⁷⁴. Protestants, catholiques et israélites y ont été conviés, mais le CPC semble presque exclusivement constitué d'anglicans. Gough enjoint des prédicateurs à Londres et en province à prêcher contre

372. Rapport général du BP de l'EICTI d'octobre 1929 à septembre 1930, 7^e Conférence du Conseil international, septembre 1930. EIA, Conférences EIA, 1930.

373. Voyage de M. Aubert à Londres: 17 octobre-15 novembre 1929. EIA, PV du BP 1929.

374. *Documentation mensuelle*, mars 1930.

l'oppression des croyants en URSS. Au moment de l'inauguration officielle du comité, le révérend Gough aurait mis le drapeau anglais en berne, en signe de « deuil » pour les persécutions religieuses et aurait hissé le drapeau de saint Georges à son église comme emblème de la nouvelle croisade³⁷⁵.

Le *Morning Post* devient l'organe de la campagne. Il est si étroitement associé au CPC qu'il y détache l'un de ses rédacteurs, Herald T. Wilson, comme secrétaire temporaire³⁷⁶.

Le journal n'en est pas à sa première attaque contre le régime communiste. Dès 1917, il avait développé un fort antibolchevisme, doublé d'un antisémitisme primaire. En 1919-1920, il s'était déjà illustré dans la vague de retour des *Protocoles des Sages de Sion en Europe*³⁷⁷. La conspiration mondiale judéo-maçonnique est du reste l'un des thèmes favoris de Howell Arthur Gwynne (1865-1950), rédacteur en chef du journal de 1910 à 1937³⁷⁸. La tendance antisémite du *Morning Post* n'empêche pas le BP d'établir avec lui une étroite collaboration, dans la mesure où le quotidien est lui aussi fermement opposé à la reprise de relations diplomatiques avec l'URSS³⁷⁹.

Un mois après son premier séjour, Aubert retourne à Londres sur l'invitation de Gough pour participer au meeting du CPC à l'Albert Hall, le 19 décembre 1929³⁸⁰. Il présente aux membres du comité John Baker White, secrétaire de l'Economic League et principal interlocuteur anglais de l'Entente, dans l'idée de le placer à la tête d'une campagne généralisée, qui engloberait le CPC, le parti et les journaux conservateurs.

Cet élan et l'écho du meeting sont toutefois étouffés par les réticences des milieux religieux à l'égard du *Morning Post* et du CPC. En particulier, le chef de l'Église d'Angleterre, l'archevêque de Cantorbéry Cosmo Lang, se tient à l'écart du mouvement. La personnalité du révérend Gough, dont la combativité avoisine l'agressivité, est loin de faire l'unanimité. Dans le monde politique,

375. Georges Lodyginsky, *Une phase nouvelle de la lutte des Soviets contre la religion*, texte de sa conférence prononcée à Genève, salle de l'Athénée, en décembre 1929 (2^e édition, février 1930). CBL, Lodyginsky papers, box 3.

376. Lettre de Wilson à Aubert, 14 décembre 1929. EIA, Angleterre 1929-1930.

377. Il publie notamment une série d'articles inspirés des Protocoles entre le 12 et le 29 juillet 1920.

378. Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des sages de Sion, faux et usages d'un faux*, Paris : Berg International/Fayard, 2004, p. 393.

379. Keith M. Wilson, « The Protocols of Zion and the Morning Post, 1919-1920 », *Patterns of Prejudice*, juillet 1985, p. 5.

nombreux sont ceux qui ne croient pas à l'existence de persécutions en URSS. Le fait qu'un journal classé aussi à droite que le *Morning Post* lance une campagne sur le sujet n'est pas propre à convaincre les sceptiques. Les persécutions sont pourtant bien réelles, et la protestation a lieu au moment précis où elles atteignent leur paroxysme. Mais l'à-propos est desservi par le double objectif de la campagne, qui vise autant – si ce n'est plus – à la rupture des relations diplomatiques qu'à une improbable cessation de la lutte antireligieuse en URSS.

Le journal va poursuivre ses dénonciations durant l'année 1930. Il publiera notamment la copie d'un document digne de l'histoire des premiers martyrs: une pétition sur deux morceaux d'étoffe mouillée au crayon chimique, comportant les noms des prêtres morts ou emprisonnés à Solovky, énumérant les souffrances et les exactions dont ils sont victimes³⁸¹.

LA LABORIEUSE EXPANSION DU MOUVEMENT DE PROTESTATION

Dans les semaines qui suivent le meeting de l'Albert Hall, le BP consacre toute son énergie à internationaliser le mouvement initié en Angleterre, réclamant pour ce faire la participation de ses centres, de quelques personnalités ecclésiastiques et du *Journal de Genève*³⁸².

À PARIS, UNE MANIFESTATION MARGINALISÉE

André Kourakine, qui avait accompagné Aubert à Londres, est envoyé à Paris. Gautherot y organise un meeting, le 28 décembre 1929, à la salle Wagram. Il est placé sous les auspices de l'Union franco-russe, dont les animateurs sont Édouard Soulier, Pierre Taittinger, ainsi que du Comité des organisations russes, représenté par Alexandre W. Kartacheff (présent à la fondation de l'EIA à Paris), E. G. Savtchenko et M. Fedoroff.

Cette Union semble avoir été créée pour l'occasion; il s'agirait d'une émanation des Jeunesses patriotes, un groupement nationaliste

380. PV du 12 décembre 1929. EIA, PV du BP 1929.

381. Antoine Wenger, *Rome et Moscou (1900-1950)*, Paris: Desclée de Brouwer, 1987, p. 292.

382. Le dépouillement du *Journal de Genève* pour la période, réalisé par les soins de Michel Caillat qui nous a aimablement transmis ses notes, révèle un grand nombre d'informations fournies par l'EIA sur le sujet des persécutions religieuses, particulièrement entre la fin décembre 1929 et les premiers mois de 1930.

et autoritaire, héritier de l'ancienne Ligue des Patriotes, dirigée d'une main de fer par le député de Paris Pierre Taittinger³⁸³. Ce sont du reste les Jeunesses patriotes qui assurent le service d'ordre du meeting et qui applaudissent à tout rompre lors du discours de leur chef³⁸⁴. Le président de l'Union, Soulier, est un pasteur farouchement anticomuniste, engagé en politique, député de Paris comme Taittinger, ancien de la Ligue des patriotes et proche des Jeunesses patriotes³⁸⁵.

Gautherot conclut à un « grand succès », avec quelque 4000 participants, parmi lesquels beaucoup de Russes de toutes les tendances³⁸⁶. Il confie toutefois que l'événement a été boudé par la presse, malgré des communications envoyées à une trentaine de journaux. Un échec, donc, et dans des conditions similaires à celles de la manifestation anglaise : une opinion publique sceptique, une situation politique et diplomatique peu propice à la contestation, un groupe hétéroclite d'organisateur·e·s extrémistes (les Jeunesses patriotes) ou marginaux (les émigrés). Remarquons la discrétion des catholiques dans cette coalition à coloration protestante (Soulier) et orthodoxe (les Russes). La Fédération nationale catholique (FNC), par exemple, en est totalement absente. Dans les coulisses, c'est le sénateur Frédéric Eccard, lui aussi protestant, qui se charge du financement du meeting, avec l'accord d'Aubert³⁸⁷.

Ce sont encore les protestants français qui relaieront le mouvement initié par Gautherot. Eccard, en janvier 1930, réussit à actionner la Fédération nationale protestante. Le président de cette dernière, le pasteur Marc Boegner, aurait pris conseil auprès du CPC de Londres pour organiser une manifestation de protestation semblable à celle de l'Albert Hall à l'Oratoire de Paris³⁸⁸. Eccard rend compte à Aubert d'une église remplie d'auditeurs assis et d'orateurs émouvants, parmi lesquels les pasteurs Boegner, Soulier et Henri Monnier³⁸⁹. Ce dernier a fustigé les profiteurs qui

383. Serge Bernstein, *La France des années 30*, Paris : Armand Colin, 2002 [1988], pp. 62-63.

384. Lettre de Gautherot à Aubert, 29 décembre 1929. EIA, France 1927-1920.

385. Patrick Cabanel, *Les protestants et la République de 1870 à nos jours*, Bruxelles : Complexe, 2000, pp. 153-154.

386. Lettre de Gautherot à Aubert, 29 décembre 1929. EIA, France 1927-1920 ; PV du 4 janvier 1930. EIA, PV du BP 1930.

387. Frédéric Eccard va verser à Gautherot 5000 francs français, qui proviennent d'une subvention allouée par le ministre Tardieu à l'EIA. Entrevue entre G. Gautherot et A. Kourakine, le 21 décembre 1929 à Paris. EIA, PV du PB 1929.

388. PV du 16 janvier 1930. EIA, PV du BP 1930.

389. Lettre d'Eccard à [Th. Aubert], 10 février 1930. EIA, France 1930-1931.

tirent parti des relations commerciales avec la Russie. Cette fois, la presse donne quelque satisfaction, avec notamment un article de Paul Lesourd dans *Le Figaro* du 11 février. Cet écho favorable encourage la Fédération à continuer la campagne en province. En Alsace, la protestation est organisée par le pasteur Paul Schmidt, du conseil presbytéral de l'Église luthérienne de Belfort, qui convie Gautherot à une manifestation interreligieuse (protestante, catholique, orthodoxe et israéliite) le 2 mars 1930. Le pasteur proclame la pureté de ses intentions, absolument étrangères à la politique³⁹⁰. Une telle insistance en dit assez long sur les risques de l'opération et sur les incertitudes liées à sa réception par le public. Comme dans le cas de la réunion de la salle Wagram, il y a lieu de mettre en doute le bilan très positif de Gautherot à propos de cette manifestation en province³⁹¹.

En Belgique, le correspondant de l'Entente, Collinet, se propose également de lancer un mouvement de protestation. Comme en Angleterre, l'initiative est motivée par la question de l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS qui est à l'ordre du jour. La coïncidence entre la soudaine préoccupation pour les chrétiens et ce point d'actualité n'en est pas une. Il s'agit, pour le centre belge de l'EIA, de se préparer à la prochaine interpellation de l'ancien ministre des Affaires étrangères, le socialiste Émile Vandervelde, sur la reconnaissance de l'URSS par la Belgique³⁹².

UN FEU DE PAILLE EN SUISSE ROMANDE

À Genève, le BP peut agir sans intermédiaire pour relayer la protestation. Le Fort fait valoir ses fonctions au sein du Consistoire de l'Église protestante genevoise. Aubert et lui assistent à une réunion du Consistoire pour organiser un meeting de protestation³⁹³. Préparant le terrain, le *Journal de Genève* publie le 12 décembre 1929 un appel de M^{gr} Antoine, président du Synode de l'Église orthodoxe russe hors frontières, dans lequel il reproche aux peuples du monde et aux pasteurs de ne pas s'élever contre les persécutions.

390. Lettre du pasteur Paul Schmidt à Gautherot, début février 1930. EIA, France 1930-1931.

391. Rapport du centre français sur du papier à lettre portant l'entête suivante: «La Vague rouge, revue antibolchevique, 28, rue du Madrid, Paris (VIII^e)», daté du 30 juillet 1930 et reçu le 4 août 1930. EIA, Confer. EIA, 1930.

392. PV du 4 janvier 1930. EIA, PV du BP, 1930.

393. PV du 4 janvier 1930. EIA, PV du BP, 1930.

De son côté, le D^r Lodyginsky donne une conférence, le 20 décembre, à l'Athénée de Genève. Un comité d'organisation composé des pasteurs James Siordet et Ernest Sauvin ainsi que de Jacques Le Fort est constitué.

La manifestation de protestation a lieu dans la salle de la Réformation, le 19 janvier 1930, sous les auspices du comité genevois «Pour les croyants persécutés en Russie». M^{gr} Marius Besson y autorise la participation d'un prêtre catholique, à condition qu'aucun culte ne soit célébré. Le compte rendu sténographié de la manifestation, publié dans une brochure, fait état d'une forte affluence: plus de 3000 personnes³⁹⁴.

Le président de la séance, Eugène Choisy, ainsi que les orateurs sont tous protestants, à l'exception de l'archiprêtre Orloff et du RP de Munnynck, dominicain professeur à l'Université de Fribourg qui s'exprime «au nom des catholiques de Genève». Son discours entend justifier le bien-fondé de la protestation, en la lavant de tout soupçon politique³⁹⁵.

Le pasteur Sauvin donne lecture d'un texte de résolution très simple, exprimant la révolte des croyants de Genève, leur volonté de protester, de prier et d'unir leurs efforts aux autres croyants dans le monde pour que la liberté religieuse soit rétablie en URSS. Le comité qui a préparé le texte a jugé bon lui aussi de spécifier que la démarche se place sur un terrain exclusivement religieux.

La *Semaine religieuse de Genève* (protestante) fait état d'une manifestation grandiose qui dépasse toutes les attentes³⁹⁶. La salle de la Réformation était si pleine qu'une salle attenante a dû être aménagée de manière improvisée pour y accueillir une séance parallèle. Des discours éloquents, des clichés saisissants montrant le Christ caricaturé, moqué, ou encore la jeunesse et l'enfance lancées dans la guerre contre Dieu; une personne de l'assistance, «sans doute remuée par des souvenirs personnels»³⁹⁷, quittant la salle en sanglots. Après le vote unanime de la résolution lue par le pasteur Sauvin, une minute de silence, «chargée de prières muettes» et la clôture de la cérémonie par le *Notre Père* de Rimski-Korsakoff chanté par le chœur de l'Église russe de Genève.

394. La brochure est intitulée: *Pour les croyants persécutés en Russie*. FGR, Doc. 5.

395. *Documentation mensuelle* de l'EIA, février 1930.

396. *Semaine religieuse* du 25 janvier 1930.

397. *Ibid.*

Un comité lausannois est également mis sur pied pour organiser le même type de rassemblement, grâce à des amis de l'Entente: le rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*, Georges Rigassi, et l'ancien conseiller national libéral Alois de Meuron. Le Bureau permanent attend de la *Gazette* qu'elle joue en Suisse romande le rôle de porte-parole du mouvement que le *Morning Post* assume en Grande-Bretagne³⁹⁸.

Sous la houlette du comité et du Bureau, la protestation contre les persécutions religieuses associe questions politiques et diplomatiques. Devant l'impossibilité de concevoir un culte interconfessionnel à cause des catholiques, des offices religieux simultanés sont envisagés. Le BP, pour sa part, opérerait pour une assemblée en dehors d'un lieu de culte afin d'avoir une plus grande liberté de parole³⁹⁹. Si le meeting doit se placer sur le terrain strictement spirituel, le BP souhaite qu'il ait lieu au moment de l'Assemblée de la SDN, dans le but d'influencer les débats⁴⁰⁰.

En parallèle, l'opportunité d'une interpellation parlementaire au sujet des persécutions religieuses est discutée entre Aubert et Henry Vallotton, conseiller national et ami de l'Entente⁴⁰¹. En l'absence de légation suisse à Moscou, une telle intervention leur paraît sans objet⁴⁰². Le Conseil fédéral répond au comité lausannois qu'il lui est impossible de transmettre une protestation à un autre État avec prière de la communiquer à Moscou. Par la même occasion, cette réponse révèle l'inutilité des efforts des comités genevois et lausannois, dont la protestation n'a aucun espoir d'être relayée par une instance diplomatique. Aubert en viendrait presque à souhaiter que les communistes fomentent une agitation en Suisse, pour donner plus de légitimité à une interpellation.

En plus de l'obstacle diplomatique qui limite la portée de la campagne, l'EIA est confrontée, comme en Grande-Bretagne, à l'apparente insensibilité de l'opinion ainsi qu'à la réticence de nombreux acteurs à s'engager dans une question où le religieux apparaît comme un instrument du politique. Le manque de professionnalisme et d'imagination de l'Entente en matière de journalisme devient un réel handicap. Souhaitant poursuivre la campagne

398. Lodyginsky à Rigassi, 3 janvier 1930. EIA, Suisse général 1930.

399. PV du 1^{er} mai 1930. EIA, PV du BP 1930.

400. La question sera rediscutée en mai: PV du 1^{er} mai 1930. EIA, PV du BP 1930.

401. Lettre de Vallotton à Aubert, 25 avril 1930. EIA, Suisse général 1930.

402. Lettre d'Aubert à Vallotton, 28 avril 1930. EIA, Suisse général 1930.

dans la presse, elle se heurte à des refus. La *Gazette de Lausanne*, pas plus que le *Journal de Genève*, ne peut se permettre de publier les longs articles concoctés par le BP, de crainte de lasser son lectorat. Robert de Traz, à la tête de la *Revue de Genève*, s'était volontiers prêté, dans un premier temps, à l'exercice de la protestation, mais il fait bientôt comprendre à l'EIA que le public est saturé d'articles du genre :

« Les exposés d'ensemble, tels que les fabriquent tant de diplomates et de journalistes sérieux, ne mordent plus. On y retrouve toujours les mêmes formules, qui finissent par être fatiguées, quelques citations archi-connues et l'appel aux principes d'un conservatisme un peu ranci. La force de la propagande révolutionnaire, si déplorable, est due à son allant et à la prévention dont elle témoigne (faussement) de révéler du nouveau à des âmes qui en ont besoin. »⁴⁰³

Aubert fait mine de bien l'accepter, mais la critique est vaine. Le BP ne comprend pas les exigences journalistiques et ne parvient pas à changer son mode de faire. Il répond très sèchement à la *Semaine religieuse*, qui exprime de manière atténuée les mêmes craintes exprimées par de Traz de lasser le lectorat⁴⁰⁴. Le responsable de la rédaction, le pasteur Louis Vallette, tâche de faire accepter ses raisons à Aubert, arguant non seulement du manque de place, mais aussi des « observations de certains lecteurs qui trouvent bien difficile de séparer la question religieuse de la question politique ». Face aux récriminations d'Aubert, Vallette est contraint à la même franchise que de Traz :

« [II] va bien sans dire que les lecteurs dont je vous ai parlé n'approuvent pas la conduite des léninistes, mais ils se demandent si derrière la protestation parfaitement justifiée contre les persécutions ne se cachent pas les intérêts d'un capitalisme qui n'est guère plus intéressant à sa façon que le bolchevisme, dont il est lui-même une des causes.

» Voilà les questions qui préoccupent et parfois angoissent profondément des consciences pastorales. Vous avouerez que le

403. Lettre de Robert de Traz à Aubert, 16 juin 1930. EIA, Suisse général 1930.

404. Lettre du pasteur Louis Vallette (rédacteur de la *Semaine religieuse*) à Aubert, 16 juin 1930. EIA, Suisse général 1930.

tsarisme et le capitalisme européen ont semé le vent, ils moissonnent maintenant la tempête et une fois de plus ce sont des innocents, les persécutés, qui paient. Personnellement je suis avec ceux-ci, mais je ne me sens point du tout en communion avec ceux qui se servent de la pitié excitée à juste titre par les horreurs de la persécution, pour faire leurs petites affaires et qui, à leur façon, se moquent pas mal de Dieu, puisque leur Dieu est Mammon.

» Vous sentez bien que ce que je dis ne s'adresse nullement à vous dont je connais le caractère chevaleresque et désintéressé, mais à ceux qui se servent de vous et qui vous ressemblent uniquement pour sauver leurs intérêts, sans nul souci des croyants persécutés. »⁴⁰⁵

LE PHÉNOMÈNE KROP

L'année 1929 est décisive à plus d'un titre pour l'EIA. Elle voit entrer en son sein un correspondant protestant à l'esprit très combatif, qui ne mâche pas ses mots et ne craint nullement de faire intervenir le point de vue religieux dans des affaires politiques: le Hollandais Frederik Johann Krop (1875-1945), pasteur de l'Église nationale de Rotterdam et président de *Gij zijt allen Broeders* (« Vous êtes tous frères »)⁴⁰⁶. Cette association d'hommes chrétiens qui emprunte à la tradition du « réveil » vise à mettre en pratique les principes de l'Évangile de Jésus-Christ dans tous les domaines de la vie, avec un accent particulier sur le social, dans la même orientation libérale-conservatrice que l'EIA. Elle prône la collaboration entre employeurs et employés et relègue la question sociale à la responsabilité individuelle. Elle entend rendre les Églises conscientes de leur devoir dans ce domaine et incite les croyants à lutter contre les « courants de décomposition » et de révolution⁴⁰⁷.

Il n'en faut pas plus pour que le BP considère immédiatement Krop comme un correspondant important. C'est avec le plein assentiment de l'Entente que Krop prend l'initiative de relayer le

405. Lettre du pasteur Louis Vallette à Aubert, 25 juin 1930. EIA, Suisse général 1930.

406. Notice biographique de Krop dans *Biografisch Lexikon voor de geschiedenis van het Nederlandse protestantisme*, vol. 3, Kampen, 1988. Tiré de Berend Wispelwey (éd.), *Archives biographiques des Pays du Benelux*, 2^e série (microformes), Munich: Saur, 1999.

407. Résumé en français (sans date) de la brochure « Wat wil de Christelijke Mannenvereniging 'Gij zijt allen Broeders' ? », par le D^r F. J. Krop, *Ned. Herv. Predikant te Rotterdam*. EIA, Hollande 1928-1933.



Le pasteur néerlandais Frederik Johann Krop (1875-1945), proche correspondant de l'EIA et de Pro Deo. Source: Bibliothèque de Genève, EIA, Hollande 1933-1943.

mouvement de protestation en Hollande. Il invite Lodyginsky à prononcer un discours dans le cadre d'une grande manifestation à Rotterdam, en mars 1930. Son texte, « Une phase nouvelle de la lutte des Soviets contre la religion », constitue une bonne rétrospective de l'assaut contre la religion lancé à la fin de 1928. Les données de Lodyginsky sur les lois et amendements contre l'Église, le parallèle entre collectivisation et lutte antireligieuse, l'offensive généralisée non plus seulement contre l'orthodoxie mais contre toute religion, les fermetures des églises, etc., sont rigoureusement exactes. Mais le docteur est si proche de ses sources qu'il ajoute foi à toutes les déclarations soviétiques, y compris l'affirmation selon laquelle le nombre d'athées aurait plus que doublé au cours des derniers mois. Si le chiffre correspond à une réalité statistique (tous les membres du Komsomol ont été affiliés d'office à la Ligue en 1929), il est à nuancer sur le plan des convictions profondes et des motivations des nouveaux adhérents⁴⁰⁸.

La manifestation de Rotterdam ne se déroule pas dans la même indifférence qu'en France et en Suisse; d'après le docteur, des pressions auraient été exercées sur les autorités néerlandaises, notamment de la part de « certains milieux juifs » de La Haye, pour

408. La croissance de la LSDM entre 1929 et 1932 est spectaculaire. Elle qui comptait 87 000 membres en 1926, passe de 500 000 en 1929 à un pic de 5 670 000 membres en 1932. Mais, dès 1933, elle amorce un déclin dû au manque d'enthousiasme des membres du Komsomol à s'engager dans la lutte contre la religion. En 1938, elle tombera à moins de 2 millions de membres. Elle connaîtra un dernier pic en 1941, à 3,5 millions. Dimitry V. Pospelovsky, *op. cit.*, vol. I, p. 60.

que le gouvernement soviétique ne soit pas mis en cause. Le Ministère des affaires étrangères aurait convoqué le remuant Krop pour prendre connaissance des discours qui allaient être radiodiffusés par le service de l'État⁴⁰⁹. Selon le docteur, quelques bagarres auraient été provoquées dans la rue par des communistes pendant la conférence. Ces derniers auraient distribué des affiches appelant à une contre-manifestation pour la défense des Soviets. La réaction des communistes hollandais, un très petit noyau totalement inféodé à Moscou et sans grande représentativité politique, nous semble plutôt avoir un caractère anecdotique⁴¹⁰. Les Pays-Bas n'ayant pas noué de relations diplomatiques avec l'URSS, les pressions du gouvernement sur Krop s'expliquent probablement par la crainte de mécontenter ou de gêner le partenaire allemand dans ses relations avec l'URSS. L'économie néerlandaise en est fortement dépendante et, en ce début de crise économique, elle peut craindre l'effet de l'effondrement d'un château de cartes.

Lodygensky considère que la manifestation a rassemblé l'élite religieuse et politique de la ville de Rotterdam qu'il estime représentative de l'opinion publique à 85 %. Au nom de cette « presque totalité de la population de Rotterdam », les participants à la manifestation ont sommé les autorités de « faire l'impossible pour alléger le sort des croyants en Russie et les milieux économiques ont été sommés de ne pas vendre leur conscience dans de louches affaires avec les Soviets, persécuteurs de Dieu. »⁴¹¹ Le même optimisme prévaudra encore dans la *Documentation mensuelle* de mars 1930 : La vaste campagne, dit-elle, « a englobé [...] la presque totalité des États du monde entier ».

Si des protestations se sont fait entendre dans de nombreux pays, elles ont toujours été l'initiative de groupements minoritaires (souvent des émigrés russes), une *vox clamantis* dans un désert d'indifférence.

Mais le tenace Krop va demeurer exceptionnellement actif après cette manifestation, travaillant en collaboration avec le BP sur le long terme dans un cadre qu'il veut transnational. Plus qu'aucun autre correspondant, il osera prendre la parole, interpellier directement la SDN et les hommes d'État. En mai 1931, il envoie une

409. Rapport du Dr Lodygensky – Mission à Cologne, La Haye, Rotterdam, Bruxelles, Liège, Paris, du 2 au 12 mars [1930]. EIA, PV du BP 1930.

410. Christophe de Voogd, *op. cit.*, p. 223.

411. Rapport du Dr Lodygensky – Mission à Cologne, La Haye... *op. cit.*

lettre signée par plusieurs pasteurs de différents pays⁴¹² aux délégués du Comité européen de la SDN pour protester contre le fait que le gouvernement soviétique ait été invité sans condition aux délibérations de ce comité⁴¹³. Sur la suggestion d'Aubert, à l'occasion de la session de la SDN, le 10 septembre 1931, Krop organise dans la cathédrale Saint-Pierre de Genève une manifestation «interœcclésiastique internationale» sous les auspices de sa nouvelle création, l'«Entente fraternelle internationale pour la défense contre le bolchevisme sur le terrain moral et religieux»⁴¹⁴. À la fin de l'année 1932, il fonde une ligue nationale nommée «Religion, Famille, Autorité» (Godsdienst, Gezin, Gezag), avec la devise «Pour Dieu, la Patrie et la Maison d'Orange», dont il est le secrétaire général⁴¹⁵.

Son caractère décidé, sa francophilie et ses relations privilégiées avec la France – par le biais de son épouse française et de ses études de théologie protestante à Paris – le font apparaître comme un candidat idéal aux yeux de l'EIA. Aubert l'incite à développer une action concertée avec la Fédération protestante de France. Mais Hubert de Montbrison et Henri Monnier, à la tête de cette dernière, redoutent le caractère «méridional» de Krop et ses velléités de «domination un peu trop ardente»⁴¹⁶. Ce ne sera qu'en 1934 que Krop trouvera, au sein du mouvement protestant anti-communiste et ultraconservateur La Cause, un partenaire au tempérament semblable avec qui développer une collaboration.

LA «LIGUE POUR LE CHRISTIANISME» : UNE ENTREPRISE SUJETTE À CAUTION

En mars 1930, l'ostracisme de la presse à l'égard des protestations contre les persécutions religieuses se confirme. Le protestant vaudois Maurice Champod⁴¹⁷, qui cherche à diffuser un appel par la voie des grandes agences au nom de la Ligue pour le Christianisme

412. Parmi les signataires, l'anglican Gough, le théologien genevois Auguste Lemaître, le théologien et spécialiste de l'Europe de l'Est autrichien Hans Koch, l'ancien ministre finnois de l'éducation Yrjö Loimaranta, le pasteur français Henri Monnier et le pasteur germano-balte Oskar Schabert, de Riga.

413. Lettre de Krop aux délégués du comité européen de la SDN, mai 1931. EIA 901.

414. *Bulletin de presse EIA*, septembre 1931. EIA 1691. Conférences EIA 1932-1933, p. 38; Rapport confidentiel aux souscripteurs genevois – L'activité du Bureau permanent – 8.XII.32. EIA, Conférences EIA 1932-1933.

415. Lettre de Krop à Lodyginsky, 7 décembre 1932. EIA, Hollande 1928-1933.

416. Rapport de Lodyginsky sur son voyage à Paris, 26-27-28 janvier 1931. EIA, PV du BP 1931.

qu'il vient de fonder à Lausanne, s'en remet à Aubert pour répandre un cri d'indignation «de la Suisse à tous les peuples»⁴¹⁸. Le *Semeur vaudois* publie également le programme de la Ligue ainsi que la liste des personnalités qui la soutiennent⁴¹⁹. Champod adresse une pétition au président de la Confédération le 31 août 1930. Forte de 70 000 signatures – parmi lesquelles 80 conseillers des deux Chambres –, elle presse le Conseil fédéral d'intervenir auprès de la SDN pour qu'elle fasse respecter la liberté religieuse au pays des Soviets. L'URSS n'étant pas membre de la Ligue des nations, cette dernière est tout aussi peu habilitée que le gouvernement suisse pour faire pareille pression auprès de Moscou, malgré les articles de son pacte sur le respect des minorités et des convictions individuelles.

La pétition, intitulée «Pour les Martyrs», circule encore longtemps. En septembre 1931, l'EIA annonce 136 000 signatures dans son *Bulletin de presse*. En 1933, Champod déclare 190 000 signatures, et continue à en récolter, promettant que «plus le nombre de signataires [serait] élevé, plus vite on [pourrait] espérer la fin des persécutions en Russie». Champod affirme que la Ligue a sauvé de nombreuses vies grâce aux dons généreux qui lui sont parvenus, et qu'elle aurait transmis à l'Office d'entraide des Églises dirigé par Adolf Keller. Quant aux paquets de secours (contenant de la farine, du lard, du sucre, etc.), ils seraient envoyés en URSS par le biais d'une «grande maison de l'étranger» qui s'occupe des nombreuses formalités. Les efforts pour assurer des allures de probité à l'entreprise sont nombreux: les conseillers fédéraux Pilet-Golaz et Minger ont donné leur soutien à la Ligue; les donateurs peuvent spécifier s'ils destinent leurs dons au travail de propagande de la Ligue ou aux «martyrs»; des vérificateurs des comptes auraient été désignés par le Département fédéral des finances.

417. (Note de la p. 135.) Maurice-Jules Champod, né le 19 avril 1880, commerçant originaire de Bullet, dans le canton de Vaud. De 1918 à 1922, il est secrétaire de la fondation caritative suisse Pro Senectute, dont il démissionne pour cause de différends avec le comité de direction. *Chronique Pro Senectute. De l'aide aux indigents au soutien à toutes les personnes âgées*, Pro Senectute, 2007. [http://www.pro-senectute.ch/data/875/chronique_2007_f.pdf] (consulté le 1^{er} juillet 2008).

418. Lettre de Champod à Aubert, 26 mars 1930. EIA, Suisse général 1930.

419. *Semeur vaudois*, 8 mars 1930, cité par Kurt Semmler, *Kirche und Völkerbund. Das Verhalten der evangelisch-reformierten Kirchen der Schweiz gegenüber dem Völkerbund*, Zurich: Juris Druck und Verlag, 1973, p. 139 et note 7 p. 209.

La FEPS ne lui a toutefois jamais donné son appui et nourrit des soupçons à son égard à cause de son refus de transparence et de son parti pris antibolchevique⁴²⁰. Bientôt, des bruits selon lesquels les fonds récoltés atterriraient directement dans les poches de Champod suscitent la création d'une Fédération suisse contre la Ligue pour le Christianisme⁴²¹. Elle dénonce le détournement des fonds collectés dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 10 février 1936. L'entreprise de Champod apparaît sous un jour peu clair; sa mauvaise réputation rejaillit sur le BP dans *Le Droit du peuple*, qui s'en prend à «l'association Champod-Aubert» et à ses «élucubrations» sur les sans-Dieu⁴²².

La collaboration entre la ligue et le BP est assez régulière et peu problématique jusqu'en 1933, date à laquelle leurs relations semblent se dégrader. Champod déclare à Aubert qu'il ne croit pas pouvoir assister à la deuxième session de Pro Deo en janvier 1934: il ne veut pas, dit-il, s'allier à un mouvement de lutte contre les sans-Dieu, parce que sa Ligue n'obéit pas à une démarche de défense négative, mais de lutte pour le Christianisme⁴²³. Puis il se ravise et participe tout de même à la session, accompagné par son assistant, M. Parel⁴²⁴. Champod adresse alors une demande de «collaboration active» de Pro Deo à l'œuvre de la Ligue pour le Christianisme⁴²⁵. Non seulement elle restera lettre morte, mais elle sera motif pour le bureau de Pro Deo de ne pas réinviter Champod aux sessions ultérieures, pour cause de «divergence de

420. Kurt Semmler, *op. cit.*, p. 139, cite les PV et la lettre au Conseil fédéral de la Fédération des Églises protestantes de Suisse (note 10, p. 211).

421. Les finances de la Ligue pour le Christianisme font l'objet d'une question du conseiller national communiste bâlois Marino Bodenmann, posée en 1936 au Conseil fédéral. Champod est blanchi sur la base du rapport d'une société fiduciaire. Lettre du BP à Jean-Marie Musy, 12 janvier 1937. EIA, Suisse divers, FPS.

422. «Conférence sur la Russie», *Le Droit du peuple*, 25 janvier 1936. Champod demeurera dans le collimateur de l'extrême gauche après guerre encore, alors qu'il continue d'inonder la Suisse de calendriers pour demander l'aumône en faveur des malades, des isolés et réfugiés. Un article du *Vorwärts* du 14 octobre 1948 le met encore en cause, suscitant à la demande du Ministère public une enquête de la police de sûreté du canton de Vaud, dont Champod est déjà connu. Selon l'enquêteur, l'inspecteur sous-brigadier Belet, «on soupçonne fortement Champod de s'attribuer la part du lion dans le produit de ses «opérations de charité». [...] Durant le courant du mois de novembre 1948, Champod a encaissé pour plus de 4500 fr., en versements de 1 fr. 80 à 6 fr.». L'enquêteur émet de forts doutes quant à la destination du produit de ces collectes: il ne se représente pas par quel moyen Champod pourrait faire parvenir ses secours à l'Église russe. Rapport de l'inspecteur sous-brigadier Belet de la police de sûreté, Canton de Vaud, 9 décembre 1948. AFB, E 4320 (B), 1990/270, 2, C.15.1: Entente internat. contre la III^e Internat. [1943-1953].

423. PV du 22 novembre 1933. EIA, PV du BP 1933.

424. Liste des personnalités présentes à la 2^e session de Pro Deo. EIA 900.

425. «Proposition de la Ligue pour le Christianisme», 5 janvier 1934. EIA 900.

vues»⁴²⁶. Leurs relations demeurent cordiales mais plus distantes, vraisemblablement parce qu'il est hors de question pour Pro Deo de verser une participation financière à la Ligue quand l'inverse est attendu.

PROTESTER, ET APRÈS ? LE PASTEUR SCHABERT ET L'EIA, DEUX CONCEPTIONS COMPLÉMENTAIRES DE LA SOLIDARITÉ

En dehors de la presse soviétique, l'une des principales sources d'information de l'EIA sur les persécutions est la Baltische Russlandarbeit du germano-letton Oskar Schabert (1866-1936)⁴²⁷. La réputation de sérieux de ce pasteur le précède. Deux correspondants de l'Entente, le prince Lieven⁴²⁸ et le pasteur Müller, du Service de presse évangélique suisse à Zurich, s'en font l'écho auprès du BP. Après sa formation à la Faculté de théologie luthérienne de Dorpat (Tartu, alors sous domination russe) et à Berlin, Schabert est rendu sensible au sort des croyants en URSS. Ses origines allemandes et ses activités sociales dans le cadre de la mission intérieure protestante à Riga, dans le contexte de la politique de russification des pays baltes, font de lui un élément indésirable pendant la Première Guerre mondiale. Banni en Sibérie de 1915 à 1917, il apprend à y connaître la piété orthodoxe. Après la Révolution, au début de 1919, il est emprisonné pendant plusieurs mois par les bolcheviques. Ces deux expériences sont à l'origine de son engagement en faveur des croyants persécutés et de la fondation, en 1922, de la Russland Bruderhilfe, qui devient, en 1927, la Baltische Russlandarbeit. Schabert se préoccupe non seulement du sort des pasteurs protestants en URSS, sur lequel il est extrêmement bien informé grâce à la proximité de la frontière, mais aussi de celui de l'Église orthodoxe. Il croit à la nécessité d'un rassemblement de toute la chrétienté pour éviter à l'orthodoxie et au protestantisme d'être anéantis par le régime communiste. Selon ses chiffres, en 1929, il ne reste en URSS qu'une huitantaine de

426. Lettre de Lodygensky à Champod, Ligue pour le Christianisme, Lausanne, 27 septembre 1934. EIA, Suisse général 1934-1935.

427. Les informations sur Schabert sont majoritairement tirées de *Biographisch-bibliographisches Kirchenlexikon*, Band XX (2002), pp. 1264-1270, et de la notice biographique rédigée par Christian Weise. En ligne: [http://www.bautz.de/bbkl/s/s1/schabert_o_a_k.shtml] (consulté le 24 avril 2008).

428. Lettre d'A. Lieven, Pilsrundale, Lettonie, à Aubert, 22 novembre 1929. EIA, Lituanie, Lettonie, Norvège, Japon, 1924-1929.

pasteurs libres, qui risquent de subir le même sort que quatre de leurs collègues emprisonnés⁴²⁹.

Non content de publier un périodique – le *Russische evangelische Pressedienst/Evangelium und Osten* – et d'y dénoncer la misère des protestants et de tous les croyants en Russie, il développe une action caritative concrète au bénéfice des opprimés, par l'envoi d'argent, de paquets de nourriture et de vêtements. En 1929, ses fonctions de vice-président de l'Internationaler Verband für Innere Mission lui permettent de donner un plus grand écho à son entreprise. Il donne de nombreuses conférences en Hollande, en Suisse, en Allemagne et en Suède, et publie des brochures sur les martyrs de la foi en URSS, notamment des lettres de persécutés qu'il reçoit en grand nombre à Riga⁴³⁰.

Aubert attache beaucoup de prix aux informations de Schabert dont il se sert, tout d'abord, pour son discours à l'Albert Hall⁴³¹, avant d'en faire une utilisation générale dans les publications et le service de presse de l'Entente. À titre gracieux, Schabert joue ainsi le rôle d'agence de presse spécialisée pour l'Entente⁴³².

Le 16 mars 1930, dans toutes les Églises évangéliques et romaines de Hollande, les services du matin sont consacrés à la Russie. Un collègue de Krop au sein du comité hollandais contre les persécutions, le pasteur Krafft de Haarlem, avait préparé la campagne en consacrant un numéro spécial sur les persécutions du journal évangélique wallon des Pays-Bas, *L'Église wallonne*, dont il est le directeur. Dans un article, il conclut sur une note caricaturale : la Russie est partagée en deux : l'une veut bannir Dieu, l'autre est pour Dieu. Des millions d'enfants sont à la rue, livrés à la prostitution ; les jeunes filles sont presque toutes transformées en filles publiques, les garçons sont dépravés. « On brûle, on saccage, on détruit, on martyrise, et pendant que vous lisez ces lignes, en buvant votre thé, des millions d'êtres humains souffrent : femmes violées, enfants corrompus, hommes dévoyés. Les Églises sont saccagées et le Christ est crucifié à nouveau. »⁴³³

429. Lettre de Schabert à Aubert, 15 janvier 1930. EIA, Lituanie, Lettonie, Norvège, Japon, 1930.

430. Notamment, *Baltisches Märtyrerbuch*, Berlin, 1926 ; *Märtyrerbilder aus Russland*, Riga, 1935. Traduction en néerlandais, publiée à Rotterdam.

431. Lettre d'Aubert à Schabert, Riga, 24 décembre 1924. EIA, Lituanie, Lettonie, Norvège, Japon, 1924-1929.

432. Lettre d'Aubert à Schabert, 28 février 1930. EIA, Lituanie, Lettonie, Norvège, Japon, 1930.

433. *L'Église wallonne*, N° 10, 6^e année, 15 février 1930. EIA, PV du BP 1930.

Le pasteur Krafft s'enquiert auprès d'Aubert de l'œuvre à laquelle faire parvenir le produit des collectes hollandaises en faveur des persécutés (entre 2000 et 3000 florins)⁴³⁴. Il songe au comité pour les réfugiés en Allemagne, et souhaite défrayer l'Entente pour les diverses publications qu'elle a fournies. Aubert recommande d'une part d'envoyer les dons au pasteur Schabert, afin qu'ils parviennent aux Russes, les colons protestants allemands étant déjà au bénéfice de multiples aides en provenance d'Allemagne⁴³⁵. D'autre part, il ne néglige pas l'occasion de récolter quelque argent pour l'Entente, en arguant des conséquences du sacrifice financier consenti par elle :

« Il nous est difficile d'évaluer nos frais pour tous les envois que nous vous avons faits; comme d'autre part nos dépenses ont considérablement augmenté durant les derniers mois, et étant donné le fait que cette augmentation est [due] en grande partie à la part que nous prenons à la campagne religieuse – nous ne refusons pas les dons qu'on [veut] bien envoyer à l'Entente. »⁴³⁶

En été 1930, le pasteur Müller fait parvenir au BP un appel de Schabert qui dénonce l'atroce situation des internés du camp de travail forcé et de transit de Kotlas, dans la région d'Arkhangelsk. Les lettres qu'il reçoit depuis quelque temps l'ont mis sur le qui-vive, mais une nouvelle particulièrement bouleversante vient de lui parvenir: entre la mi-mars et le début de juin 1930, quelque 4000 enfants seraient décédés faute de soins et de nourriture⁴³⁷. Schabert enjoint Müller de mobiliser les institutions protestantes suisses. Il se demande à quoi sert une Croix-Rouge internationale si elle ne peut intervenir devant une telle détresse, ou un institut du «Christianisme pratique» s'il ne peut rien entreprendre au niveau pratique. La Baltische Russlandarbeit, l'une des premières et des plus importantes organisations de secours aux victimes des persécutions, s'occupe d'acheminer l'argent et les moyens de

434. Lettre de Krafft à Aubert, 25 mars 1930. EIA, Hollande 1928-1933.

435. Lettre d'Aubert au pasteur F. Ch. Krafft, Haarlem, 28 mars 1930. EIA, Hollande 1928-1933. Robert C. Williams, *op. cit.*, pp. 78-81 et pp. 153-155.

436. Lettre d'Aubert au pasteur F. Ch. Krafft, Haarlem, 28 mars 1930. EIA, Hollande 1928-1933.

437. Ce que Schabert dénonce est très plausible, si l'on en juge par la description du sort réservé aux enfants dans les camps par Anne Applebaum dans *Goulag: une histoire*, *op. cit.*, pp. 352-378.

subsistance jusqu'à ces camps et n'a reçu aucun don de la Suisse depuis un certain temps⁴³⁸.

À la demande de Müller, Aubert transmet cet appel à l'office d'entraide de Keller. Ce dernier avait déjà interpellé un responsable du CICR à Genève, Étienne Clouzot, qu'une pression soit exercée sur la Croix-Rouge soviétique en faveur des détenus dans les camps⁴³⁹. Quant à l'office d'entraide de Keller, il avait déjà envoyé plus de 80 000 francs aux réfugiés russes, dont une partie directement en Russie à des personnes nécessiteuses.

Ces échanges laissent entrevoir la position du Bureau permanent à l'égard de l'action caritative de Schabert et de Keller. Il lui est favorable, mais une concurrence financière l'oppose à elle : les campagnes et le fonctionnement du Bureau ont un coût très élevé, et les souscripteurs sont une denrée précieuse. Aussi ne faut-il pas s'étonner du fait que l'EIA n'entreprenne aucune démarche pour récolter des fonds au nom des pasteurs de l'entraide. Elle se cantonne à une autre tâche dont elle n'entend pas sortir : la diffusion de ces informations révoltantes. Elle se satisfait du fait que la presse soviétique ne censure pas les nouvelles concernant les protestations en Occident, laissant ainsi leur écho parvenir aux Russes. La population soviétique, se sachant moralement soutenue à l'étranger, pourrait trouver assez de force, suggère l'Entente, pour se soulever et renverser le pouvoir en place. Et si cet espoir est hypothétique, qu'à cela ne tienne, le discours de protestation est double et vise prioritairement d'autres cibles : les Églises et les gouvernements occidentaux, les premières devant faire pression sur les seconds en vue d'isoler l'URSS.

UNE CONDAMNATION TRÈS ATTENDUE : LE SAINT-SIÈGE, DE LA DIPLOMATIE À LA CROISADE

Initié à la fin de décembre 1929 par des groupements trop extrémistes et trop marginaux, le mouvement de protestation n'a pas l'effet escompté auprès des gouvernements occidentaux et auprès de Moscou. Mais le pape n'a pas encore parlé.

La Révolution bolchevique réactive le rêve de rassembler sous la bannière catholique les frères séparés. Pendant une douzaine d'années,

438. Lettre du pasteur A. Müller à Aubert, 9 juillet 1930. EIA, Allemagne 1930-1932. La lettre de Schabert à Müller était datée de Riga, 7 juin 1930.

439. Lettre d'Adolf Keller à l'Entente, 21 juillet 1930. EIA, Suisse général 1930.

le Saint-Siège adopte une posture modérée face au régime bolchevique; un fort courant unioniste, incarné par Michel d'Herbigny, table sur une ouverture possible de Moscou au catholicisme et nourrit l'espoir de reconquérir la Russie orthodoxe⁴⁴⁰. La famine de 1921-1922 donne au Saint-Siège l'occasion de voler au secours des affamés et de redorer son blason auprès des orthodoxes. La mission d'aide pontificale en Russie est autorisée en mars 1922 après d'âpres négociations. Elle confère au pape un grand prestige auprès de la population⁴⁴¹.

La chronologie des fondations ainsi que le positionnement géographique des œuvres catholiques de secours aux exilés russes sont en étroite corrélation avec la progression du flux migratoire russe⁴⁴². Leur première tâche est d'ordre humanitaire, mais un dessein prosélyte les anime. Une frange de la hiérarchie croit que les émigrés russes orthodoxes, surtout les intellectuels, pourraient aisément être convertis et constituer le point de départ d'un mouvement de retour des frères séparés. Paris, Lille, l'Autriche et le Vatican sont les centres actifs de ce mouvement.

En France, M^{gr} Chaptal et le cardinal Verdier, archevêque de Paris, s'illustrent dans ce sens, avec plus ou moins d'adresse pour le second⁴⁴³. Le rapprochement esquissé au début des années 1920, marqué par quelques conversions et par l'ouverture du Séminaire Saint-Basile à Lille, finit par alarmer une partie de la diaspora et déclenche une vive campagne de presse en 1925. Les catholiques y sont accusés de profiter de la détresse matérielle des émigrés pour les convertir. C'était compter sans la vigueur du renouveau religieux orthodoxe au sein de l'émigration. Le métropolite Euloge se fixe à Paris en 1922 et l'église Saint-Alexandre Nevsky est érigée en cathédrale. En 1924, la première église de banlieue est ouverte à Clamart, dans la propriété des princes Troubetzkoy. Le centre dominicain de rite oriental Istina («la vérité»), fondé à Lille à la fin 1927, a pour but avoué le retour de l'orthodoxie à l'unité catholique. En parallèle, la dénonciation de la situation religieuse en URSS apparaît comme une nouvelle occasion de prosélytisme. En

440. Roberto Morozzo Della Rocca, «La Russie, l'URSS et le Saint-Siège», in Hélène Carrère d'Encausse (dir.), *Nations et Saint-Siège au XX^e siècle*, Paris: Fayard, 2003, p. 240.

441. Étienne Fouilloux, *Les catholiques et l'unité chrétienne du XIX^e au XX^e siècle. Itinéraires européens d'expression française*, Paris: Le Centurion, 1982, pp. 118-119.

442. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, pp. 108-116.

443. Gérard Cholvy, Yves-Marie Hilaire (dir.), *Religion et société en France, 1914-1945*, Toulouse: Privat, 2002, p. 120.

1929, dans *Dieu chez les Soviets*, l'écrivain catholique Georges Goyau en appelle à la réconciliation de l'orthodoxie et du catholicisme sous l'égide de Rome.

Annoncé à la fin 1929 avec une grande conférence de M^{gr} d'Herbigny, *Le front antireligieux en Russie soviétique*, le changement d'attitude du Saint-Siège à l'égard de l'URSS survient au début de 1930⁴⁴⁴. L'intensification de la répression contre la religion, avec notamment un cortège d'arrestations de prélats catholiques (M^{gr} Sloskan, Alexandre Frison, l'exarque Léonide Fedorov et M^{gr} Skalski en tête) fait déborder la coupe⁴⁴⁵. Après plusieurs semaines d'hésitation, Pie XI, dans une lettre au cardinal-vicaire Basilio Pompili publiée dans l'*Osservatore romano* le 9 février 1930, lance une croisade de prière pour les martyrs en URSS⁴⁴⁶. Le pape avait déjà fait allusion aux excès et aux «œuvres d'impiété» des Soviets à l'occasion d'allocutions consistoriales⁴⁴⁷ et dans l'encyclique sur l'éducation de la jeunesse (*Divini illius magistri*) du 31 décembre 1929, mais cet acte solennel équivaut à la première condamnation ferme de l'attitude des Soviétiques en matière religieuse⁴⁴⁸. Une volonté de combattre le mal par des initiatives sur le terrain doctrinal et liturgique marque tout le pontificat de Pie XI. Peu après son élection, il approuve une «oraison jaculatoire assortie d'indulgences»: «Sauveur du monde, sauvez la Russie». En 1925, il institue la fête liturgique du Christ Roi dans l'encyclique *Quas Priamas*, qui précise l'orientation de sa première encyclique, *Ubi Arcano Dei*, et le mot d'ordre d'une nouvelle vie chrétienne⁴⁴⁹. Fustigeant

444. *Le front antireligieux en Russie soviétique*, avril-novembre 1929, Paris: Spes, 1930, 64 p. Suit une deuxième conférence d'Herbigny aussitôt publiée: *La guerre antireligieuse en Russie soviétique. La «campagne» de Noël (décembre 1929-janvier 1930)*, Paris: Spes, 1930, 72 p.

445. Dans sa lettre au cardinal-vicaire Pompili (voir note suivante), Pie XI commence par rappeler l'ensemble des mesures qu'il a prises en faveur de la Russie. C'est de cet historique dont nous rendons compte dans ce paragraphe.

446. Lettre de Pie XI adressée au cardinal-vicaire Basilio Pompili, datée du 2 février 1930, traduite en français dans *La Croix* du 13 février 1930, reproduite dans la *Documentation catholique* du 5 avril 1930, col. 872-875.

447. Étienne Fouilloux cite en particulier celle du 18 décembre 1924, *op. cit.*, p. 121.

448. Lettre de Pie XI adressée au cardinal-vicaire Basilio Pompili, datée du 2 février 1930, publiée dans l'*Osservatore Romano* du 9 février 1930 et dans les *Acta Apostolica Sedis* et traduite dans la *Documentation catholique* du 5 avril 1930, col. 872-875. Les circonstances d'élaboration de cette lettre, à laquelle M^{gr} Neveu, administrateur apostolique en URSS, n'est pas étranger, sont relatées par Antoine Wenger, *op. cit.*, p. 387 et ss.

449. Jean-Marie Mayeur, «Pouvoirs et orientations», in Jean-Marie Mayeur (dir.), *Histoire du christianisme*, t. 12, (*Guerres mondiales et totalitarismes, 1914-1958*), Paris: Desclée/Fayard, 1990, pp. 22-23. Emma Fattorini, *Pio XI, Hitler e Mussolini. La solitudine di un papa*, Turin: Einaudi, 2007, pp. 33-36.

le laïcisme, *Quas Primas* rappelle que la royauté du Christ est universelle et qu'elle s'étend sur tous les hommes, croyants ou non croyants. En conséquence, les gouvernements ont l'obligation de «rendre au Christ un culte public et d'obéir à ses lois»⁴⁵⁰. Le message vise également l'URSS, sans toutefois la nommer. Enfin, la création d'une commission spéciale pour la Russie en 1926, confiée à l'industriel M^{gr} Michel d'Herbigny, prouve assez l'intérêt de Rome pour la Russie⁴⁵¹.

Dans sa lettre au cardinal Pompili, le pape évoque ses vains efforts, à la conférence de Gênes, pour obtenir la liberté de culte, de l'enseignement religieux, ainsi que la restitution des biens de l'Église en URSS. Il fustige les grandes puissances qui ont écarté ces exigences dans leurs négociations avec la Russie ou des préoccupations d'ordre temporel. Il rappelle ses précoces interventions en faveur des orthodoxes : la protestation qui a sauvé le patriarche Tikhon de la peine capitale, la mission pontificale d'aide aux affamés de la guerre civile, qui a nourri 150 000 enfants de mars 1922 à septembre 1924. À cette date, les envoyés de Rome ont été expulsés du territoire soviétique, les autorités soviétiques ayant «préféré livrer à la mort des milliers d'innocents plutôt que de les voir nourris par la charité chrétienne». Il évoque ensuite les initiatives ultérieures que nous avons mentionnées plus haut.

Sur la base des rapports de M^{gr} Pie Neveu que le pape ne peut citer sans risquer de le compromettre, la lettre dénonce les excès de la Ligue des sans-Dieu militants, l'embrigadement de la jeunesse dans des campagnes immorales et les derniers développements d'une constitution révolutionnaire pourtant «déjà assez antireligieu[se] par [elle]-même». Pie XI convoque, pour le mercredi 19 mars 1930,

«Une messe d'expiation, de propiation et de réparation pour tant et de si criminelles offenses au divin Cœur de Jésus, pour le salut de tant d'âmes mises à si rude et si pénible épreuve, ainsi que pour le soulagement de Notre cher peuple russe, afin que cette

450. Jean-Marie Mayeur, *op. cit.*, p. 23. Sur la théologie du Christ-Roi : Emma Fattorini, *op. cit.*, pp. 33-39 ; Fabrice Bouthillon, «D'une théologie à l'autre : Pie XI et le Christ-Roi», in *Achille Ratti, Pape Pie XI*, École française de Rome, 1996, pp. 293-303.

451. La commission Pro Russia est d'abord placée sous la responsabilité de la Congrégation pour les Églises orientales (présidence : M^{gr} Luigi Sincero). A la demande insistante de M^{gr} d'Herbigny, elle est autonomisée par un *motu proprio* le 6 avril 1930, et Herbigny en devient alors le président officiel. AES, Russia IV, pos. 662, fasc. 53-58.

longue tribulation cesse enfin et que peuples et individus reviennent le plus tôt possible à l'unique bercail de l'unique Sauveur et Libérateur, Notre-Seigneur Jésus-Christ.»⁴⁵²

Il demande «pardon et pitié pour les victimes et pour les bourreaux eux-mêmes», prie pour la fin de la persécution et le retour du peuple russe à l'Église catholique et confie les âmes russes à sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, avec supplications aux saints protecteurs de la Russie. La messe papale est fixée à dessein le jour de la Saint-Joseph, patron de l'Église universelle, à la basilique Saint-Pierre.

Le régime soviétique, si sensible à son image à l'étranger, publie deux démentis. Le premier du métropolite Serge, le second de Staline, dans un article resté célèbre, «Les vertiges du succès», paru dans la *Pravda* du 2 mars 1930. Deux déclarations sont littéralement extorquées au métropolite Serge, le 16 février devant la presse soviétique et le lendemain devant un parterre sélectionné de journalistes étrangers accrédités. Serge nie en bloc la réalité des persécutions, témoigne du respect de la liberté de conscience en URSS ainsi que de la satisfaction de l'Église à l'endroit du régime. Les croyants et ecclésiastiques en question ne sont pas persécutés pour leur foi, dit-il, mais en raison d'activités antigouvernementales. Il s'indigne de l'appel du pape, qui se serait placé non pas du côté des pauvres et des opprimés, mais du côté des propriétaires bourgeois français et italiens. Le pape est malvenu de dénoncer des persécutions, quand l'histoire de l'Église n'est qu'une chaîne ininterrompue de persécutions contre les schismatiques. Serge rappelle qu'aucun évêque quelconque d'Angleterre, d'Amérique ou d'ailleurs n'a protesté contre les actes de violence de l'Église catholique à l'encontre des Églises orthodoxes grecques en Pologne: en 1929, près de 500 de ces églises auraient été enlevées à leur paroisse orthodoxe grecque pour être convertie en églises catholiques, ainsi que le réclamaient les évêques polonais. Il juge cet appel superflu et hypocrite: l'orthodoxie est capable de se défendre elle-même et elle ne se laissera pas catholiciser ainsi que le souhaite le souverain pontife. Serge réaffirme l'impossibilité de l'union avec Rome, dont la doctrine est erronée.

⁴⁵². *Documentation catholique* du 5 avril 1930, col. 874. La traduction de la lettre du pape au cardinal Pompili, publiée dans *La Croix* du 13 février 1930, est reproduite dans ce numéro, col. 872-875.

Le métropolite s'en prend sur le même mode au chef de l'Église anglicane, l'archevêque de Cantorbéry Cosmo Lang (1864-1945) qui, emboîtant le pas au pape, vient de présenter une motion de protestation votée à l'unanimité par l'assemblée épiscopale le 12 février 1930.

Les journalistes étrangers ont dû transmettre leurs questions à l'avance. La déclaration à la presse étrangère du 17 février 1930, pré-rédigée, est remise aux journalistes sans que Serge ne prononce un mot. La duperie est d'autant plus évidente que, le même jour, les *Izvestia* exigent la fonte de cloches pour aider l'industrie et annoncent la fermeture de quinze églises dans le district de Serpouchov⁴⁵³.

Nombreux sont ceux qui n'ajoutent aucune foi aux affirmations de Serge selon lesquelles l'introduction de la semaine de travail continue, supprimant les dimanches, n'aurait que peu de répercussions sur la fréquentation des églises; ou encore que les associations athéistes n'obtiendraient pas toujours satisfaction auprès du gouvernement et que ce serait la population, voire les croyants eux-mêmes qui exigeraient la fermeture d'églises. Les orthodoxes à l'étranger se récrient: le métropolite Euloge, exilé à Paris, et le métropolite Johannes Pommers en Lettonie refusent de croire à l'authenticité des déclarations de Serge⁴⁵⁴. Les émigrés réagissent diversement, certains accusant Serge de trahison, d'autres faisant preuve de plus de compréhension à son égard. L'EIA, pour sa part, se garde d'exprimer un jugement de valeur, mais il ne fait aucun doute pour elle que les allégations de Serge sont totalement fausses. Elle se désole de leur impact aux États-Unis et en Angleterre où, si l'on en croit les rapports d'Adolf Keller, certains milieux ecclésiastiques peinent à admettre la réalité des persécutions⁴⁵⁵.

En Occident, la protestation du pape suscite des réactions étagées dans le temps, en fonction de la rapidité avec laquelle l'appel est relayé par la presse confessionnelle⁴⁵⁶. Dans la plupart des pays, la hiérarchie catholique ordonne une messe à l'unisson de la célébration du 19 mars à Saint-Pierre. Au printemps 1930, des représentants de l'orthodoxie, de l'anglicanisme et du judaïsme

453. Antoine Wenger, *op. cit.*, p. 394.

454. *Documentation catholique* du 5 avril 1930, note (I) col. 879-880.

455. PV du 1^{er} mai 1930. EIA, PV du BP 1930.

456. Nous nous appuyons sur un très riche dossier présenté par *La Documentation catholique* du 19 avril 1930, comportant des comptes rendus de manifestations de toutes les confessions et dans de nombreux pays.

manifestent au pape leur gratitude et leurs encouragements, voire leur désir de collaborer dans la protestation contre les persécutions. M^{gr} Antoine, le métropolite de l'Église orthodoxe russe hors frontières à Karlovtsy, réagit en avril à l'appel du pape. Il le remercie de son initiative en des termes très cordiaux et espère que «sa Béatitude prenne toutes les mesures possibles pour persuader tous les États Européens de mettre fin aux persécutions de la foi, sans précédent dans l'histoire de l'Église.»⁴⁵⁷ Le nonce à Belgrade, Pellegrinetti, transmet sans hâte le message à la Secrétairerie d'État du Vatican. Son jugement sur le métropolite Antoine est défavorable: autoproclamé, ce dernier conteste l'autorité du métropolite Euloge à Paris et son comportement à l'égard des catholiques, notamment au moment de l'occupation russe de la Galicie (1914-1915) et plus récemment en Serbie où il a son siège, est très négatif⁴⁵⁸. Aussi la réponse du nonce à Antoine est-elle polie, mais prudente⁴⁵⁹.

À la fin de mai 1930, le révérend Gough lui-même, qui fait partie des initiateurs de la protestation en Grande-Bretagne, écrit un télégramme au pape pour lui demander sa bénédiction ainsi que la coopération de prêtres catholiques à une nouvelle assemblée pour la Russie, prévue le 14 juillet à l'Albert Hall à Londres. Cette manifestation interconfessionnelle réclamera le rétablissement de l'enseignement religieux et de la liberté de culte, et transmettra à toutes les populations de Russie un message de sympathie et d'espérance⁴⁶⁰. Le Vatican lui oppose une fin de non-recevoir, empruntant une voie diplomatique tortueuse pour lui signifier l'incongruité de sa demande: le Saint Père a déjà suffisamment manifesté sa pensée dans la fameuse lettre au cardinal-vicaire⁴⁶¹.

Les juifs ne demeurent pas en reste. L'association Agudas Jisroel, qui a son siège à Vienne ainsi que des succursales à Londres et à Francfort-sur-le-Main, fait part de ses préoccupations au nonce à

457. Lettre de M^{gr} Antoine, métropolite russe, au nonce Pellegrinetti, 19 mars 1930. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 75.

458. Lettre de M^{gr} Pellegrinetti, nonce à Belgrade, au cardinal Pacelli, 9 avril 1930. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 75. En 1922, les rapports de Pellegrinetti sur M^{gr} Antoine sont déjà très négatifs, il le décrit comme activement anticatholique. ASV, Jugoslavia, pos. 4, fasc. 1.

459. Lettre de M^{gr} Pellegrinetti au métropolite Antoine, 8 avril 1930. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 75.

460. Télégramme du révérend Gough au Saint Père, 28 mai 1930. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 76.

461. Lettre de M^{gr} Pizzardo, secrétaire de la Sainte Congrégation pour les affaires extraordinaires, à M^{gr} Emanuel Bidwell, auxiliaire du cardinal-archevêque de Westminster, 31 mai 1930. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 76.

Vienne⁴⁶². Le directeur, Pinchar Kohn, et le rabbin Wolf Pappenheim témoignent de leur gratitude et de leur admiration pour le geste de protestation du pape. Parmi leurs préoccupations figure la semaine de travail continue en URSS, qui supprime le sabbat aussi bien que le dimanche. Ils souhaiteraient être mis en rapport avec une personnalité de la curie romaine⁴⁶³. Le nonce suggère à la Secrétairerie d'État de leur donner une réponse évasive ou de leur proposer une rencontre avec M^{gr} d'Herbigny. L'initiative n'ira pas plus loin.

Le catholicisme, grâce à la force et à l'aura que lui confère son commandement unique, prend naturellement la tête de la protestation contre les persécutions religieuses. Dans sa lettre au cardinal Pompili, Pie XI revendique du reste la paternité de la protestation. Les formules de prières supplémentaires instaurées pour la Russie dans le courant de 1929, ainsi qu'une série de conférences documentaires et scientifiques inaugurée par celle de M^{gr} d'Herbigny le 21 novembre 1929, sous les auspices de l'Institut d'études orientales de Rome, ont contribué à faire connaître la réalité des persécutions au grand public.

«[...] et Nous avons constaté avec plaisir que cet exemple, parti de Rome, a été suivi, un mois plus tard, par les conférences et réunions tenues à Londres, Paris, Genève, Prague et en d'autres villes.»⁴⁶⁴

En URSS, la lettre au cardinal Pompili provoque une avalanche de réactions violentes dans la presse communiste, faisant craindre au Saint-Siège une intensification des persécutions. Par le biais des nonciatures, la Secrétairerie d'État encourage dès lors les pays qui ont reconnu l'URSS à réclamer l'arrêt des persécutions, en utilisant la menace de la rupture des relations diplomatiques⁴⁶⁵. Si l'on en juge par les réactions dans la presse, les démarches du Vatican produisent un effet. La *Pravda* du 15 février nie l'existence de persécutions, qu'elle qualifie de pures inventions. Elle déclare que

462. Lettre d'Agudas Jisroel à la nonciature de Vienne, 28 mars 1931. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 76.

463. Lettre de M^{gr} Enrico Sibilia, nonce à Vienne, au cardinal Pacelli, 20 avril 1931. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 76.

464. Traduction de la lettre du pape au cardinal Pompili, *La Documentation catholique* du 5 avril 1930, col. 874.

465. Divers télégrammes aux nonciatures de Paris, Prague, Berlin, etc., datés du 13 février 1930 et signés Pacelli. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 73.

toute tentative d'immixtion dans les affaires intérieures de l'URSS, fût-elle sous un prétexte de défense religieuse, sera repoussée énergiquement. Les *Izvestia* déclarent que les menaces d'isolement diplomatiques faites pour terroriser l'URSS sont un échec. Selon le journal catholique allemand *Germania* du même jour, trois grandes puissances ayant des relations diplomatiques avec l'URSS et avec le Vatican se sont proposé d'appuyer l'appel du pape pour faire cesser les persécutions.

En dehors des caricatures du pape et des allégations habituelles à l'encontre de l'Église, l'une des principales accusations de la presse communiste (soviétique et étrangère) concerne le caractère politique de la démarche du pape, jugée comme une immixtion dans les affaires intérieures soviétiques.

Cette accusation infamante préoccupe la hiérarchie catholique⁴⁶⁶. Le nonce à Paris, M^{gr} Maglione, cherche à rassurer le secrétaire d'État, Pacelli, sur les réactions en France, qui sont en général excellentes. *Le Matin* et *Le Figaro* du 14 février prennent la défense du pape⁴⁶⁷. L'ambassadeur français en URSS, profitant d'une rencontre avec le substitut du commissaire des affaires étrangères, a manifesté sa surprise devant la réaction négative des journaux bolcheviques et a défendu l'action de Pie XI, soulignant la distinction nette entre religion et politique dans son langage⁴⁶⁸.

L'importance de ces chassés-croisés diplomatiques et journalistiques ainsi que l'impact de la croisade de prière lancée par Pie XI de février à mars 1930 ne doivent pas être exagérés. Les protestations contre ces persécutions sauvages, dans les pays occidentaux, et les prières publiques en Grande-Bretagne, à Rome et en d'autres endroits, ont certes contribué à une pause⁴⁶⁹. Car Staline ne peut s'aliéner tout l'Occident; il a besoin de crédits et de machines pour l'industrialisation. Mais le répit n'est que temporaire et la terreur se poursuit sous le sceau du secret.

466. Lettre du cardinal Pacelli à M^{gr} Borgongini, nonce apostolique à Rome, 13 février 1930. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 73. Pacelli suggère à Borgongini d'intervenir auprès du gouvernement italien pour qu'il en appelle auprès de l'ambassadeur soviétique à la cessation des persécutions et pour qu'il mette en évidence le fait que la lettre pontificale n'a aucun caractère politique.

467. Télégramme de M^{gr} Maglione, Paris, au cardinal Pacelli, 14 février 1930. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 73.

468. Lettre de M^{gr} Maglione au cardinal Pacelli, 5 mars 1930, dans laquelle il rend compte du rapport confidentiel que l'ambassadeur français lui a remis. AES, Russia IV, Pos. 667, fasc. 74.

469. Dimitry V. Pospelovsky, *op. cit.*, vol. II, p. 64.

La relative accalmie constatée dans les persécutions après la publication de l'article de Staline «Les vertiges du succès» doit aussi être attribuée à un facteur intérieur: la vigueur de la résistance des campagnes russes à la collectivisation, dont les persécutions religieuses sont un corollaire. Le régime ne peut se permettre un accroissement du nombre d'émeutes paysannes. Staline critique notamment les excès de la collectivisation et de la «dékoulakisation», dont il rejette la responsabilité sur les cadres locaux de l'administration: leur zèle aurait également touché des «paysans moyens», au lieu de s'en tenir aux koulaks⁴⁷⁰. Il tourne en ridicule certaines mesures antireligieuses spécialement impopulaires. À cet article ravageur fait suite une circulaire du Comité central, publiée le 15 mars dans la *Pravda*, qui dénonce la violation du principe de l'adhésion volontaire au kolkhoze et «les déviations inadmissibles dans la lutte contre les préjugés religieux, en particulier la fermeture administrative des églises sans le consentement de la majorité écrasante des habitants»⁴⁷¹. Selon N. Werth, l'effet de ces deux textes est immédiat: d'une part, les paysans se mettent à quitter en masse les kolkhozes et, d'autre part, la confusion s'installe sur le front antireligieux face aux fidèles qui exigent la réouverture des églises⁴⁷². C'en est ainsi fini des grandes opérations frontales contre la religion. Les autorités optent pour une tactique d'usure, plus discrète: le harcèlement administratif au jour le jour, qui touche tant le clergé que les associations religieuses, accablés d'impôts et de taxes. Le pope errant, en guenilles et réduit à quémander sa pitance va devenir une figure topique des campagnes soviétiques.

Informé de l'évolution de la situation en URSS par M^{gr} Neveu qui y demeurera jusqu'en 1936, le Saint-Siège ne va plus dévier de sa nouvelle attitude, accentuant sa dénonciation du communisme athée et persécuteur. L'historien Étienne Fouilloux ne dénombre pas moins de vingt-quatre interventions du pape entre 1930 et le 19 mars 1937, date de publication de l'Encyclique *Divini Redemptoris* contre le communisme athée⁴⁷³.

470 Nicolas Werth, *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris: Perrin, 2007, pp. 73-100.

471. «Sur la lutte contre les déviations de la ligne du Parti», dont le compte rendu figure dans *La Documentation catholique* du 5 avril 1930, col. 882.

472. Nicolas Werth, *art. cit.*, p. 44.

473. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, p. 384.

Les catholiques vont pouvoir donner libre court à un anticommunisme latent, quelque peu inhibé par la retenue diplomatique de Rome avant le grand tournant. Qui plus est, le concert de protestations auquel se joignent les dignitaires d'autres confessions va donner corps aux espoirs de constituer un «front unique» des chrétiens face au péril qui menace la civilisation chrétienne. Cette esquisse de rapprochement, dont le pape se réjouit, n'est pas pour autant synonyme d'ouverture et d'échange. D'une part, l'empreinte de l'encyclique *Mortalium animos*, du 6 janvier 1928, est toujours forte; elle avait marqué un raidissement du dialogue entre le catholicisme et les autres confessions en stipulant que «l'union des chrétiens ne peut être procurée autrement qu'en favorisant le retour des dissidents à la seule et véritable Église du Christ, qu'ils ont eu jadis le malheur d'abandonner»⁴⁷⁴. D'autre part, la méfiance est de rigueur envers toutes les compromissions d'ordre politique, qui donnent trop d'eau au moulin de l'adversaire.

L'EIA tente de trouver une application politique immédiate à la vague de protestations. Lors de son voyage en Hollande en mars 1930, Lodyginsky rencontre un membre du parti catholique hollandais, Alphonse Steger, qui vient de prononcer un discours devant le Sénat sur les persécutions religieuses. Ils conviennent ensemble de faire établir par le BP une liste de parlementaires de divers pays acquis à la cause, dans l'idée de fonder une union interparlementaire anticommuniste. Le but ultime de cette union ne serait toutefois pas tant de protester contre les persécutions que d'œuvrer à l'isolement diplomatique des Soviets. Le projet, qui sera encore repris en 1932 sous l'égide de Gustave Gautherot, ne verra jamais le jour⁴⁷⁵.

L'EIA ET LE SAINT-SIÈGE

En 1930, l'EIA se lance à la conquête du Saint-Siège. Avant cette date, les contacts de l'Entente sur la Péninsule italienne se limitaient à des personnalités politiques. Depuis son entrevue avec Mussolini, qui l'avait dissuadé d'intéresser le cardinal Gasparri à son œuvre, Aubert s'était abstenu de toute démarche envers le

474. Cité par Étienne Fouilloux, *op. cit.*, p. 184.

475. PV du 26 juillet 1932. EIA, PV du BP 1932.

Vatican. À défaut de contacts directs avec le Saint-Siège, le BP avait concentré ses efforts sur la nonciature à Berne, à qui il faisait régulièrement le service de ses publications depuis 1925. La signature des Accords du Latran, en février 1929, aurait pu encourager l'EIA à se rapprocher, mais il n'en est rien. Lors de son séjour à Rome en novembre 1929, le D^r Lodyginsky ne rencontre aucune personnalité religieuse. Il en revient préoccupé par le nationalisme outrancier qu'il a observé, qui lui fait dire que l'Entente ne doit pas compter avec un appui efficace de l'Italie jusqu'à nouvel avis⁴⁷⁶.

C'est la publication de la lettre du pape au cardinal Pompili, au début de février 1930, qui pousse l'Entente à se faire connaître aux échelons les plus élevés de la hiérarchie catholique, usant pour ce faire de plusieurs de ses correspondants. Donna Giustiniani-Bandini obtient une visite du secrétaire du nonce apostolique à Berne, M^{gr} Saverio Ritter, dans les bureaux de l'EIA, le 20 mars 1930. Le BP lui remet son compte rendu de la presse soviétique sur les réactions à la lettre du pape, ainsi que deux brochures fraîchement publiées sur les persécutions. Cette démarche auprès de la nonciature – pas plus que celle entreprise par Gustave Gautherot auprès de la Secrétairerie d'État – ne parvient pas à ouvrir les portes du Vatican au BP.

Malgré les insuccès de 1930, l'EIA poursuit ses laborieux efforts. En janvier 1931, elle envoie à la Secrétairerie d'État un mémoire sur le rôle de l'URSS dans la crise économique mondiale. La Secrétairerie opte pour le silence et prend renseignement auprès de la commission Pro Russia, dont le sous-secrétaire, M^{gr} Leonardo Cercone, certifie qu'il ne s'agit pas d'une affaire religieuse, mais politique, et que ce sont des orthodoxes à Genève qui rassemblent ces documents contre le bolchevisme. Il ajoute qu'il serait utile que la Secrétairerie d'État s'informe discrètement de la réputation de l'Entente auprès des différents gouvernements⁴⁷⁷. Le Vatican n'entend pas se compromettre avec une entreprise exclusivement politique, a fortiori si elle est pilotée par des orthodoxes. La double étiquette «politique» et «émigration blanche» colle à l'EIA. De plus, les informations du BP ne présentent pas d'intérêt pour le Saint-Siège, qui dispose de ses propres canaux. Ce n'est pas

476. «Voyage du D^r Lodyginsky en Italie en novembre 1929». EIA, PV du BP 1929.

477. Note de la Secrétairerie d'État [signé «M.»? difficilement lisible] du 27 janvier 1931. AES, Russia IV, pos. 671, fasc. 77.

faute, pour l'EIA, de mettre en cause l'attitude du régime à l'égard de l'Église, dans son *Bulletin de presse* du 2 juin 1931. Mais la démarche ne suffit pas à attendrir le Vatican, qui ne s'y trompe pas : l'EIA vise surtout à reprocher à Mussolini sa politique étrangère trop favorable selon elle à l'URSS.

Il manque à l'EIA une carte d'introduction et une stratégie plus fine pour convaincre le Vatican. En 1932, Georges Theunis tente de les lui fournir, en menant lui-même campagne auprès du Saint-Siège pour la cause anticommuniste. En février, il rend brièvement compte à Aubert d'une conversation « avec un haut personnage de l'Église catholique » qui devrait selon lui avoir des répercussions à Rome⁴⁷⁸. Il demande à l'EIA de lui fournir de la documentation sur l'action des sans-Dieu. Le BP se réjouit de l'intervention de Theunis, dont il souhaite qu'elle débouche sur une collaboration avec le Vatican. D'après Theunis, M^{gr} Pizzardo s'inquiète du fait que les protestants soient plus engagés dans la lutte contre le bolchevisme que les catholiques⁴⁷⁹. Ainsi, une stratégie jouant sur la rivalité interconfessionnelle semble seule en mesure de porter ses fruits. Sur la suggestion de Theunis, Aubert et Lodyginsky se rendent à Rome, du 15 au 19 octobre 1932. M^{gr} Ottaviani les y attend, avec la recommandation obtenue par Theunis de M^{gr} Micara, nonce à Bruxelles. Ils y rencontrent aussi M^{gr} Salotti, secrétaire de la Congrégation de la Propagande de la foi, qui les engage à transmettre leur documentation aux délégations apostoliques.

Ce voyage ne fait toutefois tomber aucune réticence. Le Vatican veut bien être renseigné, mais quant à engager une collaboration... Quelques mois plus tard, M^{gr} Fumasoni-Biondo et M^{gr} Salotti enjoignent le délégué apostolique du Congo à la plus grande prudence quant à un échange d'informations avec l'EIA. L'œuvre de l'Entente est certes de la plus haute importance, et rien ne s'oppose à ce que les bulletins de l'EIA soient reçus. En revanche, l'envoi d'informations à Genève ne doit se faire que par le biais d'une tierce personne, afin que le nom d'aucun représentant du Saint-Siège ne soit impliqué dans une entreprise aux trop nombreux aspects politiques. Un laïc pourrait se charger de cette tâche sans difficulté, avec une grande liberté d'action et de franchise⁴⁸⁰. Si le contact semble désormais établi, le Vatican persiste dans sa grande

478. Lettre de Theunis à Aubert, 19 février 1932. EIA, Belgique 1932-1935.

479. Conférence avec M. G. Theunis le 9 juillet 1932. EIA, PV du BP 1932.

retenue, préférant maintenir le filtre des nonciatures et des délégations plutôt que de laisser s'instaurer une ligne directe entre Rome et ces anticommunistes. De son côté, le BP ne semble pas trop s'y méprendre. Il sait qu'une autre intervention de Theunis sera nécessaire⁴⁸¹.

Les trois nonces qui se sont succédé à Berne à l'époque de l'EIA ne l'ont pas tous considérée de la même manière⁴⁸². M^{gr} Maglione, en poste de 1920 à 1926, n'a guère eu le temps de se familiariser avec elle. Assez, toutefois, pour s'inquiéter de la position de l'EIA à l'égard de l'école laïque⁴⁸³. Dans la *Revue antibolchevique*, l'organe mensuel de l'EIA publié à Paris par Gustave Gautherot sous les auspices du Redressement français, un article émettait un jugement positif sur l'école française qui «laisse à toutes les opinions les mêmes libertés». Si l'instruction religieuse a été supprimée du programme obligatoire, son enseignement facultatif demeure possible, contrairement à la situation en URSS où il est formellement interdit. De plus, l'école laïque dispense une instruction morale et défend des valeurs jugées universelles, communes aux catholiques, aux protestants, aux juifs et aux libres penseurs, tel le devoir d'obéir à ses parents et de servir sa patrie. Aubert s'en explique auprès du nonce: l'Entente ne conçoit nullement d'éducation morale en dehors de la base religieuse⁴⁸⁴. Mais en dépit des assurances données, le doute persiste. M^{gr} di Maria, nonce de 1926 à 1935, reprochera encore à l'Entente l'ambiguïté de son discours sur l'école. En 1928, il juge en outre que l'EIA ne donne pas assez d'importance au facteur religieux dans sa lutte contre le bolchevisme⁴⁸⁵. Quant à l'élément qui aurait pu intéresser la nonciature, le service de presse, il laisse à désirer. Tant

480. (Note de la p. 153.) Lettre de Fumasoni-Biondo et Salotti à M^{gr} Giovanni Dellepiane, délégué apostolique du Congo belge, 6 avril 1933. ASV, Arch. D. A. Congo Belga, scatola 81, fasc. 274, pos. 5.

481. Lettre de Lodyginsky à Theunis, 3 novembre 1932. EIA, Belgique 1932-1935.

482. M^{gr} Luigi Maglione (1877-1944): nonce en Suisse de 1920 à 1926, en France de 1926 à 1935, il est nommé secrétaire d'État en 1939 par le nouveau pape Pie XII. M^{gr} Pietro di Maria (1865-1937): nonce en Suisse de 1926 à 1935, sa position est assez effacée. M^{gr} Filippo Bernardini (1884-1954): nonce en Suisse de 1935 à 1952. Les archives de cette nonciature, parce qu'elles vont au-delà du pontificat de Pie XI, n'étaient pas encore consultables au moment où nous avons fait nos recherches à l'*Archivio Segreto Vaticano*.

483. Lettre de M^{gr} Maglione au cardinal Gasparri, 28 juillet 1926. ASV, Arch. Nunz. Berna, Busta 59 (olim 51), fasc. 867.

484. Lettre d'Aubert à M^{gr} Maglione, 17 août 1926. ASV, Arch. Nunz. Berna, Busta 59 (olim 51), fasc. 867.

485. Lettre du nonce apostolique à Berne, Pietro di Maria, au cardinal Gasparri (Secrétaire d'État), 10 novembre 1928. AES, Svizzera, pos. 223, fasc. 25.

Maglione que di Maria considèrent les informations du BP comme redondantes et ne les transmettent au Vatican que par acquis de conscience⁴⁸⁶. Ce n'est qu'avec l'arrivée du nonce Filippo Bernardini, en 1935, que la situation va changer, ainsi que nous le verrons dans la troisième partie de cette étude.

**LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS RUSSES (MTCR):
MOBILISER L'ÉMIGRATION OUVRIÈRE EN PÉRIODE
DE CRISE ÉCONOMIQUE?**

Les protestations contre les persécutions interviennent dans un contexte de crise économique et de politique sécuritaire qui vient compliquer les questions d'ordre diplomatique. Luttant sur plusieurs fronts, l'Entente s'investit entre 1930 et 1932 dans une campagne de dénonciation de la prétendue « guerre économique » menée par l'URSS avec les armes du travail forcé, du plan quinquennal, du dumping et des dettes impayées. Frédéric Eccard et Georges Theunis sont des partenaires et des soutiens privilégiés de l'EIA dans cette campagne qui culmine avec la conférence économique convoquée à Londres par la SDN, le 12 juin 1933.

En France, le régime de la *piatiletka* (la nouvelle organisation des ressources humaines et naturelles pour le plan quinquennal) occasionne des critiques qui se cristallisent, entre 1930 et 1931, autour de la dénonciation du dumping soviétique et du travail forcé⁴⁸⁷. L'URSS est accusée de vendre des produits de base comme le blé, le lin, le pétrole et le bois au-dessous du prix du marché. La presse fait la part belle à l'argumentation morale, en dénonçant le traitement de la main-d'œuvre soviétique. L'EIA s'empare elle aussi du sujet. Elle débute en 1931 la publication d'un *Bulletin EIA d'informations économiques*, qu'elle fait parvenir à quelque 800 « notabilités du monde des affaires en Europe et aux Amériques »⁴⁸⁸. Eccard publie un opuscule sur *Le travail forcé en Russie soviétique* (1931).

Le travail sur le terrain a commencé, dès les premiers mois de 1930, par l'envoi d'une délégation à Vienne qui coordonne un

486. PV du 16 août 1926. EIA, PV du BP 1926; PV du 2 mai 1927. EIA, PV du BP 1927.

487. Sophie Cœuré, *op. cit.*, p. 221.

488. BP de l'EIA, *Neuf ans de lutte contre le communisme. L'activité de l'Entente Internationale contre la III^e Internationale*, Genève, mars 1933, p. 25.

groupe de pression antidumping avec le centre autrichien de l'Entente⁴⁸⁹. Le BP tente d'agir au niveau du BIT en le documentant sur le dumping, le travail forcé et leurs effets sur l'économie dirigée en URSS. René Hentsch et Theunis se rendent à Washington en mai 1931, dans le cadre d'un congrès de la Chambre internationale du commerce, dont ils sont respectivement vice-président et président. Ils font campagne contre le plan quinquennal et la « guerre économique des Soviets », et tentent d'établir des contacts pour l'EIA et de sensibiliser les milieux financiers à la cause.

En 1928 déjà, Aubert entreprend un voyage aux États-Unis où il entre en contact avec la Chambre de commerce de l'État de New York, qui vient de voter une motion demandant au gouvernement d'organiser la défense économique contre le dumping soviétique. L'American Coalition et le syndicat de l'American Federation of Labor, dans lesquelles l'Entente compte des correspondants, mènent campagne dans le même sens et contre la menace de reprise de relations diplomatiques avec l'URSS⁴⁹⁰. Ils demandent et obtiennent le boycott du bois à pâte et des allumettes soviétiques, sur la base du Tariff Act de 1930 qui prescrit d'interdire l'importation de produits fabriqués par des détenus ou des forçats⁴⁹¹. Mais le boycott ne dure qu'une semaine, en raison du refus du Département d'État de soutenir l'interdiction.

En Grande-Bretagne, les appuis de l'Entente se mobilisent également. Des articles très détaillés dans le *Times* de Londres, en mai 1931, préparent le terrain. Les éditoriaux remettent en cause la reconnaissance diplomatique de l'URSS et avertissent que les prêts consentis aux Soviétiques vont mener l'Empire à sa perte. À la fin de 1931, la duchesse d'Atholl (Katherine Marjory Ramsay Stewart-Murray), parlementaire conservatrice, donne une conférence à Londres, sous le titre de *World's Greatest Tragedy*, dans laquelle elle explique qu'au moment où la Grande-Bretagne et d'autres pays sont inondés par les produits agricoles russes, la famine sévit en Russie. Identifiant l'URSS comme la plus grande menace pour le commerce que le monde moderne ait jamais connu, la duchesse appelle au boycott des produits soviétiques⁴⁹².

489. *Ibid.*, p. 24.

490. *Neuf ans de lutte*, op. cit..., p. 24 ss.

491. Anne Applebaum, op. cit., p. 97.

492. EIA, Dominions-Londres.

Son intervention prend place à un moment où, en France par exemple, le débat polémique autour du dumping s'épuise face à la nécessité d'augmenter les échanges commerciaux avec les Soviétiques⁴⁹³.

Selon l'EIA, la crise apporte la preuve de la menace soviétique : cette dernière n'est plus seulement théorique, mais effective. Une intéressante lettre d'Aubert à Theunis dévoile la tactique de l'Entente, qui se concentre sur la dénonciation du plan quinquennal⁴⁹⁴. Il s'agit de détruire la confiance dans l'URSS et d'aboutir à ce qu'aucun crédit ne lui soit concédé, car le temps viendra où, même en pratiquant le dumping, elle ne pourra plus honorer ses dettes, et elle fera alors s'écrouler l'économie mondiale.

La propagande de l'Entente contre le travail forcé et le dumping lui fournit le prétexte pour créer une nouvelle section dédiée au monde ouvrier. Ce dernier, affirme-t-elle, est la principale victime du bolchevisme, tout en étant le plus sensible à ses sirènes. Il faut générer un contrepoids au mouvement ouvrier communiste. Et le réservoir de travailleurs qui lui semble le plus approprié pour l'aider dans cette tâche n'est autre que l'émigration russe, naturellement anticommuniste.

C'est dans cette optique qu'est officiellement créé, en août 1931, le Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR), par un «groupe d'initiative» composé des frères Lodyginsky, de l'archiprêtre Orloff et d'un membre de la section russe, Boris Nikolsky. Ce dernier, domicilié à Genève, ancien attaché commercial de la Russie à Stockholm⁴⁹⁵ et ancien membre de la Croix-Rouge russe (tsariste), travaille à Genève, à l'Office Nansen où il est occupé un poste de comptable. La création du MTCR est à relier à l'évolution de la structure coopérative du Haut-Commissariat de la SDN, marquée par des forces désintégratrices⁴⁹⁶. La collaboration instaurée en 1924 entre le Haut-Commissariat et le BIT avait débouché sur la création d'un Service des Réfugiés ayant pour

493. Sophie Cœuré, *op. cit.*, pp. 221-222.

494. Lettre d'Aubert à Georges Theunis, 12 septembre 1931. EIA, Belgique 1930-1931.

495. Lettre d'[Aubert?] au prof. Antoine Favre, Fribourg, 9 avril 1932. EIA, Suisse général 1932. L'auteur de la lettre qualifie Nikolsky de «publiciste-économiste».

496. Dzovinar Kévonian, «Réflexions pour une Europe sociale : la question des réfugiés et le tournant des années 1929-1933», in Sylvain Schirmann (dir.), *Organisations internationales et architectures européennes, 1929-1939. Actes du colloque de Metz (31 mai-1^{er} juin 2001) en hommage à Raymond Poidevin*, Metz : Centre de recherche d'histoire et civilisation de l'Université de Metz, 2003, pp. 213-228.

mission le placement professionnel des réfugiés. En 1928, cette collaboration prend fin. En mai 1930, le décès de Fridtjof Nansen remet en cause la pérennité de son office, qui se transforme en organe de gestion des bénéfices du timbre Nansen⁴⁹⁷. Enfin, l'extension de la crise économique en 1930-1931 précarise un peu plus la situation des réfugiés : les fonds d'aide qui leur sont destinés diminuent tandis que le nombre de nécessiteux augmentent.

La réunion constitutive du MTCR est convoquée à Saint-Julien-en-Genevois, lieu de résidence d'Alexandre Lodyginsky. Selon ce dernier, elle aurait rassemblé une vingtaine de personnes, « pour la plupart des anciens militaires et des hommes de professions libres [libérales?], transformés depuis des années en ouvriers industriels, endurcis à leur tâche et connaissant parfaitement le milieu ouvrier »⁴⁹⁸. En réalité, le groupe ne dépasse pas la dizaine de participants, anciens officiers de l'armée blanche pour la plupart⁴⁹⁹. Le BP nourrit l'espoir d'associer la duchesse d'Atholl à ce mouvement. Membre du Parlement britannique sous la bannière du parti unioniste écossais (proche des conservateurs), appartenant à l'Église épiscopale écossaise (dite aussi presbytérienne, d'obédience anglicane), elle est engagée dans le comité de protestation contre les persécutions religieuses, le CPC⁵⁰⁰. L'ouvrage sur le travail forcé qu'elle prépare, sur la base de photographies et d'informations fournies par l'EIA, en fait une candidate idéale pour le mouvement⁵⁰¹. Mais elle refuse d'y entrer, arguant d'un emploi de son temps surchargé et de sa condition d'aristocrate, qui lui semble peu appropriée pour prendre la tête d'un mouvement ouvrier⁵⁰². Cet appel à une personne du rang de la duchesse révèle l'orientation élitiste, voire paternaliste, de ce syndicat d'un genre particulier.

Le MTCR contribue à la propagande de l'EIA, sur le triple plan religieux, politique et économique. Alexandre Lodyginsky continue à assumer le rôle de commis de l'Entente. Ses activités pour le

497. Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, Paris : CNRS édition, 2008, pp. 202, 255.

498. *Rénovation russe*, organe du MTCR, N° 1, avril 1938, p. 4.

499. Communication spéciale du représentant de la Section russe à la 8^e conférence de l'EIA, septembre 1931. EIA, Conférences EIA 1931. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 17.

500. Lettre de la duchesse d'Atholl à Lodyginsky, 17 septembre 1932. EIA, Dominions-Londres.

501. Duchesse d'Atholl, *The conscription of a people*, Londres : P. Allan, 1931, 206 p.

502. Lettre d'Atholl à Lodyginsky, 8 décembre 1931. EIA, Dominions-Londres.

MTCR et le BP sont difficilement dissociables: entre deux contacts avec la Société d'Études politiques, économiques et sociales (SEPES) pour le compte du BP, il étudie un projet d'envoi en URSS d'icônes imprimées à Amay. Nouvelle formule de la section russe de l'EIA, le MTCR apparaît comme la première tentative sérieuse au sein de l'Entente de réaliser ce qu'elle s'est interdit de faire pendant les premières années: regrouper les forces émigrées. En tant que président du mouvement, il a pour mission de rassembler et cadrer idéologiquement les exilés devenus ouvriers dans leur pays d'accueil, dans la perspective du retour en Russie après la chute du régime. La France et les Balkans (Yougoslavie et Bulgarie surtout), ses zones de prédilection, seront les deux horizons du MTCR. En France, la difficulté est de mobiliser une émigration éparpillée, très hétérogène politiquement, qui a accepté son installation définitive en Occident et qui tend à s'intégrer à la population hôte. Cette communauté déjà divisée vient de subir un double choc: la rupture entre le métropolitain Euloge et les Karlovtsiens en 1927, suivie de la rupture entre Euloge et le patriarcat de Moscou (Serge), en 1931⁵⁰³. Les fondateurs du MTCR ont pris position pour l'Église hors frontières de Karlovtsy; leur horizon de recrutement est donc très limité en France, où cette Église, aussi appelée «synodale», compte très peu de sympathisants. Les intellectuels regroupés autour de Nicolas Berdiaev, malgré leur statut minoritaire, ont atteint le rang de porte-parole privilégiés de l'orthodoxie russe en exil. Cette minorité reste fidèle au patriarcat de Moscou en 1931, tandis que la majorité des intellectuels émigrés se rallie à Euloge. L'intelligentsia étant globalement hors de la portée des Russes de l'EIA, le MTCR se replie sur des marginaux en province, des anciens officiers de l'armée blanche, des nostalgiques de l'Empire, ainsi que des associations au caractère fortement nationaliste et «agissant en dehors des cadres étroits et périmés des anciens partis»⁵⁰⁴: l'Union russe des Anciens Combattants (alias Union générale militaire russe, ROVS), l'Union Pan-Cosaque, l'Union de la Jeunesse nationale russe (NSNP, Natsional'nyi soiuz Novogo Pololeniia) et la très obscure

503. Catherine Gousseff, «Une intelligentsia chrétienne en exil: les orthodoxes russes dans la France des années 1920», in *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*, op. cit., p. 129.

504. «Rapport du Secrétaire général de la Section Russe de l'[EIA]», annexé à la lettre d'Alexandre Lodyginsky à Aubert, 21 mars 1931. EIA, Émigration russe 1928-1932.

«Fraternité de la vérité russe», qui revendique des actes subversifs en URSS au nom de Dieu⁵⁰⁵.

La difficile tâche de mobilisation de l'émigration nécessite des moyens financiers. Des démarches auprès des internationales syndicales chrétiennes et du BIT entreprises par Georges Lodyginsky, en mai-juin 1931, débouchent sur un accord entre le MTCR et la Confédération française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), conclu le 17 octobre 1931. La CFTC est censée contribuer au financement d'un bureau de propagande en France. L'Office Nansen pour les réfugiés, où travaille Nikolsky, aurait attribué quelque 13 000 francs français à quatre sections des travailleurs russes les plus touchées par le chômage (à Belfort, Besançon, Grenoble et Lyon)⁵⁰⁶. Ce subside provient vraisemblablement des dividendes du timbre Nansen, à la répartition desquels l'Office central des réfugiés russes est associée⁵⁰⁷. Une récolte de fonds en Suisse aurait rapporté 3 000 francs suisses pour la création de caisses d'entraide et de «subventions exceptionnelles»⁵⁰⁸. En l'absence d'archives du MTCR, il est impossible de vérifier ces montants et leur attribution. Les sources financières sont multiples. En été 1933, par exemple, les frais des voyages d'Alexandre Lodyginsky et de Boris Nikolsky en Yougoslavie sont répartis entre diverses instances: 250 francs sont prélevés, avec l'accord d'Aubert, sur le solde d'un don extraordinaire dans la caisse de l'EIA⁵⁰⁹. Les frais de Nikolsky sont pris en charge par l'Office Nansen, qui apparaît comme le plus gros contributeur du MTCR. Sa subvention aurait été augmentée chaque année pour atteindre en 1936 la somme de 6 850 francs⁵¹⁰. Le ROVS figure aussi parmi les soutiens du MTCR, notamment pour la section fondée en Yougoslavie en 1931⁵¹¹.

505. Dimitry V. Pospelovsky, *op. cit.*, vol. II, p. 48.

506. Lettre de Boris Nikolsky, au nom du Bureau des travailleurs chrétiens russes, Genève, à M^{gr} d'Herbigny, 11 juin 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 28.

507. Catherine Gousseff, *L'exil russe...*, *op. cit.*, pp. 202, 255. Catherine Gousseff rappelle que les 40 % du produit de la vente du timbre Nansen sont destinés aux organisations russes; 10 % sont perçus par les comités de réfugiés arméniens, tandis que les 50 % restants sont absorbés par l'Office Nansen lui-même (note 23, p. 255).

508. Lettre de Boris Nikolsky, au nom du Bureau des travailleurs chrétiens russes, Genève, à M^{gr} d'Herbigny, 11 juin 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 28.

509. Lettre de Georges Lodyginsky à Aubert, 27 juillet 1933. EIA, Suisse personnel 1924-1941. Le don extraordinaire avait été versé par M^{me} Eustis pour le voyage du D^r Lodyginsky aux États-Unis dont il sera question plus bas.

L'accord avec la CFTC repose sur un compromis, un échange de bons procédés, qui semble toutefois nettement à l'avantage des travailleurs russes: le MTCR doit encourager ses membres à adhérer individuellement à la CFTC (il n'est donc pas question d'une affiliation du MTCR à la CFTC). Il est convenu que leur cotisation annuelle soit réduite au minimum compte tenu, d'une part, du chômage qui les frappe plus durement que les autres ouvriers et, d'autre part, des cotisations qu'ils versent déjà à diverses œuvres de solidarité en faveur de leurs compatriotes en exil (invalides, malades, étudiants). De son côté, la CFTC doit leur offrir les mêmes prestations qu'à ses autres membres (caisse de solidarité, appui lors de conflits syndicaux, participation aux assemblées, droit d'éligibilité, etc.). Elle doit s'engager à respecter le sentiment national de ses nouveaux adhérents, leur permettre de constituer des sections syndicales autonomes, leur octroyer une voie consultative au sein du conseil syndical et, enfin, financer le bulletin en langue russe du MTCR.

Cet accord a-t-il été appliqué? Rien ne permet de l'affirmer. La progression du nombre d'adhérents est tout aussi incertaine. En juin 1932, les groupes déjà formés en France compteraient près de 400 membres, répartis en province⁵¹². Des groupes en voie de formation sont annoncés à Bordeaux, Lyon, Paris, Vichy et Toulouse. Dans ses mémoires, Georges Lodygensky estime que l'association compte quelque 5000 adhérents (tous pays confondus) à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Il est en revanche avéré qu'Alexandre Lodygensky et Boris Nikolsky, chevilles ouvrières du mouvement, entreprennent de nombreux voyages de propagande, donnant des conférences et animant des congrès régionaux non seulement en France, mais aussi en Yougoslavie et en Bulgarie (séjours réguliers d'A. Lodygensky dans la région depuis 1928). L'émigration russe dans les Balkans

510. (Note de la p. 160.) Lettre d'E. de Faelkersaue à Aubert, 14 juillet 1937. EIA, Suisse général 1937. M^{me} Faelkersaue est une ex-employée de l'Office Nansen. Licenciée à la fin 1936 sous le prétexte qu'elle appartiendrait à des milieux russes blancs, elle a demandé – en vain – à Aubert d'intervenir pour dénoncer l'influence de la III^e Internationale sur l'office. C'est de cette ancienne employée que proviennent ces informations sur la contribution de l'office au MTCR. À titre de comparaison, signalons qu'A. Lodygensky reçoit de l'EIA un salaire mensuel de 400 fr., ainsi que 100 fr. pour ses frais de bureau.

511. (Note de la p. 160.) Paul Robinson, *The white Russian army in exile, 1920-1941*, *op. cit.*, pp. 102-103.

512. Annecy (35 membres), Belfort (70), Besançon (15), Champagne (20), Grenoble (90), Imphy (25), Knutange (30), Rives (35), Tourcoing (25), Ugine (40), Valanciennes (15).

est traversée par des tendances plus extrêmes qu'en France. L'anticatholicisme et l'antisémitisme y sont assez marqués. Karlovtsy, en Yougoslavie, constitue un pôle influent, un point de ralliement pour cette émigration, avec le siège de l'orthodoxie hors frontières. Le Synode de cette Église schismatique, fondé en 1921 par des prélats de l'émigration, a une position résolument monarchiste; s'opposant à Moscou, il revendique pour lui l'autorité légitime unique de l'Église russe. M^{gr} Anastase, successeur de M^{gr} Antoine à la tête de ce synode en 1936, soutient par ailleurs activement les activités du MTCR⁵¹³.

La crise économique provoque le départ vers la France et la Belgique de nombreux émigrés russes des Balkans, mais ceux qui demeurent se raccrochent à l'idée nationale. Les journaux d'émigrés appellent de leurs vœux une grande Russie avec une forte autorité nationale, fondée sur le travail et la famille. Les mots d'ordre du communisme pour les ouvriers ne sont pas sans effet sur cette émigration. Le MTCR s'inscrit dans le cadre de ce regain nationaliste aux contours mal définis. L'historien Dončo Daskalov mentionne une Association nationale des travailleurs (russes) fondée à Sofia en décembre 1931, qui s'inspire des mêmes idées, ainsi qu'une Fédération des associations des travailleurs russes créée dans la même ville en 1935, qui annoncent 1469 membres⁵¹⁴. Faute d'archives, les liens entre ces deux organisations et le mouvement sont difficiles à établir avec certitude, mais il y a tout lieu de penser qu'ils sont étroits. Selon l'historien Robinson, les membres du ROVS, très nombreux dans les Balkans (un émigré sur trois en Bulgarie), sont très attirés par l'élément religieux développé par le MTCR, qui propose une base de développement spirituel et de morale chrétienne pour l'éducation des enfants⁵¹⁵. Les cours mis sur pied par le MTCR en 1937 pour former des «cadres missionnaires» sont patronnés par M^{gr} Anastase⁵¹⁶.

Le mouvement collabore par ailleurs avec le groupement de jeunesse des Faucons russes (Russkie Sokoly) de Belgrade. Ces sociétés

513. *Rénovation russe*, organe du MTCR, N° 1, avril 1938, p. 7.

514. Dončo Daskalov, «Sofia: Die russische Flüchtlinge in Bulgarien», in Karl Schlögel (éd.), *Der Grosse Exodus...*, op. cit., pp. 63-85 (notamment p. 78).

515. Paul Robinson, op. cit., p. 103.

516. L'enseignement serait confié à «d'éminents savants et théologiens russes». *Rénovation russe*, organe du MTCR, N° 1, avril 1938, p. 7. Le professeur Il'in, notamment, collabore aux publications et activités du MTCR. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 17.

de gymnastique «travaillent à développer les qualités physiques et morales de leurs adhérents, en vue de la régénération et de la reconstitution de la Russie.»⁵¹⁷ Les Sokols ont toute l'attention et le soutien du ROVS, qui contribue graduellement à les militariser. La lecture de carte, le tir, la tactique militaire, le camouflage et les exercices sur le terrain sont au programme des camps d'été⁵¹⁸. Des Sokols russes existent en Pologne, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie où, à part en Pologne, ils sont fortement teintés d'anticatholicisme⁵¹⁹.

Toute cette activité débouche, selon A. Lodyginsky, sur la constitution de près de cent associations de travailleurs chrétiens russes, regroupées en fédération dans chaque pays⁵²⁰. Les rapports d'activité devant le conseil de l'EIA sont assez triomphalistes et décrivent des perspectives de développement exponentiel, idéalement régulier dans sa progression (multiplication des fédérations nationales, puis instauration d'une confédération internationale). Mais ces plans semblent sans rapport avec la réalité historique. Les plus grandes réalisations du mouvement sont ses publications périodiques, *Novyj Put'* («Voie nouvelle»), qu'il publie entre 1932 et 1939, et son pendant pour le public francophone, *Rénovation russe* (sept numéros entre 1938 et 1939), dont la diffusion ne nous est pas connue⁵²¹. En 1934 et 1935, son activité principale dans les Balkans se concentre sur la tournée de l'exposition sur les sans-Dieu créée par Pro Deo, dont il sera question plus bas.

La collaboration avec la CFTC fait long feu. Pourtant en 1938, le MTCR prétend mener une activité syndicale normale (entraide, assurances, secours aux chômeurs) appuyée par une riche activité éditoriale: en plus des deux organes mentionnés plus haut, une feuille lancée pour populariser ses idées, intitulée *Foi-patrie-famille*, des bulletins dans chaque fédération nationale, ainsi que des éditions Lutte pour la culture publiant de petites brochures et des cours par correspondance doivent servir «au relèvement du niveau intellectuel [des] adhérents et à [leur] spécialisation».

517. *Rénovation russe*, organe du MTCR, N° 1, avril 1938, p. 6.

518. Paul Robinson, *op. cit.*, pp. 154-155.

519. Lettre de M^{re} Pellegrinetti, nonce apostolique à Belgrade, à la Secrétairerie d'État, 21 avril 1926. AES, Nonciature de Varsovie, pos. 13, Azione Cattolica.

520. Rapport confidentiel d'A. Lodyginsky en juin 1935 (10^e conférence de l'EIA). EIA, Conférences 1934-1936.

521. *Rénovation russe* aura sept numéros: N° 1, avril 1938; N° 2, octobre 1938; N° 3, février 1939; N° 4, mai 1939; N° 5, septembre 1939; N° 6, décembre 1939; N° 7, avril 1940.

L'activité syndicale semble un prétexte; le gros du budget est vraisemblablement absorbé par la propagande. L'idée qui prime est de regrouper «des forces nationales russes dans un vaste mouvement capable de provoquer la reconstitution de l'État Russe»⁵²². Devant l'atomisation et les rivalités auxquelles l'émigration est en butte, le mouvement s'affirme comme

«l'expression d'un courant déterminé de l'idée nationale russe professée dans les milieux les plus divers [...], auquel peuvent donc s'associer tous les Russes sans distinction de groupements politiques, de confession et d'origines, à la seule condition de reconnaître la nécessité de la reconstruction de la Russie, d'après ses traditions historiques, chrétiennes et nationales».⁵²³

La forme politique de la Russie reconquise – monarchie ou république – ne doit pas encore être débattue. Le MTCR obéit à ce principe de «non-prédétermination» qui est la ligne fixée par les deux plus importantes organisations émigrées, le ROVS et le NSNP. Le développement du MTCR dans son versant balkanique s'est appuyé sur ces deux organisations, en répondant aux besoins spirituels des émigrés anciens combattants et au regain de l'idée nationale portée par la nouvelle génération, pour qui la lutte contre les Soviets doit conjuguer les aspects idéologiques et militaires.

SÉDUIRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

La relative indétermination politique du mouvement va de pair avec une indétermination confessionnelle calculée. À tout le moins dans le versant français de son action. La rupture entre Euloge à Paris et les Karlovtsiens qui date de 1927 motive le MTCR en mal de financement à se tourner vers les catholiques plutôt que vers le métropolite Euloge. En juin 1932, près d'une année après la création du MTCR, Boris Nikolsky s'adresse à la Commission vaticane Pro Russia pour tenter d'en obtenir un soutien financier. Il cherche à convaincre M^{gr} d'Herbigny que le mouvement est digne de la protection de Rome en le présentant sous l'angle de

522. *Rénovation russe*, organe du MTCR, N° 1, avril 1938, p. 5.

523. *Idem*.

l'œuvre caritative et de la défense spirituelle contre l'athéisme. Il fait état de l'influence de la doctrine sociale de l'Église catholique sur le MTCR, qui s'inspirerait particulièrement de *Rerum novarum* et de *Quadragesimo anno*, «si opportunément traduites en langue russe». Les activités syndicales du mouvement ainsi que les dépenses occasionnées par la publication de brochures et d'un bulletin mensuel en préparation, exigent un développement qui épuise les ressources du MTCR. Un financement de 300 francs par mois permettrait d'élever le tirage du bulletin prévu de 200 à 1000 exemplaires. Nikolsky laisse entendre les rapprochements possibles entre l'Église catholique et les réfugiés russes résidant dans des pays catholiques par excellence (France, Belgique, Tchécoslovaquie): «une communauté d'intérêts et de conceptions en résulte, conduisant à une compréhension mutuelle progressive»⁵²⁴.

M^{gr} d'Herbigny prend renseignements auprès de M^{gr} Besson, qui interroge à sa demande le Père André Arnou, SJ, conseiller spécial du directeur du BIT sur les questions socio-religieuses depuis 1926. C'est lui qui a favorisé les négociations entre le MTCR et la CFTC. Son appréciation est chaleureuse et enthousiaste: loyaux, sincères et dévoués, les animateurs du MTCR s'emploient à faire pénétrer la doctrine sociale catholique parmi les émigrés orthodoxes, les préservant du même coup de l'influence du mouvement œcuménique de Stockholm. Arnou appuie leur demande, allant même jusqu'à certifier – naïveté ou pieux mensonge? – que le MTCR se tient prudemment en dehors de la politique et des querelles des diverses tendances de l'émigration, «même de l'Union [sic] contre la III^e Internationale (de M^e Aubert de Genève)»⁵²⁵.

Forte de ces assurances, la Commission Pro Russia décide d'accorder au MTCR un subside extraordinaire pendant une année. Le Père Arnou est prié de servir d'intermédiaire et de surveiller la bonne marche du mouvement⁵²⁶. Un premier versement de 900 francs permet le lancement de *Novyj Put'* («Voie nouvelle»),

524. Lettre de Boris Nikolsky, au nom du Bureau des travailleurs chrétiens russes, Genève, à M^{gr} d'Herbigny, 11 juin 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 28.

525. Lettre du RP Arnou, Genève, à M^{gr} Besson, 6 juillet 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

526. Lettre de la Commission Pro Russia au Père André Arnou, 14 juillet 1932; Lettre du Père Arnou à la Commission, 5 août 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

le bulletin de liaison du MTCR⁵²⁷. Pour assurer M^{gr} d'Herbigny du bon choix qu'il a fait, Nikolsky se propose d'y faire figurer toute information «qui permettrait aux travailleurs chrétiens russes [de] connaître de plus près les remarquables œuvres catholiques dans le domaine social et humanitaire»⁵²⁸.

Une année plus tard, Lodyginsky réitère la demande de subside, qui se justifie selon lui par les progrès réalisés – le mouvement s'enorgueillit alors de 3000 membres, chiffre que l'on peut juger improbable – et par l'action de distribution de feuilles d'Évangiles et d'icônes en Russie, «par des voies secrètes»⁵²⁹. Mille huit cents francs seront à nouveau accordés mais, le Père Arnou ayant été nommé professeur d'économie politique à Lille, c'est M^{gr} Besson qui est chargé de le remplacer et de s'assurer de leur utilisation opportune et efficace. La lettre spécifie que la provenance du subside doit rester secrète; Pro Russia se réserve la décision d'un don ultérieur s'il apparaît que les résultats du MTCR ne sont pas positifs⁵³⁰. Le versement de la seconde tranche se fait attendre, malgré la recommandation d'Arnou qui, resté en contact avec le bureau depuis Lille, constate les efforts du mouvement dans la région du Nord. «J'ai l'impression d'un progrès normal et régulier», affirme-t-il⁵³¹. Le révérend père s'émerveille du zèle, de la foi chrétienne et de l'esprit d'économie des animateurs du mouvement; il témoigne des contacts suivis avec la CFTC et de l'attachement maintenu à l'esprit catholique: trois articles d'Arnou sur la doctrine sociale de l'Église ont ainsi été insérés dans *Voie nouvelle*, qui trouvent un écho enthousiaste de la part de russes convertis. L'un deux, le professeur Georges Maklakoff, dit à Arnou sa «joie de voir un exposé de ce genre dans une publication de compatriotes orthodoxes». Il y a là de nombreux ingrédients propres à réjouir Pro Russia. Des rumeurs inopinées de collaboration entre le MTCR et l'organisation protestante YMCA (Association chrétienne de jeunes gens) fâchent Pro Russia et motivent la suspension de la subvention⁵³². Le YMCA est le grand «concurrent» de l'Église catholique

527. Lettre d'[A. Lodyginsky] à d'Herbigny, 22 juillet 1932, EIA, Italie 1924-1933.
528. Lettre de Nikolsky à M^{gr} d'Herbigny, 5 septembre 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

529. Lettre d'A. Lodyginsky et de B. Nikolsky à M^{gr} d'Herbigny, 10 juillet 1933. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

530. Lettre de Pro Russia à M^{gr} Besson, 26 juillet 1933. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

531. Lettre du père Arnou à M^{gr} d'Herbigny, 19 juillet 1933. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

auprès des émigrés russes orthodoxes en France jusqu'au krach boursier de 1929. La crise économique le contraint à réduire drastiquement son soutien financier à des organisations comme l'association chrétienne des étudiants russes (ACER) et à la revue *Put'*⁵³³. Ces milieux autour de Nicolas Berdiaev n'ont, rappelons-le, aucun point commun avec le MTCR, qui ne tient du reste pas le YMCA en très haute estime⁵³⁴. Si bien que ces rumeurs invraisemblables ne trouvent pas confirmation. Mais Pro Russia, à court d'argent et sous le coup de la démission forcée de M^{gr} d'Herbigny, informe le MTCR qu'il devra à l'avenir adresser ses demandes de subsides directement au Saint Père⁵³⁵. Ce coup d'arrêt n'empêchera pas Pro Russia, dans un rapport en 1935, d'inscrire le MTCR au nombre des centres d'aide aux émigrés russes qu'elle a contribué à mettre sur pied. Elle le présentera comme inspiré par des prêtres catholiques et placé sous la protection de M^{gr} Besson⁵³⁶.

Les positions de l'émigration envers le catholicisme sont très hétérogènes. Nous avons vu que dans les Balkans l'anti-catholicisme est de rigueur. En France, après la «querelle des conversions» qui culmine en 1925-1926, les relations entre les deux communautés s'apaisent⁵³⁷. Les Russes qui se sont convertis au catholicisme, dont le souhait est de voir toute l'orthodoxie se soumettre à Rome, sont très peu nombreux, et l'on en compte aucun parmi les proches de l'EIA, hormis peut-être le jésuite Ivan Kologrivoff. Rome redoute les «conversions douteuses» motivées par des raisons matérielles. Or, il semble que certains transfuges de ce type figurent parmi les correspondants de l'EIA et au sein même du MTCR. En octobre 1934, on retrouve en effet le prince

532. (Note de la p. 166.) Note du sous-secrétaire de la Commission Pro Russia, M^{gr} Leonardo Cercone, [7] janvier [1934]. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

533. Catherine Gousseff, «Une intelligentsia chrétienne en exil: les orthodoxes russes dans la France des années 1920», *art. cit.*

534. La seule personne qui trouve grâce aux yeux de Lodyginsky au sein de cette organisation est John R. Mott, qui est un anticommuniste convaincu. Georges Lodyginsky, «Sur la voie de l'unité chrétienne» (chapitre extrait d'*Une carrière médicale mouvementée*), 1963, p. 10. HIA, Iurii Lodyzhenskii papers, box 1.

535. Note de M^{gr} Cercone, 6 avril 1934. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

536. Rapport de la Commission Pro Russia sur l'organisation de l'assistance spirituelle et matérielle aux émigrés russes dont elle s'est chargée, 21 janvier 1935. AES, Russia IV, pos. 679, fasc. 81.

537. Sur cette problématique, voir Ralph Schor, «Solidarité chrétienne? Orthodoxes russes et catholiques français dans les années 1920», *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 63, Villes et solidarités, 2001, mis en ligne le 15 octobre 2004. [<http://cdlm.revues.org/document18.html>] (consulté le 22 juillet 2008).

Constantin Gortchakov et le prince André Kourakine (tous deux membres du MTCR), le comte Ignatieff, le prince Nicolas Troubetzkoy et le baron C. Wrangel dans un groupe de « convertis »⁵³⁸. Les sources lacunaires semblent indiquer que Rome n'a pas réagi à cette liste et qu'aussi bien Gortchakov que Kourakine, pour autant qu'ils soient effectivement passés à l'acte, sont restés extrêmement discrets sur leur démarche en direction du catholicisme. Dans les pays d'immigration catholiques, certains Russes convertis se distancient de leur Église d'origine et sont perçus comme des quasi-traitres par la communauté émigrée. Mais l'historien Wim Coudenys souligne que certaines conversions, tout à fait confidentielles, n'impliquent pas forcément une sortie de l'Église orthodoxe (synodale ou eulogienne)⁵³⁹. Cette forme particulière de double allégeance ne serait pas rare parmi l'émigration russe en pays catholique. Nos sources ne nous permettent pas de trancher dans le cas de Gortchakov et de Kourakine ; à la troisième session de Pro Deo, en septembre 1934, tous deux sont inscrits en tant qu'orthodoxes. Georges Lodyginsky ne mentionne nulle part la conversion de Kourakine, qui n'aurait pas manqué de susciter de vives critiques de la part de cet orthodoxe convaincu s'il en avait eu connaissance.

Boudé par l'Église catholique, le MTCR va affirmer plus catégoriquement son affiliation à l'orthodoxie (hors frontières). Le programme de 1938, dont le titre très connoté, « Credo », annonce une nouvelle tentative de séduction du catholicisme, ne propose pourtant que de menues concessions, impropres à satisfaire Rome : il prédit que l'Église orthodoxe sera appelée à occuper une place importante dans l'État russe rénové, tout en assurant qu'elle

538. Copie d'une lettre de M. Vignon, soutien du groupe de convertis orthodoxes, à M^{re} Pizzardo, 9 octobre 1934. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 472, fasc. 742. Dans ce groupe de convertis figurent notamment : les princes P. et D. Wolkonsky, W. et D. Golitzine, C. Gortchakoff, Doundoukow-Sziadinow, Bialosliki-Bieloserski, Scherbatoïff, S. et N. Obolensky, A. Poutiatine, Bogration-Mouchranksy, Givi Amilochvary, Dadiany, Kotchoubey ; les comtes Léon et Serge Tolstoy, Tchernichow-Besobrasow, Worontzew-Dachkoff, B. et G. Chéméréteu ; les barons M. Taube, Osten-Drison, Ludinghausen-Wolf, [Baron A.] Wrangel, Bistrom, Borch, Osten-Sacken ; B. et K. Narichkine, D. Kologrivoff, Boutourline, Gerebtzew et Conor.

539. Wim Coudenys, « Proselitism, charity, imperialism : Russian émigrés in Belgium between catholicism and orthodoxy », in Adelbert J. M. Davids, Fedor B. Poljakov (dir.), *Die russische Diaspora in Europa im 20. Jahrhundert. Religiöses und kulturelles Leben*, Francfort : Peter Lang, 2008, pp. 119-135. W. Coudenys cite l'exemple d'Emmanuel Fričero (1880-1959), un des membres les plus en vue de l'Église synodale (aussi appelée hors frontières ou karlovtsienne) et émigré socialement bien établi en Belgique, qui s'est converti au catholicisme tout en restant membre de sa paroisse orthodoxe. De même, la conversion au catholicisme d'autres émigrés aurait été cachée à leurs propres enfants. W. Coudenys, *art. cit.*, pp. 133-134.

n'établira pas de domination sur les autres religions, qu'elle considérera comme autant de «corporations libres», et qui auront la liberté de pratiquer leurs dogmes, rites et prédication. Dans un passage sur le caractère tolérant du «christianisme russe», A. Lodyginsky oscille entre apologie, angélisme et révisionnisme historique: «Ne cherchant pas à s'imposer par la force, cette religion a su pénétrer progressivement la Russie sans froisser les sentiments religieux des populations non chrétiennes de cet immense Empire. L'importance du pourcentage des musulmans, des bouddhistes et même des païens en Russie, qui y vivent en pleine liberté, en est la preuve évidente.»⁵⁴⁰

Le nonce Bernardini, à qui le MTCR envoie le premier numéro de *Rénovation russe*, communique au cardinal Pacelli son jugement très favorable sur Alexandre Lodyginsky, «très bonne personne estimée pour sa sincérité et sa droiture». Mais les bases du mouvement sont peu solides et il qualifie la revue de «pauvre chose». Il épingle les «affirmations erronées» dans des passages qui font état du «caractère tolérant» de l'orthodoxie, et la confusion des idées qui semble embarrasser Lodyginsky lui-même. Bernardini ne peut tolérer que la rénovation du peuple et en particulier de l'ouvrier russe, échoie à l'Église orthodoxe, dont on connaît la vacuité et l'indolence, soufflet-il à Pacelli. Il reconnaît la bonne volonté de Lodyginsky, mais prédit que l'initiative n'aura pas de suite, et déplore la multiplication de revues et d'organisations de ce type qui ont pour base «un christianisme indéterminé et vide de contenu.»⁵⁴¹ Cette lettre du nonce témoigne de l'échec définitif de la stratégie de séduction du Mouvement des travailleurs chrétiens russes.

DIFFUSER LA BONNE PAROLE EN «SOVIÉTIE»

L'Entente a pris le parti de ne pas récolter d'argent en faveur des persécutés. Mais, à partir de 1930, elle tente de développer deux projets visant à contribuer concrètement à la lutte contre l'athéisme en URSS: l'envoi de pages de l'Évangile selon saint Jean et la diffusion d'émissions religieuses sur ondes longues⁵⁴². La

540. *Rénovation russe*, organe du MTCR, N° 1, avril 1938, p. 13.

541. Lettre de M^{gr} Bernardini au cardinal Pacelli, 31 mai 1938. AES, Svizzera, pos. 239, fasc. 44. Les citations sont librement traduites de l'italien.

542. «La lutte contre les persécutions religieuses en Russie», projet octobre 1930. EIA 901.

question des canaux d'acheminement des textes bibliques et d'icônes est assez mystérieuse. Dans ses Mémoires, le docteur indique que des tentatives ont été faites par ballon depuis la frontière finlandaise, mais que la plupart des paquets ont été convoyés par mer avec l'aide du MTCR⁵⁴³. Le canal de distribution est gardé secret⁵⁴⁴. Par recoupement, on peut toutefois supposer que le MTCR veuille mettre à profit son contact au sein de la Fraternité de la vérité russe (Bratstvo Russkoi Pravdy), le prince Anatole Lieven, et utiliser les mêmes voies de distribution – réelles ou supposées telles – que le journal de cette société secrète entre 1922 et le début des années 1930 : la *Russkaia Pravda* (Vérité russe) aurait été envoyée à l'intérieur de la Russie par la frontière polonaise et balte et par le biais de marins soviétiques qui faisaient halte dans des ports allemands.

S'il est difficile d'évaluer les résultats de ces opérations clandestines, le docteur reconnaît que les démarches de l'Entente pour obtenir l'autorisation de retransmettre des services religieux à la radio à destination de l'URSS n'ont pas abouti. Pour envoyer des extraits d'Évangile, il faut tout d'abord les produire, et cette production a un coût que l'EIA n'entend pas assumer. Le projet initial prévoit l'instauration d'un « jour pour la défense de la religion », dont le but explicite est d'attirer l'attention du monde religieux et du public en général sur les persécutions en Russie⁵⁴⁵. On en profiterait pour rassembler des fonds pour l'édition et l'envoi des textes religieux.

Des contacts sont établis avec la British & Foreign Bible Society, une institution ancienne issue de la Low Church anglicane en 1804. Au début de 1932, Alexandre Lodygensky développe un projet d'envoi d'icônes⁵⁴⁶. Les moines bénédictins du prieuré d'Amay en Belgique (siège de la revue *Irenikon*) animent un atelier de production d'icônes orientales⁵⁴⁷. Muet sur l'identité des donateurs, A. Lodygensky affirme avoir reçu une

543. Georges Lodygensky, « Sur la voie de l'unité chrétienne » (chapitre extrait *Une carrière médicale mouvementée*), 1963, p. 6. HIA, Iurii Lodyzhenskii papers, box 1.

544. Lettre d'A. Lodygensky et de B. Nikolsky à M^{gr} d'Herbigny, 10 juillet 1933. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 4, fasc. 29.

545. « La lutte contre les persécutions religieuses en Russie », projet oct. 1930. EIA 901.

546. Amay-sur-Meuse propose depuis 1925 des images de ce type (icônes du Christ, de la Vierge à l'Enfant). Laura Pettinaroli, « Difficultés et fécondités d'une rencontre : catholicisme et orthodoxie à l'épreuve de l'émigration, russe », colloque *Les Premières Rencontres de l'Institut européen Est-Ouest*, Lyon, ENS LSH, 2-4 décembre 2004, [http://russie-europe.ens-lsh.fr/article.php3?id_article=53] (consulté le 30 janvier 2006).

promesse de don pour le payement de 10 000 icônes. Les tractations sont en cours avec le responsable de l'atelier de reproduction iconographique, le Révérend Père I. Dirks, pour qui la commande est cependant insuffisante. Un minimum de 60 000 exemplaires est requis. Amay, en situation délicate vis-à-vis du Vatican à cause de ses options unionistes, ne peut pas se permettre de déficit. Or, l'argent n'arrive pas – est-il utilisé à d'autres fins? – et Alexandre est occupé à d'autres tâches: une mission pour le compte de la section russe de l'EIA dans les Balkans⁵⁴⁸.

Les projets radiophoniques explorent les possibilités de diffusion à partir des pays limitrophes de l'URSS. En Roumanie, les contacts du BP ne sont pas assez influents. L'hostilité entre catholiques et orthodoxes fait de la Pologne un lieu de transmission peu opportun⁵⁴⁹. Des bonnes âmes en Finlande, en Estonie et en Lettonie (le prince Lieven?) se sont proposées pour payer la construction d'émetteurs à ondes courtes, mais le BP doit trouver les fonds pour l'exploitation et les risques de séquestre du matériel en cas de découverte sont jugés trop importants.

Le Bureau tient ardemment à développer ce moyen de communication, non seulement dans une perspective pastorale, mais surtout à des fins de propagande. Aubert et deux correspondants français de l'Entente, le colonel Lainey et le commandant Terres, veulent diffuser de la contre-propagande en français par l'émetteur à ondes superlongues de Sainte-Assise, en Seine-et-Marne⁵⁵⁰.

Le MTCR tente de développer un volet «renseignement» pour contribuer à la libération de la Russie. En 1935, ses relations avec la Fraternité de la vérité russe, dont Alexandre Lodyginsky fait mystère, suscitent chez lui un grand espoir de développer un canal de renseignement à l'intérieur même de la Russie⁵⁵¹. Mais le tout repose sur du vent; la Fraternité, écartelée entre plusieurs factions, rongée par les suspicions et la crainte des agents doubles, s'est pratiquement désintégrée en 1932. Lodyginsky semble avoir été

547. (Note de la p. 170.) La promotion de l'union des chrétiens et du rite oriental à Amay occasionne une surveillance suspicieuse du Vatican qui craint des déviations, en particulier après la publication de *Mortalium animos* en 1928. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, pp. 362-373, 404-411.

548. Georges Lodyginsky au RP Dirks, 10 mars 1932. EIA, Belgique 1932-1935.

549. Lettre du BP au commandant Terres («Bouxen»), 18 février 1931. EIA, France 1930-1931.

550. Lettre du BP à «Bouxen», 18 février 1931. EIA, France 1930-1931; «Voyage à Paris, 26-27-28 janvier 1931». EIA, PV du BP 1931.

551. EIA, Conférences 1934-1935.

abusé par les velléités du vieux prince Lieven, le «frère» numéro un. Isolé en Lettonie, atteint dans sa santé et souffrant du complexe de persécution, Lieven prétend en 1935 lancer une nouvelle Fraternité, qui se concentrerait exclusivement sur les affaires intérieures russes et les «résistants» qui, selon lui, continuent de lutter en URSS⁵⁵².

552. Voir l'intéressante mise au point de Wim Coudenys: «Activisme politique et militaire dans l'émigration russe: réalité ou sujet littéraire? À propos du «Bratsvo Russkoj Pravdy» (BRP) après sa «disparition», colloque *Les Premières Rencontres de l'Institut européen Est-Ouest*, Lyon, ENS LSH, 2-4 décembre 2004, [http://russie-europe.ens-lsh.fr/article.php3?id_article=62]

L'EIA SE CONCENTRE SUR L'ALLEMAGNE (1929-1933)

Dans un contexte international tendu, l'établissement de relations avec le *Deutscher Bund zum Schutz der abendländischen Kultur*, objet de ce chapitre, consacre les efforts de l'EIA pour s'implanter en Allemagne. Cet épisode, aboutissement de la démonstration de notre deuxième partie, illustre la forme d'opportunisme qui guide les allers et retours de l'Entente entre les arguments politiques et religieux, en fonction de l'interlocuteur. Commencée sur le terrain religieux, cette nouvelle collaboration se poursuit dans un registre hautement politique, sur fond de montée du nazisme, de remise en cause du Traité de Versailles et de velléités de réconciliation franco-allemande. Les tentatives de l'EIA pour jouer un rôle d'intermédiaire avec des milieux français correspondants sont un indice de la perméabilité de la cloison entre les domaines religieux et politique.

UNE PORTE D'ENTRÉE RELIGIEUSE

Pour les organisations anticomunistes telles que l'EIA, l'Allemagne, considérée comme l'un des pays les plus exposés à la menace bolchevique, est l'objet de toutes les attentions. Lodyginsky estime que l'évolution politique du pays, en particulier ses relations avec l'URSS, est déterminante pour le monde entier. L'EIA tente de lutter contre la politique de Rapallo et voit d'un très mauvais œil les rapprochements et collaborations (notamment militaires) entre les deux États, qui ont souffert d'isolement après la Première Guerre mondiale. Dans ce contexte, la mobilisation contre les persécutions religieuses ouvre une brèche.

Le sort des colons allemands installés dans la région de la Volga et de la mer Noire préoccupe passablement les milieux religieux

allemands⁵⁵³. Il s'agit de colons établis de longue date, parmi lesquels figurent de nombreux mennonites. L'EIA peut sensibiliser les Allemands à la lutte contre le bolchevisme en général par le biais de cette population et leur prouver toute l'ignominie du régime: non seulement les bolcheviks ne font aucun cas de la liberté de croyance inscrite dans la constitution, mais en plus ils franchissent une limite intolérable en s'en prenant à des ressortissants allemands.

À la fin de 1929, la *Hilfsgemeinschaft für Russlands notleidende Christen deutscher Nation* à Berlin contacte Aubert pour se joindre à la protestation mondiale initiée à Londres. Son directeur, un allemand russophone, German von Schmidt, reçoit presque quotidiennement des nouvelles de la région de la mer Noire qui donnent une image désolante de la détresse spirituelle et économique de la population paysanne. Il aimerait que l'EIA fasse le lien entre son organisation, la Suisse et l'Angleterre, pour permettre à la *Hilfsgemeinschaft* de prendre la tête du mouvement⁵⁵⁴. Un échange d'informations s'établit avec le BP, mais il n'est pas question pour l'EIA d'abandonner la direction à l'organisation de von Schmidt⁵⁵⁵. Même si les autorités ecclésiastiques de Berlin avec lesquelles von Schmidt travaille préparent une manifestation mondiale, le BP s'en tient à l'écart, car cette organisation est trop cloisonnée confessionnellement et n'offre pas d'ouverture sur le politique. De même, la correspondance avec le curé bavarois Hessenbach (alias Anton Lohr), pourtant ferme partisan de la rupture avec l'URSS et plein de bonne volonté à l'égard de l'Entente, n'ira pas au-delà de quelques mois, faute d'autonomie financière⁵⁵⁶.

Au niveau politique, la situation est mauvaise pour l'EIA. À la suite de la lettre au cardinal Pompili, les protestations contre les persécutions religieuses mobilisent rapidement les catholiques allemands. Une réunion de catholiques est convoquée à Paderborn, dans le courant du mois de mars 1930, à laquelle assistent le futur chancelier Heinrich Brüning (il entrera en fonction le 30 mars) et

553. Robert C. Williams, *op. cit.*, pp. 78-81 et pp. 153-155.

554. Lettre de German von Schmidt à Aubert, 29 décembre 1929. EIA, Allemagne 1930-1932.

555. Lettre d'Aubert à German von Schmidt, 6 janvier 1930. EIA, Allemagne 1930-1932. Lettre de German von Schmidt, Berlin-Steglitz, à Aubert, 16 janvier 1930. EIA, Allemagne 1930-1932.

556. Échange de lettres entre Aubert et Hessenbach, de mars 1929 à janvier 1930. EIA, Allemagne 1930-1932.

Georg Cleinow (Geheimer Regierungsrat). Cleinow, représentant le point de vue de l'Auswärtiges Amt (AA), y prend la parole en invoquant la nécessité de poursuivre la politique de Rapallo et des Accords de Berlin. Il n'aurait pas rencontré d'opposition radicale de la part de l'assistance, à laquelle Brüning explique que le Zentrum n'entend pas non plus abandonner cette politique. Mais de nombreuses manifestations catholiques ont lieu durant le mois, comme à Fulda et à Munich les 18 et 19 mars, dont l'écho dans la presse est nettement hostile au ministre des Affaires étrangères Julius Curtius (Deutsche Volkspartei). Le *Bayerischer Kurier* et la presse du parti populaire bavarois critiquent le manque de fermeté du ministre⁵⁵⁷. Ce mouvement catholique, qui revendique une réaction du gouvernement allemand, gêne l'AA. Curtius s'attend à ce que le Zentrum se prononce en faveur d'une rupture des relations avec l'URSS, éventualité qu'il veut à tout prix empêcher en convainquant Brüning et surtout von Papen, dont les activités sont source d'inquiétude⁵⁵⁸.

LE BUND ZUM SCHUTZ DER ABENDLANDISCHEN KULTUR: UNE PETITE RÉVOLUTION CONSERVATRICE

À la recherche de partenaires de choix en Allemagne, Lodyginsky accomplit de nombreux voyages à Berlin et dans d'autres villes où ses relations plongent dans le courant multiforme de la « Révolution conservatrice »⁵⁵⁹ : les grandes associations d'anciens combattants et paramilitaires (tel le Jungorden), la direction du journal *Ring* et le Bund zum Schutz der abendländischen Kultur.

Initié en mars 1930, fondé officiellement en juin de la même année, le Bund prétend réaliser un front religieux pluriconfessionnel contre le communisme. La cheville ouvrière du Bund, Werner von Alvensleben, est issue d'une famille de junkers de Neugattersleben, dans la Saxe prussienne. Ses origines et son parcours expliquent sa sensibilité au sort de la Russie et son engagement

557. Selon le compte rendu donné par *La Documentation catholique* du 19 avril 1930, col. 969-970.

558. Ministre Curtius au secrétaire d'État de l'AA von Schubert, 22 mars 1930. ADAP XIV (N° 172).

559. Louis Dupeux (dir.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris : Kimé, 1992, introduction pp. 7-13. Voir aussi la remise en question critique de Stefan Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1996 (édition allemande 1993) ; Barbara Koehn (dir.), *La Révolution conservatrice et les élites intellectuelles*, Rennes : PUR, 2003.

politique. Son père était proche de l'empereur et son oncle, le comte Johann, était ambassadeur à Saint-Pétersbourg en 1905. Après avoir servi comme officier d'ordonnance du général von Gallwitz pendant la Grande Guerre, Alvensleben s'engage à Kiev au printemps 1918 pour faire tomber le gouvernement socialiste ukrainien. Il participe à la constitution du gouvernement du Hetman Skoropadski, dont il sera l'adjutant jusqu'à sa chute en décembre 1918. Il serait ensuite venu en aide à nombre d'émigrants russes en fuite vers l'Allemagne⁵⁶⁰. De retour en Allemagne, il devient l'un des plus fidèles partisans et des proches conseillers du général von Schleicher, en particulier sur les questions russe et ukrainienne⁵⁶¹.

L'EIA entre en contact avec Alvensleben par l'intermédiaire du colonel Kuenzer. À l'époque, il signale au BP l'existence de l'intéressante Liga zum Schutze der deutschen Kultur évoquée plus haut. La ressemblance entre les noms des deux organisations n'a rien de fortuit et, à bien des égards, on peut considérer la seconde comme un avatar de la première. Étant donné sa fonction, Kuenzer doit préserver son anonymat dans ses relations avec l'Entente, et même son appartenance au Bund est officieuse. Pourtant, la collaboration de Kuenzer frise souvent l'indiscrétion : il transmet des informations au BP sur la situation politique de son pays, notamment ses rapports au gouvernement sur le parti communiste allemand et sur ses missions à l'étranger⁵⁶².

Les réseaux d'Alvensleben sont étendus : des cadres du Zentrum à ceux du parti national-socialiste en passant par des financiers, des industriels, la rédaction de *Germania* et des représentants des Stahlhelms. Inconditionnel de von Schleicher, il fonctionne dès 1929 comme homme de liaison entre ce dernier, alors chef de service au Ministère de la défense, et Franz von Papen, qui mène une activité politique intense. Dans la lutte contre le bolchevisme, von Papen use lui aussi de la carte des protestations contre les persécutions religieuses en URSS et de celle du rapprochement franco-allemand, par sa participation aux travaux du Bund zum Schutz der abendländischen Kultur et du Deutsch-Französisches Studienkomitee.

560. «Extrait de la lettre du 1^{er} décembre [1930] de Monsieur Werner von Alvensleben [au BP]» [traduction]. EIA, Allemagne 1930-1932.

561. Il apparaît souvent dans la correspondance de von Schleicher, dont il est un fervent partisan. BArch, Fonds von Schleicher : N 42/35, N42/76.

562. EIA, PV du BP du 13 avril 1929 ; Logdygensky, Georges, *Face au communisme*, vol. I, p. 85.

Malgré une ouverture affirmée au protestantisme et, dans une moindre mesure, au judaïsme (avec quelques juifs allemands issus de la finance), le Bund est marqué par une coloration catholique, par ses liens avec l'organe du Zentrum, *Germania*, et avec le nouvel évêque de Berlin, Christian von Schreiber, membre actif. Il correspond à la définition donnée par Müller et Plichta des mouvements défenseurs de l'Abendland, une notion à forte connotation confessionnelle, qui plonge ses racines dans le renouveau catholique de l'avant-guerre⁵⁶³. Le Bund est une des émanations de la « Révolution conservatrice » allemande, courant dominant dans l'Allemagne weimarienne. Dans cette nébuleuse multiforme, il se rapproche de la tendance spenglérienne qui rattache l'Allemagne à l'Occident, par opposition à Moeller van den Bruck, qui la situe au cœur d'un « Empire du Milieu européen » plus proche de l'Est que de l'Ouest. La référence à Spengler est d'ailleurs explicite dans un des discours de la première réunion du Bund, le 14 mars 1930⁵⁶⁴. Le mot d'ordre de défense de l'Occident et la forte imprégnation religieuse du Bund le rapprocherait d'une vision moins fataliste que Spengler, celle d'Edgar Julius Jung, pour qui le déclin de l'Occident pouvait être évité par la rechristianisation⁵⁶⁵.

La Révolution conservatrice est marquée par un fort antiparlementarisme aspirant à une dictature présidentielle. Alvensleben milite activement en faveur de cette option. En juillet 1930, dans une lettre révélatrice à von Schleicher, il expose son jugement – très critique – à propos de la fondation du parti populaire conservateur (Konservative Volkspartei, KVP). Issu d'une scission du Deutschnationalen Volkspartei (DNVP) par une vingtaine de députés qui refusent de voter contre le gouvernement Brüning tout en condamnant ses méthodes autoritaires, le KVP aspirait à devenir un grand parti conservateur modéré⁵⁶⁶. Désabusé, Alvensleben laisse s'exprimer son aversion pour la politique de parti et de la

563. Guido Müller, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg. Das Deutsch-Französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, Munich: Oldenbourg, 2005, p. 73. Guido Müller, Vanessa Plichta, « Zwischen Rhein und Donau. Abendländisches Denken zwischen deutsch-französischen Verständigungsinitiativen und konservativ-katholischen Integrationsmodellen (1923-1957) », *Journal of European Integration History*, Vol. 5 (1999), N° 2, pp. 17-47.

564. « Vertrauliche Aussprache über die Religionsverfolgungen in Sowjetrussland am 14. März 1930 in Berlin ». BArch (Freiburg), N 42/35.

565. Stefan Breuer, *op. cit.*, p. 38.

566. Alfred Wahl, *Les forces politiques en Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris: Armand Colin, 1999, p. 220.

République de Weimar, et ne voit d'espoir que dans des hommes qui ne seraient ni issus de la première ni assermentés à la seconde⁵⁶⁷. Lui qui avait longtemps milité pour la création d'un parti conservateur, il promet à cette nouvelle entité politique le même sort que les autres partis, qui avaient été contaminés par le système politique en vigueur. À quelques semaines des élections législatives de septembre 1930, Alvensleben ne peut imaginer que deux solutions pour le cabinet Brüning: soit il continue à s'escrimer contre le Parlement, préparant ainsi la voie au bolchevisme en Allemagne, soit il renonce au pouvoir et au profit des «*Männer der Reform*» (i.e. von Schleicher et von Papen). Jusqu'à l'avènement de Hitler, il n'aura de cesse d'œuvrer au succès politique du général.

LEVÉE DE BOUCLIER CONTRE LE BUND

Dans la République weimarienne de 1930, un rassemblement officieux d'hommes politiques, d'ecclésiastiques et d'aristocrates faisant écho à la protestation mondiale contre les persécutions religieuses en URSS n'est pas un événement qui passe inaperçu. La première réunion du Bund à naître, le 14 mars 1930 dans la salle de la Kasino-Gesellschaft de Berlin, défraie immédiatement la chronique et mécontente les Affaires étrangères allemandes. La presse berlinoise communiste (*Die Rote Fahne* et *Die Welt am Abend*)⁵⁶⁸ la prend pour une séance secrète du Herrenklub – qui a prêté sa salle de réunion pour l'occasion – sous influence catholique romaine visant à fomenter un complot contre l'URSS⁵⁶⁹. En bref, ils la dénoncent comme le versant politique de la journée de prière mondiale convoquée par Pie XI le 19 mars.

Le *Berliner Zeitung* (am Mittag), journal de boulevard au gros tirage non affilié à un parti mais apparenté à la gauche libérale, prend renseignement auprès du Zentrum et rectifie les informations parues dans le *Rote Fahne*⁵⁷⁰. L'article met l'accent sur la

567. Lettre d'Alvensleben à von Schleicher sur la fondation du KVP, 25 juillet 1930. BArch, N 42/76.

568. *Die Welt am Abend* passe pour l'édition du soir de le *Rote Fahne*, dirigée par Münzenberg. Kurt Koszyk, *Deutsche Presse 1914-1945*, Berlin: Colloquium Verlag, 1972, pp. 332-333.

569. L'*Auswärtiges Amt* scrute les échos de la réunion dans la presse. C'est d'un dossier des archives de l'AA que sont tirés les articles cités dans ce sous-chapitre. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O: «Antibolschewistische Organisationen», R 31829.

570. «Die Anti-Sowjet-Sitzung im Herrenklub», *Berliner Zeitung* (am Mittag), 17 mars 1930. Sur la tendance du *Berliner Zeitung am Mittag*, voir Burkhard Asmuss, *Republik ohne Chance? Akzeptanz und Legitimation der Weimarer Republik in der deutschen Tagespresse zwischen 1918 und 1923*, Berlin/New York: Walter de Gruyter, 1994.

diversité et la renommée de la soixantaine de personnalités présentes: catholiques, protestants, anciens ministres, etc. Il fait état d'une forte proportion d'anciens conservateurs et de représentants du Zentrum. Quelques libéraux constituent la fraction la plus «à gauche» de la réunion, à laquelle assistent M^{re} Schreiber, Georg Schreiber (membre du Zentrum, sans lien de parenté avec le premier), le nouveau président de la Reichsbank, Hans Luther, et un ancien fonctionnaire de la cour impériale et ami de Kuenzer. L'Église évangélique, quant à elle, est représentée par un superintendant, la finance par Carl Melchior de Hambourg.

Après le repas, les discussions se poursuivent jusqu'à 2h30 du matin, et la *Berliner Zeitung* suggère que, si c'est von Alvensleben qui prononce le discours d'accueil et ouvre les débats, l'initiateur et le modérateur de la rencontre ne serait autre que von Papen (il est depuis quelques semaines à nouveau au Landtag de Prusse). Parmi les orateurs, l'évêque Schreiber remporte la timbale. Leurs deux principales préoccupations sont la lutte contre le communisme en Allemagne et la lutte contre le bolchevisme dans l'absolu. La *Berliner Zeitung*, qui semble vouloir calmer l'opinion sur la signification et la portée de la réunion, conclut sur un ton légèrement sarcastique que ses résultats pratiques sont quasi nuls et qu'aucune proposition n'a été arrêtée.

À l'attaque voilée de la *Berliner Zeitung*, *Germania* répond le lendemain par un article intitulé «Blinder Alarm». Niant le caractère politique de la rencontre, elle affirme que la question des persécutions religieuses en URSS était seule au centre des discussions, qui ont pointé du doigt ce danger qui concerne non seulement la Russie, mais toutes les nations civilisées. Le journal situe l'événement dans le cadre de la réaction internationale contre les persécutions religieuses⁵⁷¹. L'Allemagne, perçue par ces pays comme la zone de déploiement du bolchevisme en Europe, est en premier lieu concernée et ne peut rester à l'écart de cette question vitale qui place toute l'Europe face à des choix très sérieux. La lettre du pape au cardinal Pompili montre la voie, et les protestations de toutes les communautés religieuses dans le monde apportent la preuve que le réveil a commencé et que les consciences se souviennent de leur devoir envers la culture chrétienne et la civilisation.

571. *Germania*, 16 mars 1930.

Die Welt (am Abend) et la *Rote Fahne* dénoncent la mainmise catholique sur cette réunion, dont ils affirment sans détour les intentions belliqueuses à l'égard de l'Union soviétique. *Die Welt* du 18 mars oppose une réplique cinglante à *Germania*. Accusant le journal conservateur de vouloir « bagatelliser » l'assemblée, l'article décrit cette dernière comme une concertation entre les internationales chrétiennes, juives et maçonniques⁵⁷². La *Rote Fahne* réagit sur un ton encore plus agressif, hautement anticlérical⁵⁷³. Elle dénonce la réunion secrète du Herrenklub comme une conférence de guerre contre l'Union soviétique qui utilise le prétexte religieux à des fins politiques. Qui peut croire qu'une réunion où le « problème du bolchevisme » est abordé, et à laquelle participent Hans Luther (nouveau président de la Reichsbank), Otto Gessler (« aspirant au trône d'Hindenburg »), ainsi que le roi de la finance Carl Melchior (représentant la banque Marburg & Co. et de gros intérêts américains), ne se préoccupe que de religion et de morale ? La présence de Keudell (ancien ministre de l'Intérieur) et du professeur Il'in, décrits comme deux bellicistes, attesterait de la portée de l'entreprise. Il'in serait l'un des plus grands menteurs, infâmes gardes blancs et diffamateurs de l'Union soviétique. Quant à M^{gr} Schreiber, il déploierait une intense activité politique. L'article se termine par un appel à contrer la journée mondiale de prière du 19 mars organisée par la « prêtraille », en participant à la manifestation contre le pape.

Toute cette agitation plonge l'AA dans l'embarras. Le secrétaire d'État Carl Theodor von Schubert doit faire face à l'ambassadeur soviétique, qui s'indigne de la création de ce qu'il nomme une ligue antibolchevique et de la présence de Hans Luther. Schubert tente de minimiser l'importance de cette réunion et insiste sur le fait que Luther n'est pour l'heure qu'un particulier — il n'est en effet pas encore entré en fonction comme président de la Reichsbank⁵⁷⁴. L'AA s'informe auprès du publiciste Walther Schotte, fondateur du Herrenklub et président de l'Action catholique pour la lutte contre le bolchevisme (Aktion zur Bekämpfung des Bolschewismus), de la teneur et des participants à la réunion⁵⁷⁵. Le mouvement est pris au sérieux et figure d'emblée dans le collimateur de l'AA.

572. *Die Welt*, 18 mars 1930.

573. « Herrenklub als Antibolschewistenzentrale », *Rote Fahne*, 19 mars 1930.

574. Note de Schubert, [22 mars 1930]. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O : « Antibolschewistische Organisationen », R 31829.

Dans la presse, l'offensive se poursuit. La *Rote Fahne* est entrée en possession du compte rendu confidentiel de la réunion du 14 mars, envoyé à 150 personnes sous le sceau du secret⁵⁷⁶. Elle en publie la liste des intervenants, avec cela de gênant qu'y figurent nombre de personnalités occupant ou ayant occupé une charge politique importante⁵⁷⁷.

La *Rote Fahne* et *Die Welt* sont triomphants: *Germania* est réduite au silence. Le 24 mars toutefois, la *Frankfurter Zeitung* vient en aide au journal catholique pour nier le caractère conspirateur du mouvement.

DES DÉBUTS LABORIEUX

Cette polémique compromet grandement le mouvement, qui misait sur la discrétion pour s'assurer au préalable des soutiens politiques. Le défi consiste à gagner les Ministères de l'intérieur et de la défense à la cause dans l'espoir de faire plier l'AA pour aboutir – même si le mot tabou n'est jamais prononcé – à la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS. Alvensleben mène campagne pendant tout le printemps 1930 pour donner une base financière et politique au mouvement, tout en tentant de rassurer l'AA, qui ne l'entend pas de cette oreille et veille au maintien de bonnes relations avec l'URSS. Par l'intermédiaire de Kurt von Schleicher au Ministère de la défense, Alvensleben fait parvenir le compte rendu de la séance du 14 mars au ministre Curtius, afin de convaincre ce dernier que le Bund n'est axé que sur l'élément religieux et qu'il ne travaille pas contre la politique de Curtius⁵⁷⁸.

575. (Note de la p. 180.) Rapport d'entretien d'Oskar Trautmann (*Ministerialdirektor*, directeur de l'*Abteilung IV (Osteuropa, Skandinavien und Ostasien)* de l'AA, adressé au secrétaire d'État, à von Moltke, von Kaufmann, Konsul Dienstmann, ambassade de Moscou, 22 mars 1932. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O: «Antibolschewistische Organisationen», R 31829.

576. «Vertrauliche Aussprache über die Religionsverfolgungen in Sowjetrußland am 14. März 1930 in Berlin». Nous avons retrouvé ce document dans le fonds d'archives von Schleicher. Alvensleben le fait parvenir au général le 26 avril 1930. BArch (Freiburg), N 42/35.

577. «Regierungsparteien nehmen an der Antisowjet-Verschörung teil. Die Liste der Redner auf der Berliner Geheimkonferenz vom 14. März», *Rote Fahne*, 23 mars 1930. Liste des intervenants: comte Bodo von Alvensleben (frère cadet de Werner), comte von Westarp (Reichstag), F. von Papen (Landtag de Prusse), professeur Jiljin [Il'in], expert pour la Russie; l'ancien ministre von Keudell; M^{re} Schreiber; le superintendant général D. Karow; le professeur Georg Schreiber; l'ancien ministre von Raumer (Reichstag); comte von Keyserlingk; comte von Arnim-Muskau; directeur von Kamecke; superintendant général Dr. Dibelius; baron von Gayl; l'ancien ministre Gessler et le professeur [Otto] Wolf.

578. Lettre d'Alvensleben à von Schleicher, 25 avril 1930. BArch, N 42/35.

L'argument principal – qui se révèle inopérant auprès du ministre – consiste à donner au Bund un caractère international pour éviter que l'AA ne subisse les récriminations de l'URSS. En sous-main, la tactique d'Alvensleben se rapproche du coup de force: maintenir le secret autour du Bund le plus longtemps possible et ne rendre son action publique qu'après avoir formé des groupements dans toute l'Allemagne, pour aboutir à une sorte de plébiscite.

Le 24 juin 1930, le Bund est officiellement fondé et inscrit au registre des associations privées (e. V.). Les noms de la quarantaine de membres, issus du monde politique, économique, religieux et culturel, sont confidentiels⁵⁷⁹. Seule l'identité du président (prince Alois Löwenstein, ressortissant de la haute noblesse du sud de l'Allemagne) et celle du vice-président (comte Keyserlingk-Cammerau)⁵⁸⁰, tous deux catholiques, sont rendues publiques. Parmi les membres du comité secret figurent en bonne place d'autres nobles, anciens fonctionnaires impériaux et propriétaires fonciers de province très antibolcheviques: les comtes Oberndorff, Praschma (catholique), Quadt-Isny (catholique) et Arnim-Muskau. L'ancien ministre de l'Intérieur, Walter von Keudell, et d'autres anciens hommes politiques de noble extraction complètent le tableau.

Le comité a cherché à diminuer le caractère par trop aristocratique du Bund en y intégrant Hülzer et Joos⁵⁸¹ (des syndicats catholiques). La parité confessionnelle est à peu près parfaite entre protestants⁵⁸² et catholiques. Selon Stephan Malinowski, la sensibilité et la relative proximité de Werner von Alvensleben par rapport au catholicisme, dont le Bund a pu bénéficier, ont été aiguës par le biais du mariage de son frère Hans-Bodo avec une comtesse catholique⁵⁸³. Un semblant d'équilibre religieux est donné, avec deux banquiers juifs, Henri Nathan (Dresdner Bank) et Oscar Wassermann (Deutsche Bank), dont on ne saurait dire, dans le contexte de crise économique, s'ils ont été intégrés au Bund en premier lieu en raison de leur appartenance religieuse ou

579. «Dossier Alvensleben». EIA, Allemagne 1930-1932; «Übersicht über die Zusammensetzung von Vorstand, Bundesausschuss und Präsidium».

580. Robert Franz Karl Graf von Keyserlingk-Cammerau (1866-1959), ancien président du gouvernement de Prusse orientale, ancien *Reichskommissar* en Lituanie (mars-juin 1918), fonctionnaire et propriétaire terrien.

581. Il s'agit probablement de Josef Joos, député du Zentrum au Reichstag de 1919 à 1933.

582. Plusieurs théologiens et ecclésiastiques: le *Hofprediger* D. Doehring, les superintendants généraux Otto Dibelius et D. Karow, l'*Oberkonsistorialrat* D. Scholz.

583. Stephan Malinowski, *op. cit.*, pp. 428-429.

de leur profession. Alvensleben et Kuenzer sont du reste les premiers à associer communisme et judaïsme dans leurs échanges avec l'EIA.

Plusieurs professeurs figurent au comité, tel Otto Auhagen, expert de la question soviétique et défenseur de la cause des colons mennonites en URSS, Otto Wolf de Dresde, décrit par Kuenzer comme un «fanatique antibolchevique», et Ludwig Berg, théologien d'Aix-la-Chapelle chargé de la lutte contre le bolchevisme.

La pression des Affaires étrangères fait disparaître quelques noms du tableau, tels Hans Luther et le professeur Il'in, réduisant la composante orthodoxe à néant. Alvensleben a quelque espoir de s'attacher le soutien du président Hindenburg, qui avait promis de recevoir le présidium du Bund. Cependant, en août 1930, c'est la déception : à cause des multiples récriminations de Curtius et des craintes d'Otto Meissner (secrétaire d'État à la présidence), l'entrevue n'a pas lieu. Von Schleicher compatit ; il ne peut toutefois rien pour Alvensleben, très déçu par Hindenburg («*der alte Herr*») qu'il est tenté de considérer comme sénile⁵⁸⁴.

Le Bund se retrouve ainsi presque privé d'appuis politiques. C'est en vain que certains de ses membres, comme Kuenzer, s'essaient à donner des conférences et projettent de fonder des groupements ailleurs qu'à Berlin. Alvensleben tente une seule action concrète en protestant, au nom du *praesidium*, contre la diffusion du film de Sergueï Eisenstein, *Le Cuirassé Potemkin* (1925). Il s'insurge contre le fait que le Ministère prussien de l'intérieur l'autorise en période électorale. Il regrette que des catholiques pratiquants comme Wirth et Brüning ne fassent rien pour interdire un film qui ridiculise les croyants et l'Église dans une scène où un prêtre brandit une croix devant les matelots condamnés à mort et affirmant que l'amour de Dieu se manifeste ici, en punissant ceux qui désobéissent. En attendant, il fonde ses espoirs sur l'avènement d'un nouveau cabinet dictatorial avec von Schleicher à sa tête, et quelque intéressant poste pour lui en sus⁵⁸⁵.

Après les élections de septembre 1930 qui consacrent l'éclatement des partis de droite au lieu de la concentration souhaitée par Alvensleben, le Bund légèrement amaigri prépare une deuxième

584. Lettres d'Alvensleben à von Schleicher, 7 août 1930 et 18 août 1930. BArch, N 42/76.

585. Lettres d'Alvensleben à von Schleicher, 16 et 20 août, 20 septembre 1930. BArch, N 42/76.

manifestation le 16 novembre 1930 qui rectifie le tir: von Papen apparaît plus en retrait, un représentant orthodoxe et un rabbin sont invités pour donner une empreinte réellement interreligieuse à l'événement. La réunion a lieu au Sportpalast et non pas dans la salle du Herrenklub, d'une part pour marquer la distinction entre Bund et Herrenklub et d'autre part pour donner plus d'ampleur à la manifestation en choisissant une salle capable d'accueillir un vaste public. Alvensleben tente de rendre crédible l'inscription du Bund dans un mouvement international, en invitant Théodore Aubert, René Hentsch et Sir William Hoorwood (du CPM) à prendre part au rassemblement. Ils y occupent une place de choix. Le programme de la manifestation, intitulé «*Für Kultur und Glauben gegen die Weltrevolution*», inclut des orateurs qui dépassent le cercle confessionnel restreint de la première réunion. Le rabbin [Karl] Rosenthal représente le judaïsme; l'orthodoxie persécutée s'exprime à travers la voix de l'évêque Séraphin, de Kharkov. Et le farouche antibolchevique Horwood, représente l'anglicanisme. En intermède, des pièces musicales et des prières d'inspiration chrétienne confèrent à la réunion un caractère encore plus solennel.

Le Bund fait parvenir une invitation au chancelier Brüning, qui la refuse poliment en s'empressant d'envoyer une circulaire à tous les ministres. Brüning et Curtius y donnent la directive de ne pas prendre part à cette manifestation. La lettre stipule que le défenseur d'un avis contraire doit en référer auparavant au cabinet du Reich⁵⁸⁶. La raison de cette quasi-interdiction est assez évidente: le gouvernement ne peut se permettre d'être représenté dans le cadre d'une manifestation clairement hostile à l'URSS.

Face à une telle pression, le Ministère de la défense doit s'incliner, von Schleicher doit encore rester dans l'ombre. La plus grosse déception d'Alvensleben vis-à-vis de lui est encore à venir: les subsides promis par le général ne seront pas débloqués. Remplissant la condition imposée, Alvensleben a pourtant révisé la copie de son discours et modifié les parties concernant la politique agraire et la pratique du dumping en URSS. Le texte, rendu conforme à la position du gouvernement et en particulier de l'AA, reçoit l'imprimatur de von Schleicher, qui se rétracte cependant au dernier moment.

⁵⁸⁶. Lettre du secrétaire d'État à la chancellerie, 6 novembre 1930. BArch, R43 II/149, fiche 3.

LE BUND, CENTRE NATIONAL ALLEMAND DE L'ENTENTE

Aubert et Hentsch reviennent de Berlin avec une forte impression et une grande envie de s'attirer la collaboration du Bund, que Kuenzer leur a fait miroiter. Le Bund étant dans les mêmes dispositions à l'égard de l'EIA, il reste à déterminer les modalités.

En faisant du Bund son centre allemand, l'Entente tirerait de multiples bénéfices. Pour sa propre crédibilité en tant qu'organisation internationale et pour son service d'informations, il lui faut une base dans un pays aussi important que l'Allemagne, qui travaille dans le sens de l'isolement de l'URSS sur le plan diplomatique et économique. Mais le BP craint que la coopération n'aboutisse pas pour deux raisons possibles. Premièrement, le Bund pourrait rechigner à lutter contre les options du gouvernement et à exiger la suppression totale des rapports diplomatiques et commerciaux avec les Soviétiques. Le précédent centre allemand de l'Entente, dirigé par le capitaine Widenmann, s'est en effet brouillé en janvier 1930, parce qu'il lui a été impossible de défendre ouvertement cette option. L'hostilité d'Alvensleben envers Widenmann suffit à rassurer le BP à ce sujet.

Deuxièmement, Aubert redoute que ce qui lui a posé des problèmes en Suisse – le mélange du politique et du religieux –, ne se révèle également réhabilitaire en Allemagne :

« Le Bund, expliquait Aubert à Alvensleben, travaille dans le domaine spirituel et culturel, mais il constatera vite que ce domaine couvre presque toutes les questions, sinon toutes les questions résultant du bolchevisme. Nous ne croyons donc pas qu'il y ait là une objection de principe [à ce qu'il devienne le centre allemand de l'Entente]. »⁵⁸⁷

Les précautions rhétoriques d'Aubert sont inutiles dans le contexte allemand, où charge ecclésiastique et mandat politique ne sont pas toujours incompatibles⁵⁸⁸. Les buts du Bund ne sont pas – et de loin – uniquement d'ordre religieux et culturel. Des pré-occupations nationales, voire nationalistes, sont à l'ordre du jour : Traité de Versailles et réparations sont dans le collimateur du Bund.

587. Lettre d'Aubert à W. von Alvensleben, 21 novembre 1930. EIA, Allemagne 1930-1932.

588. M^{gr} Kaas, même s'il constitue une exception, est élu à la présidence du Zentrum en décembre 1928.

D'après Kuenzer, il existait jusque-là une certaine méfiance à l'égard de la Ligue Aubert, qui passait pour pro alliée. Mais, après la visite d'Aubert et de Hentsch, toute appréhension à l'égard de l'EIA a disparu. En décembre 1930, Alvensleben annonce que le présidium du Bund a accepté sans peine de s'affilier à l'Entente, du moment qu'il peut garder ses méthodes et sa liberté d'action, comme il l'entend, jusqu'à l'aboutissement: un changement complet des relations entre l'Allemagne et l'URSS⁵⁸⁹. Des conditions qui correspondent en tout point aux vœux du BP.

RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND CONTRE RUPTURE GERMANO-SOVIÉTIQUE

L'objectif du Bund est de contribuer à la rupture totale. Le corollaire de cette rupture des relations de l'Allemagne avec l'URSS, sa condition sine qua non, est le rapprochement franco-allemand.

D'autres organisations le précèdent dans cette tâche, auxquelles certains membres du Bund sont rattachés⁵⁹⁰. M^{gr} Schreiber, von Papen et Joos viennent de participer aux rencontres catholiques franco-allemandes à Berlin les 20 et 21 décembre 1929 (elles font suite aux rencontres de Paris, en 1928). Elles réunissent des personnalités religieuses, parmi lesquelles les jésuites figurent en bonne place: les RP Delattre, Desbuquois, de La Brière et Danset⁵⁹¹. Le congrès devait laisser de côté les problèmes purement politiques pour se concentrer sur les questions morales, ce qui n'empêche pas l'un des orateurs, M^{gr} Ulitzka, d'aborder la question de Gdansk, de la Silésie et du couloir de la Vistule. La résolution votée entend promouvoir une collaboration efficace, condition primordiale pour une compréhension mutuelle, et la disparition de la «défiance héréditaire réciproque» par l'approfondissement de la connaissance des mentalités. Selon *La Documentation catholique*, ces rencontres et la démarche qu'elles sous-tendent sont très critiquées par *L'Écho de Paris*, *L'Action française* et *Le Figaro*.

Von Papen et M^{gr} Schreiber participent également aux travaux du Deutsch-französisches Studienkomitee (en français, Comité

589. Lettre de W. von Alvensleben à Aubert, 9 décembre 1930. EIA, Allemagne 1930-1932.

590. Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la collaboration*, Paris: Fayard, 2001, pp. 24-29.

591. *La Documentation catholique* du 18 janvier 1930, col. 187.

franco-allemand d'information et de documentation)⁵⁹². Le but de cette institution privée est de favoriser le rapprochement franco-allemand par un travail de fond sur les mentalités par le biais de la presse, par les échanges culturels et par la collaboration économique. Ses promoteurs entendent servir de courroie de transmission entre les représentants de l'élite économique, culturelle et de l'administration des deux pays. L'influence et le soutien de l'organe du Zentrum, *Germania*, par l'intermédiaire de son propriétaire, von Papen, et de son directeur, Richard Kuenzer, est prépondérante au sein du Studienkomitee comme au sein du Bund. La référence à l'Abendland et la crainte de son déclin sont abondamment évoquées par les représentants tant allemands que français du comité, notamment par Curtius, Kuenzer et Paul Claudel.

La position de von Papen est globalement hostile à l'URSS. En février 1931, après sa rencontre avec le ministre français de l'Économie Pierre-Étienne Flandin, et à quelques mois du renouvellement des Accords de Berlin avec les Soviétiques (juillet), il déclare dans une note au secrétaire d'État von Bülow qu'un rapprochement plus grand encore dans les relations germano-soviétiques et des complications dans la collaboration avec la France devaient à tout prix être évités⁵⁹³. Lors d'une réunion au Herrenklub de Berlin, le 27 février 1931, il présente un projet, suggéré par Flandin, d'union économique entre la France, l'Allemagne et la Pologne pour lutter contre le plan quinquennal soviétique, qui se heurte à une forte opposition des élites conservatrices⁵⁹⁴.

Face à ces obstacles politiques, diplomatiques et économiques, le potentiel de mobilisation autour de la thématique religieuse est bien faible. Alvensleben envisage alors de travailler au rapprochement franco-allemand par le biais de l'élite militaire et des partis de droite des deux pays. Toutefois, les milieux gouvernementaux français et Poincaré ne lui inspirent pas confiance à cause de leur rigidité sur la question des réparations et de l'application stricte du Traité de Versailles⁵⁹⁵. Il souhaite entrer en contact avec des milieux moins officiels, et compte pour ce faire sur l'EIA. Le

592. Guido Müller, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg: das Deutsch-Französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, Munich: Oldenbourg, 2005.

593. Von Papen à von Bülow, 20 février 1931, « Aktennotiz über Eindrücke der Pariser Reise vom 12.-15.02.1931 » (N° 224), ADAP XVI, pp. 562-567.

594. Guido Müller, *op. cit.*, p. 244.

595. « Dossier Alvensleben ». EIA, Allemagne 1930-1932.

BP, quant à lui, sous-estime totalement l'ampleur du problème posé par le traité et les réparations⁵⁹⁶. Malgré les dénégations répétées de ses correspondants qui font sans cesse état du fort ressentiment contre le diktat de Versailles, il est convaincu que l'argument anticommuniste va faire tomber toutes les réticences. Les duretés du traité et le contexte économique de crise poussent le gouvernement à donner des garanties pour le commerce avec les Soviétiques et à maintenir de bonnes relations avec l'URSS. Pour les dirigeants du Bund, Versailles constitue le principal obstacle à la réalisation d'un front européen contre le communisme tel que le concevait l'EIA, où la France et l'Allemagne travailleraient main dans la main.

À la fin de 1930 déjà, Alvensleben enjoint le BP à s'engager pour le rapprochement des deux pays, arguant que si la France fait un geste aimable envers l'Allemagne, l'opinion dans les cercles dirigeants changera en sa faveur⁵⁹⁷.

Le combat du Bund contre la politique prosoviétique allemande se révèle d'autant plus difficile qu'il ne dispose que de maigres ressources financières. Alvensleben rêve de trouver un mécène américain qui les gratifierait de fortes sommes, mais les promesses de la National Civic Federation de Ralph M. Easley, obtenues par l'adjoint d'Alvensleben lors d'un voyage outre-Atlantique, ne seront pas tenues. C'est la crise, et toutes les officines réduisent leurs dépenses. Les engagements qu'Alvensleben reçoit de la part d'industriels et d'hommes d'affaires en février 1932 seront tous abandonnés, et le Bund est perpétuellement en manque de moyens⁵⁹⁸. La nécessité d'assurer le maintien d'une section allemande est impérieuse et les espoirs suscités par le Bund conduisent le BP à déroger à un principe sacro-saint de l'EIA : l'autonomie financière des centres. En appuyant le Bund dans ses démarches pour obtenir des fonds et en remboursant les frais de voyage d'Alvensleben à la 8^e conférence de l'Entente en septembre 1931, Aubert fait une concession extraordinaire. Cette marque de distinction est révélatrice des espoirs placés dans le Bund. Ils semblent d'autant plus plausibles que les correspondants français du BP sont animés des mêmes intentions que le Bund.

596. Lettre d'Aubert au curé bavarois Hessenbach (alias Anton Lohr), 19 mars 1929. EIA, Allemagne 1930-1932.

597. Lettre d'Alvensleben à Aubert, 9 décembre 1930. EIA, Allemagne 1930-1932.

598. Lettre d'Alvensleben à Aubert, 4 février 1932. EIA, Allemagne 1930-1932.

«Bouxen», mystérieux correspondant de l'Entente, est le nom de code employé par Julien Terres dans ses échanges avec l'EIA. Ce commandant de l'état-major français est entré en 1920 au 2^e Bureau de l'armée de terre, chargé du renseignement. Germanophile, bilingue et favorable à un rapprochement avec l'Allemagne, il occupe successivement un poste de commandement du contre-espionnage et du renseignement à l'armée du Rhin, puis d'agent spécial du haut état-major en Allemagne⁵⁹⁹. Selon Marcel Spivak, le 2^e Bureau est assez mal renseigné sur les relations militaires germano-russes⁶⁰⁰. Il s'appuie souvent sur les révélations de la presse; ses services souffrent d'un manque de coordination, et les renseignements obtenus sont tantôt étonnamment pointus, tantôt déplorablement vagues. L'activité incessante du 2^e Bureau, notamment par l'intermédiaire des attachés militaires à Berlin et à Moscou, démontre toutefois que la vigilance à l'égard de l'Allemagne ne faiblit jamais.

C'est peut-être dans l'idée de pallier ces faiblesses qu'en 1930, Terres prend du service au sein d'un très confidentiel «poste P/A», en marge du renseignement militaire. Imaginé par un officier à la retraite, le colonel Lainey (alias «Laloie»), ce poste est un bureau de renseignement et d'action officieux, autonome grâce à un financement privé que Lainey s'assure par le biais de ses relations dans le grand patronat français (Comité des Forges, Compagnie de Suez, Comité national des assurances)⁶⁰¹. Pour ses échanges avec les milieux économiques et avec le BP, le poste P/A dispose d'un bureau sis à la rue de la Bienfaisance à Paris. Pour ses relations directes avec l'état-major de l'armée, il occupe un autre bureau, à Asnières. La création de ce poste serait une conséquence de la collaboration entre Terres, Lainey et l'EIA⁶⁰². Le colonel est jugé très favorablement par Lodyginsky, qui voit en lui un homme de relations et de grande expérience. Le docteur a du reste beaucoup d'affinités avec cette personnalité très croyante, proche du général de Castelnau et de la Fédération nationale catholique (FNC)⁶⁰³. Il aurait été mis en contact avec le BP par l'intermédiaire de l'Union coloniale française.

599. Robert Terres, *Double jeu pour la France, 1939-1944*, Paris: Grasset, 1977, pp. 23-25.

600. Marcel Spivak, «Les relations Reichswehr/Armée rouge», in Ilja Mieck et Pierre Guillen (éds), *Deutschland – Frankreich – Russland. Begegnungen und Konfrontationen/La France et l'Allemagne face à la Russie*, Munich: Oldenbourg, 2000, pp. 225-232.

601. Robert Terres, *op. cit.*, p. 24.

602. PV du 27 septembre 1932. EIA, PV du BP 1932.

603. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 11.

Le BP fournit à l'officine ses publications et des informations qui lui donnent plus de recul par rapport à «l'atmosphère française». En échange, le poste P/A diffuse des publications de l'EIA et Terres rend compte au BP de ses séjours en Allemagne. Le jugement a posteriori de Lodyginsky sur l'adjoint de Lainey est assez cocasse :

«[Bouxen, alias commandant Terres] était le type d'officier de renseignements appartenant à la catégorie des loquaces. Beaucoup de mots pour voiler leurs intentions et intérêts véritables. La spécialité de Terre[s], qui du reste était un garçon sympathique et vraiment pas bête, était les pronostics politiques – les pronostics étaient presque toujours erronés! Il avait beaucoup de relations en France, notamment avec le général Weygand qu'il informait régulièrement.

» Il s'était spécialisé dans l'étude de l'Allemagne, de l'Espagne et aussi de l'Afrique du Nord. Il était secondé par son fils [Robert], un garçon fort capable.

» On doit au colonel L'Ainé [Lainey] et au commandant Terre[s] la large diffusion en France de la troisième édition de notre «Vade-mecum anti-communiste». Terre[s] alla plusieurs fois en Allemagne, probablement avec de faux papiers, et venait régulièrement me voir après chacun de ses voyages [...].»⁶⁰⁴

Terres entrevoit rapidement le profit à tirer d'une collaboration avec le Bund. Il souhaite aussi que l'EIA fasse le lien entre eux, parce qu'il ne peut et ne veut intervenir au grand jour⁶⁰⁵.

Le sénateur et ami du BP Frédéric Eccard va jouer les premiers intermédiaires entre l'EIA, André Tardieu et son éminence grise et ancien chef de cabinet, Henri Moysset; ce dernier, spécialiste de l'Allemagne, partage le dessein de Terres d'utiliser l'EIA comme médiateur «franco-allemand»⁶⁰⁶. Le BP prend très à cœur son rôle d'ambassadeur du Bund, il souhaite en donner la meilleure image possible aux Français en le faisant apparaître comme autre chose qu'un organe du nationalisme allemand. Mais l'ajout de l'adjectif

604. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 11. Robert Terres déclare qu'il est entré au service du poste P/A vers le début 1935. Robert Terres, *op. cit.*, p. 24.

605. Lettres de «Bouxen» [Terres] au BP, 24 novembre 1930, 3 décembre 1930. EIA, France 1930-1931.

606. PV du 7 janvier 1931. «Conférence de M. Aubert avec M. le sénateur Eccard». EIA, PV du BP 1931.

«Deutsch» dans la dénomination de l'organisation, introduit en l'absence d'Alvensleben, est quelque peu gênant.

Conscient de devoir agir en Allemagne aussi bien qu'en France, le BP envoie un émissaire frapper directement à la porte de l'Auswärtiges Amt. Par l'entremise d'Alvensleben, René Hentsch réussit à obtenir un bref entretien avec Brüning et une plus longue entrevue officieuse avec le secrétaire d'État von Bülow, au domicile privé de ce dernier le 12 février 1931⁶⁰⁷. Hentsch lui expose le projet d'Alvensleben et du Bund (rupture des relations avec l'URSS et entente militaire franco-allemande). Von Bülow met les points sur les i. Son rapport confirme la position de l'AA, qui ne croit aucunement au succès de discussions entre militaires qui se feraient en dehors du cadre diplomatique, et qui refuse d'entrer en matière tant que la France ne fera pas preuve de plus de souplesse à l'égard de Versailles et des réparations. Quant à promouvoir une entente entre les deux armées, l'AA attend de la France victorieuse qu'elle fasse le premier pas. Von Bülow explique à Hentsch que la France se fait une idée bien exagérée des relations militaires germano-russes. Ainsi que Brüning l'a déjà dit, si la France tendait une main ferme à l'Allemagne, cette dernière s'empresserait de lâcher le petit doigt de la Russie. Hentsch l'interrompt pour dire que ce message ne suffit pas, qu'il doit pouvoir dire que l'Allemagne brûle de rompre ses relations avec l'URSS. L'opposition de von Bülow est catégorique: en aucun cas l'AA ne se prêtera à pareil jeu diplomatique. L'Allemagne ne va pas mettre en péril une sécurité tangible (des relations économiques qui lui épargnent, en période de crise aiguë, un million de chômeurs supplémentaires) contre des espoirs chimériques.

L'EIA aurait pu en rester à l'échec cuisant de cette initiative fort maladroite. Encouragée par Alvensleben, elle va poursuivre ses efforts en 1931 et 1932. Le contexte très difficile d'instabilité gouvernementale en France comme en Allemagne, les laborieuses négociations sur le désarmement et les élections allemandes vont rendre la tâche encore plus ardue.

607. «Aufzeichnung des Staatssekretärs des AA von Bülow», 12 février 1931. ADAP XVI, pp. 535-537.

CONFÉRENCE SUR LE DÉSARMEMENT ET DERNIERS MOIS DE WEIMAR

Dans le prolongement de ces tractations franco-allemandes, le BP se démène sur le front de la Conférence sur le désarmement, qui s'ouvre à Genève le 2 février 1932. Elle donne lieu au même type de mobilisation que la campagne contre le dumping soviétique et le travail forcé: publications, protestations, actions coordonnées entre les sections de l'EIA. C'est dans ce but de coordination qu'Aubert fait un court voyage en Belgique au début de janvier 1932. Cette agitation inquiète le gouvernement soviétique, qui accuse le D^r Lodyginsky de préparer un attentat contre Litvinov, délégué à Genève⁶⁰⁸.

Le commandant Terres, dépêché sur place, peut œuvrer auprès des membres de la délégation française. Par son intermédiaire, le BP reçoit 5000 francs français du poste P/A pour les frais supplémentaires liés à la conférence⁶⁰⁹. Pour la propagande, les articles et exposés d'Eccard sur l'armée rouge montrent leur utilité⁶¹⁰. Le *Morning Post* s'en fait l'écho, pour demander que la question de la position de l'URSS soit traitée en premier lieu à la Conférence sur le désarmement. Theunis et la SEPES travaillent de leur côté à sensibiliser les milieux économiques. En Hollande, le vaillant Krop n'hésite pas à descendre dans l'arène politique. Il est du reste le seul ecclésiastique parmi les membres de l'Entente à le faire. Sa lettre d'appel à toutes les délégations de la Conférence sur le désarmement attire l'attention des délégués sur le fait que nulle paix n'est assurée si l'on se contente de réduire les armements des États en laissant subsister «l'appareil de guerre forgé, entretenu et constamment développé par la III^e Internationale» et si l'on ne met pas fin à l'action guerrière de cette dernière, qui dispose selon Krop de «formations armées»⁶¹¹. La conférence est un tel enjeu pour l'EIA qu'elle publie la brochure *L'URSS et le désarmement* en lieu et place de la *Documentation mensuelle* de février 1932. L'anticommunisme aveugle cependant l'EIA. Elle ne saisit pas les enjeux de

608. Le jour de l'ouverture de la conférence, le secrétaire général de la SDN reçoit en effet une note du Commissariat aux affaires étrangères qui dénonce un complot contre Litvinov. L'épisode est relaté par le D^r Lodyginsky lui-même: Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, pp. 109-110. Voir aussi Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 207.

609. PV du 1^{er} février 1932. EIA, PV du BP 1932.

610. En 1930, Eccard publie un article dans *La Revue des deux mondes*, «Reichswehr et Armée rouge», dont «[les] informations ne dépassent guère ce que l'on peut trouver dans les milieux jugés «bien informés». Marcel Spivak, *art. cit.*, p. 229.

611. Lettre de Krop aux délégations à la Conférence sur le désarmement, 29 janvier 1932. EIA 901.

la conférence, qui va rapidement tourner à un affrontement entre la France et l'Allemagne⁶¹². Cette dernière, qui réclame l'égalité (*Gleichberechtigung*), ne cesse pendant l'année de menacer de quitter la conférence, faisant monter la tension et s'effondrer les espoirs de désarmement; elle obtiendra satisfaction à la fin de l'année.

Concentrons-nous maintenant sur les événements qui se sont enchaînés durant la période, cruciale pour le BP et son projet d'entente franco-allemande, de l'été à l'automne 1932. En juin 1932, le nouveau gouvernement allemand est composé, et von Papen remplace Brüning à la chancellerie. Alvensleben participe aux tractations entre le parti nazi, les nationaux-allemands et von Schleicher, en tant qu'homme de liaison pour le compte de ce dernier, et contribue à écarter Brüning. Il affirme que le nouveau gouvernement est désireux de se rapprocher de la France et d'adopter avec elle une politique antisoviétique⁶¹³. Le BP pense pouvoir toucher von Papen, Schleicher et Hitler par son intermédiaire reste à trouver un contact français. Ses espoirs se tournent vers le colonel Lainey et Charles-François Laurent, qui ont leurs entrées dans les milieux diplomatiques et militaires français. Aubert et Hentsch se rendent à Paris à la mi-juin 1932 pour étudier la possibilité de préparer une rencontre entre leurs correspondants français et allemands sur territoire suisse. Ces bons offices auraient pour unique motif la question bolcheviste, rappellent-ils. René Hentsch est en rapport avec un journaliste bien introduit auprès des ministères de la guerre et des finances, Richard de Kéranz, qui trouve lui aussi qu'il ne faut pas voir d'un trop mauvais œil le nouveau gouvernement. L'Union interparlementaire, dont Gustave Gautherot est membre, semble aussi un lieu rêvé pour faire avancer le projet. Mais Gautherot, craignant peut-être des conséquences pour sa campagne électorale, repousse l'occasion d'une entrevue avec Alvensleben⁶¹⁴. L'autre sénateur ami de l'Entente, Frédéric Eccard, est quant à lui membre de la Commission des affaires étrangères du Sénat. Laurent et Lainey, assez

612. Raymond Poidevin; Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Paris: Armand Colin, 1977, p. 286. Christian Baechler, *L'Allemagne de Weimar, 1919-1933*, Paris: Fayard, 2007, pp. 380-387.

613. PV du 7 et 13 juin 1932. EIA, PV du BP 1932.

614. Élu sénateur de Loire-Inférieure à l'élection sénatoriale complémentaire du 12 juin 1932, il doit se représenter aux élections du 16 octobre où il sera réélu. Lettre du BP à Alvensleben, 26 juillet 1932. EIA, Allemagne 1930-1932. Lettre de Gautherot à Lodyginsky, 21 septembre 1932. EIA, France 1932-1933.

réservés sur le projet, s'engagent tout de même à entrer en matière auprès de l'état-major, pour ensuite atteindre le nouveau ministre de la Guerre, Joseph Paul-Boncour. Mais les déclarations de von Schleicher dans le *Matin* du 17 juin 1932 sont «réfrigérantes»⁶¹⁵. Lainey et consorts sont conscients de la méfiance qui règne en France. L'opinion publique est divisée entre partisans de la sécurité et partisans du désarmement⁶¹⁶. Les initiatives, manifestations et campagnes de presse vont bon train. La ligne de fracture, plus subtile que la classique division gauche-droite, passe selon l'historien Maurice Vaisse à travers le parti radical. L'opinion catholique est également écartelée entre primat du désarmement et primat de la sécurité. Vaisse note qu'entre 1930 et 1932, l'opinion évolue majoritairement vers un pacifisme de plus en plus «sécuritaire» et de moins en moins enthousiaste. Lainey pense qu'il ne faut pas faire entrer le loup dans la bergerie. Il soupçonne les Allemands d'utiliser la menace d'une révolution bolchevique comme épouvantail.

Le BP réaffirme que la chute des Soviets est le seul objectif qu'il poursuit et que c'est ce qui l'a amené à jouer les intermédiaires entre les Allemands et les Français. Son optimisme a pour origine l'explication monocausale de tous les problèmes européens : l'existence du régime bolchevique. Sa chute faciliterait selon l'EIA le règlement de toutes les autres questions européennes. L'Entente ne voit pas que la source des frictions franco-allemandes n'est pas la relative proximité germano-russe ou la menace qu'elle pourrait représenter au niveau militaire. Dans sa vision des relations internationales très simpliste, le BP développe une argumentation qui en est le miroir :

« Pour la question si grave Russie soviétique – bolchevisme – rapports franco-allemands, il faut des conversations directes entre les deux pays. [...] »

» Concerner cette politique entre la France et l'Allemagne, tel doit être le début et la base d'un rapprochement franco-allemand. [...] »

» Une politique concertée franco-allemande contre le bolchevisme, soit les Soviets, sauverait le monde.

615. Voyage de MM. Aubert et René Hentsch à Paris les 16-18 juin 1932. EIA, PV du BP 1932.

616. Maurice Vaisse, « Le pacifisme français dans les années trente », *Relations internationales*, N° 32, 1988, (pp. 37-52), notamment p. 39.

» Ne jamais perdre de vue toute l'horreur de cette possibilité : révolution bolcheviste. [...]

» Un accord franco-allemand contre les Soviets permettra la reconstitution ultérieure de la Russie. »⁶¹⁷

À la fin de l'été, ses espoirs s'amenuisent. Il est clair pour le commandant Terres que, la question des réparations étant réglée, l'Allemagne est en train de préparer la *Gleichberechtigung* (égalité des droits) en matière d'armements et qu'elle a déjà pris les mesures nécessaires pour atteindre ce but. Ce qui lui permettra de renégocier facilement la rectification des frontières orientales en occupant le Corridor⁶¹⁸. Le sénateur Eccard est préoccupé par les prétentions allemandes et s'en ouvre à Herriot⁶¹⁹. Pour ce dernier, le préalable au désarmement est l'arbitrage et la sécurité, par opposition aux socialistes qui prônent le désarmement⁶²⁰.

Au retour de son séjour allemand de septembre 1932, Lodyginsky est déstabilisé. Il revient de Berlin avec la conviction d'un conflit germano-polonais imminent. Ses craintes sont fondées. Les déclarations de Hindenburg sont peu amicales à l'égard de Varsovie, et les nationalistes agitent le leitmotiv de craintes pour Gdansk et pour la Prusse orientale : on veut en terminer avec le couloir polonais. Mais Lodyginsky imagine comme seule conséquence d'un conflit le déploiement du bolchevisme dans le monde. La mission du BP comme interlocuteur franco-allemand est un échec. Pour la première fois, le docteur est dans le doute : le Bureau peut-il et doit-il œuvrer au maintien de la paix⁶²¹ ?

Alvensleben n'est pas l'homme providentiel qu'on espérait : Heinrich von Gleichen, directeur du *Ring* (une des revues porte-parole de la révolution conservatrice) explique à Lodyginsky qu'Alvensleben est extraordinairement fantasque pour ses 60 ans : il prend trop souvent ses désirs pour des réalités. De son côté, Terres a saisi tout seul ce que le BP ne lui a pas révélé : le Bund d'Alvensleben est un camouflage du bureau politique de von Schleicher. Contrairement au sentiment de Lodyginsky qui le

617. Voyage de MM. Aubert et René Hentsch à Paris les 16-18 juin 1932. EIA, PV du BP 1932.

618. Note confidentielle [de Terres], Rapport du D^r L. [Lodyginsky] sur son voyage en Tchécoslovaquie, Pologne et Allemagne. Septembre 1932. EIA, PV du BP 1932.

619. PV du 9 septembre 1932. EIA, PV du BP 1932.

620. Maurice Vaïsse, *art. cit.*, p. 39.

621. Rapport du D^r L. [Lodyginsky] sur son voyage..., *op. cit.*

jugera mauvais analyste, les pronostics de Terres se révèlent tout à fait pertinents: il ne croit pas que le gouvernement pourra se maintenir longtemps: «car on ne voit pas comment il pourra se sortir de son impasse économique»⁶²².

L'adjoint d'Alvensleben, von Kameke, apprend à Lodyginsky que le Bund pâtit du désengagement d'Alvensleben, qu'il juge trop impliqué avec la droite au pouvoir et surtout avec les chefs nazis pour pouvoir continuer à diriger une œuvre qui devrait rester «neutre»⁶²³. Pour le sauver, une collaboration a bien été tentée avec une ancienne connaissance du BP, l'*O-Dienst* de Danckwerts, mais en vain.

Le BP doit donc songer à développer les nouveaux contacts pris pendant le voyage de Lodyginsky: le théologien Konrad Algermissen, du Volksverein catholique, la maison Eckart Verlag, placée sous le sceau du protestantisme, et Adolf Ehrh, dont il sera question dans la quatrième partie de cette étude. Alvensleben, que l'ambition de réunir toutes les forces anticommunistes au sein du Bund n'avait pas quitté en février 1932, est pris de vitesse⁶²⁴. Sa fonction d'émissaire de von Schleicher auprès de Hitler dans les derniers mois de la République de Weimar l'accapare. Au moment décisif, il restera dans l'opposition conservatrice aux côtés de von Schleicher, que Hitler considérera comme l'un de ses ennemis les plus dangereux et qu'il fera assassiner lors de la nuit des longs couteaux (29-30 juin 1934). Alvensleben échappe de justesse à la purge mais est arrêté et passe plusieurs mois en prison⁶²⁵. Entré dans le collimateur du régime, il n'en sortira plus. Dans sa chute, il entraîne le Bund, qui n'est plus qu'une coquille vide depuis plusieurs mois.

622. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 11.

623. Rapport du Dr L. [Lodyginsky] sur son voyage..., *op. cit.*

624. Lettre d'Alvensleben à Aubert, 3 février 1932. EIA, Allemagne 1930-1932.

625. Alvensleben est arrêté en 1934 dans le cadre de «l'affaire Röhm» et «plus tard» interné à Buchenwald. Elke Fröhlich (dir.), *Interimregister der Tagebücher von Joseph Goebbels. Sämtliche Fragmente, Teil I, Aufzeichnungen 1924-1941*, Munich, etc.: Saur, 1987, p. 14. L'information de son arrestation (mais pas celle de son internement à Buchenwald) est confirmée dans un article en ligne solidement documenté sur Alvensleben. [http://en.wikipedia.org/wiki/Werner_von_Alvensleben] (consulté le 27 août 2008). Après sa sortie de prison en 1934, Alvensleben est assigné à résidence à Neugattersleben par la Gestapo. Il serait lié au groupe Beck-Goerdeler (tendance néoconservatrice, autoritaire). Sa participation aux préparatifs de l'attentat du 20 juillet 1944 n'est pas prouvée, mais il est condamné à deux ans d'emprisonnement pour des propos défaitistes tenus lors d'une *tea party* en août 1943. Alvensleben sera libéré de la prison de Magdeburg en avril 1945 par les troupes américaines. Il vivra les deux dernières années de sa vie auprès de sa fille, à Bremen-Vegesack, où il mourra en 1947.

TROISIÈME PARTIE

PRO DEO OU COMMENT RELANCER LA CROISADE ANTIBOLCHEVIQUE MONDIALE

À partir de 1933, on observe un changement de tactique de l'EIA et de ses correspondants, à la suite, notamment, des revers essuyés en Allemagne avec l'échec de la médiation en faveur d'une entente franco-allemande antisoviétique, et aux États-Unis avec la reconnaissance diplomatique de l'URSS. Encouragée d'abord par les initiatives catholiques contre les persécutions et l'athéisme qui ont suivi la lettre du pape au cardinal-vicaire Pompili en 1930, puis par les espoirs suscités par le changement de régime en Allemagne, l'EIA se lance dans le flux de ce qui semble être une nouvelle croisade contre le bolchevisme.

GENÈSE D'UNE COMMISSION INTERCONFESSIONNELLE

La commission Pro Deo apparaît comme le fer de lance de cette croisade axée sur la dénonciation d'un complot contre la chrétienté fomenté par l'athéisme, le communisme et... le socialisme. En maintenant notre perspective qui vise à interroger le rapport entre les thématiques et l'actualité religieuses et politiques, tant au niveau local qu'au niveau international, nous nous pencherons sur la genèse et le programme de Pro Deo.

LE SPECTRE DES SANS-DIEU MILITANTS EN EUROPE (1929-1933)

Dès 1929, l'EIA agit l'épouvantail des sans-Dieu militants. En marge des nouvelles sur les persécutions antireligieuses en URSS et sur le mouvement de protestation en Occident, les *Bulletins de presse EIA* rendent régulièrement compte de l'action des sans-Dieu communistes. Elle entend faire croire à une progression inquiétante du militantisme athée hors d'URSS, notamment auprès des cibles innocentes et malléables que sont les enfants. La conférence de Lodyginsky à Rotterdam en mars 1930 mentionne les directives de Moscou aux partis communistes et aux organisations comme l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, les Jeunesses communistes et la Fédération des pionniers rouges⁶²⁶. Les organes de presse communistes destinés à la jeunesse, au nombre de 59 en Europe, mèneraient une intense propagande antireligieuse. Le docteur relate l'histoire contée par la *Frankfurter Zeitung* d'un dénommé Alex [sic], un petit Allemand « précocé » qui, sous la houlette du PC, serait revenu d'un séjour de plusieurs semaines en Russie pour diriger et distribuer dans les écoles des publications

626. *Une phase nouvelle de la lutte des Soviets contre la religion...*, op. cit., 1930.

ayant pour titres: *Die rote Schule, Der rote Schulbesen, Die Schultrommel* et *Der rote Schüler*. L'impact effectif de cette propagande n'est jamais interrogé; il s'agit de persuader l'auditoire que de semblables cas ne sont pas isolés et que cette «gangrène» se déploie en Europe, en Amérique et en Asie.

Le BP n'appréhende la libre pensée qu'au niveau de ses structures faitières et internationales. Cependant, il importe d'étudier les organisations nationales eu égard à la diversité de leurs traditions si l'on entend mesurer l'influence réelle de la propagande communiste sur elles⁶²⁷. La libre pensée française, par exemple, est née, comme le terme lui-même, entre 1830 et 1840. Les premières associations sont apparues en France en 1848 et en Belgique en 1850. En Autriche, elles sont fondées dans les années 1860-1870, avec des références et dans un contexte politique très différents. Elles se sont regroupées en fédérations régionales et nationales, elles-mêmes rattachées à un mouvement international. En France, la libre pensée militante et agressive atteint son apogée entre 1900 et 1914. Elle ne retrouvera jamais, après la désorganisation subie lors de la Première Guerre mondiale, son dynamisme d'alors.

En Suisse, la libre pensée s'organise plus tard qu'en France, en Belgique ou en Hollande, et se concentre plutôt sur la partie alémanique du pays; ses origines sont liées au mouvement ouvrier et aux feuilles sociales-démocrates dans les années 1870 et 1880. La première association est fondée à Zurich en 1906 et ne tarde pas à essaimer dans les principales villes germanophones, mais également à Genève, à La Chaux-de-Fonds et bientôt à Neuchâtel et au Tessin (Società dei Liberi Pensatori Ticinesi). Robert Barth indique toutefois que les Alémaniques dominent la scène de la libre pensée helvétique, grâce à des liens plus forts avec leurs confrères allemands. Les libres penseurs, qui comptent des associations dans quinze localités suisses en 1919, entrent en récession à partir de cette date. En 1923, il n'est plus question que de Bâle, Berne, Lucerne et Zurich. En 1930, toutefois, un secrétariat

627. Nous nous fondons dans ce sous-chapitre sur les études de Robert Barth, «Freidenker, Monisten, Gottlose», *Theologische Zeitschrift*, Bâle, N° 4, 1985, pp. 412-433; Jochen-Christoph Kaiser, *Arbeiterbewegung und organisierte Religionskritik. Proletarische Freidenkerverbände in Kaiserreich und Weimarer Republik*, Stuttgart: Klett-Cotta, 1981; Jacqueline Lalouette, *La libre-pensée en France, 1848-1940*, Paris: Albin Michel, 1997; Pierre Lévêque, «Libre-pensée et Socialisme (1889-1939). Quelques points de repère», *Le Mouvement social*, N° 57, (octobre-décembre, 1966), pp. 101-141; Franz Sertl, *Die Freidenkerbewegung in Österreich im zwanzigsten Jahrhundert*, Vienne: Universitätsverlag, 1995.

permanent est créé pour la fédération. Sous la houlette de son premier secrétaire, l'ancien prêtre catholique Adolf Krenn, la Fédération retrouve quelque vigueur (seize groupes), jusqu'en 1936, où le nombre de groupes diminue de moitié et où le secrétaire doit être licencié. Parmi les raisons de la précarité de la situation des libres penseurs suisses dans les années 1930 compteront la concurrence des libres penseurs prolétariens, la contre-attaque des Églises, la critique insuffisamment nuancée de l'institution ecclésiastique par le mouvement et enfin la polarisation politique de ces années. Au programme du mouvement figure la libération de l'homme de la tyrannie des dogmes religieux et la séparation complète de l'État et de l'Église. Le Freidenkerbund milite activement en faveur de l'apostasie, calquant ses campagnes de 1932 à 1934 sur celles des libres penseurs allemands des années 1920.

La libre pensée, particulièrement en France, pâtit d'une mauvaise réputation, les méthodes et le discours de ses adhérents faisant bien pâle figure face à ceux, réputés plus nobles et intellectuels, de la franc-maçonnerie – souvent confondue ou amalgamée avec la libre pensée. Pourtant, des représentants éminents du monde littéraire, politique, artistique et scientifique, comme Victor Hugo, Anatole France et Aristide Briand, ont adhéré au mouvement. Il faut aussitôt ajouter qu'après 1918, le nombre d'ouvriers libres penseurs s'est accru de manière inversement proportionnelle à celui des représentants bourgeois. Liée au socialisme, la libre pensée est traversée par plusieurs courants, plus ou moins radicaux, allant de la poursuite de l'idéal d'une laïcisation complète de la société et de l'État au projet d'extinction totale de la religion et de l'idée de Dieu, en passant par le déisme, parfois mâtiné de spiritisme. Au niveau politique, elle présente tout autant de nuances, voyant ses adeptes répartis sur tout le spectre de la gauche, jusqu'à l'extrême gauche. De cette hétérogénéité, des grandes oppositions entre réformistes et révolutionnaires qui s'exercent de 1925 à 1936, du déclin de la libre pensée internationale à partir de 1933, l'Entente ne souffle mot. Elle peint un tableau très sombre de la progression du danger, de la brutalité du discours et des méthodes (notamment la pratique du carnaval blasphématoire), et s'ingénie à faire croire au principe de subsidiarité très forte de l'organisation, en pointant du doigt Moscou.

L'irruption d'un mouvement sans-Dieu organisé en URSS, et d'une section y relative au sein du Komintern, a certes une influence

sur le mouvement. À l'échelon international, la libre pensée, qui est en perte de vitesse à la suite de la Première Guerre, est extraite de sa torpeur en 1925 par la fondation à Teplitz (Tchécoslovaquie) de la Fédération internationale des libres penseurs prolétariens. Cette internationale, alias Organisation (ou Association) des Travailleurs sans-Dieu, de tendance marxiste, compte bientôt des sections en Autriche, France, Allemagne, Tchécoslovaquie, Belgique et Pologne. Mais toute la libre pensée ne s'y rallie pas complètement, même si l'on ne peut nier qu'elle soit dynamisée et influencée par les visées universalisantes de la révolution, l'idéal de lutte des classes et le primat de l'économie mis en avant par les marxistes. Ces derniers réussissent pour un temps à imposer leurs thèses en révisant des lignes directrices de l'ancienne Fédération internationale. Les mots d'ordre traditionnels de la libre pensée (liberté de conscience et de croyance, primat de la raison, éducation), et les exigences de neutralité politique, passent alors au second plan; les options réformistes, acceptées lors des discussions mais évacuées des thèses écrites, ne seront plus prises en compte. C'est là l'origine d'une dissension qui éclate au grand jour en 1928, lors du congrès de Cologne. Le divorce n'est consommé qu'en novembre 1930, au congrès de Bodenbach (Tchécoslovaquie). Les décisions votées établissent une supériorité constante de la tendance réformiste de 40 voix contre 22, décidant les marxistes à se retirer et à fonder un contre-congrès dans la ville voisine de Tetschen. Le mouvement international est divisé: d'un côté, la Fédération sociale-démocrate (dont le siège est transféré de Vienne à Prague en février 1931), qui compte 500 000 membres avec ses différentes sections nationales; de l'autre, la Fédération marxiste-léniniste, fondée à Tetschen, avec quelque 100 000 membres, essentiellement des Russes, des Allemands et des Tchèques. Pour ne rien simplifier, les marxistes-léninistes décident de conserver le même intitulé que les réformistes. À partir de novembre 1930, il y a donc deux Fédérations internationales des libres penseurs prolétariens; cette circonstance particulière peut expliquer en partie la confusion de l'Entente.

Les causes de la scission sont à chercher dans le durcissement progressif de la tendance marxiste qui, en érigeant l'URSS et la révolution mondiale en modèles, ne peut assumer le rôle de pont entre les différents éléments de la gauche, ainsi que l'avait fait jusque-là la tendance sociale-démocrate qui dominait dans la fédération. Si l'opposition est forte, le divorce n'est cependant pas

synonyme de guerre, puisque les délégués se mettent aussitôt à réfléchir à la création d'une Union internationale des libres penseurs. C'est chose faite le 7 septembre 1931, au congrès de Berlin⁶²⁸. La nouvelle entité, l'Internationale Freidenker Union, entre officiellement en activité le 1^{er} janvier 1932⁶²⁹.

Au sein des différents pays, les réformistes demeurent majoritaires. La Fédération nationale des libres penseurs de France et des colonies, par exemple, reste affiliée à l'ancienne Fédération internationale. Pour la fédération française, la lutte antireligieuse continue à primer sur la lutte des classes⁶³⁰. Elle ne s'unifiera à la libre pensée prolétarienne qu'à l'époque du Front populaire, en 1936, à la faveur du changement de tactique du Komintern et des communistes, initié dès 1934⁶³¹. De même, la branche sociale-démocrate de la libre pensée n'aura pas le temps de se poser la question du ralliement, fauchée par une action de la Sturm Abteilung (SA) à son encontre en mars 1933. L'arrivée au pouvoir du national-socialisme donne un coup de frein à l'activité de l'Internationale des libres penseurs, toutes tendances confondues.

Dans ses Mémoires, Lodygensky fait remonter les origines de Pro Deo au mouvement de protestation de la fin de 1929 et au développement de la propagande antireligieuse en Occident⁶³². La création de Pro Deo est pourtant plus à rattacher aux initiatives des années 1932-1933 contre la libre pensée en Europe, qu'à celles prises contre les persécutions en URSS. Le saut temporel entre le début des protestations et la fondation de Pro Deo – près de quatre ans – est trop important pour se satisfaire de ce raccourci. Car si l'on considère la commission, comme ce semble être le cas de Lodygensky, comme une suite logique de la vague de protestations de 1930, Pro Deo arrive bien tard dans la lutte. En revanche, si l'on resserre la chronologie sur les années 1931-1933, sa création prend tout son sens.

628. Jochen-Christoph Kaiser, *op. cit.*, pp. 222-228.

629. «Internationale Freidenker Union», *Vorwärts* (Berlin), 8 septembre 1931. Article tiré des dossiers de la nonciature allemande: AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

630. Pierre Lévêque, *art. cit.*, p. 126.

631. Jochen-Christoph Kaiser, *op. cit.*, p. 230. Robert Vandenbussche, «Libre-pensée et libres penseurs dans le Nord sous la III^e République», in *Libre-pensée et religion laïque en France. De la fin du Second Empire à la fin de la Troisième République*, Strasbourg: Cerdic-Publications, 1980, p. 181. Selon Vandenbussche, les débats entre socialistes et communistes ne s'atténuent que pour un temps seulement; les tensions entre eux demeurent fortes, les socialistes craignant le prosélytisme des communistes, et ces derniers agissant souvent seuls sans tenir compte des avis de la fédération.

632. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. I, p. 107.

Les racines de la commission plongent non seulement dans le comité de liaison avec les Églises et dans les comités ad hoc créés à Genève et à Lausanne pour la campagne de protestation contre les persécutions en URSS, mais aussi dans les rapports et les procès-verbaux du Bureau permanent du début des années 1930. Jacques Le Fort et Georges Lodygensky ont été les principaux promoteurs de ce projet: ce sont eux qui, dès 1931, défendent le principe d'un lien à maintenir avec les milieux religieux.

En août 1931, Jacques Le Fort présente un canevas de développement du BP à Aubert, dans lequel il préconise d'améliorer et d'intensifier la liaison entre le Bureau et les organisations religieuses. Il y fait référence à la mobilisation de la fin de 1929 contre les persécutions. Le Fort regrette qu'un terrain potentiellement aussi fertile que les milieux religieux soit laissé en friche⁶³³. L'idée est exposée devant le Conseil International de l'EIA le 3 septembre 1931 par le Bureau, qui entend être un moteur de l'action anticommuniste sans figurer au premier plan⁶³⁴. En 1932, l'EIA lance un appel à la contre-offensive des chrétiens contre «l'Antéchrist»⁶³⁵. Elle souhaite une mobilisation contre l'association des sans-Dieu soviétiques et des libres penseurs européens, qui s'attacheraient à la diffusion du militantisme athée en Occident.

À intervalles réguliers, les bulletins de l'Entente annoncent le déménagement du siège de l'Internationale des sans-Dieu dans telle ou telle ville. L'information sur l'athéisme est très allusive et ne distingue que très rarement les deux principales tendances de l'athéisme (sociale-démocrate et communiste), dont le BP affirme que l'esprit est le même. En annonçant le changement de siège de Vienne à Berlin en 1931, le Bureau est certes dans le vrai⁶³⁶. Mais lorsqu'il publie en mars 1933 l'information de l'installation du siège à Bâle après l'interdiction proclamée par Hitler⁶³⁷, non seulement il est dans l'erreur⁶³⁸, mais il omet d'introduire une précision de taille: l'organisation marxiste a été interdite le 3 mai 1932 déjà, par un décret-loi de Hindenburg, tandis que les sans-Dieu

633. «Projet de M. Le Fort pour M. Th., août 1931 – Projet de développement du Bureau permanent.» EIA, Conférences EIA 1931.

634. Séance du Conseil International de l'EIA du 3 septembre 1931. EIA, Conférences EIA 1931.

635. *Documentation mensuelle*, mars 1932.

636. *Bulletin de presse EIA*, N° 265, 10 février 1931.

637. Robert Barth, *art. cit.*, p. 413.

638. Kurt Semmler, *op. cit.*, p. 140.

sociaux-démocrates ont pu continuer leurs activités. Si l'Internationale prolétarienne a maintenu son siège à Berlin entre 1932 et 1933, c'est donc uniquement dans la clandestinité. L'Entente ne s'intéresse pas à ces nuances; sa principale préoccupation est de démontrer les progrès sournois de l'hydre communiste athée. Ses informations sont caractérisées par un complet manque de rigueur et de nuances, malgré la grande diversité de ses sources: presse soviétique et communiste, presse de la libre pensée, revue protestante française *Demain*, mais aussi des sources plus douteuses comme le *Morning Post*, que l'EIA prend au premier degré.

En décembre 1933, le *Bulletin* de l'EIA annonce le transfert de l'Internationale des sans-Dieu à Strasbourg. Selon *La Croix* du 17 décembre 1933, la nouvelle est annoncée dans un journal suisse, puis confirmée par un message laconique du poste officiel suisse de télégraphie sans fil de Beromünster («L'Internationale des sans-Dieu a transféré son siège de Bâle à Strasbourg»)⁶³⁹. L'annonce suscite naturellement beaucoup d'émotion en Alsace, et c'est surtout la presse autonomiste (la presse de l'Union populaire et l'*Elsässer Kurier* en tête, les autres feuilles faisant cortège) qui la répand, semant le trouble à la veille de Noël, en indiquant que les sans-Dieu ont été accueillis Strasbourg avec l'assentiment de la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine à Paris, dans le but inavoué de déchristianiser les trois départements. À la demande du nonce Maglione, qui s'inquiète de la nouvelle de l'installation des sans-Dieu en France, l'évêque de Strasbourg lance une enquête qui révèle le caractère fallacieux de l'information. Selon l'évêque, le but des autonomistes était d'exciter les catholiques d'Alsace contre Paris⁶⁴⁰. Le correspondant alsacien du *Journal des Débats*, Pierre Bourson, propose la même interprétation⁶⁴¹. En raison du statut religieux spécial de l'Alsace par rapport au reste de la France (maintien du concordat) et la présence d'un mouvement autonomiste, une telle nouvelle ne pouvait que mettre le feu aux poudres. Le *Journal des Débats* conclut au canular et s'indigne du fait qu'une partie de la presse alsacienne ait répandu avec tant

639. Les articles de presse cités dans ce paragraphe sont tirés du dossier d'archives de la nunciature de Paris accompagnant la lettre de M^{gr} Ruch, évêque d'Alsace, au nonce Maglione, 26 décembre 1933. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 469, fasc. 691.

640. Lettre de M^{gr} Ruch, évêque d'Alsace, au nonce Maglione, 26 décembre 1933. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 469, fasc. 691.

641. *Journal des Débats*, 23 décembre 1933.

de légèreté «une fausse nouvelle qui était de source germano-suisse».

De bonne ou de mauvaise foi, le BP a lui aussi contribué à diffuser cette nouvelle, sans souci de vérification. Il apparaît qu'il n'a pas jugé utile de se renseigner auprès de ses correspondants alsaciens.

Cet intérêt de l'Entente pour les sans-Dieu est à replacer dans un contexte d'hostilité générale à leur égard. Une fois retombées les protestations contre les sans-Dieu qui ont marqué la première partie de l'année 1930, la période 1931-1933 coïncide en Europe avec une montée de mouvements et initiatives contre l'athéisme et les sans-Dieu, qui émanent tant de catholiques que de protestants. La publication des encycliques *Quadragesimo anno* (15 mai 1931) et *Caritate Christi compulsi* (3 mai 1932) constitue deux jalons forts de cette réaction. Le 14 avril 1932, la Secrétairerie d'État du Vatican déclare à toutes les délégations apostoliques que la propagande communiste constitue la menace la plus grave pour l'ordre social et pour la religion catholique. Elle demande aux nonciatures d'informer le Saint-Siège avec exactitude de toutes les manifestations, moyens de propagande et progrès du communisme dans les divers pays⁶⁴². Il s'agit probablement d'une mesure qui doit préparer ou accompagner l'encyclique *Caritate Christi compulsi*. Le texte de l'encyclique dit : «Pour Dieu ou contre Dieu, telle est l'éternelle question, sur laquelle repose le destin du monde» [...]».

La Hollande et l'Allemagne sont les deux seuls pays qui réussissent à promouvoir des mesures légales contre les libres penseurs.

En Hollande, une loi contre le blasphème est discutée de 1931 à la fin 1932, où elle sera soumise au vote et acceptée. Selon les rapports de l'internonciature aux Pays-Bas, il s'agit de l'initiative de députés catholiques, qui vise à ajouter au code pénal des dispositions contre certaines publications et manifestations publiques blessant le sentiment religieux⁶⁴³. Le projet est mis sur pied à la suite d'articles antireligieux paru dans l'organe des communistes hollandais. Ils ont tellement choqué que le journal aurait subi le boycott des bibliothèques et des salles de lectures publiques. Slotemaker de Bruine, ancien ministre et professeur de théologie, ainsi

642. Circulaire (N° 967/32) du cardinal Pacelli aux nonciatures, 14 avril 1932. AES, Stati ecl., pos. 474, fasc. 475.

643. Rapport de l'internonce aux Pays-Bas, M^{gr} Lorenzo Schioppa, au cardinal Pacelli, 9 mai 1931. AES, Olanda, pos. 50, fasc. 6. Rapport de l'internonce aux Pays-Bas, M^{gr} Lorenzo Schioppa, au cardinal Pacelli, 17 novembre 1932. AES, Olanda, pos. 50, fasc. 7.

que le théologien Erdmann se prononcent contre la loi. Toute la difficulté, dans un pays qui s'enorgueillit d'une tradition historique de défense de la liberté de conscience et de tolérance religieuse, est de ne s'attaquer qu'à la forme de la lutte antireligieuse. Il ne peut s'agir d'interdire une organisation, et le ministre de la Justice Jan Donner (par ailleurs protestant) insiste sur le fait que la loi ne doit en aucun cas s'opposer à la lutte confessionnelle⁶⁴⁴. En revanche, elle doit punir les excès de ceux qui, par des paroles publiques, des images, des écrits, portent offense à Dieu et par là même au sentiment des croyants⁶⁴⁵.

En Allemagne, les mesures légales envisagées sont plus dures qu'en Hollande, car on y considère les excès verbaux des sans-Dieu comme une menace pour l'ordre public. Peut-être en raison de l'activité assez importante des *Gottlosen* dans ce pays à partir de l'été 1930, on n'observe pas de réelle retombée des débats entre les protestations contre les persécutions en URSS et le début de la réaction anti-*Gottlosen*. Ce mouvement, particulièrement fort dans l'Église catholique, est également perceptible et très semblable dans le vocabulaire du côté protestant, sans que les Églises aient pour autant cherché la concertation dans cette lutte⁶⁴⁶. Réponse au *Kulturbolschewismus* et au mot d'ordre de «*Sowjetdeutschland*» lancé par la propagande communiste en 1930-1931 plus qu'aux apostasies (dont le nombre reste limité), le mouvement anti-*Gottlosen* déborde le cadre ecclésiastique: le Ministère de l'intérieur et d'autres instances politiques s'en saisissent, et l'on réfléchit même à une stratégie commune avec les Églises au début de l'été 1931⁶⁴⁷. Dans ses *Bulletins d'information*, l'EIA suit avec attention cette évolution qu'elle considère comme réjouissante⁶⁴⁸.

En mars 1931, le député du Zentrum Georg Schreiber, prononce devant le Reichstag un discours très chahuté par les députés communistes. Il en appelle à une politique de résistance énergique

644. Rapport de l'internonce aux Pays-Bas, M^{gr} Lorenzo Schioppa, au cardinal Pacelli, 9 mai 1931. AES, Olanda, pos. 50, fasc. 6.

645. La loi prévoit en effet une peine de prison d'un mois ou une amende de 100 florins. David Nash, *Blasphemy in the Christian world. A history*, Oxford: Oxford University Press, 2007, pp. 89-92.

646. L'historien Kurt Nowak décrit les étapes d'une campagne planifiée contre l'athéisme: *Geschichte des Christentums in Deutschland. Religion, Politik und Gesellschaft vom Ende der Aufklärung bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts*, Munich: Beck, 1995. pp. 232-233.

647. Jochen-Christoph Kaiser, *op. cit.*, pp. 295-299, p. 308; Kurt Nowak, *op. cit.*, pp. 232-233.

648. *Bulletins de presse EIA* (religion). EIA 1691.

et dénonce en particulier les « *Gottlosen Abende* », jugés intolérables pour le sentiment national et l'identité culturelle allemands⁶⁴⁹. Ces soirées, dont le nombre est en augmentation, sont une source d'inquiétude pour la hiérarchie catholique⁶⁵⁰. Leur contenu, souvent vulgaire, participe de sketches et de revues satiriques. Selon un article de l'*Augsburger Volkszeitung* du 2 juillet 1931, la police allemande aurait commencé à centraliser les rapports de surveillance des sections d'agit-prop du KPD. Un de ces rapports relate une soirée dans une ville de la région industrielle de la Rhénanie ou de la Westphalie. Une de ces troupes de « théâtre », composées d'acteurs parés de vêtements d'ecclésiastiques catholiques et protestants, joue une saynète dans laquelle les prétendus prêtres et pasteurs récitent, sur le mode de la litanie, toutes sortes d'idioties, de grossièretés et de blasphèmes, sous les applaudissements du public, qui remplace les amen ponctuels par une obscénité que l'*Augsburger Volkszeitung* se refuse à retranscrire dans ses colonnes. Une petite pièce illustre la manière dont la religion exploiterait la faim des prolétaires. Un rabbin, un pasteur et un prêtre se passent tour à tour un sac d'avoine au-dessus des premiers spectateurs, de manière à ce qu'ils ne puissent pas l'attraper. D'autres saynètes du même acabit sont décrites avec force détails, où se rencontrent le patron exploiteur, le prêtre porté sur le schnaps et les confirmantes légèrement vêtues...

En mars 1932, une exposition athée est fermée à Berlin par le ministre Joseph Wirth⁶⁵¹. La coupe est pleine. Le 3 mai 1932, un décret-loi (*Notverordnung*) du gouvernement du Reich entre en vigueur. Il déclare la dissolution des associations de libres penseurs d'obéissance communiste, sans s'appliquer aux associations d'obéissance sociale-démocrate. Le nonce Orsenigo, pour qui le décret-loi apparaît comme une demi-mesure, regrette qu'il ait été publié dans les journaux avant que la police n'en soit avertie, rendant du même coup impossible le séquestre des documents des organisations interdites⁶⁵². Le fait que les organisations sociales-démocrates ne soient pas prohibées dans la foulée lui semble prouver

649. *Berichte des Reichstags*, 34. Sitzung, 2 mars 1931, pp. 1275-1280.

650. Ces soirées font l'objet de rapports du nonce à la Secrétairerie d'État, et de prêtres à la commission Pro Russia. C'est de ces rapports que nous tirons les articles de presse cités plus bas. AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

651. Rapport du Sac. [Sacerdote] D^r M. Glaser à la commission Pro Russia, 21 avril 1931. AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

652. Lettre du nonce Orsenigo à Pacelli, 7 mai 1932. AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

que l'ordonnance du gouvernement est inspirée par des motifs purement politiques, «pour ne pas dire simplement «de parti». Selon lui, elle ne rencontre donc pas la totale approbation des catholiques allemands et ne mérite même pas de reconnaissance. Il se rend toutefois compte que la liberté d'association (également en matière de lutte antireligieuse), garantie par la Constitution de Weimar, empêche une action trop répressive de l'État, qui doit être justifiée par un motif «politique» ou par une menace contre l'ordre public. Le nonce reconnaît qu'une telle menace n'existe pas du côté des sociaux-démocrates, du moins dans l'immédiat; mais il avertit que le christianisme n'est pas à l'abri d'une radicalisation des positions antireligieuses de ces derniers.

Le contexte et l'option choisie pour contrer légalement le mouvement libre penseur sont donc bien différents de ceux de la Hollande; dans les deux pays néanmoins, la référence à l'activité communiste est déterminante, cette dernière agissant comme un déclencheur et comme une justification.

La Suisse connaît elle aussi un débat sur les sans-Dieu⁶⁵³. Le terrain est quelque peu préparé, du côté catholique, par la prédication des évêques suisses à l'occasion du Jeûne fédéral de septembre 1932, en réponse à l'encyclique *Caritate Christi compulsi*. Au niveau politique, la thématique des sans-Dieu s'implante dans le contexte de la manifestation populaire du 9 novembre 1932 sur la plaine de Plainpalais à Genève, manifestation qui a tourné à l'émeute puis à la fusillade⁶⁵⁴. De jeunes recrues de l'armée suisse ont tiré sur la foule qui protestait contre une assemblée philofasciste mettant en scène «la mise en accusation des sieurs [Léon] Nicole et [Jacques] Dicker»⁶⁵⁵, deux leaders socialistes genevois. Les répercussions de cette tragédie vont largement déborder le cadre cantonal. L'opprobre s'abat en particulier sur les manifestants et les politiciens socialistes (Léon Nicole est condamné à six mois de prison par les Assises fédérales). Mais les responsabilités sont partagées entre les dirigeants frontistes de l'Union nationale, qui ont convoqué un rassemblement au caractère provocateur, l'armée qui a

653. *Abwehrkampf gegen die Gottlosenbewegung. Ansprache der Hochwst. Schweiz. Bischöfe an die Gläubigen ihrer Diözesen auf den Eidgenössischen Betttag 1932*, Rorschach: Cavelti, 1932.

654. Marianne Enckell, Charles Heimberg, Stéfanie Prezioso (éds), *Mourir en manifestant. Répressions en démocratie. Le 9 novembre 1932 en perspective*, Lausanne: AEHMO/Éditions d'En Bas, 2009.

655. Cité par Roland Ruffieux, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne: Payot, 1974, p. 223.

engagé des troupes inexpérimentées et, enfin, le gouvernement genevois, dont les hésitations et les errements en matière de maintien de l'ordre se sont révélés fatals pour treize personnes. Ces événements mettent en émoi une grande partie de la classe politique bourgeoise, qui réagit par un projet de législation visant à compléter les mesures existantes dans un sens plus répressif. C'est ainsi que la motion Walther-Béguin sur la protection de l'ordre public est débattue devant l'Assemblée fédérale⁶⁵⁶. Dans la foulée, le conseiller national bernois Hans Müller (du Parti des paysans, artisans et bourgeois) soumet une motion, bientôt transformée en postulat, qui vise à promouvoir des mesures contre les organisations athées. Ce postulat ne passe pas la rampe du Conseil national, avec un refus de 70 voix contre 47. Le conseiller fédéral Häberlin, responsable du Département de justice et police, s'y oppose également, stipulant que le mouvement des sans-Dieu prolétariens est l'objet d'une surveillance depuis 1931 et que ses agissements n'ont pas donné lieu à des inquiétudes particulières: l'ampleur des réseaux internationaux qu'on leur prête est largement exagérée. Il est de surcroît impossible d'interdire un mouvement qui s'oppose à la religion sur une base scientifique et sans blesser les sentiments religieux des croyants⁶⁵⁷.

En marge de la discussion du postulat Müller interviennent les efforts d'un comité référendaire contre l'athéisme militant et le blasphème, majoritairement animé par des catholiques. La *Schweizerische Kirchenzeitung* annonce qu'une commission composée de politiciens et de juristes «de toutes les confessions» s'est réunie à Berne le 6 juillet 1933 pour discuter du postulat Müller⁶⁵⁸. Hans Hoppeler (Zurich), conseiller national du parti évangélique populaire, a pu être gagné à la cause⁶⁵⁹. Le projet d'initiative suscite de nouveaux espoirs auprès du BP, qui pense trouver auprès d'Adolf Keller un conseiller spécialiste de la législation contre le communisme et l'athéisme. Mais le pasteur ne peut être d'aucun secours au BP: l'Office d'entraide des Églises dont il fait partie a donné, par la voix du professeur Brunner, un préavis négatif au Conseil fédéral concernant le postulat Müller du point de vue ecclésiastique, et il

656. *Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale*, 1933.

657. Robert Barth, *art. cit.*, p. 430.

658. *Schweizerische Kirchenzeitung*, 13 juillet 1933, p. 236.

659. Robert Barth, *art. cit.*, p. 429. Hans Hoppeler (1879-1945): notice d'Urs Boschung, *Dictionnaire historique de la Suisse* en ligne, www.dhs.ch.

n'entend pas participer à une lutte politique contre le communisme; «la lutte de l'Église doit être exclusivement spirituelle», rappelle-t-il⁶⁶⁰. Quant à la Fédération suisse des Églises protestantes, elle reste à l'écart de l'action, craignant que les mouvements des fronts ne se saisissent également de la thématique⁶⁶¹. Le projet d'initiative contre l'athéisme sous l'égide de Hoppeler, abandonné puis repris, n'aboutira pas. De son côté, Théodore Aubert attendait les résultats de la campagne pour la lex Häberlin II sur la protection de l'ordre public pour évaluer les chances d'une nouvelle action contre les sans-Dieu⁶⁶². Mais la loi sera rejetée par le peuple en mars 1934, infligeant un cuisant échec à Häberlin et aux conservateurs. Conçue à l'origine pour offrir une meilleure protection contre la subversion fasciste, la loi s'est peu à peu radicalisée au point de mécontenter socialistes, communistes, paysans et fascistes. Elle est vue comme un bâillon capitaliste de la libre opinion⁶⁶³.

À peu près à la même époque qu'en Suisse, en septembre 1933, un projet de *blasphemy bill* voit le jour en Grande-Bretagne sous la houlette du Christian Protest Committee, qui fait lui aussi chou blanc⁶⁶⁴. Ainsi, toutes les projections de l'Entente en matière de lutte contre le communisme sur le terrain religieux échouent. La propagande contre les sans-Dieu ne suffit pas à provoquer un mouvement efficace. Mais le peu de succès des initiatives contre les sans-Dieu au niveau politique ne découragera pas l'EIA de poursuivre la lutte en travaillant l'opinion par d'autres biais, en donnant elle-même l'impulsion. C'est dans ce contexte que naîtra la commission Pro Deo⁶⁶⁵.

AUX ORIGINES CATHOLIQUES ALLEMANDES DE PRO DEO

Faisant figure d'avant-poste, l'Allemagne donne le ton de la mobilisation contre les sans-Dieu décrite plus haut dès l'été 1931. Le détail des initiatives catholiques allemandes mérite d'être exposé

660. Lettre d'Adolf Keller (OCEE), à Aubert, 25 août 1933. EIA, Suisse général 1933. Kurt Semmler, *op. cit.*, p. 141.

661. Robert Barth, *art. cit.*, p. 429.

662. PV du 22 novembre 1933. EIA, PV du BP 1933.

663. Urs Altermatt *et al.*, *Conseil fédéral, op. cit.*, p. 364.

664. PV du 4 septembre 1933. EIA, PV du BP 1933.

665. Cette analyse est également soutenue par Robert Barth, qui cite Kurt Semmler, *op. cit.*

ici, parce que ces dernières revêtiront une importance déterminante pour l'Entente et fourniront une impulsion décisive à la création de Pro Deo.

Les conférences épiscopales de Fulda (présidée par le cardinal Adolf Bertram) et de Freising (présidée par le cardinal Michael von Faulhaber) en août et septembre 1931 donnent un élan nouveau à la lutte contre la libre pensée, la déchristianisation et le communisme. Elles jugent défavorablement les relations économiques entre l'Allemagne et l'URSS et y voient un grave danger de pénétration de la propagande athéiste dans la République de Weimar, décrite comme « première région d'invasion du bolchevisme »⁶⁶⁶. Elles chargent spécialement le Volksverein (Action catholique) d'accroître la lutte contre les sans-Dieu. La cheville ouvrière de cette offensive est Konrad Algermissen (1889-1964), responsable de la section religieuse et culturelle du Volksverein depuis 1926. En septembre 1931, il crée la Forschungs- und Informationsstelle über Bolschewismus und Freidenkertum (dite aussi Antigottlosen-Zentrale) à Munich-Gladbach⁶⁶⁷. Il est assisté dans son travail par trois prêtres, dont l'un est un Allemand de Russie⁶⁶⁸.

Signe de la vitalité du catholicisme sous la République de Weimar, la centrale insiste non seulement sur le travail « négatif » de défense « anti », mais aussi sur le travail « positif » d'approfondissement de la foi, de renouvellement de la vie chrétienne et sociale qu'elle doit accomplir. Elle abreuve le clergé de conférences (dont certaines sont obligatoires), de *Priestertagungen*, sur des thèmes touchant à la déchristianisation, à ses origines et à la manière de la combattre au niveau de la pastorale.

Algermissen bénéficie en particulier du soutien actif de M^{gr} Christian Schreiber, évêque de Berlin, ville où la propagande athée est considérée comme la plus développée et vivace. Toute cette activité déployée par l'épiscopat et le Volksverein répond directement aux mouvements de « l'ennemi ». Rappelons-le, le Congrès international des libres penseurs qui décide de la création l'Internationale Freidenker Union a lieu à Berlin au début du mois de septembre 1931⁶⁶⁹.

666. Kurt Nowak, *Geschichte des Christentums in Deutschland*, op. cit., p. 232.

667. Sur Konrad Algermissen (1889-1964) : notice biographique réalisée par Thomas Flammer, *Biographisch-bibliographisches Kirchenlexikon*, Band XXII (2003) Spalten 6-17. En ligne [http://www.bautz.de/bbkl/a/algermissen_k.shtml]

668. « Aus der Forschungsstelle über Bolschewismus und Freidenkertum, von Dr. Konrad Algermissen », octobre 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 6 scatola, fasc. 45.

La portée du message des évêques allemands du 15 septembre 1931 dépasse le cadre allemand puisqu'il s'adresse aux confrères de l'étranger, les enjoignant à s'unir à des prières d'expiation afin d'empêcher le jugement divin de s'abattre sur le monde⁶⁷⁰. Parallèlement, la fête du Christ-Roi (*Christkönigssonntag*) est décrétée en Allemagne journée de défense contre le danger bolchevique et sans-Dieu. Cette démarche se présente comme un prolongement naturel du mot d'ordre de l'encyclique *Quas primas* de 1925, dans laquelle Pie XI avait instauré la solennité de la royauté du Christ sur tout l'univers pour marquer son opposition à la « peste de notre époque, [le] laïcisme ». La centrale d'Algermissen publie pour l'occasion un sermon et une brochure, avec l'imprimatur de l'évêché de Berlin. À Breslau, notamment, la fête du Christ-Roi est l'occasion d'un rassemblement de masse, 15 000 personnes répondent aux slogans des sans-Dieu par cette fête au Christus Rex, qui fait également la part belle au saint national, Boniface⁶⁷¹.

La semaine suivante, le 30 septembre 1931, M^{gr} Schreiber convoque tout le clergé du Brandebourg dans la capitale, réunissant 200 prêtres pour envisager les moyens les plus aptes pour lutter contre cette influence jugée néfaste. La journée débute par une messe à l'église Sankt Klemens, officiée par des pères jésuites. Elle est suivie par des discours, des exhortations et une conférence d'Algermissen sur l'histoire du mouvement athée depuis ses origines⁶⁷².

La centrale d'Algermissen crée au début de janvier 1932 un Institut für Gesellschafts- und Wirtschaftserneuerung. L'action catholique allemande entend saisir le problème dans toute sa profondeur, n'hésitant pas à sortir du domaine purement pastoral pour lutter non seulement contre les sans-Dieu et la libre pensée, mais aussi contre la racine du problème : l'influence communiste, spécialement en période de crise économique. À la fin d'août 1932, une journée internationale du Christ-Roi est organisée à Berlin, sous l'égide de l'évêque Schreiber, sur le thème du mouvement sans-Dieu en Europe et l'opposition de l'action catholique dans

669. (Note de la p. 212.) « Internationale Freidenker-Union », *Vorwärts* (Berlin), 8 septembre 1931. Article tiré des dossiers de la nonciature allemande : AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

670. Kurt Nowak, *op. cit.*, p. 232.

671. Germania, 22 septembre 1931.

672. Lettre de M^{gr} Luigi Centoz, conseiller à la nonciature de Berlin, à Pacelli, 4 octobre 1931. AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

les différents pays⁶⁷³. L'action d'Algermissen bénéficie qui plus est du soutien du pape et de M^{gr} d'Herbigny. La Commission Pro Russia lui verse en septembre 1932 un subside de 300 marks destinés à la propagande dans les régions les plus menacées par le bolchevisme et les sans-Dieu⁶⁷⁴. Algermissen suit à la trace les activités des libres penseurs. Il fait parvenir à M^{gr} d'Herbigny un « plan secret » des sans-Dieu d'Autriche et d'Allemagne, signé par leur secrétaire, Ferdinand Mayer, et l'*Obmann* Franz Ronzal. Le document annonce la mise sur pied d'une riposte des libres penseurs au *Katholikentag* qui devait avoir lieu à Vienne dans le courant de l'année 1933⁶⁷⁵. Cette riposte est une exposition anti-religieuse, dont les sections sont détaillées. Pourtant, en décembre 1932, F. Mayer est démis de ses fonctions de secrétaire de l'association des libres penseurs autrichiens pour des raisons budgétaires⁶⁷⁶. Très durement touché par la crise économique, le Freidenkerbund a vu le nombre de ses membres baisser drastiquement. Les changements politiques en Autriche (crise parlementaire du 4 mars 1933) vont rendre la situation encore plus difficile pour le Freidenkerbund, dont l'assemblée nationale sera bientôt interdite.

En septembre 1932, Lodyginsky est en mission en Allemagne. Orienté par son ami le RP Ivan Kologrivoff (ancien officier de la garde impériale russe devenu jésuite), il frappe à diverses portes catholiques à Berlin, Gladbach et Cologne, notamment à celle du Volksverein⁶⁷⁷. Le supérieur de Kologrivoff⁶⁷⁸, le Père Rauterkuss, lui fait rencontrer l'ancien chancelier, Wilhelm Marx, président honoraire de l'organisation. Le docteur insiste auprès de lui « sur la nécessité de provoquer un vaste mouvement populaire d'inspiration chrétienne dirigé contre l'idéologie bolcheviste et ayant pour but de christianiser les divers mouvements politiques ».

673. Rapport du D^r L. [Lodyginsky] sur son voyage en Tchécoslovaquie, Pologne et Allemagne. Septembre 1932. EIA, PV du BP 1932.

674. « Traduzione della lettera del Dott. Corrado Algermissen a S. E. Mons. d'Herbigny », 28 septembre 1932 ; « Estratto della lettera di S. E. Mons. d'Herbigny a S. E. Mons. Chaptal », 17 octobre 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 6 scatola, fasc. 45.

675. « Traduzione del piano segreto concretato dai senza-Dio d'Austria e di Germania per ostacolare la riuscita dell'adunata dei cattolici tedeschi (Katholikentag) indetta a Vienna per il 1933 », 3 novembre 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 6 scatola, fasc. 45.

676. Franz Sertl, *op. cit.*, p. 258.

677. Le *Volksverein* de Munich-Gladbach [actuellement : München-Gladbach, en Westphalie] est la centrale de formation et de propagande du catholicisme social. Jean-Marie Mayeur, « L'Allemagne, l'Autriche », in Jean-Marie Mayeur (dir.), *Histoire du christianisme*, *op. cit.*, p. 572.

678. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 20.

La discussion passe rapidement du plan religieux au plan politique, et Lodygensky ne rencontre guère d'écho favorable: l'ex-chancelier estime que rien ne peut être changé dans la politique extérieure de l'Allemagne. Le maintien des rapports avec les Soviétiques lui semble justifiable en tous points, ce qui ne l'empêche pas de considérer la lutte contre le bolchevisme sur le terrain moral et religieux comme indispensable, mais relevant du devoir des organisations catholiques, du Volksverein en particulier⁶⁷⁹. Wilhelm Marx lui conseille de se mettre en rapport avec Konrad Algermissen à Gladbach, avec qui Lodygensky entretient une correspondance depuis 1931 déjà. Il réussit sans peine à s'entretenir avec cet homme qu'il considère immédiatement comme un «véritable apôtre dans la lutte antibolchevique»⁶⁸⁰.

Ce séjour en Allemagne et la rencontre avec Algermissen agissent comme un déclencheur. Lodygensky revient à Genève convaincu que le moment est venu de lancer une nouvelle croisade: il envisage une «mobilisation générale des forces chrétiennes dans le monde», une «révolution chrétienne» qui viserait «soit la Russie, soit le reste du monde»⁶⁸¹. Les succès politiques contre les sans-Dieu en Allemagne et en Autriche le confortent dans son idée que les milieux chrétiens doivent se mobiliser et «commencer sans retard la conquête nouvelle du monde». Dans son rapport, il attribue cependant à l'EIA une part du mérite et un rôle de précurseur de ce «réveil religieux». L'adversaire serait «idéologiquement et aussi matériellement à bout de souffle», il n'avancerait qu'à cause de l'inertie des chrétiens qui «ne [se] sont pas encore mis en marche». Il ne fait aucun doute que l'idée de Pro Deo est née à la suite du voyage de Lodygensky et que c'est Algermissen qui l'a inspirée, et non le contraire comme le docteur le suggère dans son rapport. À la fin 1931 déjà, Algermissen avait évoqué dans une lettre l'idée de développer un groupe de travail international et interconfessionnel, sous la forme d'une correspondance («*korrespondierende Arbeitsgemeinschaft*»), réunissant des spécialistes du bolchevisme⁶⁸². Lodygensky avait réagi de manière très enthousiaste,

679. Rapport du D^r L. [Lodygensky] sur son voyage en Tchécoslovaquie, Pologne et Allemagne. Septembre 1932. EIA, PV du BP 1932.

680. Lettre de Lodygensky à Algermissen, 10 octobre 1932. EIA, Allemagne 1930-1932 (dossier «Algermissen»).

681. Rapport du D^r L. [Lodygensky] sur son voyage..., *op. cit.*

682. Lettre de K. Algermissen à Lodygensky, 17 novembre 1931. EIA, Allemagne 1930-1932 (dossier «Algermissen»).

trouvant l'idée d'autant plus pertinente que l'EIA était déjà en relation avec des cercles protestants et anglicans de premier ordre. De manière très surprenante, il n'avait alors pas hésité – problème de traduction ou petit mensonge intentionnel? – à se définir comme un gréco-catholique (*griechisch-katholisch*), craignant peut-être des réticences de la part d'Algermissen à l'égard des orthodoxes – ou tablant sur une potentielle ukrainophilie⁶⁸³? Mais la proposition en était restée là.

Au retour de Lodyginsky, le BP se réunit pour discuter de «la mise sur pied d'un plan de mobilisation générale des forces chrétiennes»; le pasteur Keller est invité à se joindre à la séance⁶⁸⁴. Un échange plus fourni et plus régulier de lettres et de documentation entre Lodyginsky et Algermissen s'ensuit à partir de la fin d'octobre 1932⁶⁸⁵. Homme de réunions, le docteur n'aura de cesse d'inviter Algermissen à se rendre à Genève pour un échange d'idées. Le plan de mobilisation générale ne peut se faire selon lui qu'avec la collaboration active des catholiques. Après concertation avec le professeur Keller, le pasteur genevois Monnier et le théologien et secrétaire général de l'Alliance mondiale pour l'amitié entre les Églises Henry-Louis Henriod, un voyage est prévu à Rome. Cette fois, on dispose d'un interlocuteur prompt à saisir la perche tendue en la personne de l'éminent théologien allemand qui, devant lui aussi se rendre à Rome en octobre 1932, voudrait y rencontrer Lodyginsky et Aubert avec d'autres anticommunistes pour discuter d'un «plan d'action universel»⁶⁸⁶. Les choses se compliquent lorsque, après l'avènement de Hitler et après la signature du concordat de juillet 1933, Algermissen est chargé par le gouvernement du Reich d'étudier les possibilités d'une collaboration sur le terrain de l'anticommunisme tout en poursuivant en outre le projet d'un musée anticommuniste à Berlin⁶⁸⁷. À cette fin, la commission Pro Russia est sollicitée pour fournir des publications et quelques-uns des nombreux documents qu'elle a accumulés pour servir au musée. Le projet n'aboutira pas, et les archives ne

683. Lettre de Lodyginsky à Algermissen, 9 décembre 1931. EIA, Allemagne 1930-1932 (dossier «Algermissen»).

684. PV du BP du 7 octobre 1932. EIA, PV du BP 1932.

685. Correspondance Algermissen-Lodyginsky, EIA, Allemagne 1930-1932 et 1933-1940 (dossiers «Algermissen»).

686. Rapport du D^r L. [Lodyginsky] sur son voyage en Tchécoslovaquie, Pologne et Allemagne. Septembre 1932. EIA, PV du BP 1932.

687. Lettre d'Algermissen à M^{gr} d'Herbigny, 20 septembre 1933. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 6 scatola, fasc. 45.

contiennent nulle trace d'une réponse d'Herbigny. En l'absence de documents supplémentaires, nous ne pouvons émettre que des suppositions, mais il fait peu de doute que le silence de Pro Russia est commandé par un devoir de réserve et que la grande proximité d'Algermissen avec le nouveau gouvernement allemand place le Saint-Siège devant un risque potentiel. Toute l'activité d'Algermissen confirme la vision que nous avons dégagée avec le Bund zum Schutz der abendländischen Kultur d'une bataille sur le terrain religieux qui, même chez les catholiques, est imprégnée d'un fort contenu politique. Au début 1933, le plan de défense contre le bolchevisme et l'athéisme est au point et Algermissen est plus engagé que jamais dans la lutte⁶⁸⁸.

De son côté, la Secrétairerie d'État du Vatican, inquiète de la propagande incessante des sans-Dieu et estimant que l'interdiction du 3 mai 1932 a peu d'effet, prie le nonce de consulter les évêques allemands sur l'opportunité d'une condamnation de l'association des sans-Dieu (dans sa composante tant socialiste que communiste) par la congrégation du Saint-Office⁶⁸⁹. Orsenigo répond par deux lettres successives dans la première moitié du mois de mars. Les évêques conseillent d'éviter un tel geste et de se borner à prononcer une parole d'encouragement pour la lutte déjà engagée par la hiérarchie catholique. Pour sa part, le nonce estime une condamnation du Saint-Office superflue⁶⁹⁰. Dans sa deuxième lettre, d'accord avec l'archevêque de Paderborn (M^{gr} Kaspar Klein) et le cardinal Faulhaber, il la juge même contre-productive. L'incendie du Reichstag survenu le lundi 27 février 1933 a en effet donné au régime le prétexte pour engager une lutte sans merci contre les communistes et les socialistes. Aussi le nonce et Faulhaber avertissent-ils qu'une condamnation serait interprétée comme une forme de soutien au nouveau pouvoir. Selon eux, dans un tel contexte, même de simples paroles d'encouragement du Saint-Siège aux évêques allemands pourraient être mal comprises. Le nouveau gouvernement, qui accuse tout le monde d'inertie face au communisme bolchevique, dénoncerait toute déclaration du Vatican dans ce sens comme une tentative de réhabiliter le passé.

688. Lettre d'Algermissen à Lodyginsky, 3 mars 1933. EIA, Allemagne 1933-1940 (dossier «Algermissen»).

689. Lettre de Pacelli aux nonces de Berlin et de Munich, 20 février 1933. AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

690. Lettre d'Orsenigo à Pacelli, 7 mars 1933. AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

L'initiative doit être d'autant plus réfléchie que l'activité du bien-méritant Volksverein, surtout durant les derniers mois, n'a pas été aussi apolitique que l'annonçait son programme⁶⁹¹. Ainsi, l'affairement politique d'Algermissen n'est pas passé inaperçu aux yeux de la hiérarchie. Orsenigo pressent que le nazisme va se charger de combattre, voire d'anéantir le mouvement socialiste aussi bien que son pendant communiste. En cette période de transformation politique et sociale, il conseille d'opter pour une position attentiste.

Les relations entre Algermissen et le BP se poursuivent jusqu'en septembre 1934⁶⁹², date à partir de laquelle le théologien va connaître des difficultés croissantes avec le régime et où toute correspondance cesse avec Genève. Malgré l'interdiction de nombreuses associations catholiques (y compris celles pour la jeunesse et du Volksverein), Algermissen figure toujours à la tête de la *Forschungstelle gegen Freidenkertum und Bolschewismus*⁶⁹³. Mais il est contraint de se replier avec sa centrale à Hildesheim, son lieu d'origine. Coupés du Volksverein, Algermissen et son organisation sont rattachés, du moins sur le papier, à une institution issue du Ministère de la propagande nazie, l'Antikomin-tern⁶⁹⁴. Le théologien doit un temps jouer un rôle d'intermédiaire entre le régime et l'évêque de Hildesheim nouvellement nommé évêque de Berlin, M^{gr} Nikolaus Bares⁶⁹⁵, dans le but de coordonner la lutte contre le bolchevisme, la franc-maçonnerie et la libre pensée. À travers Algermissen, M^{gr} Bares tentera en vain d'obtenir que les théories contraires au christianisme (notamment celles d'Alfred Rosenberg) cessent d'être diffusées parmi le peuple et que l'État n'intervienne pas seulement de manière négative dans les affaires ecclésiastiques. Le livre *Germanité et chrétienté. Une contribution à l'histoire de la piété allemande*, publié par Algermissen à la fin de l'automne 1934, met fin à toute médiation et lui vaudrait même un exil temporaire aux Pays-Bas⁶⁹⁶. Conçu comme une

691. Lettres d'Orsenigo à Pacelli, 7 et 11 mars 1933. AES, Germania, pos. 585, fasc. 93.

692. Date de la dernière lettre dans ce dossier «Algermissen», EIA, Allemagne 1933-1940.

693. Rapport non signé et non daté [probablement juin 1934]. BArch, NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938).

694. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

695. Nikolaus Bares (1871-1935), évêque de Hildesheim de 1929 à 1933, évêque de Berlin de 1933 à sa mort en 1935. Erwin Gatz (éd.), *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder, 1785/1803 bis 1945*, Berlin: Dunker und Humbolt, 1983, pp. 23-26.

réponse au *Mythe du XX^e siècle* de Rosenberg, l'ouvrage sera formellement interdit par le régime en 1935. Cette publication aura comme conséquence la mise sur écoute téléphonique et la surveillance postale d'Algermissen, ainsi que la suppression du budget alloué à sa centrale anticommuniste⁶⁹⁷.

LE TOURNANT DE 1933: UNE MORALISATION PARTIALE DU POLITIQUE

L'année 1933 constitue sans conteste une période charnière, pendant laquelle la lutte sur le terrain religieux devient plus complexe et plus délicate. L'arrivée de Hitler au pouvoir place bientôt les anti-communistes devant la difficulté d'un second front antireligieux qu'ils peinent à vouloir reconnaître et dénoncer. Dans un premier temps, les événements internes en Allemagne ne les inquiètent nullement; ils se réjouissent du sort réservé aux communistes et ne perçoivent pas encore les problèmes posés par le nazisme sur le terrain religieux. Les réactions que le nouveau régime suscite dans le domaine des relations diplomatiques sont leur seule préoccupation. Ils sont impatients et anxieux de voir l'Allemagne rompre ses relations avec l'URSS, tandis que le rapprochement franco-soviétique et la reconnaissance probable de l'URSS par les États-Unis leur donnent des sueurs froides. Hitler ne peut être utile, selon le BP, que s'il pratique une politique de «paix européenne», s'il dénonce le Traité de Rapallo et les Accords de Berlin et fait cesser toute collaboration entre la Reichswehr et l'armée rouge⁶⁹⁸.

Dans le même temps, l'EIA constate que le mouvement de réprobation à l'encontre de la politique antireligieuse soviétique est paralysé. Bien pire, le rapprochement inauguré par Herriot et les tractations entre les États-Unis et l'URSS revêtent pour Lodyginsky «le caractère d'une sorte d'approbation et même d'encouragement à la politique antichrétienne des Soviets»⁶⁹⁹. Aussi l'Entente envisage-t-elle la réactivation du mouvement de protestation comme une

696. (Note de la p. 218.) C'est du moins ce qu'affirme le Hildesheimer Geschichtswerkstatt e. V. sur son site internet: [<http://www.hildesheimergeschichtswerkstatt.de/spur/lkkarte/Hildesheim/Hildesheim.htm>] (consulté le 5 janvier 2009).

697. Notice biographique sur Konrad Algermissen réalisée par Thomas Flammer, *Biographisch-bibliographisches Kirchenlexikon*, Band XXII (2003) Spalten 6-17. En ligne: [http://www.bautz.de/bbkl/a/algermissen_k.shtml].

698. PV du 8 mars 1933. EIA, PV du BP 1933.

699. Note de [Georges Lodyginsky?], sans date [env. octobre 1933] intitulée «Quelques nouveaux phénomènes au front de lutte contre les sans-Dieu». EIA 900.

arme pour parer de si funestes perspectives. Il s'agit notamment de stigmatiser les hommes politiques chrétiens. Lodyginsky ne considère nullement la nouvelle Allemagne comme une force antireligieuse en elle-même; il ne fait aucun commentaire négatif sur le changement de régime, si ce n'est qu'il aurait pour conséquence de raviver la lutte des sans-Dieu, de resserrer les liens entre les militants athées d'inspiration bolchevique, les radicaux français et les loges maçonniques. Il estime que «le pourcentage élevé de juifs dans les loges radicales, dans les organisations socialistes et communistes et parmi les agents attirés de Moscou a évidemment facilité l'opération.» Ce mouvement de rapprochement se serait opéré presque autant en raison d'une haine commune de Hitler que d'une haine commune de la foi chrétienne et de l'Église.

Lodyginsky dénonce une différence entre les réactions à la politique antisémite de Hitler et celles suscitées par les persécutions des croyants par Staline. «Quelques milliers de juifs» auraient obtenu «en peu de jours un résultat que des millions de chrétiens n'ont jamais pu atteindre pendant quinze ans d'effroyables persécutions antichrétiennes en Russie [...]»⁷⁰⁰. Il juge cette inégalité «préjudiciable à la cause du christianisme». La même idée est soutenue dans le *Bulletin religieux* de l'EIA du 1^{er} août 1933, dans l'article intitulé «Solidarité juive et carence des chrétiens».

C'est dans ce contexte que l'EIA, prévenue contre la méfiance de certains milieux religieux à l'égard de ses initiatives jugées trop politiques, va décider d'innover. En 1930 déjà, Aubert avait compris la nécessité pour lui de se tenir en retrait dans le domaine de la propagande anticommuniste sur le terrain religieux⁷⁰¹. Car cette méfiance, qui n'a pas faibli depuis, touche avant tout sa propre personne: en 1932, le BP se voit refuser la location de la salle de la Réformation de Genève, lorsque le comité de cette dernière apprend qu'Aubert doit y prendre la parole⁷⁰². En 1933, c'est un fait communément admis au sein du BP que son président est «trop marqué au point de vue politique dans les milieux religieux de Genève»⁷⁰³. La création d'une commission officiellement indépendante et séparée de l'Entente s'est donc progressivement imposée comme une nécessité pour l'EIA qui entend poursuivre son action sur le terrain religieux.

700. *Idem*.

701. Lettre de Lodyginsky à [G. Rigassi], 16 janvier 1930. EIA, Suisse général 1930.

702. Lettre d'Aubert à Paul Lenoir, du Comité de la salle de la Réformation, 2 mai 1932. EIA, Suisse général 1932.

703. Lettre de Lodyginsky à Krop, 15 mars 1933. EIA, Hollande 1928-1933.

**LE PROGRAMME ET LES SESSIONS DE PRO DEO:
UNE VUE TRANSVERSALE**

Le 10 octobre 1933, dans le cadre de la 9^e Conférence internationale de l'EIA, une nouvelle commission religieuse se réunit sous l'impulsion d'Aubert et de Lodyginsky. Elle ne porte pas encore de nom. Il est décidé qu'elle sera officiellement indépendante de l'Entente et qu'à l'avenir elle réunira « périodiquement diverses personnalités des trois grandes confessions chrétiennes spécialement intéressées [à] la lutte contre les sans-Dieu » dans un but d'échange et de coordination de leurs efforts⁷⁰⁴. Ces personnalités doivent être « de préférence laïques » et avoir « d'importantes relations et de l'influence dans leurs milieux religieux respectifs ».

À l'instar de la conférence constitutive de l'EIA en 1924, la première session de Pro Deo n'est guère plus qu'une déclaration d'intention. Le procédé a consisté à sélectionner certains délégués habituels et à les convier le deuxième jour de la conférence à une séance séparée, consacrée aux questions religieuses. Parmi la petite dizaine de participants, notons la présence de Gonzague de Reynold (président de l'UCEI), de M^{me} F. Steenberghe-Engeringh (présidente de l'Union internationale des Ligues féminines catholiques, Hollande), de donna Giustiniani-Bandini (membre de la direction de la même Union, Rome), du capitaine W. T. Legge (CPC), du colonel de Walzel (rédacteur de la revue antibolchevique *Die rote Flut*, Vienne) et de son compatriote et collaborateur Pohlner (tous deux en liaison avec le cardinal Innitzer)⁷⁰⁵. Enfin, Alexandre Lodyginsky est également présent pour faire valoir les activités du MTCR.

Le programme d'action de la commission comporte quatre volets :

- Les moyens d'aide aux croyants en Russie (envois d'icônes, de textes, utilisation de la radio, secours matériels).
- Les moyens d'appuyer et de développer le MTCR et de le « faire pénétrer en Russie ».
- La lutte contre les sans-Dieu hors de Russie.
- Les relations avec les gouvernements et milieux dirigeants des différents pays d'Europe et d'Amérique.

704. « Résumé des délibérations du 10 octobre 1933 », p. 1. Fonds Reynold, doc. sur le bolchevisme N° 5.

705. « Rapport de la Commission religieuse », 10 octobre 1933. EIA, Conférences 1932-1933.

Nous avons vu plus haut ce qu'il advient du premier et du deuxième volet. La mention de l'aide pratique aux croyants est un point obligé pour conférer de la crédibilité au mouvement. Mais le registre de la charité et de l'humanitaire s'effacera presque complètement en faveur de celui de la propagande, occupé par les deux derniers volets. Il s'agit d'éclairer l'opinion et d'«indiquer la voie de leur devoir chrétien» aux «personnalités du monde dirigeant qui se disent chrétiennes»⁷⁰⁶. La lettre d'invitation à la deuxième session fait pourtant abstraction du dernier volet pour ne rappeler que les trois premiers⁷⁰⁷. La stratégie proposée pour la récolte de fonds («le denier du Christ») consiste à s'appuyer sur des organisations déjà existantes (pour la plupart catholiques) dans les différents pays, afin d'atteindre le but d'un franc-or par donateur et par année. Le fruit de cette récolte serait ensuite centralisé pour être redistribué dans des campagnes de sensibilisation de l'opinion. Il n'est donc toujours pas question d'une aide directe aux croyants persécutés en URSS.

Les statuts de Pro Deo sont très lâches: il ne s'agit nullement d'une «organisation». Les animateurs insistent sur la justesse du terme «commission», sur le caractère non permanent de la structure et de sa composition. Les membres ne sont pas nommés mais invités – et sont concrètement susceptibles de ne l'être qu'une seule fois. La commission, pensée comme une structure non contraignante, ne prend aucune «décision»; à l'envi, elle transmet un bref communiqué à la presse à l'issue de ses rencontres.

L'insistance de départ sur le statut laïc des membres de la commission va rapidement être balayée. Cette exigence se révèle impraticable pour une organisation religieuse qui entend s'exprimer avec quelque autorité, sans tomber dans les mêmes difficultés que l'EIA lorsqu'elle fait entendre sa voix en pareille matière. Vouloir que des laïcs, agissant «à titre strictement personnel», soient en même temps représentatifs de leur Église relève de la gageure. Ainsi, dès la deuxième session de la commission – entre-temps baptisée «Pro Deo» –, le nombre d'ecclésiastiques sera presque toujours égal à celui de laïcs.

Entre la première et la deuxième session, Lodyginsky s'affaire à des rapports et lance des invitations à ceux qui n'ont pas pu assister

706. *Idem*.

707. Lettre de Le Fort et Lodyginsky aux invités à la 2^e session de Pro Deo, 6 novembre 1933. EIA 900.

à l'inauguration. La composition de la commission est déjà presque arrêtée: aux catholiques Reynold, Steenberghe-Enghering, Giustiniani-Bandini et Legge (CPC) doivent se joindre le représentant tout trouvé de l'Amérique latine, le baron do Rio Branco, ainsi que celui des catholiques d'Autriche, le prince du Liechtenstein; tous deux présentent l'avantage d'être également membres du BP. Le CPC ne saurait être totalement bien représenté sans sa coprésidente presbytérienne, la duchesse d'Atholl, dont l'avantage est d'avoir également un pied dans la politique. Enfin le précieux pasteur Krop doit impérativement assister à la deuxième session. Seule manque «une personnalité protestante représentative pour les milieux protestants de l'Europe»⁷⁰⁸. Lodygensky et Aubert ont déjà en tête la personne qui pourra incarner cet oiseau rare, en la personne de Keller⁷⁰⁹. Quant aux orthodoxes, le docteur en fait bien évidemment son affaire.

Il développe un projet d'«ambassade chrétienne extraordinaire» et de «légations permanentes chrétiennes», qui n'est autre que la réponse imaginée pour le quatrième volet du programme de Pro Deo⁷¹⁰. Ces ambassades, dont le modèle sont les nonciatures, devraient être formées de personnalités des trois confessions chrétiennes, qui en seraient membres à titre personnel, mais avec la «bénédiction» de leurs autorités ecclésiastiques. Elles visiteraient, dans chaque pays, les personnalités de tous bords (économique, politique, ecclésiastiques, ouvriers, etc.). Leur discours devrait porter essentiellement sur l'aide aux croyants persécutés en Russie ou la lutte contre les sans-Dieu sur le plan international. Mais, derrière ces préoccupations d'entraide et de défense religieuse, elles seraient particulièrement prévenues contre les hommes politiques «dépendant des loges» maçonniques, qui œuvrent au rapprochement politique, économique et «culturel» avec l'URSS; et leurs efforts doivent au final empêcher l'admission inconditionnelle de l'URSS au sein de la SDN, pour laquelle les tractations sont déjà en cours. Les conditions à exiger sont la cessation des persécutions religieuses, la suppression de «l'impie Komintern» et de sa filiale des sans-Dieu. Ce projet d'ambassade dénote la naïveté du bureau

708. Rapport de la commission religieuse (brouillon), octobre 1933. EIA, Conférences 1932-1933.

709. Compte rendu du mercredi 11 octobre 1933, matin. EIA, Conférences 1932-1933.

710. «Noté» sans date [prob. janvier 1934, après la clôture de la 2^e session de Pro Deo], probablement rédigée par Lodygensky, EIA 900.

de Pro Deo face aux limites de l'«œcuménisme» ainsi que la prégnance accordée à l'Église catholique dans l'initiative et les visées politiques poursuivies en marge de l'action de défense religieuse. Vouloir concrétiser, et dans les délais les plus brefs (Noël 1934), la collaboration de représentants agréés des trois confessions chrétiennes dans un cadre quasi diplomatique relève en effet de l'utopie.

Le projet sera brièvement discuté, sans soulever d'enthousiasme, lors de la deuxième session, qui a lieu les 4 et 5 janvier 1934⁷¹¹. Elle est marquée par l'inauguration d'une exposition sur les sans-Dieu et par la préoccupation de l'éventuelle admission de l'URSS au sein de la SDN⁷¹². Les développements du MTCR, du comité Innitzer (Vienne), ainsi que d'autres organisations sont abordés, ainsi que le sujet de la crise alimentaire en URSS. La question est de savoir si la commission doit assurer une liaison avec les religions non chrétiennes est soulevée pour être assez rapidement balayée. La commission décide d'une périodicité semestrielle pour ses réunions.

Dernier acte – désespéré – de la campagne contre l'entrée de l'URSS à la SDN, la troisième session Pro Deo se déroule les 10 et 11 septembre 1934 et connaît une participation record, avec plus de quarante délégués. Elle marque aussi le début de la collaboration officieuse et problématique de Pro Deo avec des jésuites assignés à la lutte contre l'athéisme et le communisme. A posteriori, elle apparaît comme un épisode – si ce n'est de calme avant la tempête – de relative sérénité interconfessionnelle avant un premier accroc dans la robe.

L'URSS siège maintenant à la SDN, mais la commission ne s'avoue pas vaincue et convoque la quatrième session de Pro Deo, les 4 et 5 mars 1935. Deux axes principaux sont développés dans l'ordre du jour: la lutte contre l'action internationale des sans-Dieu d'un côté, la lutte pour la liberté religieuse et l'aide aux victimes des persécutions de l'autre. Sur ce dernier point, toutefois, aucune action concrète n'est en cours. Il n'est pas question, lors des discussions, de collectes. Du reste, les pasteurs Keller, Schabert et Krop sont absents. L'abbé Carlier parle de la situation religieuse au

711. «Note concernant l'ambassade chrétienne». EIA 900.

712. «Compte rendu de la 2^e session de la commission «Pour Dieu» tenue à Genève les 4 et 5 janvier 1934». BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936). Ordre du jour de la 2^e session, EIA 900.

Mexique, pays qui est considéré comme un autre front antireligieux. En regard, le silence règne sur la situation en Allemagne. Ceci expliquant peut-être cela, le pays est même représenté à la session, par le biais de la curieuse Deutsche Pro Deo Kommission. La session se préoccupe surtout de la question des expositions et de la requête adressée par le bureau de Pro Deo aux chefs d'États membres de la SDN («Pour la défense de la foi chrétienne», envoyée à Noël 1934). Elle fait un bilan des expositions, s'interroge sur la manière de poursuivre la campagne en 1935: des projets de prières communes, de publications, la poursuite des séminaires pour former de jeunes propagandistes chrétiens. Pour continuer à faire connaître à l'Occident «l'expérience sociale du marxisme antireligieux en URSS», il faut développer d'autres moyens de propagande; la radio est évoquée une fois de plus.

Les quatre dernières sessions de Pro Deo, de 1935 à 1938, ont toutes lieu en septembre, à dessein: c'est le moment qui précède l'ouverture de l'assemblée de la SDN, principale cible de Pro Deo. Son argumentation moralisatrice en faveur de la liberté religieuse se construit sur fond d'opposition aux fronts populaires, à l'antifascisme et aux congrès des sans-Dieu en Europe. Lors de la cinquième, du 30 septembre au 1^{er} octobre 1935, l'aide aux persécutés soulève plusieurs questions, notamment l'avenir des secours matériels, qui est très compromis. Au chapitre des secours spirituels, une réflexion sur l'action missionnaire et une proposition d'instauration d'un jour commun de prières sont annoncées. La session est surtout l'occasion d'un long martyrologe, des ecclésiastiques tant orthodoxes que catholiques et protestants. La guerre civile en Espagne et le Front populaire sont au cœur de la sixième session de Pro Deo (21-22 septembre 1936). La protestation contre les persécutions auprès de la SDN reprend donc de plus belle. La septième session, du 13 au 14 septembre 1937, est la première qui a lieu après la publication des deux grandes encycliques de mars 1937, *Mit brennender Sorge* (du 14 mars 1937), qui s'exprime en des termes mesurés sur les «déboires» du catholicisme au sein du III^e Reich, et *Divini redemptoris* (du 19 mars 1937), qui condamne en des termes très durs le communisme athée, «fléau satanique» issu de Marx⁷¹³. La guerre civile espagnole fait rage

713. Étienne Fouilloux, «Le Vatican entre Hitler et Staline», *Les chrétiens français entre crise et libération (1937-1947)*, Paris: Seuil, 1997, pp. 19-30.

depuis plus d'une année. De même que lors de la huitième et dernière session de Pro Deo, les 12 et 13 septembre 1938, il n'est plus question d'aide matérielle aux persécutés russes. À mesure que cette thématique s'efface au cours des quatre dernières sessions, celle des « difficultés religieuses » en Allemagne ne trouve que péniblement sa voix dans les discussions.

L'ÉQUILIBRE DES CONFESSIONS AU SEIN DE PRO DEO

« ... tout interconfessionnalisme est exclu d'avance »⁷¹⁴.

Quand elle n'est pas accusée d'être une « louche entreprise de l'émigration blanche »⁷¹⁵, l'EIA est parfois soupçonnée d'être une organisation catholique qui ne dirait pas son nom.

LE SPECTRE D'UNE INTERNATIONALE NOIRE

Quelques mois après sa fondation, l'organe des radicaux de la ville de Genève, *Le Genevois*, suggère que des forces réactionnaires issues du clergé catholique ont œuvré lors de la fondation de l'Entente à Paris⁷¹⁶. En 1931, la même accusation réapparaît dans un hebdomadaire illustré, *Monde*, financé par le Komintern, sous la plume d'un certain Maurice Schumann⁷¹⁷. Au moment de la création de Pro Deo, les soupçons n'en seront que plus forts en regard de sa consonance éminemment catholique.

UN DIRECTOIRE «INTERCONFESSIONNEL» OU «MIXTE»?

La commission Pro Deo est dirigée par Georges Lodyginsky, Jacques Le Fort et l'abbé Henri Carlier. Le « triumvirat » est toutefois dominé par Lodyginsky, qui prend en charge la plus grande

714. «La commission internationale «Pro Deo», octobre 1933-juin 1935, Rapport présenté par le Bureau de la Commission internationale «Pro Deo» à la X^e Conférence du Conseil international de l'Entente, Genève, juin 1935», EIA, Conférences 1934-1936.

715. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, pp. 42-43.

716. «La crainte des fantômes – Une association inutile», *Le Genevois*, 2 septembre 1924. Cité par Michel Caillat, thèse à paraître sur l'EIA, chapitre 7.

717. Dans un article d'une page, intitulé «Les catholiques contre la Russie». Cité par Antoine Wenger, *Rome et Moscou (1900-1950)*, Paris: Desclée de Brouwer, 1987, p. 375.

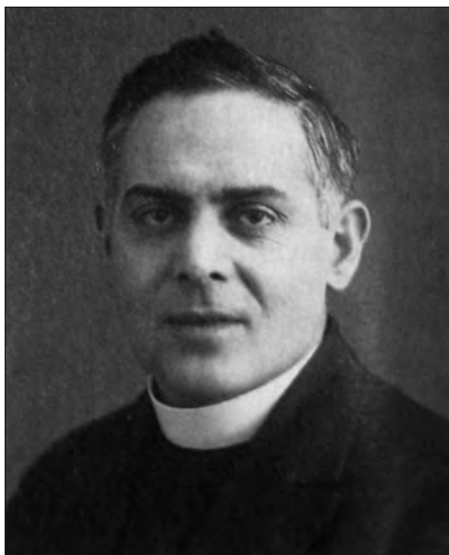
part des activités (administration, rapports, etc.) et qui, de son propre aveu, joue « par la force des choses » le rôle de « trait d'union entre catholiques et protestants »⁷¹⁸. Il considère que la lutte contre le communisme engage les croyants des trois confessions à se rapprocher, à faire un front commun contre le danger. Si le rapprochement envisagé ne peut être uniquement qualifié de tactique – le docteur se défend du reste de toute accusation d'opportunisme –, il n'est certes pas de nature œcuménique. Dans un texte écrit a posteriori, Lodyginsky tente de lever toute ambiguïté autour de l'utilisation du terme « interconfessionnel » : la seule acception tolérable est celle qui permet d'éviter la répétition de « catholiques, protestants et orthodoxes » ; l'autre acception, péjorative, désigne « l'indifférentisme ecclésiastique, [...] le désir d'amenuiser dans un but opportuniste les divergences dogmatiques et autres qui existent [dans les faits] ». L'attachement du docteur à la religion orthodoxe est trop grand pour qu'il ait jamais songé, même de très loin, à une fusion synchrétique des confessions et moins encore à un retour à l'unité catholique⁷¹⁹. Il ne doit s'agir pour lui que d'une union sincère – quoique platonique – entre les confessions, à but pratique.

Nous avons évoqué plus haut la figure de Jacques Le Fort (1891-1956)⁷²⁰. Membre du BP depuis 1927, il a toujours cru au potentiel de mobilisation des Églises et des croyants en matière de lutte anticommuniste. Ce fils de l'ancien président de la Cour de justice Henri Le Fort, lui-même avocat au barreau, a connu un parcours en tous points similaire à celui d'Aubert : école Privat, collège de Genève, études de droit à l'université de la même ville, avec les semestres de rigueur en Allemagne et à Paris. Il se distingue d'Aubert par un engagement plus important encore au sein de l'Église protestante nationale genevoise, avec une charge de président du conseil de paroisse de Saint-Pierre-Fusterie. Dès sa première intervention devant le plénum de l'EIA à La Haye en 1927, il défend vigoureusement la thèse selon laquelle la destruction de l'ordre bourgeois par la dictature du prolétariat équivaut à la

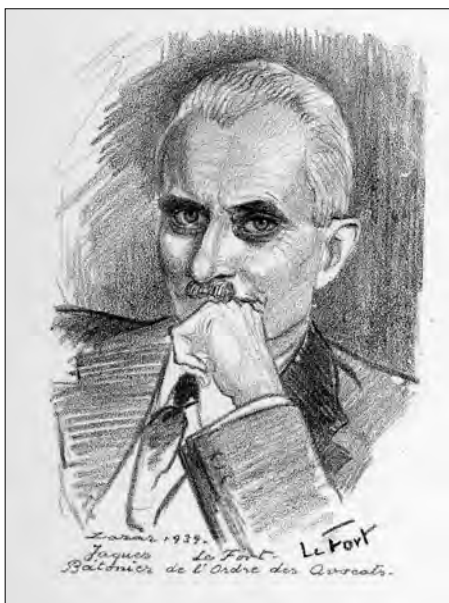
718. Georges Lodyginsky, « Sur la voie de l'Unité chrétienne », tapuscrit, São Paulo, avril 1963, pp. 18-19. HIA, Lodyginsky papers, Box 1.

719. Entretien avec M. Youri Lodyginsky fils, 13 janvier 2004. Cet attachement profond est également exprimé par le docteur dans le texte « Sur la voie de l'Unité chrétienne », *op. cit.*

720. Sur J. Le Fort, nous renvoyons aux pages très éclairantes de Michel Caillat, thèse en préparation, dont nous nous inspirons ici.



L'abbé Henri Carlier
(1895-1951),
cofondateur de Pro Deo.
© *Écho magazine*, 2005.



Jacques Le Fort (1891-1956)
cofondateur de Pro Deo.
Source: *Personnalités
genevoises*, 1939.

destruction de la civilisation, synonyme de morale chrétienne, de propriété privée et de famille⁷²¹. Interlocuteur privilégié entre Pro Deo et l'Église protestante genevoise, Le Fort doit toutefois quitter ses fonctions au sein de Pro Deo en 1937, au moment où il est élu président du Consistoire de Genève.

L'abbé Henri Carlier (1895-1951), d'origine belge, est né à Genève⁷²². Ordonné prêtre à Fribourg en 1922, il développe l'essentiel de son activité dans la cité de Calvin, où il est tout d'abord vicaire du Sacré-Cœur et où il fonde les paroisses de Troinex, de Cointrin et de Sainte-Thérèse à Champel. Il est l'instigateur et rédacteur en chef (1930-1935) de *L'Écho illustré*, le premier hebdomadaire catholique romand du genre. Sa direction du périodique sera jugée quelque peu lâche; M^{gr} Besson le nommera directeur du quotidien catholique *Le Courrier de Genève* en 1934, en prévision peut-être de son licenciement de la rédaction de l'hebdomadaire qui intervient quelques mois plus tard⁷²³. Carlier est abonné aux *Bulletins d'information EIA* depuis 1925⁷²⁴. Sa première rencontre avec Aubert aurait eu lieu sur la recommandation d'un ami belge, dans le but de le renseigner sur le communisme⁷²⁵. Les premiers contacts suivis remontent aux premiers numéros de *L'Écho illustré*: le 19 février 1930, soit quelques jours après la lettre du pape au cardinal Pompili, Carlier demande des informations au BP qu'il aimerait soumettre aux lecteurs catholiques⁷²⁶. Depuis lors, les relations entre lui et Lodyginsky vont s'intensifier. C'est assez naturellement que le docteur songe à ce prêtre très populaire et dynamique pour compléter le bureau de Pro Deo et lui conférer

721. «Rapport du Bureau permanent à la 4^e Conférence du Conseil de l'EICTI, Genève, novembre 1927». EIA, Conférences EIA 1927.

722. Dossier Henri Carlier aux archives de l'évêché de Fribourg; *Biographie genevoise. Articles nécrologiques parus dans les journaux genevois*, [Lieux et éditions divers], 1909.

723. Sa gestion du *Courrier de Genève* est elle aussi jugée trop libérale. M^{gr} Besson semble mécontent du contenu du journal et du style de certains articles (lettre du chancelier de l'évêché à Carlier, 27 mars 1936. AEF, Dossier Carlier Henri, abbé, Genève). Il rappelle à Carlier que la tâche d'un directeur est justement de diriger ses rédacteurs. Sa réponse du 30 mars 1936 montre un Carlier non dénué d'humour et de franc-parler: il se dit fâché qu'on ait refusé d'augmenter son salaire et qu'on lui reproche d'avoir laissé passer un article qui a plu tant au responsable de rubrique (abbé Chamonin) qu'au vicaire général de Genève, M^{gr} Petit. En avril 1938, il sera relevé de ses fonctions de directeur du *Courrier*. Malade, il affirme n'être plus capable d'assumer cette responsabilité (lettre de Carlier à M^{gr} Besson, 25 avril 1938. AEF, Dossier Carlier Henri).

724. Lettre d'Aubert à l'abbé Carlier, vicaire au Sacré-Cœur, Genève, 7 septembre 1925. EIA, Suisse général 1925.

725. PV du 3 septembre 1925. EIA, PV du BP 1925.

726. Lettre de Carlier au BP, 19 février 1930. EIA, Suisse général 1930. Les numéros ultérieurs de *L'Écho illustré* ne comportent pourtant pas d'informations au sujet des persécutions.

sa mixité confessionnelle – n'en serait-ce que l'apparence. Car, dans les faits, l'abbé Carlier, de santé fragile et déjà très occupé par ses charges ecclésiastiques et rédactionnelles, fait figure de faire-valoir, mais on verra que sa seule présence est lourde de conséquences.

UN SOUPÇON DÉLIBÉRÉMENT ENTRETENU?

L'influence de l'encyclique *Caritate Christi compulsi* de mai 1932 («*Pro Dio o contro Dio...*») sur le choix du nom de la commission semble une évidence, même si à aucun moment cette filiation n'est revendiquée. Avant que l'EIA ne s'en saisisse, la formule inspire une curieuse initiative du dénommé Briantchaninoff de Starya Lipy⁷²⁷, président de l'Internationale des amis de l'ordre spirituel, sise à Paris. En juin 1932, ce personnage quelque peu loufoque propose à M^{gr} d'Herbigny un projet d'«Union Pro Deo». Il souhaite organiser une grande conférence à Rome, en 1933, sous la présidence du pape, qui réunirait tous les croyants, non seulement les chrétiens, mais d'autres religions et de toutes les races, sous la bannière de la défense de «l'idée déiste» et du capitalisme «en tant que système capable de se transformer en vue d'une plus grande justice sociale»⁷²⁸. Il fait explicitement référence à l'encyclique ainsi qu'à la lutte contre les sans-Dieu. L'Union mondiale des déistes, qu'il espère voir réalisée sous l'égide du pape, comporte des accents nettement maçonniques: une formule unique, sorte de «credo», devrait être signée par chaque adhérent à ce «Pro Deo». Elle évoque un Dieu «Force Unique suprême» et un «Grand Œuvre» à réaliser... Inutile de dire que la réponse que M^{gr} d'Herbigny fait rédiger deux mois plus tard à la troisième personne se borne à des formules de politesse⁷²⁹.

En créant Pro Deo, l'EIA ne commet pas de telles extravagances et sa technique d'approche est plus subtile. Elle commence par s'approprier un «parfum» catholique. Autant l'EIA continue à redouter qu'on ne l'assimile à une internationale blanche, autant

727. Briantchaninoff s'est déjà illustré en faveur de la «défense du peuple russe» dans une «épître aux Alliés», éditée à Copenhague en 1918. *Seeds of conflict*, série IV: *The Russian Revolution*, t. II: *The opposition at home and abroad*, vol. 1, Nendeln, Klaus Reprint, 1975 [sans pagination].

728. «Projet de programme pratique pour réaliser l'Union Pro Deo», 19 juin 1932. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 5, fasc. 38.

729. «Copia dell'autografo inviato da S. E. Mons. Presidente [d'Herbigny] al Sign. Briantchaninoff, il 25 agosto 1932». *Ibid.*

Pro Deo n'est pas incommodé de passer pour une organisation approuvée – sinon voulue – par le Vatican. Après avoir compris la difficulté de fédérer les protestants, les animateurs du BP perçoivent le bénéfice à tirer de l'aura catholique qu'on leur attribue. Aubert et Lodyginsky sont en effet convaincus de la nécessité absolue d'impliquer les catholiques dans la lutte: l'audience du pape et de la hiérarchie catholique est sans comparaison avec celle des personnalités marquantes du protestantisme ou même de l'orthodoxie; force est de constater une certaine subordination des autres confessions aux revendications du catholicisme en matière de liberté religieuse en URSS. Cette conviction n'est en rien atténuée, chez Aubert, par son attachement à l'Église protestante et par certains a priori à l'encontre du catholicisme, qui se font parfois jour au détour d'une lettre. Car l'anticommunisme d'Aubert, sa position sociale, ses relations amicales et familiales (le cousin et parrain d'Aubert, Théodore de la Rive, n'est-il pas catholique⁷³⁰ ?) le rendent imperméable à toute polémique interconfessionnelle. Avec Lodyginsky, il a en revanche compris très tôt l'intérêt à faire jouer la compétition entre les confessions pour la protection des chrétiens, dont le monopole revient cependant à l'Église catholique. Cette dernière exerce qui plus est une grande attraction sur certains correspondants de l'EIA. C'est le cas de Nicolas Klépine, émigré russe installé à Paris, qui passe de la sphère protestante (la revue *Demain*) à la sphère catholique (la revue jésuite *Unitas*) au tournant des années 1932-1933. Cette évolution n'est pas sans rappeler celle de l'EIA/Pro Deo qui, de l'orbite protestante (comité de liaison avec les Églises), se rapproche de l'orbite catholique.

De manière tout à fait fortuite, Pro Deo est créée le mois même où M^{gr} d'Herbigny est écarté de Rome, à la suite d'oppositions contre l'unionisme totalement ouvert au rite byzantin qu'il prône. La nouvelle situation après son départ de Rome est marquée par le primat du rite latin selon l'idéal unioniste. Une fois perdu le précieux soutien de M^{gr} d'Herbigny à Rome, ce sont d'autres jésuites, ainsi que la hiérarchie catholique suisse, qui reprendront le relais des relations avec les anticommunistes genevois et qui joueront un rôle déterminant dans le processus de rapprochement.

730. Entretien avec le petit-fils de Th. Aubert, Jean-Pierre Aubert, 28 octobre 2005.

LES RELATIONS AVEC LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE

Le contact est établi très tôt entre M^{gr} Marius Besson (1876-1945)⁷³¹ et l'EIA, par l'intermédiaire du colonel Roger de Diesbach⁷³². Lors d'un entretien en juin 1925, l'évêque émet le désir d'obtenir la brochure *L'Internationale bolchevique contre la religion*. Le BP lui en envoie cent exemplaires en lui signifiant sa reconnaissance de la distribuer parmi les membres de l'Église⁷³³. En novembre 1928, Lodyginsky est sollicité pour des informations sur la situation religieuse en Russie par le Père Augustin von Galen, frère de l'évêque de Munster, M^{gr} Clemens August von Galen. Ce père bénédictin est le secrétaire de Catholica Unio, une organisation internationale pour la Réunion des Chrétiens orientaux avec l'Église qui vient d'être transférée à Fribourg et dont M^{gr} Besson a été nommé président⁷³⁴. L'histoire de cette organisation, ses buts et les vicissitudes de son existence sont connus⁷³⁵. Rappelons seulement qu'elle est fondée à Vienne en 1921 sous le nom d'Ukrainisches Religionskomitee et que son but est de favoriser la réunion des chrétiens en Ukraine et de former des prêtres ukrainiens catholiques. La base ukrainienne se révélant quelque peu mince, le projet est élargi à d'autres pays de l'Est, d'où l'adoption d'un nouveau nom: Catholica Unio. Le caractère instable et la maladresse du Père von Galen, l'orientation ukrainophile et prosélyte de l'organisation sont les

731. Vaudois originaire de Chapelle-sur-Moudon, né à Turin, de père protestant, Marius Besson se convertit au catholicisme à l'âge de 16 ans. Études secondaires à Turin (auprès des salésiens) puis à Lyon (auprès des jésuites). Études de philosophie et exégèse au séminaire d'Aix puis au séminaire de Fribourg lorsque la famille s'installe à Genève. Après son ordination, il obtient la licence en théologie à Fribourg et est invité à étudier le droit canonique en hiver 1900 à Rome, où il s'intéresse à l'archéologie chrétienne. Il rentre en Suisse pour raisons de santé puis repart pour Turin, où il commence des études en histoire de l'Église, qui seront couronnées par un doctorat obtenu à l'Université de Fribourg en 1905. Nommé professeur extraordinaire d'histoire médiévale à Fribourg en 1908, et nommé à la paroisse de Lausanne en 1912. Recteur du séminaire de Fribourg en 1919. Evêque de Lausanne, Genève et Fribourg de 1920 à 1945, il a œuvré pour instaurer un climat de paix confessionnelle. Francis Python: «Un évêque «défenseur de la Patrie». Le discours pastoral de M^{gr} Besson sur les crises de l'entre-deux-guerres», in *Passé pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux*, Fribourg: Éditions universitaires, 1991, pp. 77-96; Romeo Astorri, *La Conferenza episcopale svizzera, Analisi storica e canonica*, Fribourg: Éditions universitaires, 1988, p. 211, notice biographique sur Besson, note 29.

732. En juin 1925, Roger de Diesbach réclame des «brochures religieuses» au BP pour les transmettre à M^{gr} Besson qu'il doit rencontrer. PV du 17 au 23 juin 1925. EIA, PV du BP 1925.

733. Lettre d'un membre du BP à M^{gr} Besson, 6 juillet 1925. EIA, Suisse général 1925.

734. Échange de lettres entre le Père A. von Galen et Lodyginsky, 15-19 novembre 1928, suivi d'une entrevue à Genève, le 21 novembre. EIA, Suisse général 1928.

735. Voir les travaux d'Iso Baumer: *Von der Unio zur Communio. 75 Jahre Catholica Unio Internationalis*, Fribourg, 2002, et «Freiburg als Sitz eines Internationalen Ostkirchen-Hilfswerks», *Freiburger Geschichtsblätter*, 2004, pp. 105-132.

deux éléments qui expliquent l'absence de collaboration entre lui et Pro Deo. Selon Iso Baumer, les perspectives œcuméniques de von Galen sont bien réduites: le prélat est totalement habité par l'idée de l'unité des Églises, mais le principe lui suffit: il ne voit pas la nécessité d'approfondir la question sur le plan théologique et ne remet pas en cause le modèle uniate d'alors, qui visait au retour pur et simple des schismatiques dans le giron romain. Sa rencontre avec Lodygensky n'a comme résultat que de le déconsidérer aux yeux de ce dernier. Le docteur ne le nomme pas, mais comment ne pas reconnaître le Père von Galen dans cet extrait de ses Mémoires?

«Un jour, ma secrétaire me remit une carte de visite où l'on pouvait lire en allemand que l'abbé un tel était le délégué d'une organisation ayant pour but de provoquer le retour des schismatiques dans le sein de l'Église romaine. Je demandai à l'abbé comment je pouvais lui être utile, tout en spécifiant que je ne pensais pas qu'il était venu me voir pour me convertir sur l'heure. Je lui posai ensuite quelques questions. Ses réponses me firent entrevoir sa profonde méconnaissance des problèmes qui nous intéressaient. Je lui demandai sans ambages comment il pouvait s'occuper d'une question dont il ignorait les facteurs principaux. J'ajoutai qu'à l'heure actuelle le problème essentiel, qui devait préoccuper tous les chrétiens, était celui de l'aide aux persécutés en Russie.»⁷³⁶

On imagine aisément la réaction du docteur à la réception du texte de présentation de *Catholica Unio* envoyé par von Galen, qui place entre guillemets le terme «orthodoxes» (un nom «qu'ils se donnent eux-mêmes»), les qualifiant de «chrétiens schismatiques» et de catholiques qui s'ignorent: «Ils sont plus proches de nous que beaucoup d'autres: ils ont des évêques et des prêtres valablement ordonnés; ils conservent les sept sacrements, la Messe et

736. Georges Lodygensky, «Sur la voie de l'Unité chrétienne», *op. cit.*, p. 15. Le docteur affirme avoir donné à lire au Père von Galen le rapport confidentiel de M^{gr} Sloskan «qui venait de s'échapper d'une prison communiste». La rencontre avec von Galen ayant lieu en 1928, il est impossible qu'il remette ce rapport à ce moment-là, puisque l'évasion de M^{gr} Sloskan n'intervient qu'en 1933. L'in vraisemblance – involontaire, pensons-nous – ne remet pas en question notre analyse. Cette erreur ne fait que conforter notre affirmation selon laquelle Lodygensky a tracé dans son souvenir un trait continu entre la période des protestations contre les persécutions religieuses (fin 1929-début 1930) et la création de Pro Deo en octobre 1933.

l'Eucharistie. On peut dire qu'ils se tiennent à la porte de l'Église, mais sans y entrer, et, par conséquent, sans bénéficier de ses faveurs.»⁷³⁷

Ce prosélytisme rédhibitoire n'empêche nullement Lodygensky d'inviter von Galen à la cinquième session de Pro Deo (mars 1935). Mais il nouera des relations beaucoup plus amicales avec l'évêque. Plus diplomate, M^{gr} Besson a tôt fait de conquérir le docteur qui en gardera dans ses Mémoires un «souvenir particulièrement reconnaissant» :

«Il fut notre ami et conseiller fidèle. Je pouvais lui soumettre n'importe quel problème et j'étais sûr d'obtenir son aide. Il était aussi simple dans ses rapports personnels (il ne se gênait pas pour ouvrir lui-même le portail de son palais) qu'imposant au cours des services religieux. Son intelligence, son tact et son subtil sens de l'humour étaient connus.»⁷³⁸

Depuis son accession à l'épiscopat dans le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg en 1922, M^{gr} Besson a peu à peu contribué à détendre la situation confessionnelle par une attitude cordiale et une totale absence d'agressivité à l'encontre des protestants⁷³⁹. L'évêque multiplie les actions publiques en faveur d'une meilleure coopération interconfessionnelle, contribuant, selon Étienne Fouilloux, à faire de la Suisse, grâce notamment à la SDN, «la plaque tournante des échanges humanitaires»⁷⁴⁰ et à se présenter comme médiatrice. Ses compétences œcuméniques lui vaudront une invitation à la semaine lyonnaise de l'abbé Paul Couturier en janvier 1937. De son côté, le Saint-Siège apprécie l'action de M^{gr} Besson, laquelle ne l'engage en rien tout en lui permettant de recueillir des informations. En 1933, loin d'abandonner ses efforts à l'endroit des orthodoxes pour les ramener dans son giron, il nomme l'évêque consultant de la Congrégation pour les Églises orientales, alors même que ce dernier cherchait à se désengager du fardeau que constitue la présidence de *Catholica Unio*.

737. Feuillet de présentation de *Catholica Unio*, annexé à la lettre du P. Augustin de Galen O.S.B. à [un membre du BP], 15 novembre 1928. EIA, Suisse général 1928.

738. Georges Lodygensky, «Sur la voie de l'Unité chrétienne», *op. cit.*, p. 8.

739. Olivier Blanc, Bernard Reymond, *Catholiques et protestants dans le pays de Vaud. Histoire et population (1536-1986)*, Genève: Labor et Fides, 1986, pp. 61-63.

740. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, p. 478.

S'il rompt avec l'apologétique traditionnelle, M^{gr} Besson n'est pas pour autant en rupture avec la ligne du Vatican: il fait beaucoup pour la paix confessionnelle et pour la lutte contre la caricature du catholicisme au sein des protestants, mais il n'encourage guère les échanges interconfessionnels⁷⁴¹. Il ne peut imaginer l'unité des chrétiens que sous l'aspect d'un retour des frères séparés au sein de l'Église catholique romaine. Aussi les protestants suisses ne se laissent-ils pas prendre à un discours qui, sous des accents bienveillants, vise toujours ce même but.

Il n'est pas sûr que Lodygensky en soit dupe, mais il pardonne toujours facilement aux catholiques doués d'une «grande élévation spirituelle» et à ceux qui font preuve d'humour et de courtoisie à l'égard des orthodoxes⁷⁴². Il se montre attaché à la forme et à tout ce qui facilite les rapports entre les confessions; ainsi, le remplacement progressif du terme de «schismatiques» (orthodoxes) et «hérétiques» (protestants) par «frères séparés» dans le langage officiel lui apparaîtra-t-il comme un grand progrès⁷⁴³. Il a toujours déploré l'ignorance manifeste des catholiques à l'égard de l'orthodoxie.

Les archives de l'évêché de Fribourg témoignent de bonnes relations entre M^{gr} Besson et Pro Deo, mais elles révèlent aussi la discrétion de ces rapports. Le fait que l'évêque délègue l'abbé Carlier et le chanoine John Rast (1895-1981)⁷⁴⁴ aux sessions à Genève constitue toutefois une démarche inédite⁷⁴⁵. Il faut préciser que la création de Pro Deo n'est pas sans effet sur l'Église catholique suisse. La commission parvient en effet – c'est son but – à jouer le rôle d'aiguillon auprès de la hiérarchie catholique: le chanoine Rast ne s'enquiert-il pas auprès de M^{gr} Besson de ce qu'il devra dire à une réunion de la Commission suisse Pro Deo? Il y sera certainement interrogé, anticipe-t-il, sur ce qui a été fait chez les catholiques «au sujet de la requête aux gouvernements concernant la situation des territoires où la parole de Dieu est proscrite»⁷⁴⁶. M^{gr} Besson lui répond qu'il en appellera à une «démarche positive

741. *Ibid.*, p. 421.

742. Georges Lodygensky, «Sur la voie de l'Unité chrétienne», *op. cit.*, p. 16.

743. *Ibid.*, p. 14.

744. Ordonné prêtre en 1926, recteur de la basilique de Notre-Dame à Fribourg pendant cinquante-deux ans, John Rast sera détaché auprès de la nonciature à Berne à partir de 1935, en qualité de protonotaire apostolique. AEF, Dossier Rast, John, M^{gr}.

745. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, p. 385.

746. Lettre du chanoine Rast à M^{gr} Besson, 5 mai 1935. AEF, D 67, Dossier «Pro Deo».

à la prochaine Conférence des Évêques suisses»⁷⁴⁷. Le 2 juillet 1935, l'évêque signe une lettre, au nom de la conférence réunie à Lugano, adressée au Conseil fédéral, faisant part de la profonde douleur des évêques suisses qui constatent que des États membres de la SDN persécutent la religion. À l'instar d'autres groupements religieux, comme c'est le cas en Angleterre, ils sollicitent l'intervention du gouvernement suisse auprès de la SDN pour qu'elle enjoigne les États membres à respecter le libre exercice de la religion⁷⁴⁸. La guerre italo-éthiopienne ne provoquera pas de telles réactions de la part de l'épiscopat suisse.

La conférence des évêques suisses, dont les idées sont déjà bien arrêtées sur le communisme, se voit encouragée dans sa fermeté anticommuniste par M^{gr} Filippo Bernardini (1884-1954), nonce en Suisse de 1935 à 1953⁷⁴⁹. Il exige des évêques qu'ils lui signalent tous les problèmes liés au communisme dans leur diocèse⁷⁵⁰. La nonciature transmet diligemment les documents que Pro Deo prie de remettre au secrétaire d'État du Vatican. M^{gr} Bernardini semble apprécier beaucoup «*l'ottimo dottore*» Lodyginsky, qui ne fait pas mystère de ses bonnes dispositions envers le catholicisme⁷⁵¹. Ainsi, en juillet 1938, Lodyginsky livre-t-il au nonce ses réflexions sur la conférence œcuménique d'Utrecht. Cette conférence réunit des représentants de Foi et Constitution (Lausanne) et de Vie et Action (Stockholm) et aboutit à la création d'un Conseil central œcuménique. Le docteur l'estime en grande partie contrôlé par «les loges». Une remarque sur l'opposition des protestants libéraux à la reconnaissance de la divinité du Christ, des allégations insidieuses sur leurs sources de financements juives aux États-Unis, laissent assez transparaître l'hostilité du docteur à l'égard de ces protestants, tout en

747. Lettre de M^{gr} Besson au chanoine Rast, 7 mai 1935. AEF, D 67, Dossier «Pro Deo».

748. Lettre de M^{gr} Besson au nom de la Conférence des évêques de Suisse au Conseil fédéral, 2 juillet 1935. AEF, D 38, Dossier «Pro Deo».

749. Patrick Bernold, «Die Stellungnahme der Schweizer Bischöfe zu Kommunismus, Sozialismus und Faschismus, 1929-1939», in Urs Altermatt (éd.), *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen, 1920-1940*, Fribourg: Éditions universitaires, 1994, pp. 343-358.

750. Franz Xaver Bischof, «Verkündigung zwischen Réduit-Denken und Weltverantwortung. Zu den Stellungnahmen des schweizer Episkopats, 1918-1945», in Victor Conzemius, *Schweizer Katholizismus, 1933-1945*, Zurich: Verlag NZZ, 2001, pp. 461-495 notamment p. 467.

751. Lettre de M^{gr} Bernardini à M^{gr} Domenico Tardini, secrétaire de la Sainte Congrégation pour les affaires extraordinaires, 11 novembre 1938. AES, Stati eccl., pos. 533, fasc. 556.

donnant au passage une indication sur son appréciation des juifs et des maçons.⁷⁵²

L'observation attentive des rapports de Lodyginsky avec la hiérarchie catholique révèle un sentiment – et une recherche – de proximité qu'il est loin d'éprouver pour ses correspondants protestants.

LES TROIS CONFESSIONS AU SEIN DE PRO DEO

L'ensemble des sessions de Pro Deo est marqué par une grande stabilité dans les nombres et les proportions. Sur la trentaine de participants que l'on compte dans la plupart des sessions, catholiques et protestants sont en général à peu près à égalité, le rapport étant peut-être légèrement favorable aux derniers. Tout en étant consciente des problèmes que l'amalgame soulève, nous prenons le parti d'englober les anglicans dans la catégorie « protestants » pour deux raisons. La première: la commission Pro Deo fait elle-même cet amalgame, ce qui rend même difficile l'identification des anglicans, pour ne rien dire d'une éventuelle appartenance à la High Church, à la Low Church ou encore à l'Église épiscopale d'Écosse (presbytérienne); la seconde: les anglicans représentent une quantité négligeable parmi les participants aux sessions, le CPC étant généralement représenté par un catholique, le capitaine Legge.

LES ORTHODOXES MINORITAIRES

Les orthodoxes sont très clairement en minorité, avec une moyenne de trois ou quatre délégués. Il va sans dire qu'ils sont tous de la même obédience (Église hors frontières) et tous plus ou moins apparentés au MTCR. Le noyau dur est formé par l'archiprêtre Orloff et les frères Lodyginsky, qui ne manquent aucune session. On note la présence, lors de la quatrième session, en mars 1935, de l'évêque Irénée de Novi Sad en Yougoslavie, et celle de A. Georgieff, représentant de l'archevêque de Sofia (M^{gr} Stephan) à la cinquième session en septembre 1935.

Chez les protestants comme chez les catholiques, laïcs et ecclésiastiques se partagent assez équitablement, avec une très légère supériorité numérique des premiers. Nous esquissons ici quelques

752. Note confidentielle de Lodyginsky sur la conférence d'Utrecht (mai 1938), transmise à la Secrétairerie d'État du Vatican par la nonciature suisse le 2 juillet 1938. AES, Stati Eccl. IV, pos. 542-543, fasc 564.



Deuxième session de Pro Deo (4-5 janvier 1934). Inauguration de l'exposition sur les sans-Dieu, Genève. Source: Bibliothèque de Genève, Département des manuscrits, EIA 900.



1. Georges Lodyginsky*; 2. Alexandre Lodyginsky; 3. Jacques Le Fort*; 4. Prince André Kourakine; 5. Pasteur Frederik Krop; 6. Prince Constantin Gortchakov; 7. Abbé Henri Carlier*; 8. Morikatsu Inagaki; 9. Baron Raul do Rio Branco; 10. Odette de Carvalho e Souza. *Membres du bureau de Pro Deo.

catégories et indiquons les noms des participants les plus réguliers afin de donner une image plus précise de la composition de la commission.

Parmi les catholiques, il faut distinguer les Suisses des ressortissants d'autres pays. Le critère de la nationalité n'étant peut-être pas aussi pertinent pour les hommes d'Église, une distinction plus précise doit être faite entre les membres qui dépendent de l'épiscopat de Lausanne, Genève et Fribourg, et les autres. Le vicaire général de Genève, M^{gr} Henri Petit, honorerait exceptionnellement la deuxième session de sa présence. Mais la hiérarchie diocésaine, qui «concède» déjà l'abbé Carlier et le chanoine John Rast à Pro Deo, se fera ensuite plus discrète. Le vicaire déclinera l'invitation à la troisième session, et il faudra attendre *Divini redemptoris* pour le voir réparaître dans la liste des présences de la session de septembre 1937⁷⁵³. Le dominicain d'origine française Benoît Lavaud, professeur à l'Université de Fribourg, assiste pour sa part à plusieurs réunions.

Les hommes catholiques laïcs suisses sont rares au sein de Pro Deo. La défection de Gonzague de Reynold est à signaler. Correspondant de longue date d'Aubert, Reynold ne participera qu'à la première séance de la commission. Son anticommunisme, véritable leitmotiv, est le corollaire de son ultracatholicisme et figure pourtant en première ligne de son plan de défense de la civilisation européenne. Mais c'est peut-être – précisément – le catholicisme très strict de Reynold qui, allié à sa légendaire prudence, le détourne de la commission. Cette abstention n'empêche pas Lodygensky de lui envoyer systématiquement comptes rendus et rapports, faisant de lui une sorte de membre *in absentia*⁷⁵⁴.

Le mouvement catholique féminin, en revanche, est très bien représenté, avec passablement de membres à Genève: M^{me} Ferrazzini ainsi que M^{lles} Grand, Warnery et Ritter assistent régulièrement aux sessions Pro Deo, notamment lorsque la présidente hollandaise F. Steenberghe-Engeringh, la Belge Ch. de Hemptinne ou l'Italienne C. Giustiniani-Bandini doivent être excusées.

753. Compte rendu de la 3^e session de Pro Deo, Genève, 10-11 septembre 1934. EIA 900. 7^e session Pro Deo, 13-14 septembre 1937. EIA 901.

754. Reynold, de son côté, continue à priser les informations de l'EIA sur le communisme. Si sa relation épistolaire avec Aubert diminue assez drastiquement après 1933, elle ne s'interrompt pas complètement. Reynold à Aubert, le 20 octobre 1939. FGR, corr. cop. 1939. Reynold à Théodore Aubert, le 9 mars 1945. FGR, corr. cop. 1945.

Le reste des catholiques sont d'origine étrangère. Nous avons évoqué plus haut la collaboration fidèle des diplomates brésiliens Rio Branco et Carvalho, auxquels s'ajouteront quelques Espagnols pendant la période de la guerre civile espagnole (A. Arbex et Ruiz-Manent). Au registre des ecclésiastiques, indiquons la présence croissante de jésuites, de quelques dominicains (en particulier le Père C. Dumont, du centre d'études russes Istina de Lille, qui assiste aux troisième, quatrième et septième sessions de Pro Deo), ainsi que de l'abbé Robert Eber, directeur de la Ligue catholique d'Alsace et proche de la Fédération nationale catholique (FNC). D'autres sympathisants de la FNC sont à signaler qui assisteront à l'une ou l'autre session, parmi lesquels le colonel Navel, la marquise du Luart ainsi qu'un couple d'Américains protestants fortunés installés à Paris, Otis et Elisabeth Mygatt, liés à M^{gr} Chaptal, à M^{gr} Baudrillart et au colonel Lainey.

Les protestants romands (genevois surtout) sont bien représentés : André Dardel (président du Consistoire), les pasteurs de Saussure, Monnier, E. [?] Meyer, James Siordet, Henry-Louis Henriod (de l'Institut du christianisme pratique), ainsi que le pasteur vaudois Nicolas de Haller. Dans ses Mémoires, Lodyginsky mentionne « un groupe de jeunes prédicateurs et théologiens très actifs, tels que les professeurs Jean de Saussure et Henri d'Espine, les pasteurs Monnier, Payot, de Senarclens, de Haller, Biéler »⁷⁵⁵. Parmi eux, la figure de Jean de Saussure (1899-1977) se détache assez nettement⁷⁵⁶. À l'issue du procès Conradi, alors qu'il était encore étudiant en théologie, il avait émis critiques et réserves dans une lettre publiée par le *Journal de Genève*⁷⁵⁷. Mais ses qualités d'orateur et l'aura qu'il s'est acquise au tournant des années 1930 par ses conférences qui seront publiées sous le titre *À l'école de Calvin* (1931) font complètement oublier cet épisode. Prédicateur de la paroisse de Saint-Pierre à Genève, théoricien reconnu du néocalvinisme, ferme dénonciateur des persécutions religieuses en URSS et œcuméniste convaincu, il devient un correspondant choyé par l'EIA et Pro Deo⁷⁵⁸.

755. Georges Lodyginsky, « Sur la voie de l'Unité chrétienne », *op. cit.*, p. 12.

756. Sur Jean de Saussure, voir : Étienne Fouilloux, *op. cit.* ; Fellay, Jean-Blaise, « De la confrontation au rapprochement. Les catholiques genevois face au protestantisme, 1920-1950 », in Victor Konzemius (dir.), *Schweizer Katholizismus*, *op. cit.*, pp. 169-170 ; Olivier Fatio, « Les sermons de guerre du pasteur de Saussure », in *Guerres et paix : mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Genève : Georg/Éditions Médecine et Hygiène, 2000, pp. 591-613.

757. « Après l'acquiescement », *Journal de Genève*, 24 novembre 1923, p. 4, cité par Michel Caillat, thèse en cours, chapitre 6.

Le pasteur Schabert, décédé en 1935, sera remplacé par son collègue Steinwand, dont la présence (à l'instar de celle du professeur Adolf Keller) sera beaucoup plus discrète que celles des pasteurs Krop et Dürtleman. Keller n'est présent qu'à la deuxième et à la troisième session de Pro Deo, et ses rapports avec le BP se raréfient considérablement à partir de 1934.

Vieille connaissance de l'EIA, le CPC britannique sera durablement représenté, mais son influence est relativement mince sur Pro Deo, contrairement à celle d'une autre organisation mixte aux ramifications obscures, la Deutsche Pro Deo Kommission (DPK), que nous aborderons dans notre quatrième partie. Le pluralisme confessionnel du CPC connaîtra quelques remous et sera confronté, tout comme le BP, aux divergences d'interprétation de sa présidente, la duchesse d'Atholl, face à la montée des périls et à la guerre civile espagnole.

Enfin, l'influence du BP se fait largement ressentir au sein de la commission religieuse, révélant l'aspect illusoire de la distinction officiellement établie entre EIA et Pro Deo. Contrairement à ses coreligionnaires Jacques Le Fort et René Hentsch, Aubert ne peut en aucun cas figurer sur les listes de Pro Deo, en raison de son aura trop fortement politique. Pourtant, rien n'indique qu'il soit écarté de la commission. Selon Lodyginsky, formel sur ce point dans ses Mémoires, il assiste à toutes les sessions et est consulté en de nombreuses occasions⁷⁵⁹.

LE PASTEUR KROP, GARDIEN DE L'ÉQUILIBRE. UNE CRISE RÉVÉLATRICE À L'ISSUE DE LA TROISIÈME SESSION

Après un départ assez prometteur, des tensions entre les confessions ne tardent pas à surgir au sein de Pro Deo. Sous-jacentes pendant les premières sessions, elles éclatent au grand jour à l'occasion d'un véritable « coup de gueule » du pasteur Krop au lendemain de la troisième session de Pro Deo, en septembre 1934 : il s'insurge contre ce qui lui semble être une mainmise des catholiques sur la commission⁷⁶⁰.

758. (Note de la p. 241.) Jean de Saussure amorce un renouveau de la pensée protestante fondé sur le retour à l'Évangile et aux sources de la Réforme. *Encyclopédie de Genève*, t. 5, *Les religions*, Rémi Jequier et Monique Ribordy (dir.), Genève : Association de l'Encyclopédie de Genève, 1986, p. 198.

759. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 108.

760. Lettre confidentielle de [Krop] à Lodyginsky, 10 octobre [1934]. EIA, Hollande 1933-1943.

La lettre qu'il adresse à Lodyginsky à ce propos, empreinte du franc-parler caractéristique de Krop, révèle son mécontentement par rapport au fonctionnement de Pro Deo ainsi que son incompréhension face au statut même de la commission :

« Que voulait-elle ? Quel était son caractère distinctif ? On n'y a pas vu clair dès l'abord et l'on n'y voit pas encore très clair à présent. »⁷⁶¹

Dans un premier temps, cette nouvelle création lui est simplement apparue comme « la section religieuse de l'Entente de M. Aubert ». Le creux de son argumentation suggère qu'il l'a également perçue comme un doublet de son Entente fraternelle internationale pour la défense contre le bolchevisme sur le terrain moral et religieux (fondée en 1931). S'il ne s'est pas trop formalisé de cette concurrence, il n'en a pas non plus compris la véritable raison : la volonté du BP de laver le soupçon politique qui pesait sur l'Entente fraternelle, totalement rédhibitoire en matière de défense religieuse. Dans un deuxième temps, son scepticisme et son impatience s'aiguisent lorsqu'il constate qu'on ne tient pas compte de ses suggestions parce qu'elles n'ont pas l'heur d'agréer aux membres catholiques de Pro Deo. Ainsi, les juifs, les uniates et les vieux-catholiques n'ont pas été conviés aux séances, sous prétexte que des francs-maçons se cacheraient dans leurs rangs. Krop serait même d'avis d'inviter des « libéraux » et autres philosophes « spiritualistes » qui, malgré leur position hésitante entre les religions, n'en sont pas moins les adversaires acharnés de la III^e Internationale. Il déplore le manque de représentativité des protestants, incrimine le manque de transparence dans les processus de décision et interprète ces abstentions de la part de Pro Deo comme autant de signes de l'influence catholique prépondérante en son sein. Cette influence est corroborée par le nombre élevé d'invitations faites à des représentants de cette Église à se joindre aux délibérations, qui contraste selon lui avec l'absence d'invitations aux organisations protestantes correspondantes. Ainsi, par exemple, les homologues protestants des demoiselles Ducret (Section des Jeunesses féminines catholiques), Grand, Warnery et Ritter (Union internationale des ligues des femmes

761. *Idem*.

catholiques), n'ont pas été invités. Et Krop d'ironiser: «Une voix s'est fait entendre: 'Que pourraient dire les catholiques parlant avec des protestants de Genève, sinon qu'on leur rende leur cathédrale?'»⁷⁶² Selon lui, «c'est l'abbé Carlier qui dirige la bande». Passant outre la ferme suggestion de Krop de rendre les sessions totalement publiques, il aurait imposé le mot d'ordre du secret de toutes les réunions Pro Deo parce que «les catholiques [n'ont] pas le droit de s'afficher avec les 'hérétiques», souffle le pasteur. Au passage, il égratigne le comité autrichien d'aide aux persécutés du cardinal Innitzer, dont le caractère interconfessionnel ne serait qu'une façade.

Les affirmations de Krop et l'impression de «mainmise» – partagées par le pasteur Dürlemaan qui parle d'un «sentiment de gêne»⁷⁶³ –, semblent fondées, bien que le terme de «soumission» nous semble plus adapté. Le projet de création d'une ambassade extraordinaire et de légations permanentes chrétiennes développé pour la troisième session de Pro Deo par Lodyginsky ne devait-il pas être piloté par des catholiques? Le coup de gueule de Krop montrera l'impraticabilité d'un tel diktat. Enfin, lors de la troisième session de Pro Deo en septembre 1934, Lodyginsky a écarté d'un geste la proposition de Krop d'élargir le directoire de Pro Deo. C'en est assez pour venir à bout de la patience du pasteur, dont la lettre fourmille de signes d'hyperréactivité à toute mesure jugée inégalitaire envers les protestants et à toute manifestation de mépris ou d'hostilité à leur rencontre.

Jacques Le Fort se sent personnellement attaqué par la missive de Krop; il s'estime calomnié et met Krop en demeure de lui communiquer le nom des personnes à qui il se serait plaint de ses agissements. Il prétend ensuite lui répondre point par point, notamment au chapitre des invitations manquantes: si le CILACC belge n'a pas été convié, c'est parce qu'il s'agit d'une organisation à but exclusivement politique; les mennonites (professeur Unruh), dûment contactés, n'ont pas répondu; le pasteur Müller (de l'agence de presse protestante) n'a pas été invité parce qu'il a entretemps quitté ses fonctions; l'organisation Licht im Osten est représentée par le pasteur Keller parce qu'elle est rattachée à l'organisation œcuménique protestante; M. Champod n'a pas été invité en raison de l'existence d'une commission Pro Deo suisse:

⁷⁶². *Idem*.

⁷⁶³. Cité par Krop. *Idem*.

les autres personnalités suisses invitées l'ont été parce que leur lieu de résidence est Genève⁷⁶⁴.

Krop se défend : sa lettre s'en prenait au fonctionnement général de la commission, non à une personne en particulier. Cette précision apportée, il indique que la réponse de Le Fort ne le convainc nullement ; il la juge insuffisante et y décèle des erreurs, des omissions et des contradictions⁷⁶⁵. La réaction outrée de Le Fort cache en effet mal l'angle aveugle de sa lettre, qui évite soigneusement d'aborder le fond du problème : l'influence de Carlier et de ses supérieurs au sein de la commission.

UNE FRACTION PROTESTANTE

Cette crise, qui n'implique ni rupture ni sécession d'avec Pro Deo, ne connaît pas de véritable résolution. L'abstention de Lodyginsky lui sera d'ailleurs reprochée par Krop. Le pasteur hollandais affirme conserver toute son estime aux animateurs de la commission, mais le refroidissement est patent : c'est à Aubert exclusivement qu'il écrira pendant les années suivantes. La crise les conforte tous deux dans l'idée qu'il ne faut pas exiger trop de Pro Deo et que des actions « monoconfessionnelles » doivent être menées, comme par le passé. Krop se concentre sur la France. Mais ses idéaux d'universalité et son souhait de pouvoir toucher toutes les tendances sont illusoire. Il est en effet extrêmement limité dans le choix de ses partenaires car, si les protestants français sont plus unis sur le plan religieux que par le passé grâce à l'Église réformée de France et à la Fédération protestante de France, ils présentent de fortes disparités sur le plan politique. L'entre-deux-guerres marque la fin du consensus politique qui les regroupait au sein de la tendance républicaine laïque, face au bloc conservateur catholique. Les protestants libéraux et progressistes ne peuvent s'accommoder du tempérament politique de Krop, plus en adéquation avec la droite musclée qui est apparue dans les années 1920, dont le pasteur Freddy Dürleman (1881-1944) est l'un des principaux animateurs⁷⁶⁶. Il deviendra le correspondant le plus

764. Lettre de [Le Fort] à [Krop], 13 novembre 1934. EIA, Hollande 1933-1943.

765. Lettre de [Krop] à Le Fort, 19 novembre 1934. EIA, Hollande 1933-1943.

766. Gérard Cholvy, Yves-Marie Hilaire (dir.), *op. cit.*, pp. 185-186. André Encrevé (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. 5, *Les Protestants*, Paris : Beauchesne, 1993, pp. 185-187.

proche de Krop. Avant la Première Guerre mondiale, ce pasteur est plutôt engagé à gauche, dans le courant chrétien social. En 1908, il adhère à l'Union des socialistes chrétiens et est très probablement membre de la SFIO; il est même en contact avec Le Sillon de Marc Sangnier. Son expérience d'aumônier de la marine en 1914-1918 va modifier son orientation politique. En 1920, il fonde un mouvement de conquête évangélique intitulé La Cause, qui se muera en Centre de propagande et de rénovation protestantes, très marqué à droite. Désormais partisan d'un protestantisme «de choc», Dürreman semble persuadé que la France peut devenir protestante. Au début des années 1930, il oriente son activité contre l'athéisme militant et le bolchevisme, en coopération avec des chrétiens nettement à droite, comme le pasteur Édouard Soulier (conseiller municipal et député de Paris), le pasteur Louis Lafon (du journal protestant *La vie nouvelle*) et avec le général de Castelnau de la Fédération nationale catholique. Efficacement secondé par son épouse⁷⁶⁷ et par deux secrétaires généraux, Georges Dieny et Jacques Menthonnex, Dürreman consacre l'essentiel de son énergie à La Cause, en publiant de nombreux livres et brochures ainsi que des nouvelles, en mettant sur pied de multiples conférences publiques et en développant un enseignement religieux par correspondance.

De 1928 à 1937, Dürreman se distingue par son éloquence dans les causeries religieuses diffusées dans le cadre de l'émission protestante de Radio-Paris. Il dispose du soutien idéologique et financier d'une partie de la bourgeoisie protestante. À l'extrême droite, le petit groupe royaliste de l'association Sully – qui s'est organisé à la faveur de la condamnation de l'Action française par le Saint-Siège) l'appuie également. La Cause s'opposera en 1936 au gouvernement Blum.

En décembre 1936, avec une quarantaine d'autres personnes, Lodyginsky est invité au Congrès annuel international de La Cause sur «Le communisme contre le christianisme – Le christianisme contre le communisme»⁷⁶⁸. Les catholiques y sont représentés par le député Philippe Henriot. Lodyginsky et son fils Wladimir représentent les orthodoxes. Le docteur s'exprime sur «les résultats

767. Élisabeth Dürreman, née Kaltenbach, que le pasteur a épousée à Chêne-Bougeries dans le canton de Genève en 1909.

768. PV du BP 1936: Compte rendu de Lodyginsky de son séjour à Paris du 4 au 8 décembre 1936. EIA, PV du BP.

de l'expérience sociale communiste en Russie» et sur «la coopération des chrétiens des diverses confessions dans la lutte contre le communisme anti-religieux», son fils sur le communisme et la jeunesse.

Lodygensky se réjouit du «retentissement considérable» du congrès, qui va selon lui renforcer les tendances antibolcheviques dans les milieux protestants de France et d'ailleurs, et qui a provoqué une vive réaction dans «les milieux protestants bolchevisants». Il n'est pas loin de se réjouir du fait qu'un groupe d'étudiants de la Faculté de théologie de Paris ait manifesté contre les organisateurs du congrès et prétendu qu'une organisation religieuse comme La Cause n'avait pas le droit de discuter un problème tel que le communisme, étant donné son caractère essentiellement politique. Le fait que deux hommes politiques, le sénateur Eccard et le directeur de l'Espoir français, M. (Georges) Servoingt, aient présidé une séance du congrès a de quoi surprendre ces étudiants en théologie, mais pas le D^r Lodygensky.

Parmi les orateurs, on relève les noms du général Clément-Grandcourt, ancien gouverneur du Djebel druze, Freddy Dürreman, pasteur, fondateur et directeur de La Cause, Frédéric Eccard, ancien sénateur, René Gillouin, conseiller municipal à Paris, Jean Ginolhac, attaché au Ministère de l'intérieur et membre de La Cause, Philippe Henriot, député de la Gironde, Émile Marion, pasteur, directeur du Secrétariat romand du Service de presse du Protestantisme suisse à Genève, ainsi qu'Édouard Soulier, pasteur, député de Paris, ancien vice-président de la Chambre des députés, vice-président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre⁷⁶⁹.

Le pasteur Marion publiera un compte rendu dans la *Gazette de Lausanne* du 21 décembre 1936. Pro Deo souligne que la croisade lancée par La Cause est d'autant plus difficile que la Fédération protestante de France «évite de se compromettre en prenant trop nettement position»⁷⁷⁰.

En 1937, l'influence de La Cause décroît au profit de la Fédération protestante; la raison en est que la personnalité et les orientations de Freddy Dürreman ont fait l'objet de contestations de droite comme de gauche. Cette année marque le coup d'arrêt de

769. *Idem*.

770. Doc sans [1937] date ni signature, rédigé par Pro Deo «La lutte contre le communisme sur le terrain religieux et moral», FGR, doc. 22.

ses émissions hebdomadaires à la radio et, en mai 1937, le gouvernement français lui retire l'autorisation d'émettre et transfère ce droit à la Fédération protestante, qui accepte. Dürtleman se retrouve donc en conflit ouvert avec cette dernière, qui le désavoue.

Dans ses démêlés, il est soutenu par Krop, qui lui écrit pour l'assurer de son soutien, lui dit qu'il trouve cette affaire « lamentable » et qu'il répugne aux « finasseries plus ou moins politiques », dit partager enfin la douleur et l'indignation de Dürtleman :

« Sous des formes diverses, c'est la même lutte un peu partout. Ceux qui osent prendre nettement position contre le bolchevisme destructeur de toute église et de toute religion voient se dresser immédiatement contre eux les amis politiques des Soviets et, ce qui est plus pénible encore, des frères dans la foi dévoyés, je l'espère, de bonne foi, mais qui n'en font pas moins le jeu de nos ennemis les plus irréductibles. »⁷⁷¹

À la même époque (avril 1937), Krop et Dürtleman mènent une action conjointe, en prévision de la Conférence œcuménique d'Oxford en août 1937. Comme le comité de liaison avec les Églises douze ans plus tôt, Krop et Dürtleman souhaitent voir la question des persécutions religieuses en URSS inscrite au programme de la conférence. Ils rédigent une circulaire accompagnée d'une brochure d'information, signée par eux deux, à 3000 ou 4000 ecclésiastiques anglais⁷⁷².

De son côté, Lodygensky lance un appel séparé à de nombreux correspondants pour trouver un accès aux délégués de la conférence, à qui il voudrait adresser de la documentation sur les persécutions et l'athéisme. Ces deux actions non coordonnées témoignent de contacts distants entre Pro Deo et la « fraction protestante » formée par Krop et Dürtleman. Elles mettent aussi en évidence le fait que la commission ne dispose d'aucun intermédiaire à même de relayer sa propagande à l'intérieur du mouvement œcuménique protestant.

Cette tendance à la confessionnalisation au sein de Pro Deo se généralise, notamment dans le cadre d'actions de type humanitaire.

771. Copie d'une lettre de [Krop] à Dürtleman, datée 27 mai 1937. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936), et NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938).

772. Copie d'une lettre de Krop du 24 mai 1937 à Hoecke. BArch, NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938).

Le catholique anglais Walter Legge, membre du CPC et de Pro Deo, fonde en juin 1934 à Londres une œuvre séparée, le Catholic Relief Committee for Russia, une nouvelle branche du Catholic Council for International Relations. À l'origine, une modique somme est allouée aux organismes interconfessionnels du pasteur Schabert à Riga et de M^{gr} Innitzer à Vienne. Mais rapidement, arguant de son statut d'organisme privé non supporté par des aides étatiques, le comité anglais réduit son aide à l'assistance de catholiques (prêtres, nonnes et tertiaires surtout)⁷⁷³.

LA COMMISSION SUISSE DE PRO DEO: UN MODÈLE DE COLLABORATION ?

La commission suisse de Pro Deo est fondée à Fribourg le 12 mars 1934, à l'issue de l'édition fribourgeoise de l'exposition sur les sans-Dieu. Elle se réunit à cinq reprises entre le printemps 1934 et l'été 1935, dans quatre villes différentes⁷⁷⁴. Première d'une série que le bureau de Pro Deo voudrait voir naître, cette commission nationale apparaît comme une tentative de réalisation du projet de missions (ou ambassades) permanentes chrétiennes imaginé par Lodygensky⁷⁷⁵. La commission est relativement équilibrée, tant du point de vue linguistique que du point de vue confessionnel, et les ecclésiastiques y sont en majorité. Les catholiques occupent le premier plan, selon les vœux du Bureau. La volonté exprimée à plusieurs reprises⁷⁷⁶ de trouver un sixième membre, protestant, ne sera jamais comblée. M^{gr} Besson, qui assiste à l'ouverture de la conférence, prononce des paroles d'encouragement à l'égard de l'initiative de Pro Deo, avant de se retirer. Le mot de « bénédiction » n'est pas prononcé, mais sa présence – même passagère – et ses mots de sympathie constituent en eux-mêmes des témoignages de grande valeur. Ainsi, l'absence d'un Gonzague de Reynold apparaît comme une vétille, d'autant que des prêtres, qui

773. Captain Legge, *Memorandum on the Catholic Relief Committee for Russia in London*, sans date [on peut néanmoins le dater d'après une note de M^{gr} d'Herbigny d'avril 1935]. AES, Russia IV, pos. 659-660, fasc. 52.

774. Comptes rendus des réunions du 12 mars (Fribourg) du 6 juin 1934 (Neuchâtel), du 1^{er} octobre 1934 (Olten), du 9 janvier 1935 (Berne) et du 17 juin 1935 (Berne), EIA 901.

775. Rapport général du Bureau de Pro Deo à la 3^e session, 10-11 septembre 1934. EIA 900.

776. Notamment dans le rapport général du Bureau de Pro Deo, 4^e session de Pro Deo, 4-5 mars 1935 (EIA 901) et dans le compte rendu de la réunion de la commission suisse Pro Deo du 9 janvier 1935 à Berne (EIA 901).

plus est issu de l'Action populaire, occupent le premier plan dans cette collaboration inédite: le chanoine John Rast, de Fribourg, qui s'occupera de la Suisse romande, et le jésuite Karl Stark, de Zurich, chargé de la Suisse alémanique. À leurs côtés, les pasteurs N. de Haller, de Saint-Livres, et B. Pfister, de Berne, auquel succédera le pasteur Max Frick, de Zurich.

À la première réunion assiste une petite vingtaine de personnes. Outre les personnalités que nous venons de citer, signalons la présence de Hans Hoppeler, de Zurich, promoteur du défunt projet d'initiative contre l'athéisme. De la commission Pro Deo de Genève figurent bien sûr l'abbé Carlier, mais aussi M^{lle} Warnery et André Dardel, président du Consistoire genevois. Armin Egli, de Saint-Gall, futur membre de la commission suisse, est présent. Les autorités fribourgeoises sont fortement représentées avec le préfet de la Sarine et le président du Conseil d'État Bernard von der Weid. C'est à Louis Gauthier, chef de la police fribourgeoise (et accessoirement membre de la section fribourgeoise de la Fédération patriotique suisse), au chanoine Rast et à Ernest Castella (professeur au technicum) qu'est due l'organisation de cette conférence constitutive. Les attaches de l'EIA avec Fribourg ne sont d'ailleurs pas nouvelles, Aubert tutoie Émile Savoy, conseiller d'État fribourgeois responsable du Département de l'intérieur⁷⁷⁷. Reynold a joué le rôle de courroie de transmission entre Aubert et Fribourg pour l'organisation de journées d'études de l'UCEI sur le communisme à l'Université de Fribourg, les 17 et 18 mai 1932. Le BP participe à ces journées d'étude à titre de conseiller pour le choix des orateurs et du programme. C'est à cette occasion que des contacts sont noués avec l'abbé Gremaud, le professeur Antoine Favre et le conseiller Ernest Perrier.

Le D^r Lodyginsky figure comme le seul laïc et le seul orthodoxe de la commission dont le but, outre d'informer les Églises du sort des persécutés russes et de l'action des sans-Dieu dans le monde, est de faire circuler l'exposition sur les sans-Dieu dans toute la Suisse et de promouvoir la propagande dans le sillage de l'exposition (publications, séminaires, formation de conférenciers laïcs, avec projections lumineuses de documents). Elle fait aussi campagne contre l'entrée de l'URSS à la SDN, notamment par la publication d'un mémoire adressé aux autorités ecclésiastiques de

777. Lettres de Savoy à Aubert. EIA Suisse général 1932.

Suisse. Elle n'hésite pas à annoncer que cette admission «équivalait à l'établissement à Genève d'un centre de propagande des sans-Dieu»⁷⁷⁸. Cette affirmation se fonde sur une information qui est d'autant plus sujette à caution qu'elle a plus de deux ans d'âge:

«Nous savons en effet de source officieuse que les délégués des Soviétiques à la Conférence sur le désarmement ont revendiqué pour leur pays, au cas où il entrerait dans la Ligue, les postes de secrétaire adjoint du secrétaire général, la présidence ou la vice-présidence des sections politique et juridique et encore de nombreuses autres places!»⁷⁷⁹

La commission n'a pas le caractère officieux auquel on aurait pu s'attendre. Elle profite par exemple de la réunion de la Fédération des Églises protestantes de Suisse, le 11 juin 1934, pour se faire connaître par une lettre de présentation aux délégués. Mais la lettre n'est signée que par les membres protestants de Pro Deo (Frick et Haller). Ce détail révèle un aspect de la stratégie de la commission, qui obéit à une logique de compartimentation: pour plus d'efficacité, les protestants s'adressent aux protestants, les catholiques aux catholiques. Ce procédé relativise effectivement la notion d'interconfessionnalisme et fait apparaître la commission comme une création *ad hoc* dictée par un grand pragmatisme.

Pour autant, elle ne témoigne pas moins d'une certaine audace. Ainsi, sa première publication est une étude de Karl Stark sur l'organisation et les efforts des sans-Dieu en Suisse. La tournure inédite a de quoi surprendre: deux pasteurs, qui ne s'adressent rien de moins qu'aux délégués de la Fédération des Églises protestantes de Suisse, annoncent qu'ils se feront «un devoir comme un honneur» de leur faire parvenir les publications de Pro Deo suisse, en tête desquelles figurera cet opus de Stark, estampillé «Institut apologetique» du Volksverein catholique. La même ouverture ne sera pas observable du côté catholique, malgré la bonne entente qui règne entre les deux Zurichois, Stark et Frick. Lodyginsky avait bien précisé en introduction de la conférence constitutive que

778. Lettre des pasteurs Frick et de Haller (pour la Commission suisse Pro Deo), aux délégués de la réunion de la Fédération des Églises protestantes de la Suisse, 8 juin 1934. EIA 896 («Commission Pro Deo», «Démarches diverses faites par elle ou par ses filiales nationales»).

779. *Idem*.

chaque membre est présent à titre personnel et qu'«on ne cherche pas à faire de l'interconfessionnalisme, mais à s'aider mutuellement en travaillant chacun dans son propre domaine et d'après ses propres méthodes.»⁷⁸⁰ La stratégie des campagnes de «sensibilisation ciblée» est en effet systématiquement privilégiée⁷⁸¹. Ainsi, la collaboration entre catholiques et protestants au sein de la commission suisse Pro Deo, à l'instar de la commission internationale, ne semble pas pouvoir dépasser le stade de la coordination d'actions séparées.

DES SECTIONS NATIONALES DISPARATES

Conformément aux vœux de Lodyginsky, d'autres sections nationales de Pro Deo seront créées, qui n'auront toutefois pas la forme souhaitée par le docteur.

Le Comité belge Pro Deo, fondé en 1934 est lié à la SEPES. À la tête de son secrétariat figure le RP dominicain A. van Rooy, qui est très proche de Spiltoir. Mais le comité est composé exclusivement de catholiques. Le président, le vicomte Charles Terlinden, est professeur à l'Université catholique de Louvain. Parmi ses membres, on retrouve Christine de Hemptinne (de la section des jeunes de l'Union internationale des ligues féminines catholiques), le jésuite Jacques de Bivort de La Saudée, correspondant privilégié de Pro Deo. Si ce dernier et Christine de Hemptinne collaborent avec Genève, il n'en sera pas de même du comité belge dont ils font partie, qui refusera de se joindre à la commission internationale⁷⁸².

Dans son rapport général présenté lors de la quatrième session de Pro Deo en mars 1935, le bureau de la commission internationale ne mentionne donc pas ce comité récalcitrant et ne peut se prévaloir que de trois commissions nationales⁷⁸³. La commission

780. Compte rendu de la séance du 12 mars 1934. EIA 901.

781. Par exemple, l'Église nationale vaudoise, qui a donné son appui à l'exposition sur les sans-Dieu de Lausanne, se joint à l'Église genevoise pour inciter un dimanche spécial, en février 1934, dans le sillage de l'exposition sur les sans-Dieu (qui se déroule à Lausanne du 1^{er} au 20 février, puis à Fribourg à partir du 23), où les pasteurs sont invités à parler en chaire des persécutions religieuses. Lettre des pasteurs Frick et de Haller (pour la Commission suisse Pro Deo), aux délégués de la réunion de la Fédération des Églises protestantes de la Suisse, 8 juin 1934. EIA 896 («Commission Pro Deo», «Démarches diverses faites par elle ou par ses filiales nationales»).

782. Réponse du général Ledochovsky au rapport du Père Stark lors de la réunion en mai 1936 à Rome. ARSI, JESCOM, *De comunismo atheo*, 1938.

783. Rapport général du Bureau de Pro Deo, 4^e session de Pro Deo, 4-5 mars 1935. EIA 901.

suisse est composée du pasteur Max Frick (Zurich), du Père Karl Stark (Zurich), d'Armin Egli (Saint-Gall), du pasteur Nicolas de Haller (Saint-Livres), du chanoine Rast et de Georges Lodyginsky. La commission allemande est composée de deux théologiens catholiques, d'un émigré russe orthodoxe et de quatre protestants, dont deux pasteurs. Il est fait quelque mystère de la composition de la commission yougoslave, composée «entre autres» du ministre Janitch et de M. Tachko Naoumovitch. Il s'agit d'une émanation du MTCR d'Alexandre Lodyginsky et il est évident pour tous qu'elle n'est pas interconfessionnelle.

La «section» hollandaise de Pro Deo est une curiosité. C'est probablement la plus détachée du bureau de Genève. Officiellement créée en 1936, l'action Voor God est elle aussi exclusivement catholique, à l'instar de la section belge. Lodyginsky la mentionne dans un rapport en 1937, saluant l'effort de cette formation, qui s'est signalée par une série de conférences en Hollande. Mais on cherchera en vain la trace de contacts autres que sporadiques avec la commission Pro Deo de Genève: cette organisation hollandaise mène sa propre vie⁷⁸⁴. Pourtant, Octave van Nispen tot Sevenaer et Alphonse Steger, deux anciens correspondants privilégiés de l'EIA au tournant des années 1930, en sont membres.

Mentionnons également la création, en septembre 1938, d'une commission Pro Deo archidiocésaine à Liverpool⁷⁸⁵. À sa tête figure le directeur du *Catholic Times* à Londres, James Walsh, qui assiste à la septième session de Pro Deo à Genève en septembre 1937.

L'appellation «Pro Deo» attire donc plus les catholiques et l'interconfessionnalisme est difficilement réalisable dans les sections nationales: protestants et catholiques hollandais ne collaborent guère, quant aux Belges engagés dans le mouvement, ils sont tous catholiques; on a vu ce qu'il en est du cas suisse et du cas yougoslave. Quant à la Deutsche Pro Deo Kommission (DPK), où figurent effectivement des représentants de différentes Églises, nous verrons dans le chapitre 9 le cas particulier qu'elle constitue et les problèmes qu'elle soulève.

784. Georges Lodyginsky, *Rapport de la commission Pro Deo*, mai 1937. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 37, fasc. 215. Sur Voor God, il existe une thèse en néerlandais de Paul Luykx, *De Actie «Voor God» 1936-1941; een Katholieke elite in het offensief*, Nijmegen, 1978.

785. Échange de lettres entre Pro Deo et Walsh en septembre 1938. EIA 901.

LA DENSIFICATION DU RÉSEAU JÉSUISTE DE L'EIA

La présence jésuite au sein de Pro Deo n'a rien d'un phénomène spontané. Le BP de l'EIA comptait déjà parmi ses correspondants le Père Kologrivoff, M^{gr} d'Herbigny, les RP Arnou et Bela Bangha (de Budapest). Ce réseau de base ainsi que la volonté commune d'échanger des informations et de coordonner la lutte va permettre une densification du réseau jésuite de Pro Deo. Cet accroissement est occasionné par un mot d'ordre lancé par le général des jésuites, Wladimir Ledochowski, en avril 1934, dans une lettre à toute la société, exhortant à la lutte contre l'athéisme moderne⁷⁸⁶. Ainsi, à partir de la troisième session de Pro Deo, la présence des jésuites va s'accroître par le biais d'une collaboration particulièrement productive avec le RP Karl Stark, une collaboration plus timide avec les RP Joseph Ledit et Joseph Robinne, et plus ponctuelle avec quelques autres jésuites (Jacques de Bivort de La Saudée, Joseph Catry et Stanislas de Lestapis). Nous nous proposons à présent de mettre en perspective les principaux éléments de ce réseau, de montrer les différences d'optiques entre eux et Pro Deo, ainsi que les limites de leur collaboration.

LE PÈRE KARL STARK ET L'APOLOGETISCHES INSTITUT DE ZÜRICH

Les relations entre le RP Karl Stark (1901-1964)⁷⁸⁷ et Pro Deo débutent quelques mois avant le mot d'ordre de Ledochowski, lors de la constitution de la commission suisse Pro Deo⁷⁸⁸. À partir de ce moment, Stark assiste à toutes les réunions de cette dernière ainsi qu'à toutes les sessions de la commission internationale, hormis la sixième, en septembre 1936. Ce jésuite allemand installé à Zurich sera l'intermédiaire qu'il manquait à Pro Deo avec la Suisse alémanique. Mais il y a plus. Membre d'un ordre au rôle important dans la lutte de l'Église catholique contre l'athéisme, il est inscrit au cœur d'un réseau qui touche principalement l'Allemagne (Konrad Algermissen), la France (les pères jésuites de l'Action populaire,

786. «De necessitate et ratione fortius obsistendi atheismo moderno. Ad universam societatem», 27 avril 1934, *Acta romana societatis Jesu*, 1934, pp. 766-772.

787. Les informations biographiques, assez pauvres, sur le Père Stark proviennent de Ferdinand Strobel, *Schweizer Jesuitenlexikon*, Zurich, 1986 (*Manuskriptausgabe*), p. 536; Franz Xaver Bischof, *art. cit.*, pp. 467-468; Patrick Bernold, *Der schweizerische Episkopat und die Bedrohung der Demokratie 1919-1939. Die Stellungnahme der Bischöfe zum modernen Bundesstaat und ihre Auseinandersetzung mit Kommunismus, Sozialismus, Faschismus und Nationalsozialismus*, Berne, 1995, pp. 215-216.

788. Voir EIA Suisse général 1934 [de janvier à juillet-août] (1^{er} carton).

l'office Unitas dont il sera question plus bas) et bien sûr le Vatican. L'arrivée de ce nouveau membre dans la commission va contribuer à resserrer les liens avec les catholiques, à renforcer la cohérence de sa stratégie et de son inscription dans la sphère politique. Une période s'ouvre où la présence des jésuites s'accroîtra graduellement au sein de Pro Deo.

Appelé à Zurich en 1932 par Paul de Chastonay, supérieur des jésuites, Karl Stark est chargé de réorganiser sur de nouvelles bases le moribond Apologetische Institut (AI), dont il est nommé secrétaire. Créé en 1903, l'AI est la section dédiée à la presse de l'Action populaire catholique suisse (APCS, en allemand Schweizerischer Katholischer Volksverein, SKVV). Son activité, quasiment réduite à néant au début des années 1920, est réactivée et placée sous l'égide des jésuites sur proposition du président de l'APCS, Emil Buomberger, contre l'avis de l'évêque Laurentius Matthias, qui craint probablement de raviver les anciens préjugés tenaces sur les jésuites (retors, ennemis de la démocratie et de la liberté de conscience, outils du pape, etc.) et de ramener l'attention sur l'article d'exception de la Constitution à leur encontre, toujours en vigueur, mais assez soupagement appliqué depuis la Première Guerre mondiale⁷⁸⁹. Le réveil de l'AI obéit à l'impulsion de l'encyclique *Caritate Christi compulsi* de mai 1932⁷⁹⁰.

Les tâches principales de l'institut – c'est-à-dire du Père Stark, qui travaille seul jusqu'en 1936 – sont de récolter du matériel et des informations sur les courants opposés à la religion (athées, libres penseurs de diverses tendances, socialistes, communistes, libéraux, sectes, etc.), de fournir la presse catholique – surtout allemande⁷⁹¹ – en informations, brèves et articles sur les questions sociales, le communisme et l'athéisme, de défendre la foi catholique par des conférences, des publications, tout en répliquant aux attaques contre elle dans la presse, notamment protestante. Les sectes, les pratiques superstitieuses (astrologie, cartomancie, etc.),

789. Beat Baumgartner, «50 Jahre Institut für weltanschauliche Fragen», in *Schweizerische Kirchenzeitung*, N° 45, 1982, pp. 674-676.

790. Cette impulsion est répercutée par la Conférence épiscopale suisse de juillet 1932 et par le mandement des évêques à l'occasion du Jeune fédéral intitulé *Abwehrkampf gegen die Gottlosenbewegung...*, *op. cit.*, voir *supra*, chapitre «Le spectre des sans-Dieu militants en Europe (1929-1933)».

791. Parmi les titres desservis par le «service de presse» de l'institut ne figurent que des titres germanophones: notamment le *Bündner Tagblatt*, les *Freiburger Nachrichten*, les *Neue Zürcher Nachrichten*, *Hochwacht*, *Vaterland*, *Ostschweiz* et, bien sûr, la *Schweizer Katholische Kirchenzeitung*, le *Schweizer Rumschau*, ainsi que d'autres revues et bulletins catholiques spécialisés.

l'occultisme, la Freikörperkultur ou encore la théosophie sont également dans la ligne de mire de l'institut. Mais sa lutte se concentre essentiellement sur l'athéisme et le communisme. Les mouvements pacifistes, antifascistes et ceux en faveur des droits de l'homme sont considérés comme les adjuvants de ces deux ennemis de la religion.

Les modèles de Stark sont les publications de Konrad Algermissen en Allemagne, qui présentent des documents sur la lutte livrée par l'athéisme en Russie, Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie et Hollande. Une collaboration s'instaure avec la centrale d'Algermissen à Munich-Gladbach, qui fournit notamment des renseignements sur des militants et conférenciers athées⁷⁹². De son côté, l'AI doit pallier l'insuffisance et l'imprécision des informations sur ce phénomène en Suisse. Mais il ne se borne pas à la presse et n'hésite pas à pénétrer la sphère politique suisse: il s'implique dans le projet d'initiative visant à protéger la foi en Dieu et documente les conseillers nationaux catholiques en prévision, notamment, de la session parlementaire de juin 1934. Dans le bulletin d'information de l'AI, la part réservée aux sujets politiques, liés à la question communiste, est passablement élevée. Des deux tâches qui lui ont été confiées – travail défensif et travail constructif –, c'est la première que le Père Stark va toujours privilégier. Il est sur la même longueur d'ondes que Pro Deo et ne s'en cache pas: dans son rapport d'activité de 1934, l'AI se présente ouvertement comme un membre de la commission et comme coorganisateur de l'exposition sur les sans-Dieu. Cette marque de distinction est en soi remarquable. Mais, rigueur catholique oblige, il reste discret sur la composition de la commission dont il tait le caractère interconfessionnel pour ne mentionner que des membres de son Église: le chanoine Rast et l'avocat de Saint-Gall Armin Egli.

LE PÈRE LEDIT ET LE SECRÉTARIAT DE ATHEISMO À ROME

Une fois M^{gr} d'Herbigny écarté de Rome, une place est à prendre. Ledochovski s'emploie à combler le vide qu'il a vraisemblablement contribué à créer en encourageant le départ du président de Pro

792. «Tätigkeitsbericht des Apologetischen Institutes», Sitzung des SKVV, Zurich, 20 novembre 1933. Archives de la province suisse de la compagnie de Jésus (Zurich).

Russia⁷⁹³. Mais le général, dont les perspectives unionistes sont nettement plus fermées que celles de l'évêque déchu, place l'accent sur la thématique de l'athéisme davantage que sur celle de l'unité. Il publie une lettre adressée à toute la Compagnie, exhortant à la lutte contre l'athéisme moderne, en avril 1934⁷⁹⁴. Au début d'octobre 1934, il confie à un Père d'origine française, Joseph Ledit (1898-1986), la tâche de réagir à l'activité communiste. Avant de passer son doctorat en sciences ecclésiastiques orientales et de devenir professeur à l'Institut pontifical oriental en 1929, Ledit avait effectué une mission en URSS organisée par M^{gr} d'Herbigny pour étudier, conformément aux vœux de Pie XI, la possibilité d'y fonder un séminaire⁷⁹⁵. À la fête du Christ-Roi, le 28 octobre 1934, le secrétariat De Atheismo est constitué, avec les RP Ledit et J. H. Ryder (un Anglais) à sa tête. Le choix du jour ne relève pas du hasard; depuis 1932, il est consacré jour de défense contre les sans-Dieu. Le but du secrétariat, dans un premier temps, est d'informer le général des jésuites et de stimuler l'intérêt de la Compagnie à la lutte contre les sans-Dieu. En choisissant un père placé sous ses ordres, plus jeune et à la réputation moins établie que M^{gr} d'Herbigny (qui, quoique jésuite, n'était pas placé sous l'autorité du général), Ledochovski entend éviter les problèmes que Pro Russia avait causés et s'assurer la direction de l'initiative. Ledochovski fait comprendre à Ledit qu'il n'est qu'un instrument de la Compagnie, et qu'il ne doit prendre aucune initiative exagérée. Son vœu est de constituer un véritable réseau jésuite à travers le monde, destiné spécialement à la lutte contre l'athéisme. Un comité doit être fondé dans chaque pays avec, à sa tête, un «*pater vere aptus*», un jésuite des plus aptes à cette tâche, dont l'action doit être strictement coordonnée par la curie généralice et les curies provinciales. Parmi les jésuites désignés dans le monde pour la lutte contre le communisme, Ivan Kologrivoff, Karl Stark, Bela Bangha, Edmund Walsh et Friedrich Muckermann figurent déjà parmi les connaissances de l'EIA et de Pro Deo.

793. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, note 276, p. 387, citant P. Lesourd; Hansjakob Stehle, *Die Ostpolitik des Vatikan, 1917-1975*, Munich/Zurich: R. Piper & Co. Verlag, 1975, pp. 189-192.

794. «De necessitate et ratione fortius obsistendi atheismo moderno. Ad universam societatem», 27 avril 1934, *Acta romana societatis Jesu*, 1934, pp. 766-772.

795. Vincenzo Poggi SJ, «Joseph Ledit SJ (1898-1986). Journal d'une mission en Russie (1926), *Orientalia christiana periodica*, N° 53, 1987, pp. 5-40.

La première année, le secrétariat De Atheismo édite un bulletin éphémère, *Pro nostris tantum*, qui fait place, quelques mois plus tard, à une publication mensuelle intitulée *Lettres de Rome sur l'athéisme moderne*. C'est du secrétariat que part la demande d'échanges de publications avec l'EIA⁷⁹⁶. Il nous paraît significatif qu'elle ne soit pas adressée à Pro Deo : cela révèle, une fois de plus, que le lien entre les deux bureaux est bien apparent, malgré les efforts pour les distinguer l'un de l'autre. Et ce sont les services et l'activité de l'EIA qui sont mis en avant par le Père Ledit. En 1938, il confiera à un correspondant sa haute considération pour l'Entente, jugée comme la meilleure formation anticommuniste qui, depuis la Suisse, agit dans le monde entier⁷⁹⁷.

Donna Giustiniani-Bandini, qui collabore activement avec le Père Ledit, joue un rôle d'intermédiaire entre le secrétariat et Pro Deo. En indiquant que Ledit «s'occupe à Rome des Russes au lieu de M^{gr} d'Herbigny»⁷⁹⁸, elle confirme non seulement l'impression suggérée plus haut que Ledit a été choisi pour occuper la place vacante, mais souligne également le lien entre la lutte pour l'unité et celle contre l'athéisme. Ce lien, s'il n'est pas présent au même degré dans l'activité de tous les membres du réseau jésuite de Pro Deo, apparaît de manière très évidente dans les activités de l'officine Unitas.

DE DEMAIN À UNITAS, D'UNE PIERRE DEUX COUPS : LUTTER CONTRE L'ATHÉISME ET POUR L'UNITÉ

Réponse française à l'appel du général Ledochovski, l'office Unitas est créé à l'initiative du Père jésuite Joseph Robinne en septembre 1934⁷⁹⁹. Unitas publie un bulletin éponyme accompagné d'un supplément, *Cieux nouveaux*, qui est une réplique à *Terre nouvelle*, l'organe des chrétiens communistes fondé en 1927 et revigoré en 1934 dans le cadre de la nouvelle dynamique antifasciste⁸⁰⁰.

796. Lettre du RP Ryder à l'EIA, 24 mai 1935. EIA, Italie 1934-1942.

797. Lettre de Nello Enriquez, Gruppo di Studi Anticomunisti (GSA) à Lodyginsky, 12 octobre 1938. EIA, Italie 1934.

798. Lettre de C. Giustiniani-Bandini à Aubert, 1^{er} février 1935. EIA, Italie 1934-1942. Nous remercions Beatrice Penati, doctorante en histoire de la Scuola Normale di Pisa, de nous avoir aimablement communiqué cette lettre.

799. Parmi les signatures régulières d'*Unitas*: Joseph Robinne, Hubert Forestier (laïc), N. Klépinine, Joseph Catry SJ, puis Joseph Ageorges (après absorption de *Cieux nouveaux* par *Unitas*). Au sein des collaborateurs occasionnels, on remarque quelques laïcs côtoyant les jésuites et les dominicains, tel Bernard Faÿ, qui égratigne déjà la franc-maçonnerie dans un article en deux parties sur «La valeur de l'homme» (N° 10-11 et N° 12 de juillet-août 1936).

Les origines de l'office ne sont toutefois pas catholiques. Elles remontent aux bulletins consacrés aux persécutions religieuses créés en 1930 par Nicolas Klépinine, un russe orthodoxe, émigré de longue date à Paris, par ailleurs en correspondance avec l'EIA. En février 1932, il fonde la revue *Demain*, grâce à des soutiens protestants. Le comité de rédaction se compose alors, outre de Klépinine et du professeur N. N. Alexeiev, d'Hubert de Monbri-son et de Denis de Rougemont. Dans un numéro de 1933 apparaît aussi la signature d'Alexandre Marc, d'origine russe juive, converti au catholicisme la même année. Œcuménique, *Demain* cite même *Caritate Christi compulsi* en ouverture de son premier numéro et n'hésite pas à publier des articles issus de publications catholiques⁸⁰¹. La démarche de *Demain* est différente de celle de l'EIA, et sa propagande moins unilatérale. Certes, le périodique entend lutter contre l'athéisme, mais il n'impose aucun point de vue confessionnel ou politique. Le socialisme chrétien a sa place dans le bulletin autant que la doctrine sociale de l'Église catholique ou que l'œuvre évangélique du pasteur Schabert.

En proie à des difficultés financières, la publication connaît une périodicité de plus en plus bousculée jusqu'à la cessation complète, à la fin de 1933. C'est à ce moment que Nicolas Klépinine est incorporé à *Unitas* naissant, passant ainsi de l'orbite protestante à l'orbite catholique⁸⁰².

La revue *Unitas*, avec son premier sous-titre, *Cahier bimestriel d'information, de défense et de conquête religieuses*, annonce une couleur plus offensive que *Demain*. Et le nouveau sous-titre (*Cahier d'enquêtes et d'études sur le matérialisme et le spiritualisme contemporain*, à partir du numéro 7) n'y change rien. À l'instar des publications de Pro Deo et de l'EIA, il s'adresse à «un public averti»⁸⁰³ : le clergé, les directeurs et directrices d'œuvres et les militants de l'Action catholique. Mais son optique est différente de celle de Pro Deo ; le périodique se concentre essentiellement sur les progrès de l'athéisme, particulièrement en France. Il consacre nettement moins

800. *Cieux nouveaux* est animé par D. Chastanet et Joseph Ageorges. Le supplément recherche la polémique avec *Terre nouvelle* au cours de quelques numéros en 1936, par le biais de réponses interposées.

801. Dans ses numéros 6-7 de septembre-octobre 1932, *Demain* publie un article sur l'hitlérisme, décrié comme raciste et primitif. Il reproduit un article paru de la *Semaine sociale catholique* de Lille et dans les *Dossiers de l'Action populaire* du 15 août 1932.

802. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, p. 385.

803. RP J. Robine, SJ, «Mise au point», *Unitas*, N° 2, novembre-décembre 1934.

d'articles que Pro Deo aux persécutions religieuses en URSS. La rubrique française d'*Unitas* est du reste conçue comme une enquête sur les sans-Dieu dans les banlieues⁸⁰⁴. Jacqueline Lalouette, historienne spécialiste de la libre pensée en France, juge la publication extrêmement bien documentée⁸⁰⁵.

En tant qu'entreprise catholique, et spécifiquement jésuite, *Unitas* envisage la nécessité de faire front commun contre la menace des sans-Dieu comme une occasion de promouvoir l'unité chrétienne – c'est-à-dire catholique. Elle reproduit par exemple un article de Jean de Saussure⁸⁰⁶. Mais sous la pression du lectorat et de censeurs inquiets à l'endroit de l'«interconfessionnalisme» annoncé dans le premier numéro, la signature de Klépinine se fait de plus en plus discrète, jusqu'à se réduire à ses initiales. L'option de l'unionisme s'accroît à partir de la deuxième année de parution⁸⁰⁷. Des nouvelles sur les progrès de l'unité (du point de vue catholique) sont proposées. La rubrique «Chez nos frères séparés» va en développer une vision très étroitement définie, prenant seuls en compte les anglicans. Ainsi, *Unitas* ne s'éloigne pas de la ligne vaticane. Rien d'étonnant à ce que Pro Deo ne soit gratifiée que de deux mentions. Relevons toutefois que, pour être sobres, ces mentions sont positives. Dans le numéro 9 (janvier-février 1936), la qualité des informations de Pro Deo sur l'URSS et les sans-Dieu dans le monde est vantée dans une note de bas de page. Dans le numéro de novembre 1936, *Unitas* va jusqu'à publier un communiqué sur les résultats de la sixième session (21-22 septembre 1936). Son attitude à l'égard de Pro Deo illustre un mot d'ordre du général Ledochowski en mai 1936 : avancer séparément, frapper simultanément⁸⁰⁸.

De leur côté, Pro Deo et ses correspondants laïcs français mesurent aussi les limites des échanges avec *Unitas*. En janvier 1935, le colonel Lainey entreprend des démarches pour trouver des groupes prêts à s'allier à la discrète officine de défense religieuse contre le communisme qu'il vient de créer, Dieu-Patrie-Famille

804. «Un palier», *Unitas*, N° 5-6, mai-juin-juillet 1935.

805. Jacqueline Lalouette, *La libre-pensée en France, 1848-1940*, Paris : Albin Michel, 1997, p. 77.

806. «Pour les persécutés de Russie», *Unitas*, N° 1, octobre 1934, pp. 8-10. Cité par Étienne Fouilloux, *op. cit.*, note 262, p. 385.

807. *Unitas*, N° 9, janvier-février 1936.

808. «Getrennt marschieren, vereint schlagen». Extrait du Rapport du Père Stark lors de la réunion en mai 1936 à Rome. ARSI, JESCOM, De communismo atheo, 1938.

(DPF), un titre qui n'est pas sans rappeler le slogan « Dieu, Famille, Patrie » de la FNC. Face à la retenue de Klépinine, Lainey fait part de son sentiment globalement négatif à l'égard d'*Unitas*, dont il prédit qu'il « s'éloignera complètement de nos vœux »⁸⁰⁹. Il nous paraît significatif que Lodygensky ne donne mention ni du Père Robinne ni de son office dans ses Mémoires, qui évoquent pourtant de nombreux jésuites. Dans le numéro 7 de septembre-octobre 1935, *Unitas* signalera tout de même à ses lecteurs l'association DPF mais, de collaboration pour des campagnes communes comme le souhaitent Lainey et Pro Deo, il ne sera pas question. Car l'office doit se consacrer à l'apologétique, matière pour laquelle la participation officielle de groupements non catholiques ou mixtes n'est pas souhaitée. Il va s'efforcer de donner de plus en plus de matière et d'arguments à ceux qui s'occupent de réfuter les idées de l'athéisme, dans l'esprit voulu par le pape et le général des jésuites à Rome. Si une collaboration avec Pro Deo peut entrer en ligne de compte sur le plan de la lutte contre l'athéisme, il apparaît clairement qu'aucune entrée en matière n'est envisageable dans le cadre du travail pour le retour à l'unité. Quoi qu'il en soit, les difficultés financières endémiques qui perturbent la périodicité de sa revue auront finalement raison de cette dernière en 1937.

UN « PAVÉ » CONTRE LES SANS-DIEU

Le travail apologétique des jésuites va culminer avec la préparation d'un manuel dirigé spécialement contre les sans-Dieu, sous la direction de l'ami jésuite de Lodygensky, le RP Kologrivoff. Ces efforts aboutissent au début de 1936, à la parution chez Spès, à Paris, d'un *Essai d'une Somme catholique contre les sans-Dieu*. La précaution dont témoigne le titre alambiqué dénote une modestie bien surprenante – malgré le clin d'œil à saint Thomas d'Aquin – pour un volumineux ouvrage de 560 pages. Dans ses Mémoires, Lodygensky s'attribue une part du mérite : il affirme avoir participé à la rédaction de ce manuel contre les sans-Dieu, dont il aurait proposé l'idée à son ami jésuite Kologrivoff, ancien capitaine des hussards de l'empereur⁸¹⁰.

809. Lettre de Laloye à [Aubert?], 30 janvier 1935. EIA, France 1934-1936.

810. Georges Lodygensky, « Sur la voie de l'Unité chrétienne », *op. cit.*, p. 7.

L'ouvrage se définit comme une « contrepartie » au *Manuel antireligieux* publié en 1933 par le Conseil central de l'Union des sans-Dieu militants d'URSS. Il en imite la structure pour y réagir point par point. Portant le *nihil obstat* du responsable jésuite de la lutte anticommuniste en France, le Père Desbuquois, ce gros livre indigeste se révèle être la réponse de la Compagnie aux sans-Dieu, bien qu'il ne revendique pas ouvertement cette marque de fabrique : on cherchera en vain la mention « SJ » derrière le nom des auteurs, qui sont tous, sans exception, membres de la Compagnie. Selon sa spécialité (philosophie, biologie, anthropologie, astronomie, théologie, questions sociales et politiques), chaque Père entreprend dans un chapitre de répondre avec des arguments scientifiques et théologiques aux attaques contre la religion que le *Manuel antireligieux* fonde quant à lui sur des bases scientifiques-matérialistes. Parmi eux figurent deux correspondants de Pro Deo : les RP André Arnou et Jacques de Bivort de La Saudée. Le premier a activement soutenu le MTCR auprès de M^{gr} d'Herbigny. Le second est signalé dans la table des matières comme membre de l'Institut international antimarxiste fondé par Aubert. Au vu de ces liens, si la *Somme* ne peut pas être considérée comme une initiative de Pro Deo, elle témoigne en revanche d'une proximité – largement assumée – entre la commission, l'EIA et Bivort de La Saudée. Ce dernier, auteur de l'ultime chapitre de l'ouvrage, intitulé « Le mouvement des sans-Dieu et son action dans le monde », indique qu'il fait abondamment usage des documents de Pro Deo⁸¹¹. Cette proximité apparaît même au grand jour dans une étude préliminaire à la *Somme* intitulée *Une nouvelle offensive des sans-Dieu* (1935), publiée « aux éditions du bureau de la commission Pro Deo ». Signée par Bivort de La Saudée, elle associe publiquement le nom d'un jésuite avec celui de Pro Deo. Dans la conclusion de cette étude, Bivort de La Saudée va même jusqu'à évoquer un sermon du pasteur de Saussure. Sa conclusion est entièrement reprise dans la *Somme* – au détail près de la référence à ce pasteur protestant, probablement jugée incongrue par les censeurs. L'auteur s'y plaît à rêver que la réaction contre la menace athéiste puisse marquer « l'aurore de l'union dogmatique entre tous les chrétiens : en forçant ceux-ci à s'unir contre un ennemi commun, l'union des

811. Jacques de Bivort de La Saudée (SJ), « Le mouvement des sans-Dieu et son action dans le monde », *Essai d'une somme catholique...*, op. cit., note 3, p. 509 : l'auteur donne une dizaine de références à des documents de l'EIA, Pro Deo et du docteur Lodyginsky.

cœurs hâtera sans doute l'union des esprits»⁸¹². Combat contre l'athéisme et les efforts unionistes semblent désormais enchaînés l'un à l'autre dans l'apologétique catholique.

Loin de percevoir la subtilité de l'argumentation du jésuite qui ne peut évidemment concevoir d'union en dehors du giron romain, l'EIA n'hésite pas à faire la publicité de la *Somme* et va jusqu'à la recommander très chaleureusement aux pasteurs (nous nous abstiendrons de commenter un tel paradoxe) comme un ouvrage indispensable pour combattre l'influence des sans-Dieu⁸¹³. En raison de ce réseau jésuite à l'activité foisonnante et coordonnée, Pro Deo se sent en adéquation avec Rome. Pourtant, nous verrons que ces contacts privilégiés ne signifient pas que la commission bénéficie d'un appui effectif. Pro Deo n'a pas compris que jamais la Compagnie de Jésus, et moins encore le Saint-Siège, ne s'afficheront publiquement auprès d'elle, même s'ils tolèrent que des Pères collaborent à ses actions de manière ponctuelle et strictement locale. Le démenti ne parviendra que dans le courant de l'année 1936 où, sous l'influence de Ledochovski, l'intensité des rapports entre les jésuites et Pro Deo commence à se déliter.

812. *Ibid.*, p. 540.

813. *Bulletin d'informations religieuses EIA*, N° 11, avril 1936.

L'EXPOSITION SUR LES SANS-DIEU: ENTRE PROPAGANDE ET APOLOGÉTIQUE

«Le principal instrument de notre propagande contre la politique antireligieuse du gouvernement soviétique et pour la défense des persécutés était les expositions contre les sans-Dieu.»⁸¹⁴

L'exposition itinérante sur les sans-Dieu est le premier acte, de loin le plus concret, de la commission Pro Deo. Cette dernière s'attelle à cette tâche au lendemain de sa création, en octobre 1933. Trois mois plus tard, l'exposition est inaugurée à l'occasion de la deuxième session de la commission, en janvier 1934, et elle voyagera à travers la Suisse jusqu'au mois de mai 1935, ainsi que dans quelques villes de France, de Grande-Bretagne, de Yougoslavie et d'Irlande.

LA FORME, LES SOURCES ET LES BUTS D'UNE ENTREPRISE D'INDIGNATION

Comme nombre d'autres initiatives issues de l'Entente, l'exposition est une imitation des méthodes soviétiques. En 1929, Moscou a en effet inauguré un Musée central antireligieux, où des expositions sur les méfaits de la religion sont présentés au grand public. Mais l'événement – privé – organisé par Pro Deo est destiné à un public éclairé: notables, politiciens, étudiants et bien sûr ecclésiastiques ayant charge d'âmes. La tonalité dominante de l'exposition est la dénonciation et la défense.

L'exposition se compose de cinq sections. La première présente la doctrine marxiste en matière de religion; la deuxième la lutte

814. Georges Lodygensky, «Sur la voie de l'Unité chrétienne», *op. cit.*, p. 4.

contre la religion en URSS ; la troisième décrit les conséquences de l'expérience marxiste antireligieuse en Russie ; la quatrième la lutte contre la religion hors de Russie, avec un accent particulier mis sur l'action des sans-Dieu dans le pays où se déroule l'exposition. La cinquième et dernière section présente la réaction des chrétiens face aux sans-Dieu.

Le caractère artisanal du matériel, principalement du point de vue graphique, est à souligner. L'équipe du bureau de Pro Deo a sélectionné de larges extraits de la documentation accumulée par l'EIA au cours des années. Elle les a assortis de commentaires et de textes inscrits à la main sur des bandes de papier et sur des panneaux, disposant certaines banderoles en diagonale à l'aide de punaises. Cet amateurisme, qui témoigne de moyens financiers réduits, contraste avec le professionnalisme de l'exposition permanente de l'Antikomintern à Berlin et dont l'EIA possède des clichés⁸¹⁵. L'exposition contre les sans-Dieu, présentée sur les tapisseries des appartements privés qui seront ses hôtes, est bien éloignée de l'élaboration hautement orchestrée de ces expositions nazies, ponctuées de lettres en caractères d'imprimerie, de sigles en relief, de cartes lumineuses, de périodiques et d'images sur papier glacé disposés sur de grands panneaux de couleur ou dans des vitrines de musée. Le bureau de Pro Deo souligne du reste la qualité « artistique » (*sic!*) et technique de l'exposition de Berlin, réalisée avec « des moyens qui [lui] sont inaccessibles »⁸¹⁶.

Les sections sont illustrées par des reproductions de revues militantes telles que le *Bezboznik* (*Le sans-Dieu*), par des témoignages de « rescapés » et par des photographies assorties de commentaires. Sur les panneaux figurent en bonne place des représentations d'églises détruites, des vues de la cathédrale du Saint-Sauveur de Moscou, fief de l'orthodoxie, dynamitée par les communistes en 1931, de lieux de culte transformés en clubs de loisir ou en musées antireligieux, ainsi que de nombreuses caricatures tirées des publications athéistes tournant le Christ, le pape et les croyants en ridicule. Sous les portraits de Lénine et de Staline sont placées des citations antireligieuses de leur cru. De Lénine, il est dit qu'il est « devenu fou » et qu'il est mort misérablement, dans d'atroces souffrances ; comme pour suggérer une punition divine pour s'être

815. EIA, Photo « divers » N° 2. Voir annexe N° 6.

816. Rapport du Bureau de Pro Deo sur son activité depuis la 5^e session ; octobre 1935-avril 1936. EIA 901.



L'exposition itinérante sur les sans-Dieu (1934-1935) organisée par Pro Deo (ici : à Genève?). Source: Bibliothèque de Genève, Département des manuscrits, EIA, Photo divers N° 6.



L'exposition itinérante sur les sans-Dieu (1934-1935) organisée par Pro Deo (lieu inconnu). Source: Bibliothèque de Genève, Département des manuscrits, EIA, Photo divers N° 6.

posé en ennemi irréductible de la religion. À la thématique religieuse se joignent des considérations sur les réalisations politiques, économiques, sociales et (a-)morales du régime bolchevique, ainsi qu'un tableau d'«organisation du bolchevisme en Suisse».

Selon les vœux émis par divers membres lors de la troisième session de Pro Deo en septembre 1934, les organisateurs cherchent à développer le caractère «positif» et apologétique de l'exposition, afin de contribuer, comme annoncé dans le programme, à un approfondissement de la foi chrétienne. À l'issue de l'exposition à Fribourg en mars 1934, la proposition faite dans ce sens par un participant (Theobaldi, de Zurich) à la séance constitutive de commission suisse de Pro Deo avait été écartée par le chanoine Rast au nom du comité de patronage. Selon lui, «il faut se borner au strict problème des sans-Dieu, car autrement l'exposition prendrait une étendue démesurée»⁸¹⁷. Les pressions s'étant entre-temps multipliées en vue de proposer autre chose qu'un contenu défensif, le bureau de Pro Deo présente la nouvelle structure de l'exposition à la quatrième session en mars 1935, structure qui vient d'être testée à Strasbourg et s'est révélée concluante. Une section, que Pro Deo souhaite reprendre et développer, a été ajoutée à l'exposition alsacienne. Elle se présente comme un «catéchisme». De fait, elle a été développée par l'abbé Eber et le RP Catry⁸¹⁸, dans l'idée de rappeler «les vérités de l'enseignement du Christ» par des images et de répondre aux accusations lancées par les sans-Dieu contre le Christ. Cette section doit inciter à la prière pour les persécutés, pour le repentir des persécuteurs et inviter à faire des dons; elle fait la promotion des œuvres et des missions, de l'Action catholique avec la Jeunesse ouvrière chrétienne, sans oublier le Mouvement de travailleurs chrétiens russes (MTCR) d'Alexandre Lodyginsky. Lors de la cinquième session, à la fin de septembre 1935, Pro Deo cherche à augmenter la portée de ses expositions, avec la présentation de pétitions à signer et l'introduction de cours et conférences; il en appelle au lancement d'une campagne pour la «diffusion d'une apologétique populaire contemporaine» dans chacune des confessions, qui se concrétiserait

817. Compte rendu de la séance du 12 mars 1934 à Fribourg. EIA 901.

818. Au Père Merklen, directeur du journal catholique français *La Croix*, le RP Catry donne l'impression d'être un exalté: «un excité, presque un fou». Cité par Paul Droulers, *Le Père Desbuquois et l'Action populaire, 1919-1946*, Paris/Rome: Éditions ouvrières/Presses de l'Université grégorienne, 1981, note 245, pp. 192-193.



L'exposition itinérante sur les sans-Dieu (1934-1935) organisée par Pro Deo à Sheffield. Deuxième depuis la droite, le commissaire de l'exposition, André Kourakine. Source: Bibliothèque de Genève, Département des manuscrits, EIA, Photo divers N° 6.

par des manuels, des tracts, des séminaires. Le projet de manuel d'apologétique catholique, présenté par Kologrivoff, est donné en modèle.

La visite de l'exposition est assortie d'une brochure de trente pages (vendue au prix de 60 centimes), portant les signatures de Carlier, Le Fort et Lodyginsky, intitulée *Les sans-Dieu*⁸¹⁹. Elle est traduite pour les besoins de la tournée alémanique sous le titre: *Gottlosenbewegung, Religionshass, seine Wirkung*. La version française aurait été éditée à 20 000 exemplaires, si bien qu'une seconde édition sera réalisée en France, avec deux tirages successifs⁸²⁰.

En marge des expositions, et pour prolonger leur action, Pro Deo et le «groupe des jeunes» dirigé par Wladimir Lodyginsky, le fils aîné du docteur, vont susciter la création de séminaires et de

819. *Les sans-Dieu*, Genève: Roto-Sadag SA, 1934.

820. *Bulletin religieux EIA*, N° 4, 18 juin 1934.

cours anticommunistes, axés sur la question religieuse. Le projet n'est pas inédit, puisqu'un « séminaire antibolchevique » avait déjà été organisé à Genève en mai 1932, dans le cadre duquel Lodyginsky avait par ailleurs donné une conférence, « Le bolchevisme et la religion »⁸²¹. À Genève, les jeunesses catholiques et protestantes vont développer des cours, notamment en 1935 et 1936. En février 1935, un Groupe suisse d'action chrétienne, coordonné notamment par Jacques Le Fort et Jacques de Senarclens, donne un cycle de conférences à Genève. Du propre aveu du bureau, le public de ces conférences n'est pas très nombreux⁸²². Il ne dit mot du succès des conférences organisées dans le canton de Fribourg, où l'enjeu et les sans-Dieu semblent inexistantes, mais où la Ligue des femmes catholiques propose tout de même des conférences. À Zurich et à Saint-Gall, le RP Stark et A. Egli font également état de leur activité de conférenciers. À Paris, en mars 1936, c'est La Cause qui tient un « camp d'étude sur le mouvement des sans-Dieu militants ».

DE L'AFFAMÉ AU PERSÉCUTÉ

La troisième section de l'exposition est presque exclusivement réservée à la thématique de la famine et de la terreur rouge. En particulier, des photographies choquantes de corps décharnés entassés, d'adultes et d'enfants squelettiques occupent une place prépondérante. Mais d'où proviennent ces images ? De quelle famine s'agit-il ? Et quel rapport est-il établi entre la famine et la politique antireligieuse en URSS ? Pour répondre à ces interrogations, il convient d'étudier le traitement réservé aux informations sur la famine par l'EIA et Pro Deo.

Plusieurs volumineux dossiers de coupures de presse couvrant les années 1929 à 1934 témoignent de l'intérêt marqué de l'EIA pour la question de la disette et de la famine en URSS⁸²³. Le BP reçoit des documents de ses correspondants allemands et autrichiens et

821. CBL, Lodyginsky papers, box 3. « Aussi dès 1932, Aubert se préoccupe-t-il de plus en plus de la nécessité de mobiliser pour la lutte ceux-là mêmes qui y sont le plus intéressés, c'est-à-dire l'élite des générations nouvelles. » Dimitri Novik, *Théodore Aubert et son œuvre. Le mouvement international contre le bolchevisme*, Genève : Éditions des Amis de l'EICTI, 1932, p. 43.

822. Rapport du Bureau de Pro Deo sur son activité depuis la 5^e session ; octobre 1935-avril 1936. EIA 901.

823. « URSS Famine 1929-1930 », EIA 313 et « La famine en URSS 1933 », EIA 314.

collecte des informations de la presse francophone, germanophone, anglophone et soviétique. Les disettes de 1929 à 1932 ont un caractère presque endémique; elles s'abattent sur diverses régions de l'URSS. Mais sur les grands «fronts de collecte», l'Ukraine, le Nord Caucase (bassin du Kouban, peuplé en majorité d'Ukrainiens) et la région centrale des Terres noires, elles prennent un caractère terrible. L'Ukraine est particulièrement frappée, avec au moins quatre millions de morts. Cette tragédie est l'objet, aujourd'hui encore, d'interprétations divergentes⁸²⁴. Nous retenons celle défendue dans une synthèse récente par Nicolas Werth, qui distingue le cas ukrainien des autres famines soviétiques du début des années 1930⁸²⁵. Une première phase de la famine ukrainienne, jusqu'à l'été 1932, révèle une grande similitude avec les crises alimentaires sévères qui ont frappé le Kazakhstan, la Sibérie occidentale et les régions de la Volga⁸²⁶. Au début de l'été 1932 démarre la deuxième phase de la famine, au moment où Staline, suivi par Kaganovitch et Molotov, rejette les demandes d'aide de fonctionnaires locaux et maintient les exigences du plan de livraison. Ce faisant, Staline poursuit le but de reprendre le «contrôle» de l'Ukraine, en matant le parti communiste ukrainien et la résistance des campagnes. Devant les difficultés croissantes à remplir les quotas au fil des mois, des mesures terribles, échelonnées, condamnent littéralement à mort des millions d'Ukrainiens. La famine atteint son paroxysme entre janvier et juin 1933, et ce

824. Depuis l'ouverture des archives soviétiques, il n'est plus possible de nier l'existence d'une famine terrible en Ukraine, comme l'a fait le journaliste canadien Douglas Tottle dans *Fraud, famine and fascism. The Ukrainian genocide myth from Hitler to Harvard*, Toronto: Progress Books, 1987. Les différences d'interprétation portent soit sur le nombre de victimes et l'importance à accorder à la tragédie par rapport à l'holocauste, soit sur «l'intentionnalité» de la famine et son caractère génocidaire. Martin Malia, par exemple, n'hésite pas à s'y référer comme à l'«un des plus grands crimes du siècle» et parle de 6 à 11 millions de morts, dans *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris: Seuil, 1995, p. 272.

825. Nicolas Werth, *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris: Perrin, 2007, pp. 116-134. Nous nous fondons également sur Robert Conquest, *The Harvest of sorrow. Soviet collectivization and the Terror-Famine*, Londres: Hutchinson, 1986; Martin Terry, *The affirmative action empire: nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca: Cornell University Press, 2001; Alain Blum, *Naitre, vivre et mourir en URSS*, Paris: Payot, 2004 (1994); Sophie Cœuré, *La grande leur...*, op. cit.; Numéro spécial d'*Osteuropa: Vernichtung durch Hunger. Der Holodomor in der Ukraine und der UdSSR*, décembre 2004.

826. Les mauvaises récoltes dans ces régions en 1931 accentuent particulièrement la pression sur l'Ukraine, ponctionnée à hauteur de 42% de sa production cette année-là. Un taux si excessif qu'il oblige certains kolkhozes à céder une partie des semences pour l'année suivante, compromettant ainsi les résultats de 1932. À l'interne, l'OGPU et les responsables du parti communiste ukrainien font état de «difficultés alimentaires» dès février-mars 1932, tout en niant à l'extérieur la réalité d'une famine.

n'est qu'à partir de l'automne 1933 que la situation alimentaire va commencer à s'améliorer, grâce à une récolte un peu meilleure que celle de l'année précédente. Mais la population a été décimée et le taux de décès parmi la paysannerie affaiblie restera anormalement élevé. Le régime nie la famine, qu'il dit inventée et relayée par des nationalistes ukrainiens exilés, partisans de Skoropadski ou de Petlioura. Moscou a intimé très tôt un verrouillage de l'information. En 1932 et 1933, l'Occident avait les moyens de connaître la détresse des campagnes ukrainiennes, par le biais, notamment, de diplomates et de correspondants sur place. Dans la presse, il faut attendre le début de 1933 pour que des articles critiques soient publiés visant à alerter l'opinion⁸²⁷. Quant aux gouvernements, notamment la France, l'Allemagne et l'Italie, ils font la sourde oreille aux informations précises qui leur parviennent depuis l'été 1932⁸²⁸. À partir de 1933, il devient encore plus aisé à Moscou de disqualifier les informations d'origine allemande. En France, il est ainsi de mauvais ton d'apporter du crédit à ces sources supposées douteuses. Le relatif silence de la communauté internationale s'explique aisément : non seulement le régime soviétique s'est consolidé, et plus personne ou presque ne croit à sa chute prochaine, mais surtout on cherche à intensifier les relations commerciales avec l'URSS pour remédier à la crise économique. Il n'est donc pas question de lancer une campagne de protestation et encore moins une opération humanitaire, diplomatiquement irréalisable⁸²⁹. À l'intérieur du pays, la famine est un secret de polichinelle, même dans les régions éloignées des zones les plus touchées. Les rapports confidentiels de l'OGPU font état, selon Nicolas Werth, d'une «extraordinaire régression-brutalisation»⁸³⁰ :

827. En Grande-Bretagne, le *Manchester Guardian*, le *Daily Telegraph* ; en France, le *Matin*, *Le Figaro* ; en Suisse, la *Neue Zürcher Zeitung*, la *Gazette de Lausanne* et le *Journal de Genève* ; en Italie, *La Stampa* ; en Autriche, le *Reichpost* ; aux États-Unis, plusieurs journaux à large diffusion publient des témoignages de première main. Les dépêches de Georges Luciani, correspondant du *Temps* à Moscou, avertissent de l'imminence de la catastrophe.

828. Les autorités françaises se voient rapporter des nouvelles de «famine effroyable», accompagnée de typhus et d'exode rural touchant tout le pays, spécialement l'Ukraine». Sophie Cœuré, *La grande lueur à l'est...*, op. cit., p. 224. Les diplomates allemands et italiens présents respectivement à Kiev et Kharkov donnent des comptes rendus sans équivoque. Étienne Thevenin, «France, Allemagne et Autriche face à la famine de 1932-1933 en Ukraine», James Mace Memorial Panel, 29 juin 2005, [<http://www.garethjones.org/ukraine2005/Etienne%20Thevenin.pdf>] (consulté le 12 décembre 2007).

829. Le Comité international de la Croix-Rouge doit répondre qu'il ne peut intervenir sans l'autorisation du gouvernement soviétique. Conquest, Robert, *The Harvest...*, op. cit., p. 311.

830. Nicolas Werth, *La terreur et le désarroi*, op. cit., p. 131.

banditisme rural, lynchages de voleurs, abandons d'enfants, cas de cannibalisme et de nécrophagie, etc.

Le terme de «génocide» – qui tendrait à être reconnu actuellement pour définir la famine ukrainienne⁸³¹ – n'a évidemment pas cours au milieu des années 1930, mais il s'est tout de même trouvé des contemporains, en Occident, pour développer une «interprétation nationale» de la famine – c'est-à-dire une interprétation mettant l'accent sur la volonté de Staline de mater l'Ukraine. Parmi eux, on retrouve certains membres de l'EIA, notamment ses correspondants allemands et autrichiens, qui sont les premiers à avoir brisé le silence sur la famine et ses causes. Un des points communs entre ces correspondants germanophones, outre d'être anticommunistes, est d'être ukrainophiles et favorables aux skoropadskistes, voire aux petliouristes⁸³². Un autre élément de rapprochement de leur action est son fondement ecclésiastique: mennonite du côté des Allemands, catholique du côté des Autrichiens. Les Allemands prennent le parti des colons allemands, tandis que les Autrichiens s'investissent dans la cause ukrainienne dans le contexte de la problématique de l'uniatisme, qui représente un enjeu important pour le catholicisme⁸³³.

Un des membres du centre allemand de l'Entente (Bund zum Schutz der abendländischen Kultur), Otto Auhagen, produit une des premières dénonciations, en juillet 1932, dans le périodique *Osteuropa*⁸³⁴. Ce professeur de politique économique et politique

831. L'appellation de génocide ne fait pas l'unanimité parmi les historiens. N. Werth la trouve pour qualifier la deuxième phase de la famine (un génocide par la faim), désignée depuis le fin des années 1980 par le terme «*holodomor*». Ce terme renvoie aux «mots *golod* («la faim») et *moryty* («tuer par privations, affamer, épuiser»)). Si la proximité phonétique avec «holocauste» invite à la comparaison, elle pourrait aussi suggérer, à tort, un pied d'égalité entre les deux tragédies. Contrairement à l'holocauste, l'*holodomor* ne repose ni sur un projet d'anéantissement systématique de la totalité de la population, ni sur des critères raciaux: des considérations politiques ont conduit Staline à aggraver ainsi la famine et à réprimer les cadres et intellectuels ukrainiens. Il n'en demeure pas moins que l'*holodomor*, du moins par son ampleur, est un des seuls événements du XX^e siècle, avec le génocide arménien, qui puisse être un tant soit peu comparé à l'holocauste. Nicolas Werth, *La terreur...*, op. cit., pp. 132-134.

832. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient occupé l'Ukraine en mars 1918, un mois après avoir reconnu son indépendance. Afin de mieux mettre la main sur la production de céréales du pays, ils avaient installé un homme lige, Skoropadski, au pouvoir dès avril 1918. Son gouvernement tombera en décembre de la même année. André et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris: La Découverte, 1998 (1991), p. 79.

833. L'uniatisme avait prospéré dans la partie de l'Ukraine sous domination autrichienne, et il avait continué à le faire après 1918, pendant la période où cette zone était passée sous domination polonaise. Robert Conquest, op. cit., p. 212.

834. Otto Auhagen, «Wirtschaftslage in der Sowjetunion im Sommer 1932», *Osteuropa*, juillet 1932, pp. 644-655.

agrarier, spécialiste de la Russie, est l'un des principaux leaders de l'aide aux colons allemands mennonites de Russie⁸³⁵. L'EIA n'a eu que peu de contacts directs avec lui, mais elle noue des liens durables avec un autre militant de la cause mennonite, Adolf Ehrt, chef de la section information du service évangélique de presse allemand et animateur de l'action Brüder in Not. Il collabore étroitement avec le consul allemand à Kiev, Andor Hencke. Devant la tiédeur des réactions de l'Auswärtiges Amt face à ses rapports alarmants, Hencke tente d'apporter une aide matérielle aux nécessiteux, en priorité aux Allemands de Russie⁸³⁶. Avec sa collaboration, Brüder in Not fait paraître deux publications de lettres assorties de quelques rares photographies pour alerter l'opinion : *Brüder in Not* et *Hungerpredigt, Deutsche Notbriefe aus der Sowjetunion*, Berlin, 1933. Les lettres de la seconde brochure, rassemblées par Hencke et par des organisations religieuses allemandes à Berlin, sont éditées par Kurt Ihlenfeld, directeur du cénacle et de la revue *Eckart* et collaborateur au service de presse évangélique de Silésie. Ce sont de ces deux ouvrages que la plupart des photographies de la famine sont prises pour l'exposition sur les sans-Dieu. À cause du verrouillage de l'information, les photographies sont extrêmement rares et la tendance à user d'images datant de la famine de 1921-1922 et à les faire passer pour des témoignages de 1933 est extrêmement répandue parmi les anticommunistes occidentaux et émigrés. Des photographies ont pourtant été faites clandestinement, notamment par la femme du consul d'Allemagne à Kiev⁸³⁷. Si certaines bonnes œuvres et certains groupes anticommunistes, en regard de la rareté des clichés, tendant à réexploiter des images de 1922, Pro Deo ne tombe pas dans ce travers. Si elle utilise des photographies de cette époque dans le catalogue de l'exposition, elle en signale clairement la date dans la légende⁸³⁸.

En Autriche, un groupe est mis sur pied autour de M^{gr} Innitzer, avec Ewald Ammende comme porte-parole, qui produit également une publication⁸³⁹. Comme Ehrt, le comité viennois fournit le BP en informations. Innitzer convoque les 16 et 17 décembre 1933

835. Professeur à la Landwirtschaftliche Hochschule de Berlin, Otto Auhagen (1869-1945) a été envoyé plusieurs fois en Russie pour le compte du Ministère des affaires étrangères. De 1900 à 1905, auprès du consulat de Saint-Petersbourg puis, entre 1927 et 1930, auprès de l'ambassade d'Allemagne à Moscou. De 1931 à 1933, il sera directeur de l'Osteuropa Institut de Breslau.

836. Dmytri Zlepko, « Alles ist wunderbar », *Osteuropa*, décembre 2004, pp. 200-201.

837. Étienne Thevenin, *art. cit.*, p. 10.

une conférence internationale des représentants de toutes les structures d'aide aux affamés russes. Toutes les confessions y sont représentées, des catholiques aux protestants en passant par les juifs et les mennonites (Professeur Unruh, de Karlsruhe). On y retrouve entre autres Ammende et Brüder in Not, la Croix-Rouge russe à Paris (prince Troubetzkoy), la Baltische Russlandarbeit de Schabert, l'Office central d'entraide des Églises (OCEE) de Genève, ainsi que différentes organisations de Lemberg/Lvov.

Par le biais de ces correspondants, le BP a ainsi connaissance de sources d'exception qui confirment la gravité de la situation en Ukraine⁸⁴⁰. Il en fait usage dans ses publications, mais se garde bien de trop insister sur la donnée « ukrainienne » de la famine. Les affamés sont souvent « allemands » (les colons de la Volga) ou « russes ». De manière générale, on parle de la famine « en Russie soviétique »⁸⁴¹.

En été 1933, le BP se fait l'écho des cas de cannibalisme rapportés, en publiant la traduction d'une lettre d'un témoin du Nord Caucase dans la *Gazette de Lausanne* du 27 juin 1933. Des réactions d'incrédulité de la part de lecteurs sont signalées à Aubert par le rédacteur le 1^{er} juillet 1933. Aubert lui répond en citant une lettre de Kerensky dans le *Times* du 24 juin 1933, qui atteste les

838. (Note de la p. 274.) *Les Sans-Dieu*, op. cit., p. 15. Dans *Fraud, famine and fascism*, op. cit., Douglas Tottle dénonce l'instrumentalisation fréquente de la thématique de la famine à des fins de propagande par les nazis. Si la manière d'utiliser les photographies est sujette à caution, l'authenticité de certaines d'entre elles n'est pas réfutable. Il demeure néanmoins très difficile d'en déterminer les auteurs et le cheminement hors d'Ukraine: E. Ammende utilise celles d'un ingénieur autrichien qui travaille en Russie jusqu'en 1934 (Ewald Ammende, *Muss Russland hungern? Menschen- und Völkerschicksale in der Sowjetunion*, Vienne: Universitäts-verlagsbuchhandlung, 1935, p. XXII); outre les clichés pris par l'épouse du consul allemand à Kiev, Brüder in Not utilise des photographies prises à l'arrivée de fuyards affamés de l'autre côté de la frontière (en Pologne et en Roumanie), dont on retrouve des reproductions dans les archives de l'EIA (EIA, Photo « divers » N° 5).

839. (Note de la p. 274.) *Hungersnot. Authentische Dokumente über das Massensterben in der Sowjetunion*, Vienne, s. d. (début 1934). Ewald Ammende est un germano-balte, citoyen russe jusqu'à la création de l'Estonie. En 1913, ses recherches sur la situation des paysans, la production et le commerce de céréales, l'ont amené à voyager et à connaître les régions de la Volga et de la Kama. Sous le court régime du Hetman Skoropadski, Ammende est représentant commercial des pays baltes en Ukraine. En 1920, il anime la Rigasche Rundschau, se servant de cet organe comme porte-voix de la Hilfsaktion für Petersburg qu'il fonde. En 1925, il met sur pied le Congrès des nationalités européennes, organe de la SDN, qui réfléchit au sort des minorités en Europe, notamment juives et allemandes, et tente de leur donner une voix.

840. R. Conquest cite abondamment et valide les documents produits dans *Brüder in Not* et *Hungerpredigt*, ainsi que dans le livre d'Ewald Ammende, *Human life in Russia* (Londres, 1936). Ces appels à l'aide sont, dit-il, les seuls témoignages de première main écrits au moment de la famine. Robert Conquest, op. cit., p. 282.

841. Citons en exemple l'article du colonel Odier dans la *Revue belge*, « La seule cause de la famine russe » le 1^{er} décembre 1933.

informations sur le cannibalisme. Il se refuse à nommer ses autres sources (probablement Brüder in Not et une énigmatique « dame russe »), mais s'efforce de convaincre le rédacteur de leur authenticité. Sur le ton de l'indignation, son argumentation passe insensiblement des affamés aux croyants persécutés. Il fustige les incrédules qui font mine d'ignorer les récits d'horreur publiés par la presse et prédit qu'ils ne croiront pas plus au danger qui, selon lui, menace la Suisse :

« Nombreux sont ceux qui ont aussi refusé de croire qu'en URSS on persécute les croyants. Or, aujourd'hui, la Centrale des sans-Dieu cherche à s'établir à Bâle, afin de nous préparer un avenir semblable. Mais ces incrédules le croient-ils ? »⁸⁴²

Bâle ne deviendra cependant pas le siège de l'Internationale sans-Dieu.

Lors de la deuxième session de Pro Deo (4-5 janvier 1934), au moment où l'exposition est inaugurée, le sujet de l'organisation de secours alimentaires est abordé, sans que les comptes rendus dont nous disposons ne donnent de détails sur la teneur des discussions. La présence du pasteur Schabert, de son assistant Steinwand, du professeur Keller et du pasteur Lieb (Comité bâlois de l'entraide des Églises), très impliqués dans l'entraide, laisse toutefois supposer que des informations ont dû être données sur l'état d'urgence en Ukraine. Une série de communications concernant diverses œuvres de secours aux croyants de Russie sont rapportées : Entraide des Églises (Keller), Croix-Rouge (A. de Poznansky), œuvre du pasteur Schabert, Brüder in Not (Ehrt). Le secrétaire général du comité de secours du cardinal Innitzer, retenu à Vienne, a fait parvenir à la Commission son premier rapport, intitulé *Hungersnot*. Il rendra visite au Bureau de Pro Deo après la session, pour lui apporter de nouveaux documents sur la famine de 1933 en Russie et confirmer les prédictions d'une nouvelle aggravation de la situation au printemps 1934⁸⁴³. L'ordre du jour mentionne également une communication sur le comité Innitzer, ainsi qu'une proposition du patriarcat roumain. L'absence de compte rendu

842. Lettre d'Aubert au rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, 1^{er} juillet 1933. EIA, Suisse général, 1933, N° 2.

843. Compte rendu de la 2^e session de la Commission « Pour Dieu » tenue à Genève les 4 et 5 janvier 1934. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

précis est en elle-même révélatrice et confirme l'impression que le bureau de Pro Deo ne considère pas le secours humanitaire comme une tâche lui incombant. Une large place est réservée en revanche à la communication d'Alexandre Lodygensky sur le MTCR qui, au chapitre de la famine, propose d'une part une mesure qui relève plus de l'action de propagande que de l'aide directe (le boycott des produits alimentaires de Russie) et conseille d'autre part d'orienter prioritairement les secours vers les « chrétiens ». Un glissement est subtilement opéré. De l'aide aux affamés, le discours est passé de « l'aide aux croyants en Russie ».

RÉCOLTE DE FONDS ET VENTE DE BROCHURES

L'un des buts proclamés de la commission est l'aide aux persécutés, mais les actions concrètes de Pro Deo dans ce sens restent à déterminer, notamment la destination du produit de la vente de ses brochures et de l'argent récolté dans les troncs qui encadrent la sortie de l'exposition.

Un stand de présentation et de vente avec toutes les publications de l'Entente et des ouvrages sur le communisme est proposé aux visiteurs. Un compte rendu indique clairement que leur vente est destinée à contribuer aux frais du bureau pour le montage et la tenue de l'exposition⁸⁴⁴. Le nombre d'exemplaires vendus annoncé dans un rapport à la fin septembre 1934 est excellent : quelque 18 000 brochures⁸⁴⁵. On se perd en conjectures à vouloir estimer le produit brut de cette vente⁸⁴⁶. En l'absence de pièces comptables, l'analyse de ces quelques chiffres relève de l'art divinatoire. Mais nous pouvons tout de même affirmer que, même après déductions, la somme restante représente un apport non négligeable aux frais du bureau – frais qui, compte tenu de la nature artisanale de l'exposition, sont vraisemblablement très restreints. À la cinquième

844. Le produit de la vente des brochures revient au bureau de Pro Deo. Compte rendu de la 3^e session de Pro Deo, Genève, 10-10 septembre 1934. EIA 900.

845. Le catalogue (*Les Sans-Dieu*) a été bien vendu : 6667 brochures en français, 7072 en allemand ; *Les Sans-Dieu* d'Herbigny, 1100 exemplaires ; *La philosophie du bolchevisme* du RP Lavaud, 372 exemplaires ; *Antireligion et athéisme militant*, du même auteur, 994 exemplaires ; *En face des Sans-Dieu* du pasteur Marion, 1067 exemplaires ; *Gift de l'in*, 418 exemplaires ; *Wider der Gottlosigkeit* du même auteur, 330 exemplaires ; *Die befreite Frau* de Flesh [Flesch?], 382 exemplaires. « Rapport sur les expositions en Suisse et en France » [septembre 1934]. EIA 900.

846. Théoriquement, rien que le catalogue *Les Sans-Dieu*, qui représente le tiers des exemplaires vendus, et qui coûte 60 ct., a dû rapporter 4000 fr. auxquels il faut soustraire les frais d'imprimerie.

session de Pro Deo (4-5 mars 1935), lançant un appel de fonds, le bureau affirme que «ses ressources proviennent presque exclusivement de la vente de ses publications aux expositions»⁸⁴⁷. À la fin de 1936, devant les délégués internationaux de la conférence secrète anticommuniste de Feldafing près de Munich, Lodygensky indique qu'en général, l'exposition rapporte de l'argent à ses organisateurs⁸⁴⁸.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des principales brochures vendues, non seulement dans l'exposition suisse, mais aussi à l'étranger, jusqu'en mai 1935. Outre le catalogue de l'exposition, véritable best-seller, les publications jésuites et dominicaines (Lavaud) figurent en bonne position, suivies par celles du pasteur Marion, du professeur Il'in dans la collection *Die Notreihe* de la maison protestante Eckart.

Le visiteur peut participer aux dépenses et aux efforts de l'organisation en achetant une brochure; il se voit aussi proposer de verser une obole dans un tronc en faveur des victimes des persécutions. La destination des fonds ainsi récoltés demeure mystérieuse. Officiellement, les fonds récoltés en Suisse et en France, de l'ordre de 8700 francs suisses selon Pro Deo⁸⁴⁹, sont envoyés aux organisations d'entraide catholiques (Innitzer), protestantes (Keller) et orthodoxes⁸⁵⁰. Une lettre de Keller affirme que Pro Deo a versé une partie de la somme totale à l'OCEE, sans toutefois en préciser le montant⁸⁵¹. Le mode de répartition de cette somme entre Pro Deo et les institutions caritatives n'est nullement spécifié⁸⁵². Aucun nom d'organisation orthodoxe n'est indiqué, mais le bureau de Pro Deo avait émis le souhait, au début de l'opération, qu'une partie des fonds récoltés servent à soutenir le MTCR⁸⁵³. Nos sources ne permettent pas de déterminer si cela a été le cas, mais l'hypothèse est plus que plausible: rappelons que le subside

847. «Rapport général du Bureau [de Pro Deo] à la IV^e session de cette commission». EIA 900.

848. «Protokoll der ersten vertraulichen Internationalen Antikommunistischen Konferenz in Feldafing bei München, vom 4. bis 10. November 1936.» PA AA, Inland IIg, R 100722. Voir *infra*, chapitre 9.5.

849. «Rapport sur les expositions en Suisse et en France» [septembre 1934]. EIA 900.

850. Compte rendu de la 3^e session de Pro Deo, Genève, 10-10 septembre 1934. EIA 900.

851. Lettre de Keller à la Commission Pro Deo, 10 septembre 1934. EIA 900.

852. L'«Aide-mémoire de la commission suisse Pro Deo» du 5 juin 1934 (EIA 901) cultive le vague: «Il a été collecté 7262 fr. pour les martyrs en URSS, somme qui a été versée au Bureau de la [commission internationale] Pro Deo, qui en assure la répartition entre les diverses œuvres de secours.»

853. «La commission internationale Pro Deo», sans date (probablement janvier 1934). EIA 900.

**Brochures et publications vendues aux expositions
[jusqu'en mai 1935]:**

- 65 000 catalogues illustrés *Les Sans-Dieu*, éd. française et allemande, *op. cit.*
- 6000 exemplaires *Les Sans-Dieu militants et la propagande mondiale du communisme* par M^{gr} d'Herbigny, SJ, Paris: FNC, 1933.
- 3000 exemplaires *Une nouvelle offensive des Sans-Dieu* par J. de Bivort de La Saudée, SJ, *op. cit.*, Pro Deo, 1935.
- 3000 exemplaires *La philosophie du bolchevisme* par le Père Benoît Lavaud, OP (Université de Fribourg), Liège: La pensée catholique, 1933.
- 2000 exemplaires *Antireligion et athéisme militant* par le Père Benoît Lavaud, Fribourg: Nova et Vetera, 1934.
- 2000 exemplaires *En face des Sans-Dieu* par le Pasteur Émile Marion, Lausanne: Imprimerie vaudoise, s. d.
- 5000 exemplaires *Le Chemin du Golgotha: les confesseurs de la foi en Russie soviétique*, par le bureau de Pro Deo, Genève, 1934.
- 1500 exemplaires *Gift. Geist und Wesen des Bolschewismus* par le professeur Ivan A. Il'in, Berlin-Steglitz: Eckart Verlag, Die Notreihe, 1932.
- 1500 exemplaires *Die Befreite Frau* par Aloys Flesch, Berlin-Steglitz: Eckart Verlag, Die Notreihe, 1933.
- 1500 exemplaires *Wider die Gottlosigkeit: Die Christenverfolgung im Sowjetstaate; Der Sinn d. Gottlosigkeit; Der Bund der Gottlosen* par le professeur Ivan A. Il'in, Berlin-Steglitz: Eckart Verlag, Die Notreihe, 1931.

Tableau tiré du rapport du BP à la 10^e conférence de l'EIA, juin 1935. EIA, Conférences 1934-1935.

attribué quelque temps par la commission Pro Russia au MTCR vient d'être coupé.

Adolf Keller avait lancé un appel à donateurs pour le secours aux affamés le 2 août 1933, au nom de l'OCEE. En un an, 350 000 francs ont été récoltés⁸⁵⁴. Mais au final, selon Robert Conquest, l'aide matérielle apportée par les associations telles que celles de Schabert, de Keller et d'Innitzer est dérisoire. Le CICR, sollicité, répond qu'il n'est pas autorisé à intervenir sans une requête préalable du gouvernement soviétique⁸⁵⁵. La levée de fonds n'est pas aisée et elle tend à diminuer au fil des mois. Keller

854. Lettre de Keller à la Commission Pro Deo, 10 septembre 1934. EIA 900.

855. Robert Conquest, *op. cit.*, p. 311.

et Schabert, craignant peut-être la multiplication d'œuvres comme celle de Champod, insistent sur l'importance de ne pas créer de nouvelles collectes et de poursuivre celles déjà existantes; ils conseillent d'éviter à tout prix qu'elles ne soient organisées sans l'approbation d'une autorité ecclésiastique ou de l'OCEE⁸⁵⁶. Pendant toute la durée de l'exposition en Suisse, les brochures continuent à bien se vendre, rapportant nettement plus que les dons pour le secours aux persécutés. Les visiteurs sont deux fois moins nombreux lors de la deuxième phase de la tournée, qui se déroule dans de plus petites localités de l'automne 1934 au mois de mai 1935. Les entrées financières accuseront quant à elles une diminution drastique: les chiffres sont près de cinq fois inférieurs (1890 fr. contre 8700 fr. annoncés pour l'exercice de janvier à juillet 1934)⁸⁵⁷.

Pro Deo se garde d'insister trop sur la famine pour ramener l'attention sur la persécution religieuse, et ce pour deux raisons majeures. La première est que l'aggravation annoncée n'a pas lieu; si la mortalité est toujours incroyablement élevée en 1934 dans les régions touchées, il s'agit d'une conséquence des privations de l'année précédente qui ont terriblement affaibli la population. La seconde réside dans la volonté de Pro Deo de ne pas s'engager dans une aide directe sous forme d'envoi de colis ou de dons pour le *torgsin*. Lors de la cinquième session, l'avenir des secours est discuté: ils ne peuvent plus partir d'Allemagne (Moscou a interdit en automne 1934 l'action en URSS de Brüder in Not), tandis que le pasteur Schabert poursuit son œuvre de Riga⁸⁵⁸. Mais le bilan est mitigé: Pro Deo indique que de nombreux ecclésiastiques ont été arrêtés sur le motif qu'ils recevaient des paquets de l'étranger; le bureau semble toutefois recommander, bien que du bout des lèvres, la poursuite de cette aide. L'EIA et Pro Deo choisissent pour leur part la voie de l'aide symbolique: un soutien par des appels, des prières, une sensibilisation de la communauté internationale, l'acheminement d'extraits d'Évangile passées sous le manteau.

Le passage de l'affamé au persécuté, la discrétion de l'œuvre humanitaire ainsi que la présence marquante de la thématique politique et économique au milieu de l'exposition contre les sans-Dieu sont

856. Compte rendu de la 3^e session de Pro Deo, Genève, 10-11 septembre 1934. EIA 900.

857. «Rapport sur les expositions en Suisse et en France» [septembre 1934]. EIA 900.

858. Ewald Ammende, *Muss Russland hungern*, op. cit., p. 323.

autant d'éléments qui indiquent que la propagande, les préoccupations diplomatiques et politiques de l'EIA ont tendance à l'emporter sur l'option spirituelle, apologétique et caritative de Pro Deo.

UN POSTULAT ANCIEN: PAS D'AIDE DIRECTE

Fait significatif, c'est le BP de l'EIA et non Pro Deo qui, faisant chorus au comité Innitzer, poursuit la dénonciation de la famine en été 1934, dans la *Documentation mensuelle* de juin-juillet. La famine y est décrite comme inhérente au régime soviétique. Là encore, point d'appel de fonds: le dossier comporte une quinzaine de pages consacrées aux lettres non commentées d'affamés ou de témoins revenus des régions sinistrées et se concentre sur le nombre de victimes de l'année 1933. Les calculs évoqués sont semblables à ceux discutés au sein de la communauté historienne ces dernières années: entre cinq et onze millions de morts. On ne s'étonnera pas que le BP défende le chiffre le plus élevé.

Le postulat de ne pas proposer d'aide directe est ancien, bien que la situation intérieure soviétique et les souffrances du peuple soient largement thématiques dans les publications de l'EIA. Mais il apparaît très clairement que le but – immuable – de l'EIA est de convaincre les nations capitalistes d'isoler l'URSS pour faire tomber le régime, et non de susciter un mouvement caritatif. Aubert ne développe pas d'idée concrète pour aider la population russe: il faut, dit-il, éviter de trop lui nuire, tout en luttant contre le régime⁸⁵⁹.

Mais, dans la logique de l'EIA et de ses partenaires, aucune aide ne peut et ne doit être envisagée tant que le régime n'est pas tombé. Cette option était déjà celle du D^r Lodyginsky, à l'époque où il animait le bureau de la Croix-Rouge russe à Genève. Comme toute l'aile droite de l'émigration, il s'était opposé à Fridjof Nansen, qui voulait fonder une aide non seulement pour les réfugiés, mais aussi pour les victimes de la famine de 1921-1922. Cette «concurrence» était inacceptable pour toute une frange de l'émigration, qui considérait les révolutionnaires comme seuls responsables de la famine⁸⁶⁰. Toute aide apportée aux affamés équivalait à une aide

859. Lettre d'Aubert à Georges Theunis, 12 septembre 1931. EIA, Belgique 1930-1931.

860. Je remercie Catherine Gousseff d'avoir attiré mon attention sur ce point important, et de m'avoir signalé la thèse de Dzovinar Kévonian, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris: Publications de la Sorbonne, 2004.

aux bolcheviques, tout contact diplomatique direct avec le régime à une reconnaissance *de facto* de ce dernier. L'hostilité à Nansen était aussi motivée par le fait que son mandat pour mener à bien le rapatriement des prisonniers de guerre impliquait de négocier et d'entretenir de bons rapports avec les commissaires soviétiques⁸⁶¹. Une telle position semblait incompatible, aux yeux des émigrés de droite, avec les responsabilités de Nansen au sein du Haut-Commissariat pour les réfugiés russes: ce cumul malheureux des tâches du Norvégien «minait la confiance des réfugiés à son égard», expliquait Lodygensky dans ses Mémoires. Dans ce règlement de comptes avec Nansen, qu'il reprendra en des termes plus mesurés dans le *Journal de Genève* en 1959⁸⁶², pas un seul mot sur les affamés: escamotage révélateur, les affamés constituent un tabou, et toute négociation avec les révolutionnaires, un interdit. De manière assez typique, la brochure publiée à Genève par Georges Lodygensky en 1922, *La Terreur soviétique*, ne fait que mentionner la famine, se concentrant bien plutôt sur la Tchéka et la question des «otages» et des «détenus».

Les exilés de droite, et en premier lieu les membres de l'armée blanche et les animateurs de l'ancienne Croix-Rouge russe, se retrouvaient isolés dans ce parti pris de refus du principe d'aide et de négociation. En 1925, Lodygensky avait incriminé directement la respectable Union internationale de secours aux enfants, dans des circulaires qui avaient fâché les responsables du CICR et de l'Union. À en croire l'ancienne organisation de la CR russe, l'Union contribuait à la dépravation des enfants en Russie en leur venant en aide⁸⁶³.

En juillet et août 1933, le BP lance une minicampagne dans la presse romande. Paraissent deux articles de Lodygensky en première page du *Journal de Genève* et un article de Lucien Cramer dans la *Gazette de Lausanne*⁸⁶⁴. Le ton de Cramer est hautement culpabilisant, non en vue de susciter un afflux de dons, mais pour

861. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, Genève: Slatkine, 2009, p. 186.

862. Georges Lodygensky, «Les vraies origines de l'assistance internationale aux réfugiés», rubrique «La parole est à nos lecteurs», *Journal de Genève*, 19-20 septembre 1959.

863. Selon les notes d'archives que Michel Caillat nous a aimablement transmises: Lettre personnelle et confidentielle d'[E. Clouzot] à A. Czamanski, Paris – Genève, 30 septembre 1925. Archives du CICR, CR 00/50a-168 – 201-223 – 04.12.1923-24.09.1931.

864. Georges Lodygensky, «L'apothéose du plan quinquennal», *Journal de Genève*, 16 juillet 1933; «La famine en Russie», *Journal de Genève*, 7 août 1933. Lucien Cramer, «La famine au Paradis des Soviets», 28 juillet 1933.

fustiger les gouvernements qui soutiennent moralement et financièrement l'URSS. Dans son premier article, Lodygensky présente la famine comme l'aboutissement du plan quinquennal. Écartant à juste titre l'argument fallacieux de conditions météorologiques prétendument désastreuses, il estime que le régime est entièrement responsable de la famine, autant qu'il avait été responsable de la famine de 1921-1922. Dans son deuxième article, Lodygensky se veut plus convainquant en citant les sources d'information concordantes du BP.

UN PARCOURS ET DES RÉSULTATS INÉGAUX

L'exposition sur les sans-Dieu inaugurée au mois de janvier 1934 va tout d'abord circuler en Suisse. Au cours d'une première tournée de six mois, du début de janvier au début de juillet 1934, l'exposition est montée pour une période de deux à trois semaines dans huit villes : Genève, Lausanne, Fribourg, Saint-Gall, Berne, Zurich, Neuchâtel et Bâle⁸⁶⁵. Pendant les 140 jours d'ouverture, environ 50 000 personnes en auraient fait la visite⁸⁶⁶.

Les visiteurs sont tous porteurs d'une invitation. Pro Deo fait de son exposition un événement privé et non un lieu public. La mesure répond moins à un choix qu'à une nécessité : il s'agit, d'une part, d'éviter que des éléments hostiles à l'EIA et à Pro Deo ne viennent perturber l'exposition et, d'autre part, de la soustraire à d'éventuelles mesures policières de fermeture en cas de trouble de l'ordre public. La portée de l'événement n'en est pas pour autant réduite. On verra que leur caractère privé ne suffit pas à assurer la tranquillité des visites et qu'une certaine publicité involontaire en découle dans les journaux.

À Genève, l'exposition sur les sans-Dieu est ouverte en janvier 1934 dans un appartement sis 15, rue des Bastions, à proximité immédiate des bureaux de l'EIA, qui n'est autre que le domicile de Renée Choisy, secrétaire et comptable de Pro Deo. Le coup d'envoi est donné par une conférence du pasteur Schabert devant les pasteurs genevois sur « le martyre de leurs collègues en Russie soviétique »⁸⁶⁷. Parmi de nombreux représentants d'organisations internationales religieuses, sociales et humanitaires, et quelques

865. *Bulletin religieux EIA*, N° 4, 18 juin 1934.

866. « Rapport sur les expositions en Suisse et en France » [septembre 1934]. EIA 900.

867. *Bulletin religieux EIA*, N° 4, 18 juin 1934.

Nombre de visiteurs en Suisse

Genève	6-20 janvier 1934	5 000
Lausanne	1 ^{er} février-20 février 1934	9 232
Fribourg	23 février-15 mars 1934	6 261
Saint-Gall	21 mars-5 avril 1934	5 008
Berne	10-30 avril 1934	4 780
Zurich	7 mai-2 juin 1934	10 004
Neuchâtel	2-11 juin 1934	2 276
Bâle	16 juin-4 juillet 1934	7 100
Sion	20 octobre-4 novembre 1934	2 651
Martigny	6-11 novembre 1934	989
Monthey	13-18 novembre 1934	1 607
Sierre	20-26 novembre 1934	1 084
Lucerne	29 novembre-20 décembre 1934	10 885
Altdorf	11-21 janvier 1935	1 907
Aarau	29 janvier-13 février 1935	3 313
Zoug	15-24 mars 1935	4 000
Wohlen	6-16 avril 1935	2 440
Altstätten	18-24 avril 1935	2 276
Appenzell	26 avril-6 mai 1935	1 408
Total:		82 221

Tableau tiré du rapport du BP à la 10^e conférence de l'EIA, juin 1935. EIA, Conférences 1934-1935.

journalistes, plusieurs visiteurs de marque honorent l'événement de leur présence: M^{gr} Marius Besson, André Dardel (président du Consistoire) et Ewald Ammende (secrétaire du comité de secours du cardinal Innitzer)⁸⁶⁸.

L'exposition suscite des échos prévisibles dans la presse suisse romande, et genevoise en particulier. Le contexte politique du canton, déjà marqué par les événements de novembre 1932, est caractérisé par la prédominance des socialistes au Conseil d'État, qui viennent de sortir vainqueurs des élections, le 23 novembre 1933. À leur tête, Nicole ne manque pas l'occasion pour en découdre avec l'Entente, l'ennemie jurée qui s'est si fortement impliquée dans la polémique à la suite de la fusillade de novembre 1932. La nature de l'exposition sur les sans-Dieu est en effet questionnée par

868. «Contre les sans-Dieu. Les résultats de l'exposition», *Journal de Genève*, 21 janvier 1934.

le président du Conseil d'État de Genève, qui accuse les organisateurs d'utiliser le sentiment religieux à des fins politiques. La réaction des appuis de l'EIA ne se fait pas attendre, notamment par l'intermédiaire de l'avocat et député libéral Paul Balmer⁸⁶⁹. *La Suisse*, le *Journal de Genève*, complaisants à l'égard de l'EIA, croisent le fer avec les organes socialistes, *Le Travail* et *Le Droit du peuple*⁸⁷⁰. Le pasteur Émile Marion, proche de Pro Deo, s'investit particulièrement. Son article dans le *Journal de Genève* défend le droit et le devoir des chrétiens de dénoncer tout ce qui menace le patrimoine religieux et le christianisme, sans qu'on les accuse pour autant de faire de la politique⁸⁷¹. Quelques jours plus tard, *La Suisse* publie un nouvel article sur la question, provenant du service de presse protestant dirigé par Marion⁸⁷².

L'exposition se termine précipitamment, le 20 janvier, par un incident relaté fort diversement dans la presse de gauche et de droite, donnant lieu à un règlement de comptes entre des adversaires qui invoquent des épisodes d'un passé devenu presque topique – l'affaire Conradi et le 9 novembre 1932. Le ton du *Travail* (22 janvier 1934) est sec et sans détour : l'exposition est à but politique. Les allégations du journal prouvent que le lien étroit entre Pro Deo et l'EIA n'échappe à personne. Formellement, la présentation des organisateurs est quelque peu erronée puisque Théodore Aubert n'est pas l'« avocat de Conradi » – mais celui de Polounine –, et ne figure pas parmi les organisateurs officiels de l'exposition ; quant à Georges Lodyginsky, il n'est plus « un émigré russe », mais un citoyen suisse depuis deux ans. Le journal ne fait que retourner un procédé employé bien souvent lors du procès Conradi pour se référer au « juif de Russie », Dicker, pourtant naturalisé depuis 1915.

On relèvera le ton doucement moqueur du journal, qui cherche à minimiser les faits :

« L'exposition a reçu la visite d'une trentaine de communistes qui se sont trouvés en présence de nombreux Russes à l'air agressif.

869. Balmer avait en outre appuyé la demande de naturalisation de Georges Lodyginsky une année plus tôt. Lettre d'Aubert à Balmer, 16 septembre 1932. EIA, Suisse général 1932.

870. *Le Droit du peuple* publie « La religion et nous », qui fait dire à Pro Deo que « l'attitude des socialistes vis-à-vis de la religion ne diffère pas de celle des communistes. » « Rapport sur les expositions en Suisse et en France » [septembre 1934]. EIA 900.

871. E. Marion, « À propos d'une exposition. La politique des sans-Dieu », *Journal de Genève*, 17 janvier 1934.

872. « Une exposition révélatrice », *La Suisse*, 24 janvier 1934.

Plus tard vinrent également cinq ou six membres de la Jeunesse socialiste qui avaient reçu, sur leur demande, une carte d'invitation du D^r Lodygensky. Une vive discussion s'engagea sur les documents exposés. Comme l'affaire risquait de se gâter, étant donné la mine des Russes blancs, les organisateurs décidèrent de fermer l'exposition, d'accord avec le Département de justice et police; M. Dupont, officier, et quelques gendarmes, assurèrent la circulation; de nombreux badauds s'étaient amassés dans le cours des Bastions. Un gendarme a cassé une paire de lunettes appartenant à un communiste. La presse bourgeoise, naturellement, raconte ce petit incident sur un ton de grande tragédie.»⁸⁷³

La version du *Journal de Genève* est sensiblement différente: le Département de justice et police aurait ordonné la fermeture de l'exposition, et ce sans l'accord des organisateurs. En agitant la menace d'un recours devant le Tribunal fédéral si la réouverture de l'exposition n'était pas permise, l'article s'en prend directement à Nicole, dont la décision de fermer cette exposition privée est jugée arbitraire. Le *Journal de Genève* recourt au rappel des événements de novembre 1932 pour la comparaison, profitant de l'occasion pour réaffirmer la responsabilité de Nicole dans la tragédie:

«Le Chef du Département de justice et police, bien qu'il soit passé maître dans l'art de se contredire, saura-t-il expliquer comment une exposition *privée* pourrait comporter à ses yeux une mise en danger de l'ordre public, alors que, d'autre part, il n'a cessé de proclamer que la violente manifestation qu'il avait organisée *dans la rue* le 9 novembre 1932 – et qui dégénéra en émeute tragique – ne constituait qu'une manifestation d'opinion parfaitement licite?»⁸⁷⁴

L'Écho illustré, dont l'abbé Carlier est encore le directeur, se tient à l'écart de la polémique. N'étant pas un journal d'opinion, il se contente d'annoncer la fin de l'exposition et de publier deux photographies des pancartes qui y étaient visibles. Elles sont accompagnées d'un court texte au contenu informatif très pauvre,

873. «Les incidents à l'exposition contre les sans-Dieu», *Le Travail* (Genève), 22 janvier 1934.

874. B., «L'exposition des sans-Dieu. En plein arbitraire...», *Journal de Genève*, 23 janvier 1934.

qui, après avoir parlé du succès de l'exposition et dit combien la propagande sans-Dieu est néfaste, se termine par un appel à redoubler d'efforts pour répandre « le bon journal illustré qui défend la Foi dans nos foyers! »⁸⁷⁵ L'abbé Carlier et ses supérieurs ont probablement jugé dangereux de publier plus tôt des informations sur l'exposition et de convier le lectorat d'un illustré grand public à voir des documents réservés à un public averti.

Indice, pensons-nous, de l'attention vouée par l'Antikomintern à la préparation de l'exposition, la presse régionale allemande rend compte, avec un luxe étonnant de détails, de l'incident et de ses suites⁸⁷⁶. Dans ses souvenirs, Lodyginsky en parle comme d'un « raid de sabotage » pour détruire le matériel de l'EIA⁸⁷⁷.

À Lausanne, où elle est ensuite remontée, l'exposition se déroule dans le calme, du 1^{er} au 20 février 1934, au deuxième étage d'un immeuble au cœur de la vieille ville, à proximité de l'église Saint-François (3, rue Pépinet). Un comité vaudois Pro Deo est créé ad hoc, présidé par le pasteur Nicolas de Haller, véritable âme de l'entreprise. La *Gazette de Lausanne* la gratifie d'un écho très positif dans un article paru sitôt après l'inauguration, le 2 février 1934.

Le choix – a priori surprenant – de Fribourg comme troisième ville de la tournée obéit à une logique géographique. Mais le climat au sein de l'Église catholique est également propice à l'accueil de l'exposition par la ville qui abrite le siège épiscopal : M^{gr} Besson est extrêmement préoccupé par les progrès de l'athéisme dans son diocèse et en particulier à Fribourg. Si l'on en juge par les sermons et lettres pastorales qu'il a produits depuis la fin de l'année 1932 jusqu'à la fin 1934, il s'agit d'un souci récurrent, pour ne pas dire obsédant. Imprégné des mots d'ordre de *Caritate Christi compulsi*, l'évêque s'insurge en chaire de manière répétée contre la licence des films, des spectacles, des pièces radio-phoniques, des livres, du sport. La complaisance de ses diocésains à leur égard, leur manque de résistance face aux tentations, à la recherche des plaisirs et aux préoccupations matérielles, l'oubli de leurs devoirs de chrétiens sont interprétés comme autant de signes de l'arrivée des sans-Dieu à Fribourg⁸⁷⁸. L'alarme est tirée dans les

875. « L'action des sans-Dieu », *L'Écho illustré*, 20 janvier 1934, p. 32.

876. « Die Genfer Russlandaustellung. Begünstigung der Gottlosenpropaganda durch den marxistischen Genfer Staatschef », *Kölnische Volkszeitung*, 1^{er} février 1934 ; « Dokumente der Gottlosenbewegung », *Regensburger Anzeiger*, 3 mars 1934. Dossier de presse EIA.

877. Georges Lodyginsky, « Sur la voie de l'Unité chrétienne », *op. cit.*, p. 5.

rangs de l'Action catholique fribourgeoise bien avant le passage de l'exposition, lorsqu'un membre de l'Association populaire catholique réclame de la documentation pour une conférence et planifie de distribuer des tracts dans les paroisses fribourgeoises pour «réagir à la propagande perfide des sans-Dieu»⁸⁷⁹.

L'exposition ouvre ses portes à Fribourg, trois jours après son passage à Lausanne, du 23 février au 15 mars 1934. Elle est annoncée dans *La Semaine catholique de la Suisse romande* du 22 février 1934 par M^{gr} Besson, qui invite les ecclésiastiques à s'y rendre et «à y conduire le plus de visiteurs possibles». La hiérarchie est réticente à convier directement les paroissiens, et à les laisser faire la visite sans la médiation d'un prêtre. *La Liberté* attend en effet le 2 mars pour mentionner l'exposition dans le quartier de la cathédrale, dans les termes les plus flous. Le titre ambigu de l'article, «Fribourg, expositions antireligieuses», donne une fausse idée de la teneur de l'exposition, dont l'article, du reste, dit peu de chose: «L'exposition de la Grand'rue utilise pour Dieu un des moyens les plus efficacement employés contre Dieu dans la Russie des Soviets: les expositions permanentes et circulantes». Se gardant de donner les horaires d'ouverture, le reste de l'article ne fait qu'expliquer le principe de ces expositions. On maintient le grand public à l'écart de cette exposition potentiellement dangereuse pour les esprits non éclairés.

Le chanoine Rast fait état d'une mobilisation «spontanée» à la suite de l'exposition à Fribourg: la constitution d'un groupe de jeunes filles «qui ne demandent pas mieux que d'agir» et demandent des directives au chanoine⁸⁸⁰. Ce dernier indique qu'elles ont lancé une enquête sur «l'action communiste et anti-religieuse parmi les enfants [qui] a abouti à des constatations inquiétantes.» Le Département de l'instruction publique aurait décrété en conséquence une interdiction pour les écoliers de faire

878. (Note de la p. 287.) Dans un sermon prononcé le 31 décembre 1932 à la cathédrale Saint-Nicolas, M^{gr} Besson fulmine contre le dévergondage et «l'extrême licence des spectacles, des livres, [etc.]» et semble avoir en tête des cas précis et récents, qu'il se garde de nommer, de pièces de théâtre «nettement injurieuses pour votre religion». «Examen de conscience», *Discours et lettres pastorales*, VI, 1931-1932, Fribourg: Saint-Paul, p. 154. Citons également: «Message pascal», 1^{er} avril 1934, *Discours et lettres pastorales*, VII, 1933-1934, Fribourg: Saint-Paul, p. 91; «La tâche du publiciste catholique», *Discours et lettres pastorales*, VII, *op. cit.*, pp. 137-141. «D'une année à l'autre, Sermon fait à la cathédrale de Fribourg, le soir du 31 décembre 1934», *ibid.*, p. 142-147; «Redressement moral. Lettre pastorale pour le Carême 1933», *ibid.*, pp. 171-180.

879. F. Fleury à EIA, 18 février 1933. EIA, Suisse général 1933 N° 1.

880. Compté rendu de la 2^e séance de la commission suisse Pro Deo, Neuchâtel, 6 juin 1934. EIA 901.

partie de groupements de jeunesse non approuvés par lui. «Ce moyen d'action devrait retenir l'attention des autres cantons», affirme Rast. Car là est tout l'enjeu de cette agitation contre les sans-Dieu dans un canton qui en est le plus éloigné peut-être: la commission espère aboutir à ce type de gestes politiques et provoquer une émulation entre les cantons.

Qu'il croie ou non à la réalité de la menace sans-Dieu à Fribourg, le bureau de Pro Deo semble parvenir à en accroître la crainte grâce à son exposition. L'Association populaire catholique suisse réunie à Fribourg le 13 mars 1934 préconise contre ce péril une meilleure organisation de la presse, la lutte par les conférences, par les tracts et le développement du cinéma catholique⁸⁸¹. Deux semaines après l'exposition, M^{gr} Besson avertit dans le sermon de Pâques que le canton est lui-même visé par la propagande athée⁸⁸². Car il y a plus: les colères de l'évêque contre ce qu'il nomme «athéisme» sont dirigées contre le syndicalisme et quelques hardis militants qui auraient tenté de gagner des adhérents, notamment dans la région de la Singine⁸⁸³. En les stigmatisant et en les amalgamant aux sans-Dieu, la hiérarchie catholique participe à la défense du corporatisme, dont la tendance alors hégémonique est si efficacement représentée à Fribourg par l'abbé André Savoy.

Lors de l'exposition à Bâle, Pro Deo fait état d'articles presque quotidiens dans la presse de gauche, qui la qualifient de provocation fasciste, de propagande hitlérienne.

La tournée marque ensuite une pause, moins en raison des critiques que des vacances estivales et de la préparation de la campagne contre l'entrée de l'URSS à la SDN, qui va mobiliser toutes les forces de l'EIA et de Pro Deo. Après l'échec de la campagne, l'exposition entame une deuxième tournée d'octobre 1934 à mai 1935. La plupart des grandes villes ayant déjà été visitées, cette tournée est plus «provinciale». Elle parcourt le Valais (Sion, Martigny, Monthey,

881. *Semaine catholique de la Suisse romande*, 22 mars 1934, p. 186.

882. «Examen de conscience», *Semaine catholique de la Suisse romande*, 29 mars 1934, pp. 198-201; «Message pascal», 1^{er} avril 1934, *Discours et lettres pastorales*, VII, *op. cit.*, p. 91. «Examen de conscience», *Semaine catholique de la Suisse romande*, 29 mars 1934, pp. 198-201.

883. Vincent Chappuis a le premier développé cette intuition; il évoque une affaire de propagande syndicaliste en Singine durant l'année 1934 qui fâche la hiérarchie catholique et occasionne une dénonciation auprès de l'Union ouvrière suisse. Il indique très justement qu'alors, à Fribourg, rien ne se fait sans le consentement des milieux catholiques. Vincent Chappuis, «L'exposition sur les sans-Dieu à Fribourg, dans le cadre de l'Action catholique», travail de séminaire III, Histoire contemporaine, Université de Fribourg, 2006, note 63, p. 16.

Sierre), Lucerne, Altdorf, Aarau, Zoug, Wohlen, Altstätten, Appenzell, avec des haltes d'une à trois semaines selon l'importance de la localité. Le bureau de Pro Deo annonce plus de 32 000 visiteurs, contre 50 000 pour la première tournée de six mois. Avec près de 11 000 visiteurs en quinze jours, l'étape lucernoise connaît un grand succès, imputable selon le bureau Pro Deo au battage publicitaire réalisé au préalable par l'abbé Josef Meier. Les efforts pour ouvrir l'exposition au Tessin, région qui restera toujours l'angle aveugle du BP en Suisse, n'aboutiront pas.

Les résultats de l'exposition sont mitigés. C'est à Fribourg, où la menace des sans-Dieu est peut-être la plus insoupçonnable, qu'ils semblent avoir été les meilleurs, dynamisant la réaction défensive de la hiérarchie et de l'Action catholiques. Dans la Genève socialiste et dans la ville ouvrière de Bâle en particulier, elle a en revanche suscité une polémique que l'on peut juger contre-productive. Par ses accusations, la presse de gauche a poussé Pro Deo et l'EIA à multiplier les déclarations de probité et d'indépendance. Il est à ce titre révélateur que dans l'aide-mémoire de la commission suisse Pro Deo, Lodygensky éprouve le besoin de spécifier – une nouvelle fois – que l'unique objectif de la commission est «la défense du christianisme et non la défense d'un système politique et économique»⁸⁸⁴. Si la précision lui semble nécessaire, c'est peut-être qu'il est difficile de s'en convaincre, étant donné les mots d'ordre antisocialistes donnés par Lodygensky dès la première réunion, et qui visent clairement Léon Nicole:

«[...] le mouvement sans-Dieu est propagé non seulement par les communistes, mais aussi par le très grand parti socialiste. Il est donc juste de parler aujourd'hui en Suisse d'un développement du mouvement antireligieux de masse, cela surtout depuis que certains chefs du parti socialiste romand et leurs disciples ont pris nettement position pour les sans-Dieu.»⁸⁸⁵

Dans cette optique, le docteur tentera par la suite de faire modifier un texte du Père Stark, parce qu'il ne parle pas du rôle du parti socialiste (surtout en Suisse romande) dans la propagande de l'antireligion⁸⁸⁶.

884. «Aide-mémoire de la commission suisse Pro Deo», 5 juin 1934. EIA 901.

885. Compte rendu de la réunion de la commission suisse Pro Deo, 12 mars 1934. EIA 901.

Pour ne rien arranger, un article du secrétaire de l'Association suisse pour la SDN, Ernst Spühler, paraît dans le bulletin de l'association, *La Société des nations*, du 1^{er} août 1934. Il laisse entendre qu'Aubert est sous l'influence du magnat du pétrole Sir Henri Deterding et que ce lien diminue d'autant la portée des appels enflammés qu'il adresse à la conscience chrétienne que la valeur de ses communiqués sur l'URSS. Aubert menace de porter l'affaire devant les tribunaux. Sa lettre est publiée dans le *Bulletin* en question du 15 septembre 1934, avec une lettre d'excuses de Spühler et de la rédaction⁸⁸⁷.

Le comité financier de l'Entente s'évertuera en vain à dire en octobre 1934:

« Sur l'initiative de membres du Bureau Permanent, une Commission spéciale dite « Pro Deo » s'est constituée en Suisse pour attirer l'attention des milieux religieux sur l'action anti-religieuse bolchevique. Cette Commission ne fait pas partie de notre Entente, mais c'est principalement au moyen des documents de nos archives et avec l'aide de spécialistes du Bureau Permanent, qu'elle a pu organiser et faire voyager en Suisse l'Exposition sur les sans-Dieu. »⁸⁸⁸

Mais bientôt Pro Deo est désavouée au sein même du protestantisme suisse. En novembre 1935, alors que les expositions se poursuivent çà et là en Suisse allemande, des critiques sont émises contre Pro Deo dans *La Semaine religieuse de Genève* (protestante) du 16 novembre 1935. Le compte rendu d'une séance de l'Association suisse de mission intérieure et de bienfaisance chrétienne donne à comprendre que l'inspiration et les accointances de Pro Deo avec la politique y sont vertement critiquées. Le Fort s'en ouvre au pasteur Alphonse Koechlin (président de ladite association, à Bâle) ainsi qu'au pasteur Louis Valette, directeur de la *Semaine religieuse*, pour exiger que les personnes qui ont porté ces accusations se manifestent clairement pour en débattre⁸⁸⁹.

886. (Note de la p. 290.) Lettre de Lodyginsky au professeur de Chastonay, SJ, 14 août 1934. EIA, Suisse général 1934.

887. Correspondance sur cette affaire entre Aubert, son avocat Pierre Rochat, le Bulletin et Spühler. EIA, Suisse général 1934-1935.

888. Lettre [circulaire] du Comité financier de l'EICTI/Comité de patronage de l'ASAE du 11 octobre 1934. EIA, BP 1931-1935.

889. Lettres de [Le Fort] au pasteur Alphonse Koechlin et au pasteur L. Valette, 19 novembre 1935. EIA 901.

Clamant la pureté des intentions de Pro Deo et son absence d'arrière-pensées, Le Fort indique comme garantie que presque toutes les expositions sur les sans-Dieu organisées en Suisse ont été patronnées par les autorités ecclésiastiques locales. Les Églises n'auraient en aucun cas pu encourager une entreprise politique, s'écrit-il. Il est dès lors inadmissible, puisque Pro Deo est d'inspiration résolument religieuse, que des pasteurs la calomnient.

Ce n'est que lors de son montage à l'étranger que le contenu politique de l'exposition pourra s'exprimer plus librement.

COMMENT EXPORTER (ET RECYCLER) UNE EXPOSITION

En parallèle de son parcours en Suisse, l'exposition va voyager en Grande-Bretagne, en France et en Yougoslavie. Des démarches sont entreprises pour la monter en Espagne et aux États-Unis, sans succès. L'opération n'est pas gratuite. Le BP demande 1000 francs suisses ou 5000 francs français, pour lui permettre de préparer un nouvel exemplaire de l'exposition à exporter. Le support et le personnel logistiques nécessaires pour préparer l'arrivée de l'exposition, en faire la publicité et en assurer le bon déroulement comprend un comité d'organisation, un commissaire d'exposition, des gardiens d'exposition, des cartons d'invitation et une ou plusieurs pièces dans un appartement privé.

À Londres, Aubert fait appel à la duchesse d'Atholl et à des proches du CPC. Mais le comité en lui-même, en tant qu'organisation à but religieux, ne doit pas selon Aubert être sollicité pour patronner l'événement, dans la mesure où du matériel sur le bolchevisme dans les colonies est ajouté aux documents exposés, donnant une tonalité plus politique à l'initiative⁸⁹⁰. Signe de ce changement assumé, c'est Aubert et non un membre du bureau de Pro Deo qui entreprend les démarches et se rend à Londres pour les préparatifs. L'exposition londonienne démarre le 7 mai 1934 et dure un mois. André Kourakine est dépêché sur place comme commissaire. Mais le succès n'est pas au rendez-vous. L'affaire est en mains de laïcs qui témoignent, au goût de l'EIA, d'une trop grande passivité et d'un manque d'intérêt⁸⁹¹. De l'avis du bureau, c'est l'engagement de Waldron Smithers, le parlementaire qui s'était

890. Échange de lettres entre Aubert et la duchesse d'Atholl, mars 1934. EIA, Dominions-Londres.

891. «Rapport sur l'exposition en Angleterre» [non signé, septembre 1934]. EIA 900.

illustré dans la campagne contre les persécutions à la fin de 1929, qui sauve l'exposition de Londres. L'insuffisance numérique des visiteurs par rapport aux expositions suisse et parisienne est partiellement rachetée par des échos positifs dans la presse britannique, grâce à l'invitation lancée aux journalistes à l'inauguration.

Nombre de visiteurs en Angleterre:

Londres	8 mai-7 juin 1934	4406	
Sheffield	1 ^{er} -12 juillet 1934	2800	soit au total: 7206

Nombre de visiteurs en France:

Paris	1 ^{er} juin-16 juillet 1934	14000	
Strasbourg	2-17 février 1935	10830	
Colmar	9-17 mars 1935	7199	
Mulhouse	23-31 mars 1935	12520	
Rennes	4-8 avril 1935	3672	soit au total: 48221

Nombre de visiteurs en Irlande:

De février à mai 1935	35000
-----------------------	-------

Nombre de visiteurs en Yougoslavie:

De mai à août 1934	10000
--------------------	-------

Tableau tiré du rapport du BP à la 10^e conférence de l'EIA, juin 1935. EIA, Conférences 1934-1935.

Une tournée est prévue en province: après Londres, Sheffield, du 1^{er} au 12 juillet 1934. Malgré un comité interconfessionnel que l'on réussit à mettre sur pied pour présider l'exposition, le projet s'arrête assez brusquement dans cette ville. Les vacances estivales et un petit incident motivent la défection du comité anglais. Tout semblait pourtant bien parti aux yeux du BP. Voyant la facture du séjour de Kourakine se rallonger, il songe à placer le prince comme «secrétaire parlementaire» du conservateur Waldron Smithers pour partager les frais. Ce dernier refuse catégoriquement, sans donner de raisons précises. La lettre contenant ses motifs ne figure pas dans le fonds de l'EIA, seule une réponse d'Aubert évoque le fait que Kourakine est devenu «indésirable» en Grande-Bretagne⁸⁹².

La situation confessionnelle en Angleterre n'est pas favorable à l'exposition. Pro Deo relève que le catholicisme romain est perçu par nombre d'anglicans (à l'exception de quelques représentants de

892. Lettre d'Aubert à Smithers, 5 septembre 1934. EIA, Angleterre 1933-1935.

la High Church) comme un danger aussi grave que l'athéisme et le spiritisme. Outre ces problèmes structurels, des soucis d'intendance se sont ajoutés aux difficultés de l'exposition anglaise. Elle pâtit de l'absence de catalogues et de brochures en anglais, ainsi que de la cherté des locaux loués pour l'occasion. Les surfaces sont trop exiguës pour permettre une disposition suffisamment aérée, sans compter que certains visiteurs ne trouvent qu'avec difficulté l'entrée du bâtiment. Le bureau n'ayant pas pu réaliser de traduction de ses brochures, les organisateurs anglais sont contraints de vendre des brochures d'autres organisations sur le sujet, auxquelles ils doivent reverser les trois quarts du produit de vente. Si bien que l'exposition anglaise se retrouve rapidement déficitaire.

L'expérience semble devoir s'arrêter là. Elle sera toutefois reprise par une jeune Irlandaise des plus enthousiastes, Aileen O'Brien, qui propose de la monter à Dublin en février 1935. Mais la méfiance et les réticences du clergé sont fortes: l'archevêque de Dublin exige des garanties avant d'octroyer la permission d'ouvrir l'exposition *Pro Deo*. Aileen O'Brien est sommée de produire un certificat de bonnes mœurs, qu'elle sollicitera auprès de... M^{gr} Besson⁸⁹³. L'évêque s'exécute prestement par un télégramme recommandant vivement A. O'Brien ainsi que l'exposition sur les sans-Dieu dont il dit l'impression profonde et tout le bien qu'elle a déjà produits à Fribourg et dans les autres villes de Suisse où elle a été montée⁸⁹⁴. L'exposition aura donc lieu, mais l'écho que la jeune Irlandaise en donne est trop triomphant pour être convaincant: 1000 personnes pour les trois premiers jours; des guides obligés d'atténuer les effets produits par les documents sur les visiteurs «pour ne pas provoquer un massacre général des communistes». En automne 1935, A. O'Brien annonce les progrès de l'exposition, qui aurait été montrée à Dundalk, Cork, Armagh, Waterford et Drogheda. Le bilan des visiteurs est spectaculaire (35 000!), mais l'absence de détails sur la tournée, contrastant avec ceux donnés pour la France, invite à la réserve.

En France, l'exposition se place sous les auspices de la FNC. Ouverte à Paris le 1^{er} juin 1934 sous un patronage interconfessionnel, elle rassemble, outre la FNC, la Fédération des ligues patriotiques

893. Lettre d'O'Brien à M^{gr} Besson, 1^{er} février 1935. AEF, Dossier «Pro Deo», carton D 67.

894. Lettre de M^{gr} Besson à l'archevêque de Dublin, 4 février 1935. AEF, Dossier «Pro Deo», carton D 67.

féminines et La Cause de Dürrleman. Le colonel Lainey et les époux Mygatt jouent un rôle central dans la réalisation du projet. Recommandés à Lainey par M^{gr} Baudrillart, ces riches Américains sont signalés comme susceptibles d'apporter leur concours financier⁸⁹⁵. C'est eux qui interviendront auprès de Lainey pour établir des relations entre l'EIA et la FNC⁸⁹⁶. La promotion de l'exposition se fait par un tract intitulé *L'action des sans-Dieu en URSS et dans le monde*, tract rédigé d'après un article du 16 avril 1934 de l'Institut apologétique de l'association populaire catholique suisse. L'esprit de Pro Deo est reconnaissable dans ce texte qui appelle à la fin des querelles entre chrétiens tout en précisant : « Pas d'interconfessionnalisme, mais un effort commun pour la défense de la foi. » Le tract est cependant adapté au contexte français et aux préoccupations de la FNC. Après avoir présenté un sombre tableau de la situation des simples croyants en Russie, « persécutés pour leur foi », il insiste sur le fait que l'athéisme n'est pas confiné aux frontières de l'URSS, mais qu'il est à l'œuvre jusque « dans la vie nationale et publique devenue pratiquement athée ». Ce texte fait écho au combat mené par la FNC contre le laïcisme et l'école laïque, combat dont on trouve trace dans des documents présentés aux visiteurs.

L'exposition, qui dure un mois et demi, comptera 14 000 visiteurs, alors que 100 000 invitations avaient été envoyées aux institutions religieuses et sociales, tant catholiques que protestantes. Un chiffre jugé satisfaisant par Pro Deo, qui déplore cependant un manque de publicité. La presse de droite n'en parle qu'à son terme, et *L'Humanité* ne lui consacre qu'un seul article, indice à notre avis du peu de résultats de l'exposition. La vente des brochures rapporte, et la collecte pour les persécutés en Russie permet de récolter quelque 7 800 francs français.

L'exposition doit ensuite se rendre en province, grâce au réseau de la FNC qui avait déjà lancé un mouvement, au début 1934, en diffusant la brochure de M^{gr} d'Herbigny sur *Les sans-Dieu militants et la propagande mondiale du communisme*, pour susciter des conférences sur ce modèle⁸⁹⁷. Des images à projeter au cours des

895. PV du BP, 21 mars 1934. EIA, PV du BP 1934.

896. Compte rendu de la 3^e session de Pro Deo, Genève, 10-11 septembre 1934. EIA 900. Échange de lettres au sujet des Mygatt et de l'exposition à Paris, entre Lainey, Terres et Aubert, avril-mai 1934. EIA, France 1934-1936.

897. Circulaire N° 138 de la FNC à ses présidents diocésains, 3 janvier 1934. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 469, fasc. 691.

conférences sont à louer auprès du siège de la FNC à Paris. La FNC s'assure le concours de G. Maklakoff et J. Pouzyna, deux professeurs russes (convertis) à l'Institut catholique de Paris, pour donner une conférence sur le communisme en Russie et sur la propagande athée bolchevique.

En juin 1934, une circulaire aux présidents diocésains de la FNC présente l'exposition organisée, sous la présidence d'Aubert, sans toutefois mentionner le nom de Pro Deo. La Fédération encourage ses sections à la faire venir de Paris dans les villes importantes, ou à organiser des conférences avec projections, avec l'aide d'un délégué de l'EIA qui assumera la charge de secrétaire général. Sur la base des réponses des présidents diocésains, qu'elle attend pour la fin de juillet, la FNC se propose d'organiser le circuit de l'exposition en France. Mais les instructions données pour la mise sur pied de l'événement, très contraignantes et coûteuses, ont dû effrayer les sections diocésaines de la FNC :

« Il faut que l'exposition puisse durer au moins 15 jours.

Il faut un local de cinq pièces où sont placées les cinq sections de l'exposition, plus une sixième pièce où se tient le secrétaire général. Près de la sortie, il faut organiser un étalage de librairie où on vend des brochures.

À Paris le local a été offert gratuitement.

Les frais à prévoir sont :

L'installation du téléphone,

La garde de l'exposition (un gardien à l'entrée pour le contrôle des cartes, un gardien ou mieux plusieurs gardiens dans les salles, pour surveiller qu'aucun document n'est enlevé ou déchiré), on peut, dans certains cas, trouver dans certaines associations locales des gardes bénévoles. Sinon la dépense peut être de 45 à 50 fr. par garde et par jour,

Traitement du secrétaire général : 1500 fr. par mois.

La librairie peut être tenue par une personne bénévole.

Location d'une machine à écrire pour le secrétariat.

Menus frais d'installation de l'exposition.

La FNC dispose d'un certain stock (environ cinq mille) de ces catalogues qui ont été imprimés au Nouvelliste de Lyon. Ils donnent la photographie d'une très grande partie des documents de l'exposition. La FNC les livre à 875 fr. le mille, rendus franco gare.

Il faut en outre payer sur chaque exemplaire 0 fr. 50 de droit d'auteur à l'Entente de Genève.

Le prix de vente marqué sur le catalogue est de 2 fr. 50, mais à l'exposition de Paris, le catalogue est vendu 2 fr.

On peut vendre aussi en librairie la brochure de M^{gr} d'Herbigny et la Philosophie du Bolchevisme du RP Lavaud.

Deux troncs sont placés à la sortie, l'un pour couvrir les frais de l'exposition, l'autre pour les persécutés de l'URSS.»⁸⁹⁸

Les présidents diocésains de la FNC ne répondent pas à l'appel. C'est surtout le réseau alsacien de l'EIA, proche de la FNC, qui se mobilise pour une tournée dans la région. L'édition strasbourgeoise, en février 1935, est patronnée par un trinôme interconfessionnel: le jésuite Joseph Catry, l'abbé Eber de la FNC et le pasteur Stribegg. Elle se targue de 10 000 visiteurs, attirés grâce à une campagne de presse et de conférences préalable⁸⁹⁹. Le bureau de Pro Deo est enchanté. Le rapport d'activité présenté à la cinquième session, en automne 1935, indique que l'exposition a ensuite remporté un grand succès à Colmar, Mulhouse et Rennes, avant de marquer une nouvelle pause au printemps 1935. Il était prévu qu'elle redémarre en Avignon à la fin d'octobre 1935, mais le mouvement ne reprendra pas⁹⁰⁰.

Par l'entremise de la section russe de l'EIA, l'exposition voyage en Yougoslavie (Croatie et Slovénie). Elle commence par Ljubljana, du 6 au 17 juillet 1934⁹⁰¹, avant de se déplacer dans des bourgades comme Prout, Charubor et Krah, dont le petit nombre d'habitants contraint les organisateurs à limiter l'ouverture à quelques jours. Alexandre Lodygensky dresse un premier bilan partagé: un bon accueil et un succès relatif. Contrairement à la pratique dans les autres pays, l'entrée est payante (3 dinars). De plus, Lodygensky fait état de 10 000 dinars qui lui ont été donnés en avance pour monter l'exposition, et de 900 dinars reçus à titre de don. La provenance de cet argent n'est pas spécifiée. La difficulté dont il fait part, outre la taille des localités et les fréquents déplacements de l'exposition, est l'opposition toujours vivace entre

898. Circulaire N° 152 de la FNC à ses présidents diocésains, 26 juin 1934. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 469, fasc. 691.

899. Note du bureau de Pro Deo, 4^e session de Pro Deo, mars 1935. EIA 900.

900. «Rapport général du Bureau [de Pro Deo] à la 5^e session de cette commission», septembre 1935. EIA 900.

901. Rapport manuscrit non signé [A. Lodygensky]. EIA 900.

les cléricaux et les libéraux, qui ont contraint la section russe (c'est-à-dire A. Lodyginsky) à prendre quelque fois la responsabilité de l'exposition à la place des organisations catholiques locales.

La reprise de l'exposition après la pause estivale de 1934 est marquée par un deuil national. L'assassinat du roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie à Marseille par des terroristes croates, le 9 octobre 1934, la contraint à fermer ses portes⁹⁰². Elle recommence à circuler en février 1935 en Slovénie et en Croatie, où elle aurait totalisé quelque 11 000 visiteurs. À Zagreb, elle remporte un grand succès (6000 visiteurs en six jours), qui motive la création d'un secrétariat et d'une commission « nationale » Pro Deo en Yougoslavie. Le procédé est inhabituel en regard des autres pays, où la création d'une commission ad hoc précède l'exposition. Cette étrangeté est un indice parmi d'autres de la particularité de l'action de Pro Deo en Yougoslavie; une action qui suit ses propres règles, et qui est plus difficile à cerner faute de sources. Une des grandes différences qu'elle présente est le concours presque exclusif de l'émigration russe. Il est probable que le contenu de l'exposition balkanique soit sensiblement différent que celui des exemplaires occidentaux. Le concours de l'Antikomintern, qui envoie son fonctionnaire responsable des Balkans, Adalbert Kungel⁹⁰³ pour les besoins de l'exposition, laisse penser que de la propagande antisémite aurait pu s'y glisser. L'influence de Berlin se fera par ailleurs plus pénétrante dans la section russe en Yougoslavie à partir de 1935⁹⁰⁴.

En Belgique, entre 1936 et 1938, l'exposition semble avoir été animée d'une vie propre. Traduite en flamand, couronnée d'un titre, « Pour ou contre Dieu », qui rappelle l'encyclique de 1932, elle a été montée et remontée une vingtaine de fois par la commission Pro Deo belge dans diverses villes (Namur, Anvers, Turnhout, Gand, Liège, etc.)⁹⁰⁵. Le compte rendu qui en est fait emprunte au ton triomphaliste d'A. O'Brien ou des Genevois à propos de

902. Note du bureau de Pro Deo, 4^e session de Pro Deo, mars 1935. EIA 900.

903. Adalbert Kungel est né en 1911 à Panschow, en Yougoslavie; de nationalité yougoslave, réfugié politique en Autriche, puis en Allemagne. Entré au NSDAP le 5 mars 1933 sous le numéro 1.524.996 dans le *Gau* de Graz en Autriche. BArch, NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938). Dossier de Kungel au NSDAP, BArch, PK (ehem. BDC), G 387, Bilder 1128-1192.

904. «Protokoll der ersten Vertraulichen Internationalen Antikommunistischen Konferenz in Feldafing bei München, vom 4. bis 10. November 1936». PA AA, Inland IIg, R 100722.

905. «Rapport de l'activité du comité [belge de] Pro Deo», Bruxelles: Éditions de la COPAC, octobre 1938. EIA, 898, Coupures Pro Deo.

l'exposition en Irlande et en Suisse: franc succès, nombreux visiteurs, tentatives de chahut, voire de destruction par des visiteurs indésirables (des communistes). Le comité belge, composé en majorité de représentants de l'aristocratie, insiste sur le fait que 80% des visiteurs provenaient des milieux ouvriers et de la petite bourgeoisie.

En plus des jésuites, des dominicains prêtent main-forte à la campagne autour des expositions. Une audience nombreuse (800 personnes) s'est pressée pour écouter le Père Sertillanges OP, venu de France à Anvers pour traiter de la question «Y a-t-il des sans-Dieu?». Les dominicains Neiryck, van Rooy et Draime ont discoursé à Liège, lors de meetings au tournant de l'année 1936 et 1937. Aux yeux de la Pro Deo belge, l'encyclique de 1937 contre le communisme donne un supplément de sens à cette action, qu'elle entend poursuivre de plus belle, dans ce qui prend toutes les allures d'une croisade. Le terme d'«offensive» est du reste souvent employé par cette commission.

Au début de l'année 1938, la question de la mise à jour de l'exposition surgit. Le RP A. Van Rooy, dominicain, collaborateur de Spiltoir, se propose de la faire revivre dans le cadre de la COPAC (Concentration de la propagande anticommuniste, une initiative de la SEPES au niveau de la presse), dont la section belge de Pro Deo est membre⁹⁰⁶. Von Rooy s'enquiert de matériel nouveau auprès de Lodyginsky, y compris de matériel anticommuniste non exclusivement «religieux». La frontière entre politique et religieux est donc totalement effacée, il n'y a pas (ou plus) de tabou à ce sujet. Lodyginsky, agréablement surpris d'apprendre que l'exposition tourne encore, légitime l'emploi de documents parfois datés, manquant d'actualité: il suffit, selon lui, de donner à l'exposition le caractère d'une rétrospective: «bilan de vingt années d'expérience communiste en Russie et dans le monde». Le procédé imaginé pour compléter les deux ou trois dernières années est stupéfiant de simplicité. Il s'agit d'agrandir les photographies et la liste des périodiques antireligieux figurant dans le volume *Union mondiale des Libres penseurs*, qui vient de paraître à Bruxelles. Si cette mesure semble insuffisante à von Rooy, Lodyginsky se propose de lui faire parvenir quelques documents supplémentaires.

906. Lettre du RP A. von Rooy à Lodyginsky, 18 janvier 1938. EIA, Belgique 1936-1942.

Cette manière de prendre l'ennemi au pied de la lettre, sans enquête, sans effort de synthèse, semble témoigner d'une baisse de l'intérêt effectif du BP à l'égard de l'action des sans-Dieu en URSS et dans le monde. Il faut dire que cette action a bien perdu de son actualité en 1938. L'EIA entend faire feu de tout bois, même de bois mort.

QUATRIÈME PARTIE

L'EIA ET PRO DEO

ENTRE CONTRADICTIONS INTERNES ET EXTERNES

La croisade diplomatique, politique et religieuse de l'EIA et de Pro Deo à partir de 1933 engage des correspondants d'horizons distincts et se focalise sur des objets spécifiques : d'une part, l'organisation d'un congrès mondial anticommuniste chapeauté par l'EIA en collaboration avec son nouveau partenaire allemand, l'Antikomintern ; d'autre part, la lutte contre l'admission de l'URSS à la SDN – dans laquelle l'exposition sur les sans-Dieu étudiée plus haut n'est qu'un aspect –, qui sera suivie de plusieurs offensives après l'échec de la campagne. Malgré une opposition unanime contre l'antifascisme et les Fronts populaires, les perspectives et les objectifs divergent entre les jésuites, les pasteurs, le bureau de Pro Deo, l'Antikomintern et ses « produits dérivés ». Nous nous attachons ici à présenter les contextes dans lesquels évoluent ces acteurs pour mieux mettre en avant la difficulté que représente, tant pour l'EIA que pour Pro Deo, la coordination des actions envisagées en présence d'éléments aussi hétérogènes. L'Entente et la commission, enfoncées dans leur discours défensif et moralisateur, sont aux prises avec des contradictions croissantes, qui atteindront leur paroxysme face aux événements de la Seconde Guerre mondiale.

UN NOUVEAU POINT D'APPUI EN ALLEMAGNE: L'ANTIKOMINTERN

L'Allemagne est dans la lorgnette des anticommunistes européens dès la fin de la Première Guerre mondiale. L'avènement de Hitler fait du pays un pôle d'attraction pour les organisations spécialisées dans la lutte anticommuniste, pleines d'espoirs, voire d'appétits. Mais, dans un premier temps, il place l'EIA dans une situation paradoxale en réduisant à néant les relations qu'elle a péniblement réussi à nouer au tournant des années 1930.

Les anticommunistes attendent du régime qu'il procède à une épuration, telle celle de Mussolini en Italie, qu'il mette un point final à la politique de Rapallo et assume son rôle historique de rempart contre le bolchevisme. Le gouvernement nazi, quant à lui, voit dans l'anticommunisme un tremplin de promotion des idées nationales-socialistes à l'étranger⁹⁰⁷. Si le mot d'ordre du ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, «*erst reinigen, dann einigen*» («assainir d'abord, unir ensuite»), connaît une réalisation énergique sur le plan intérieur, par une propagande haineuse et diffamatoire à l'encontre des communistes, il cherche également à trouver un corollaire («*einigen*») en politique extérieure. Cette manœuvre d'approche est d'autant plus délicate que, dès le printemps 1933, le régime met en sourdine le thème de l'anticommunisme pour ménager le grand pays qui, malgré tout, demeure son partenaire depuis Rapallo⁹⁰⁸.

907. Daniel Bourgeois, *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933-1941*, Neuchâtel: La Baconnière, 1974, p. 24.

908. Helmut Michels, *Ideologie und Propaganda. Die Rolle von Joseph Goebbels in der nationalsozialistischen Aussenpolitik bis 1939*, Francfort/Berlin/Berne/New York/Paris/Vienne: Peter Lang, 1992, p. 249.

L'EIA FACE AU NOUVEAU RÉGIME

L'Entente n'a guère réussi à percer dans les milieux du pouvoir sous Weimar. La situation va progresser pour elle sous le nouveau régime, bien qu'elle ne dispose au départ d'aucun contact direct avec les organisations nazies. Du reste, sa perception de cette force politique est marquée à l'origine par la méfiance, à l'instar de nombre de ses correspondants. En novembre 1930, par exemple, un rapport du BP sur l'Allemagne semble faire siennes les craintes de ses informateurs qui redoutent une éventuelle dissolution du Reichstag et de nouvelles élections qui signifieraient le succès des partisans de Hitler et donneraient peut-être lieu à «une dictature à plusieurs têtes»⁹⁰⁹.

Mais, quelques mois après l'arrivée au pouvoir du nazisme, l'EIA s'enthousiasme. À son instigation, en mars 1933, Lucien Cramer rédige «Le coup de balai», en réaction à un article publié le 3 mars dans le *Journal de Genève*, que l'on ne saurait pourtant qualifier de critique à l'égard de Hitler⁹¹⁰. Le texte de Cramer sur le nouveau chancelier et son action est dithyrambique, à peine atténué par quelques craintes de débordement :

«Il y a tout lieu de féliciter chaudement le nouvel élu allemand des mesures énergiques que, premier des chefs de gouvernements, il a eu le courage d'appliquer au mal qui ronge l'Europe. [...] Hitler accomplit en ce moment une œuvre de salut public qui n'a que trop tardé, mais qui ne portera ses fruits que dans la mesure où cet homme courageux autant qu'ardent saura se contenir dans les justes limites et ne pas compromettre par des gestes malencontreux le résultat auquel il tend en ce moment.»⁹¹¹

Cramer forme l'espoir que Hitler travaillera «au rapprochement des nations pour opposer au front commun qui se forme actuellement entre socialistes et communistes, celui de tous les hommes qui désirent le maintien de l'ordre et de la civilisation». Ce qu'il entend par «gestes malencontreux» n'est pas très clair. Les excellentes impressions ramenées par Le Fort de son voyage à Berlin le mois suivant apaiseront toutes ces craintes, qui ne semblent pas

909. «Dossier Alvensleben», EIA, Allemagne 1930-1932.

910. «La dictature hitlérienne», *Journal de Genève*, 3 mars 1933.

911. Lucien Cramer, «Le coup de balai», 9 mars 1933. EIA, Conférences 1932-1933. Publié dans *L'Action nationale* du 11 mars 1933.

concerner le sort réservé aux juifs⁹¹². Toutes les personnes rencontrées par Le Fort sont très favorables au gouvernement, et « tous concordent sur Hitler: extrêmement sage, mesuré, pas agressif dans ses attitudes et ses propos, toujours maître de lui-même ». Même le professeur Il'in est revenu de ses réticences. Le Fort indique que les Allemands ressentent « un sentiment de soulagement », de délivrance à la suite des mesures antijuives. « De nouvelles mesures législatives ont été prises qui s'imposaient et étaient nécessaires, et qui sont saluées avec beaucoup d'approbation. Ces mesures n'atteignent toutefois pas les Juifs établis avant 1914, qui ont pris part ou souffert de la guerre. » Le Fort a notamment pris contact avec l'Office de lutte contre le communisme du gouvernement hitlérien à Berlin, ainsi qu'avec un fonctionnaire du service juridique du NSDAP, Karl-Albert Coulon⁹¹³. Ce jeune homme, docteur en droit, est l'« un des chefs de la police politique du parti », membre de la SS et « chargé spécialement de la surveillance des agents du Komintern »⁹¹⁴. Très intéressé par les informations du BP sur les agents du Komintern, Coulon aimerait rencontrer Lodyginsky et entretenir des rapports officiels avec le Bureau. Il suggère à l'EIA d'entrer en rapport avec le gouvernement nazi, en s'adressant directement « en haut » : et de suggérer Wilhelm Frick (ministre de l'Intérieur) et Alfred Rosenberg (APA du NSDAP). Ce contact avec un membre subalterne de la SS est toutefois anecdotique et révèle les erreurs d'appréciation du BP à l'égard de certains de ses interlocuteurs.

L'ANTIKOMINTERN

Le principal contact de l'EIA en Allemagne est l'Antikomintern ; son rôle sera décisif et poussera l'Entente – ainsi que Pro Deo – dans certains retranchements et contradictions⁹¹⁵. De son vrai

912. « Réunion du Bureau Permanent le 23 mai [1933], chez M. René Hentsch à Chougnay, 6 h. du soir ». EIA, PV du BP 1933.

913. Karl-Albert Coulon, né en 1906 à Blankenese, en Allemagne, dans une famille d'origine huguenote. Doctorat en droit à Göttingen en 1932. Membre du NSADAP depuis 1926, de la SA de 1925 à 1927, de 1931 à 1932, et de la SS de 1932 à 1933. Les appréciations des examinateurs pour son entrée dans l'administration sont assez mauvaises. Ses états de services sont toutefois très bons et d'excellentes lettres de recommandation accompagneront chaque étape de sa carrière jusqu'à son accession à la fonction d'*Oberregierungsrat* en 1941. Dossiers Karl-Albert Coulon, *Regierungsrat im Reichsdienst*. BArch, (R 1501) dossiers ZA VI 144 A.1. et ZA VI 124 A.7.

914. « Note pour le travail avril-mai [1933]. » EIA, PV du BP, 1933.

nom Gesamtverband deutscher antikommunistischer Vereinigungen (Association générale des groupements anticommunistes allemands), l'Antikomintern est fondé en été 1933 grâce aux subventions du Ministère de la propagande (ProMi), qui veille jalousement à la discrétion de ses liens avec l'Antikomintern aux yeux d'entreprises privées qui comptent l'association parmi leurs clients, et même de certaines instances gouvernementales⁹¹⁶. Officiellement, il s'agit d'une organisation inscrite au registre des associations privées (« eingetragener Verein », e. V.), regroupant les ligues anticommunistes allemandes. Même le Bund zum Schutz der abendländischen Kultur figure un temps sur la liste officielle de ses membres, avant d'en être formellement exclu après la nuit des longs couteaux⁹¹⁷. Mais derrière cette vitrine se cache en réalité une entreprise de propagande essentiellement tournée vers l'étranger, dont le but, comme l'a déjà relevé Daniel Bourgeois, est de « faire pénétrer les conceptions nationales-socialistes dans certains milieux conservateurs en utilisant le biais de l'anticommunisme »⁹¹⁸. Walter Laqueur indique lui aussi que son objectif n'est pas de dénoncer l'Union soviétique, mais de gagner la sympathie des pays occidentaux au nazisme⁹¹⁹. La mission de l'Antikomintern, telle que définie par l'APA du NSDAP, est de : « [mettre] en évidence [le] travail de sape de l'Internationale communiste, rendre l'opinion publique mondiale attentive au grand danger de la propagande communiste qui est dirigée par Moscou [...] ». L'APA spécifie que, par le biais

915. (Note de la p. 305.) Les relations entre l'Antikomintern et l'EIA ont déjà été étudiées par Daniel Bourgeois, *Le Troisième Reich et la Suisse 1933-1941*, Neuchâtel : La Baconnière, 1974, pp. 24-27. Les archives allemandes ayant connu depuis la réunification toute une série de bouleversements et de rapatriements (notamment d'ex-URSS, de Grande-Bretagne et des États-Unis), nous avons pris le parti de refaire le parcours de D. Bourgeois dans les archives. Les changements de cotes et d'emplacements des fonds concernant l'Antikomintern (maintenant presque tous centralisés à Lichterfelde) rendent très difficile la comparaison des fonds auxquels il a pu avoir accès et ceux que nous avons vus. Les documents que nous avons découverts, parmi lesquels tous n'étaient apparemment pas disponibles à l'époque de ses recherches, n'ont fait que confirmer la pertinence de sa synthèse et de ses intuitions sur les relations EIA-Antikomintern.

916. Tout un dossier, au Bundesarchiv, prouve le rapport de dépendance et de soumission financière et idéologique de l'Antikomintern au ProMi. BArch, R 55/369 Antikomintern. Rechnungsprüfung, Abkommen mit dem Nibelungen Verlag 1934, Geschäftsverteilung des Antikomintern und der Antijüdischen Aktion 1943.

917. Lettre d'Ehrt à l'APA du NSDAP, 13 juillet 1934. BArch, NS 43/17, Bd. 1 (1933-1936). Cette lettre informe laconiquement l'APA que le Bund est exclu de l'Antikomintern avec effet immédiat, avec deux autres organisations (la Liga zum Abwehr des Bolschewismus et le Russisch-Deutscher Klub).

918. Daniel Bourgeois, *op. cit.*, p. 24.

919. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 176.

détourné de cette organisation au service de l'anticommunisme, l'Allemagne doit s'assurer des alliés⁹²⁰.

La question qui traverse tout ce chapitre est celle de la participation effective de l'EIA et de Lodygensky en particulier au projet de l'Antikomintern. Que savent-ils au juste de cette officine et de ses buts, et dans quelle mesure y adhèrent-ils?

ENTRE MILIEUX ÉVANGÉLIQUES ET PARTI NAZI: ADOLF EHRT

L'entrée de l'EIA dans la nouvelle Allemagne est de nature politico-religieuse, comme elle l'a été sous Weimar avec le Bund. Lors du voyage de Lodygensky à Berlin en septembre 1932, le professeur Il'in l'introduit auprès d'un homme avec qui une collaboration poussée va s'instaurer: Adolf Ehrt (1902-1975)⁹²¹. Cet Allemand de Russie, né à Saratov et dont le père avait été consul à Kiev, est le directeur de la section information de l'Evangelischer Pressedienst⁹²². Sa spécialisation dans la lutte contre les sans-Dieu et le bolchevisme en fait un correspondant idéal⁹²³. Le contact avec Il'in et Lodygensky est d'autant plus aisé qu'en plus d'être farouchement anticommuniste – il a vécu en Russie la période de la Révolution –, Ehrt est russophile et maîtrise parfaitement la langue. Sa thèse de doctorat, qu'il publie en 1931, porte sur l'histoire des colons allemands mennonites en Russie⁹²⁴, dont il défendra la cause dans la brochure *Brüder in Not* que nous avons déjà évoquée. Ehrt sera présent à la deuxième session de Pro Deo et lors de l'inauguration de l'exposition pour présenter les méthodes des sans-Dieu en Allemagne, ainsi qu'enjoindre les participants à réagir dans leurs pays respectifs afin d'éviter qu'une situation semblable à celle de l'Allemagne en 1932 ne s'y développe⁹²⁵.

920. Cité et traduit par Daniel Bourgeois, *op. cit.*, p. 24.

921. BArch, RK (ancien BDC)/RSK II, I 92 (microfilm), Bild 1417: Dossier d'Adolf Ehrt à la Reichskulturkammer.

922. *Evangelischer Pressverband für Deutschland (Gesamtverband der deutschen evangelischen Pressverbände)*, dirigé par le professeur Hinderer, membre de Life and Work.

923. Ehrt est en effet l'auteur, dans la collection Die Notreihe sur le bolchevisme, de *Das Kollektiv der Gottlosen* (un article dans l'ouvrage collectif qu'il dirige: *Notbuch der russischen Christenheit*, Berlin: Eckart, 1930) et, sous le pseudonyme de Carl Cramer, *Ein deutscher Todesweg*, documents sur la destruction économique, culturelle et spirituelle des Allemands en Union soviétique, Berlin, 1930.

924. Lettre de Rosenberg au Parteigenosse Reichsschatzmeister Schwartz (Munich, Braunes Haus), 16 janvier 1935. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

925. «Compte rendu de la II^e session de la Commission «Pour Dieu» tenue à Genève les 4 et 5 janvier 1934». BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

Le service de presse où travaille Ehrh est étroitement lié à la maison d'édition protestante Eckart, qui publie une collection spécialisée dans la lutte contre les sans-Dieu et le bolchevisme, Die Notreihe. Elle comporte une douzaine d'ouvrages entre 1930 et 1934. Il'in est l'auteur de trois d'entre eux, Ehrh de deux, ainsi que d'un essai sur la bolchevisation de l'Allemagne qu'il écrit en collaboration avec Il'in (sous un nom d'emprunt), en 1932⁹²⁶. Ce collectif propose selon Lodyginsky un « programme positif [pour] une résurrection religieuse et morale »⁹²⁷. Le travail d'information d'Eckart et du service de presse, fort semblable à celui de l'EIA, consiste à publier et diffuser des brochures dans des milieux fort divers : gouvernement, armée, organisations féminines, pasteurs. Ils organisent également des cours antibolcheviques.

Mais il y a plus : Ehrh est membre du NSDAP depuis le mois de décembre 1931. Au sein de la section Schillerpark de Berlin, il occupe même la fonction de responsable de cellule (*Zellenobmann*), qu'il remplit avec beaucoup de zèle si l'on en croit ses états de service⁹²⁸. Quelques semaines après son entrée au parti, les responsables l'Evangelische Pressedienst découvrent cette double affiliation et placent Ehrh devant une alternative : sortir du NSDAP ou démissionner de son poste. D'après des déclarations ultérieures d'Alfred Rosenberg, le parti aurait jugé alors utile pour la cause qu'Ehrh poursuive ses activités contre le marxisme au sein de l'Église⁹²⁹. De son côté, Ehrh attribue beaucoup d'importance à son appartenance au NSDAP. Il passe un accord avec la direction locale du parti, pour que son vrai nom soit retiré des listes et remplacé par un nom d'emprunt. Les responsables de la cellule locale acceptent le principe, mais négligent de modifier sa carte de membre, mettant encore une fois Ehrh en difficulté face à son Église, jusqu'en novembre 1932 où il reçoit sa nouvelle carte, au nom de Karsten (inspiré du nom de jeune fille de son épouse, Margareth Karstens). C'était compter sans le changement de régime qui survient deux mois plus tard. Depuis lors, Ehrh va tenter

926. *Entfesselung der Unterwelt: ein Querschnitt durch die Bolschewisierung Deutschlands*, par Adolf Ehrh et Julius Schweickert (pseudonyme d'Il'in), Berlin : Eckart, 1932.

927. Rapport du D^r L. [Lodyginsky] sur son voyage en Tchécoslovaquie, Pologne et Allemagne. Septembre 1932. EIA, PV du BP 1932.

928. Attestation de la Gauleitung Gross-Berlin, Kreisleitung VI, Ortsgruppe Regberge, signée Köhn, 16 octobre 1935. BArch, NS 43/18, Bd : 2 (1934-1938).

929. Lettre de Rosenberg au Parteigenosse Reichsschatzmeister Schwartz (Munich, Braunes Haus), 16 janvier 1935. BArch, NS 43/17, Bd : 1 (1933-1936).

de se faire réintégrer dans le parti sous son vrai nom. Entre mai et novembre 1934, il y travaille d'arrache-pied, mais se voit opposer des refus catégoriques invoquant toujours la même raison : l'appartenance au parti sous un faux nom n'est pas admissible⁹³⁰. Le 3 octobre 1934, une communication officielle du parti paraît dans le *Völkischer Beobachter* qui accroît son désarroi : vraisemblablement pour remédier à l'afflux d'opportunistes, une *Mitgliedersperre* est décrétée, qui signifie l'impossibilité stricte et jusqu'à nouvel ordre pour tout nouvel aspirant d'entrer au parti, ou pour d'anciens membres d'y revenir. Après avoir frappé en vain à la porte de la direction générale du parti à Munich, et à celle de la direction de son *Gau* local du grand Berlin, Ehrh se tourne vers Alfred Rosenberg, qui accepte d'intercéder en sa faveur. Deux lettres de prières insistantes et de chaudes recommandations – où Rosenberg vante à l'envi les qualités d'Ehrh et les services rendus à la cause du national-socialisme – suffisent de justesse à le faire réintégrer⁹³¹.

Nous insistons car les Mémoires de Lodyginsky présentent une autre vision des choses : Rosenberg soutient efficacement Ehrh. Ce soutien a peut-être ses limites et il n'est pas impossible que la très chaleureuse recommandation de l'office Rosenberg pour la candidature d'Ehrh à un autre poste soit motivée par l'envie de le voir quitter l'Antikomintern. En 1935, en effet, la postulation d'Ehrh à une charge d'enseignement sur le marxisme, le bolchevisme et les « problèmes est-européens » à l'Université de Berlin est fortement appuyée par l'office Rosenberg auprès du Ministère des sciences et de l'éducation. La lettre de recommandation ne tarit pas d'éloges sur Ehrh, glorifiant son rôle dans la lutte contre le communisme en Allemagne et le présentant comme l'un des principaux spécialistes du marxisme et du bolchevisme, dont la renommée dépasse les

930. Lettre de l'*Oberstes Parteigericht* I. Kammer, *Reichsleitung* du NSDAP, Munich, à Ehrh, 2 mai 1934, et lettre de la *Gauleitung* Gross-Berlin du NSDAP, à Ehrh, 26 novembre 1934. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936)

931. Lettre de Rosenberg à Buch, 18 octobre 1934. BArch, OPGNA (ehem. BDC), A 0010. Lettre de Rosenberg au Parteigenosse Reichsschatzmeister Schwartz (Munich, Braunes Haus), 16 janvier 1935. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936). Deux semaines plus tard, le Reichsschatzmeister Schwartz accepte de réintégrer Ehrh dans le parti, à la condition, écrit-il, que la direction du *Gau* à laquelle Ehrh était rattaché n'y soit pas opposée. (Lettre de Schwartz à la *Gauleitung* Gross-Berlin du NSDAP, 1^{er} février 1935. BArch, OPGNA (ancien BDC), A 0010.) La réponse de cette dernière ne figure pas au dossier, mais une attestation ultérieure en sa faveur révèle qu'Ehrh a bien été réintégré au NSDAP. Attestation de la *Gauleitung* Gross-Berlin, *Kreisleitung* VI, *Ortsgruppe* Regberge, signée Köhn, 16 octobre 1935. BArch, NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938).

frontières du Reich⁹³². Il insiste sur le fait que le combat d'Ehrt a toujours respecté l'esprit et la lettre du national-socialisme, ce qui n'est pas un vain compliment venant de l'un de ses principaux théoriciens. La lettre se termine sur une manière de reproche: au regard du fait que ni les questions de l'Europe de l'Est ni la défense de la conception historique du national-socialisme à ce propos n'ont encore été l'objet d'une attention déterminée de la part de l'université, la nomination du Dr Ehrt serait une tâche urgente. De cette manière, conclut-elle, l'université contribuerait à l'effort du national-socialisme tant du point de vue scientifique que du point de vue de la *Weltanschauung*. L'université se montrera prête à l'accueillir, mais Ehrt ne remplira pas l'exigence de l'habilitation.

Si la plupart des écrits d'Ehrt peuvent être considérés comme «conformes» à l'idéologie nazie⁹³³, il en est toutefois un qui pose problème. *Totale Krise, totale Revolution*, publié dans Die Notreihe en mars 1933 – la date semble importante – comporte de nombreux éléments qui sont non seulement contraires au nazisme, mais qui le remettent implicitement en question. Un passage au cœur du livre (pp. 30-36) est très critique à l'égard du dogme de la race, décrit comme une fiction, et de certains mouvements représentatifs de ce qu'il nomme le «*völkischer Nationalismus*»⁹³⁴. Le ton général n'est toutefois pas offensif et l'on ne saurait parler d'une opposition ferme. L'auteur se contente le plus souvent de citations, censées parler d'elles-mêmes, laissant au lecteur le soin d'en tirer ses propres conclusions. En regard, la référence au christianisme comme à un système de valeurs incontournable est claire.

Passé apparemment inaperçu tant au sein du ProMi qu'au sein de l'APA du NSDAP, cet ouvrage sera l'objet d'une dénonciation tardive (septembre 1936) auprès de l'office Rosenberg par un de ses fonctionnaires, Albrecht Düren⁹³⁵. Les longs extraits cités

932. Lettre du Stabsleiter, Beauftragter des Führers für die gesamte geistige und weltanschauliche Erziehung der NSDAP [Herr Urban] au Ministerialdirektor Vahlen, Reichministerium für Wissenschaft, Erziehung, Volksbildung, 1^{er} février 1935. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

933. Des publications d'Ehrt, tels *Bewaffneter Aufstand!* (Berlin, 1933) traduit en 6 langues, et *Terror: Die Blutchronik des Marxismus in Deutschland* (Berlin et Leipzig, 1934), sont en adéquation parfaite avec la ligne idéologique du NSDAP.

934. Adolf Ehrt, *Totale Krise, Totale Revolution? Die Schwarze Front des völkischen Nationalismus*, Berlin: Eckart, «Die Notreihe» (Heft 11), mars 1933.

935. *Totale Krise - Totale Revolution?*, signé Albrecht Düren, 29 septembre 1936. BArch, NS 43/18.

assortis de diatribes visent à montrer Ehrh comme un « hérétique ». Pour Düren, la comparaison avec les écrits ultérieurs d'Ehrh (conformes, eux, à l'orthodoxie nazie) n'en est pas moins accablante pour lui : un tel virage idéologique le fait apparaître comme une personnalité très peu fiable. Walter Laqueur soutient que cette attaque en provenance de l'APA aurait été à l'origine d'une réplique cinglante de Goebbels, qui aurait interdit pendant quelque temps toute relation de son personnel avec celui de l'APA du NSDAP⁹³⁶. La charge ne provient pas de Rosenberg, mais de ses subalternes. Elle témoigne plus de l'existence de rivalités entre les cadres intermédiaires de l'Administration Rosenberg et du ProMi que d'un réel souci de défense du dogme nazi. Elle ne sera toutefois pas sans conséquence, nous y reviendrons.

Si Ehrh ose des critiques au début de 1933, il ne réitère pas l'exercice, multipliant au contraire les signes d'adhésion au régime. Il n'hésite pas à signer l'introduction de *Sowjetforschung*, une brochure résolument antisémite rédigée par son assistant, Hermann Greife⁹³⁷. Le pamphlet – car c'en est un – décrie l'ancienne génération des *Russlandkenner* que Goebbels et Rosenberg se sont employés à purger, dès le début de l'année 1935, de toutes ses influences marxistes, libérales, juives et maçonniques. Greife s'est personnellement impliqué dans la chasse aux « cryptocommunistes », en particulier dans le personnel de la revue *Osteuropa* dirigée par le professeur Otto Hoetzsch. L'introduction d'Ehrh est sans équivoque : *Mein Kampf* est évoqué et salué, les « alten Herren » et la vieille école de l'Ostforschung sont dénoncés (en particulier les juifs qui en forment le cœur, dit-il), pour mieux exalter la nouvelle *Sowjetforschung* sous l'égide du nazisme⁹³⁸.

UN OUTIL ENTRE GOEBBELS ET ROSENBERG. ORGANISATION, PERSONNEL, HOMMES DE LIAISON ET ÉVOLUTION

L'Antikomintern, sis au cœur de Berlin⁹³⁹, est rattaché au Ministère de Joseph Goebbels, mais il est aussi lié à l'APA du NSDAP

936. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 179.

937. Hermann Greife, *Sowjetforschung*, Berlin/Leipzig : Nibelungen Verlag, 1936.

938. Walter Laqueur, *op. cit.*, pp. 179-180.

939. Pendant les premières années de son existence, l'Antikomintern est d'abord logé à l'adresse In den Zelten 9a, à Berlin. Dès 1937, il est installé à Potsdamer Strasse 17. Les bâtiments de l'officine seront détruits à la fin novembre 1943, lors d'une attaque aérienne. (Lettre de l'Abteilung Ost à l'Abteilung II du ProMi, 23 novembre 1943. BAArch, R 55/373.)

dirigé par Alfred Rosenberg. Leur mésentente est connue. Selon Jay W. Baird, les deux dignitaires nazis se sont affrontés depuis le milieu des années 1930 jusqu'à la fin de la guerre pour obtenir le monopole de la propagande, mais les récriminations de Goebbels auprès de Hitler n'auront jamais d'effet⁹⁴⁰. Ainsi, de petites modifications seront introduites dans les statuts de l'Antikomintern pour faciliter une collaboration tactique avec l'Administration Rosenberg⁹⁴¹. On ne sait, au juste, qui de Goebbels ou de Rosenberg y a le plus d'influence. Deux dossiers de l'APA du NSDAP⁹⁴² témoignent de relations étroites entre l'administration Rosenberg et l'officine, qui travaille souvent sous les ordres du responsable de l'Abteilung Ost de l'APA dirigée par un autre Allemand de Russie, Georg Leibbrandt (1899-1982)⁹⁴³. Au cours des années, d'autres dignitaires nazis vont s'intéresser de près – un peu trop au goût de Goebbels – à cette structure originale. Considérées comme des tentatives d'appropriation malhonnêtes, les démarches de Joachim von Ribbentrop (en octobre 1934) et de Walther Funk (en février-mars 1937) provoqueront l'ire de Rosenberg et de Goebbels⁹⁴⁴.

Lodyginsky, pour sa part, est informé par Il'in au début de septembre 1933, avant même sa naissance officielle, de la création de l'Antikomintern⁹⁴⁵. La fable de l'origine privée de l'officine n'a pas cours dans l'entretien, où l'implication du ProMi est clairement

940. Jay W. Baird, *The mythical world of nazi war propaganda, 1939-1945*, Minneapolis: University Press, 1974, p. 36.

941. «Auszug aus dem Schreiben von Abteilung II an Leiter Ost vom 10. April 1943.» BAArch, R 55/373.

942. BAArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936), et NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938). Ces dossiers contiennent notamment beaucoup de correspondance, d'échanges d'informations entre Georg Leibbrandt et Ehrt.

943. Georg Leibbrandt est né dans la région d'Odessa. Après des études de théologie, de philosophie et d'économie à Tübingen et à Leipzig ainsi qu'un voyage d'études à Paris, Londres, en URSS et aux États-Unis, il termine son doctorat en philosophie en 1927. Membre du NSDAP dès 1933, il devient le chef l'Ost Abteilung de l'APA du NSDAP, responsable de la propagande anticommuniste et antisoviétique. De 1941 à 1943, il est chef de la Division politique au Ministère du Reich pour les territoires occupés de l'Est (Ukraine, Caucase, Russie), division presse et culture. Cette fonction l'implique à un très haut degré dans le génocide des juifs. Deux jours après la Conférence de Wannsee, il convoque une réunion sur la définition de la notion de «juif» dans les «territoires de l'Est». Dès l'été 1943, victime d'une intrigue au sein de la SS, il est relégué dans la marine de guerre. Interné en 1945, libéré en 1949, l'enquête du tribunal de Nuremberg contre lui est suspendue en août 1950. Il décède en 1982. Informations tirées du site internet de la Maison de la Conférence de Wannsee: <http://www.ghwk.de/2006-neu/catfr6b.htm#> (consulté le 12 janvier 2007).

944. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, 16 novembre 1937, vol. 4, Munich: Saur, 2000, p. 407. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, 5 mars 1937, *ibid.*, p. 35.

945. Visite du D^r Lodyginsky au professeur I. [Il'in] à Kandersteg, 1^{er} septembre 1933. EIA, PV du BP 1933.

évoquée. Les analyses d'Il'in, à ce stade très précoce, sont très lucides sur les rivalités interministérielles qui sont déjà à l'œuvre. Il est très bien renseigné sur la menace qui pèse sur l'Ostforschung (dont les juifs ont déjà été écartés) puisqu'elle le touche également.

La véritable âme de l'Antikomintern est un fonctionnaire du ProMi, Eberhard Taubert (1907-1976). Figure notable du ministère, il est membre du NSDAP depuis 1931. Il attire l'attention de Goebbels alors qu'il est encore étudiant à Berlin et fait ses débuts comme professionnel de l'antibolchevisme. Goebbels l'engage tout d'abord dans une fonction modeste, mais Taubert ne tarde pas à gravir les échelons jusqu'à occuper le poste de directeur de l'important office Ost und Anti-Bolschewismus, ainsi que des agences qui lui seront subordonnées : Antikomintern, puis Vineta pendant la guerre⁹⁴⁶. Il est l'un des très proches collaborateurs de Goebbels, qu'il fournit souvent en documentation pour ses discours⁹⁴⁷. Willi Boelcke le décrit en outre comme l'un des principaux experts de la question juive du Ministère de la propagande⁹⁴⁸.

Goebbels a beaucoup d'estime pour Taubert (« *ein sympatischer Fanatiker* ») et juge le travail de l'Antikomintern d'une valeur inestimable⁹⁴⁹. L'officine semble fractionnée entre les couples Goebbels-Taubert et Rosenberg-Leibbrandt. Taubert et Rosenberg, en particulier, se querellent régulièrement, notamment, sur des questions d'interprétation du bolchevisme – auxquelles Goebbels dénie tout intérêt. On ne sait au juste où se situe Ehrt dans l'équation ; Taubert lui est probablement le plus favorable. Rosenberg, comme on l'a vu, lui témoigne à plusieurs reprises son soutien. Leibbrandt s'oppose à certaines de ses options et c'est avec lui que les relations sont les plus difficiles. Quant à Goebbels, il s'obstine à écorcher son nom (« Ebert ») dans ses *Tagebücher*, mais il lui est globalement favorable. Quoi qu'il en soit, ainsi qu'a pu également en juger Walter Laqueur, l'influence d'Ehrt est minime : il apparaît à tout le mieux comme un exécutant et n'est pas un décideur, si l'on en juge – comme nous le verrons – par le peu de marge de manœuvre budgétaire dont il dispose.

946. Jay W. Baird, *The mythical world of nazi war propaganda, 1939-1945*, Minneapolis: University Press, 1974, p. 21.

947. Voir Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, op. cit.

948. Willi A. Boelcke, *Kriegspropaganda, 1939-1941. Geheime Ministerkonferenzen im Reichspropagandaministerium*, Stuttgart: Deutsche Verlags-Anstalt, 1966, pp. 86-87.

949. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, 3 octobre 1935, vol. 3/I, 2005, p. 303.

Taubert est le véritable responsable de l'Antikomintern, tant aux yeux du ProMi et de l'APA du NSDAP de Rosenberg. C'est lui le concepteur de la stratégie de camouflage de l'officine en organisation privée, dont il décrit les avantages dans des souvenirs qu'il rédige après la guerre⁹⁵⁰. On cherchera du reste en vain la mention d'Adolf Ehrt dans ses souvenirs empreints de rodomontades et d'escamotages. Ainsi, comme le souligne Jay W. Baird, Taubert passe sous silence son rôle dans la création du film antisémite *Der Ewige Jude*, ainsi que tout le volet antisémite de l'action de l'Antikomintern; il attribue à son officine un éclat, une efficacité et une portée qu'elle n'a pas eus.

Pourtant, Ehrt est le président officiel de l'Antikomintern, également aux yeux de l'EIA, dont les procès-verbaux ne mentionnent le nom de Taubert qu'à partir de l'été 1937⁹⁵¹. Quant à ses collaborateurs, ce sont pour la plupart des Allemands de Russie, très jeunes, peu payés (entre 100 et 200 Reichsmark [RM] pour les mieux lotis) et au statut très instable. Les problèmes relatifs aux salaires sont fréquents, de multiples lettres de recommandation laissent entrevoir une précarité de leur emploi, apparemment objet de perpétuelles remises en question de la part du ProMi qui n'a que peu d'argent à consacrer à cette organisation de dilettantes. Ce n'est pas faute, de la part de Goebbels, de s'en préoccuper: son journal témoigne du grand prix qu'il attache au travail de l'officine, pour laquelle il ne parvient pourtant pas à dégager des fonds supplémentaires⁹⁵². En octobre 1934, les collaborateurs sont au nombre de onze⁹⁵³. La moyenne d'âge de ces hommes et femmes est d'environ 35 ans; la majorité étaient membres du NSDAP avant l'avènement de Hitler au pouvoir, certains depuis 1930. Ce critère, en plus de celui de la maîtrise du russe, semble être décisif pour tout engagement. Signe de l'emprise grandissante de l'APA du NSDAP sur l'Antikomintern, deux de ses fonctionnaires figurent bientôt sur les listes d'employés de l'officine: Alfred Gielen, bientôt rejoint par un pupille de Leibbrandt, futur successeur d'Ehrt à la présidence en 1937, Theodor Adamheit. Son investissement de longue date dans la *völkische Bewegung*, ses

950. Ces souvenirs de Taubert ont été traduits en français et publiés avec une introduction de Jay W. Baird: «L'appareil antisoviétique du ministère allemand de la propagande», *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, N° 96, 1974, pp. 19-36.

951. Voyage de M. René Hentsch à Berlin, juillet 1937. EIA, PV du BP 1937.

952. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, 3 octobre 1935, vol. 3/I, *op. cit.*, p. 388.

953. BArch, R 55/207, Dossier «Antikomintern», fiche 1.

connaissances et sa «clairvoyance politique» sont vantés par Leibbrandt qui pousse sa candidature⁹⁵⁴.

Le budget de l'Antikomintern et de ses organisations annexes est l'objet d'un contrôle sourcilieux par le ProMi⁹⁵⁵. On ne peut en aucun cas parler de largesse de la part du ministère, qui surveille de près les dépenses et critique la comptabilité. En une occasion, Ehrh répond lui-même à l'une des lettres de réclamation du ProMi. Il doit défendre la nécessité du secret des voies d'acquisition de brochures, de livres et de matériel en provenance de l'URSS destinés au service d'information et aux expositions de l'Antikomintern. Il indique que c'est grâce à ce secret que des informations sur les persécutions religieuses et sur la famine ont pu être collectées. Le voilà même contraint de rendre des comptes sur les dépenses (pourtant très raisonnables et approuvées par Taubert) liées à ce qui constitue l'essence même de l'Antikomintern : les contacts avec l'étranger. Il produit une liste des personnes avec lesquelles il s'est mis en contact à la fin de l'année 1935, discutée dans les moindres détails avec son supérieur, Taubert. Parmi elles figurent [Ewald] Ammende, le Suédois Nils von Bahr (homme de liaison pour les pays scandinaves), Miss O'Brien (représentante de Pro Deo Genève pour l'Irlande et le Mexique), le pasteur Krop, et un certain Cramer (représentant de la Presse suisse moyenne)⁹⁵⁶.

Les documents consultés montrent un réseau de correspondants subventionnés à travers l'Europe, parmi lesquels le D^r Lodyginsky figure souvent nominalement⁹⁵⁷. Les subventions, pour être peu élevées (du point de vue d'Ehrh), n'en sont pas moins extrêmement régulières : mensuelles, parfois bimensuelles. Comparé au modeste traitement d'Ehrh de 750 RM, les 150 à 400 RM alloués à l'EIA (Lodyginsky) sont comparables voire supérieurs aux salaires des

954. Lettre de Leibbrandt à la section du personnel de l'Antikomintern, 3 février 1936. BArch, NS 43/18, Bd : 2 (1934-1938).

955. Le seul budget global contenu dans les fonds est celui de l'année 1938. Il se monte à 37100,05 RM, dont 33530,96 pour l'Antikomintern, 1709,84 RM pour le RWI, 516,99 RM pour la Studien Stelle des Deutscher Rückkehrer, et de 1342,26 RM pour la DPK. BArch, R 55/370, Dossier «Antikomintern», fiche 1.

956. Lettre d'Ehrh au ProMi, *Abteilung I Vorprüfungsstelle*, 28 août 1936. BArch, R 55/369 Antikomintern.

957. La cote BArch, R 55/376 renferme une série de pièces comptables mensuelles allant de janvier 1937 à juin 1939. Malgré de nombreuses pièces manquantes (les bâtiments de l'Antikomintern ont brûlé en 1943), la continuité des subventions fait peu de doute. Certains rapports indiquent seulement «Genf» comme destinataire des virements, sans préciser «D^r Lodyginsky» comme sur la plupart des autres pièces. Il est toutefois vraisemblable que ces sommes sont toutes destinées à Lodyginsky.

employés de l'Antikomintern⁹⁵⁸. L'agence décrit du reste ouvertement Aubert et Lodyginsky comme ses hommes de liaison (*Verbindungsmänner*). Il s'agit d'une relation privilégiée, à laquelle la préférence est explicitement donnée, notamment en 1935-1936, par rapport à d'autres concurrents genevois en lice, tels Oltramare ou Servettaz. Le motif de ce choix réside dans la comparaison des sphères d'influence de chacun, et dans la volonté de ne pas déplaire ou gêner le correspondant favori: les deux outsiders sont considérés comme trop marginaux par rapport à l'EIA, à laquelle le *Journal de Genève* ouvre ses colonnes⁹⁵⁹. Jean-Marie Musy fait également partie des relations de l'Antikomintern en Suisse, mais son organisation ne semble pas avoir été subventionnée. Du reste, l'Antikomintern voit dans Aubert le véritable instigateur et inspirateur de l'action de Musy: c'est lui, ainsi que Cramer et la Presse suisse moyenne, qui assurent l'essentiel de la propagande anticommuniste en Suisse.

À la fin de 1936, dans un rapport à l'APA du NSDAP à l'AA et au ProMi, l'Antikomintern demande une augmentation substantielle des subsides à verser à l'Entente. Les motifs de l'ancienneté des contacts (en particulier avec Aubert, Georges et Wladimir Lodyginsky, Lucien Cramer et Le Fort) ainsi que l'efficacité de l'EIA sont invoqués. Cette dernière, dit le rapport, a réussi à obtenir d'excellents résultats avec un minimum de moyens fournis par Berlin – comme si l'EIA ne disposait pas de ressources par ailleurs. L'investissement vaut donc la peine, pour un rendement très bon:

«Jusque-là, l'Antikomintern n'a soutenu l'Entente qu'avec des montants mensuels insignifiants allant de 150 à 400 Reichsmark, ainsi qu'avec du matériel d'exposition, des livres, etc.»⁹⁶⁰

L'EIA est d'autant plus précieuse qu'à travers elle, la propagande allemande peut toucher des cercles qu'elle aurait difficilement pu

958. Note du *Referat II* [de l'APA du NSDAP, Gielen], 23 décembre 1936. HIA, Antikomintern collection, box 195/12.

959. Note du *Referat II* [de l'APA du NSDAP, Gielen], 1^{er} novembre 1935. HIA, Antikomintern collection, box 195/13.

960. «Die Entente wurde bisher von der Antikomintern mit nur geringfügigen Beträgen zwischen 150 und 400 Reichsmark monatlich unterstützt, darüber hinaus mit Ausstellungsmaterial, Büchern und dergl.» Note du *Referat II* [de l'APA du NSDAP, alias Gielen], 23 décembre 1936. HIA, Antikomintern collection, box 195/12.

atteindre directement, tels la France, les milieux coloniaux anglais, le Brésil et l'Argentine. « Nous transmettions via Genève une partie de notre matériel pour la campagne et la législation anticomunistes en Amérique du Sud »⁹⁶¹, confie-t-il. De tels états de service ne militent-ils pas en faveur d'un subside plus généreux ? Surtout lorsqu'il s'agit, après discussion avec le Dr Lodygensky, de mettre à exécution un projet de centrale de presse anticomuniste camouflée à Genève.

Lors d'une rencontre entre Ehrt et Lodygensky à Fribourg en Brisgau, en octobre 1936, qui doit aborder la question de l'organisation de la conférence secrète de Feldafing, Lodygensky suggère le nom de Zoubaloff pour fonder et diriger la centrale de presse en question. Elle devait fonctionner avec la collaboration de six à huit journalistes d'origines diverses, basés à Genève ; des journalistes qui ont toujours soutenu l'Entente dans la lutte, et qui se sont signalés par leurs écrits hostiles au Front populaire ainsi qu'à la propagande probolchevique et antiallemande. Selon le rapport (vraisemblablement d'Ehrt), Lodygensky aurait alors indiqué que le représentant pour l'Allemagne devrait être un Allemand de l'étranger ne possédant pas la nationalité allemande. En l'absence de compte rendu dans les archives de l'EIA, il est difficile de déterminer si telle a bien été la suggestion de Lodygensky, mais il est permis de le penser. L'agence devait faire passer des informations dans la presse quotidienne sans en signaler la provenance allemande, afin de contrebalancer l'influence des agences Tass ou Havas⁹⁶².

Une seule ombre au tableau, dont l'Antikomintern craint qu'elle ne constitue un obstacle à une décision favorable de l'APA du NSDAP concernant la substantielle subvention de 3000 RM ou 7000 francs suisses : le mode de contrôle effectif de l'Antikomintern au sein de la structure reste à discuter⁹⁶³. Pour contrer cet élément négatif, l'Antikomintern affirme que la tâche de soutenir l'Entente est d'autant plus urgente que la propagande antibolchevique pourrait devenir l'apanage du Vatican ou d'autres milieux :

961. « Wir leiteten einen Teil unseres Materials für die antikommunistische Kampagne und Gesetzgebung in Südamerika über Genf. » *Idem.*

962. Note non signée, « Betr. Freiburg », 31 octobre 1936. HIA, Antikomintern collection, Box 195/12.

963. Note du *Referat* II [de l'APA du NSDAP, Gielen], 23 décembre 1936. HIA, Antikomintern collection, box 195/1.

«Nous considérons qu'il est d'autant plus urgent de soutenir l'Entente que la conjoncture actuelle pour la propagande anticommuniste est menacée de glisser entre des mains vaticanes et autres.»⁹⁶⁴

L'agence, comme son nom officiel (*Gesamt Verband...*) le suggère, est censée chapeauter différentes organisations anticommunistes.

En 1934, l'Antikomintern donne la liste suivante de ses «membres», où l'on reconnaîtra certains correspondants de l'EIA:

1. Service évangélique de presse, Steglitz
2. Association pour la lutte contre la propagande antireligieuse, pasteur Heilbronn, Gross Blumberg sur l'Oder, Krossen
3. Centre de recherche sur le bolchevisme et la libre pensée, Dr Konrad Algermissen, Hildesheim
4. Association pour l'économie libre, Hans Danckwerts, Berlin
5. Bund zum Schutz der abendländischen Kultur, «à contacter via Hans Danckwerts»
6. Ostweltverlag (Éditions du monde oriental), Berlin, Dr Von Voss, Dr Arnold Bonwetsch
7. Association pour le soutien à l'Institut scientifique russe (RWI), Armin von Reyher et M. von Hamm
8. Action berlinoise contre les sans-Dieu, pasteur Erich Ohagen, Berlin
9. Pasteur Grimm, Pentzig
10. Pasteur Wienecke, Service de presse du district de Zittau

La coloration très religieuse de certaines organisations s'explique peut-être par l'influence d'Ehrt. Mais, selon les propres aveux de Taubert, la collaboration avec ces associations est inopérante; certaines d'entre elles se révèlent réticentes, pas assez malléables ou politiquement «inadaptées»⁹⁶⁶. Après la nuit des longs couteaux, par exemple, des groupements doivent être retirés de la liste de l'Antikomintern⁹⁶⁷. Cette difficulté va contraindre l'Antikomintern

964. «Wir halten die Unterstützung der Entente für umso dringlicher, als die augenblickliche antibolschewistische Propaganda Konjunktur in Gefahr ist, in vaticanische und andere Hände zu gleiten.» *Idem*.

965. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

966. Eberhard Taubert, «L'appareil antisoviétique du Ministère allemand de la propagande», *art. cit.*, p. 19.

967. C'est le cas du Bund zum Schutz der abendländischen Kultur, de la Liga zur Abwehr des Bolschewismus et du Russisch-Deutscher Klub e. V. Lettre d'Ehrt à l'APA du NSDAP, 13 juillet 1934. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

soit à récupérer des organisations existantes, soit à fabriquer elle-même des organisations factices, qu'elle pourra activer au gré des besoins, partageant entre elles les ressources et le personnel. La plupart d'entre elles sont destinées à la propagande intérieure. Parmi les principales récupérations et transformations figurent la Zentralstelle zur Erforschung der Freimaurerei, la Studienstelle Deutscher Rückkehrer, le Verein zur Pflege des Russischen Wissenschaftlichen Instituts, rapidement rebaptisé Institut zur Wissenschaftlichen Erforschung der Sowjetunion. Le Russisches Wissenschaftliches Institut (RWI), comme toute l'Ostforschung en Allemagne, fait l'objet des grands remaniements que l'on a décrits et les intellectuels russes en sont globalement écartés. Mais le professeur Il'in, qui avait fondé le RWI en 1923, fait exception pendant quelque temps⁹⁶⁸. S'il doit publier sous des noms d'emprunt à consonance germanique (Julius Schweikert et Alfred Normann) et s'il ne figure pas sur les listes des fonctionnaires de l'Antikomintern, il poursuit tout de même son activité de conférencier dans ce contexte et bénéficie, avant d'être complètement ostracisé en 1938, de rétributions ponctuelles de l'Antikomintern⁹⁶⁹.

Parmi les créations de l'Antikomintern, la plus importante est l'Institut zum Studium der Judenfrage fondé en 1933 (rebaptisé plus explicitement en 1935 Antisemitische Aktion ou Antijüdische Aktion); cette année-là apparaissent aussi sur les listes deux organismes qui font plutôt figure d'alibi: la Deutsche Pro-Deo Kommission et la Frauenliga gegen Krieg und Bolschewismus⁹⁷⁰. Nous aurons à y revenir.

Les activités de l'Antikomintern, outre le soin apporté aux relations avec les «hommes de liaison» à l'étranger, sont très semblables à celle de l'EIA: dépouillement de sources soviétiques, productions de pamphlets, d'un bulletin (*Antikomintern*) puis d'un périodique, *Contra-Komintern*. Ce dernier, lancé en 1936, doit naturellement changer de nom au moment du Pacte germano-soviétique et devient *Aktion (Kampfblatt gegen Ploutocratie und Völkerverletzungen)*⁹⁷¹.

968. Bettina Dodenhoeft, *op. cit.*, p. 109.

969. *Chronik russischen Lebens in Deutschland 1918-1941* (édité par Karl Schlögel, Berlin, 1999); «Abrechnung für die Monate April bis Juni 1935», par v. D [Andreas von Deringer?], envoyé au Referat I, par le Referat II/4, 9 mars 1936. BArch, R 55/369 Antikomintern.

970. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

971. Avec le concours de l'APA du NSDAP, Ehrt lance une éphémère revue, *Das Volk, Kampfblatt für völkische Kultur und Politik*. Lettre d'Ehrt à Leibbrandt, papier en-tête «Das Volk», 16 avril 1936. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).



Exposition anticommuniste permanente de l'Antikomintern à Berlin (en 1939?).
Source: Bibliothèque de Genève, Département des manuscrits, EIA, photo divers N° 2.



Toutes ces productions sont publiées par la maison d'édition créée à cet effet, aux consonances des plus germaniques, Nibelungen Verlag; le responsable en est Erwin Bartels, qui était déjà à la tête de l'Eckart Verlag (dont l'étiquette évangélique est peut-être devenue gênante). Selon Laqueur, les pamphlets de l'Antikomintern sont imprimés en milliers d'exemplaires qui ne sont pas vendus mais donnés⁹⁷². Dans les locaux de l'officine, une exposition permanente occupe tout le rez-de-chaussée; Lodyginsky la décrit comme très semblable à celle de Pro Deo, avec une section politique plus développée; elle serait visitée quotidiennement par de nombreux groupes⁹⁷³. «La présentation est très bonne», indique Lodyginsky; meilleure, on l'a dit, que celle sur les sans-Dieu.

Tant Laqueur que Baird concluent à l'inefficacité de la propagande anticomuniste des nazis. Pour Baird, elle a toujours été assez inconsistante, peu imaginative et peu convaincante, et n'en devint que plus stérile avec les années⁹⁷⁴.

Malgré le manque d'argent endémique, l'Antikomintern voit son personnel augmenter progressivement. D'une dizaine de collaborateurs durant les premières années de son existence, il passe à 48 collaborateurs en 1939 et à 170 en 1943⁹⁷⁵. Cet accroissement va bien sûr de pair avec l'entrée en guerre et avec les nouveaux besoins du Reich en matière de propagande. Le personnel a beaucoup augmenté et presque entièrement changé depuis le déclenchement de la guerre: on peine à retrouver les noms de la période précédente. Et tant le contenu de la propagande que ses destinataires ne sont plus les mêmes non plus. Au moment du Pacte germano-soviétique et pendant deux ans, l'anticommunisme est mis en veille. Goebbels emploie Taubert à la lutte contre les opposants, particulièrement les juifs, ainsi qu'à la propagande antisémite⁹⁷⁶. En 1940, il est notamment l'auteur du scénario du film *Der Ewige Jude*⁹⁷⁷. C'est donc l'Antisemitische Aktion (une «section» de l'Antikomintern) qui prend le relais et se taille la part du lion dans

972. Walter Laqueur, *op. cit.*, pp. 188-189.

973. «Voyage du D^r Lodyginsky à Berlin du 19 au 28 février 1936». EIA, PV du BP 1936.

974. Jay W. Baird, *The mythical world of nazi war propaganda, 1939-1945*, Minneapolis: University Press, 1974, p. 165.

975. *Findbücher zu Beständen des Bundesarchiv*, vol. 15, *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*, 1979, p. XXII. R55/1: Anzahl der Mitarbeiter (Stand 1. September 1939 und 1. September 1943)

976. Willi A. Boelcke, *op. cit.*, note 117, p. 87.

977. *Ibid.*, p. 518.

le budget total. Pro Deo obtient encore une mince part du budget, tandis que l'Antikomintern n'apparaît plus formellement dans les décomptes du ProMi, du moins jusqu'au déclenchement de l'opération Barbarossa⁹⁷⁸. En juin 1941, Taubert peut à nouveau déployer son savoir-faire antibolchevique.

Il s'agit alors pour l'Antikomintern d'assurer des actions de propagande dans les régions occupées. La tâche de sa section étrangère est de coordonner le travail des groupements correspondant à l'étranger chargé de la lutte antibolchevique, antijuive et antimacronique. Elle est également censée intensifier la propagande antibolchevique dans les pays neutres⁹⁷⁹. Nous n'avons trouvé aucune trace de collaboration avec l'EIA au-delà de l'été 1939. Il est toutefois permis de penser que le contact n'a pas été rompu. La présence, dans le fonds d'archives de l'EIA, d'une lettre d'A. de Petmecky, une collaboratrice de l'Antikomintern, en juillet 1941, ainsi que du faire-part du décès d'Adamheit, en février 1942, laisse supposer un possible « nettoyage » partiel des archives avant leur dépôt⁹⁸⁰.

DÉPART D'EHRT DE L'ANTIKOMINTERN: ESSAI D'INTERPRÉTATION

Dans ses Mémoires, Lodyginsky sépare le bon grain de l'ivraie. Il ne tarit pas d'éloge sur Ehart : « un homme pondéré, compétent et sincèrement croyant, et non un fanatique nazi », qui partage « les tendances libérales, d'inspiration chrétienne et humaniste de l'EIA »⁹⁸¹. Le BP et le docteur en particulier ont noué des relations extrêmement amicales avec ce russophile, qui savait « faire la distinction entre le régime communiste et le peuple russe ». En regard, Lodyginsky ne trouve pas de mots assez durs pour Rosenberg et Leibbrandt, dont il dit qu'il était l'« âme damnée » du premier ; il le tient pour « un des principaux artisans de la politique stupide et criminelle » de Rosenberg à l'encontre des Russes ; politique qui, affirme-t-il, est la véritable cause de la chute du III^e Reich. Il le

978. BArch, R 55/369, fiche 9, « Antisemitische Aktion, Vorprüfung der Rechnungslegung für 1939 », envoyé au ProMi, 21 mai 1941.

979. « Aufgabengebiet und Tätigkeit der Antikomintern (Nur für den Dienstgebrauch) », 5 octobre 1942. BArch, R 55/373.

980. Lettre de A. Petmecky à Lodyginsky, 18 juillet 1941 ; Faire-part de l'Antikomintern [estimé du 17 ou 18 février 1942 par Michel Caillat]. EIA, Allemagne-Antikomintern 1933-1942. Avis du décès de Theodor Adamheit, le 16 février 1942.

981. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 22.

présente comme un être faux, ambitieux et malveillant. Leibbrandt aurait un jour rendu visite au docteur à Genève pour sonder notamment son opinion sur Rosenberg. Lodyginsky prétend que Leibbrandt n'a cessé de travailler contre Ehrt et sa famille, alors qu'il se prétendait son ami. Le docteur en arrive à regretter que, jugé à Nuremberg, Leibbrandt n'y fût pas également pendu.

Selon Lodyginsky, Ehrt aurait été démis de ses fonctions de président de l'Antikomintern de manière très brutale, à cause de ses convictions «philochrétiennes». Ces affirmations nous semblent devoir être nuancées à l'examen de plusieurs arguments.

Premièrement, son éviction est très progressive. Goebbels reçoit une première plainte de Rosenberg à son sujet au début de décembre 1936⁹⁸². Son journal mentionne à plusieurs reprises la nécessité de le faire remplacer entre décembre 1936 et juillet 1937, mais il a de la peine à s'y résoudre. Même s'il ne le juge pas de stature suffisante pour occuper son poste, il l'aime bien et le trouve somme toute assez capable. Et par qui le remplacer? Deuxièmement, Ehrt quitte la présidence de l'Antikomintern dans les premiers mois de 1937, mais n'est pas tout à fait banni puisqu'il intègre le Bureau d'organisation du Congrès anticommuniste mondial. La somme équivalant à son poste de président de l'Antikomintern est simplement transférée pour lui à un autre service de l'Antikomintern. Troisièmement, Taubert continue à le soutenir, notamment en appuyant ses demandes de subventions pour les frais liés à l'utilisation de sa voiture⁹⁸³. D'après une lettre de Nils von Bahr, Ehrt donne en mai 1938 sa démission de chargé d'affaires de l'Antikomintern à la suite d'un surmenage «causé par son activité d'ordre scientifique et économique»⁹⁸⁴. Il sera remplacé par une nouvelle recrue, Alfred Gielen.

Son éviction pourrait être comprise comme une conséquence de la campagne de propagande antireligieuse lancée dès l'été 1937, incarnée par Rosenberg et Goebbels. Selon Lodyginsky, Ehrt se croit l'objet d'une surveillance rapprochée par les services de Rosenberg au printemps 1938:

982. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, 1^{er} décembre 1936, vol. 3/II, Munich Saur, 2001, p. 271.

983. Lettre de Taubert à l'Abteilung I du ProMi, 7 avril 1937. BArch, R 55/369 Antikomintern.

984. Lettre de Nils von Bahr, secrétaire général du Bureau d'organisation pour le 1^{er} Congrès mondial anti-communiste, à Dr G. Lodyginsky, Berlin, le 20 mai 1938. EIA, Allemagne-Antikomintern 1933-1942.

« Peu après notre XII^e conférence [de l'EIA, à Bruxelles, 23-24 mai 1938], au cours d'une courte visite à Berlin, lorsque je voulais aborder avec Ehrh des sujets jugés délicats, il m'interrompit à mon grand étonnement et me proposa d'aller faire un tour en auto. Nous allâmes dans sa voiture. Ehrh me dit devoir désormais faire attention, car il avait la preuve qu'on l'espionnait dans ses moindres gestes. Il s'avéra par la suite que ces mesures de sécurité étaient insuffisantes, ses ennemis ayant réussi à introduire dans sa voiture un microphone. L'enregistrement servit à Rosenberg de pièce à conviction. »⁹⁸⁵

Il aurait été destitué et traduit devant un tribunal du parti, accusé de tolérance à l'égard des ennemis du nazisme, de convictions philochrétiennes et philorusses. Le dossier d'Ehrh au parti ne contient aucune trace d'une telle surveillance ou d'un tel « procès ». Aussi nous est-il impossible d'affirmer la véracité de cet épisode digne d'un roman d'espionnage. Ehrh subit sans conteste une rétrogradation : en été 1938, cet ancien spécialiste de l'anticommunisme occupe un poste de *Referent* à l'office de statistique du Reich et disparaît de la scène politique⁹⁸⁶. L'affaire de la surveillance et du procès est en revanche sujette à caution. Nous ne pouvons que formuler des hypothèses. Peut-être que, se sentant mis sur la touche, Ehrh a été victime à l'époque d'une forme de paranoïa. Il pourrait aussi s'agir d'une mise en scène de sa propre histoire, qu'il aurait livrée à Lodyginsky dans un récit postérieur⁹⁸⁷. Sinon, comment expliquer qu'en juillet 1938, dans un formulaire de la Reichskulturkammer, Ehrh indique encore Leibbrandt comme référence ? Toute relation n'est pas rompue avec ce dernier.

De bonne ou de mauvaise foi, Ehrh confirme la version de Lodyginsky sur son éviction dans une lettre de 1956 à Boris Nicolaevsky⁹⁸⁸. Si ses problèmes avec l'Administration Rosenberg ont

985. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 24.

986. BArch, RK (ancien BDC)/RSK II, I 92 (microfilm), Bild 1417: Dossier d'Adolf Ehrh à la Reichskulturkammer.

987. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 24. Le contact a été maintenu entre eux, non seulement à la fin de la guerre (quand Ehrh lance un appel d'aide à Lodyginsky alors qu'il se trouve dans un camp en France), mais aussi au-delà : Lodyginsky a ajouté un commentaire à la main dans son manuscrit, indiquant qu'il a revu Ehrh à Munich en 1971.

988. Boris I. Nicolaevsky collection: Microfilm reel N° 364 (= Box N° 478, folder 26), Lettre d'Adolf Ehrh à Nicolaevsky, 9 mai 1956. Émigré russe installé aux États-Unis, Nicolaevsky écrit à Ehrh en avril 1956 pour s'enquérir de l'histoire et du fonctionnement de l'Antikomintern, en particulier de la nature de certains rapports reçus par l'Antikomintern, dont il suspecte qu'ils étaient peut-être de vrais documents du Politburo soviétique.

peut-être commencé, comme il le prétend, en automne 1935 (au moment où Rosenberg pousse sa candidature à l'Université de Berlin), sa révocation et sa disparition de la scène politique n'ont pas eu lieu en novembre 1936. Ehrh ajoute qu'il a consciencieusement reconstruit les événements d'après ses souvenirs mais qu'il sait – bon sens ou habile précaution? – que la mémoire joue parfois des tours. Il a de toute évidence été poussé vers la sortie de l'Antikomintern. Mais il l'a été graduellement et vraisemblablement pas par «opposition idéologique». Il est avéré – Baird, Michels et Laqueur sont unanimes – que les intrigues et luttes intestines perpétuelles entre Rosenberg et Goebbels ont pris le pas sur l'efficacité de la propagande anticommuniste⁹⁸⁹.

Ehrh a fait les frais de ces querelles entre fonctionnaires subalternes: la responsabilité de Düren (l'auteur du rapport contre Ehrh de septembre 1936) et de Leibbrandt est certainement plus en cause que celle de Rosenberg. Le livre d'Ehrh de 1933, sorte de squelette dans le placard, aura servi de pièce à conviction à ses adversaires pour le faire tomber.

Lodyginsky affirme que les relations avec l'Antikomintern ne seront plus les mêmes après le départ d'Ehrh et que, sous la direction d'Adamheit («un garçon sans envergure mais pas méchant»), l'officine «[perdra] toute importance internationale»⁹⁹⁰. S'il n'est pas aussi agréable à Lodyginsky de correspondre avec Adamheit qu'avec Ehrh, avec qui un rapport d'amitié s'était noué, les archives n'en laissent rien paraître. C'est du reste à partir de 1937 que les rapports font état de versements réguliers à Lodyginsky. Pour ce qui est de l'activité internationale de l'officine nazie, le docteur se contredit en évoquant quelques lignes plus bas une collaboration très active et féconde avec l'Entente pendant la guerre civile espagnole⁹⁹¹. Ni l'étude de Michels ni les fonds de l'Antikomintern à la Hoover Institution Archive ne corroborent cette dernière affirmation. La coopération semble s'être limitée à un échange de publications.

Un grand changement se produit en effet au moment de la guerre civile espagnole, où la politique extérieure du Reich ne fait plus mystère de son hostilité à l'égard de l'URSS. À partir de 1937,

989. «Il semblait parfois que l'ennemi dont parlaient les agences nazies n'était pas à Moscou, mais dans une officine rivale au sein du parti ou du gouvernement.», Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 179.

990. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 25.

991. *Ibid.*, p. 24.

de nouveaux moyens sont alloués à l'Antikomintern pour développer un partenariat avec les nationalistes espagnols dans le secteur de la propagande. Les résultats ne seront pas à la hauteur des espérances, notamment en regard de la propagande antisémite, qui n'aura guère de portée en Espagne⁹⁹².

**LA DEUTSCHE PRO DEO KOMMISSION:
UNE COUVERTURE RÉUSSIE, ENTRE CYNISME ET PRAGMATISME**

À la suite de la troisième session de Pro Deo – dernier acte de résistance symbolique avant l'admission de l'URSS à la SDN en septembre 1934 –, Adolf Ehrh propose de concentrer le travail de l'Antikomintern sur Pro Deo et sur l'action de cette dernière auprès de la SDN. L'Arbeitsplan prévoit pour ce faire de poursuivre la dénonciation de la famine, du travail forcé et de la collusion entre la II^e et la III^e Internationale⁹⁹³. La Suisse, siège de la SDN, est donc au centre des préoccupations du président de l'Antikomintern. La présence à Genève de l'EIA et de Pro Deo constitue qui plus est une aubaine pour lui, qui s' imagine pouvoir faire évoluer ces deux organisations de la lutte contre le communisme à la lutte contre la franc-maçonnerie et les juifs⁹⁹⁴. C'est avec ces arrière-pensées que la Deutsche Pro Deo Kommission (DPK) est créée le 16 novembre 1934, et reconnue par le ProMi le 19 janvier 1935⁹⁹⁵. Sans personnalité juridique, elle est un outil qu'on active selon les besoins et la situation politique⁹⁹⁶.

Mais la force d'Ehrh sera de pouvoir s'attirer la collaboration de plusieurs catholiques et protestants. *Germania* du 18 décembre 1934 annonce que deux catholiques de grand renom, tous deux connus de l'EIA, appartiennent à ce comité mixte: Konrad Algemissen, directeur de la Forschungstelle über Bolschewismus und Freidenkertum à Hildesheim, et le professeur Ludwig Berg, théologien d'Aix, membre du défunt Bund et ancien responsable de

992. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 185; Helmut Michels, *op. cit.*, p. 284.

993. «Kurzbericht über die Besprechung mit Dr. L. [Lodyginsky] in N. am 7.6.34 (Die Besprechung fand unter vier Augen statt.)». BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

994. *Idem.*

995. «Der Weg des Protestantismus nach Rom. Sonderbericht des Chefs des Sicherheitshauptamtes des Reichsführers SS», août 1935. Heinz Boberach (éd.), *Berichte des SD und der Gestapo über Kirchen und Kirchenvolk in Deutschland, 1934-1944*, Mayence: Matthias-Grünewald-Verlag, 1971, note 1, p. 86.

996. «Auszug aus dem Schreiben von Abteilung II an Leiter Ost vom 10. April 1943». BArch, R 55/375.

l'assistance spirituelle des Russes à Berlin au début des années 1920⁹⁹⁷. Rapidement, un fonctionnaire de l'Antikomintern est placé à la tête de l'entreprise. Dès février 1935, le comte Klaus von Keyserlingk (1900-?), un catholique issu d'une grande famille de Westphalie, est nommé président de la DPK, avec un salaire de 350 RM. Les autres membres de la commission ne semblent pas être rétribués, hormis un autre fonctionnaire de l'Antikomintern, protestant, diplômé en théologie, qui assurera le secrétariat de la DPK : Paul Hoecke. Outre les trois catholiques figurent un orthodoxe, le professeur Nicolas V. Arseniew (professeur de théologie comparée des religions à Königsberg), ainsi que plusieurs protestants au-dessus de tout soupçon : le pasteur W. Schuster (Wehrkreispresse, Kassel), le pasteur Bruhns, Erwin Seeberg (doyen de la Faculté de théologie de l'Université de Berlin), le Reichsgerichtspräsident Walter Simons⁹⁹⁸.

Toute l'entreprise, menée par Keyserlingk et supervisée par Taubert et Ehrt, a pour but d'instrumentaliser les groupements et correspondants religieux. Taubert fait preuve d'un grand cynisme en la matière. Il se moque par exemple de la facilité avec laquelle certains ecclésiastiques de la Sarre – et Algermissen avec eux – se sont laissés duper, ne suspectant pas non plus pour qui ils « travaillaient »⁹⁹⁹. La DPK, pourtant implantée à Berlin et majoritairement protestante, choisit de monter l'exposition contre les sans-Dieu dans la ville frontière de Sarrebruck, à 70 % catholique, considérée comme l'antichambre de la France. Algermissen (qui avait déclaré à Lodyginsky en 1932 que Hitler pourrait bientôt être considéré comme « *erledigt* » [hors course])¹⁰⁰⁰ est chargé de cette tâche par la DPK¹⁰⁰¹. En janvier 1935, les Sarrois viennent de plébisciter leur rattachement au Reich après avoir été administrés pendant quinze ans par la SDN. La ville avait été très travaillée par la propagande nazie et le plébiscite sonne comme une autre revanche contre Versailles. Développer la propagande contre les

997. Berg est l'auteur, en 1926, d'un livre en trois volumes : *Die katholische Heidenmission als Kulturträger*, Aachener Missionsdruckerei. Spécialiste de l'orthodoxie, du bolchevisme, des persécutions et de l'athéisme, il a fondé et animé de 1924 à 1927 la Russische Emigrantenfürsorge à Berlin. Lettre de M^{gr} Pacelli, nonce apostolique de Bavière, au cardinal Gasparri, 28 novembre 1924. AES, Russia IV, Pos. 642, fasc. 24.

998. Copie d'une lettre de Krop du 24 mai 1937 à Hoecke. BArch, NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938).

999. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 187.

1000. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 22.

1001. «Protokoll der Gründungssitzung der DPK», 16 novembre 1934. EIA 901.

sans-Dieu et le Komintern à Sarrebruck est également une manière de préparer les esprits et de justifier la réoccupation de la Ruhr en 1936. Plus prosaïquement, on peut supposer que l'exposition a pris place dans un ensemble de mesures et d'événements organisés par le Reich pour remercier les Sarrois, pour donner un signe positif aux catholiques et apaiser leurs craintes à l'égard de la politique religieuse du national-socialisme¹⁰⁰². Ce choix montre aussi que, si les services d'Ehrt sont tournés vers l'étranger, l'Antikomintern ne néglige pas l'horizon national. Certains documents de l'exposition, dont on ne sait si le contenu est tout à fait semblable à ceux de Pro Deo, seront ensuite transportés en Hollande, où le pasteur Krop prépare aussi une manifestation¹⁰⁰³. Lui qui dira plus tard se garder comme de la peste du Ministère de la propagande, semble avoir été, à son insu, un outil de la propagande allemande¹⁰⁰⁴. Avec quelle efficacité et quels résultats ? La question est légitime. Krop affirme à Aubert être disposé à collaborer avec les Allemands au niveau religieux et social, mais refuse d'être utilisé au niveau politique. Pourtant, c'est en toute bonne foi qu'il collabore avec la DPK et qu'il en reçoit des subventions pour financer des manifestations contre les persécutions religieuses¹⁰⁰⁵. Il ne semble absolument pas se douter qu'elle est une émanation du ProMi. L'Antikomintern, persuadé de faire progresser sa propagande par le biais de l'EIA auprès des catholiques en France (Gautherot et l'organisation Dieu-Famille-Patrie qu'il dirige quelque temps), considère de même que Krop est un moyen de toucher les milieux protestants français, notamment le pasteur Boegner¹⁰⁰⁶. Miss O'Brien, la jeune Irlandaise qui avait contribué à exporter l'exposition Pro Deo à Dublin au début 1935, n'aura pas les mêmes réticences que Krop à l'égard de l'Antikomintern. Afin d'obtenir les fonds nécessaires au voyage qu'elle se propose de faire aux États-Unis pour y monter l'exposition et tenter d'influencer les cercles catholiques, elle se soumet à une interview

1002. Un article de *La semaine catholique de la Suisse romande* du 6 décembre 1934 se fait l'écho de ces craintes et des problèmes juridictionnels au niveau des diocèses entre lesquels la Sarre est divisée : « La question sarroise et le Vatican », p. 772.

1003. Note du bureau de Pro Deo, 4^e session de Pro Deo, mars 1935. EIA 900.

1004. Lettre de Krop à Aubert, 6 mai 1938. EIA, Hollande 1933-1943.

1005. Ainsi que le prouve les rapports de comptabilité de la DPK, notamment celui du 30 avril 1936. BArch, R 55/374. Ce rapport indique qu'un montant de 600 RM est dû au pasteur Krop pour l'organisation d'une manifestation.

1006. Note de Gielen pour l'AA, 8 janvier 1936. HIA, Antikomintern collection, box 195/12.

dans laquelle elle tient des propos empreints de reconnaissance envers l'Allemagne, décrite comme le plus grand rempart contre le communisme¹⁰⁰⁷.

Quant au bureau de Pro Deo, il apparaît comme l'un des relais entre l'Antikomintern (sous la couverture de la DPK) et d'autres pays. Par son entremise, deux séries complètes de photographies issues des services de Taubert doivent être transmises en Pologne, au Portugal et en Belgique pour des expositions¹⁰⁰⁸.

Lors de son entrée en scène à Genève, à la 4^e session de Pro Deo en mars 1935, la DPK produit une liste de pasteurs persécutés, arrêtés¹⁰⁰⁹. Pour renforcer l'effet du martyrologe, le pasteur Schuster donne un compte rendu de son voyage en Russie, où il dit avoir constaté la grande efficacité des expositions antireligieuses permanentes et itinérantes, des films et théâtres antireligieux, ainsi que le soin apporté aux brochures des organisations athéistes militantes. Mais dans les faits la propagande antireligieuse en URSS à cette époque est pourtant très répétitive, elle peine à se renouveler par rapport à celle qui était répandue quelques années plus tôt: son efficacité est plus que douteuse¹⁰¹⁰.

Répondant à un vœu ancien de Lodyginsky concernant la propagande radiophonique, Keyserlingk, de la DPK, annonce que ses efforts auprès de douzaines de journaux et de la radio ont porté leurs fruits: la DPK devrait disposer d'une demi-heure d'émission radio toutes les deux semaines pour parler des persécutions en Russie. En avril 1935, à l'occasion de la Pâque orthodoxe, les matines auraient été diffusées pour les croyants de Russie, grâce à la DPK. Mais ces affirmations doivent être mises en doute: si l'on en croit W. Laqueur, les demandes de l'Antikomintern pour disposer d'une station assez puissante ne seront jamais exaucées¹⁰¹¹.

1007. «Interview PD-O'Brien», s.d. HIA, Antikomintern collection, box 195/13. L'interview est sans date, sans signature et incomplète. Il n'est pas indiqué s'il s'agit d'une traduction (elle est transcrite en allemand). Le fonctionnaire de l'Antikomintern lui demande notamment ce qu'elle se propose de faire aux États-Unis. Elle veut pénétrer les cercles académiques catholiques pour les convaincre de mener une campagne contre les sans-Dieu, au nom de leur patriotisme américain.

1008. Note du bureau de Pro Deo, 4^e session de Pro Deo, mars 1935 et «Rapport général du Bureau [de Pro Deo] à la IV^e session de cette commission». EIA 900.

1009. Compte rendu de la VI^e session Pro Deo, 4-5 mars 1935. EIA 901.

1010. Pospelovsky, Dimitri, *op. cit.*, vol. II, pp. 36-38; William B. Husband, *art. cit.*, pp. 103-104.

1011. «Prière d'insérer» signé Pro Deo, daté du 27 avril 1935. EIA 901. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 186.

Le martyrologe reste la propagande la plus sûre et, à la session suivante, à la fin de septembre 1935, Keyserlingk, produit une liste actualisée – et passablement rallongée – des pasteurs arrêtés et déportés¹⁰¹². Cette liste, passablement allongée par rapport à la précédente, présente 45 pasteurs déportés (parmi lesquels Deutschmann et Seib, dont il sera question plus bas), 20 pasteurs s'étant vu interdire d'exercer. Elle indique 18 pasteurs officiellement encore en activité pour tout le territoire soviétique. Précisons qu'en la matière, l'Antikomintern est bien placé, puisqu'il récolte lui-même des témoignages par le biais de sa Studienstelle Deutscher Rückkehrer. Les Éditions Nibelungen publient par dizaines les récits d'Allemands de Russie ou de Russes rentrés à différentes dates en Allemagne. Selon Laqueur, la qualité de ces ouvrages est inégale; certains contiennent des exagérations et des mensonges, d'autres se résument à de purs récits d'horreur; d'autres encore portent selon lui le sceau de la vérité.

Certains rapports internes confirment encore le grand pragmatisme de l'Antikomintern en matière religieuse et témoignent de calculs politiques. À cause de la crise de 1929, la communauté orthodoxe (hors frontières) de Berlin avait perdu tout son avoir et ne parvenait plus à payer les traites du bâtiment inauguré en 1928. En septembre 1935, le complexe dans lequel se trouve la cathédrale est acquis par le Deutsche Arbeitsfront (nazi), qui avertit l'évêque de Berlin, Tikhon, de son intention de la faire détruire. L'Antikomintern intervient auprès de l'APA du NSDAP pour s'y opposer¹⁰¹³. En dehors de la valeur architecturale et artistique de la cathédrale de la Fehrbellinerplatz, dit-il, les conséquences de sa destruction pour l'image de l'Allemagne à l'étranger seraient tout à fait néfastes. L'Antikomintern met en garde contre le danger de voir la presse étrangère dénoncer ce geste comme un signe de persécution religieuse et établir un parallèle entre Berlin et Moscou¹⁰¹⁴.

Un rapport ultérieur révèle aussi un rapprochement avec l'Église orthodoxe hors frontières. Keyserlingk fait état d'une visite

1012. «Les protestants sous le joug des Soviets en URSS, 1917-[juillet] 1935», note rédigée par le comte de Keyserlingk pour la 5^e session de Pro Deo, septembre 1935. EIA 900.

1013. Lettre de l'Antikomintern (signé D.) à l'APA du NSDAP, 17 septembre 1935. BArch, NS 43/18, Bd: 2 (1934-1938). Georg Seide, «Die russisch-orthodoxen Kirchengemeinde in Deutschland in den Jahren 1920-1940», in Karl Schlögel, *Russische Emigration in Deutschland*, op. cit., p. 149.

1014. Lettre de l'Antikomintern (signé D. [Andreas von Deringer?]) à l'APA du NSDAP, 17 septembre 1935. BArch, NS 43/18.

du métropolite Anastase¹⁰¹⁵. Un fonctionnaire du Ministerium für Kirchliche Angelegenheiten, Kränzlein, assiste à la rencontre qui débouche sur un accord pour la tenue en Allemagne d'une conférence mondiale de l'Église orthodoxe ainsi que sur la fondation d'un séminaire à Berlin. Après l'incident de la cathédrale de la Fehrbellinerplatz, la construction d'une autre cathédrale est même décidée, en signe de bonne volonté de la part du régime. Le rapport indique qu'à la fin de février 1936, Lodyginsky s'est rendu à Berlin, à la demande de l'Antikomintern et de la DPK. Auraient été discutées avec le docteur et auraient rencontré son plein assentiment les mesures envisagées avec M^{gr} Anastase, ainsi qu'un projet de rassemblement protestataire contre les persécutions religieuses en URSS, qui devait se tenir en Allemagne sous les auspices de la commission genevoise. Le compte rendu du voyage de Lodyginsky apporte cependant de grandes nuances à ces affirmations qui reflètent plus les désirs de Keyserlingk que la réalité. Si l'organisation d'une conférence *régionale* Pro Deo pour les pays baltes et scandinaves, ainsi que celle d'une conférence Pro Deo pour toutes les communautés orthodoxes de l'Europe a bien été discutée, l'Allemagne n'est pas évoquée comme pays pouvant accueillir de telles manifestations¹⁰¹⁶. La nouvelle cathédrale, construite grâce au soutien des communautés sœurs de Pologne, de Bulgarie, de Serbie et d'Antioche, est inaugurée le 12 juin 1938. Le métropolite Anastase célèbre la messe, remercie les autorités et promet d'inclure Adolf Hitler dans ses prières. Ce discours est l'un des gestes qui lui seront plus tard reprochés comme signes de compromission et de collaboration avec les nazis¹⁰¹⁷.

La couverture de la DPK est si bien réussie que même le Sicherheitsdienst (SD) s'y trompera. Un rapport émanant de ce service, datant d'août 1935, révèle en effet que les liens entre l'Antikomintern et ses sous-produits sont demeurés opaques, y compris aux yeux des services de renseignements du III^e Reich¹⁰¹⁸. Ce rapport, qui consacre deux pages à la DPK, n'établit aucun lien entre elle et le ProMi ou l'Administration Rosenberg. La *Germania* du 18 décembre 1934 ayant reconnu que la DPK n'aurait guère de

1015. «Tätigkeitsbericht für Monate Februar/März 1936», signé Keyserlingk. BArch, NS 43/18.

1016. «Voyage du Dr [Lodyginsky] à Berlin du 19 au 28 février 1936.» EIA, PV du BP 1936.

1017. Georg Seide, *art. cit.*, p. 149.

1018. Heinz Boberach (éd.), *Berichte des SD und der Gestapo...*, *op. cit.*, pp. 86-87.

travail en Allemagne en matière de lutte contre la propagande athée en provenance de Moscou, le Sicherheitshauptamt en déduit que la DPK n'est rien d'autre qu'une organisation de lutte visant à contrer la *Weltanschauung* nationale-socialiste. Et les personnalités à la tête de la DPK ne font qu'accroître ce soupçon. Algermissen est connu du SD comme responsable de la *Forschungstelle für Wissenschaft und Weltanschauung* de la *Zentrale der Katholischen Aktion*. Berg est quant à lui convaincu d'opinions monarchistes et le SD le croit lié au jésuite antinazi Friedrich Muckermann¹⁰¹⁹. Walter Simons est pour sa part défini comme opposant au national-socialisme.

Mais, outre la réussite du camouflage, ces jugements quelque peu hâtifs du SD laissent également apparaître l'incapacité de ce dernier à comprendre que des catholiques aussi bien que des protestants peuvent s'efforcer de trouver un terrain d'entente entre le christianisme et le national-socialisme. Aussi, quelqu'un comme Algermissen est-il d'emblée considéré comme un opposant potentiellement très dangereux, bien qu'il se révèle une aide précieuse au ProMi et au Ministère de l'intérieur dans le cadre de la lutte contre le marxisme¹⁰²⁰. Du reste, aucun des membres de la délégation de la DPK aux sessions de Pro Deo ne feront entendre de plainte sur la politique antireligieuse nazie. À la sixième session, par exemple, après avoir écouté toutes les communications sur la situation religieuse dans les différents pays, Ludwig Berg va même jusqu'à « rendre hommage au gouvernement du Reich pour avoir mis un terme à la néfaste action antireligieuse marxiste en Allemagne »¹⁰²¹. Il est intéressant de constater que les efforts de la DPK pour atteindre la Belgique seront freinés par le SD lui-même : en 1938, la Pro Deo belge indique en effet dans un rapport que ses tentatives d'entrer en contact avec son homologue de Berlin ont été rompues par les autorités allemandes¹⁰²².

1019. Sur Muckermann, voir : Guido Müller, « Der Deutsche Weg », die « Deutschen Briefe » und « Kulturkampf ». Der Kreuzzug von Exilkatholiken für die abendländische Kultur gegen Bolschewismus und NS-Deutschland (1934-1939) », in Michel Grünewald (éd.), *Le discours européen dans les revues allemandes / Der Europadiskurs in den deutschen Zeitschriften (1933-1939)*, Berne, etc. : Peter Lang, 1999, pp. 139-159 ; Hubert Gruber, *Friedrich Muckermann SJ 1883-1946. Ein katholischer Publizist in der Auseinandersetzung mit dem Zeitgeist*, Mayence : Matthias-Grünewald-Verlag, 1993.

1020. Heinz Boberach (éd.), *Berichte des SD und der Gestapo...*, op. cit., pp. XL-XLI.

1021. « Résumé des travaux de la VI^e session de la commission internationale Pro Deo », 21-22 septembre 1936. EIA 901.

1022. Rapport de l'activité du comité [belge de] Pro Deo, Bruxelles : Éditions de la COPAC, octobre 1938. EIA, 898, Coupures Pro Deo.

LES MALADRESSES DE L'ALLIANCE MONDIALE DES FEMMES CONTRE LE BOLCHEVISME ET LA GUERRE

L'Antikomintern annonce la fondation, le 28 janvier 1936, de l'Internationale Frauenliga gegen Krieg und Bolschewismus¹⁰²³. Dans le comité d'initiative, constitué uniquement d'Allemandes et dont le siège est à Berlin, A. Petmecky, collaboratrice de l'Antikomintern, joue un rôle prépondérant. Le but de la Frauenliga est d'informer sur le travail de désintégration opéré par le communisme dans le domaine de la famille, de la culture, de la morale, de l'éducation et de la religion, ainsi que sur la situation en URSS et sur la menace que constitue le bolchevisme belliqueux. Lors de son voyage à Berlin en février 1936, Lodyginsky discute avec A. Petmecky du développement de ce mouvement international des femmes¹⁰²⁴. Le rapport du docteur ne le dit pas, mais il est clair que son siège ne pourra décemment pas être Berlin : on prévoit de l'installer à Genève, d'y fonder un secrétariat provisoire qui devra rapidement «devenir permanent avec un personnel rétribué». L'Action mondiale des femmes contre le bolchevisme et la guerre est fondée le 4 septembre 1936. L'éclatement de la guerre civile espagnole a donné l'impulsion nécessaire et justifié la création d'une organisation qui est le reflet inversé du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, créé en 1934 par la militante pacifiste Gabrielle Duchêne.

À la tête de cette internationale des femmes anticommunistes contre la guerre (sous-entendu civile) : Édith Hentsch, épouse du collaborateur du BP. La structure et le fonctionnement est exactement semblable à celle de l'EIA : un organe central de liaison, des sections nationales, un bulletin mensuel. La grande différence réside dans le manque absolu de moyens et le développement nettement moins dynamique que celui de l'Entente. Le secrétariat met quelque temps à s'organiser et l'Alliance n'est présentée pour la première fois que lors de la onzième conférence de l'Entente, en mai 1937. Édith Hentsch y produit un rapport qui

1023. Lettre de l'Antikomintern [signature illisible] au Legationsrat Hencke, AA, Berlin, 31 janvier 1936. PA AA, IV Russland Geheim, PO 19 O : «Antibolschewistische Organisation», R 31832. Le comité d'initiative allemand est composé de la comtesse Finkenstein, M^{me} Müller-Hennig (Berlin), princesse Schaumburg-Lippe (Sofia), M^{me} von Knapp (Berlin), Lotte Jahn (Bielefeld), Charlotte Sieler (Berlin), M^{me} Hoffmann (Heidelberg), Elly Ney (Berlin) et A. Petmecky (Berlin).

1024. «Voyage du D^r [Lodyginsky] à Berlin du 19 au 28 février 1936.» EIA, PV du BP 1936.

frise l'angélisme¹⁰²⁵. Le secrétariat de l'Action mondiale est financé par la section allemande, «qui s'est spontanément chargée», affirme Édith Hentsch, d'en payer les honoraires. La présidente s'émerveille également de la bonté d'un industriel neuchâtois, qui fait fabriquer des cuillères avec l'inscription «contre le communisme» et en abandonne le produit de la vente à l'organisation. Le rapport est tout à fait vague quant à la provenance et à l'ampleur des secours que la ligue veut faire parvenir aux «victimes de l'oppression marxiste». Des fonds auraient déjà été envoyés pour l'œuvre humanitaire en Espagne.

Dans la perspective de hâter la constitution du front chrétien uni, Lodygensky et Édith Hentsch font des démarches auprès de M^{gr} Besson en novembre 1937; ils aimeraient qu'une section de l'Alliance mondiale des femmes contre le bolchevisme et la guerre soit créée à Fribourg. Prudent, M^{gr} Besson sonde la présidente de l'Union internationale des Ligues catholiques féminines, M^{me} Steenberghe-Engeringh¹⁰²⁶. Elle lui répond que son organisation entretient des rapports courtois avec l'Alliance, sans avoir franchi le pas d'une affiliation officielle; c'est en vain qu'elle aurait tenté de dissuader Édith Hentsch, arguant du peu de chance de succès, à Fribourg, d'une entreprise d'origine protestante. L'Action mondiale devrait selon elle se borner à regrouper les femmes protestantes, et c'est dans cette optique qu'elle a aidé Édith Hentsch à fonder un comité national protestant au Pays-Bas, comité qui collabore avec la Ligue catholique féminine du pays. La ligne inchangée de l'encyclique *Mortalium animos* suffit en elle-même à limiter une collaboration qui dépasserait le stade des échanges polis. Mais ce que M^{me} Steenberghe confie à M^{gr} Besson rend la coopération encore moins souhaitable:

«Confidentiellement, je fais en outre part à votre Grandeur de mes craintes que l'influence des membres allemands de l'Action mondiale des Femmes pourrait entraîner celle-ci à la remorque du parti nazi allemand. Je crois que M^{me} Hentsch craint elle-même ce résultat, mais qu'elle sera peut-être impuissante à [l']empêcher.

1025. Rapport de M^{me} Hentsch sur l'action mondiale des femmes contre le communisme et la guerre lors de la XI^e conférence de l'EIA, 25-26 mai 1937. AES, Commission Pro Russia, pos. 37, fasc. 215.

1026. Lettre de M^{gr} Besson à M^{me} Steenberghe, 16 novembre 1937. AEF, D 67, Dossier «Pro Deo».

Tous les membres de cette section ne sont pas aussi décidément « chrétiens » que l'est leur brave Présidente. »¹⁰²⁷

Les documents manquent pour étayer la position d'Édith Hentsch, mais il est probable, ainsi que le suggère M^{me} Steenberghe, qu'elle soit quelque peu mal à l'aise dans ce jeu de dupes, et que sa fonction de présidente l'incommode. La ligue des femmes n'atteindra du reste jamais une activité significative. Hypothèse encore: il est permis de penser que sa présidente a compris certaines choses en accompagnant son mari à Berlin en juillet 1937 pour discuter de la préparation d'un congrès mondial contre le communisme avec l'Antikomintern¹⁰²⁸.

L'ORGANISATION PROBLÉMATIQUE D'UN CONGRÈS MONDIAL ANTICOMMUNISTE

L'idée d'un congrès mondial anticomuniste serait attribuable à Taubert, au début février 1934¹⁰²⁹. Ehrh charge Jacques Le Fort, en mission en Allemagne au printemps 1934, de soumettre au BP le projet d'une manifestation qui aurait lieu à Berlin à l'automne, sous l'égide de l'EIA et la présidence d'Aubert¹⁰³⁰. Le BP réalise l'importance d'une telle proposition et témoigne de son intérêt. Des précisions et un délai sont demandés, car l'heure est à la préparation de la campagne contre l'entrée de l'URSS à la SDN. Le BP ajoute qu'il espère pour cela le soutien efficace de l'Antikomintern. L'Allemagne étant sortie de la Société des Nations plus de six mois auparavant, cette sollicitation ne manque pas de cocasserie.

Le projet est mis en veille pendant plus d'une année, pour être réactivé en force à l'occasion d'une rencontre au sommet du 4 au 10 novembre 1936 à Feldafing, près de Munich¹⁰³¹. Lodygensky et Ehrh préparent conjointement cette rencontre, à l'occasion

1027. Lettre de M^{me} Steenberghe à M^{gr} Besson, 19 novembre 1937. AEF, D 67, Dossier «Pro Deo».

1028. Lodygensky mentionne la présence d'Édith Hentsch aux côtés de son mari à Berlin dans une lettre à Ehrh, datée du 23 juin 1937. EIA, Allemagne-Antik. 1933-1942.

1029. D^r Taubert, «Denkrift über die eigentlichen Ursachen und Zusammenhänge der Greuelpropaganda und ein Vorschlag zur Abwehr», 7 février 1934, 24 p., BArch, R 55/1430.

1030. Procès-verbal du 25 mai 1934. EIA, PV du BP 1934.

1031. «Protokoll der ersten Vertraulichen Internationalen Antikommunistischen Konferenz in Feldafing bei München, vom 4. bis 10. November 1936.» PA AA, Inland II, R 100722.

d'une réunion préparatoire à Fribourg-en-Brisgau, le 23 octobre 1936¹⁰³². Son importance est telle qu'elle éclipse la conférence de l'EIA, qui n'aura pas lieu cette année-là. Organisée avec un maximum de secret par l'Antikomintern, la conférence de Feldafing ne *remplace* pourtant pas la conférence de l'EIA : les représentants français, anglais et belges habituels de l'EIA n'y sont évidemment pas conviés.

La plupart des invités ne connaissent pas la liste des congressistes, et même l'adresse de leur hôtel ne leur est communiquée qu'au moment de leur arrivée à Munich. Ces mesures se révéleront toutefois insuffisantes et des fuites se produiront dans la presse occidentale¹⁰³³. Les réticences et critiques qui se feront jour en 1937 parmi les correspondants de l'EIA prouveront que les précautions d'Ehrt étaient légitimes.

La conférence réunit une quarantaine de participants d'une vingtaine de pays¹⁰³⁴. L'EIA et ses amis sont bien représentés : Jacques Le Fort, René Hentsch, Georges et Wladimir Lodyginsky, le baron von Prochazka et Karl von Winkler (de la section autrichienne de l'Entente), van Gybland Oosterhoff (ancien collaborateur de Treub, représentant de l'association anticommuniste hollandaise Nationaal Herstel). Les principaux points discutés lors de la conférence de Feldafing ont trait à la collaboration internationale dans le domaine de la presse, de la radio, des films, de la propagande écrite, des expositions et des informations en provenance de l'Union soviétique. Des plans d'action sont également discutés concernant la jeunesse, les femmes, les intellectuels, les juristes, la lutte contre le communisme au niveau des colonies, ainsi que dans la recherche scientifique. Surtout, la conférence décide la mise sur pied d'un grand congrès anticommuniste, public et mondial¹⁰³⁵. Elle se termine par la constitution d'un bureau chargé d'organiser ce congrès, bureau élu par acclamation, comportant les membres

1032. Note non signée, « Betr. Freiburg », 31 octobre 1936. HIA, Antikomintern collection, Box 195/12.

1033. Rapport concernant l'Antikomintern, 3 novembre 1936. BArch, NS 43/18, Bd : 2 (1934-1938) ; Lettre du Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda au bureau du Reichsleiter du NSDAP, au bureau du Gauleiter du NSDAP, et à l'ambassadeur Ribbentrop, Berlin, 8 décembre 1936. PA AA, Inland IIg, Az. 83-60 : « Schaffung einer gemeinsamen antikommunistischen Front und antikommunistischer Weltkongress ».

1034. « Protokoll der ersten Vertraulichen Internationalen Antikommunistischen Konferenz... » *op. cit.* « Liste der Teilnehmer an der Konferenz ».

1035. Lettre du Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda au bureau du Reichsleitersleiter du NSDAP, au bureau du Gauleiter du NSDAP, et à l'ambassadeur Ribbentrop, Berlin, 8 décembre 1936. PA AA, Inland IIg.

suivants: De Armas y Gourié (délégué spécial de l'Espagne nationale), baron Basile (délégué du ministre Alfieri, Italie), Georges Lodygensky (Suisse), Adolf Ehrt (Allemagne) et Nils von Bahr (Suédois, collaborateur de l'Antikomintern), nommé secrétaire général.

Au cours des discussions, le ton est plus « libre » que lors des conférences de l'Entente, notamment au chapitre de l'amalgame entre les juifs, les francs-maçons et les communistes, auquel le BP s'est toujours gardé de souscrire. Lodygensky, brochant un panorama de la lutte anticommuniste dans les pays latins, dénonce la SDN comme outil de Moscou. Il donne la référence d'un livre d'Otto Kriegk, *Hinter Genf steht Moskau*, fraîchement publié aux éditions de l'Antikomintern (Nibelungen), qui décrit la SDN comme une création judéo-maçonnique. Le docteur incrimine également la législation « démocrate-libérale » de la France, et l'accueil d'émigrants et de juifs de tous les pays, qui aurait eu pour conséquence de permettre l'établissement et le renforcement de l'Internationale communiste et de ses sections (Ligue des droits de l'homme, Ligue contre l'impérialisme)¹⁰³⁶. La main de Moscou est vue partout, en particulier dans l'antifascisme. Salazar et la légion portugaise anticommuniste, le mouvement politique Rex du Belge Léon Degrelle sont cités comme des exemples de réactions vraiment efficaces. Son exposé se termine sur une note assez optimiste: si le communisme se démène fiévreusement pour déstabiliser les nations latines, l'opposition anticommuniste est elle aussi en expansion.

Toutefois, à part ces quelques concessions au complot judéo-maçonnique, Lodygensky défend la ligne de l'Entente, qui est celle de l'indépendance et de la défense du christianisme. Au chapitre de la presse, Lodygensky prend la parole pour exposer un projet d'agence d'information internationale pour la défense de la civilisation à Genève (Internationales Nachrichtenbüro der Verteidigung der Zivilisation). Prudent, il spécifie qu'elle ne ferait pas la propagande d'un État ou d'une idéologie en particulier, et qu'elle ne serait au service ni du fascisme, ni du national-socialisme, ni du libéralisme. Elle aurait pour but la défense de la civilisation chrétienne contre la menace du communisme, du marxisme et des

1036. «Protokoll der ersten Vertraulichen Internationalen Antikommunistischen Konferenz...», *op. cit.*

fronts populaires. Il se veut cependant rassurant en indiquant qu'elle s'abstiendrait de toute attaque contre les gouvernements qui constituent un rempart à cette menace. On comprend bien ce que ce projet a de peu satisfaisant pour certaines instances nazies. La référence à la civilisation chrétienne, si elle peut convenir à Adolf Ehrh, n'est pas du goût de ses supérieurs et de l'AA. Et ce n'est pas non plus le chapitre « Travail religieux » qui les rassurera sur les fondements de la conférence. L'action de Pro Deo, exposée par Jacques Le Fort, est particulièrement mise en évidence. Selon le procès-verbal, les participants résolvent de placer la défense de la foi et l'opposition active à la destruction de la religion par les bolcheviques parmi les priorités du congrès mondial. Une des premières mesures évoquées est la création d'un comité de soutien aux intellectuels russes bannis ou condamnés à mort.

Le fils de Georges Lodyginsky, Wladimir, présente les activités de la Commission de liaison de la Jeunesse chrétienne et patriotique; comme son père, il incrimine les pays « soi-disant libéraux » comme la France, où la jeunesse est éduquée dans un sens antipatriotique et antireligieux. Ses propositions de développement pour la jeunesse rencontrent l'approbation totale des participants, en particuliers des Italiens (Basile et Alessandrini), qui assurent qu'une action internationale des jeunes recevrait le soutien de l'Italie. Le représentant espagnol, De Armas y Gourié, fait impression en parlant de la jeunesse espagnole, qui défend son pays contre « l'invasion bolchevique » avec les armes. Les participants se lèvent pour rendre hommage à ces défenseurs de la souveraineté espagnole, et à ceux qui sont tombés dans ce combat¹⁰³⁷.

Le 8 novembre, la conférence est gratifiée d'un discours de Taubert, délégué de Goebbels et de la Reichspropagandaleitung der NSDAP, sur « *Die Idee des Nationalsozialismus, seinen Kampf gegen den Bolschewismus und dessen Überwindung in Deutschland* ». Il assure la conférence et l'Antikomintern de l'approbation totale du Reich et du parti: ils recevront leur soutien dans la réalisation des buts et des initiatives qui seront décidés au terme de la conférence. Les États libéraux sont une fois de plus pris pour cibles, accusés d'avoir facilité l'arrivée et la progression du communisme en laissant les ouvriers livrés à eux-mêmes, face au nouvel ordre industriel qui a bouleversé les existences. Leur incurie a fait le lit

1037. *Idem*.

du marxisme, dont les responsables juifs ont tôt fait de s'approprier la conduite des organisations ouvrières et de monter les ouvriers allemands contre leur propre nation et leur propre peuple. Adolf Hitler a très tôt compris le sentiment d'exclusion des ouvriers et il a redonné à l'ouvrier sa fierté en le réintégrant dans la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*) par l'instauration de la camaraderie (*Kameradschaft*) en loi supérieure du peuple. Et c'est pour cela que le national-socialisme a vaincu, dans le combat contre le bolchevisme, parce que ses valeurs sont plus positives, plus constructives. L'ouvrier allemand croit en le Führer, il lui est reconnaissant de l'avoir libéré. Après avoir vaincu le bolchevisme chez elle en 1933, l'Allemagne a commencé la lutte contre le *Weltbolschewismus*. L'Allemagne n'est plus isolée dans cette lutte, qui ne vise pas seulement au maintien de la civilisation (*Kultur*) dans chaque pays, mais aussi à celui de la paix dans le monde. L'exposé se clôt par une scène finale solennelle, quand Taubert, évoquant la guerre en Espagne, lance un vivat au général Franco; en réponse, le délégué espagnol lance à son tour un vivat au chancelier Hitler.

À l'issue de la semaine, les participants sont reçus par Goebbels en personne dans la salle du nouveau *Rathaus* de Munich. Chaque participant lui est présenté; il leur souhaite la bienvenue en Allemagne avant de se lancer dans un discours très applaudi sur le danger bolchevique et les moyens de s'en prémunir. Les pages de son *Tagebuch* consacrées à la journée placent sous une lumière crue les illusions et l'aveuglement de l'EIA sur la politique religieuse du régime nazi¹⁰³⁸.

Si Goebbels est enthousiaste à l'égard du congrès planifié par l'Antikomintern, il n'en va pas de même pour l'AA. Or, s'agissant d'une manifestation internationale, le ProMi se doit de lui en référer. L'opposition entre les deux ministères est tangible sur le sujet. L'AA envoie une circulaire à ses sections, disant qu'il ne trouve pas opportun, au regard de la situation actuelle, d'attirer l'attention sur l'extension de l'action de l'Antikomintern à l'étranger¹⁰³⁹. À la suite de la réunion, le responsable du Referat Deutschland de l'AA, Hinrichs, indique à ses supérieurs (*Gesandter* von Bülow-Schwannte et ministre von Neurath), que Feldafing s'est révélé un

1038. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, 10 novembre 1936, vol. 3/II, Munich: Saur, 2001, p. 245.

1039. Circulaire du Referat Deutschland du 16 janvier 1937, adressée aux autres sections de l'AA (Pol. V Russland, Pol. IX Amerika, etc.).

échec, à cause de la participation de personnalités non qualifiées, notamment des francs-maçons et des groupes de gauche, ainsi que des représentants du catholicisme politique. Le tout doit selon lui être placé sous bonne garde. Face à de telles réserves, le projet semble compromis.

Il est toutefois présenté lors de la conférence de l'EIA en 1937, où il provoque de fortes crispations. Ehrt n'est pas présent à la conférence, signe que le BP se doutait que les discussions sur l'organisation du congrès mondial anticommuniste seraient tendues. Aussi préfère-t-il organiser avec le BP une conférence séparée, à Bâle, le 13 mai 1937, pour discuter des points problématiques. Le BP s'entoure donc de précautions pour faire accepter le projet de congrès mondial à son conseil international. Mais les résistances sont fortes et, si le bureau de Pro Deo fait de son mieux pour taire les « difficultés religieuses » en Allemagne (sans parler du sort réservé aux juifs), il n'en est pas de même de tous les correspondants de l'Entente. Ainsi, le sénateur français Frédéric Eccard exprime ses plus grands doutes quant à l'autonomie du congrès mondial anticommuniste et affirme que :

« [...] L'Allemagne a pris une attitude excessivement violente contre le bolchevisme. Mais d'autre part beaucoup de cercles français et anglais sont étonnés de certaine politique antireligieuse de l'Allemagne. »¹⁰⁴⁰

Le BP tente de ménager des sensibilités irréconciliables. À l'issue de la conférence, les réticences des représentants français, belges, anglais et hollandais étant trop fortes, le BP s'engage à quitter le comité « provisoire » de Feldafing¹⁰⁴¹. Il rechigne cependant à abandonner complètement le projet et demeure en contact étroit avec Nils von Bahr jusqu'à l'orée de la guerre¹⁰⁴². Les Allemands et les Italiens font grand cas de la participation de l'EIA. Le Centro di studi anticomunisti tente de convoquer un congrès restreint à Stresa, en octobre 1937, mais y renonce parce que le BP maintient

1040. PV des séances du 11^e Conseil de l'Entente, 24 et 25 mai 1937. EIA, Conférences 1937.

1041. Rapport du Bureau permanent à la 11^e conférence de l'EIA, 24-25 mai 1937. AES, Pontificia Commissione Pro Russia, pos. 37, fasc. 215.

1042. Compte rendu du voyage de G. Lodyginsky à Berlin en juin 1939. EIA, Allemagne-Antikomintern, 1933-1942.

la décision prise par son conseil international de mai 1937¹⁰⁴³. Quelques mois plus tard, toutefois, Aubert propose une rencontre séparée et discrète, à Genève, avec quelques représentants Italiens et Allemands. Il considère l'Allemagne, l'Italie et le BP comme les «centres les plus importants d'action anticommuniste». Tout se passe comme si le BP tentait de contourner le veto du conseil international de l'Entente. Aubert ne semble avoir refusé d'aller à la rencontre de Stresa que pour en proposer une autre, à l'insu du conseil. Pour se dédouaner, il ajoute une précision dont le but inavoué est de pouvoir justifier cette initiative auprès du conseil s'il venait à l'apprendre :

«Afin d'éviter tout malentendu, nous désirons souligner que la réunion en question n'a rien à voir avec la préparation du Congrès mondial anticommuniste et qu'il s'agit, comme nous le disons plus haut, d'une conférence purement technique, dont l'objectif ne dépasse pas l'utilité très grande d'un échange de vues approfondi.»¹⁰⁴⁴

Le protocole de la réunion semble avoir été retiré des archives de l'EIA; il a notamment porté sur la création d'un service de diffusion d'émissions radio spécialisées dans la lutte anticommuniste à destination de la Russie, service pour lequel la participation financière du Reich est sollicitée¹⁰⁴⁵.

L'AA est toujours opposé à l'organisation de ce congrès, convaincu qu'il se révélerait nuisible, pour autant qu'on parvienne même à le concrétiser, s'il était trop ouvertement placé sous l'égide de l'Allemagne. Dès lors, plusieurs pistes sont explorées pour exporter le congrès dans un autre pays. Lors de la rencontre préparatoire de Lodyginsky avec Ehrh à Fribourg-en-Brisgau, en octobre 1936, l'idée avait été émise de l'organiser en Espagne. À Feldafing, on avait songé à quelque pays neutre. De son côté, Ehrh songe à une version «allégée» en «*Zwischenvölkische gegenkommunistische Tagung*» (Journée internationales contre le communisme). Il active un réseau d'universitaires anticommunistes allemands de

1043. Lettre de Pagliaro à Aubert, 9 octobre 1937; lettre d'Aubert à Pagliaro, 13 octobre 1937. EIA, Italie 1934-1942.

1044. Lettre d'Aubert à Pagliaro, 1^{er} février 1938. EIA, Italie 1934-1942.

1045. Lettre de Lodyginsky à l'Antikomintern, 17 mars 1938. EIA, Allemagne-Antikomintern, 1933-1942.

diverses branches (histoire, technique, économie, théologie) par le biais du professeur Bolko von Richthofen, que Laqueur décrit comme un antisémite fanatique¹⁰⁴⁶. En avril 1937, l'idée du congrès est discutée en très haut lieu, entre Hitler, von Neurath et Himmler¹⁰⁴⁷. Ce dernier suggère Gdansk, le Führer y est favorable, mais décrie qu'aucun organe officiel du gouvernement ne devra y être représenté. En août 1937, il s'agirait de transformer le projet en congrès de la jeunesse anticommuniste¹⁰⁴⁸. En juillet 1938, l'idée de l'Espagne est reprise. Goebbels est enthousiaste¹⁰⁴⁹. Prévu en février 1939, repoussé au mois de mai, le congrès est définitivement abandonné¹⁰⁵⁰. À la place, une exposition est montée dans les locaux de l'Antikomintern à Berlin, sous la présidence de Nils von Bahr, secrétaire général du bureau rebaptisé Bureau international pour les congrès anticommunistes. L'exposition est inaugurée le 14 juin 1939. Deux réceptions durant le mois accueillent un total de 66 diplomates de 45 pays¹⁰⁵¹. Elle est constituée de matériel récolté par l'Antikomintern en Espagne pendant la guerre : un millier de photographies, des affiches, des rapports originaux, des documents sur l'intervention étrangère, sur les Brigades internationales, sur la livraison de matériel de guerre, sur la terreur et sur les « prisons de la Tchecha » en Espagne. Un fichier de cartes de membres des Brigades internationales de tous les pays aurait spécialement impressionné et intéressé les visiteurs. À la lueur des documents consultés, l'EIA ne semble pas avoir été représentée dans l'exposition, mais Lodyginsky, justement en séjour à Berlin à la mi-juin, assiste à l'inauguration¹⁰⁵². Il ne s'agit pas d'un hasard si une exposition sur l'Espagne est montée par l'EIA à Genève deux mois plus tard¹⁰⁵³.

1046. BArch, R 8058, «Antibolschewistischer Weltkongress, Vorbereitendes Sekretariat» : une dizaine de pièces de correspondance datées de mai et juin 1937. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 182.

1047. Lettre de Bülow-Schwannte au ProMi, 30 avril 1937. PA AA, Inland II A/B83-60 A Antikomintern, Band 1, R 99515. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 186.

1048. Lettre de Kiersch au consul Dopffel, 12 août 1937. *Akten der Partei-Kanzlei der NSDAP*, Munich : Oldenbourg, 1983, AA-8, K/H, 200400932 ff. (87/2) (microfilms).

1049. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, 1^{er} juillet 1938, vol. 5, Munich : Saur, 2000, p. 365.

1050. Note de la DKZ, Abteilung Ausland [signature illisible], au ProMi, 10 février 1939. HIA, Deutsche Kongress-Zentrale, box 16, dossier «Antikomintern».

1051. Les lettres et rapports concernant cette exposition figurent dans : HIA, Antikomintern Collection, Box 194/5.

1052. Rapport de Lodyginsky sur son voyage à Berlin, mi-juin 1939. EIA, Allemagne-Antik. 1933-1942.

1053. Lettre de Lodyginsky à Gielen, 24 août 1939. EIA, Allemagne-Antik. 1933-1942.

Ce long épisode (1934-1939) du congrès anticommuniste mondial témoigne de l'importance attribuée d'une part à la manifestation publique d'un front anticommuniste uni et d'autre part à la collaboration du BP. L'entêtement de ce dernier et de l'Antikomintern se heurte toutefois à la ferme opposition de l'AA et du conseil international de l'Entente, opposition dont on peut penser qu'elle a empêché l'EIA de se compromettre plus ouvertement avec le régime nazi, épargnant ainsi sa réputation après la guerre.

PRO DEO OU LA CONSCIENCE RELIGIEUSE DU POLITIQUE

Pro Deo entend créer un courant globalement hostile au Komintern, à Moscou et au communisme en suscitant l'indignation des chrétiens par les récits d'horreur sur la famine et les persécutions. S'ériger en conscience religieuse du monde politique n'est toutefois pas aisé. La commission suscite des échos divers selon les correspondants, les moments et les objets sur lesquels porte son discours.

LA LUTTE CONTRE L'ADMISSION DE L'URSS À LA SDN (1934)

En 1934, l'EIA et ses correspondants se livrent à une véritable campagne concertée contre l'entrée de l'URSS au sein de la SDN. Dans ce cadre, l'exposition itinérante de Pro Deo est sa principale tâche durant l'année. L'Entente, pour sa part, se charge de la campagne de presse, qui commence dès le printemps et à laquelle le *Journal de Genève* prête main-forte¹⁰⁵⁴. Conformément à la nouvelle stratégie qui a présidé à la création de Pro Deo, le BP s'efforce de séparer d'une part les arguments religieux, d'autre part les arguments juridiques, économiques, diplomatiques et sociaux. Il semble comprendre intuitivement l'importance de cette précaution, d'autant plus nécessaire que les organisations religieuses, comme nous le verrons, rechignent à prendre position. Ainsi, le *Bulletin d'information politique EIA* du 4 mai 1934, qui porte sur «L'entrée éventuelle de l'URSS dans la SDN», propose un long développement, des réflexions et pronostics sur la situation géopolitique de

1054. Citons à titre d'exemple deux articles de Jean Martin dans le *Journal de Genève*: «La SDN contre le christianisme», 22 avril 1934, et «Les Soviétiques à Genève», 25 mai 1934. Le mois de septembre est également chargé en articles, parmi lesquels celui d'Ewald Ammende: «La famine russe et la Société des Nations», 15 septembre 1934.

l'époque, le jeu de l'URSS, le danger de son entrée dans la SDN, etc. Il ne fait qu'évoquer brièvement l'argument religieux, en citant un article du *Journal de Genève* du 22 avril 1934, «La SDN contre le christianisme». La protestation contre l'admission éventuelle de l'URSS à la SDN¹⁰⁵⁵, que le BP adresse à tous les chefs d'États et aux délégués de la SDN, dénonce l'absence d'une organisation judiciaire digne de ce nom, les pratiques de la GPU, le travail forcé instauré et maintenu par l'URSS, le régime des passeports à l'intérieur du pays et l'interdiction pour le peuple russe d'en sortir, l'annexion de la Mongolie extérieure, l'invasion de la Géorgie, le refus d'assumer les engagements internationaux de la Russie, la famine, etc.

La thématique des persécutions est réservée au *Bulletin religieux EIA* du 18 juin 1934, qui présente un martyrologe des «confesseurs de la foi», assorti d'une longue litanie de citations antireligieuses, tirées des différentes publications soviétiques athées. Les pièces maîtresses du bulletin sont la protestation du Consistoire de Genève et la lettre du pasteur Krop à Joseph Avenol, secrétaire général de la SDN, contre l'entrée des Soviets dans la Ligue des Nations. Il s'agit de deux «raretés» que l'Entente ne manque pas de mettre en évidence, au milieu du silence des Églises sur la question.

La déclaration du Consistoire, que le BP reproduit en lui conférant la force de l'évidence, n'est pourtant pas le fruit d'un compromis. Elle émane de la commission exécutive, présidée par André Dardel et composée de six autres personnes. Les autres membres du Consistoire ne sont pas solidaires de cette initiative pour laquelle ils n'ont pas été consultés. Elle suscite des débats au sein même du Consistoire et son accueil à l'extérieur est très mitigé¹⁰⁵⁶. D'aucuns évoquent le malaise ressenti par une prise de position à caractère politique. D'autres, dans des termes un peu voilés, relèvent l'incohérence d'une telle intervention, alors qu'aucune voix ne s'est élevée contre le traitement réservé aux Églises en Allemagne. Le ton très emphatique de la protestation et sa prétention à parler au nom de «toute la population chrétienne de Suisse» a de

1055. Protestation contre l'admission éventuelle de l'[URSS] dans la [SDN] adressée à la SDN, aux gouvernements, aux associations pour la SDN, aux institutions internationales, à l'opinion publique, par le BP de l'EICTI, juin 1934. EIA, BP, «Divers 1», dossier N° 49.

1056. Église nationale protestante de Genève, Mémorial des séances du Consistoire,

quoi déplaire. L'entrée d'un «gouvernement tout couvert du sang de nos frères martyrs» au sein de la SDN équivaldrait à une «profanation», un «outrage au christianisme» doublé d'un «danger pour notre patrie»¹⁰⁵⁷.

La Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS) est placée face à un dilemme¹⁰⁵⁸. La commission suisse Pro Deo et son antenne à Genève au sein du Consistoire et de la paroisse de Saint-Pierre-Fusterie (Le Fort, Dardel, Saussure) la pressent d'exprimer une protestation. Les discussions au sein de son comité, en été 1934, trahissent des avis différents et un certain malaise. La fédération n'a pas encore défini une ligne claire quant à l'opportunité et, le cas échéant, aux modalités d'une intervention des Églises dans les affaires de la SDN. Eugène Choisy et Adolf Keller, respectivement président et secrétaire de la fédération, souhaitent la tenir à l'écart de telles protestations, parce qu'ils en craignent les implications politiques. D'un autre côté, ils veulent éviter de froisser la susceptibilité de Pro Deo et, de manière plus générale, celle des Églises romandes, afin de ne pas les marginaliser. Le conseil prend le parti de s'aligner sur la position de l'Alliance mondiale pour l'amitié entre les Églises (AMAE) et du Conseil œcuménique qui, réunis à Fäno, au Danemark, en août 1934, se contentent d'émettre le vœu que l'admission des Soviét à la SDN inclue l'exigence du respect de la liberté religieuse sur leur territoire.

La lettre de Krop à Avenol, reproduite dans le *Journal de Genève* du 25 mai 1934, exprime la même exigence de respect de la justice et de la liberté de conscience comme condition préalable à l'admission de l'URSS. Son argumentation est autrement plus fine et développée que la protestation maladroite du Consistoire de Genève; elle s'aventure également dans des considérations politiques que l'AMAE et la FEPS s'interdisent d'exprimer. Krop évoque par exemple sa crainte de voir les petites nations contraintes à reconnaître diplomatiquement l'URSS si celle-ci venait à être admise à la SDN. Conformément à la vision pessimiste de l'EIA, il prédit que le haut principe moral qui a présidé à la création de la Ligue des Nations serait anéanti par l'admission de l'URSS, qu'elle serait la proie des bolcheviques, «qui en profiteraient

1934. Séance du 9 juin 1934, p. 85 et ss.

1057. *Bulletin religieux ELA*, N° 4, 18 juin 1934.

1058. Nous nous inspirons dans ce paragraphe des analyses de Kurt Semmler, *op. cit.*, pp. 143-148.

pour envenimer tous les rapports, déjà difficiles, entre ses membres et se serviraient de Genève comme d'un forum mondial précieux pour leur politique de désordre, de révolution et de misère.»

Face à l'absence de protestation de la part des organisations religieuses, il ne reste à Pro Deo que sa session de septembre 1934 pour faire entendre sa voix. La commission constate avec plaisir que les Églises locales se mobilisent. Des cultes religieux, organisés dans le sillage de la session de Pro Deo, sont consacrés spécialement à la protestation. L'archiprêtre Orloff célèbre un requiem à la mémoire des martyrs de la foi en URSS. Le samedi 15 septembre, un culte protestant d'intercession en faveur des martyrs est célébré de manière interconfessionnelle (Églises réformée, luthérienne, épiscopale américaine, orthodoxe et vieille-catholique de Genève) à la cathédrale Saint-Pierre. La prédication du pasteur de Saussure témoigne de la difficile position des institutions chrétiennes qui souhaitent s'opposer à l'entrée de l'URSS dans la SDN¹⁰⁵⁹. Il est contraint de justifier cette démarche qui n'a, dit-il, rien de politique, mais qui est guidée uniquement par des préoccupations d'ordre spirituel. Il se justifie en affirmant que la même démarche de protestation sera exercée en faveur des «opprimés d'Allemagne» le jour où ce pays demandera à faire partie de la SDN. Malgré son inspiration chrétienne, cette dernière n'a su témoigner qu'indifférence à l'égard des millions de chrétiens qui souffrent: elle s'est ainsi aliéné la chrétienté et ne tardera pas à tomber en pourriture. Le lendemain, il préside à une autre célébration, tandis que, du côté catholique, M^{gr} Petit, vicaire général, officie en l'église du Sacré-Cœur de Genève; M^{gr} Besson célèbre pour sa part un office pontifical en l'église de Notre-Dame de Genève. C'est le RP Benoît Bavaud (Université de Fribourg) qui prononce le sermon de circonstance, pour rappeler en priorité la nécessité de la lutte contre le communisme antireligieux¹⁰⁶⁰. Mais, en passant, Bavaud rappelle tous les «obstacles spirituels à la paix» que sont les «fausses doctrines de la nation ou de la race, de la production et de l'or, de la révolution communiste et de l'antireligion». La référence au néopaganisme et au racisme nazi est à relever, car elle est absente des délibérations de Pro Deo. Ce sermon est prononcé

1059. La prédication est reproduite dans le *Journal de Genève* du 16 septembre 1934: «Culte solennel en faveur des martyrs de la foi».

1060. Compte rendu dans *Le Courrier de Genève*, 17 septembre 1934.

devant une assistance où figurent nombre de représentants catholiques de la SDN, à commencer par Motta, Schuschnigg (chancelier d'Autriche), l'Irlandais de Valera, les Belges Jaspar et Carton de Wiart, les Polonais Beck et Raszynski, ainsi qu'Avenol et Pilotti, respectivement secrétaire général et secrétaire adjoint de la SDN.

Après le vote, le jésuite Yves de La Brière s'en prend vertement à la SDN dans *Unitas* d'octobre 1934; il déplore le fait que seul Motta et de Valera se soient courageusement opposés à l'admission de l'URSS. Jacques de Bivort de La Saudée, dans la *Revue des deux mondes* du 1^{er} février 1935, présente l'entrée de l'URSS à la SDN comme «une nouvelle offensive des sans-Dieu». Allant plus loin que tous les membres de la Commission, qui s'étaient bornés à parler d'union pragmatique, il salue le prêche du pasteur de Sausure à la cathédrale et émet l'idée que l'offensive «inouïe» de l'URSS contre le christianisme pourrait être «l'aurore de l'union dogmatique entre tous les chrétiens: en forçant ceux-ci à s'unir contre un ennemi commun, l'union des cœurs hâtera sans doute l'union des esprits»¹⁰⁶¹.

Les Églises ne forment qu'un élément dans la campagne contre l'admission de l'URSS à la SDN. Les espoirs de l'EIA reposent prioritairement sur les délégués de la SDN et sur le ministre suisse des Affaires étrangères, Giuseppe Motta, à qui sont envoyées lettres et publications. Le discours qu'il prononce devant la SDN le 17 septembre 1934 contre les sans-Dieu donne pleine satisfaction à l'Entente, sans compter qu'il est reproduit dans la *Gazette de Lausanne*, le *Journal de Genève*, la *Neue Zürcher Zeitung* et le *Courrier de Genève* du lendemain. L'allocution se termine notamment sur l'argument religieux et sur le vœu que, si l'URSS est admise, ses représentants auront à rendre compte des persécutions religieuses. Il avertit que d'autres délégués ne manqueront pas de dénoncer «la propagande antireligieuse qui ne connaît pas sa pareille dans les annales du genre humain et plonge dans le deuil et les larmes la Chrétienté, avec tous les hommes qui croient en Dieu et invoquent sa justice».

Le 18 septembre 1934, après des discussions houleuses, l'URSS obtint un siège permanent au conseil de la SDN par 39 oui, trois non (Pays-Bas, Portugal, Suisse) et sept abstentions (Belgique,

1061. Jacques de Bivort de La Saudée (SJ), «Une nouvelle offensive des sans-Dieu», tiré à part de *La Revue des deux mondes* du 1^{er} février 1935, éditions du Bureau de la Commission internationale «Pro Deo», Genève, 1935.

Luxembourg, Argentine, Cuba, Nicaragua, Pérou, Venezuela). Nous verrons que la commission Pro Deo ne s'avouera pas vaincue pour autant et qu'elle reprendra la lutte par d'autres biais.

UNE CROISADE QUI AGACE: LE SURSAUT DU CHRISTIANISME SOCIAL

«Que vous le vouliez ou non, on verra toujours dans la Commission Pro Deo la fille de votre «Entente fraternelle» [l'EIA]»¹⁰⁶².

F. J. Krop.

Les visées politiques de l'EIA et la dénonciation des persécutions religieuses ne font pas bon ménage. Elles sont épinglées de manière cinglante par Leonhard Ragaz (1868-1945)¹⁰⁶³ dans un article de la *Revue du christianisme social*, «Où sont les sans-Dieu?». Il sera repris partiellement en 1937, dans *Terre nouvelle*, qu'il signe en sa qualité de président de la Fédération internationale des socialistes religieux. «Voyons, est-il vraiment nécessaire d'aller vers les communistes et en Russie pour rencontrer l'athéisme?», commence-t-il. Pour Ragaz, le régime capitaliste, «avec son culte de l'argent et de la machine, sa manière de faire de l'homme une valeur marchande» est déjà en lui-même «un réel et immense athéisme». Il dénonce l'hypocrisie de ceux qui, tout en se proclamant les adversaires des sans-Dieu, sont également les fervents soutiens de l'armement. Sans citer directement Pro Deo, il y fait une allusion évidente, semblant presque s'adresser directement à ses animateurs:

1062. D^r F. J. Krop, secrétaire général de l'Entente fraternelle internationale pour la défense contre le bolchevisme sur le terrain moral et religieux (Rotterdam), à Th. Aubert, 30 novembre 1934. EIA, Hollande 1933-1943.

1063. Théologien suisse, pasteur, directeur de la revue *Neue Wege*, Leonhard Ragaz devient au lendemain de la Première Guerre mondiale, une figure centrale du socialisme religieux. Engagé dès le début du XX^e siècle dans le mouvement ouvrier (en 1921, il quitte même la charge de professeur de théologie qu'il occupe depuis 1908 à l'Université de Zurich pour pouvoir s'y consacrer) et dans le mouvement antimilitariste, il se lance également très tôt dans le dialogue avec les juifs et rejettera l'antisémitisme, le national-socialisme et les mouvements frontistes en Suisse. Entré au parti socialiste en 1913, il en sort en 1935 lors du ralliement du parti à la défense nationale. Notice biographique de Ruedi Brassel-Moser dans le dictionnaire historique de la Suisse en ligne: www.dhs.ch (consulté le 4 février 2009).

«Point n'est besoin assurément d'organiser une exposition spéciale du «sans-dieuisme»: elle est sous nos yeux, gigantesque, en tout lieu, dans toutes les villes et tous les villages, dans les mairies, les écoles, les bourses, les auberges et les maisons de Dieu. [...] Non, n'allez pas en Russie! [...] Vous pouvez aussi vous épargner l'irritation que vous donne le projet d'organisation d'une centrale des «sans-Dieu» parmi nous. Depuis longtemps elle existe, cette centrale. Elle fonde chaque jour de nouvelles filiales. Elle en a même dans les églises, les chapelles et autres lieux de prière.»¹⁰⁶⁴

Ragaz considère que l'athéisme le plus dangereux n'est pas à trouver en Russie, ou parmi les sans-Dieu ou libres penseurs, mais parmi les personnalités qui se proclament elles-mêmes religieuses, et chez qui la religion est devenue uniquement «formelle». Le mot de «pharisaïsme» est lâché. L'athéisme est certes un des plus grands maux, affirme Ragaz. Mais il est avant tout à combattre en soi-même. Il faut réfléchir au mouvement des sans-Dieu, mais «au lieu d'être prétexte à une exposition destinée à juger et condamner, ce mouvement doit nous pousser à la repentance». Car ce mouvement ne s'en prendrait pas directement au Christ ou à Dieu en tant que tels, mais à la religion devenue par trop formelle et, effectivement, «opium du peuple».

Poursuivant son argumentation par une nouvelle adresse directe, il retourne la formule «pour Dieu ou contre Dieu» pour faire valoir sa théologie du «règne de Dieu»: l'athéisme ne peut-il être considéré comme un aiguillon pour le christianisme, comme une occasion d'introspection et de repentance, une manière de préparer «la nouvelle venue de Dieu parmi les hommes»? Il condamne enfin les motifs politiques qui inspirent ceux qui s'en prennent à l'athéisme dans les journaux bourgeois, et dans lesquels se loge l'athéisme véritable:

«Vous vous irritez, souvent avec une indignation quelque peu forcée, que l'on ait dénoncé la religion comme «l'opium du peuple». N'est-ce pas pour la moitié, pour les deux tiers même, la pure vérité? Jésus-Christ est le tourment sacré du monde. Mais la religion, le christianisme le sont-ils? Dans cette perspective, la lutte contre Dieu n'apparaît-elle pas finalement comme une lutte

1064. Leonhard Ragaz, «Où sont les sans-Dieu?», *Terre nouvelle*, Paris, N° 26, 1937.

pour Dieu? N'y a-t-il pas là plus de sens du divin que dans ces articles inspirés en fait de motifs politiques et imprimés dans des journaux bourgeois qui, avec leur parfaite indifférence païenne à l'égard de Dieu et leur mépris pour toute foi vraie, manifestent en vérité l'athéisme à l'état pur? Sous cet angle, le mouvement des «sans-Dieu» n'apparaît-il pas semblable à Jean-Baptiste précédant Jésus-Christ pour balayer le chemin devant lui? [...]»

Au sein de la revue *Christianisme social*, le pasteur Élie Gounelle poursuit la dénonciation dans un article en janvier 1935. Il s'en prend à la «Ligue» Pro Deo et à ses «ligueurs», en les accusant, comme Ragaz et dans des termes plus directs encore, de partialité et de compromission politique avec le capitalisme occidental. Jacques Le Fort lui répondra par une lettre outrée, qu'il lui demandera de publier dans la revue, en vertu du droit de réponse¹⁰⁶⁵.

L'OPÉRATION SEIB ET DEUTSCHMANN: RÉCIT D'UNE MOBILISATION RÉUSSIE

La nouvelle de l'exécution imminente de deux pasteurs allemands de Russie, Seib et Deutschmann, est activement relayée par la DPK, qui demande à Pro Deo de lancer une protestation des Églises à l'échelle internationale¹⁰⁶⁶. En mars 1935, Carlier envoie une communication au nom de Pro Deo au président français Lebrun. Un accusé de réception l'informe que le rapport a été transmis au ministre des Affaires étrangères¹⁰⁶⁷. Parallèlement, Krop écrit au ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval. Il ne le fait cependant pas en tant que membre de Pro Deo, mais en sa qualité de délégué de la Ligue protestante universelle et de l'Alliance internationale de la Mission intérieure et du service chrétien, et aussi – ce à quoi un homme politique français doit se montrer sensible – en sa qualité d'officier de la Légion d'honneur. Sa démarche complète celle des représentants des Églises protestantes de France (Boegner), le priant d'intercéder auprès du gouvernement soviétique pour vingt-six pasteurs persécutés en URSS,

1065. Lettre de Le Fort au pasteur Élie Gounelle, 13 avril 1935. EIA 901.

1066. Selon télégramme non daté envoyé à Pro Deo de Berlin par la DPK. EIA, 896 («Commission Pro Deo», «Démarches diverses faites par elle ou par ses filiales nationales»).

1067. Lettre du cabinet du président Lebrun à l'abbé Carlier [copie], 5 avril 1935. EIA, 896 («Commission Pro Deo», «Démarches diverses faites par elle ou par ses filiales nationales»).

parmi lesquels Seib et Deutschmann figurent en première ligne ; la liste est jointe avec l'adresse des familles. Krop s'adresse à Laval, dit-il, « au nom de la conscience humaine » et des principes de 1789.

Le bureau Pro Deo envoie encore un télégramme au Père Ledit à Rome pour lui annoncer la condamnation à mort des deux pasteurs et le prier de les aider à lancer une campagne de protestation dans la presse¹⁰⁶⁸. En l'absence de Ledochowski, Ledit transmet le télégramme à la Secrétairerie d'État, pour l'informer de cette affaire et des démarches qu'il a entreprises. Il présente Pro Deo comme une organisation interconfessionnelle de Genève et mentionne la présence en son sein du révérend Henri Carlier. Il considère que l'action de la commission n'est parfois pas suffisamment discrète et qu'en l'occurrence une campagne de presse serait malvenue, surtout depuis Rome. Préférant la voie diplomatique, il fait appeler l'ambassade française par le Père de Régis, recteur du collège russe, pour obtenir des informations au sujet de ces pasteurs. L'attaché de l'ambassade, Charles de Chambrun, aurait aussitôt téléphoné à l'ambassadeur soviétique Boris Stein, qui promet de s'enquérir auprès de Litvinov pour information. Le général des jésuites réprimandera toutefois assez durement Ledit de cette initiative, qu'il estime « trop politique ».

Lodygensky adresse de son côté un vibrant appel à tous les pasteurs du canton de Genève le 21 mai 1935¹⁰⁶⁹. « Messieurs les Pasteurs, j'ai longtemps hésité avant de me résoudre à vous adresser cette lettre. Elle pourra vous paraître présomptueuse et mon intervention sera sans doute jugée par beaucoup comme parfaitement déplacée, et cela d'autant plus que son auteur est orthodoxe et simple laïc. Mais qu'importe, puisque nos frères en Christ sont torturés et menacés de mort, qu'importe puisque c'est de les sauver qu'il s'agit ! » L'appel fait mouche : lors de sa séance du samedi 25 mai 1935, le Consistoire de l'Église nationale protestante de Genève vote une protestation contre les persécutions et les condamnations à mort de chrétiens en URSS¹⁰⁷⁰.

Mal informé par le BP selon qui Laval n'aurait rien entrepris, le tenace Krop fait parvenir une seconde lettre, de protestation cette

1068. Lettre de Ledit au secrétaire d'État du Vatican, date illisible 1935 (15.03.25?). AES, Stati Eccl. IV, pos. 542-543, fasc. 564.

1069. EIA 900.

1070. *Le Travail*, 28 mai 1935, p. 6.

fois, au chef du cabinet de Laval, Ch. Rochat. Parallèlement, le pasteur Boegner, président de la Fédération protestante, avec qui Krop est en relation pour cette action, lui certifie que le ministre des Affaires étrangères a soulevé à Moscou la question des pasteurs condamnés à morts¹⁰⁷¹. Après plusieurs interventions en été, le 9 novembre 1935, le pasteur Schabert communique à Pro Deo que les peines de mort des deux pasteurs ont été commuées en dix ans de déportation. Mais on était sans nouvelles d'un autre pasteur, Kludt, récemment condamné à mort. Schabert prophétise que dans quelque temps il n'y aurait plus aucun pasteur en fonction en Russie¹⁰⁷².

La mobilisation réussie en faveur des pasteurs Seib et Deutschmann implique toutefois tant d'acteurs que le rôle exact des appels de Pro Deo reste difficile à établir. Nous ne saurions conclure, mais il pourrait s'agir de l'une des rares opérations concrètes de Pro Deo parvenue à activer les Affaires étrangères françaises par des biais aussi distincts que le pasteur Krop et le réseau jésuite à Rome.

UNE INDIGNATION SÉLECTIVE

La mise au pas des Églises en Allemagne est passée sous silence par Pro Deo. Des interrogations soulevées tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la commission la contraignent à se situer et à se resituer au fur et à mesure que monte la clameur entre 1934 et le printemps 1936, où la question religieuse dans le Reich est spécialement traitée dans les pays occidentaux.

Au début 1935, Pro Deo se tient à l'écart du problème sous prétexte que les chrétiens allemands bénéficient d'appuis occidentaux pour se défendre. C'est du moins ce que répond en substance Jacques Le Fort à la brûlante question posée par le pasteur Élie Gounelle dans la *Revue du christianisme social* de janvier : pourquoi la commission Pro Deo ne s'engage-t-elle pas en faveur des chrétiens persécutés par l'athéisme hitlérien, raciste, fasciste ? Ces chrétiens-là, indique Le Fort, sont déjà entourés de la sympathie des chrétiens des autres pays, qui suivent de près ce qui s'y passe. Ils ne seraient pas les victimes, comme les Russes, d'une « conspiration du silence »¹⁰⁷³.

1071. Boegner à Krop, 17 juin 1935. EIA, 896.

1072. *Bulletin religieux* EIA, N° 9, 20 novembre 1935.

1073. Lettre de Le Fort au pasteur Élie Gounelle, 13 avril 1935. EIA 901.

Toutefois, le trouble est semé et même le bureau ne semble pas se satisfaire de pareille réponse. En avril 1935, il s'en ouvre à la DPK dans une lettre anxieuse qui use encore du conditionnel pour s'enquérir des « mesures que le gouvernement allemand aurait prises à l'égard d'ecclésiastiques protestants et catholiques ».

« Vous savez par les entretiens que nous avons eus à plusieurs reprises avec vous à ce sujet, combien cette question nous préoccupe; c'est pourquoi nous désirons vous signaler l'émotion que ces nouvelles ont provoquée dans les milieux chrétiens hors d'Allemagne, émotion dont nous avons reçu des échos de toute part.

» Nous vous envoyons également deux articles parus dans les journaux communistes qui montrent combien les sans-Dieu sont prompts à exploiter tout ce qui peut nuire à la cause chrétienne dans le monde. »¹⁰⁷⁴

Pro Deo est pourtant en possession de coupures de presse qui font état des affrontements entre le Reich et l'Église confessante. L'année 1935 est marquée par l'expulsion de Karl Barth, par des procès engagés par l'État nazi contre certains représentants de congrégations catholiques, sous des accusations fallacieuses de trafic de devises et d'attentat aux mœurs¹⁰⁷⁵.

Au printemps, dans un document édifiant, la commission suisse de Pro Deo donne trois raisons pour lesquelles elle ne proteste pas contre le néopaganisme allemand et ne présente pas de documents à ce sujet dans son exposition sur les sans-Dieu¹⁰⁷⁶. L'argumentation en est tortueuse mais soigneusement réfléchie. Elle met l'accent sur la gravité de la situation en Russie, pour ensuite amoindrir la portée de la question dans l'Allemagne nazie. Elle prétend premièrement que la Deutsche Glaubensbewegung n'est pas soutenue de manière inconditionnelle par l'État allemand comme l'est l'Union des sans-Dieu militants par Moscou. Deuxièmement, le gouvernement russe est explicitement hostile à Dieu, il ferme les églises, emprisonne les prêtres. Le gouvernement allemand, en revanche, reconnaît encore officiellement le christianisme et la foi

1074. Lettre du bureau de Pro Deo à la DPK, 12 avril 1935. EIA 896.

1075. Hubert Gruber, *Friedrich Muckermann, op. cit.*, p. 309, 317.

1076. « Die Stellung der Schweizerischen Kommission Pro Deo zum Neuheidentum oder der sog. Deutschen Glaubensbewegung im heutigen Deutschland », non daté (probablement entre fin 1934 et milieu 1935). EIA 898 Coupures Pro Deo.

en Dieu. Le troisième point relève que le salaire des ecclésiastiques est assuré par l'État allemand, que les églises ne sont pas fermées, que la Deutsche Glaubensbewegung ne représente pas une menace internationale sérieuse, contrairement au mouvement issu de Moscou.

Forte de ces raisons, Pro Deo Suisse répète qu'elle n'a ni à inclure le néopaganisme allemand dans son exposition ni à protester contre lui. Ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs, de manifester son rejet de ce mouvement fondé sur le sang et la race (plutôt que sur un Dieu personnel et la création), de déplorer les déclarations souvent blasphématoires de nombreux organes du mouvement et du NSDAP et, enfin, de témoigner sa sympathie pour les Églises chrétiennes (protestante et catholique) qui doivent lutter pour leur liberté et leur indépendance en Allemagne.

Lors de son voyage à Berlin en février 1936, Lodygensky s'entretient avec Klaus von Keyserlingk et le pasteur Schuster du problème «qui porte un si grand préjudice aussi bien aux intérêts de l'Allemagne qu'à l'action internationale de Pro Deo»¹⁰⁷⁷. Avec les deux membres de la DPK, il visite les bâtiments du Kirchenministerium où une note est remise à Lodygensky, dans laquelle le chef du service de presse déclare qu'il est «prêt à venir en Suisse pour apporter tous les éclaircissements voulus de source autorisée aux milieux ecclésiastiques et laïques sincèrement intéressés au problème de la situation des Églises en Allemagne»¹⁰⁷⁸. Les démarches, guidées non par le souci de la situation des chrétiens mais par celui de faire taire des voix qui mettent en doute la cohérence et la probité du combat de Pro Deo, n'iront pas plus loin. Le docteur se borne à évoquer la complexité extrême de la situation et s'abrite derrière «la crise très profonde de la conscience religieuse allemande» et «les sérieux tiraillements qui existent au sein même des milieux ecclésiastiques». On cherchera en vain l'évocation de Karl Barth ou de Martin Niemöller.

De même, si la récente encyclique *Divini redemptoris* est citée en exemple par Lodygensky lors de la 11^e conférence de l'EIA en mai 1937, il ne souffle mot de *Mit brennender Sorge*¹⁰⁷⁹.

1077. «Voyage du D^r Lodygensky à Berlin du 19 au 28 février 1936». EIA, PV du BP 1936.

1078. *Idem*.

1079. Georges Lodygensky, *Rapport de la commission Pro Deo*, mai 1937. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 37, fasc. 215.

La septième session de Pro Deo en septembre 1937 fait la part belle à la dénonciation de l'antifascisme, du «pseudo-pacifisme» et de la campagne en faveur de l'Espagne «rouge»¹⁰⁸⁰. Mais de nouvelles interrogations se font jour sur la question religieuse en Allemagne. Lodygensky déplore l'absence de la DPK à la session, qui aurait pu donner des compléments d'information. Les avis sont très partagés. Lodygensky s'insurge contre le fait que la récente conférence œcuménique d'Oxford ait traité un autre problème que l'oppression religieuse sanglante en URSS, en Espagne et au Mexique. Le pasteur Meyer, délégué à la conférence, tente de justifier le fait que l'assemblée ait consacré une attention spéciale à la question d'Allemagne, non seulement parce qu'elle préoccupe l'ensemble du monde protestant, mais aussi parce que la venue d'une délégation allemande de trente personnes a été interdite au dernier moment par le Reich. Le pasteur Jacques Menthonnex, de La Cause, se refuse à placer bolchevisme et fascisme sur pied d'égalité; cette manière de présenter les choses n'est selon lui qu'une manœuvre communiste pour créer la confusion. Pour lui, la tâche est déjà énorme de s'occuper des persécutions communistes (Mexique, Espagne, URSS), et la question de l'Allemagne déborde le cadre de Pro Deo.

Le Père Stark, qui rentre d'un séjour d'une année en Allemagne, donne un avis peu tranché, qui va dans le sens de la déclaration de la commission suisse: l'oppression et l'attitude hostile de la part de l'État ne peut être niée, mais la réaction des Églises est forte. Le délégué anglais, James Walsh (directeur du *Catholic Time*), fait part de l'inquiétude des Britanniques et «croit qu'on pourrait faire beaucoup pour lutter contre l'attitude du gouvernement du Reich». Il est le premier à évoquer la figure du pasteur Martin Niemöller – arrêté en juillet, sous le coup d'un procès qui le conduira au camp de concentration de Sachsenhausen en mars 1938 –, que les Anglais admirent beaucoup selon lui. Mais la désunion des protestants allemands est invoquée pour justifier l'absence d'un réel mouvement de soutien international. René Hentsch qui revient lui aussi de Berlin, y a rencontré des pasteurs qui lui semblent au-dessus de tout soupçon et qui sont en désaccord avec «la ligne de conduite du pasteur Niemöller», qui

1080. Compte rendu de la VII^e session de la commission Pro Deo, 13-14 septembre 1937. EIA 901.

«dépasse les limites nécessaires et attaque constamment le gouvernement». Hentsch est lui aussi d'avis que tout est dans le ton et dans la «forme appropriée» aux critiques qu'un ecclésiastique peut faire. D'autre part, il défend la vision d'un régime polarisé: d'un côté, Goebbels et Rosenberg ouvertement hostiles au christianisme, de l'autre, le chancelier Hitler qui «ne serait pas dans ces idées». Pour clore la discussion, Lodyginsky tente de ramener l'argument à la «confusion» qui règne en Allemagne. Puisque des «tiraillements» ont lieu dans les tribunaux avec le Ministère des cultes, c'est bien que la politique religieuse est «loin d'être précise». Craignant peut-être qu'une suggestion dans ce sens ne surgisse, il rappelle que la commission ne vote pas de résolution. Relevons qu'à l'issue des deux précédentes sessions, elle a pourtant fait parvenir aux journaux un communiqué qui en tient lieu¹⁰⁸¹. Il réaffirme que Pro Deo a été créée pour parer au manque de réaction des chrétiens face aux persécutions en URSS, au Mexique et en Espagne. Dans ces pays, Lodyginsky observe une oppression sanglante et décrit des martyrs livrés à eux-mêmes, acculés à une résistance passive; en Allemagne, il voit une oppression larvée (des «tiraillements»), contre laquelle les Églises peuvent résister activement, avec le soutien de la Conférence d'Oxford. D'autre part, puisqu'un concordat existe en Allemagne, il lui semblerait «déplacé» de la part de la commission de juger s'il est «suffisant»: c'est l'affaire du Vatican. Il termine en se rangeant à la remarque conclusive du pasteur Menthonnex, pour qui la question allemande déborde le cadre des travaux de Pro Deo.

Après cette mise au point, la session peut se concentrer sur les pressions à exercer sur la SDN. Parmi les incohérences, il faut relever que, si les persécutions au Mexique et en Espagne sont effectivement sanglantes, elles n'ont rien en commun avec la situation en URSS. Au Mexique moins encore qu'en Espagne, le Komintern n'a pas joué de rôle dans les exactions commises contre des ecclésiastiques. La réponse des Cristeros au régime anticlérical extrémiste du président Plutarco Elías Calles – qui n'a rien d'un bolchevique mexicain – s'apparente selon Jean Meyer à une guerre

1081. Ces deux communiqués, intitulés «Prière d'insérer» (rédigés respectivement à l'issue des sessions des 30 septembre-1^{er} octobre 1935 et des 21-22 septembre 1936), rendent compte de la session et de la nature de Pro Deo, de ses constatations sur la situation religieuse en URSS, au Mexique (et, en 1936, en Espagne), et contiennent pour le premier un paragraphe de «recommandations» et pour le second un paragraphe de protestation. EIA 900.

révolutionnaire et coloniale contre un régime radicalisé et brutal dans sa démarche de séparation de l'Église et de l'État. Le contexte de cet anticléricalisme outrancier est celui de la rupture ancienne entre l'Église et les élites du pays, peu au fait de la mentalité du peuple métis, indien et chrétien¹⁰⁸². Si la commission estime qu'en Allemagne, c'est l'affaire du Vatican, pourquoi donc se mêle-t-elle d'un conflit dans lequel Rome fait tout pour se maintenir à l'écart, se désolidarisant des Cristeros, cherchant la conciliation avec le gouvernement, imposant la paix de 1929, excommuniant les catholiques qui reprennent le maquis? Le conflit connaît des phases plus ou moins aiguës, avec un apaisement notable entre 1929 et 1931, un nouveau pic en 1935, avant d'être liquidé en 1938. Toutefois, le Mexique est un lointain pays et Pro Deo ne l'évoque qu'avec une certaine réserve; mais il sert, comme la guerre civile espagnole, à faire croire que le danger athéiste progresse dans le monde à partir de Moscou.

1936: PRO DEO ET LE NOUVEL ASSAUT CATHOLIQUE CONTRE LES SANS-DIEU

L'année 1936 marque une nouvelle phase dans la lutte contre le communisme au sein de l'Église catholique. Dirigée contre la menace générique des sans-Dieu, elle prend les airs d'une attaque concertée, à laquelle la commission religieuse de l'EIA aimerait prendre une part active et dont elle tente, avec des succès inégaux, de tirer bénéfice.

UNE CROISADE DE PRIÈRE «SILENCIEUSE»... POUR LA CONVERSION DE LA RUSSIE

Alors que Pro Deo souhaiterait des déclarations interconfessionnelles fracassantes, l'Église catholique se maintient dans la ligne de l'encyclique *Mortalium animos* et promeut un geste silencieux. En mars 1936, le pape lance une nouvelle croisade de prière pour la Russie. Le cardinal Pacelli en avertit toutes les nonciatures, recommandant expressément qu'aucune publicité ne lui soit faite, par crainte qu'elle n'occasionne une intensification des persécutions. Si

1082. Jean Meyer, *La révolution mexicaine, 1910-1940*, Paris: Calmann-Lévy, 1973 et *Apocalypse et révolution au Mexique. La guerre des Cristeros (1926-1929)*, Paris: Gallimard/Julliard, 1974.

toutes les religions sont persécutées en URSS, le tableau très noir de la situation des ecclésiastiques catholiques en URSS¹⁰⁸³ l'incite à prétendre que l'Église catholique est devenue la cible principale du régime, qui décrit le pape comme son ennemi le plus déterminé et le plus haï¹⁰⁸⁴. Les nonciatures ont mission de transmettre à toutes les communautés religieuses de leur territoire l'appel du pape à consacrer des prières et des sacrifices pour la Russie dans le secret de leur cellule et de leur cœur.

La véritable raison du secret de cette action de prière n'est pas, ou pas uniquement, la crainte de représailles. Cette action – et c'est ainsi qu'elle est interprétée si l'on en juge par les réponses reçues à la Secrétairerie d'État – se concentre sur les catholiques persécutés, et non sur tous les croyants; de plus, elle vise explicitement la conversion de la Russie. Il est évident que toute publicité faite à cette initiative contribuerait à envenimer les relations avec les autres confessions, en particulier l'orthodoxie.

La seule manifestation de cette croisade silencieuse est l'instauration, le vendredi saint 10 avril 1936, d'une prière spéciale pour les chrétiens persécutés. Le mot d'ordre est transmis aux nonciatures, puis aux évêques, qui le répercutent dans leur diocèse. L'initiative ne passe pas inaperçue de Pro Deo, qui s'en réjouit et s'empresse de faire connaître la lettre de M^{gr} Besson et celle de la Fédération des Églises et associations protestantes de Genève, qui se sont unies à la prière du vendredi saint¹⁰⁸⁵. M^{gr} Besson évoque les persécutés, les églises fermées et les « ennemis de Dieu » dans son sermon pascal, ne manquant pas de rappeler que « notre patrie elle-même n'est point à l'abri de ces derniers »¹⁰⁸⁶.

LES RÉSERVES DU GÉNÉRAL DES JÉSUITES

Comme il l'avait fait après la publication de *Caritate Christi compulsi* quatre ans plus tôt, le général des jésuites réagit vivement à l'appel du pape. Il ne fallait pas beaucoup pour l'y encourager: il

1083. Ce rapport indique que les prêtres sont passés d'un millier, avant la Révolution, à quelques dizaines; ils sont enfermés, malades, vieux, exilés, dispersés, emprisonnés, empêchés de donner une instruction religieuse aux moins de 18 ans.

1084. Circulaire du cardinal Pacelli à toutes les nonciatures, 4 mars 1936. AES, Stati eccl., pos. 528-531, fasc. 552.

1085. Rapport du Bureau de Pro Deo sur son activité depuis la V^e session; octobre 1935-avril 1936. EIA 901.

1086. « Message pascal », 1936. *Discours et lettres pastorales*, vol. VIII, op. cit., p. 77.

était déjà persuadé, en octobre 1935, que la Compagnie n'avait pas assez fait pour dénoncer les nouvelles méthodes insidieuses de la lutte antireligieuse¹⁰⁸⁷. Il convoque à Rome une réunion des Pères assignés à l'anticommunisme dans divers pays, les 10-12 mai 1936, afin de faire le point¹⁰⁸⁸. Outre celles de Ledit et de Stark, relevons la présence du Père Gustave Desbuquois, responsable de l'Action populaire en France. L'historien Paul Droulers fait état d'un heurt entre le général et Desbuquois le premier jour. La position tranchée du premier à l'égard des communistes (tout dialogue avec eux est impossible) s'impose autoritairement face à une « discrète suggestion » du second. En son for intérieur, Desbuquois considère qu'une action purement défensive ne suffit pas et qu'un travail positif de réforme sociale doit être prioritairement entrepris pour couper l'herbe sous les pieds des communistes. À la suite de la réunion, il accepte, « par docilité sinon par conviction » (Droulers), son placement à la tête d'un « centre de défense religieuse contre le communisme » à Vanves, en France. À ce titre, il devient le chef de file des Pères commis dans ce pays à la lutte contre l'athéisme : pour la plupart, ils fréquentent les sessions de Pro Deo (c'est le cas des RP Kologrivoff, Robinne, Catry et Bivort de La Saudée)¹⁰⁸⁹.

Au cours de la réunion, l'échange le plus manifeste pour l'avenir des relations entre les jésuites et Pro Deo est celui qui oppose le Père Stark au général¹⁰⁹⁰. Le rapport (en latin) de Stark est très enthousiaste quant à la collaboration avec la commission interconfessionnelle. Il indique qu'il est possible de provoquer une sorte de mouvement anticommuniste non seulement de la part des catholiques, mais aussi de tous les chrétiens et même de tous ceux qui croient en l'existence d'un Dieu personnel, créateur du ciel et de la terre. Il se sent du reste autorisé à poursuivre dans cette direction sur la base de l'encyclique de 1932 dont il cite un extrait. La commission Pro Deo, que tous connaissent, lui semble très appropriée pour une telle collaboration. Décrivant la composition de la commission suisse, il parle « de l'illustre D^r Lodyginsky de l'Eglise orthodoxe », de l'exposition

1087. Cité par Paul Droulers, *op. cit.*, p. 191.

1088. Se rencontrent ainsi à Rome les Pères Stark (Suisse), Desbuquois (France), Frochisse (Belgique), Keating (Angleterre), Quera (Espagne), Lord et O'Connell (États-Unis), Krus (Tchécoslovaquie), ainsi que Ledit, Ryder (secrétaire de De Atheismo), F. Muckermann, des Pères de la curie et de la Civiltà cattolica. ARSI, JESCOM, *De communismo atheo*, 1938.

1089. Notamment les RP Robinne, Catry et Bivort de La Saudée.

1090. Nous remercions François Sallin pour sa précieuse aide à la traduction du latin.

contre les sans-Dieu et de ses excellents résultats, notamment en termes de mobilisation de la jeunesse. La réponse de Ledochovski est quelque peu réfrigérante et, malgré les difficultés d'appréciation de certains termes latins, il semble permis de percevoir de la causticité dans son propos (que nous traduisons ci-dessous au plus près du texte latin) :

« Nous devons plutôt tendre à une action indépendante contre l'ennemi commun, parce que ces hommes [sous-entendu: Lodygsky et les membres non catholiques de Pro Deo] ne comprennent pas les différences essentielles entre nous et eux. Non seulement ils veulent s'occuper des choses de la religion, mais ils les mélangent toutes. Ainsi, reprend Ledochovski, le D^r Lodygsky voulait organiser un congrès où le président fût un catholique, si par ce moyen il pouvait obtenir la coopération des catholiques. Cela nous est difficile. Il faut s'en tenir au principe selon lequel nous combattons séparément contre l'ennemi commun. En Belgique, reprend-il, les catholiques ont été invités par le D^r Lodygsky à se joindre à eux (Pro Deo). L'un des correspondants belges a répondu qu'il ne pensait pas que les catholiques puissent faire quelque chose de cette manière. Dès lors, il faudra leur suggérer sur un ton aimable la façon dont nous pourrions collaborer. Avec un grand profit, ils se sont servis d'expositions, présentant des images effroyables de toute l'activité communiste, dans le but que cette dernière soit évidente pour tous, par des graphiques ou par des libelles. Dans ce domaine, nous pouvons instituer le plus aisément une collaboration. M^{gr} Besson lui-même a dit, à la suite de ces expositions dans des régions non catholiques mais libérales, que l'effet a été ressenti immédiatement dans les élections municipales. [...]

La mise au point de Ledochovski est assez claire: une collaboration est souhaitable sur le plan purement pratique, comme dans le cadre d'expositions et d'échanges d'informations mais la coopération ne doit pas être étendue à d'autres domaines et il n'est pas souhaitable de « marcher ensemble ». Il ne faut pas pour autant se départir du « ton aimable » qui a eu cours jusque-là dans les échanges avec Pro Deo. Le général laisse transparaître une forme de dédain à l'égard de Lodygsky, non seulement – pensons-nous – à cause de son statut de « schismatique », mais surtout à cause du pragmatisme qu'il perçoit chez lui.

Mis en regard du récit de la rencontre entre Ledochovski et Lodygensky en octobre 1932, le jugement de ce dernier sur le premier fait ressortir le caractère illusoire de toute cette «amabilité»:

«Le général m'adressa la parole comme à un catholique. Pour dissiper tout malentendu, je lui dis que je m'efforçais d'être un fils fidèle de mon Église orthodoxe. Il rit et remarqua: «Vous voyez donc que même le général de l'ordre des Jésuites peut faire involontairement de petites gaffes». Depuis lors nos rencontres eurent toujours lieu dans une atmosphère extrêmement amicale. À chacun de mes voyages à Rome, j'allais voir le Père Ledochovski.»¹⁰⁹¹

Le docteur place Ledochovski dans la catégorie des catholiques doués d'une «grande élévation spirituelle» et faisant preuve d'humour et de courtoisie à l'égard des orthodoxes. Mais cet humour et l'atmosphère amicale de leurs échanges masque en fait une incompréhension mutuelle et des arrière-pensées de part et d'autre. Si Lodygensky a toujours déploré la grande ignorance des catholiques à l'égard de l'orthodoxie, Ledochovski a bien peu de considération pour le regard que cet orthodoxe peut porter sur l'Église catholique. Il semble toutefois que, des deux, ce soit Ledochovski qui témoigne de la plus grande habileté diplomatique.

À l'issue de la réunion avec les jésuites, le général estime qu'on n'a pas assez agi jusqu'alors¹⁰⁹². Il publie une lettre à l'attention de la Compagnie¹⁰⁹³ et ajoute du personnel nouveau au petit groupe entourant Ledit¹⁰⁹⁴. Les discussions sur la France mentionnent notamment l'action et les publications de la Fédération nationale catholique (FNC), qui sont considérés comme fiables et utiles: *Unitas* et son supplément *Cieux nouveaux*, ou encore les *Dossiers* et *Cahiers* de l'Action populaire de Desbuquois. Les travaux du Père Archambault, un jésuite canadien et également correspondant de Pro Deo, sont cités comme des plus méritants et dignes

1091. Georges Lodygensky, «Sur la voie de l'Unité chrétienne», *op. cit.*, p. 16.

1092. Témoignage du Père Ledit, en anglais, à l'occasion de la mort du général des jésuites, Ledochovsky, en 1942 [sans date]. ARSI, Fonds W. Ledochovsky, 1025/355.

1093. «De atheismo a Nostris magis magisque impugnando. Ad universam societatem», 19 juin 1936, *Acta romana societatis Jesu*, 1936, pp. 524-532.

1094. Muckermann y collabore jusqu'en octobre 1937. Se joignent aussi les RP Frochisse (qu'il faut débaucher de Belgique contre la volonté du provincial), Joy (Irlande), Steinmetz (Allemagne), Mayor (Espagne). D'autres changements interviennent encore avant que la composition du secrétariat ne se stabilise avec les RP Ledit, Pellegrino, Mayor, Junosza, Bradidich.

d'admiration. Dans une allocution du 12 mai 1936, le dernier jour de la réunion, le pape définit le communisme comme étant le plus grand danger. Pour consacrer ce nouvel assaut du catholicisme contre les sans-Dieu, un congrès international de la presse catholique est agendé à l'automne 1936. Les contextes des fronts populaires en France et en Espagne, et bientôt de la guerre civile espagnole, semblent justifier cet assaut et renforcent les dispositions à la lutte dans divers milieux. L'approche du Congrès international de la presse suscite deux initiatives qui sont soumises au Saint-Siège.

La première provient de Pro Deo elle-même. Elle bénéficie de l'appui discret de M^{gr} Besson. L'évêque transmet à la nonciature de Berne un mémorandum défendant un projet d'« Office catholique de presse et d'information anticommuniste », qui devait avoir son siège en Suisse, pour être au plus près la SDN¹⁰⁹⁵. Il devait être dirigé par une personnalité catholique, probablement l'abbé Carlier, et sous le contrôle de M^{gr} Besson¹⁰⁹⁶. L'évêque soutient ce « groupe d'hommes de confiance qui se préoccupe du mouvement des sans-Dieu », qui lui semblent très bien placés pour se documenter, et considère l'entreprise comme « tout à fait digne d'être approuvée ». La nonciature, qui est du même avis, transmet l'affaire à la Secrétairerie d'État, qui approuve le principe de ce projet placé sous le sage contrôle de M^{gr} Besson¹⁰⁹⁷. Il obtient même la bénédiction du pape, qui le juge digne d'être soutenu par la presse catholique de tous les pays. Mais aucune mesure ni aucune aide financière concrète ne sont proposées par le Vatican, si bien qu'on ne dépasse pas le stade de la déclaration d'intention. Après la tenue du Congrès de la presse catholique, à la mi-octobre 1936, l'Associated Press diffuse une dépêche selon laquelle la Congrégation pour les affaires extraordinaires avait formé une organisation internationale incluant des catholiques et des protestants, basée sur les comités Pro Deo existant déjà dans différents pays. Elle indique que le Vatican souhaite maintenant donner une instance centrale à cette organisation, qui doit poursuivre son activité de propagande anticommuniste et d'information sur les activités bolcheviques. Cette

1095. Lettre de M^{gr} Besson au nonce Bernardini, 28 juillet 1936. ASV, Segr. Stato, 1936, Assoz. Catt., pos. 62.

1096. Mémorandum sur le projet de constitution d'un Office catholique de presse et d'information anticommuniste, s. d., annexé à la lettre de M^{gr} Besson au nonce Bernardini, 28 juillet 1936. ASV, Segr. Stato, 1936, Assoz. Catt., pos. 62.

1097. Lettre du chargé d'affaires de la nonciature, M^{gr} Aldo Laghi, au cardinal Pacelli, 2 août 1936. ASV, Segr. Stato, 1936, Assoz. Catt., pos. 62.

fausse nouvelle provoque l'ire de la Secrétairerie d'État, qui se fend d'un rapport pour nier toute relation entre le Saint-Siège et la « ligue » Pro Deo qui, fondée par des laïcs, agit de sa propre initiative¹⁰⁹⁸.

La seconde initiative, en provenance de la curie généralice des jésuites, aboutit, elle, à une réalisation concrète, mais dont Pro Deo est exclue. Ledochovski suggère au Père Ledit de monter une exposition comme celle organisée par la commission. Il estime que les résultats obtenus par cette dernière sont assez intéressants, mais que Ledit peut faire bien mieux¹⁰⁹⁹. Il s'agit pour les jésuites d'une occasion unique de sensibiliser les journalistes du congrès à la concurrence communiste. Si l'on en juge par les photographies de l'exposition conservées dans les archives des jésuites, les résultats sont probants. Des membres de Pro Deo auraient affirmé à Ledit n'avoir encore jamais réuni une telle documentation, ce dont le jésuite s'enorgueillit particulièrement.

Après la réunion des jésuites préposés à l'anticommunisme, deux collaborateurs, Mario von Galli et Jakob David, sont adjoints à Karl Stark en été 1936 pour accroître le spectre d'information de l'institut, jusque-là presque exclusivement réduit au communisme et à la franc-maçonnerie. Galli est chargé de se concentrer sur l'Allemagne nazie, David sur les questions sociales¹¹⁰⁰. Puis, brusquement, Stark quitte Zurich pour séjourner pendant une année en Allemagne. Les documents manquent, tant dans les archives des jésuites à Rome qu'à Zurich, pour permettre d'expliquer les raisons de ce départ et de ce séjour. Toujours est-il qu'après la réunion, les rapports d'activité de l'Apologetisches Institut (AI) se font de plus en plus discrets sur la collaboration avec Pro Deo. Le rapport de 1937, signé par Jakob David, la mentionne encore. Ce ne sera pas le cas de celui de l'année suivante (1937-1938), rédigé après le retour de Stark à Zurich. Il n'y figure plus qu'une évocation évasive, moins enthousiaste qu'au temps de l'exposition anticommuniste¹¹⁰¹.

1098. Rapport de la Secrétairerie d'État, n. s., s. d. (quelques jours après le 17 octobre 1936). AES, Stati Eccl. IV, pos. 542-543, fasc. 564.

1099. Témoignage du Père Ledit, en anglais, à l'occasion de la mort du général des jésuites, Ledochovsky, en 1942 [sans date]. ARSI, Fonds W. Ledochovsky, 1025/355.

1100. Beat Baumgartner, *art. cit.*, p. 675.

1101. «Tätigkeitsbericht des Apologetischen Institutes des SKVV 1937-1938», Archives de la province suisse de la Compagnie de Jésus (Zurich).

La prise de position de l'institut face à la guerre d'Espagne, d'après ses rapports d'activité, contrairement à celle de Pro Deo, semble assez mesurée. Il cherche à définir le rôle de l'Église catholique et à prendre des informations dans les deux camps. Dans le rapport d'activités de 1937-1938, la question n'est même plus soulevée, au profit de celles du national-socialisme et de l'antifascisme. À partir de 1937, non seulement Pro Deo n'est plus guère évoquée dans les rapports de l'AI, mais on observe l'apparition d'un angle de défense du catholicisme contre le protestantisme. Le ton a indubitablement changé, et l'heure n'est plus à la collaboration ouverte. La défense contre certains courants du protestantisme – tel celui du christianisme social de Leonhard Ragaz – devient de plus en plus affirmée jusqu'à dénoncer, à la fin de la guerre, l'existence de « manœuvres » de cercles de gauche dans l'attaque du « catholicisme politique ».

Aux réserves du général Ledochowski s'ajoutent celles du provincial Paul de Chastonay. Le 1^{er} septembre 1937, l'AI lance un bimensuel, l'*Antimarkxistischer Mitteilungsdienst*, qui change deux fois de titre en trois mois, passant de *Schweizerischer Antimarkxistischer Mitteilungsdienst*, à *Schweizerischer Mitteilungsdienst über Marxismus*, pour finir par s'appeler plus sobrement *Mitteilungsdienst* à partir du 1^{er} décembre 1937, et enfin *Apologetische Blätter* à partir des N^{os} 17-18 du 26 septembre 1938. Tous ces changements, ainsi que l'ajout de la mention « *Pour information personnelle – Ne pas diffuser dans la presse* », sont révélateurs d'un malaise. Le provincial est d'une part mécontent de la teneur de la publication, qu'il compare à de simples rapports de police; il juge leur contenu excessivement négatif et aspire à un travail constructif. Craignant d'autre part que l'AI ne soit perçue comme trop politique, il en fait le reproche à Stark, qui réplique par une statistique faisant apparaître les autres thématiques traitées par l'AI dans ses articles. Stark prête encore le flan à la critique en automne 1937 à cause de ses prestations de service auprès de l'Action nationale suisse contre le communisme (ANSC) de Jean-Marie Musy, créée en 1936¹¹⁰². Le provincial et le nouveau directeur de l'AI, Richard Gutzwiller, redoutent qu'une accointance avec l'Action de Jean-Marie Musy ne soit suspectée par le public et ne tolèrent pas que Stark, secrétaire employé à plein temps de l'AI par la SKVV,

1102. Daniel Sebastiani, *op. cit.*, pp. 517-731.

s'adonne à d'autres occupations rétribuées, telles la livraison d'articles à l'ANSC¹¹⁰³. Une mise au point a lieu entre Stark et ses supérieurs pour faire cesser cette pratique, qui doit se limiter, dans le pire des cas, à la transmission d'informations brutes sur le marxisme¹¹⁰⁴. Sous l'influence de Gutzwiler, l'AI va entrer dans une phase plus dynamique et progressivement se défaire de son image de service d'information anticommuniste¹¹⁰⁵. Stark, pour sa part, restera proche de Lodyginsky et ne sortira pas de son domaine de prédilection, publiant après la guerre plusieurs ouvrages sur le communisme, non signés ou sous un nom d'emprunt¹¹⁰⁶.

Malgré les réserves émises par Ledochovski à l'égard de la collaboration avec Pro Deo, Stark rend compte des travaux de la huitième session de la commission dans le premier numéro des *Apologetische Blätter* mais, fidèle aux injonctions de la hiérarchie, ne souffle mot de sa présence.

En matière d'anticommunisme et de lutte contre l'athéisme, diverses tendances sont donc observables au sein de la Compagnie dès 1936, dont aucune n'est compatible avec la poursuite d'un chemin commun avec Pro Deo. L'impulsion du généralat est défensive face au communisme et hostile à la collaboration avec les autres confessions. Si Stark est tout à fait à l'aise avec l'option de dénonciation et de défense, ce n'est qu'à regret qu'il se retire de la collaboration active avec Pro Deo. L'avertissement de Ledochovski, même s'il ne le vise pas explicitement, vaut aussi pour le Père de Bivort de La Saudée, qui ne réitérera pas l'expérience d'une publication aux éditions de Pro Deo. L'impulsion, au niveau des provinces française (Desbuquois) et suisse (Gutzwiler), en faveur d'une action plus constructive, en particulier dans le domaine social, ne rencontrera pas d'écho au sein de Pro Deo. Pourtant, des vœux similaires avaient déjà été émis, à plusieurs reprises, au moment de bilans sur l'exposition contre les sans-Dieu. L'année 1936 marque donc la fin de l'«illusion jésuite» pour la commission, bien que les signes de désengagement et les limites de la collaboration ne semblent pas être compris par le bureau.

1103. Il est probable que le lien entre lui et l'Action de Musy a été établie par le biais de l'avocat saint-gallois Armin Egli, ancien membre catholique de la commission suisse Pro Deo aux côtés de Stark.

1104. Échanges de lettres entre Gutzwiler, Chastonay et Stark, septembre-novembre 1937. Archives de la Province suisse des Jésuites, AI, Dossier I. 3. Chastonay, 1937-1938.

1105. Beat Baumgartner, *art. cit.*, p. 675.

LA CHASSE AUX SANS-DIEU: LES CONGRÈS DES LIBRES PENSEURS (1936-1938)

À partir de 1936, la question des sans-Dieu est à nouveau mise en avant par l'EIA et Pro Deo. Le contexte de la montée des fronts populaires en 1936 ainsi que celui de l'Anschluss, en mars 1938, marquent ces campagnes. La fusion des internationales sans-Dieu, communiste et non communiste, est décrite comme un événement funeste et le BP s'active pour dénoncer et faire empêcher la tenue de congrès internationaux.

Il s'agit pourtant d'un épouvantail. L'antireligion n'est plus l'objectif prioritaire en URSS et au sein du Komintern ; à partir de 1935, elle est remplacée par les nécessités de la lutte antifasciste, qui conduiront à une politique de rapprochement non seulement avec les socialistes (initiée dès l'été 1934), mais aussi avec les chrétiens, par le célèbre discours de la « main tendue », de Maurice Thorez, du 16 avril 1936¹¹⁰⁷. Cet affaiblissement de la lutte anti-religieuse, constaté et déploré par la presse athéiste soviétique, est connu du BP, qui dépouille systématiquement *Le sans-Dieu* et *L'Antireligieux*¹¹⁰⁸. Arguant qu'un retour de bâton doit forcément être attendu, l'EIA se remet à la chasse aux sans-Dieu. L'annonce de la tenue d'un congrès international des libres penseurs à Prague, les 11-13 avril 1936, et les élections prochaines en France poussent l'EIA à l'action. Là encore, autre épouvantail, ou erreur de diagnostic : la poussée populaire, en France notamment, ne s'oriente pas « vers un renouveau de la lutte anticléricale », ainsi que le souligne l'historien Pierre Lévêque. Le Front populaire, une fois au pouvoir, optera pour une politique conciliante à l'égard de l'Église. Et la fusion des deux Unions de libres penseurs à Prague, contrairement à ce que le BP veut faire croire, se réalise avec peine à cause d'oppositions tenaces de la part des non marxistes ; elle ne débouche ni sur un afflux d'adhérents ni sur un noyautage du Front populaire. Le désarroi des libres penseurs ne fait que s'accroître au fur et à mesure de la montée des périls¹¹⁰⁹.

1106. (Note de la p. 367.) S. n. [Stark, Karl], *Kommunismus in der Schweiz ; Le communisme en Suisse, aperçu de l'organisation et de l'histoire du mouvement révolutionnaire*, Lausanne/Berne : Éditions du Comité suisse d'action civique, s. d. Et sous le nom d'emprunt de Karl Steger : *Im Banne des Kommunismus. Ein Werkbuch über Idee und Gefahr des Kommunismus*, Lucerne : Rex-Verlag, 1952.

1107. Serge Berstein, *La France des années 1930*, Paris : Armand Colin, 2002 [1993], pp. 105-109.

1108. EIA 901.

1109. Pierre Lévêque, *art. cit.*, pp. 137-193.

Lodygensky commence par solliciter M^{me} Steenberghe-Engeringh et Donna Giustiniani-Bandini, pour qu'elles interviennent auprès du Vatican. Vraisemblablement dans le prolongement de la croisade de prière silencieuse lancée par le pape en mars 1936, la première propose à M^{gr} Pizzardo de susciter une œuvre de prières expiatoires auprès de toutes les affiliées de l'Union internationale des Liges féminines catholiques¹¹¹⁰.

Le BP vise une action plus concrète: il demande à ses correspondants de lancer une campagne visant à expulser l'Internationale des sans-Dieu qui a fixé son siège en Belgique¹¹¹¹. Ce postulat est malvenu: Bruxelles, qui était le siège de l'ancienne Union internationale, a seulement été désignée comme hôte de la réunion du comité exécutif en avril 1937, non comme siège du nouveau mouvement. De telles déclarations n'ont d'autre but que de soulever l'indignation et de créer un climat d'alerte. Quelques jours après la victoire du Front populaire en France (3 mai), l'EIA publie un article dans la *Gazette de Lausanne* du 15 mai 1936 sur la fusion des deux internationales réalisée un mois plus tôt. L'EIA y accuse de nombreuses personnalités politiques tchécoslovaques, en particulier le président Benes, de compromission avec la cause des sans-Dieu. Selon elle, cette fusion s'est faite au profit des sans-Dieu soviétiques, qui se réjouissent de la constitution d'un «front unique international des sans-Dieu».

Point de congrès des sans-Dieu à Bruxelles, mais à Londres, en septembre 1938. Dans cette affaire, la commission Pro Deo belge s'attribue une part du mérite dans le fait que Londres plutôt que Bruxelles ait finalement dû accueillir le congrès¹¹¹².

De nouveaux correspondants de la section anglaise de l'EIA sont mis à contribution pendant l'année 1938: Mrs. R. Copeland (MP, du parti conservateur) et une certaine Lady Makins mobilisent notamment la Women's Guild of Empire dont le bulletin publiera des informations sur le congrès fournies par le BP¹¹¹³. L'Union internationale des Liges féminines catholiques est sollicitée pour la campagne. Lodygensky écrit à Donna Giustiniani-Bandini que «le

1110. Lettre de F. Steenberghe-Engeringh à M^{gr} Pizzardo, 3 avril 1936. AES, Stati eccl., pos. 533, fasc. 556.

1111. Lettre de Lodygensky à Donna Giustiniani-Bandini, 19 avril 1938, que cette dernière transmet à la Secrétairerie d'État du Vatican. AES, Stati eccl., pos. 533, fasc. 556.

1112. Lettre du RP A. von Rooy à Lodygensky, 18 janvier 1938. EIA, Belgique 1936-1942.

1113. PV des 7-12 février 1938, 23-24 mai 1938. EIA, PV du BP 1938.

congrès constitue une véritable provocation à l'égard du monde chrétien» et qu'«il faut d'une part, que des directives précises soient envoyées de Rome et que d'autre part, vos amis anglais agissent dans les milieux catholiques et anglicans»¹¹¹⁴. De manière assez détournée, comme si les deux éléments étaient comparables, il suggère que le Vatican ferait deux poids deux mesures en critiquant d'une part la politique religieuse allemande et en tolérant d'autre part l'Union mondiale des libres penseurs (que l'EIA s'obstine à appeler «internationale des sans-Dieu»).

Il n'est pas impossible que la lettre que le secrétaire d'État du Vatican écrit au cardinal Arthur Hinsley, archevêque de Westminster, le 8 mai 1938, soit inspirée par la suggestion du docteur¹¹¹⁵. Mais nous ne saurions l'affirmer avec certitude. Pacelli y reprend l'affirmation d'une «source confidentielle» selon laquelle «le gouvernement ne serait pas opposé à cette interdiction à condition d'être soutenu par l'opinion publique». Aussi Pacelli demande-t-il à Hinsley d'étudier avec ses collègues de l'épiscopat les moyens d'instruire et de préserver les catholiques anglais par le clergé, la presse et tous les moyens de propagande qu'ils pourront envisager pour soutenir l'opinion anglaise et ainsi pousser le gouvernement à interdire le congrès.

La campagne contre le congrès a débuté à la fin de l'année 1937 déjà, par des questions posées à la Chambre des Communes¹¹¹⁶. À partir de la lettre de Pacelli, Hinsley y joue un rôle très actif, de même que le *Catholic Herald* et le *Catholic Times*. Le cardinal-archevêque interpelle les autorités, les deux journaux publient lettres et pétitions. L'historien David Nash montre que l'agitation autour du congrès (qui n'est du reste pas le fait exclusif de l'Église catholique) préoccupe au plus haut point le Ministère de l'intérieur dirigé par Samuel Hoare. Le Home Office est débordé de lettres de citoyens apeurés et scandalisés à la seule idée qu'un tel congrès pourrait être accueilli sur sol britannique. Les services de renseignements (le MI5) sont mis à contribution pour faire la lumière sur la prétendue mainmise des Soviétiques sur le congrès et sur l'Union internationale des libres penseurs. L'enquête révèle

1114. Lettre de Lodyginsky à Donna Giustiniani-Bandini, 19 avril 1938. *Ibid.*

1115. Lettre de Pacelli à Hinsley, 8 mai 1938. *Ibid.*

1116. Elle est étudiée dans le détail par David Nash dans *Blasphemy in modern Britain*, *op. cit.*, pp. 218-238.

la grande part d'exagération dans ces allégations et ces craintes: le congrès est convoqué par les libres penseurs *britanniques* qui jouissent, grâce aux résultats de l'enquête, d'un certain coefficient de respectabilité auprès tant du MI5 que du Home Office; de plus, il n'a jamais été question que Yaroslavsky, à la tête des sans-Dieu soviétiques, y assiste, encore moins qu'il le préside. Le ministère prend d'autant plus au sérieux cette réprobation (Nash parle d'hystérie) que la situation internationale s'est dégradée et que les conséquences de l'Anschluss pour la Grande-Bretagne (notamment un afflux de réfugiés autrichiens) provoquent une grande inquiétude au sein de l'opinion. On requiert en particulier des assurances auprès de la délégation britannique, dirigée par Chapman Cohen, pour que le congrès ne prenne pas une tournure politique; le rapport du MI5 précise que cette délégation n'a accepté la participation des libres penseurs communistes dans l'organisation qu'à la condition qu'ils observent une « stricte neutralité politique ».

Les résultats de la concertation avec Hinsley et les autres évêques à ce sujet sont transmis à la mi-mai à Pacelli, par l'intermédiaire de l'évêque de Southwark en visite au Vatican¹¹¹⁷. Les évêques pensent que la hiérarchie ne doit pas s'exprimer publiquement sur le sujet, mais laisser bien sûr libre cours aux protestations qui ne manqueront pas de venir des catholiques les plus ardents, notamment les Irlandais. Ils ordonnent une journée de prière dans toute l'Angleterre, le 29 mai 1938, qui ne doit pas, disent-ils, avoir un caractère de lutte explicite contre le communisme, mais seulement de réparation et d'imploration. La volonté d'ériger une digue spirituelle contre les « fausses doctrines » sera toutefois évidente pour tous, indique le compte rendu d'audience¹¹¹⁸. Au préalable, M^{gr} Hinsley avait alerté les responsables religieux des autres Églises¹¹¹⁹. Le chef des presbytériens et le grand rabbin seraient tous deux disposés à tenter leur possible pour faire interdire le congrès. Hinsley est en train de préparer une lettre de protestation qui doit être signée par tous les chefs religieux. L'archevêque de Cantorbéry, mieux informé et nettement

1117. Compte rendu de l'entrevue avec l'évêque de Southwark (M^{gr} Amigo) avec le cardinal Pacelli, 18 mai 1938. AES, Stati eccl., pos. 533, fasc. 556.

1118. *Ibid.*

1119. Lettre du cardinal Hinsley au cardinal Pacelli, 15 mai 1938. AES, Stati eccl., pos. 533, fasc. 556.

plus pondéré, il précise qu'il ne s'agit pas d'un congrès d'athées militants, mais de l'ordinaire congrès des libres penseurs. De son côté, le ministre Hoare ne pense pas, comme Hinsley tente de l'en convaincre, que la manifestation présente un danger pour l'ordre public. En manière d'avertissement, Hinsley laisse entendre qu'il ferait de son mieux pour maintenir le calme parmi ses ouailles, mais qu'il ne pouvait être tenu pour responsable de « malencontreux incidents ». Hoare est d'avis, comme divers députés des Communes, qu'une interdiction du congrès serait interprétée comme une limitation de la liberté de parole et équivaldrait à une publicité gratuite pour un congrès qui pourrait tout aussi bien passer inaperçu¹¹²⁰. L'interdiction au prétexte que ses opposants pourraient occasionner des débordements dans la rue est inacceptable du point de vue du Home Office.

La pression « du bas » est cependant très forte. Elle est en partie suscitée et instrumentalisée par un membre du Parlement, le *captain* Archibald Maule Ramsay. Ce populiste devenu violemment antisémite à la suite de la lecture des *Protocoles des sages de Sion*, est à la tête d'une organisation fasciste brandissant le swastika, la Nordic League. Il lance une campagne législative aux Communes contre la tenue du congrès. En juin 1938, il s'appuie sur la Blasphemy Bill, à laquelle il propose d'ajouter une close de restriction pour les étrangers, dans le but d'empêcher l'arrivée des délégations des autres pays. Bien qu'elle soit entachée d'incohérences et d'anomalies légales, cette proposition de modification de la loi n'en inquiète pas moins le Home Office qui prépare une riposte à Ramsay. C'est qu'elle est sympathique à nombre de parlementaires. Après avoir passé la rampe d'un premier vote qui décide de la prendre en considération par 165 voix contre 134, elle sera finalement rejetée à la deuxième lecture, le 30 juin 1938.

De son côté, Hinsley continue la bataille durant l'été en brandissant des pétitions de catholiques des dominions et en tentant d'empêcher la BBC de couvrir le congrès, plaidant sa cause auprès du premier ministre Chamberlain. Mais aucune des démarches de Ramsay et de Hinsley n'aboutissent et le congrès est agendé du 9 au 13 septembre 1938. Il ne reste donc plus que la rue pour protester. La commission belge Pro Deo s'octroie à nouveau une part

1120. Compte rendu de l'entrevue avec l'évêque de Southwark (M^{gr} Amigo) avec le cardinal Pacelli, 18 mai 1938. AES, Stati eccl., pos. 533, fasc. 556.

du mérite dans le mouvement d'indignation anglais, à la suite de deux longues interviews données par le RP van Rooy dans le *Catholic Herald*. Selon elle, 40 000 catholiques anglais auraient pris part à un cortège à Londres pour protester contre la tenue du congrès des libres penseurs. Le chiffre paraît grandement exagéré. Le 9 septembre, jour d'ouverture du congrès, un meeting de protestation réunit quelque 500 personnes sous les auspices des Militant Christian Patriots, une organisation d'extrême droite. Parmi les participants, on compte essentiellement des sympathisants fascistes et antisémites, auxquels se joignent des représentants de groupes chrétiens (British Bible Union, Christian Endeavour Society, Christian Evidence Society, Salvation Army), de la British Empire Union et de la Nordic League de Ramsay.

Ce dernier est entré en contact avec le BP au mois d'août 1938 seulement, pour lui demander de collaborer au rassemblement qu'il est en train de susciter et pour divulguer en Angleterre les informations de l'Entente, dont il se sert déjà pour sa propre orientation¹¹²¹. En plein accord avec ses correspondants anglais (Baker White de l'Economic League (EL), Lord Phillimore et Sir Waldron Smithers), le BP accepte la proposition.

Le rôle du BP dans toute cette agitation n'est toutefois que très indirect; celui de sa section anglaise est difficile à établir, mais il ne semble guère important. C'est Ramsay qui mène le bal. Sa collaboration avec l'EIA, qui ne sera jamais effective, n'intervient que très tardivement. L'Entente est par ailleurs bien mal renseignée sur les résultats qu'il a obtenus au moment du congrès, signe que le BP suit le processus d'assez loin :

« Le Bureau [...] est entré en relation avec le capitaine Ramsay de la British Empire Union, qui s'est efforcé de grouper toutes les associations patriotiques et religieuses anglaises. Il ne semble pas que le capitaine Ramsay ait obtenu les résultats qu'il attendait. »¹¹²²

Quant aux démarches de Lodyginsky auprès du Saint-Siège, elles sont elles aussi indirectes, filtrées par Steenberghe-Engeringh et Giustiniani-Bandini. S'il est possible que Pro Deo joue un rôle d'aiguillon, il est toutefois évident que le Saint-Siège, qui dispose

1121. PV du 1^{er} au 24 août 1938. EIA, PV du BP 1938.

1122. Notes pour le rapport général, février 1939. EIA, Activité du BP de 1924 à 1949.

de ses propres sources d'information, n'a guère besoin d'être encouragé en matière de lutte contre l'athéisme. M^{gr} Bernardini, nonce en Suisse, qui a reçu Lodyginsky en audience, transmet à M^{gr} Tardini, secrétaire de la Congrégation pour les affaires ecclésiastiques extraordinaires, le bulletin EIA consacré à la conférence des sans-Dieu à Londres après sa tenue¹¹²³. Il juge le bulletin «peu ordonné» et prévient qu'il ne présente rien de nouveau par rapport à ce que le Saint-Siège connaît déjà, les *Lettres de Rome* ayant déjà publié un rapport succinct sur le congrès. Il s'étonne que Pro Deo ne parvienne pas à expliquer l'absence des délégués russes au congrès. La raison en est pourtant fort simple et vient d'être donnée par le *Journal de Genève* de la veille: les autorités anglaises ont refusé de viser les passeports des délégués soviétiques au congrès.

Le bulletin donne un bref historique du mouvement de la libre pensée, épuré par de sérieux escamotages et de saisissants raccourcis. Ainsi, le dynamisme du mouvement avant la Première Guerre mondiale et la césure provoquée par celle-ci dans son évolution ne sont pas du tout évoqués. Le mouvement se serait «maintenu jusqu'à la guerre mondiale dans le domaine de la spéculation intellectuelle, philosophique et matérialiste» jusqu'à l'avènement du bolchevisme en URSS. La Révolution d'octobre marque, selon le bulletin, un tournant dans l'histoire de la libre pensée et de la presse athée. Depuis lors, cette dernière se serait mise «à chanter les louanges du régime des Soviets» et serait «inféodée à l'Internationale des libres penseurs prolétariens» créée par le Komintern en 1925. Le texte insiste sur le fait que le seul but de cette internationale est «de propager le bolchevisme sous des apparences de lutte antireligieuse» et au final de préparer la victoire du bolchevisme mondial. Suit une liste quelque peu décousue de citations tirées des déclarations au congrès, émaillées de commentaires visant à susciter la réprobation. L'inanité de ces informations est encore confirmée par deux hypothèses conclusives. La première prétend que, si les résolutions du congrès n'ont pas été publiées, c'est peut-être «le résultat d'une habile tactique devant l'opposition manifestée par l'opinion publique mondiale». La seconde voit encore une «stratégie habile» dans l'absence des délégués soviétiques au congrès. Singuliers stratèges qui ne sont pas parvenus à obtenir un visa d'entrée en Grande-Bretagne...

1123. *Bulletin périodique d'informations politiques, sociales, religieuses, économiques de l'EIA*, N° 3, novembre 1938: *Le congrès des «Sans-Dieu» à Londres (Union mondiale des libres penseurs)*.

Le service de presse de l'EIA montre ici ses faiblesses, qui tiennent non seulement à l'état d'esprit de ses animateurs, acquis au procédé de l'amalgame, mais aussi à leurs sources trop unilatérales. Les informations sont presque exclusivement tirées des publications soviétiques dont le discours, on s'en doute, magnifie l'influence de la fraction marxiste de l'Internationale de la libre pensée, n'hésitant pas à déformer les paroles des orateurs non communistes et à déclarer, contre l'avis de la délégation britannique, que le congrès marque une étape vers le front populaire¹¹²⁴. Du reste, à en croire le bulletin, le congrès se serait presque résumé à des paroles de soutien au front populaire; l'expression est soulignée à trois reprises, comme s'il s'agissait d'un blasphème. Des sources unilatérales, prises au pied de la lettre, ne peuvent que déboucher sur une conception fallacieuse de la libre pensée. Les rédacteurs du bulletin ne confrontent pas leurs sources et ne parviennent ni à lire entre les lignes ni à interpréter certains signes, telle l'absence de la délégation soviétique. Autre faiblesse, le bulletin témoigne d'une visée rétrospective et non d'un souci d'actualité.

L'EIA n'a pas l'apanage de la diffusion d'informations approximatives ou erronées. Dans les *Apologetische Blätter* du 26 septembre 1938, mal renseigné, le Père Stark annonce que le congrès de Londres a été interdit et en attribue à Pro Deo le mérite. À l'orée de la guerre, comme si d'autres spectres, autrement plus menaçants, ne hantaient pas déjà l'Europe, les *Informations EIA* d'août 1939, publieront encore la nouvelle de la convocation du conseil international de l'Union des libres penseurs à Liège, le 26 août 1939...

LES OFFENSIVES DE PRO DEO À LA SDN

Pendant l'année qui suit l'admission des Soviétiques à la SDN, Pro Deo prépare la suite du combat: «L'insuccès provisoire, loin de nous décourager, nous incite à accentuer nos efforts.»¹¹²⁵ La commission va les déployer dans trois directions.

Premièrement, elle se lance dans une entreprise de moralisation du politique, s'érigeant en conscience des hommes d'État. C'est ainsi qu'à Noël 1934, le bureau envoie un message aux chefs de

1124. *Idem*.

1125. «Résumé de la Commission internationale Pro Deo. 30 septembre-1^{er} octobre 1935». EIA 900.

différents gouvernements, «Pour la défense de la foi chrétienne». La plupart des destinataires se contenteront d'envoyer un accusé de réception, mais le roi des Belges, le roi de Suède, de Valera et Motta auraient répondu par des messages encourageants¹¹²⁶.

Deuxièmement, elle va exiger la liberté religieuse en URSS comme condition à l'entrée de cette dernière dans la SDN. Cette perspective ne va pas de soi pour l'Entente, car elle suppose l'instauration d'un dialogue avec les Soviétiques et l'espoir d'une évolution du régime dans un sens positif. Une telle ouverture déroge à la stratégie maintenue jusque-là par l'EIA, qui consiste à refuser le principe même de la négociation avec l'URSS afin de l'isoler totalement. Mais l'évocation répétée de cette exigence au cours de la campagne par diverses instances religieuses va contraindre Pro Deo à l'inclure dans son discours de protestation auprès de la SDN, discours qui exigera la «liberté de conscience» non seulement sur le territoire soviétique, mais aussi dans les deux autres pays ravagés par les «affres de l'athéisme»: le Mexique et l'Espagne. Du reste, un argument militait en faveur de cette stratégie: le même rapport de Pro Deo qui constatait un affaiblissement général du mouvement athéiste à l'échelle tant soviétique qu'internationale, rendait également compte de la persistance tenace du sentiment religieux au sein de la population russe¹¹²⁷.

Troisièmement, face à la difficile coordination de véritables actions interconfessionnelles de ce type, le bureau va reprendre son projet d'«ambassades chrétiennes» vouées à des missions quasi diplomatiques. Une seule initiative dans ce sens sera entreprise: la mission des pasteurs Jean de Saussure et Nicolas de Haller auprès des Églises en Grande-Bretagne en juin 1935, relatée ailleurs par l'historien Kurt Semmler¹¹²⁸. Elle a pour but de susciter une intervention à la Société des Nations en faveur du principe de la liberté religieuse¹¹²⁹. Il s'agit de convaincre les Églises britanniques de s'exprimer publiquement sur le sujet et de mobiliser les croyants pour faire pression sur le gouvernement. Officiellement placée sous les auspices des Églises vaudoise et genevoise avec l'approbation semi-officielle de la FEPS, la mission est coordonnée

1126. «Rapport général du Bureau [de Pro Deo] à la IV^e session de cette commission». EIA 900.

1127. EIA 901.

1128. Kurt Semmler, *op. cit.*, pp. 153-156.

1129. «Rapport des pasteurs Jean de Saussure et Nicolas de Haller sur leur mission en Angleterre. [juin 1935]». EIA, Dominions-Londres-Berlin-Col. anglaises.

par Lodyginsky et attire également l'attention de l'office nazi d'Alfred Rosenberg, informé des progrès des entretiens par le biais de la DPK. Envoyé par cette dernière, le pasteur allemand Kern, récemment rentré d'URSS où il a connu la prison, rejoint les deux pasteurs suisses à Londres pour témoigner de son expérience devant les diverses instances religieuses. Il apparaît ici comme un instrument de la propagande nazie à l'étranger, qui espère toujours se servir de l'anticommunisme pour gagner les sympathies occidentales à l'Allemagne. L'organisation du séjour est facilitée par l'un des principaux correspondants anglais de l'EIA, Sir Waldron Smithers¹¹³⁰. La mission débouche toutefois sur un échec, malgré un accueil favorable et la bonne volonté affichée par les représentants des Églises anglicane, écossaise, presbytérienne, baptiste, méthodiste et autres. La pierre d'achoppement est l'archevêque de Cantorbéry, Cosmo Lang. Il s'engage à faire une démarche personnelle auprès du ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, mais estime qu'il lui est impossible d'intervenir dans le cadre d'une action publique qui protesterait contre les persécutions en Russie et au Mexique sans rien dire de la situation en Allemagne¹¹³¹. Et placer le Reich sur le même plan que l'URSS pourrait avoir de fâcheuses conséquences au niveau des relations internationales de la Grande-Bretagne, risque qu'il n'est pas prêt à assumer. Les autres Églises, qui s'étaient déclarées prêtes à emboîter le pas, le cas échéant, au chef de l'Église anglicane, vont le suivre dans son abstention¹¹³². Le rapport de mission des deux pasteurs est assez pessimiste sur les perspectives et les possibilités d'action au sein de la SDN; il conseille une position de repli sur la sphère religieuse, notamment dans la prière.

L'hostilité aux fronts populaires, à l'antifascisme et au pacifisme, décrits comme autant de stratégies insidieuses du Komintern, ainsi que la polarisation créée par la guerre civile espagnole provoquent une levée de bouclier. En septembre 1936, Pro Deo lance une offensive auprès de la SDN: elle demande une audience au président de l'Assemblée, le catholique argentin et futur Prix Nobel de la paix, Carlos Saavedra Lamas¹¹³³. Une note accompagnant la requête

1130. «Aktion Kern in England.» Document signé «K.» [Kungel?], sans date. BArch, NS 43/17, Bd: 1 (1933-1936).

1131. «Rapport des pasteurs Jean de Saussure et Nicolas de Haller sur leur mission en Angleterre. [juin 1935]». Ibid.

1132. Kurt Semmler, *op. cit.*, p. 155.

s'adresse «aux chrétiens qui sont revêtus d'une autorité au sein de la Société des Nations»; elle qualifie la tolérance de la SDN à l'égard des persécutions de l'Église et des chrétiens en URSS, en Espagne et au Mexique d'«objet de scandale» et souligne que le respect de l'exigence de la liberté de conscience de la part de la Ligue des Nations envers ses États membres est «une question de fidélité envers Dieu».

Après une réponse affirmative et empressée, un téléphone annonce que l'audience est remise et qu'une nouvelle communication suivra. Mais celle-ci tarde: un membre du Bureau de Pro Deo se renseigne le 7 octobre auprès du Secrétariat qui répond que la question doit d'abord être discutée par le Secrétariat général. Une lettre signée par le sous-secrétaire général, J. P. Walter, annonce sans trop d'explications qu'à son vif regret, le président de l'assemblée ne s'estime pas en mesure d'accorder l'entretien demandé. Furibond, le bureau de Pro Deo tente de faire pression en organisant un déjeuner informel avec des représentants choisis de la SDN, mais sans grand succès¹¹³⁴.

Il s'adresse pour protestation au *Journal de Genève* et au *Courrier de Genève*¹¹³⁵. Le *Courrier*, quotidien catholique, expose même toute l'affaire dans un article incendiaire, «La S.d.N. se moque-t-elle des intérêts du christianisme?», le 16 octobre 1936. Pro Deo, affirme que le président Lamas, qu'elle sait «bon chrétien» et qui a manifesté le désir de rencontrer la délégation, n'est certainement pas en cause. Elle soupçonne que le barrage est venu du Secrétariat général, qui a fait en sorte que la réponse négative ne parvienne à la commission qu'après la clôture de la session, pour éviter tout recours. Pro Deo s'en prend vertement aux «éléments antichrétiens» du Secrétariat et fait état de l'étroitesse d'esprit des tendances sectaires et de parti-pris qui y règnent, n'hésitant pas à parler «d'influences bolchevisantes» parmi «ceux qui gravitent autour

1133. (Note de la p. 377.) Professeur en droit international, ministre des Affaires étrangères de 1932 à 1938, Carlos Saavedra Lamas (1878-1959) est l'homme qui fera revenir l'Argentine au sein de la SDN après une absence de treize ans. Il reçoit le prix Nobel de la paix en décembre 1936 pour son œuvre de pacification entre la Bolivie et le Paraguay dans le conflit qui les opposait dans la région du Chaco (1932-1935). Informations tirées du site internet de l'organisation du prix Nobel: [http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1936/lamas-bio.html] (consulté le 11 février 2009).

1134. Georges Lodyginsky, *Rapport de la commission Pro Deo*, mai 1937. AES, Pontificia Commissione Pro Russia IV, pos. 37, fasc. 215.

1135. «Les chrétiens devront-ils boycotter la SDN», 1^{er} octobre 1936; «La responsabilité des hommes d'État chrétiens», 3 octobre 1936, tous deux signés D. de Z. [Dimitri de Zoubaloff].

du secrétariat». La commission s'estime victime d'une «injustice inqualifiable» par rapport au Rassemblement universel pour la Paix (RUP), «inspiré et dirigé par le pouvoir antichrétien des Soviets et [par] le Front populaire». «Par les soins du Secrétariat, ces gens ont été reçus en grande pompe à la S.d.N., tandis qu'on a estimé «n'être pas en mesure d'accorder au Bureau [de Pro Deo] l'entretien sollicité»! La commission y voit une preuve du «mépris évident de la part de la S.d.N. pour nos frères persécutés». Pour faire écho au message du RUP, elle lance, à la fin de l'article, un appel en faveur de la paix *religieuse* dans le monde. Il s'en faut de peu que Pro Deo n'en appelle ouvertement au boycott de la SDN par les chrétiens¹¹³⁶.

Lors de l'office pontifical célébré à l'occasion de la XVII^e Assemblée de la SDN, M^{gr} Besson fustige les «saboteurs plus ou moins camouflés de la paix», et ne donne pas cher de la Ligue des Nations¹¹³⁷. Il enjoint les participants à tout faire pour que «dans les conseils et les congrès, le Christ ne soit pas systématiquement mis à l'écart». «Ce serait une sinistre ironie, continue-t-il, de prétendre vouloir la paix tout en favorisant ceux qui ne poursuivent que le renversement des autorités légitimes, la destruction de l'ordre social et l'anéantissement de l'idée même de Dieu.»

Le pasteur Krop écrit une nouvelle lettre au secrétaire général de la SDN, Joseph Avenol, comme il l'avait déjà fait lors de la première offensive en 1934. Il aborde la question de la révision de la constitution soviétique en cours, qui fait mine d'être plus tolérante envers la religion en annonçant le rétablissement de la liberté de culte¹¹³⁸. À raison, Krop s'oppose aux optimistes trop prompts à croire à ces belles paroles: il ne s'agit que d'une liberté sur le papier, cette concession n'a aucun sens dans un pays où une majorité des églises ont été fermées et où les serviteurs du culte sont emprisonnés ou interdits d'exercice.

Les orthodoxes ne sont pas en reste. En Yougoslavie, à l'occasion du concile des évêques russes orthodoxes à l'étranger dépendant des Karlovtsiens, le patriarche serbe Warnawa ordonne qu'on prie et qu'on prêche contre le communisme et l'athéisme militant dans toutes les églises orthodoxes du pays le dimanche 27 septembre

1136. Selon une note trouvée dans EIA 896, «Commission Pro Deo», «Démarches diverses faites par elle ou par ses filiales nationales».

1137. *Discours et lettres pastorales*, vol. VIII, 1935-1937, *op. cit.*, pp. 91-94.

1138. Lettre de Krop à la Commission Pro Deo, [?] septembre 1936. EIA 901.

1936. Son discours est émaillé d'attaques antisémites (« *Wir müssen das grosse russische Volk befreien von den Juden und ihrer Tyrannei* »; « Nous devons libérer le peuple russe des Juifs et de leur tyrannie »), qui ont l'heur de plaire à la DPK. Probablement représentée sur place par le fonctionnaire de l'Antikomintern responsable des Balkans, Adalbert Kungel, ou par son homme de liaison, Grégoire Mitkevitch, membre du Mouvement des travailleurs chrétiens russes d'A. Lodygensky (MTCR), la DPK suit attentivement les développements du concile¹¹³⁹.

À la suite du camouflet infligé par la SDN, Pro Deo se lance dans une nouvelle offensive et tente de donner plus d'ampleur à son mouvement. Une circulaire du 29 octobre 1936 donne le ton : il faut réagir à la « guerre sans merci » déclarée à la « civilisation chrétienne » par le bolchevisme et l'athéisme militant¹¹⁴⁰. Pro Deo y dénonce l'apathie des chrétiens d'Europe et d'Amérique, une apathie qui prêterait le manque de moyens financiers et d'organisation par rapport aux ressources disproportionnées à la disposition des bolcheviques. Si l'adversaire a pris un avantage, c'est qu'il est résolu et plus méthodique, alors que le mouvement de réaction chrétienne se contente « de méthodes surannées souvent même improvisées au dernier moment ». Mais des prêches et de la littérature « ne suffiront jamais pour enrayer les ravages de l'athéisme militant ». Pro Deo lance donc un appel à la constitution d'« un mouvement de grande envergure » « pour la défense de la religion et de la civilisation européenne », dont les bases existent déjà à Genève.

La commission axe son argumentation sur la culpabilisation : « Il y a vraiment de quoi rougir de honte en se demandant : Est-ce là tout ce qu'arrive à faire l'Europe chrétienne ? » Au-delà de ce message, cent fois martelé, des conceptions politiques et sociales autoritaires transparaissent. Ainsi, Pro Deo considère que les tendances antichrétiennes ont été matées en Allemagne et en Italie, grâce au courage, à « un mouvement intelligemment développé » et à une réaction organisée des chrétiens. Plus encore, elle déclare vouloir s'inspirer des méthodes du fascisme et du national-socialisme. Car si ces deux idéologies ont fait mouche, c'est que « leurs buts nationaux, politiques et matériels étaient plus accessibles à la

1139. *Mitteilungen der DPK*, N° 3, novembre 1936.

1140. Circulaire de Pro Deo, 29 octobre 1936. AES, Stati Eccl. IV, pos. 542-543, fasc. 564.

compréhension des masses». Le principe moteur de Pro Deo, «au service de Dieu», est lui aussi «lié aux valeurs nationales et terrestres».

Les buts et les devoirs du mouvement sont de :

«Grouper les personnes de toutes conditions pour la défense de l'idée de Dieu, autrement dit, lutter contre l'irréligion sous toutes ses formes, qu'elle apparaisse sous l'étiquette de bolchevisme, ou sous celle de marxisme, de social-démocratie, de libre pensée, etc., car toutes visent à détruire ce que nous voulons sauver, notamment: ordre moral ou social, famille, patrie, respect de la femme, liberté de pensée et de conviction, vérité, justice, amour, civilisation, dignité humaine, notions qui perdent tout sens quelconque en dehors de la foi religieuse.»¹¹⁴¹

Pro Deo développe une notion élastique du respect de la liberté de conscience et de la liberté de la presse, qui ne vaudrait pas pour le parti et la presse marxistes, dont elle prône explicitement l'interdiction. Ce faisant, elle sort de la sphère religieuse pour entrer dans un registre purement politique :

«Faire comprendre aussi que, puisque l'athéisme cherche à détruire toute société dans laquelle il s'infiltré, l'esprit de tolérance ne doit sous aucun prétexte lui être appliqué: ne plus tolérer par exemple l'empoisonnement systématique des peuples par la presse marxiste sous le couvert de la «liberté de presse», ni traiter les marxistes avec des gants et leur offrir des sièges parlementaires ou des fauteuils ministériels. Car tolérer un parti qui se déclare athée militant équivaut à laisser ébranler tôt ou tard les bases les plus profondes de l'État.»¹¹⁴²

Ces deux extraits illustrent le «travail négatif de défense» de Pro Deo, le premier axe de son action, dont le contenu est de loin le plus développé. Sa seconde tâche, «le travail positif» de propagation des principes religieux, se résume à quelques lignes. Mais elle ne précise aucune modalité d'action, se contentant d'affirmer qu'elle entrevoit «mille façons différentes». Au chapitre annoncé des réformes sociales, elle a compris que «l'amertume des classes

1141. *Idem.*

1142. *Idem.*

inférieures est le principal aliment du marxisme», mais elle peine à esquisser une solution.

La structure de Pro Deo doit être développée dans le sens d'une fédération, avec le bureau central à Genève, et des sections nationales chargées des actions dans leurs pays respectifs – en somme, un double de l'EIA. Les membres doivent être recrutés parmi les personnalités influentes de tous les milieux politiques, économiques, intellectuels. Fidèle à son principe de base, Pro Deo ne mentionne pas les ecclésiastiques. Le maintien de l'interconfessionnalité lui paraît primordial pour ne pas affaiblir le mouvement et prêter le flan à la critique de l'adversaire qui pourrait l'accuser d'être le porte-voix d'une seule confession. Le christianisme doit être le dénominateur commun, mais tout croyant, «même non chrétien», précise le texte, doit être admis dans la lutte. «On lui fera seulement comprendre que la direction du mouvement doit toujours rester dans des mains chrétiennes.»

La circulaire dessine le projet d'une organisation véritablement tentaculaire, avec des hommes de confiance et des intermédiaires répartis dans les gouvernements, la presse, l'éducation, la culture, et qui seraient chargés d'alerter l'opinion contre les initiatives anti-religieuses et «d'exécuter toutes les décisions du mouvement». Elle voudrait également former une armée de propagandistes, conférenciers, écrivains, rédacteurs. En développant une activité imposante, elle deviendrait «une puissance que chacun craindra», «surtout lorsqu'on saura que nous parlons au nom de grandes masses et d'intellectuels universellement respectés, car dans notre lutte contre l'athéisme, nous n'élèverons pas la voix au nom de la religion seulement, mais peut-être plus encore au nom du patriotisme, de la civilisation, de la dignité et de l'ordre.» Pro Deo se rêve défenderesse de la morale et observatrice de la presse couvrant de réprobation les rédacteurs qui auraient ridiculisé la religion.

Mais, durant l'année 1936-1937, l'activité d'Aubert au Conseil national et les démêlés avec l'impossible organisation d'un congrès mondial anticommuniste ne vont guère laisser au bureau de Genève le loisir de développer son projet pharaonique.

Pour sa septième session (13-14 septembre 1937), Pro Deo se concentre une fois de plus sur les pressions à exercer sur la SDN, exigeant qu'elle fasse respecter à tous les mandataires l'article 22 du pacte qui garantit la liberté de conscience et de religion¹¹⁴³. Les États-membres visés sont toujours l'«Espagne rouge», le Mexique

et l'URSS. Son message est publié dans *Le Courrier de Genève* du 14 septembre 1937, sous le titre: «Un appel des chrétiens à la SDN. La SDN et la liberté religieuse». Il s'agit une fois de plus, pour Pro Deo, de faire pression sur la conscience des hommes d'État et des représentants chrétiens à la SDN.

Après Saavedra Lamas, entre 1937 et 1938, deux hommes politiques non chrétiens vont se succéder à la présidence du Conseil de la SDN: le Turc Tevfik Rustu Aras et le représentant du Raj (l'empire britannique aux Indes), Sir Muhammad Shah Aga Khan. Cette circonstance ainsi que le camouflet de 1936 expliquent probablement que Pro Deo n'ait pas réitéré l'adresse au Secrétariat de la SDN avant le printemps 1938. Dès mai 1938, Pro Deo entreprend sa dernière campagne, de moindre envergure que les précédentes, auprès du nouveau président de l'assemblée de la SDN, le catholique irlandais Eamon de Valera¹¹⁴⁴. Elle attire son attention sur la recrudescence des persécutions en URSS au cours des derniers mois, sans oublier l'«Espagne rouge»: elle demande une audience pour la délégation Pro Deo¹¹⁴⁵.

De Valera accepte de la recevoir le 29 septembre 1938. Mais il le fait dans le cadre neutre d'un hôtel de Genève et en qualité de chef de la délégation irlandaise, non de président de l'Assemblée. Lodyginsky, pour qui le souvenir du refus de 1936 est toujours cuisant, soupçonne à nouveau le Secrétariat général d'être responsable de cette restriction¹¹⁴⁶. De Valera a lui-même rédigé un communiqué de presse pour Pro Deo, avec prière instante de ne rien modifier et de ne faire aucune mention de son statut de président du Conseil. Il s'agit d'une brève au caractère absolument neutre, informant que de Valera, délégué irlandais, a reçu Pro Deo «qui lui a exposé la situation tragique des chrétiens persécutés dans divers pays du monde»¹¹⁴⁷. De Valera insiste sur le fait que la question ne peut être soulevée «comme on le voudrait» à la SDN. Il s'en est ouvert de manière privée à Litvinov, qui a nié le

1143. (Note de la p. 382.) Compte rendu de la VII^e session de la commission Pro Deo, 13-14 septembre 1937. EIA 901.

1144. Lettre du bureau de Pro Deo au président du Conseil de la SDN, 10 mai 1938. EIA 896.

1145. Lettre de Lodyginsky à de Valera, président du Conseil de la SDN, 15 septembre 1938. EIA 896.

1146. «Visite du Bureau de Pro Deo à M. de Valera le 29 septembre 1938». EIA 896.

1147. Pro Deo s'empresse d'envoyer le maigre communiqué aux principaux journaux lémaniques: *La Suisse*, *Journal de Genève*, *Tribune de Genève*, *Le Courrier de Genève* et *Gazette de Lausanne*.

fait même des persécutions. Pas découragée pour autant, la délégation de Pro Deo revient à la charge – naïveté ou obstination? Puisque tout recours juridique est exclu, ne pourrait-on exercer au moins une pression morale en évoquant le problème pendant la discussion du rapport général du Secrétariat dans le discours présidentiel d'ouverture ou de clôture? De Valera n'est pas homme à briser les codes protocolaires: il se dégage en disant que la mesure ne serait pas suffisante. Il suggère à Pro Deo un «programme d'action» dont le premier point, qui n'est guère offensif, serait de se renseigner quant à la procédure pour faire inclure un projet de résolution, accompagné d'un projet de convention, dans l'agenda de l'Assemblée. Il ne se laisse pas séduire par les appels de Pro Deo qui voudrait faire de lui le leader chrétien qui manque à la cause; les autres points du programme visent tous à obtenir des garanties et des promesses solennelles de soutien de membres de la SDN, notamment de délégués – de toutes les religions, précise l'Irlandais – prêts à prendre la parole devant l'assemblée. Le seul recours possible doit passer par un, ou mieux, des États, non par des «hommes privés». Pro Deo va suivre son conseil en commençant par documenter le Département des affaires extérieures irlandais sur la question des persécutions.

C'est dans cet esprit que, mettant la SDN à l'écart, Lodyginsky écrit en mai 1939 à Lord Halifax, ministre des Affaires étrangères britannique, pour aiguillonner une dernière fois la conscience d'un homme politique. Il lui demande de se rappeler les chrétiens persécutés au moment de négocier avec l'URSS¹¹⁴⁸ et d'exiger la suppression du Komintern¹¹⁴⁹.

FACE À LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE: NOUVEAU PARADOXE

Les relations entre l'EIA et l'Espagne pendant la guerre civile ont fait l'objet d'une publication de Michel Caillat¹¹⁵⁰. Nous en ferons une synthèse pour en venir aux implications morales et religieuses

1148. Il fait ici référence aux négociations entre la France, la Grande-Bretagne et l'URSS, entre avril et août 1939, qui visent à gagner du temps face à la crise entre l'Allemagne et la Pologne. Robert Frank et René Girault, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941*, Paris: Payot, 2004 (1988), p. 426.

1149. Lettre de Lodyginsky à Lord Halifax, 22 mai 1939. EIA 896.

1150. Michel Caillat, «L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert face à la guerre civile espagnole», in Mauro Cerutti et al., *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, op. cit., pp. 421-437.

de l'action de l'Entente et de Pro Deo dans ce contexte. L'insurrection des généraux espagnols contre la République, le 18 juillet 1936, est très tôt justifiée par l'Entente. Au mois d'août, Georges Lodyginsky et André Kourakine entreprennent au nom de Pro Deo un voyage d'une semaine au Portugal pour poser les bases de l'action de l'Entente en Espagne. Le but de ce séjour, indique l'historien Nuno Pereira, est surtout de recueillir des informations de première main en vue d'une campagne de propagande internationale dénonçant les « atrocités des rouges ». La mission vise aussi à entrer en relation avec les représentants de Franco à Lisbonne, mais elle n'y parviendra pas¹¹⁵¹.

Par l'intermédiaire de Freire de Andrade¹¹⁵², Lodyginsky et Kourakine réussissent à nouer un bon contact avec le directeur du plus grand journal catholique du pays, *A Voz* (La Voix), Fernando de Sousa, qui partage avec de Andrade des convictions monarchistes. Plusieurs articles exposent leurs thèses dans la presse portugaise (*A Voz*, *Diário de Notícias*, *Diário da Manhã*). Lodyginsky adresse un texte à la tonalité très moralisatrice au journal *A Voz*: « La croisade « Pro Deo », daté du 27 août 1936¹¹⁵³. Le docteur y fustige l'inaction des chrétiens qui, plus encore que les persécutions, pourront amener la décadence et de la fin du christianisme. Il prône l'union et la croisade afin de faire reconnaître partout, « de gré ou de force », l'Évangile en tant que charte de l'humanité. La croisade doit être menée par des hommes à la forte personnalité, par des éditeurs de journaux et des politiciens. La pression de l'opinion publique sur eux doit devenir telle qu'ils ne puissent plus se dissimuler et reculer devant la tâche. Le docteur proclame que « l'ensemble du monde chrétien est bien plus puissant que n'importe quel parti politique ou groupe national » et affirme son but de mobiliser le monde politique. Dans la presse, Lodyginsky et Kourakine lancent également un appel à des témoins oculaires, à des photographies des martyrs, des sanctuaires détruits ou profanés et à des récits d'atrocités antireligieuses¹¹⁵⁴.

1151. Nuno Pereira, *op. cit.*, pp. 67-97.

1152. Il s'agit d'un fonctionnaire à la délégation portugaise de la SDN, devenu le principal correspondant de l'EIA avec le Portugal depuis 1934.

1153. CBL, Lodyginsky papers, box 2.

1154. « A Comissão Internacional Pro Deo e os acontecimentos de Espanha » (La commission internationale Pro Deo et les événements d'Espagne), *A Voz*, 27 août 1936. Cité et traduit par Nuno Pereira, *op. cit.*, pp. 69-70.

La mission Pro Deo revient avec de prétendues preuves selon lesquelles les marxistes sont responsables de la guerre civile, que cette dernière était inévitable et que le sursaut nationaliste est le seul moyen d'empêcher la bolchevisation totale de l'Espagne. L'EIA disposera d'autres émissaires, envoyés cette fois en Espagne, pour confirmer cette analyse: le séjour du correspondant français de l'Entente, Gustave Gautherot, est relaté dans le *Bulletin d'information* N° 3 de juillet 1937 (il sera même traduit en allemand) et présenté par l'intéressé lors de la 11^e conférence internationale de l'Entente. L'abbé Carlier, membre catholique du bureau de Pro Deo, fait pour sa part un séjour en Espagne à la fin de septembre 1937¹¹⁵⁵.

L'Entente cherche à diffuser le plus largement possible la propagande contre les «rouges» dans la presse étrangère. Les autres buts qu'elle affiche, prise de contact avec la hiérarchie catholique portugaise, acheminement de secours pour les nationalistes, sont tout à fait secondaires, selon l'analyse de Nuno Pereira. Proximité géographique oblige, la lutte anticléricale et les persécutions religieuses en Espagne suscitent en Europe des réactions plus vives que les persécutions en Russie¹¹⁵⁶. Tirant un parallèle entre les situations espagnole et russe, l'Entente va tenter de jouer de cette indignation pour l'Espagne et de la canaliser sur la Russie.

Pro Deo publie plusieurs brochures à cette fin et en fait traduire un certain nombre en d'autres langues pour une meilleure diffusion: *La situation religieuse en Espagne* (novembre 1935), *La persécution des chrétiens dans la lutte contre les sans-Dieu* (février 1937), *Nos frères catholiques sous la croix en Espagne* (mai 1937).

Sous ce titre, une conférence est donnée pour la première fois en mai 1937, dans l'église orthodoxe russe de Genève; elle sera suivie d'un requiem célébré par l'archiprêtre Orloff. Lodyginsky y fait référence à la récente encyclique du pape sur le communisme (*Divini Redemptoris*), mais ne dit mot du massacre de Guernica (26 avril 1937). Il déplore le fait que la presse, même religieuse, n'ait pas accordé assez d'attention à l'action antireligieuse du bolchevisme. Il met en cause l'angle strictement confessionnel retenu,

1155. Sébastien Farré, «L'Église espagnole sous la Croix»: catholiques romands et croisade nationaliste 1936-1939», in Victor Conzemius, *Schweizer Katholizismus, 1933-1945*, Zurich: Verlag NZZ, 2001, pp. 255-278.

1156. François Mauriac *et al.*, *Le Communisme et les chrétiens*, Paris: Plon, 1937 («Présences»).

dont les croyants russes pâtissent les premiers: ils sont oubliés. Lodyginsky s'efforce de démontrer les démarches identiques en Russie et en Espagne: c'est le même phénomène de rejet, d'abandon de toute charité chrétienne qui se manifestent actuellement pour l'Espagne et y provoquent de violentes persécutions religieuses. Comme la Russie, il s'agit d'un pays où le christianisme était pourtant solidement implanté et qui n'a pu résister à l'assaut des sans-Dieu. Lancé en 1936, il a, affirme le docteur, été planifié par Moscou plusieurs années auparavant. L'un des derniers assauts décisifs a été le congrès des sans-Dieu de Prague, à Pâques 1936, qui a vu fusionner les deux internationales athéistes. Lors de ce congrès ainsi que dans les réunions ultérieures de cette nouvelle internationale, l'Espagne était au centre des discussions. On y aurait prophétisé la fin de l'Espagne et la naissance de la République ibérique soviétique! Une abondante littérature anti-religieuse aurait été diffusée en Espagne, avec l'aide active des instituteurs, comme en URSS et en France.

Non content de ces allégations pour le moins extravagantes, le docteur veut faire croire qu'un plan de destruction de la religion existe en Espagne aussi, mais mieux étudié, plus déterminé que ceux mis en œuvre en Russie. Il affirme avoir clairement senti, durant une première enquête menée sur place au début de la guerre civile, lors de sa mission au Portugal en août 1936, qu'une organisation ad hoc tentait d'anéantir complètement les Églises. Outre des récits de saccages d'églises et de monuments, il livre une série de scènes d'horreur pour convaincre le lecteur: nonnes brûlées vives, prêtres à qui l'on a donné la chasse après leur avoir fait croire qu'ils étaient libres de partir, séminaristes crucifiés en prison, ecclésiastiques à la langue et aux mains coupées, et autres tortures plus abominables.

À ceux qui prétendent que l'Église catholique subirait maintenant en Espagne une punition méritée pour les erreurs et les abus dont elle se serait rendue coupable, Lodyginsky rétorque que, si le catholicisme, le protestantisme et l'orthodoxie ont compté bien des adhérents sans foi ni loi qui ont trahi l'œuvre du Crucifié, il faut se garder de la tentation de voir le jugement de Dieu dans les souffrances d'innocents qui sont de vrais martyrs en Espagne comme en Russie.

Si le même sort n'a pas été réservé aux autres religions en Espagne rouge, dit-il, c'est uniquement pour diviser le front chrétien. Le

protestantisme serait même l'objet d'attentions particulières. Lodygensky se garde ainsi de tout commentaire concernant le fait que l'Église catholique espagnole s'est généralement tenue aux côtés des possédants. C'est cette attitude, et non une concertation préalable d'athées militants de Moscou et d'ailleurs, qui lui a valu un tel déchaînement de violence de la part de certains éléments «républicains», notamment des miliciens, au moment de la guerre civile. Plus loin, il évoque discrètement que l'Église catholique basque n'a pas connu le même sort, sans expliquer les circonstances de cette exception: leur attachement à la République. Ce tableau outrancier, fourni en détails morbides, tout d'excès et de contradictions, vise à convaincre de la probabilité, voire de l'imminence d'un danger identique pour les autres pays occidentaux, y compris les États-Unis.

Lodygensky multiplie les citations d'hommes politiques rouges (républicains) contre la religion, auxquelles il oppose une série de scènes et d'anecdotes soulignant l'attitude pieuse et chrétienne des «nationaux»: déclarations de soldats prêts à donner leur vie pour la patrie et pour le Christ; clémence d'un défenseur d'Alcazar, dont le fils avait pourtant été «sauvagement assassiné», envers les prisonniers rouges; carlistes bombardés pendant la messe de minuit; *Ave Maria* retentissant à travers les montagnes au moment d'une trêve, etc. L'épisode bien connu du «défenseur d'Alcazar» est singulièrement escamoté: il fait référence au colonel Moscardó, qui aurait préféré voir son fils fusillé par les syndicalistes plutôt que de céder au chantage et de se rendre. Il sera célébré en héros par la propagande nationaliste¹¹⁵⁷. Toute la démonstration attribuée aux Républicains les pires félonies (ils tirent dans le dos, bombardent pendant la messe), et aux nationalistes la plus grande justice (ils font preuve de piété et de clémence), pour appeler à la croisade.

Au moment où Lodygensky prononce sa conférence pour la défense des «frères catholiques sous la croix» et la dénonciation des atrocités des sans-Dieu espagnols prétendument pilotés par Moscou, la controverse internationale fait rage autour du bombardement de Guernica, considéré comme une répétition générale de la Deuxième Guerre mondiale. Dans le discours de Lodygensky,

1157. Catherine Fussinger, «Milieux catholiques et protestants face à la guerre d'Espagne: un soutien minoritaire à la République», in Mauro Cerutti et al., *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, op. cit., p. 407.

les Basques semblent exclus de la «fraternité» catholique invoquée. Leur ville sainte vient pourtant d'être incendiée par les bombes des avions allemands de la légion Kondor, qui prête main-forte aux insurgés espagnols. Prudent, le *Journal de Genève*, allié de l'EIA, publie à deux reprises le démenti formel du général Franco, suivi de celui de Berlin. Le quotidien ne prend pas clairement position dans la polémique mais se contente de déplorer que l'événement tragique engendre plus de propagande que de réelle compassion pour les victimes. Les articles qui se succèdent à ce sujet au début du mois de mai laissent toutefois transparaître les sympathies pro-franquistes du journal: il rend compte sans sourciller des résultats d'une première enquête du *Times* qui prétend que les Basques auraient eux-mêmes mis le feu à leur ville, sans aucune analyse critique; il ne prend pas plus position lorsqu'il annonce, quelques jours plus tard, une seconde enquête du *Times* qui aboutit à des constatations totalement opposées. De même, il ne met nullement en doute la véracité d'une nouvelle selon laquelle un avion des gouvernementaux aurait lâché une bombe sur une église encore debout à Guernica¹¹⁵⁸. Pourtant, en Suisse, la presse de gauche dénonce le massacre des catholiques basques. Le BP est particulièrement attentif – nous verrons pourquoi dans le point suivant – à un article d'Edmond Privat¹¹⁵⁹ paru dans le quotidien socialiste *La Sentinelle* du 6 mai 1937: «En Espagne, catholiques massacrés». Privat fait état des divisions entre les catholiques qui, entre «réactionnaires» et «démocrates», ne sont pas unanimes à dénoncer le «danger fasciste». Les catholiques sont pourtant prévenus contre les «beautés du régime totalitaire»; il en veut pour preuve la situation en Allemagne et le récent massacre de Guernica. Il dénonce le bombardement, par des avions allemands, d'une ville ouverte, sans aucun objectif militaire, avec une population profondément catholique:

«Il n'est pas question cette fois de bolchevistes, ni même de simples radicaux francs-maçons. Hommes, femmes et enfants ont été fauchés à la mitrailleuse avec leurs prêtres, tandis qu'ils étaient

1158. Le *Journal de Genève* publie des articles quotidiens sur le sujet entre le 29 avril et la mi-mai 1937.

1159. Né à Genève, fils du directeur de l'École Privat, Edmond Privat (1889-1962) est un militant de la cause espérantiste et pacifiste. Délégué de la Perse à l'assemblée de la SDN entre 1922 et 1927, professeur de langues, traducteur, membre du parti socialiste, il développe une intense activité de journaliste.

agenouillés en prière ou qu'ils tentaient d'échapper sous la direction des curés de paroisses, organisant les secours.»¹¹⁶⁰

Privat est très lucide sur la portée de l'événement et sur le fait que Franco, qui ne veut pas de minorité nationale, essaie de terroriser ces catholiques basques qui « défendent tout simplement leurs pays et leurs montagnes ».

« Il veut une Espagne espagnole à 100 % et il souhaiterait faire disparaître aussi la nation catalane s'il en avait les moyens. Ce doit être pour lui un gros ennui d'avoir perdu le seul grand bateau de guerre qui pouvait bombarder facilement Barcelone ou Bilbao, mais il lui reste l'aviation allemande et l'on voit qu'elle ne marchande pas ses services. Il paraît que des agents allemands avaient essayé d'amorcer une paix séparée avec les Basques, dont ils convoient les mines. Le bombardement aurait puni le refus de ces derniers. »

Décrivant l'indignation exprimée en Grande-Bretagne par des conservateurs comme Lord Cecil et la duchesse d'Atholl, Edmond Privat en appelle à une évolution au sein de l'opinion suisse en faveur des Basques et aussi des Républicains. Mais il déplore le fait que le public soit tenu dans l'ignorance des faits et qu'il voie « encore des bolchevistes partout, même chez les curés basques, et qu'il en arrive à refuser sa pitié aux victimes, tant on l'a chauffé à blanc ».

L'EIA figure sans conteste parmi ceux qui, avec d'autres groupements d'extrême droite, « chauffent » l'opinion. Alors que les bombardements de villes ouvertes en Espagne se poursuivent et qu'au sein des Églises s'élèvent des voix critiques, l'Entente est loin de s'amender. En novembre 1938, le Consistoire de Genève décide d'exprimer sa compassion pour la population civile, sans toutefois prendre parti pour un camp ou pour l'autre. Quelques mois auparavant, en février 1938, une séance avait eu lieu à huis clos pour discuter de la proposition d'une déclaration publique de l'Église nationale de Genève contre de tels procédés. Pour Jacques Le Fort, président du Consistoire et membre de Pro Deo, s'élever contre le bombardement de villes ouvertes est « négatif et inutile »¹¹⁶¹. À son

1160. Edmond Privat, « En Espagne, catholiques massacrés », *La Sentinelle*, 6 mai 1937.

1161. Kurt Semmler, *op. cit.*, p. 177.

instigation, le Consistoire rédigea une déclaration nettement plus neutre et moins critique, qui se résume à un appel aux consciences chrétiennes contre la «déchristianisation», stigmatisée comme la source du déclin. Quelques mois plus tard, le même Le Fort incite la Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS) à ne faire aucune déclaration publique contre les bombardements et à ne point interpeller la SDN à ce sujet: Pro Deo n'hésite pourtant pas à la saisir pour d'autres objets¹¹⁶².

LA TRAHISON DE LA DUCHESSE D'ATHOLL

La duchesse d'Atholl, parlementaire conservatrice d'origine écossaise, coprésidente du Christian Protest Committee (CPC), provoque une double déception à l'EIA en dénonçant le nazisme en tant que danger fatal pour l'Europe tout en se montrant acquise à la cause républicaine après un séjour d'observation en Espagne. La correspondance échangée à ce sujet entre Aubert et la duchesse, entre le mois de juin 1936 et le mois de septembre 1937, révèle l'immobilisme des positions du BP et l'imperméabilité d'Aubert aux arguments d'autrui.

Les deux principales préoccupations de la duchesse jusqu'en 1936 en matière de politique extérieure sont l'URSS et l'Inde. Sur ce dernier sujet, soit dit en passant, ses conceptions sont extrêmement conservatrices: elle est tout à fait hostile au statut libéral de l'Inde. À partir du printemps 1936, l'évolution du *Kirchenkampf* en Allemagne fait de ce pays un troisième sujet d'inquiétude qui, selon ses dires, ne va pas tarder à supplanter les deux autres dans ses priorités¹¹⁶³. Le CPC qui se refuse, comme l'EIA, à voir le danger représenté par le III^e Reich, rejette sa demande de parler des interférences entre le régime hitlérien et les Églises et l'écarte de son poste de coprésidente. La petite brochure qu'elle publie pour son compte sur le sujet au printemps 1936, *Germany's Foreign Policy*, qui consiste en une sélection d'extraits traduits et commentés de *Mein Kampf*, fait bondir Aubert. Il tente de la convaincre qu'elle se trompe de cible: l'origine de tout le mal se trouve en URSS et dans le traitement favorable dont la gratifient les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale:

1162. *Ibid.*, p. 178.

1163. Duchesse d'Atholl, *Working partnership*, Londres: A. Barker, 1958, pp. 189, notamment p. 203.

«Mussolini et la campagne d'Éthiopie, Hitler et l'occupation du Rhin, l'affaiblissement actuel de la France, ont été les conséquences de cet aveuglement.» Aubert nourrit l'espoir d'une «réaction nationaliste» en France qui permettra à l'Europe, si la Grande-Bretagne se joint à elle et aux autres nations (Allemagne et Italie comprises), de se dresser «entière contre les Soviets, afin d'en nettoyer l'Europe et le monde.» Il conclut :

«Pas d'équilibre européen sans Russie nationale, pas de paix sociale ni de retour à la modération dans les États à dictature tant que les Soviets restent maîtres de la Russie.»¹¹⁶⁴

La tolérance d'Aubert pour les méthodes autoritaires du fascisme n'est pas du goût de la duchesse d'Atholl. Elle ne se satisfait pas non plus de son explication historique du nazisme comme simple réaction au bolchevisme¹¹⁶⁵. S'il est possible que la peur du communisme ait aidé Hitler à gagner le soutien d'éléments plus modérés qui s'en seraient peut-être détournés dans d'autres conditions, les racines du nazisme, dit-elle, plongent dans les méthodes prussiennes et dans plusieurs générations d'antisémitisme et de pangermanisme bien antérieures à Hitler. Elle insiste sur le fait que ce dernier n'a fait qu'*exploiter* (c'est elle qui souligne) l'anticommunisme : la mise en scène de l'incendie du Reichstag ne visait qu'à conforter un pouvoir sans partage. Tout en confirmant à Aubert qu'elle ne retire pas un mot de ce qu'elle a dit depuis cinq ans sur le bolchevisme, elle souligne que le danger le plus grand et le plus immédiat pour son pays ainsi que pour la paix en Europe réside dans le réarmement de l'Allemagne nazie et dans la politique outrancière exposée dans *Mein Kampf*.

Cette mise au point semble sans appel. Mais la plus grande désillusion pour Aubert reste encore à venir. Dès le début de la guerre civile espagnole, la duchesse s'exprime en faveur de la République, contre les insurgés, à l'occasion de discours devant le Parlement, de meetings et de conférences, notamment à Vienne et à Budapest¹¹⁶⁶. Elle s'engage pour les enfants basques et dénonce très tôt l'ingérence allemande et italienne aux côtés des rebelles.

1164. Lettre d'Aubert à la duchesse d'Atholl, 24 juin 1936. EIA, Dominions-Londres.

1165. Lettre de la duchesse d'Atholl à Aubert, 14 juillet 1936. EIA, Dominions-Londres.

1166. Duchesse d'Atholl, *Working partnership*, op. cit., pp. 208-213.

En avril 1937, elle effectue un séjour en zone républicaine, avec une délégation féminine de la Chambre des Communes. Son engagement prorépublicain lui vaut un surnom, *Red Duchess*, ainsi que de nombreuses attaques, notamment au sein des groupements où elle avait lutté contre le communisme (CPC) et contre l'India Bill (National Citizen's Union).

Un appel pour la paix, reproduit dans le journal *Le Travail* du 9 février 1937, alarme le BP. Aubert, surpris d'y voir la signature de la duchesse aux côtés de celles du communiste français Marcel Cachin et du socialiste genevois Léon Nicole, croit d'abord que sa «bonne foi a été surprise» ou qu'on a abusé de son nom dans la presse communiste¹¹⁶⁷. Il la rend attentive au fait que «leur mauvaise foi est connue» et que «leur propagande pseudo-pacifiste s'associe cyniquement avec l'action munitionnaire en faveur des bolcheviques».

La réponse est un coup de massue: la duchesse ne se rétracte pas¹¹⁶⁸. Elle ne met pas en doute que des signataires français sont très à gauche du spectre politique et que la sincérité de certains d'entre eux est sujette à caution, mais pour sa part le noble but du maintien de la paix est son seul intérêt. Elle ne voit aucun obstacle à coopérer avec ceux qui sont prêts à y œuvrer. Elle a du reste le sentiment que les Russes ont quelque peu progressé durant les trois dernières années, qu'ils ont été des membres loyaux de la SDN et que cette dernière doit incarner aux yeux des dictatures belliqueuses la force supérieure qui s'opposera à toute guerre d'agression.

Entre-temps, Aubert a appris que la duchesse aurait traité avec des représentants soviétiques (au Congrès de paix et d'amitié avec l'URSS à Londres, les 13 et 14 mars 1937, et qu'elle se serait rendue en Espagne auprès des rouges¹¹⁶⁹. Il lui fait part de sa douleur en lisant ces nouvelles dans les *Izvestia*, la *Pravda* et *L'Humanité* et lui demande une réponse qui se fait quelque peu attendre, signe que l'Entente ne fait pas partie des priorités de la duchesse¹¹⁷⁰. Quelques jours plus tard, l'article d'Edmond Privat dans *La Sentinelle*, cité

1167. Lettre d'Aubert à la duchesse d'Atholl, 17 février 1937. EIA, Dominion-Londres.

1168. Lettre de la duchesse d'Atholl à Aubert, 6 mars 1937. EIA, Dominion-Londres.

1169. Lettre d'Aubert à la duchesse d'Atholl, 26 avril 1937. EIA, Dominion-Londres.

1170. De nombreuses coupures de presse sont jointes à la copie de la lettre: *L'Humanité*, 15 et 24 avril 1937; *La Sentinelle*, 19 et 20 avril 1937; la *Pravda*, 13 avril, 1937; *Izvestia*, 14 mars 1937, etc.

plus haut, apporte une première confirmation : la duchesse n'hésite pas à protester avec véhémence contre les procédés du général Franco¹¹⁷¹. Sa réponse finit toutefois par arriver, le 10 août 1937 : elle annonce sa décision de ne plus être associée à l'Entente. Il lui est impossible de collaborer avec une organisation vouée à la lutte contre le seul communisme et qui exclut de son champ d'action le fascisme et le nazisme, dont elle répète qu'ils sont les deux menaces les plus urgentes de l'heure¹¹⁷².

Aubert regrette sa décision et constate que leur « divergence de vue profonde » « ne paraît pas de nature à disparaître aisément »¹¹⁷³. Il tente néanmoins de la convaincre une dernière fois de la prédominance du danger communiste sur tous les autres et de la légitimité de la « réaction nationaliste qu'il a provoquée en Espagne ». La guerre civile, dit-il, a été « voulue par Moscou, préparée par Moscou bien avant la marche en avant du général Franco ». Il termine sa lettre à la duchesse en s'érigeant en défenseur du pacte Antikomintern : il justifie notamment l'agression japonaise en Chine comme une juste réaction à l'influence de l'action bolchevique en Extrême-Orient. Répondant à l'appel de la duchesse au principe de défense de la liberté, il affirme que :

« Si la liberté est en danger aujourd'hui, c'est parce qu'on s'est refusé à la défendre contre l'Internationale communiste. Or, depuis près de quinze ans, nous n'avons pas cessé de proclamer cette vérité, mais on ne nous a pas écoutés, on a préféré, pour des raisons politiques et mercantiles, traiter avec Moscou et aujourd'hui on en voit les résultats. »¹¹⁷⁴

Si Aubert confirme à la duchesse que le BP n'oubliera pas les services qu'elle a rendus à la cause pendant de nombreuses années, il lui gardera assurément quelque rancœur. Ainsi peut-on suspecter l'inspiration d'Aubert dans une brève parue dans le *Journal de Genève* du 7 mai 1938, intitulée « Contradictions féminines » :

1171. Privat, Edmond, « En Espagne, catholiques massacrés », *La Sentinelle*, 6 mai 1937.

1172. Lettre de la duchesse d'Atholl à Aubert, 10 août 1937. EIA, Dominion-Londres.

1173. Lettre d'Aubert à la duchesse d'Atholl, 6 septembre 1937. EIA, Dominion-Londres.

1174. *Idem*.

«La duchesse d'Atholl, membre de la Chambre des Communes, a renoncé à ses fonctions de *whip*. Les *whips*, en français les *fouets*, sont les membres des grands groupes parlementaires chargés de stimuler l'activité des députés de leur opinion, de leur signaler la tactique commandée par les leaders, etc. En un mot, la duchesse d'Atholl était le chef du groupe du parti conservateur. Cela ne l'empêchait pas de militer activement en faveur de l'aide à l'Espagne républicaine. Dans une récente conférence à Paris, elle déclara calmement: «On reproche aux rouges d'Espagne d'avoir tué des prêtres, mais ils n'en ont tué que *cinq mille*.» Le zèle républicain de la duchesse d'Atholl surpasse d'autant plus que l'on n'ignorait pas qu'elle s'était montrée parmi les plus farouches opposantes au statut libéral de l'Inde.»

Cette femme au caractère bien trempé, qui ne reniera jamais ses positions antibolcheviques de base, se retrouve effectivement en porte-à-faux au sein de la fraction conservatrice de la Chambre des Communes, et au sein même de son parti. En 1938, le Scottish Unionist Party la contraint, sur la suggestion du premier ministre Arthur Neville Chamberlain, à abandonner sa place de chef de file du parti; première femme écossaise à avoir été élue membre du Parlement quinze ans plus tôt, elle le quittera la même année¹¹⁷⁵.

NOUVEAUX APPELS POUR LE FRONT CHRÉTIEN UNI

L'encyclique *Divini redemptoris* du 19 mars 1937, qui condamne le communisme «intrinsèquement pervers», apparaît comme un aboutissement aux yeux de Georges Lodyginsky. Cette dénonciation sans précédent confirme le pape dans le rôle de leader du front uni des chrétiens que le docteur appelle de ses vœux depuis plusieurs années. À partir de cette date, ses déclarations en faveur de l'Église catholique se multiplient.

Un document de 1937 intitulé «La lutte contre le communisme sur le terrain religieux et moral», vraisemblablement de sa main, fait le tour des trois grandes confessions chrétiennes dans leur rapport à cette idéologie¹¹⁷⁶. L'Église catholique, organisée et puissante, occupe une place à part. Le pape, dit-il, s'est élevé depuis de

1175. Duchesse d'Atholl, *op. cit.*, p. 212.

1176. Document de Pro Deo [G. Lodyginsky], «La lutte contre le communisme sur le terrain religieux et moral», FGR, doc. 22. [1937].

nombreuses années contre ces doctrines dans de nombreux textes, bien qu'il ne soit pas encore suffisamment suivi par les fidèles. Les chefs orthodoxes hors de Russie se sont dressés naturellement contre le communisme, tant en Serbie, en Bulgarie, qu'en Grèce.

Le bilan pour le protestantisme est mitigé. Les premiers de classe sont le CPC en Angleterre, l'organisation du pasteur Krop en Hollande, l'Eckart Verlag en Allemagne, ainsi que La Cause, à laquelle Pro Deo réserve une large place dans ce document, la présentant comme le seul organe protestant de France ayant osé s'attaquer au communisme. En dehors de ces groupes, Lodyginsky déplore soit la neutralité observée par de nombreuses organisations ecclésiastiques, soit la pénétration des idées bolcheviques, quand cette neutralité ne débouche pas carrément sur un soutien, voire une adhésion aux fronts populaires. Le YMCA est spécialement mal perçu par Lodyginsky, de même que le mouvement œcuménique, qui doit se réunir en congrès mondial en juillet 1937 à Oxford: il serait traversé par des courants contradictoires, entre tendance chrétienne antibolchevique et tentatives de noyautage par les «amis de Moscou».

Le mouvement interconfessionnel Pro Deo apparaît comme une solution à ces divisions. Le document réserve une place toute spéciale aux Octaves de prières pour l'unité chrétienne de l'abbé Paul Couturier à Lyon, auxquelles le docteur attribue une «portée antibolchevique évidente», parce qu'elles raffermiraient le front unique des chrétiens en face des sans-Dieu. Lodyginsky y voit la forme la plus proche des «prières communes», interconfessionnelles, qu'il appelle de ses vœux, sans succès, depuis la cinquième session en 1935¹¹⁷⁷.

1177. Étienne Fouilloux a montré que la collaboration entre l'abbé Couturier et Lodyginsky est marquée par un décalage croissant entre l'irénisme et l'«œcuménisme spirituel» du premier et «l'œcuménisme de croisade» du second. Étienne Fouilloux, *Les catholiques et l'unité chrétienne*, op. cit., pp. 317-321. Le 22 janvier 1938 à midi, Radio-Lyon, diffuse un message d'une dizaine de minutes de Georges Lodyginsky sur «Les Martyrs chrétiens modernes, prélude à l'Unité chrétienne», qui s'exprime en tant que membre orthodoxe de Pro Deo (PV du BP du 1^{er} au 27 janvier 1938. EIA, PV du BP 1938). Selon les termes d'É. Fouilloux, il y «flétrit» les persécutions religieuses, mélangeant politique et religion, tandis que les deux autres conférenciers s'en tiennent au domaine strictement religieux (le pasteur Rivet, président du Consistoire de Lyon s'exprime sur «La main d'association» et M. Flacelière, professeur à la Faculté de lettres de l'Université de Lyon, sur «L'universalisme catholique dans saint Paul»). En février 1938, Lodyginsky réitère l'exercice avec une conférence radiophonique intitulée: «L'aspect contemporain du mouvement mondial des sans-Dieu». La dernière session de Pro Deo (12-13 septembre 1938) sera du reste marquée par la présence de l'abbé Couturier (il s'était jusque-là toujours excusé) qui y exposera ses thèmes de prière.

Lors de la 8^e session de Pro Deo, en septembre 1938, Lodyginsky produit un véritable manifeste pour une meilleure coopération entre chrétiens¹¹⁷⁸. Son message est passablement moralisant: il évoque les événements du XX^e siècle où les chrétiens se sont montrés particulièrement désunis. Les persécutions au Mexique n'ont intéressé ni les orthodoxes ni les protestants. C'est avec raison que Lodyginsky affirme que certains milieux réformés américains auraient même vu «d'un assez bon œil» l'oppression des catholiques mexicains¹¹⁷⁹. La guerre civile espagnole a été l'occasion de dissensions; non seulement les chrétiens n'ont que peu réagi face aux massacres antireligieux, mais «certains milieux protestants» ont polémique au sujet de ce que Lodyginsky nomme «les soi-disant persécutions de protestants en Espagne nationalistes» et des erreurs du clergé catholique avant la «Révolution» [*sic*], avant l'insurrection franquiste. On pourrait s'étonner du fait que le texte n'ait suscité aucune réaction des protestants de Pro Deo, tant il est vrai que la communauté protestante espagnole (quelque 22 000 âmes), fidèle à la République, aura à souffrir de persécutions avec Franco. Mais, en Suisse, seuls les représentants du christianisme social prendront parti contre les nationalistes espagnols¹¹⁸⁰.

Ce manifeste équivaut à une condamnation de l'œcuménisme qui serait, à l'en croire, un obstacle aux bonnes relations entre confessions:

«Un deuxième facteur à l'amélioration des rapports entre chrétiens est l'échec évident de l'interconfessionnalisme». Certains protestants et orthodoxes s'étaient laissés entraîner dans cette voie et y ont perdu beaucoup de temps et d'efforts pour reconnaître enfin leur erreur initiale. Aujourd'hui des méthodes plus efficaces de coopération chrétienne peuvent être envisagées.»¹¹⁸¹

À cela près que la coopération ne porte pas sur les mêmes aspects, qu'il ne s'agit nullement de doctrine ou de liturgie. Lodyginsky apparaît ainsi comme réfractaire à toute conciliation à ce niveau.

1178. Georges Lodyginsky, «Quelques réflexions sur les méthodes de coopération chrétienne», présentée à l'occasion de la VIII^e session Pro Deo, 12-13 septembre 1938. EIA 901.

1179. Sur le rôle des États-Unis dans le conflit religieux au Mexique, voir Jean Meyer, *La révolution mexicaine, 1910-1940*, op. cit., pp. 142-144, notamment 163.

1180. Catherine Fussinger, art. cit., pp. 408-410.

1181. Georges Lodyginsky, «Quelques réflexions sur les méthodes de coopération chrétienne», op. cit.

D'une contradiction à l'autre, la désunion des chrétiens allemands est à nouveau invoquée pour justifier l'inaction de Pro Deo. Et si le terme néopaganisme franchit enfin le mur du silence, ce n'est que pour être atténué par des guillemets :

« Si un front unique des chrétiens s'était formé en Allemagne, allié aux chrétiens des autres pays, le « néopaganisme » aurait pu être enrayé. »¹¹⁸²

De telles déclarations n'empêchent pas le docteur de terminer par un appel aux membres de Pro Deo à s'investir pour aplanir les différends entre communautés chrétiennes et de prêcher la charité pour que les tensions soient remplacées par l'émulation. Il songe à la création d'un comité restreint qui œuvrerait comme une sorte d'observatoire des problèmes interconfessionnels et qui travaillerait à faire disparaître les causes de désaccord, avec le recours éventuel aux autorités civiles et ecclésiastiques.

1182. *Idem.*

LE DIFFICILE TOURNANT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La guerre place le BP dans un isolement progressif par rapport à ses contacts étrangers et plonge l'activité de Pro Deo en état de veille prolongée. L'édifice patiemment échafaudé pendant les années 1930 et la relative cohérence du discours à l'égard du nazisme sont ébranlés par l'annonce du Pacte germano-soviétique. Du déclenchement de la guerre aux revirements de Barbarossa et de Stalingrad, en passant par l'épisode de la guerre de Finlande, les animateurs du BP tentent de donner une signification aux événements pour légitimer la poursuite de leur combat sous d'autres formes et pour parer les critiques. Certains épisodes de ce dernier chapitre, tel le conflit qui opposera Lodygensky au délégué Tscherniak dans les camps de prisonniers russes, ont déjà été traités ailleurs; d'autres enfin seront développés, notamment dans leur dimension politique, par Michel Caillat dans sa thèse; leur évocation ici, indispensable pour le tableau d'ensemble, en privilégiera la dimension religieuse.

SUR LE FIL DU RASOIR

Au printemps 1939, la question de l'établissement de relations diplomatiques entre la Suisse et l'URSS est remise à l'ordre du jour¹¹⁸³. À la suite de son intervention contre cette éventualité devant le Conseil national au mois de juin, Aubert est attaqué dans un article reproduit dans plusieurs journaux socialistes alémaniques en juillet. Il y est accusé d'être inféodé aux nazis, en particulier à Alfred Rosenberg, qui financerait tant l'Institut antimarxiste que

1183. La question ressurgit avec une interpellation du communiste Jules Humbert-Droz et une autre du radical Paul Billieux aux Chambres. Roland Ruffieux, *op. cit.*, p. 365.

l'EIA. Aubert réagit en intentant un procès contre les auteurs de ces allégations. Dans un mémoire fixant sa ligne de défense, il nie tout en bloc et déclare qu'il «a toujours particulièrement désapprouvé les tendances du nommé Rosenberg, foncièrement opposées à ses [propres] convictions religieuses.»¹¹⁸⁴ L'issue du procès au début de mars 1940, lui est favorable: l'auteur de l'article incriminé, un certain Wiederkehr, ainsi que la *Berner Tagwacht* qui l'a publié en premier doivent se rétracter et assumer tous les frais d'avocat et de justice¹¹⁸⁵.

Entre-temps sont intervenus le coup de semonce du Pacte germano-soviétique et l'éclatement de la guerre. En octobre 1939, Aubert annonce son choix de ne pas se représenter aux élections fédérales. Dans un article empreint d'ironie, le *Neuchâtelois*, quotidien radical, interprète son abstention: c'est la juste rétractation de l'un des hérauts de la réaction antibolchevique qui s'est fourvoyé en soutenant Hitler contre Staline¹¹⁸⁶. Aubert fait publier une mise au point par le journal, affirmant que sa décision de ne pas accepter de nouveau mandat parlementaire n'a rien à voir avec la «volte-face d'Hitler». Elle a été prise plus d'une année auparavant et communiquée à l'Union nationale, sur les listes de laquelle il s'était présenté aux élections de 1935¹¹⁸⁷.

Ces attaques successives contre Aubert et l'EIA sont symptomatiques de la polarisation de l'espace politique helvétique; mais, au-delà de la polémique, quelle part de vérité recèlent-elles? Comment les membres du BP comprennent-ils le revirement de Hitler?

Au cours du procès contre la *Berner Tagwacht*, Aubert se défend à juste titre d'être jamais allé en Allemagne depuis 1933; mais il n'en va pas de même, on le sait, pour ses collaborateurs. Le dernier voyage de Lodyginsky à Berlin a eu lieu en juin 1939. S'il est exact que l'EIA a toujours défendu son indépendance vis-à-vis de l'Antikomintern, il n'en demeure pas moins que des subventions ont bel et bien été versées par cette dernière au docteur. Son analyse de la situation, à la veille de la guerre, apparaît toujours très

1184. «Les rapports de l'Entente avec l'Allemagne. Pour le procès T.», s. d. [été 1939]. EIA, Allemagne-Antikomintern, 1933-1942. «Mémoire sur l'article attaquant Monsieur Aubert, publié par divers journaux socialistes et communistes en juillet 1939». EIA, Personnel 1924.

1185. «Une rétractation», *Journal de Genève*, 10 mars 1940.

1186. «Un geste honorable», *Le Neuchâtelois*, 23 octobre 1939.

1187. «À propos des élections», *Le Neuchâtelois*, 30 octobre 1939.

favorable à l'Allemagne. Le rapport confidentiel qu'il livre à son retour de Berlin est censé ne pas contenir de remarques personnelles et s'abrite derrière «les termes mêmes de [ses] interlocuteurs», mais il trahit à notre sens ses propres convictions. Ainsi, le docteur semble-t-il bien conscient des visées expansionnistes du III^e Reich ou encore du sort probable que Hitler réserve à la Pologne. Il fait siens les éléments d'analyse qui lui ont vraisemblablement été fournis par l'Antikomintern, à savoir que les visées de l'Allemagne à l'ouest se limitent à la défense des intérêts italiens en Méditerranée, que ses visées en Europe centrale et balkanique sont économiques, mais qu'elle ne pourra tolérer longtemps encore la séparation de Gdansk, l'existence du couloir, ainsi que le régime bolchevique en Russie¹¹⁸⁸. De ce rapport, il appert que la logique anticommuniste de Lodygsky fait de l'Axe le meilleur bouclier contre le bolchevisme.

Au moment de l'éclatement de la guerre, une question se pose au BP : la neutralité suisse lui permet-elle de poursuivre ses rapports avec l'étranger ? Les contacts avec l'Allemagne sont compromis. Ceux avec l'Italie, ainsi que l'a montré Michel Caillat, se poursuivent jusqu'à la fin de 1942¹¹⁸⁹. Mais pour l'essentiel l'activité de l'Entente doit se recentrer sur la Suisse. Dans ses *Bulletins d'informations*, elle continue, comme par le passé, à traiter les mêmes thèmes : situation économique, sort des paysans russes, lutte contre la religion, menace révolutionnaire, etc., comme si de rien n'était. L'analyse des *Bulletins d'informations EIA* d'août à la fin 1939 sont édifiants : on n'y trouve pas une seule référence à l'Allemagne. Le sort de la Pologne est traité du point de vue de l'invasion soviétique uniquement. Le numéro du début d'octobre 1939 est consacré à «La bolchevisation de la Pologne», qui «a été victime de la part de l'URSS, d'une véritable agression armée». Le numéro suivant, du 17 octobre 1939, est consacré aux «pays baltes livrés au bolchevisme». L'EIA compatit au sort des populations germanophones obligées de fuir, alors que l'Allemagne les avait considérées pendant des siècles «comme devant former une précieuse avant-garde du germanisme».

Le *Bulletin d'informations* du 8 décembre 1939 s'efforce de démontrer que l'affirmation de Trotsky, reprise par des journaux

1188. Note confidentielle [de Lodygsky] sur l'Allemagne, juin 1939. EIA, Allemagne-Antikomintern 1933-1942.

1189. Michel Caillat, «Un exemple de fonds privé inexploré : les archives de l'Entente internationale anticommuniste (EIA)», *op. cit.*, p. 199.

français, américains et anglais, selon laquelle le Komintern ne serait plus qu'un cadavre, est erronée. Pendant les premiers mois de la guerre, il martèle dans ses rapports que le Komintern et le bolchevisme ne sont nullement affaiblis et n'ont pas abandonné leurs objectifs destructeurs, malgré les nouvelles circonstances créées par la guerre. Et dans l'éventualité, improbable selon elle, que le Komintern puisse être paralysé par des mesures internationales, l'Entente prévoit que la IV^e Internationale prendrait automatiquement sa place. Elle la juge potentiellement beaucoup plus dangereuse et estime que le différend qui l'oppose à la III^e Internationale ne concerne que la méthode d'application¹¹⁹⁰.

Les *Informations religieuses EIA* de février 1940¹¹⁹¹, un long numéro d'une vingtaine de pages, font le point sur les organisations et mouvements antireligieux contemporains, dans lesquels sont rangés la franc-maçonnerie, le bolchevisme antireligieux, le «national-bolchevisme néopaïen» (*sic!*). Des précisions sont données sur ce qu'on entend par cette expression, qui n'est rien d'autre qu'un euphémisme: le terme «bolchevisme» n'y est pas employé dans son sens habituel, il sert simplement à désigner «un mouvement qui veut s'affranchir de toute morale chrétienne et qui considère que tout est permis à la seule condition que l'intérêt national l'exige». L'Allemagne est peut-être le berceau de cette tendance, mais elle a toutefois existé dans presque tous les pays, est-on étonné d'apprendre. L'article, empreint d'une certaine dose d'ingénuité, livre une logique de raisonnement très simple à l'égard du nazisme: le BP attendait de ce régime, sous prétexte qu'il avait déclaré la guerre au bolchevisme antireligieux, «qu'il adopterait une attitude contraire [à l'antireligion, donc une attitude respectueuse de la religion] et qu'il édifierait un ordre des choses d'inspiration plus ou moins chrétiennes». Face à son erreur, l'EIA se munit encore de précautions pour reconnaître, mais à contrecœur, qu'«il faut bien constater, malgré tout, de grandes analogies entre la mentalité et les méthodes du bolchevisme internationaliste et les tendances extrémistes du national-socialisme». En cause, dans ce gauchissement de la dictature, les «élucubrations» d'Alfred Rosenberg, que l'auteur de l'article, probablement Lodyginsky, compare à Yaroslavsky, le chef des athéistes militants.

1190. *Bulletin d'informations EIA*, 8 décembre 1939.

1191. Numéro retrouvé dans CBL, Lodyginsky papers, box 5.

L'auteur estime tout de même que le danger du « national-bolchevisme » de Rosenberg (!) est moindre que celui du marxisme anti-religieux, sous prétexte qu'il n'aurait pas de portée universelle et pas non plus d'organisation internationale de propagande. Le Pacte germano-soviétique change donc quelque peu la position de l'EIA, mais pas de manière radicale : si elle reconnaît maintenant la prédominance du néopaganisme dans le régime nazi, elle continue à percevoir le marxisme et l'URSS comme de plus grands dangers que l'Allemagne. Les errements du régime nazi sont imputés à Rosenberg.

On peine à saisir la teneur exacte du message que Lodyginsky cherche à faire passer dans ce numéro de février 1940. Il semble qu'il ne sache pas lui-même comment interpréter la guerre du point de vue religieux et que le bulletin soit l'occasion pour lui de démêler l'écheveau, en analysant par exemple les développements par rapport à la guerre de 1914-1918. Dans l'article sur « L'attitude des Églises et des milieux ecclésiastiques devant la guerre », il tente de dresser un panorama des réactions dans ces institutions en Europe, sans entrer dans les questions théologiques (telles que : la guerre est-elle justifiable dans certains cas ? le prêtre peut-il être actif dans l'armée ?). « L'Église » – mais laquelle ? le texte ne le précise pas – se placerait au-dessus des conjonctures et ne porterait pas de jugement sur celles-ci ; elle se bornerait à déplorer la guerre, à appeler les chrétiens à l'entraide et à la prière. Les citations sont alignées, sans pour autant faire l'objet de prises de position : autocensure et confusion sont vraisemblablement la cause de cet attentisme. Les paroles d'un pasteur qualifiant Hitler de Wotan moderne d'une Germanie dégradée, ou encore d'Antéchrist, ne sont pas commentées. En revanche, le BP se demande pourquoi Staline n'est pas lui aussi mentionné. Il déplore au passage « quelques attitudes ultranationalistes », s'étonne de voir en France le cardinal Verdier, le pasteur Boegner et le grand rabbin faire partie d'un « Comité national » qui demande aux Français un effort financier pour assurer la victoire. L'EIA qui, trois ans plus tôt, appelait de ses vœux un « sursaut nationaliste » en France contre le Front populaire, le déplore lorsqu'il s'agit pour la République de se défendre contre l'Allemagne. Il semble que, derrière cette critique adressée aux ecclésiastiques du Comité national, point le désir secret que l'Allemagne ne l'emporte.

D'autres exemples de collaboration entre les confessions chrétiennes sont jugées plus favorablement, voire tout à fait «réjouissants». En Allemagne, par exemple, les cultes dans l'armée seraient très fréquentés et il ne serait pas rare qu'un prêtre catholique ait lu la liturgie et qu'un pasteur ait prononcé le sermon, ou inversement. Ces faits témoignent selon l'Entente «d'une vraie fraternité chrétienne».

Lodygensky donne libre court à un virulent discours antimaçonnique, une tendance qui était bien plus discrète chez lui avant la guerre: la franc-maçonnerie aurait fait le lit du bolchevisme et du «national-bolchevisme néopaïen»¹¹⁹². Bien qu'elle s'en défende, dit-il, elle poursuit des buts politiques et antireligieux secrets, sous couvert d'idéaux humanistes et de perfectionnement moral. Les divergences entre ces idéologies ne seraient qu'apparentes, exposées à dessein dans le but de «brouiller les cartes». Lodygensky ne reconnaît aucune spécificité à la franc-maçonnerie anglaise et l'accuse des mêmes mensonges que la branche continentale. Le but ultime des loges serait, tout comme pour le marxisme, la destruction du christianisme et de toutes les religions révélées. Au passage, il s'en prend à la tolérance du protestantisme à l'égard des loges, inversement proportionnelle à la fermeté du catholicisme et de l'orthodoxie. Dans un texte du printemps 1941, il réitère plus nettement encore ses attaques contre la société secrète qui a préparé selon lui le terrain aussi bien aux sans-Dieu bolcheviques qu'au «nationalisme antichrétien du genre allemand»¹¹⁹³. À charge contre ce nouvel adversaire, le docteur va jusqu'à prétendre que la nouvelle éducation de la jeunesse sous le nazisme porte sa marque.

MISSION EN FINLANDE (1940)

Le séjour du D^r Lodygensky en Finlande, entre le 10 janvier et le 11 février 1940, fait l'objet d'un récit assez détaillé dans ses Mémoires¹¹⁹⁴. C'est vraisemblablement à l'instigation du BP que ce séjour est organisé, avec la collaboration du maréchal Mannerheim, commandant de l'armée finnoise et accessoirement membre

1192. *Informations religieuses* EIA, février 1940.

1193. «Quelques considérations concernant la situation religieuse en Europe», texte de Lodygensky datant du printemps 1941. EIA 901.

1194. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, pp. 51.

du BP, ainsi que du Service de renseignements (SR) de l'armée suisse. La mission de Lodyginsky intervient en pleine guerre russo-finlandaise, près d'un mois et demi après l'attaque du pays par l'armée rouge¹¹⁹⁵. Le docteur est accompagné par son fils Vladimir et par la jeune épouse de ce dernier. Les correspondants de l'EIA sur place font appel au BP dans le but de soutenir une campagne de propagande en faveur du petit pays qui résiste d'une manière acharnée à l'agresseur communiste. Ainsi que l'indique Lodyginsky, «la cause finlandaise était extrêmement populaire en Suisse»; un sentiment de solidarité et d'identification transparait en effet dans l'opinion helvétique. Sur place, les Lodyginsky mènent des enquêtes, visitent des camps de prisonniers russes, des hôpitaux et écrivent articles, rapports et communiqués, d'entente avec le SR et le service de propagande finnois. Mais, face à l'intensification du conflit finlandais et à la perspective de plus en plus certaine de la défaite, la délégation rentre en Suisse. Dans la conférence prononcée par Lodyginsky à son retour, devant le Cercle national démocratique à Genève¹¹⁹⁶, il est important d'examiner sa présentation de la guerre et ses impressions lors de la visite de camps de prisonniers russes. Le combat des Finnois est, selon lui, une guerre sainte, menée par des soldats héroïques et pieux, qui vont au front l'Évangile en main en chantant des cantiques. La rencontre de Lodyginsky avec des prisonniers russes le frappe énormément. C'est la première occasion pour lui de parler librement avec des hommes qui ont vécu depuis vingt ans sous le régime soviétique. De ces entretiens avec eux, il retire la conviction que le communisme n'a pas totalement perverti les âmes russes, comme il le craignait avant d'être confronté à ces hommes qui ne souhaiteraient pas mieux, selon lui, que de vivre différemment. Cette certitude, liée à celle que les Russes subissent le régime sans l'accepter, l'encourage à poursuivre la lutte anticomuniste. Par ailleurs, il a pu constater par lui-même que de nombreux soldats sont encore croyants et qu'on pourra s'appuyer sur cette partie valide du peuple pour la renaissance de la Russie.

1195. La Finlande est attaquée le 30 novembre 1939 par l'Armée rouge, qui remporte une maigre victoire le 12 mars 1940, après s'être affrontée à la dure résistance des Finnois.

1196. Georges Lodyginsky, «Ce que j'ai vu en Finlande», conférence devant le Cercle national démocratique à Genève, 12 mars 1940, 12 p. Inséré dans le manuscrit *Face au communisme*, vol. II, p. 55.

BARBAROSSA ET «LE GRAND PROBLÈME DU XX^e SIÈCLE» (1941)

«L'issue fatale de la guerre germano-soviétique, dont au début on avait pu espérer qu'elle libérerait la Russie du communisme, fut aussi cruellement ressentie par nous deux [G. Lodygensky et son épouse Nina]. Ainsi s'évanouissait à tout jamais l'espoir de revoir la mère-patrie.»

G. Lodygensky, *Nina*, 1961, p. 115.

L'opération Barbarossa, lancée en rupture du Pacte germano-soviétique par le III^e Reich contre l'URSS le 22 juin 1941, fait figure de «divine surprise» pour l'EIA. La nouvelle plonge le BP dans un état d'agitation intense: une séance est immédiatement convoquée chez Aubert. Lodygensky se rend également à Zurich pour parler des perspectives encourageantes de l'événement avec le professeur Il'in. Ce dernier l'avertit toutefois de ne pas «s'illusionner sur la politique russe d'Hitler»: le souvenir d'une conférence de Rosenberg, à laquelle ils avaient tous deux assistés à Berlin quelques années plus tôt, lui fait craindre de possibles débordements dans la conquête de la Russie d'Europe par les nazis. Convaincus l'un comme l'autre de la forte probabilité de la chute du régime communiste à la suite de Barbarossa, les deux Russes se quittent sur «une note non dépourvue d'optimisme»¹¹⁹⁷. Contrairement à de nombreux émigrés russes, Lodygensky, fidèle jusqu'au bout à ses positions anticommunistes très strictes, ne s'émouvra jamais du sort de l'armée rouge, pas plus qu'il ne s'enthousiasmera à l'occasion de ses victoires¹¹⁹⁸.

Un mois après le déclenchement de l'offensive, il publie une série de trois articles sous le titre général «Le grand problème du XX^e siècle» dans la *Gazette de Lausanne* des 24, 25 et 28 juillet 1941. Le problème auquel il fait référence n'est autre que la désunion des chrétiens, cause selon lui de nombreux maux durant le siècle. Ces articles se situent dans le sillage des débats en faveur de l'union des chrétiens lancés par Adolf Keller, M^{gr} Besson, Gonzague de Reynold et Guy de Pourtalès à la suite de la guerre de Finlande¹¹⁹⁹. Mais plus que toute autre, c'est l'actualité brûlante

1197. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 57.

1198. De nombreux émigrés russes ne sont pas indifférents au sort de l'armée rouge, dont les victoires leur redonnent un sentiment d'orgueil national car, pour être rouge, l'armée n'en demeure pas moins russe. Marina Gorboff, *op. cit.*, p. 193.

de la guerre germano-soviétique qui, sans qu'elle y soit jamais évoquée, sous-tend la rédaction de ces articles.

On retrouve un discours en tous points semblable à celui des années d'avant-guerre. Lodygensky insiste, comme par le passé, sur le fait qu'il ne doit nullement s'agir d'une fusion des confessions ou d'une unité des chrétiens, mais de la constitution d'un front unique des croyants. L'idée d'interconfessionnalisme (i.e. œcuménisme), les questions théologiques et ecclésiastiques sont clairement rejetés. Et s'il faut prier pour l'unité des chrétiens, il ne faut pas se bercer d'illusion sur sa réalisation :

« Il s'agit simplement de savoir si entre les trois grandes confessions chrétiennes, l'orthodoxie, le catholicisme et le protestantisme, il y a plus de liens communs qu'entre chacune de ces confessions et les mouvements [...] antichrétiens ou non-chrétiens. »¹²⁰⁰

Au passage, une pointe est décochée à Leonhard Ragaz, dans l'idée peut-être de lui épargner la peine de réagir :

« Nous admettons la possibilité d'une réponse négative à ce sujet de la part de certains esprits obtus. Pour ceux-ci cet article, comme tout ce qui a été écrit dans le même sens, est évidemment inutile. »

Déplorant que des membres de la hiérarchie des Églises persistent à publier des textes où ils s'en prennent les uns aux autres au lieu de constituer rapidement le front commun, il en appelle à une « trêve interecclésiastique » pour constituer ce front indispensable, en s'inspirant de plusieurs initiatives : les appels réitérés du pape pour la lutte commune contre les sans-Dieu, le développement du mouvement œcuménique entre de nombreux protestants et certains milieux orthodoxes, le mouvement de protestation contre les persécutions, la commission Pro Deo et les Octaves

1199. (Note de la p. 406.) Sur ces initiatives d'union, voir Hermann Kocher, « Es ist zum Katholischwerden! Der römische Katholizismus 1920-1950 aus der Optik des deutsch-schweizerischen Protestantismus », in Victor Conzemius, *Schweizer Katholizismus, 1933-1945*, op. cit., pp. 77-122 (pp. 91-92 et note 52-53 p. 117), et Stéphanie Roulin, « Une union des chrétiens conservateurs pour sauver l'Europe en 1940? L'œcuménisme selon Gonzague de Reynold », *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 2003, pp. 107-121.

1200. Georges Lodygensky, « Le grand problème du XX^e siècle (I) », *Gazette de Lausanne*, 24 juillet 1941.

de prières pour l'unité¹²⁰¹. Non content de juxtaposer des éléments aussi disparates, il cite à plusieurs reprises l'Allemagne dans son deuxième article, évoquant en particulier, l'«exemple encourageant» de l'archevêque de Fribourg-en-Brisgau, M^{gr} Gröber. Ce dernier venait d'affirmer que le climat interconfessionnel s'était tellement amélioré que les accusations du régime nazi contre les Églises de diviser la Volksgemeinschaft n'étaient plus justifiées. À cause de sa déclaration fracassante de soutien au nouveau régime en septembre 1933, M^{gr} Gröber avait été surnommé «l'évêque brun»¹²⁰². Mais le détail échappe totalement à Lodyginsky, qui préfère croire à l'amélioration des conditions religieuses en Allemagne. Il est du reste significatif que, de tous les prélats allemands, Lodyginsky propose en modèle l'un de ceux qui ont manifesté la plus grande volonté de coopérer avec le régime.

Ses illusions portent également sur les territoires sous domination du Reich à l'est. Ainsi Lodyginsky écrit-il à M^{gr} Stephan, à Sofia, pour lui demander d'entreprendre une action missionnaire auprès des prisonniers de guerre russes¹²⁰³. Selon lui, les autorités allemandes sur place ne pourraient qu'approuver le projet d'une mission d'enquête et de distribution d'Évangiles en langue russe. Cette préoccupation pour la prise en charge pastorale des prisonniers soviétiques, éveillée lors de sa mission en Finlande, allait bientôt susciter une polémique en Suisse.

LODYGENSKY CONTRE TSCHERNIAK:

L'ENJEU PASTORAL DES INTERNÉS RUSSES EN SUISSE (1942-1945)

Les premiers prisonniers de guerre soviétiques en fuite arrivent en Suisse en avril-mai 1942 par les frontières orientales du pays¹²⁰⁴. Quoique peu nombreux, ces internés sont source de tracas pour la Police fédérale et pour le Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation (CFIH)¹²⁰⁵. L'absence de relations diplomatiques avec l'URSS, la différence de mentalité ainsi que la méfiance à leur

1201. Georges Lodyginsky, «Le grand problème du XX^e siècle (II)», *Gazette de Lausanne*, 27 juillet 1941.

1202. Sur M^{gr} Konrad Gröber (1872-1948), évêque de Meissen (1931-1932) puis archevêque de Fribourg-en-Brisgau (1932-1948), voir Erwin Gatz (éd.), *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder, op. cit.*, pp. 258-260.

1203. Lettre de Lodyginsky à M^{gr} Stephan, 2 août 1941. EIA 3076/6 Bulgarie.

1204. Monika Bankowski *et al.* (éds), *Asyl und Aufenthalt. Die Schweiz als Zuflucht von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle et Francfort: Helbing & Lichtenhahn, 1994, p. 420.

égard rendent très pénible leur séjour dans les camps suisses. Cherchant à éviter que des individus ne les approchent pour tenter de les influencer contre la Suisse ou contre leur pays, les autorités s'efforcent de les grouper et ne leur octroient aucun congé; ils sont ainsi déplacés d'un camp à l'autre, en Argovie, à Berne, dans le Chablais, à Andelfingen dans le canton de Zurich, à Rarogne dans le canton du Valais, etc. L'inégalité de traitement par rapport aux autres internés suscite des réactions de la légation britannique (qui représente les intérêts de l'URSS), de citoyens suisses ainsi que des internés eux-mêmes. Ces derniers, qui ont lutté contre le fascisme, ne comprennent ni la raison de leur internement ni son régime spécial; des heurts se produisent et plusieurs grèves de la faim ont lieu en signe de protestation.

C'est dans cette atmosphère délétère que prend place le conflit qui opposera Lodyginsky et l'archiprêtre Orloff à Alexandre Tscherniak, le délégué russe responsable des internés¹²⁰⁶. Résidant à Zurich, où il travaille comme assistant en agronomie à l'École polytechnique fédérale, ce dernier est l'homme de confiance désigné par l'ambassade russe à Londres. Le chef de la division de police, Heinrich Rothmund, lui attribue la responsabilité de l'agitation dans les camps.

Le conflit, qui s'apparente à une lutte de pouvoir pour le salut des âmes soviétiques, débute à la fin de l'année 1942 et se termine en 1945 par un procès dont l'issue est défavorable à Lodyginsky. Tout commence par une lettre de protestation de Tscherniak au conseiller national socialiste Hans Oprecht, le 1^{er} novembre 1942¹²⁰⁷. Il s'insurge contre le fait que l'administration du camp de Bellechasse, où demeurent des internés soviétiques, ait prévu d'inviter les dénommés Orloff et Lodyginsky, de l'Église orthodoxe russe de Genève, à se rendre à Bellechasse le samedi suivant, 7 novembre, jour anniversaire de la Révolution, pour y célébrer une messe. Qualifiant les deux orthodoxes de réactionnaires, Tscherniak considère qu'un service religieux à l'occasion de la fête

1205. (Note de la p. 408.) André Lasserre, *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne: Payot, 1995, pp. 342-351. Le nombre des internés militaires soviétiques est de 282 en septembre 1943, 405 en décembre 1943, 856 en septembre 1944; il chute à 290 en janvier 1945 pour remonter à 5545 en juin 1945 (tableau statistique, p. 332).

1206. Sur Tscherniak, l'affaire qui l'oppose à Lodyginsky et les multiples instances (CICR, divers comités, etc.) impliquées dans l'accueil, la gestion et la défense des internés, nous renvoyons à Christine Gehrig-Straube, *op. cit.*, pp. 231-277, ainsi qu'à André Lasserre, *op. cit.*

1207. Cité par Christine Gehrig-Straube, *op. cit.*, p. 271.

nationale soviétique relèverait de l'insulte. Le principe même de l'invitation sera du reste critiqué dans un rapport interne: il y a en effet quelque incohérence à tolérer la venue d'une délégation auprès d'internés dont on a décidé l'isolement complet, et qui auraient, qui plus est, refusé le contact avec ces émigrés russes. Il n'en faudra pas plus pour que Lodyginsky, piqué au vif par le refus qui lui est opposé, lance ses foudres contre Tscherniak. *Le Courrier de Genève* et la *Gazette de Lausanne* ouvrent leurs colonnes à une polémique malvenue. Avec l'évolution de la guerre, en particulier le tournant de Stalingrad qui marque une grande victoire pour l'armée rouge et le reflux de l'armée allemande au début de 1943, la tendance générale est au ménagement des Soviétiques, car la Confédération s'achemine vers la normalisation de ses relations avec eux. La *Gazette de Lausanne*, indique l'historien André Lasserre, prétend que «les sans-Dieu au sein du collectif des internés soviétiques empêchent ces derniers de fréquenter les cérémonies religieuses, alors que ces malheureux s'imaginaient «pouvoir respirer librement dans un pays tel que le nôtre.»¹²⁰⁸ Dans *Le Courrier de Genève* du 4 novembre 1943, le docteur décrit Tscherniak comme un personnage louche et l'accuse, notamment, d'avoir menacé les internés d'être fusillés à leur retour en URSS s'ils n'obéissaient pas à ses ordres et de leur avoir arraché, pour les piétiner, des croix de baptême qu'ils auraient réussi à se procurer¹²⁰⁹. Tscherniak réagit en intentant un procès pour calomnie, diffamation et injures. Le conseiller fédéral chargé du Département de justice et police, Eduard von Steiger, ainsi que Rothmund, pour hostiles qu'ils soient à Tscherniak, n'en tentent pas moins d'éviter le procès et sa publicité néfaste; ils redoutent que la presse de gauche ne s'en saisisse pour en tirer des profits politiques¹²¹⁰. La première audience, au Tribunal de police de Genève, débute en novembre 1944. Le procès est l'occasion d'une grosse désillusion pour le docteur. Si son ami Jacques Le Fort témoigne en sa faveur, tel n'est pas le cas de son ancien protégé, le prince Kourakine, qui nie avoir jamais entendu quoi que ce soit de négatif sur Tscherniak, «un membre authentique du parti»¹²¹¹.

1208. André Lasserre, *op. cit.*, p. 348.

1209. «La presse socialiste suisse et le problème des internés russes», *Le Courrier de Genève*, 4 novembre 1943. Cité par Christine Gehrig-Straube, *op. cit.*, p. 272. Lodyginsky réagit notamment à un article paru quelques jours plus tôt dans la *Volksstimme*, journal socialiste de Saint-Gall.

1210. Citations dans Gehrig-Straube, *ibid.*

Longtemps employé par le BP et par son antenne russe, le Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR), Kourakine, naturalisé français en 1929, a été mobilisé au début de la guerre en France¹²¹². À son retour à Genève, en 1941, le BP aurait refusé de lui restituer son poste. Reconverti dans le commerce des montres suisses avec l'URSS et les pays d'Orient, ses propensions à l'anticommunisme se sont nettement affaiblies; il se serait même laissé aller à porter un toast à la gloire de l'armée rouge, ce que Lodyginsky aurait eu beaucoup de peine à lui pardonner¹²¹³.

En mars 1945, le tribunal condamne le docteur pour diffamation et injures mais le libère du chef d'accusation de calomnie. Il doit payer 200 francs d'amende au plaignant et s'acquitter des frais de justice¹²¹⁴. Comme il le suggère dans ses Mémoires, il faut voir dans la clémence du jugement une sorte d'approbation voilée de la part du tribunal¹²¹⁵. Mais, en dehors de ce compromis, l'atmosphère a irrémédiablement changé: l'anticommunisme tel que pratiqué avant la guerre n'a plus cours et certains soutiens que l'EIA estimait acquis vont s'effacer. L'assistance spirituelle des orthodoxes est ainsi retirée à l'archiprêtre et à Lodyginsky. Suivant la recommandation du colonel René Louis Probst, du CFIH, von Steiger, pourtant ancien membre de l'association des amis de l'Entente, confie cette tâche au théologien et pasteur Hans Hümmerich, dont on est sûr qu'il n'a aucun contact avec les Russes orthodoxes de Genève derrière lesquels, affirme Probst, l'influence de Berlin se fait sentir¹²¹⁶.

LA RÉACTIVATION DE PRO DEO? (1944-1945)

Fort logiquement, la série d'articles sur «le grand problème du XX^e siècle» du D^r Lodyginsky appelle à la reprise de l'activité de Pro Deo. Le docteur s'adresse pour ce faire à un représentant éminent de

1211. (Note de la p. 410.) *Ibid.*, p. 273.

1212. *Ibid.*, note 206, p. 79.

1213. Entretien avec M. Youri Lodyginsky fils.

1214. Le verdict est publié par le *Journal de Genève* du 16 février 1945 («Au tribunal de police. L'affaire Tscherniack-Lodigenski *[sic]*»); après une vaine tentative d'appel, la sentence est confirmée, ainsi que l'annonce le numéro du 26 mars 1945 («Au tribunal de police. Le procès Tscherniack-Lodigenski *[sic]*»).

1215. «Mes témoins ayant été forcés au rapatriement, je ne pus les citer et fus condamné, faute de preuve, mais avec cependant l'assurance que les juges ne doutaient point de ma bonne foi.» Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. I, p. 111.

1216. Christine Gehrig-Straube, *op. cit.*, p. 275.

l'œcuménisme protestant, le pasteur hollandais Willem Adolf Visser't Hooft, qui lui aurait répondu affirmativement, en posant toutefois comme condition d'avoir en face de lui une personnalité catholique de poids¹²¹⁷. Lodygensky et l'abbé Carlier s'en ouvrent à tour de rôle à M^{gr} Besson, qui accède à leur vœu à la fin de la guerre¹²¹⁸. Au moins quatre séances ont lieu à Lausanne entre le mois de mars 1944 et le mois de juin 1945¹²¹⁹. Mais s'agit-il vraiment d'une réactivation de Pro Deo? La réunion n'a pas de nom et, si certains éléments de continuité sont observables, les différences sont nombreuses.

Le nombre de participants, tout d'abord, qui est restreint à neuf; l'équilibre confessionnel, ensuite, qui est strictement respecté, avec trois orthodoxes, trois protestants et trois catholiques. Ces éléments dénotent selon nous une volonté d'efficacité dans les échanges. La continuité est assurée par la présence de Lodygensky, de l'archiprêtre Orloff et du chanoine – devenu M^{gr} – John Rast. Mais la délégation catholique est dominée par le futur évêque du diocèse, le chanoine François Charrière (1893-1976)¹²²⁰, qui assiste à toutes les séances¹²²¹. Pour des raisons qu'il nous est difficile de déterminer avec certitude – mais dans lesquelles la santé et l'expérience malheureuse à la tête du *Courrier de Genève* ont dû primer –, l'abbé Carlier est totalement absent de ces rencontres. L'archiprêtre Orloff, âgé et atteint dans sa santé, n'assistera pour sa part qu'à la première séance; son décès intervient entre la deuxième et la troisième réunion de ce comité sans

1217. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 77.

1218. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, p. 515.

1219. Réunions du 29 mars 1944, du 28 juin 1944, du 17 avril 1945 et du 12 juin 1945. Le compte rendu de ces séances est conservé sous la cote EIA 901. À l'issue de la deuxième réunion, une séance est agendée pour le 11 octobre 1944, dont nous ignorons si elle a eu lieu, faute de compte rendu. La liste des présences des quatre séances figure en annexe de la présente étude.

1220. Après des études de théologie à l'Université de Fribourg et un doctorat en droit canonique à l'Angelicum de Rome en 1923, François Charrière enseigne de 1932 à 1936 à l'Institut de droit ecclésiastique de l'Université de Fribourg (en tant que chargé de cours puis professeur extraordinaire); parallèlement à ses occupations académiques, il occupe successivement et parfois simultanément diverses charges, parmi lesquelles celles d'aumônier, d'officiel du diocèse, de directeur ecclésiastique de *La Liberté* (dès 1941), jusqu'à sa nomination à la succession de M^{gr} Besson en 1945. Francis Python, «Un test pour les catholiques romands au sortir de la guerre. L'accession à l'épiscopat de M^{gr} François Charrière en 1945», in *Nation und Nationalismus in Europa. Kulturelle Konstruktion von Identitäten. Festschrift für Urs Altermatt*, Catherine Bosshart-Pflüger, Joseph Jung et Franziska Metzger (éds), Frauenfeld: Huber, 2002, pp. 639-661.

1221. Dans l'entretien que M^{gr} Charrière accorde à Étienne Fouilloux en 1972, il affirme se souvenir d'avoir participé «à l'une ou l'autre» de ces réunions. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, note 256, p. 515.

nom. Il est remplacé dès la deuxième séance par Léonty Bartochévitch, hiéromoine qui lui succède à la tête de la paroisse orthodoxe de Genève et futur évêque de l'Église orthodoxe russe (hors frontières) de Genève de 1950 à 1956. Mais les orthodoxes n'interviennent que très marginalement dans les discussions. Lodygensky, qui les dirigeait et en influençait le cours du temps de Pro Deo, apparaît très en retrait.

La délégation protestante n'est pas non plus comparable à celle d'avant la guerre. Comme par le passé, elle est presque exclusivement composée de pasteurs et l'Église nationale protestante de Genève y est toujours bien représentée, mais les personnes ont changé. Signalons la présence marquante du professeur Jaques Courvoisier qui assiste – seul protestant dans ce cas – à toutes les séances. Proche de Jean de Saussure, il figure parmi les pasteurs genevois qui ont le plus contribué aux bonnes relations de leur Église avec le conseil œcuménique issu de la conférence d'Utrecht de 1938¹²²². Ce conseil – alors en formation – est quant à lui représenté par la personnalité qui présidera à ses destinées jusqu'en 1966 et qui en est pratiquement l'incarnation : le pasteur Visser't Hooft (1900-1985)¹²²³. Il participe pour sa part aux deux premières réunions.

Le contenu des séances est lui aussi bien différent de celui des sessions de Pro Deo. La question de la propagande, si prégnante pour Lodygensky, passe à la trappe et, avec les circonstances de la guerre, la question de la lutte contre l'athéisme communiste est reléguée au second plan face à l'autre force antichrétienne que Visser't Hooft place lui au premier plan. Ce pasteur, qui préside la première rencontre en mars 1944, indique la nécessité première de nouer des contacts au niveau personnel afin de mieux se connaître, de favoriser les échanges de renseignements et d'être tenu au courant des intérêts et des initiatives de l'Église romaine et du Conseil œcuménique. Au premier plan apparaît une visée pratique de coordination et de mise sur pied d'actions communes, notamment humanitaires, dans le contexte marqué par la guerre, l'occupation allemande dans certains pays et les attaques du paganisme moderne. Il cite l'exemple de contacts interecclésiastiques en

1222. *Encyclopédie de Genève*, t. 5, *Les religions*, op. cit., p. 216.

1223. Parmi une bibliographie innombrable sur Visser 'tHooft, nous renvoyons à l'article synthétique dans *l'Encyclopédie du protestantisme*, Pierre Gisel et al. (dir.), Paris/Genève : Cerf/Labor et Fides, 1995.

Grande-Bretagne (dans le domaine social et moral), de la Hollande (dans le domaine des protestations contre les menées de l'occupant, qui cultive les malentendus entre les Églises) et de la France (initiative lyonnaise de l'Amitié chrétienne, patronnée par le pasteur Boegner et le cardinal Gerlier)¹²²⁴. La question de l'unité chrétienne est présente en arrière-plan mais elle n'est « pas encore assez mûre » selon le pasteur, qui estime qu'elle ne doit pas être abordée au cours des réunions.

Après ces remarques préliminaires complétées par des appels à la plus grande franchise dans les échanges, les discussions de l'après-midi, dominées par le chanoine Charrière et le pasteur Visser't Hooft, s'orientent sur l'attitude d'ouverture ou de fermeture des catholiques à l'égard des études et éditions bibliques, du mouvement œcuménique, des organisations interconfessionnelles et des pasteurs protestants. Avec l'injonction à la franchise, elles glissent rapidement sur les questions doctrinales, démontrant la difficulté, voire l'impossibilité, de les évacuer et témoignant d'un besoin, du côté protestant, de questionner les obligations des catholiques vis-à-vis de leur hiérarchie. L'atmosphère de cette première réunion semble bonne et les échanges courtois, mais certaines remarques de Visser't Hooft sont sans équivoque sur l'incompréhension des œcuménistes protestants face à la fermeture de l'Église catholique¹²²⁵. Cette première réunion, occasion de plusieurs mises au point, est la plus tendue à notre sens – et encore faut-il relativiser le degré de crispation. L'action de l'Association chrétienne (protestante) de jeunes gens (YMCA), notamment dans les camps de réfugiés, est abordée. Elle est une source d'inquiétude pour l'Église catholique car, sans ligne politique claire, le YMCA s'occupe aussi bien d'activités non religieuses que religieuses, ce qui ne va pas sans poser de problème dans ses efforts pour apporter, au-delà d'une aide matérielle, une aide spirituelle à des réfugiés catholiques.

Les interventions de Lodyginsky révèlent des préoccupations aussi éloignées des difficultés entre catholiques et protestants (qu'il comprend peut-être mal ou feint de ne pas comprendre) que de la coordination d'œuvres de secours, ou encore de l'œcuménisme. Son point de vue est de continuer à favoriser les actions séparées

1224. Sur l'Amitié chrétienne, organisation caritative pour les juifs persécutés, proche de Témoignage chrétien, voir Michèle Cointet, *L'Église sous Vichy (1940-1945). La repentance en question*, Paris: Perrin, 1998, pp. 245-250.

1225. Compte rendu de la réunion du 29 mars 1944. EIA 901.

des différentes confessions (notamment dans le domaine de l'aide spirituelle aux réfugiés), tout en améliorant l'échange d'informations au niveau interconfessionnel. Il tente surtout de défendre les volets information et propagande qui lui sont chers. «Mais il y a aussi un travail important à faire en commun dans la presse, la radio, et même en ce qui concerne la prédication», affirme-t-il¹²²⁶. La volonté de réfléchir aux problèmes de l'après-guerre, qui se fait jour dès la première réunion, est mise entre parenthèses par Lodyginsky. Quand il insiste sur la priorité d'un effort commun des Églises pour arrêter la guerre, il se voit rétorquer par Visser't Hooft que l'Église ne peut en aucun cas favoriser une paix de compromis. «L'écrasement du nazisme est le seul moyen d'arrêter le mal», indique le Hollandais. Le docteur, qui semble d'un avis quelque peu différent, tente alors de convaincre l'assistance que le bolchevisme représente un danger égal au nazisme. Il définit ces régimes comme «deux épisodes», deux revers d'une même médaille, susceptibles de former demain un front commun antichrétien. La réponse du pasteur Visser't Hooft (seul à réagir à cette assertion) indique qu'il privilégie des actions concrètes et qu'il ne considère pas la tâche de diffuser de grandes déclarations interconfessionnelles comme primordiale. Selon lui, les circonstances ne sont pas du tout comparables à celles de la Première Guerre mondiale et rendent ce type de propagande inutile: «Les chrétiens n'ont pas rompu les uns avec les autres, ils n'ont pas prié les uns contre les autres.»

Venant à la rescousse de Lodyginsky, M^{gr} Orloff se dit convaincu de l'utilité de rédiger une prière universelle pour contribuer à mettre un terme à la guerre, avant de pouvoir se consacrer à la réflexion sur l'après-guerre¹²²⁷. Sa suggestion se heurte au scepticisme du chanoine Charrière, qui ne peut envisager qu'une prière pour l'unité inspirée des paroles du Christ lui-même, *Ut sint unum*, «Qu'ils soient un...». Le pasteur Courvoisier ne voit pas d'obstacle à une prière «pour une paix juste, sans précisions». Les pasteurs du Conseil œcuménique, Nils Ehrenström et Visser't Hooft, ramènent alors la discussion, avant de la clore, à des questions plus pratiques telles que la préparation d'un terrain d'entente pour les projets de l'après-guerre, projets qui doivent prendre en

1226. *Idem.*

1227. *Ibid.*

compte, une fois le nazisme éradiqué, les bouleversements sociaux «en particulier en face du danger communiste».

Il ressort clairement de cette première séance que les priorités des uns et des autres ne sont pas les mêmes et que le contenu de ces réunions tant attendues par Lodygensky lui échappe. Les questions doctrinales et dogmatiques (ainsi, la question du droit naturel et de la grâce) que Visser't Hooft aurait souhaité laisser de côté vont occuper une part importante des discussions ultérieures. Mais les délégués catholiques et protestants sont unanimes sur la nécessité de songer à la manière d'organiser la réflexion sur les problèmes sociaux de l'après-guerre et sur l'instauration d'une morale commune en matière de relations internationales. Dans le domaine social, le pasteur Courvoisier ramène la discussion au niveau suisse et même genevois, en projetant le spectre de l'«installation au pouvoir d'un régime [Léon] Nicole», dans laquelle l'Église porterait une part de responsabilité. M^{gr} Charrière craint quant à lui que les promesses faites aux ouvriers en 1939-1940 ne soient vite oubliées au sortir du conflit. En se fondant notamment sur l'histoire des «invasions barbares» et de l'attitude du christianisme à l'égard des païens à cette époque, il développe, lors de la deuxième réunion, une réflexion progressiste sur la question de l'attitude des Églises à l'égard des «nouvelles doctrines sociales», remettant en question l'importance longtemps accordée par la bourgeoisie – et bien souvent par certains membres de l'Église –, à la propriété privée: «Il ne s'agit certainement pas d'admettre le matérialisme des Soviets, mais d'admettre la possibilité des limitations de la propriété privée.» Sa fibre sociale, soulignée par l'historien Francis Python, ressort ici clairement¹²²⁸. Le pasteur Visser't Hooft est ravi et tout à fait en accord avec ses conclusions. Courvoisier, Visser't Hooft et Charrière s'entendent pour dire que les Églises ont laissé le champ libre au socialisme parce qu'elles ont perdu le contact avec les masses, et tous comprennent la question sociale comme liée à celle de l'évangélisation.

Le comité informel a-t-il voulu trop embrasser? Les discussions tournent court au sujet de l'aide humanitaire, notamment celle à apporter à l'œuvre des Amitiés chrétiennes de Lyon, qu'un certain M. De Robert a été invité à présenter lors de la séance du 17 avril

1228. Francis Python, «Un test pour les catholiques romands au sortir de la guerre. L'accession à l'épiscopat de M^{gr} François Charrière en 1945», *art. cit.*

1945. Compte tenu de la situation matérielle difficile des Églises suisses, le sujet semble dépasser le cadre d'action possible des participants. L'idée de créer des «comités de patronage» est soulevée puis abandonnée, et l'on propose de déferer l'affaire au Don suisse aux victimes de la guerre, en appuyant éventuellement la requête de M. De Robert¹²²⁹. Les problèmes sociaux de l'après-guerre sont déjà un objet suffisamment complexe pour si peu de délégués. Lors de cette même réunion, M^{lle} E. de Romer (représentante catholique) déplore la mise en veille de la question des relations internationales, qui figure pourtant au programme du comité¹²³⁰. Le pasteur Courvoisier lie cette absence à celle des pasteurs Visser't Hooft et Ehrenström, excusés; il lui semble par ailleurs que des progrès concrets dans «le domaine suisse» valent mieux que des discussions académiques sur tous les domaines. Lors de la séance du 12 juin 1945, la dernière à notre connaissance, les discussions se poursuivent sur un projet de message commun des Églises à l'occasion du Jeûne fédéral. À cet effet, un représentant de l'organisation Armée et Foyer, R. Lalive d'Épiney, est invité par le chanoine Charrière et Jacques Le Fort à donner son point de vue d'expert sur les classes laborieuses suisses. La vacance du siège épiscopal de Lausanne, Genève et Fribourg – M^{gr} Besson est décédé en février 1944 – est invoquée par M^{gr} Rast et le chanoine Charrière comme un élément défavorable pour convaincre la Conférence des évêques suisses du bien-fondé d'un mandement de Jeûne fédéral interconfessionnel. Charrière est du reste personnellement réticent à cette idée. Il déclare le projet difficilement réalisable. Pourtant, lors de la Conférence épiscopale de juillet 1945, M^{gr} von Streng invite les catholiques à imiter le zèle des protestants dans l'aide aux réfugiés¹²³¹. Une autre étude dira peut-être si l'on peut voir dans cette déclaration une conséquence, si modeste soit-elle, des réunions de Lausanne. Il n'est pas encore question d'une collaboration directe entre protestants et catholiques, et il faudra attendre les lendemains du concile Vatican II pour voir Caritas, dont il est question dans le message de M^{gr} Streng, travailler main dans la main avec une œuvre protestante comme Pain pour le prochain.

1229. Sur cette institution, voir Anne Yammine, *Le Don suisse pour les victimes de la guerre (1944-1948). L'analyse d'une propagande humanitaire en Suisse au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, mémoire de licence non publié, Université de Fribourg, 2001.

1230. Compte rendu de la réunion du 14 avril 1945. EIA 901.

1231. Romeo Astorri, *op. cit.*, p. 261.

La dernière séance sur laquelle nous disposons d'un compte rendu se termine sur une note positive, et l'ambiance générale est demeurée très cordiale. Lodyginsky, pour sa part, la juge « beaucoup moins chaude que celle qui était coutumière à nos réunions d'avant-guerre »¹²³². Les recherches d'Étienne Fouilloux indiquent que la nomination de François Charrière à la succession de M^{gr} Besson, annoncée en octobre 1945, si elle a peut-être retardé la reprise des rencontres, n'y a pas mis un terme¹²³³. Le nouvel évêque fera même une concession à leur caractère confidentiel, tout en ménageant Rome et ses exigences de retenue: sans donner de détails ni de noms, il évoquera ces réunions dans la *Semaine catholique de la Suisse romande* du 7 mars 1946, en les situant même dans l'esprit des conversations de Malines¹²³⁴. Les relations entre lui et Jaques Courvoisier se sont poursuivies bien au-delà de la guerre¹²³⁵. Poussant un pas plus loin les efforts de son prédécesseur envers les protestants, Charrière se révélera également, selon É. Fouilloux, un médiateur opiniâtre et habile dans la défense de la cause œcuméniste auprès des autorités vaticanes¹²³⁶. Ni le D^r Lodyginsky ni aucun autre orthodoxe ne participera aux échanges ultérieurs. Lodyginsky explique cette abstention dans ses mémoires comme une protestation contre les tentatives de Visser't Hooft d'établir « en sous-main » « des contacts avec le Patriarcat soviétique, ce qui était absolument contraire à la politique de Pro Deo »¹²³⁷. Il est toutefois évident que le contenu des discussions ne correspondait pas aux attentes de Lodyginsky et que des orthodoxes en Suisse, a fortiori ceux de la juridiction hors frontières, dont les positions peuvent être qualifiées d'hostiles à l'égard de l'œcuménisme, n'avaient guère à apporter à un dialogue complexe et fragile entre protestants et catholiques.

1232. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 78.

1233. Étienne Fouilloux, *op. cit.*, note 72, p. 760.

1234. Cité par Étienne Fouilloux, *op. cit.*, note 70, pp. 760-761.

1235. Correspondance en 1955 encore. *Ibid.*, note 70, p. 761.

1236. *Ibid.*, p. 779 et p. 896.

1237. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 78.

ÉPILOGUE

« Lorsque les derniers coups de feu de la Seconde Guerre mondiale furent tirés et que le monde d'après-guerre recommença à s'organiser sur des bases encore chancelantes, les gens de ma génération et encore plus mes aînés parmi lesquels se trouvaient Théodore Aubert et tous les membres du centre dirigeant de l'EIA, éprouvèrent une grande fatigue. Il apparut aussi clairement qu'il ne nous serait plus possible de continuer notre œuvre dans les mêmes conditions qu'avant, soit en pleine indépendance matérielle et morale. »¹²³⁸

Avec la fin de la guerre, tout bascule pour l'EIA. Les apports matériels se tarissent et les soutiens politiques de l'Entente se font de plus en plus discrets¹²³⁹. Elle tente alors en vain de susciter des émules aux États-Unis¹²⁴⁰. Mais l'expression de l'anticommunisme a changé sans que l'Entente parvienne à prendre le virage, en modifiant ne serait-ce que son nom : il n'est en effet plus de bon ton de conspuer les bolcheviques, au moment où la Suisse cherche à établir des relations diplomatiques avec l'URSS, tout auréolée du prestige de la victoire. À Genève, les

1238. Discours de Georges Lodyginsky, São Paulo, 15 septembre 1966, envoyé en copie aux *Diários Associados* et au *Jornal de Tarde*. HIA, Lodyginsky papers, Box 1.

1239. Michel Caillat, « Un exemple de fonds privé inexploré : les archives de l'Entente internationale anticommuniste (EIA) », in Mauro Cerutti *et al.*, *Penser l'archive...*, *op. cit.*, pp. 194-207.

1240. Lionel Joset, *op. cit.*, pp. 142-154. L'échec de la tentative d'Aubert de transférer le centre mondial de la lutte contre le communisme aux États-Unis s'explique, notamment, par la présence de deux obstacles bien concrets. Le premier est une loi américaine très dissuasive qui contraint tout citoyen ou organisation en relation avec un organisme étranger de s'enregistrer en tant qu'« agent de l'étranger » auprès de l'administration ; cette loi a stoppé net le correspondant de l'Entente que l'entreprise semblait intéresser. Le second est l'absence de personnalités influentes et d'appuis financiers qui auraient permis une récupération au moins partielle des structures de l'EIA.

socialistes et surtout les communistes, qui se prévalent un peu de cette aura, s'en prennent sans pitié à l'EIA, leur vieille ennemie. Plusieurs interventions contre elle au Grand Conseil genevois en 1945 et 1946, en particulier celle du député communiste Jean Vincent, le 9 janvier 1946, la traînent dans la boue¹²⁴¹. Vincent critique également Pro Deo dans la *Voix ouvrière* du 13 février 1946. Le journal, qui reparaît depuis 1945, est obnubilé par l'épuration antifasciste et ne manque pas une seule occasion, entre 1945 et 1948, de dénoncer toute personnalité et tout organe qui auraient eu des contacts ou se seraient montrés complaisants avec le régime nazi ou la cause fasciste, usant du passé, selon l'expression de l'historien Luc van Dongen, comme du meilleur instrument politique¹²⁴². L'article est intitulé: «Une officine de mensonges: Pro Deo» et est annoncé par un en-tête sarcastique en une du journal: «Pro Deo? Peut-être, mais certainement pas gratis!».

Ces attaques de l'extrême gauche ne parviennent cependant pas à faire interdire la Ligue Aubert, malgré l'établissement de relations diplomatiques entre la Suisse et l'URSS en mars 1946. Elle ne s'en sort pourtant pas indemne. Les autorités la trouvent de plus en plus gênante. Spécialisée dans la lutte contre le Parti du Travail, soutenue dans son effort par la Presse suisse moyenne, et la Fédération patriotique¹²⁴³, elle ne délaisse pas la question religieuse, comme en témoignent une brochure d'Aubert ainsi que plusieurs bulletins EIA¹²⁴⁴. Mais l'Entente a pris un coup et ne retrouvera jamais le dynamisme d'antan; elle sera progressivement liquidée jusqu'en 1950, où le BP met définitivement la clé sous le paillason.

AMERTUME

Le Pacte germano-soviétique, Stalingrad, la recomposition consécutive des alliances, la conférence de Yalta et, à certains égards, l'anathème jeté sur le fascisme et le nazisme sont des épreuves pour

1241. Michel Caillat, *art. cit.*, p. 200; Annetta Gattiker, *op. cit.*, p. 213 et note 37, p. 299.

1242. Luc van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948...*, *op. cit.*, p. 189.

1243. Annetta Gattiker, p. 213 et notes 37 et 38, p. 299.

1244. Théodore Aubert, *Le christianisme indestructible*, Genève, Pour la démocratie suisse, contre le communisme totalitaire, 1945. *Bulletin d'information EIA*, février 1949, «Le communisme et les Églises»; *Bulletin d'information EIA*, juin 1950: «La nouvelle phase de la lutte soviéto-communiste contre la religion».

Georges Lodygensky, qui y voit une forme d'injustice. Dans ses Mémoires, il affirme que «les folies et les abominations du régime nazi effacèrent pour un certain temps la claire vision des crimes du communisme que nous avons réussi à répandre à travers le monde»¹²⁴⁵. Dans ce texte rédigé dans les années 1960, Lodygensky considère qu'en définitive, le fascisme et le nazisme se sont révélés les alliés les plus efficaces du communisme. Ce jugement sur les deux régimes qui, de son point de vue, avaient le plus contribué à la lutte anticommuniste, est d'autant plus amer que leur effondrement a eu un effet pervers :

«Profitant de cette ambiance, la propagande communiste et ses auxiliaires occidentaux réussirent à rendre suspects de profascisme et de pronazisme tous les mouvements anticommunistes parfaitement légitimes, sains et démocratiques comme le nôtre.»¹²⁴⁶

Au passage, il en profite pour rappeler l'aveuglement et la responsabilité des démocraties occidentales à l'égard du nazisme. *Mein Kampf* «et d'autres documents nazis parfaitement explicites» étaient pourtant largement diffusés, dit-il. Mais quelle pudeur pour évoquer la nature exacte des «folies et [des] abominations du régime nazi» ! Ainsi, sous le coup d'une curieuse éclipse de mémoire, reproche-t-il aux démocraties de n'avoir pas placé sur pied d'égalité les menaces communiste et nazie, comme si les avertissements très lucides de la duchesse d'Atholl contre les perspectives de *Mein Kampf*, en 1936, ne s'étaient pas heurtés au rejet très net de Théodore Aubert.

Le régime fasciste est, quant à lui, traité avec plus de clémence : il a dégénéré, lit-on sous la plume du docteur, mais n'avait pas les deux «tares essentielles du nazisme» : l'antireligion et le racisme. Lodygensky lui trouve un caractère «véritablement populaire» et voit en son chef un «syndicaliste authentique»¹²⁴⁷. Frisant le révisionnisme, il souligne notamment que Mussolini a refusé d'appliquer les mesures antisémites exigées par Hitler. La stigmatisation a posteriori du nazisme n'empêche pas Lodygensky de suivre avec intérêt l'évolution de ses anciens partisans au sein de l'Antikomintern, notamment les dénommés Eberhart Taubert,

1245. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 83.

1246. *Idem*.

1247. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 82.

Adolf Ehrt et Alfred Gielen, recyclés en Allemagne de l'Ouest dans un nouveau genre d'anticommunisme, au sein du Volksbund für Frieden und Freiheit¹²⁴⁸.

EXIL

Pendant la guerre, Alexandre Lodyginsky s'est livré en France où il résidait à des activités qui lui font craindre pour sa vie à la Libération. Selon Luc van Dongen, il a collaboré avec Vichy, la Milice, ainsi qu'avec la police allemande, Sicherheitsdienst et Gestapo¹²⁴⁹. Son fils Élie et sa fille Marie sont également impliqués dans la collaboration. C'est pourquoi, en août 1944, craignant une épuration sauvage, Alexandre et sa famille se réfugient en Suisse. Sa collaboration avec les autorités suisses pendant la guerre, notamment au profit du Service de renseignements de l'armée, lui vaut un préavis favorable des autorités helvétiques, bien que leur ligne générale, qui connaîtra de nombreuses exceptions, soit de refuser l'accueil d'anciens miliciens. Pendant près de trois ans, Alexandre Lodyginsky bénéficie de cette «tolérance passagère» évoquée par L. van Dongen. Elle atteint toutefois ses limites au début du mois de mars 1947, quand Alexandre et son fils Élie se retrouvent sous le coup d'une condamnation à mort par contumace, prononcée non par un des tribunaux populaires aux méthodes expéditives qui ont officié entre août et octobre 1944, mais par la Cour de justice de Savoie, dans le cadre d'un procès régulier¹²⁵⁰. Cette nouvelle va susciter des appels encore plus pressants du ministère public pour voir Alexandre et sa famille quitter le territoire helvétique. Ce sera chose faite un mois plus tard, quand ils saisissent la proposition du vieil ami de l'EIA, le ministre du Brésil à Berne, Raul do Rio Branco, de venir s'installer dans son pays. Les Lodyginsky auraient à un moment envisagé de partir pour l'Afrique, mais la perspective

1248. Georges Lodyginsky, *Face au communisme*, vol. II, p. 25.

1249. Pour plus de détails sur ses activités et sur son refuge en Suisse, nous renvoyons à la thèse de Luc van Dongen, *Un purgatoire très discret. La transition «helvétique» d'anciens nazis, fascistes et collaborateurs après 1945*, Paris/Lausanne: Perrin/Société d'histoire de la Suisse romande, 2008, pp. 76, 92-93, 278, 303-305, 312-313.

1250. A. Lodyginsky est du reste condamné en même temps que le milicien Paul Touvier, dont la cavale va durer jusqu'en 1989. Nous remercions Annetta Gattiker-Caratsch de nous avoir aimablement fourni l'article du quotidien lyonnais radical *Le Progrès* annonçant la nouvelle: «À la Cour de justice de Savoie. Trois miliciens: Touvier, Lodingenski [sic] et son fils condamnés à mort par contumace», *Le Progrès*, 5 mars 1947.

ne les enchantait guère¹²⁵¹. Le Brésil comportait déjà une communauté russe qui datait de l'évacuation des restes de l'armée du général Wrangel, au printemps 1921, quand le gouvernement avait consenti à accueillir 20 000 réfugiés¹²⁵². Alexandre et Élie Lodyginsky disposeront même, à la veille de leur départ en mai 1947, d'un certificat de travail délivré par la Sociedad Tecnica Demetrio Novikov, à São Paulo¹²⁵³. Alexandre, devenu avec les années un professionnel de l'anticommunisme, y reprendra une occupation à caractère politique. En 1950, Georges et son épouse le rejoindront au Brésil après avoir séjourné pendant deux ans en Espagne, où le docteur remplit le rôle de conseiller et de secrétaire du fils du grand-duc Cyrille, le grand-duc Wladimir (1917-1992)¹²⁵⁴.

«Je partais au Brésil avec le ferme désir de ne plus m'occuper du communisme. Le sort en décida autrement. D'abord je dus aider mon frère malade qui dirigeait à l'époque un centre anti-communiste brésilien, et ensuite, le remplacer pendant un certain temps après son décès. Plus tard, lorsqu'une offensive communiste de grande envergure se dessina contre l'Amérique Latine et le Brésil en particulier, je fus appelé à aider certaines instances brésiliennes et mon fils [Wladimir] qui collaborait avec elles.»¹²⁵⁵

L'intégration du docteur à São Paulo sera manifestement très réussie, si l'on en juge par le discours qu'il prononcera à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, en 1968¹²⁵⁶.

1251. Entretien avec M. Youri Lodyginsky fils, Genève, 13.01.2005.

1252. Lettre (copie) du général Brousseau, commandant d'armes sur l'île de Lemnos au général commandant de corps du Kouban, 25 mars 1925. HIA, Lodyginsky papers, microfilm box 1.

1253. Élie Lodyginsky, le fils d'Alexandre, se voit assuré pendant deux ans d'un salaire de 2750 cruzeiros comme topographe. Il n'y a pas trace dans le dossier d'un même certificat pour Alexandre Lodyginsky, mais ce dernier déclare dans la demande de certificat Nansen, qu'il dispose d'un contrat de travail dans la même société que son fils. Dossier de la famille A. Lodyginsky. AFB, E 4264, 1985/196, 2011, N 23661.

1254. Georges Lodyginsky, *Nina*, p. 118.

1255. Discours de Georges Lodyginsky, São Paulo, 15 septembre 1966, *op. cit.*

1256. Le docteur collabore là-bas à des activités de bienfaisance, notamment au sein d'œuvres russo-brésiliennes d'assistance: la Fondation de bienfaisance russo-brésilienne à São Paulo et l'Association de bienfaisance Boa Samaritana.

L'ÉGLISE DU SILENCE

Si le volet politique de la lutte anticommuniste qu'il reprend là-bas est difficile à documenter, il n'en va pas de même du volet religieux, qui semble avoir pris une ampleur croissante pendant les dernières années de sa vie¹²⁵⁷. Lodygensky va en effet s'engager très fortement en faveur du christianisme en URSS qui, frappé par une nouvelle vague de persécution initiée à la fin des années 1950, sera bientôt appelé «Église du silence». Du début des années 1970 à la veille de sa mort en 1977, le docteur développe plusieurs projets de congrès interconfessionnels internationaux, rédige des articles dans la revue *Catacombes* (*Messager supraconfessionnel de l'Église du silence*), dirigé par le Roumain Sergiu Grossu¹²⁵⁸, ainsi qu'un *Vademecum du mouvement international en faveur de l'Église du silence* (1976). Ce dynamisme témoigne de la constance de ses préoccupations religieuses et de ses capacités à recréer un réseau, mais il trahit aussi ses difficultés à renouveler son approche et son discours, étonnamment semblables à ceux des années 1930.

Lodygensky demeurera un fidèle partisan de l'Église hors frontières. Son jugement contre l'Église de Moscou et contre ceux qui lui sont restés fidèles se radicalisera. Il parlait de «trust ecclésiastique» pour qualifier l'attitude ambiguë du clergé moscovite, devenu selon lui tout à fait décadent et vendu au communisme. Il se défie de ce clergé infidèle, notamment dans ses Mémoires, en qualifiant d'«Église libre» l'Église orthodoxe hors frontières. Cette appellation, ancrée dans la perspective de l'affrontement entre les blocs, relève du glissement de sens. Le jugement du docteur à l'égard du métropolite Serge se durcit également, sur le coup d'une analyse rétrospective, émise en 1946 seulement: il estime que Serge, par sa déclaration de loyauté au régime en 1927, a perdu l'indépendance de l'Église en cherchant un compromis avec le pouvoir soviétique¹²⁵⁹.

1257. Le fonds Lodygensky de la Columbia Butler Library (CBL) à New York est assez disert sur le sujet, en particulier: box 3 «The Church of silence». Voir aussi la nécrologie de Lodygensky rédigée par son beau-fils, Jacques Aubert, dans le journal d'extrême droite genevois *Impact*, N° 111, septembre 1977, p. 21.

1258. Le premier numéro de *Catacombes*, un mensuel de 16 pages, sort le 15 octobre 1971. Lodygensky en possède tous les numéros, au moins jusqu'au N° 27 du 15 décembre 1973.

1259. Georges Lodygensky, «Notes pour conférence sur la question religieuse en URSS depuis le début de la II^e guerre mondiale, 1946». CBL, Lodygensky papers, box 5.

AVATARS CATHOLIQUES DE PRO DEO

Il y a lieu encore d'évoquer l'évolution de Pro Deo : sa désignation connaîtra un premier avatar dans l'immédiat après-guerre en devenant le Centro d'informazione Pro Deo (CIP)¹²⁶⁰. Le CIP est membre de l'Union internationale des centres d'information Pro Deo (Intercep). Il publie *La Corrispondenza internazionale del CIP. Servizio esclusivo riassuntivo per l'interpretazione dell'attualità*. Le but de cette organisation est d'une part de promouvoir l'idée de Dieu comme centre de la vie et d'autre part de ramener les frères séparés à l'unité catholique. Il fonctionne comme un service de presse d'un genre particulier, donnant une interprétation orientée de l'actualité. L'historique du mouvement tel que présenté dans la *Corrispondenza* n'est pas très clair, mais il semble que l'organisation soit née à Lisbonne après la défaite française. Des agences CIP auraient été fondées à New York en 1942, puis à Ottawa, Mexico, Montevideo et, après la libération, en Italie, en Belgique, en France, en Hollande et en d'autres lieux encore. Cet organisme n'a de commun avec la commission Pro Deo que le nom¹²⁶¹. Dans la version russe du manuscrit *Face au communisme*, Lodyginsky affirme que l'un des participants occasionnels aux réunions de Pro Deo, un père dominicain, aurait fondé après la Seconde Guerre mondiale une organisation Pro Deo sans rapport avec l'ancienne commission. L'initiative a du reste été perçue comme une forme d'usurpation par le docteur¹²⁶². Il pourrait s'agir du CIP, mais les sources ne permettent pas de conclure. Par ailleurs, selon Lodyginsky, M^{gr} John Rast et le Père Karl Stark auraient vainement tenté, après son départ de Suisse, de réactiver Pro Deo par une éphémère création du nom de Pro Veritate¹²⁶³.

CONCLUSION

En consacrant notre recherche à l'étude de la commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste (EIA), notre ambition était double. D'une part, enrichir l'analyse de l'«anticommunisme de valeurs» des années 1920 et 1930 en Suisse et en Occident, en montrant comment s'articulent les dimensions religieuse et politique dans ses représentations et son argumentaire. D'autre part, clarifier les positions ainsi que les liens organisationnels et personnels tissés entre les réseaux de l'EIA et de Pro Deo, en nous concentrant en particulier sur les milieux confessionnels. Ces deux organisations constituent à ce titre des postes d'observation intéressants, tant est riche leur parcours depuis la fondation de la première en 1924 et la création de la seconde en 1933, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Au terme de ce parcours, quel bilan tirer? Notre réponse se développe sur trois axes: l'impact effectif de Pro Deo, l'expérience de l'interconfessionnalisme et l'attitude à l'égard des totalitarismes de droite.

La question posée dans le premier axe, certainement la plus difficile, exige une analyse nuancée qui prenne en compte les différentes stratégies et actions engagées par Pro Deo. Nous distinguerons les mobilisations de l'opinion publique contre les persécutions religieuses de 1930, les efforts pour diffuser une information plus large sur le régime soviétique, par le biais de l'exposition sur les sans-Dieu et de l'organisation d'une centrale de presse, et enfin les démarches de Pro Deo en tant que groupe de pression auprès des milieux politiques, diplomatiques et «esdédiens».

Les manifestations contre les persécutions ont été entreprises en Grande-Bretagne par des milieux anglicans ultraconservateurs à la fin de l'année 1929. Relayées avec plus ou moins de succès sur le continent par l'Entente au début de l'année 1930, elles ont toutefois

été sans conséquence sur le sort des croyants en URSS. Tout au plus ont-elles fait office de caisse de résonance à la publication de la lettre de Pie XI au cardinal-vicaire Pompili, au début du mois de février 1930, dans laquelle il dénonçait les persécutions et s'en prenait pour la première fois explicitement au régime soviétique. C'est sans conteste le retentissement de la voix du pape, indépendamment des efforts de l'EIA, qui est à l'origine d'une trêve momentanée dans les persécutions en URSS.

Quant à l'exposition sur les sans-Dieu, fer de lance de la mission pédagogique de Pro Deo, nous avons vu les résultats très mitigés qu'elle obtient. Son message est perçu comme trop négatif et apologétique. Il vise autant à créer un courant d'opinion hostile à l'admission des Soviétiques au sein de la SDN qu'à discréditer l'adversaire politique de l'EIA à Genève: le parti socialiste de Léon Nicole, vainqueur des élections de novembre 1933. Cette nouvelle situation politique au niveau local, alliée au souvenir toujours cuisant de la fusillade de novembre 1932, envenime l'atmosphère et fait de cette exposition une provocation aux yeux des socialistes. Aussi, la définition d'un contenu positif en termes de réaffirmation de la foi chrétienne n'est-elle pas aisée pour le bureau de Pro Deo qui, confronté à ses propres faiblesses autant qu'à des attaques de l'extérieur, échouera dans cette tentative. Dans un rapport, le bureau reconnaissait que la quatrième section, consacrée à l'action des sans-Dieu hors de Russie, manquait d'ampleur lors de l'exposition de janvier 1934. Jusqu'à la troisième session de la commission, en septembre 1934, le bureau s'évertue à étoffer cette section, mais il ne réussit qu'à produire de nouveaux documents censés démontrer une progression inquiétante du mouvement militant athéiste¹²⁶⁴. Les Soviets, avertit Pro Deo, «sont en train

1260. Nous en avons trouvé la trace dans AEF, Carton Pro Deo 1937-1948.

1261. Deux signatures apparaissent sur une lettre officielle de Pro Deo: D. Antonio De Angelis, conseiller ecclésiastique, et Alfonso Rinaldi, rédacteur responsable.

1262. Georges Lodygensky, *Face au communisme* (version russe), p. 85. Cette version est conservée à la Rare Manuscript Library de l'Université Colombia à New York. Je remercie M. Georges Lodygensky et M^{me} Catherine Gousseff, le premier pour m'avoir transmis des extraits de ce manuscrit, et la seconde pour m'avoir consacré un temps précieux pour leur traduction littérale. Selon C. Gousseff qui a comparé les extraits des versions russe et française, la traduction est globalement fidèle, avec toutefois quelques ajouts ou suppressions mineurs.

1263. Lodygensky écrit «Pro Veritas». Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 78.

1264. Rapport général du Bureau de Pro Deo à la 3^e session, 10-11 septembre 1934. EIA 900.

de répandre dans le monde entier leurs méthodes; les écrits soviétiques sont traduits en un grand nombre de langues, de multiples publications sont faites par les sans-Dieu dans les langues les plus diverses». Pourtant, le mouvement athéiste en URSS et à l'étranger connaît dans les faits une baisse sensible. Dans la lorgnette de sa propagande, Pro Deo amplifie et déforme les réalités et n'hésite pas à user d'arguments politiques. Ainsi, selon la commission, le rapprochement entre communistes et socialistes, le «front commun» qui se dessine «contre la guerre et le fascisme» à l'instigation du Komintern, devrait être considéré surtout comme une avancée de l'antireligion. Les vraies raisons de ce rapprochement sont totalement évacuées. Quel est l'effet sur le public des récits d'horreur, des scènes de famine, de ce monde inhumain et sans nuances dépeint par l'exposition? Avec un tel contenu, le message de Pro Deo se perd en prêchant à des convaincus et provoque une polémique contre-productive en heurtant la gauche ainsi que les sensibilités de protestants éclairés, tel Leonhard Ragaz. Sans oublier des pasteurs et des théologiens, partisans convaincus de l'anticommunisme comme Adolf Keller, secrétaire de la Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS) et de l'Office central d'entraide des Églises (OCEE) et Jean de Saussure, qui afficheront un malaise grandissant à l'égard des implications politiques de cette propagande et préféreront se cantonner à leurs domaines d'action: l'œcuménisme, l'entraide et la pastorale. Sans oublier non plus des opportunistes, comme l'Antikomintern et ses sous-produits, et des indifférents. En somme, on pourrait conclure, à l'instar de Walter Laqueur lorsqu'il évalue le travail de l'Antikomintern, que l'exposition contre les sans-Dieu organisée par Pro Deo a fait plus de mal que de bien à la cause anticommuniste.

En 1936, les efforts conjugués du Bureau permanent (BP) de l'EIA et du bureau de Pro Deo pour ériger une centrale de presse anticommuniste digne de ce nom se heurtent eux aussi à des obstacles. Le projet présenté à l'Antikomintern de Berlin d'une agence de presse internationale pour la défense de la civilisation (Internationales Nachrichtenbüro der Verteidigung der Zivilisation), avec à sa tête Dimitri de Zoubaloff, émigré géorgien catholique établi à Fribourg et proche du BP, ne se réalisera pas. Les raisons en sont le manque de moyens du Ministère de la propagande nazi, les exigences d'indépendance de l'Entente et l'inadéquation de cette formule «chrétienne» avec les perspectives du régime

nazi. La proposition faite concomitamment à M^{gr} Besson de créer un office catholique de presse et d'information anticommuniste, qui ne recevra que de sincères encouragements sans déblocage de fonds, est révélatrice de l'opportunisme de l'EIA et de Pro Deo: elles frappent à toutes les portes et n'hésitent pas à envisager des projets qui impliqueraient des forces antagonistes.

Ces tentatives malheureuses de se constituer en véritable agence de presse représentent le dernier chapitre des efforts de l'Entente en matière d'information. Fidèle à la ligne établie, privilégiant la quantité à la qualité, elle se révélera incapable de renouveler et de dynamiser son service. Les tares essentielles du secteur information de l'EIA, soit le manque de personnel, de professionnalisme, de rapidité et d'inventivité, ont amené la stratégie de l'Entente en la matière à l'inefficacité. Il faut cependant nuancer cette conclusion en rappelant le caractère d'exception de l'entreprise: l'Entente est la seule organisation privée à avoir dépouillé et traduit aussi systématiquement et pendant une si longue période les publications et périodiques d'URSS et d'ailleurs. Elle peut à ce titre être considérée comme une sorte d'observatoire de la presse et des déclarations officielles communistes, même si la lecture au premier degré à laquelle elle se limitait l'a souvent desservie.

Les appels répétés de Pro Deo et de l'EIA au réveil des consciences chrétiennes, les sermones à l'égard des Églises qui ne sont, au goût de Georges Lodyginsky, jamais assez « conscientes du danger », ont fini par lasser. Si le chanoine John Rast, secrétaire de l'Action catholique du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, et M^{gr} Henri Petit, vicaire général de Genève, réagissent pour leur part avec plus d'enthousiasme à ces exhortations¹²⁶⁵, il n'en va pas de même de certains protestants, qui trouvent ces critiques injustifiées. L'énergique pasteur Krop avait déjà manifesté quelque agacement au début des années 1930. En juillet 1940, le professeur Adolf Keller témoigne lui aussi d'une certaine contrariété à l'égard des reproches incessants d'inaction que l'EIA adresse aux milieux religieux¹²⁶⁶.

L'action de Pro Deo est celle d'un groupe de pression. Malgré ses fréquentes dénégations à ce sujet, la commission peut véritablement

1265. Lettres de M^{gr} Rast à Aubert du 11 juillet 1940; de M^{gr} Petit au même, 12 juillet 1940. EIA, Suisse divers campagne 1940.

1266. Lettre d'Adolf Keller, Genève, à Aubert, 18 juillet 1940. EIA, Suisse divers campagne 1940.

être considérée comme le double religieux de l'Entente. Elle partage avec cette dernière la tâche de dénoncer les maux et les méfaits du communisme, de renseigner l'opinion, en particulier sa frange la plus influente, afin d'aboutir au but défini par l'EIA : la cessation de tout commerce et de toute relation de quelque nature que ce soit entre les différents États et le régime soviétique. Mis au ban de la communauté internationale, ce régime devrait s'écrouler de lui-même, des suites de cet improbable isolement. Les résultats obtenus par Pro Deo sur ce plan doivent eux aussi être évalués. Là où l'action des gouvernements et de la SDN lui semblait insuffisante, elle a pris le relais de l'Entente pour intervenir dans les domaines moral et religieux, où cette dernière ne pouvait s'aventurer, afin d'aiguillonner la conscience des hommes d'État chrétiens. Les pressions de Pro Deo auprès de la SDN, entre 1934 et 1938, ne débouchent sur aucun résultat concret. Elles occasionnent tout au contraire des déconvenues offensantes pour elle : mis à part une audience privée et confidentielle auprès du président de l'Assemblée de la SDN, le catholique irlandais de Valera en 1938 – dans laquelle il ne s'engagera à rien – Pro Deo n'obtient aucune des entrevues qu'elle sollicite auprès du Secrétaire de la SDN et ne parvient à faire entendre aucune protestation au sein des délibérations de l'Assemblée. D'une méfiance voilée au départ, la commission va s'acheminer vers une position de plus en plus hostile et critique à l'égard de cette institution.

Créée dans le but de préserver la paix en Europe, la Ligue des Nations n'était destinée ni à résoudre des problèmes internes des États membres ni à s'ingérer dans leur politique religieuse ou anti-religieuse. Son incapacité à faire prévaloir les considérations morales et religieuses dans ses travaux n'a pas seulement déçu Pro Deo, mais également des organisations ecclésiastiques qui avaient placé de grands espoirs en elle, telles que la FEPS et l'Église catholique. L'évêque Marius Besson a plusieurs fois laissé entendre son désenchantement, et Adolf Keller livrera des réflexions critiques devant l'Association suisse des pasteurs réformés, en septembre 1944¹²⁶⁷. On observe au sein du mouvement œcuménique, dont Keller figure parmi les principaux représentants à Genève, des attitudes plus distantes à l'égard de la SDN et plus réservées, voire résignées, face aux difficultés de faire valoir le point

1267. Kurt Semmler, *op. cit.*, pp. 181-182.

de vue des Églises en politique. Le conseil œcuménique s'est distingué par une conscience assez claire que les Églises devaient mener leur propre œuvre pour la paix: «Laissez l'Église être Église!» avait-on pu entendre à la conférence d'Oxford de juillet 1937. La FEPS s'est pour sa part interdit, au moment de la guerre civile espagnole par exemple, de désigner l'un ou l'autre camp dans sa condamnation des atrocités. Pro Deo s'est singularisée, au contraire, par des interventions bruyantes. Elle n'a pas compris l'importance de la distinction des sphères et le risque inhérent au franchissement de domaines réservés. Elle s'est enfermée dans un discours relevant d'une réelle «osmose politico-religieuse»¹²⁶⁸. Prisonnière de cet écueil, elle a échoué dans ses tentatives d'élargissement de ses soutiens et s'est enfoncée dans une ligne solitaire.

Le deuxième axe de notre conclusion aborde le bilan de l'interconfessionnalisme dans l'expérience de Pro Deo. La commission l'a conçu comme un outil stratégique pour rassembler les chrétiens, tandis que le point de vue des Églises sur la question revêtait un caractère nettement plus complexe. Pour déterminer dans quelle mesure elles sont entrées dans le jeu de Pro Deo, il faut évidemment distinguer l'attitude de chacune des trois grandes confessions. En préliminaire, rappelons qu'il s'agit d'un interconfessionnalisme très limité. À l'exception notable du pasteur hollandais Frederik Krop, qui préconisait la participation d'uniates, de vieux-catholiques, de juifs et même d'agnostiques, les membres de la commission se sont montrés réticents à l'ouverture des sessions à des courants minoritaires du christianisme ou à d'autres religions, suivant en ce sens la voie tracée par l'éphémère Comité de liaison avec les Églises de l'EIA (1924-1925). Les timides suggestions d'élargissement sont demeurées au stade de la déclaration d'intention. Dans les projets de l'EIA et de Pro Deo, il n'est qu'occasionnellement fait mention des musulmans et encore plus rarement des juifs.

La commission a, sans conteste, joué un rôle d'aiguillon pour l'Église catholique, à l'échelle du diocèse de M^{gr} Besson par exemple, en particulier au sein de l'Action catholique dont le chanoine Rast était le secrétaire. Telle fut aussi son influence sur la

¹²⁶⁸. Expression empruntée à Étienne Fouilloux, *Les catholiques et l'unité chrétienne...*, op. cit., p. 322.

Compagnie de Jésus: le généralat à Rome n'avait guère besoin d'être encouragé en matière d'anticommunisme, mais on ne peut nier que certains Pères des provinces francophones ainsi que le RP Karl Stark à Zurich, n'aient été confortés dans leur démarche par la collaboration avec Pro Deo. Le rapprochement qui s'est opéré avec les jésuites, spécialement bien représentés dans la commission, s'est concrétisé en deux objectifs soutenus en particulier par Joseph Ledit, Jacques de Bivort de La Saudée et l'office Unitas dirigé par Joseph Robinne: lutte contre le communisme athée et recherche de l'unité chrétienne (i. e. catholique). Le décalage avec la perspective de Pro Deo est évident: l'unité prônée par la commission est celle d'un front de dénonciation du bolchevisme athée, à la constitution duquel tous ses efforts sont voués. Un changement est perceptible durant l'année 1936, marquée par un retrait sensible des jésuites sous l'impulsion du général Ledochovski: il rappelle fermement aux Pères préposés à la lutte anticommuniste le principe de prudence à observer dans la collaboration avec les autres confessions. Ce retrait est en corrélation avec la croisade de prière silencieuse lancée la même année par Pie XI pour la conversion de la Russie. Ces développements font apparaître l'inanité des démarches de Georges Lodyginsky envers l'Église catholique, dont il a activement cherché le soutien depuis le tournant des années 1930. À ce propos, le penchant du BP en faveur du latin, de la rédaction du *Vade-mecum* antibolchevique, en 1927, au choix du titre Credo pour le programme du Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR) en 1938, sans omettre l'appellation Pro Deo en 1933, relève certainement de ces tentatives de séduction. Cependant, même si le Saint-Siège a multiplié les gestes de réserve à l'égard de Pro Deo, refusant de la considérer comme une œuvre de son obéissance, ces efforts ont eu parfois quelques échos favorables. Que penser, par exemple, des subsides versés momentanément par la commission Pro Russia au MTCR? Ou encore des vœux de Pie XI à l'occasion du soixantième anniversaire de Théodore Aubert¹²⁶⁹? Ce sont sans aucun doute des marques de distinction et peut-être de reconnaissance.

Les protestants au sein de Pro Deo ont globalement témoigné d'une plus grande liberté d'action et d'une plus grande ouverture

1269. *Schedario de la Segreteria di Stato, 1936-1937*: «Aubert, Teodoro (consigliere nazionale svizzero, Berna), 1938 (Varie, 641): Auguri per il suo 60° genetliaco». Lodyginsky évoque avec fierté ces vœux dans ses mémoires. *Face au communisme*, vol. II, p. 80.

que les catholiques. Il faut toutefois préciser que les membres de la commission n'étaient pas nécessairement représentatifs de courants majoritaires au sein de leurs Églises. Il s'agissait de milieux et de personnalités typés, inscrits dans une tendance très conservatrice, intervenant volontiers dans le débat politique : le pasteur Krop, le mouvement La Cause du pasteur français Frédéric Dürrelema, les membres les plus politisés du Consistoire de l'Église protestante de Genève, tels Jacques Le Fort, André Dardel et Émile Marion. Adolf Keller, pour sa part, prend rapidement ses distances avec le bureau, tout en exerçant un rôle très discret de médiateur entre la commission, la FEPS et le mouvement œcuménique.

En ce qui concerne l'orthodoxie, seule est prise en considération l'obédience karlovtsienne (Église hors frontières, dite aussi synodale), à laquelle sont rattachés les Lodyginsky, l'archiprêtre Serge Orloff et tous les représentants orthodoxes qui participeront aux commissions de Pro Deo. L'Église patriarcale, majoritaire en Europe de l'Ouest et représentée par le métropolite Euloge à Paris, est tenue résolument à l'écart des travaux de la commission. La hiérarchie de l'Église hors frontières, caractérisée par une grande réticence à l'égard du catholicisme, n'a pas établi de contact suivi avec les autres confessions dans le cadre de Pro Deo. Les Lodyginsky et l'archiprêtre Orloff ont joué le rôle de filtres à ce niveau : tous les contacts passaient par eux. Le MTCR, animé par Alexandre Lodyginsky, a certes activement recherché le contact avec l'Église catholique, mais cette démarche ne vaut, vraisemblablement, que pour le volet occidental du MTCR, et non pour son volet balkanique. Sans doute, les orthodoxes de Pro Deo ont-ils fait leur possible pour faire abstraction des invectives du synode hors frontières contre l'Église catholique et contre le mouvement œcuménique, et les ont-ils occultées aux autres membres de la commission. L'historien Wim Coudenys a pu dire des émigrés russes en Belgique, en particulier des partisans de l'Église synodale, que la religion ne constituait pas un réel sujet de préoccupation pour eux, sinon dans les objectifs politiques qu'elle pouvait servir¹²⁷⁰. Il ne semble pas, cependant, que son jugement soit

1270. Wim Coudenys, « Proselitism, charity, imperialism: Russian émigrés in Belgium between catholicism and orthodoxy », in Adelbert J. M. Davids, Fedor B. Poljakov (dir.), *Die russische Diaspora in Europa im 20. Jahrhundert. Religiöses und kulturelles Leben*, Francfort : Peter Lang, 2008, p. 134.

généralisable aux orthodoxes de l'EIA et de Pro Deo : les préoccupations religieuses des membres du BP dans leurs démarches anti-communistes ne sont pas feintes. L'optimisme foncier et la ténacité qui les animent face à leur tâche, tout au long des vingt-six ans d'existence de l'Entente, demeurerait inexplicables ou utopiques en dehors de l'expression de leur foi anticomuniste et de leurs convictions religieuses inébranlables. Aubert et Lodygensky n'ont-ils pas considéré leur travail comme une mission sacrée ? Leur attachement à la religion est sûrement induit par un idéal politique et social : conservatisme, vision paternaliste du monde ouvrier, principe d'autorité et d'ordre. Si cet idéal ne constitue pas le fondement unique et monolithique de la dénonciation du communisme qu'ils ont entreprise, il n'en fut pas moins la source d'inspiration et le levain de leurs actions.

Au chapitre de la collaboration interreligieuse, on se résout, du côté de Pro Deo, à un interconfessionnalisme pragmatique, à but politique, qui est parvenu la plupart du temps à passer sous silence les dissensions sur les doctrines. Une conception politique commune ou similaire a permis de lisser les plis et d'apaiser certaines crises. Ainsi en fut-il de la controverse provoquée par le pasteur Krop, qui s'interrogeait en 1934 sur les modalités de la collaboration interconfessionnelle dans la lutte contre l'athéisme et les persécutions : il craignait à juste titre que le catholicisme ne dominât la commission. Les catholiques ont en effet donné sa coloration à Pro Deo, sans s'y être impliqués autant, semble-t-il, que les protestants. Du reste, pour répondre aux injonctions données lors des sessions, les membres de la commission se sont bien souvent repliés sur leur communauté religieuse pour développer des actions séparées, révélant ainsi les limites de la collaboration.

Pro Deo s'est employée à la pratique la moins contraignante et la moins formaliste de l'interconfessionnalisme : une forme de rencontres amicales de chrétiens, d'où les questions théologiques étaient d'emblée bannies. Lodygensky relate l'ambiance chaleureuse des séances de la commission, qui débutaient par la récitation du *Pater*, lu successivement par les membres catholiques, protestants et orthodoxes¹²⁷¹. Il faut donner raison au docteur lorsqu'il affirme que de telles rencontres, où des prêtres catholiques et des pasteurs protestants se côtoyaient en amis, étaient « plus ou

1271. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 78.

moins sans précédent dans l'histoire genevoise»¹²⁷². C'est à juste titre aussi qu'il dit avoir souvent servi de «trait d'union entre catholiques et protestants». Consterné par l'étendue de l'ignorance des autres chrétiens sur la foi orthodoxe, il a souvent tenté d'y remédier et s'est souvent fait, avec l'archiprêtre Orloff, l'ambassadeur de son Église auprès de ses interlocuteurs. Ces échanges ont certainement contribué à une approche et à une connaissance nouvelles entre ces confessions. Il n'en demeure pas moins que la raison première des sessions de Pro Deo n'était point la recherche de l'unité chrétienne pour elle-même, dans le sens où l'entendent les œcuménistes.

Le manifeste de Lodygensky de septembre 1938 définit clairement les modalités et les objectifs du combat¹²⁷³. Hostile à l'œcuménisme dont il ne comprend pas les tenants et aboutissants, il réfléchit en termes d'efficacité comme but prioritaire sinon unique et il milite en faveur d'une simple collaboration sur le terrain. Dictée par les circonstances de la lutte anticommuniste, puisant aux sources du conservatisme, cette coopération est marquée au coin de l'autoritarisme et elle est perméable à de nombreuses concessions, notamment face au nazisme.

Le bilan de ces concessions forme le troisième et dernier axe de cette réflexion. L'obsession du danger bolchevique a conduit l'EIA à un double aveuglement. Le premier est relatif aux freins que certains facteurs et certains acteurs pouvaient constituer à l'unification des forces anticommunistes au niveau international, le second porte sur les agissements du régime nazi. L'exemple le plus frappant quant au premier aveuglement apparaît dans ses relations avec l'Allemagne. Avant 1933, le BP a œuvré à la constitution d'un front franco-allemand uni contre l'URSS censé reposer sur les élites militaires des deux pays; mais sa démarche sous-estimait autant l'ampleur des réticences françaises que l'importance du ressentiment allemand face au diktat de Versailles. Après 1933, l'EIA s'imaginait pouvoir cette fois réunir le plus grand nombre de pays européens dans le cadre d'une grand-messe anticommuniste. Elle n'a certes pas accepté de la célébrer sous l'égide de l'Allemagne – les oppositions au sein de son conseil international étaient bien trop fortes – et elle a toujours défendu sa liberté d'action et de

1272. Georges Lodygensky, «Sur la voie de l'unité chrétienne», *ibid.*, p. 19.

1273. Georges Lodygensky, «Quelques réflexions sur les méthodes de coopération chrétienne», présentée à l'occasion de la VIII^e session Pro Deo, 12-13 septembre 1938. EIA 901.

pensée, mais elle n'aurait peut-être pas rechigné à quelques compromis si le Ministère de la propagande allemande avait daigné délier les cordons de la bourse. Le rendez-vous manqué avec le congrès anticommuniste mondial, dû surtout à la ferme opposition des Affaires étrangères allemandes, a épargné au BP d'être confronté à de tels choix. Mais les silences suggestifs et l'indignation sélective que nous avons relevés dans les années 1930 s'expliquent en grande partie par l'obstination du BP à considérer le nazisme exclusivement sous son angle le plus séduisant à ses yeux : l'anticommunisme. De même, les discours de l'Entente et de Pro Deo pendant la guerre civile espagnole sont émaillés d'outrances et d'incohérences. Le « paradoxe » que nous avons observé, cette partialité dont les animateurs du BP font preuve, ignorant le sort des catholiques basques et des populations civiles, s'expliquent par les œillères anticommunistes, qui les empêchent aussi bien d'admettre la responsabilité de Franco dans les atrocités de la guerre que de protester contre les bombardements de villes ouvertes. Il s'agit là d'une nouvelle démonstration d'indignation sélective. L'épreuve et l'issue de la Seconde Guerre mondiale contraindront les responsables du BP à entrevoir certaines réalités qu'ils avaient tenté d'esquiver pendant la seconde moitié des années 1930, même si à aucun moment, à notre connaissance, ils n'ont manifesté de la compassion à propos de l'extermination des juifs.

Daniel Bourgeois a déjà souligné toute l'ambiguïté des échanges entre l'Antikomintern, le Ministère de la propagande de Joseph Goebbels et l'EIA :

« Mais alors que les Allemands entendaient utiliser l'antibolchevisme de ces Russes [ceux de l'émigration de Genève] à des fins allemandes, ces derniers au contraire entendaient utiliser les Allemands à la restauration de la Russie traditionnelle oubliant les théories hitlériennes du Lebensraum. »¹²⁷⁴

Cet oubli n'était peut-être qu'à demi conscient, car Lodyginsky et son conseiller à Berlin, le professeur Il'in, avaient pour leur part été très choqués des propos tenus par Alfred Rosenberg, l'idéologue du nazisme et chef de l'administration des Affaires

1274. Daniel Bourgeois, *op. cit.*, note 42, p. 316.

étrangères du parti nazi, dans une conférence sur la politique de l'Allemagne à laquelle ils avaient assisté. Rosenberg y avait parlé «avec mépris des peuples slaves et du peuple russe en particulier. Il [avait] fait comprendre que le III^e Reich était déjà maître en Europe Orientale, et laissa entrevoir le triste sort de la Tchécoslovaquie»¹²⁷⁵. La tendance du BP, dès lors, va être de concentrer toutes les critiques à l'égard du nazisme sur la personne de Rosenberg, jugé responsable de la plupart des tares du régime, à commencer par sa composante raciste et antireligieuse.

L'Antikomintern n'a manifestement pas eu sur la presse et l'opinion suisses l'influence dont son président Adolf Ehrt se targuait auprès de ses supérieurs. Le BP, pour sa part, a toujours manifesté une ferme volonté de demeurer maître de son jeu et refusé d'apparaître comme un agent de l'étranger, a fortiori des Allemands. Sans avoir jamais sacrifié à la propagande nazie, notamment dans sa composante antisémite, l'Entente a toutefois amené un peu d'eau au moulin de l'Allemagne hitlérienne. La rencontre du BP avec l'Antikomintern a permis un enrichissement mutuel de leurs réseaux par l'entremise des Hollandais van Gybland Oosterhoff et Krop, des Italiens Insabato et Salvotti, du Suédois von Bahr, de l'Irlandaise O'Brien, de franquistes, etc. Les subventions de l'officine nazie à l'Entente se sont poursuivies jusqu'à l'orée de la guerre. Même lorsque l'Antikomintern s'est retranchée dans la propagande contre les juifs, après l'accord germano-soviétique, l'EIA n'a jamais désavoué l'Antikomintern. Mais à part ces contacts, force est de constater que cette collaboration n'a débouché sur aucun résultat concret. On pourrait lui dénier tout effet réel, hormis cette compromission: Pro Deo n'a jamais voulu reconnaître l'essence antichrétienne du régime nazi dans son ensemble et s'est refusée à protester contre le traitement réservé aux Églises en Allemagne. Pour sa part, le BP n'a pas saisi la véritable nature du drame de la Seconde Guerre mondiale et il n'a pas perçu les objectifs premiers du conflit: «la tentative criminelle de l'État allemand d'étendre sa domination jusqu'à l'Oural moyennant de brutales guerres de conquête et d'anéantissement»¹²⁷⁶.

Ce ne sont pourtant pas ses échanges avec l'Antikomintern, restés relativement discrets – à l'époque, nul adversaire de l'Entente

1275. Georges Lodygensky, *Face au communisme*, vol. II, p. 23, et vol. III p. 57.

1276. Aram Mattioli, *op. cit.*, p. 230.

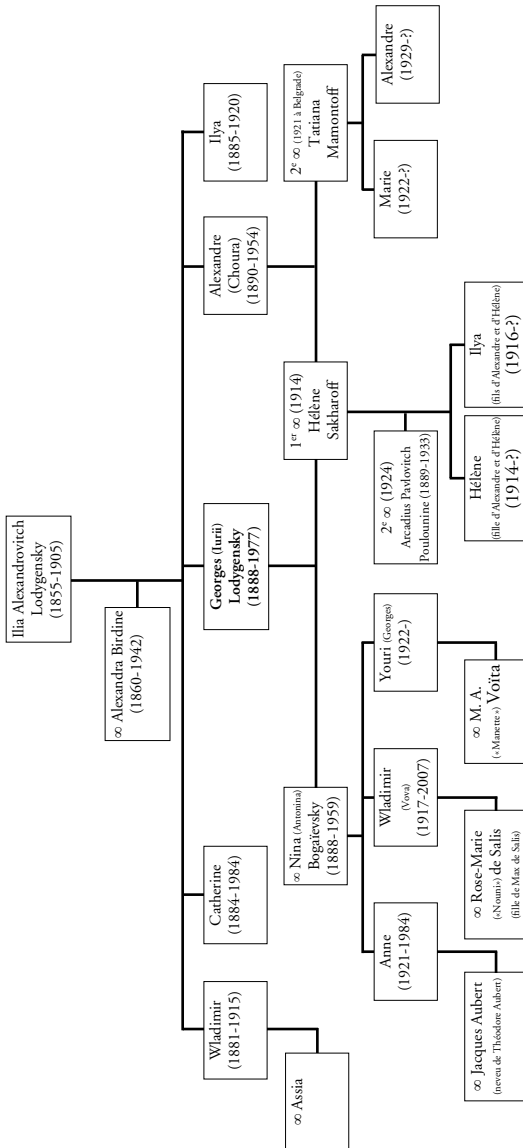
n'a pu apporter la preuve des subsides de l'officine nazie au BP –, qui ont terni le plus sévèrement la réputation de l'Entente et qui l'ont rendue *non grata* aux yeux des autorités helvétiques à la fin de la guerre. Sa réputation a surtout pâti du fait qu'elle s'est retrouvée isolée et de facto du côté des vaincus, faute d'avoir su à temps adapter ses coups et repenser son discours contre l'idéologie communiste.

La dimension religieuse du combat de l'Entente et de Pro Deo a été altérée par de trop nombreuses interférences. Le pragmatisme de Pro Deo, son présupposé en faveur de l'autoritarisme, sa posture de défense, marquée par la pauvreté du contenu constructif, la fusion des sphères politiques et religieuses dans son discours ainsi que le silence trop longtemps observé au sujet du *Kirchenkampf* en Allemagne, telles sont les principales incohérences qui ont entaché son credo anticommuniste.

Les limites temporelles et thématiques de notre étude nous ont seulement permis d'effleurer des aspects tels que l'anticommunisme des chrétiens de gauche, les perspectives ouvertes pendant la guerre en termes de coopération interconfessionnelle et de solidarité à l'égard des populations victimes de régimes oppressifs, ou encore les efforts pour une meilleure prise en compte du monde ouvrier par les Églises qui se font jour au sortir de la guerre. Notre recherche mériterait d'être poursuivie dans ces directions. Un prolongement possible s'attacherait à l'étude des initiatives de l'après-guerre en faveur de l'Église derrière le rideau de fer, telles que *Catacombes* de Sergiu Grossu, Aide à l'Église en détresse en France, ou encore Glaube in der Zweiten Welt, en Suisse. D'une manière générale, il nous semble qu'une analyse du redéploiement des forces anticommunistes après 1945 qui tiendrait compte de la dimension religieuse des actions, des réseaux et de la propagande pendant la guerre froide, et qui relèveraient les ruptures et continuités avec la période de l'entre-deux-guerres, permettrait une meilleure compréhension de l'anticommunisme.

ANNEXES

ARBRE GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE LODYGENSKY



LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES DE L'EIA (1924-1939)

1 ^{re} conférence, à Paris (conférence fondatrice)	23-24 juin 1924
2 ^e conférence, à Genève	25-27 mai 1925
3 ^e conférence, à Londres	15-17 mars 1926
4 ^e conférence, à La Haye	8-10 novembre 1927
5 ^e conférence, à Genève	16-17 mai 1928
6 ^e conférence, à Genève	8-10 octobre 1929
7 ^e conférence, à Genève	1 ^{er} -3 septembre 1930
8 ^e conférence, à Genève	2-3 septembre 1931
9 ^e conférence, à Genève	9-11 octobre 1933
10 ^e conférence, à Genève	6 juin 1935
11 ^e conférence, à Genève	24-25 mai 1937
12 ^e conférence, à Bruxelles	23-24 mai 1938
13 ^e conférence, à Genève (avec exposition)	20-22 février 1939

LES SESSIONS DE PRO DEO: LISTES DES PRÉSENCES (1933-1938)

Ces listes ont été établies sur la base des comptes rendus et des listes conservés sous les cotes EIA 900, EIA 901, et complétées par les PV de l'EIA (EIA, PV du BP 1933, etc.; EIA Bur. permanent 1931-1935). Nous avons indiqué les prénoms et fonctions chaque fois qu'ils nous étaient connus, ainsi que le lieu de résidence, suivi, le cas, échéant du lieu d'origine.

(c) = catholique (p) = protestant (o) = orthodoxe

1^{re} session: 10 octobre 1933 (2^e jour de la 9^e conférence de l'EIA)

Présents:

- (c) Gonzague de Reynold (président de l'UCEI)
- (c) Florentine Steenberghe-Engeringh (présidente de l'Union internationale des Ligues féminines catholiques, Utrecht, Hollande)
- (c) Donna Cristina Giustiniani-Bandini
(membre de la direction de la même Union, Rome)
- (c) Capitaine Walter T. Legge (CPC)
- (c) Colonel de Walzel (rédacteur de la revue antibolchevique *Die rote Flut*, Vienne)
- (c) D^r Pohlner (collaborateur de Walzel, Vienne)
- (o) Alexandre Lodygensky (MTCR)
- (o) Georges Lodygensky (membre du BP)

2^e session: 4-5 janvier 1934 (au domicile de M^{lle} Renée Choisy)

Présents:

- (c) Abbé Henri Carlier (membre du bureau de Pro Deo, directeur de *L'Écho illustré*)
- (c) Capitaine Walter T. Legge (CPC, Londres)
- (c) Baron Raul do Rio Branco (ambassadeur du Brésil, Berne)
- (c) M^{lle} D^r Renée Warnery (Genève)
- (c) Odette de Carvalho e Souza
(fille du consul du Brésil, Genève)
- (c) Professeur RP Benoît Lavaud, OP (Université de Fribourg)
- (c) RP Cheslaw Rzewuski, OP (Convict Albertinum, Fribourg)
- (c) Vicaire général [Henri] Petit (Genève)
- (o) Alexandre Lodygensky (MTCR)

- (o) Archiprêtre Serge Orloff (Genève)
- (o) Georges Lodygensky
(membre du bureau de Pro Deo et du BP)
- (p) D^r Adolf Ehrt (Antikomintern, Berlin)
- (p) D^r Iserland (Conseil international des missions, Allemagne)
- (p) D^r Schönfeld (Institut du christianisme social, Genève)
- (p) H. L. Henriod (Institut du christianisme pratique, Genève)
- (p) Jacques Le Fort
(membre du bureau de Pro Deo et du BP, Genève)
- (p) M. Parel (Ligue pour le Christianisme, Lausanne)
- (p) M. Pimenoff (Finlande, œuvre d'entraide proche de celle du pasteur Schabert)
- (p) Maurice Champod (Ligue pour le Christianisme, Lausanne)
- (p) Morikatsu Inagaki (diplomate japonais, Genève)
- (p) Pasteur Nicolas de Haller (Saint-Livres)
- (p) Pasteur Frederik Krop (Rotterdam)
- (p) Pasteur James Siordet (Genève)
- (p) Pasteur Lieb (comité d'Entraide des Églises, Bâle)
- (p) Pasteur Schabert (Riga)
- (p) Professeur Adolf Keller (pasteur, Genève-Zurich)
- (p) René Hentsch (membre du BP, Genève)

Excusés:

- (c) Professeur Gonzague de Reynold (UCEI)
- (c) M^{me} F. Steenberghe-Engeringh
- (c) Donna Cristina Giustiniani-Bandini
- (c) RP d'Hettlinger (Institut pontifical oriental, Rome)
- (c) RP Riguet (Paris)
- (c) Professeur Clemens Jedrzejewski (Varsovie)
- (p) Duchesse d'Atholl (présidente du CPC, Londres)
- (p) Sydney M. Dawkins (secrétaire général du CPC, Londres)

3^e session: 10-11 septembre 1934

(au domicile de l'archiprêtre Orloff, rue Toepfer)

- (c) Abbé Eber (président de la Ligue des catholiques d'Alsace, et proche de la FNC)
- (c) Abbé Eugen Bischof (Tyroler Volksbote, Innsbruck)
- (c) Abbé Henri Carlier (bureau de Pro Deo)

- (c) Chanoine John Rast
(Secrétaire général de l'Action populaire de la Suisse,
membre de la commission suisse Pro Deo, Fribourg)
- (c) Abbé François Paris (« Œuvre d'Orient »)
- (c) M. Freire de Andrade, premier secrétaire de la Délégation
portugaise auprès de la SDN
- (c) M^{lle} Armor (secrétaire de M. Dawkins, CPC)
- (c) M^{lle} Ducret (Jeunesses féminines catholique, Genève)
- (c) M^{lle} Warnery (Union internationale
des Ligues des femmes catholiques, Genève)
- (c) M^{lle} Grand (Union internationale des Ligues
des femmes catholiques, Genève)
- (c) M^{lle} Y. Ritter (Union internationale
des Ligues des femmes catholiques, Genève)
- (c) RP C. Dumont
(dominicain du centre d'études russes Istina, Lille)
- (c) RP Joseph Catry, SJ (Strasbourg)
- (c) RP Karl Stark, SJ (Apologetisches Institut, Zurich,
membre de la commission suisse Pro Deo)
- (c) RP Stanislas de Lestapis, SJ (Action populaire, Lyon)
- (o) Alexandre Lodyginsky (président du MTCR)
- (o) Archiprêtre Serge Orloff (Genève)
- (o) G. Mitkevitch (MTCR, Belgrade)
- (o) Georges Lodyginsky (bureau de Pro Deo)
- (o) M. A. Mamantoff (MTCR, ingénieur)
- (o) M^{me} Karaïskakis (nationale-socialiste (*ethnikisozialistiki*)
grecque, nièce de l'archevêque d'Athènes,
proche de l'Antikomintern).
- (o) Prince André Kourakine
- (o) Prince Constantin Gortchakov
- (o) Professeur Nicolas Arseniew (Königsberg en Prusse)
- (o) Zlobine (MTCR, Bruxelles)
- (p) D^r Adolf Ehrh (Antikomintern, Berlin)
- (p) Jacques Le Fort (bureau de Pro Deo)
- (p) M. le Pasteur N. de Haller
- (p) M. Otis Mygatt (Américains résidant à Paris)
- (p) M. S. M. Dawkins (CPC, Londres)
- (p) M^{me} Otis Mygatt (Américains résidant à Paris)
- (p) Morikatsu Inagaki
- (p) Mrs. George Vickers (Grande-Bretagne)

- (p) Pasteur Fiedler (Allemagne, mais vivant à Genève?)
- (p) Pasteur Freddy Dürleman (La Cause, Paris)
- (p) Pasteur Frederik Krop (Rotterdam)
- (p) Pasteur Monnier
- (p) Pasteur A. Payot (Genève)
- (p) Professeur Adolf Keller
- (p) René Hentsch (membre du BP)

*Liste des excusés*¹²⁷⁷ :

- (c) Vicaire général Henri Petit (Genève)
- (p) André Dardel (président du Consistoire de l'Église nationale protestante de Genève)
- (c) Abbé Paul Couturier (Lyon)
- (c) Cardinal Hlond (Poznan)
- (p) Pasteur Oskar Schabert (Riga)
- (c) M. Hériard-Dubreuil (L'Hospitalet, Béliet, Gironde)
- (c) RP de Lavareille, SJ (Lyon)
- (c) RP Joseph Robinne, SJ (revue *Unitas*, Paris)
- (c) Cononel Navel (FNC)
- (c) Chanoine Brohée (Université catholique de Louvain)
- (c) M^{gr} Louis Picard (Louvain)
- (p) Georges Theunis
(ancien président du Conseil des ministres, Bruxelles)
- (c) Konrad Algermissen
- (p) Rév. Lewis Robertson (Londres)
- (p) Rév. Rushbrook (Londres)
- (c) Giustiniani-Bandini
- (c) Steenberghe-Engeringh
- (p) Esbern Trolle (Copenhague)
- (p) Pasteur Dr. Joergensen (Copenhague)
- (c) M^{me} de L. Santos (présidente nationale de la Jeunesse féminine catholique portugaise, Lisbonne)
- (c) Professeur Mendizabal Villalba (Madrid)
- (p) Rév. H. S. Leiper (New York)
- (c) Van Nispen (Hollande)
- (c) RP Prof. Benoît Lavaud, OP (Université de Fribourg)
- (p) Pasteur Max Frick (Zurich)

¹²⁷⁷. Tirée du compte rendu de la 3^e session de Pro Deo, Genève, 10-11 septembre 1934. EIA 900.

- (c) RP Walsh, SJ (Georgetown University, Washington)
- (c) Archambault

4^e session: 4 et 5 mars 1935

(prévue initialement en janvier 1935, ajournée)

*Liste des présences*¹²⁷⁸:

- (c) Abbé Henri Carlier
- (c) RP Joseph Catry, SJ (Strasbourg)
- (c) D. Hériard-Dubreuil (Bordeaux)
- (c) D^r Renée Warnery (Genève)
- (c) Ivan Kologrivoff (Paris)
- (c) Jacques de Bivort de La Saudée (Paris)
- (c) M^{lle} Grand (Genève)
- (c) M^{lle} Yolande Ritter (Genève)
- (c) M^{me} du Luart
- (c) M^{me} Ferrazzini
(représentante de M^{me} Steeberghe-Engeringh)
- (c) Mrs. C. Leigh-Smith (Londres)
- (c) RP Augustin von Galen (Catholica Unio, Fribourg,
représentant du cardinal Innitzer)
- (c) RP C. Dumont, OP (Istina, Lille)
- (c) RP Karl Stark, SJ (Zurich)
- (o) Alexandre Lodyginsky
- (o) Archiprêtre Serge Orloff
- (o) Georges Lodyginsky
- (o) M^{gr} Irénée (évêque de Novi Sad, Yougoslavie)
- (p) [nom illisible, de Nano (?) Suomi] (Finlande)
- (p) André Dardel (président du Consistoire
de l'Église protestante, Genève)
- (p) Freddy Dürlemann (Paris)
- (p) K. [Klaus] Keyserlingk (DPK, Berlin)
- (p) Lady Katherine Meade (Londres)
- (p) M. Otis Mygatt
- (p) M^{me} Mygatt
- (p) Morikatsu Inagaki (Genève, Tokyo)
- (p) Pasteur Schuster (Berlin)
- (p) René Hentsch

1278. Établie d'après la liste des présences manuscrite, avec signatures (EIA 900), ainsi qu'avec le compte rendu de la séance, EIA 901.

5^e session: 30 septembre-1^{er} octobre 1935

Liste des participants:

- (c) Abbé Henri Carlier (Bureau de Pro Deo)
- (c) Baron Raul do Rio Branco (Genève, Brésil)
- (c) Chanoine John Rast (Fribourg)
- (c) Colonel Edel (France)
- (c) D^r Armin Egli (Commission suisse Pro Deo, Saint-Gall)
- (c) Freire de Andrade (Genève, Portugal)
- (c) Gaëtan van de Werve (commission belge Pro Deo)
- (c) M. Méline (France)
- (c) M. Poidebard (Lyon)
- (c) Abbé Paul Prince (Moutier, Jura bernois)
- (c) M. R. Follereau, de l'Union latine (France)
- (c) M^{lle} A. O'Brien (Irlande)
- (c) M^{lle} Grand, représentante de M^{lle} de Hemptinne (Genève)
- (c) M^{me} Ferrazzini, représentante de M^{me} Steenberghe (Genève)
- (c) Ph. Lagarriga (Espagne)
- (c) RP A. Bessièrès (France)
- (c) RP de Bivort de La Saudée, SJ (Belgique)
- (c) RP J. [Iwan] de Kologrivoff, SJ
- (c) RP J. Catry, SJ (Strasbourg)
- (c) RP Karl Stark, SJ (Zurich)
- (o) A. Georgieff, représentant M^{gr} Stephan, archevêque de Sofia
- (o) Alexandre Lodyginsky
- (o) Archiprêtre Orloff
- (o) Georges Lodyginsky (Bureau de Pro Deo)
- (p) Comte [Klaus] de Keyserlingk (DPK, Berlin)
- (p) D^r Boissonnas (président du Consistoire de l'Église nationale protestante de Genève)
- (p) Jacques Le Fort (Bureau de Pro Deo)
- (p) M^{lle} N. Schoch (Genève)
- (p) M^{me} d'Auriol-Engel (France)
- (p) Morikatsu Inagaki
- (p) Pasteur [Jacques] Menthonnex (La Cause, Paris)
- (p) Pasteur Freddy Dürleman (La Cause, Paris)
- (p) Pasteur Frederik Krop (Rotterdam)
- (p) Pasteur Nicolas de Haller (Saint-Livres)
- (p) Pasteur O. Fiedler (Genève, Allemagne)
- (p) Pasteur Schuster (DPK, Berlin)
- (p) Pierre Engel (Alsacien résidant à Genève, membre du BP)

- (p) René Engel (Alsacien résidant à Genève, membre du BP)
- (p) René Hentsch (Genève)

6^e session de Pro Deo, 21-22 septembre 1936

(précède immédiatement l'ouverture de la session de la SDN)

Liste des présences:

- (c) Anonyme [*sic*] (Espagne)
- (c) Abbé Henri Carlier (bureau de Pro Deo)
- (c) Abbé Paul Prince (Moutier, Jura bernois)
- (c) Abbé Robert Eber
(directeur de l'Action catholique d'Alsace, Strasbourg)
- (c) Comtesse de Jünzil (Genève, Pologne)
- (c) Dimitri de Zoubaloff (Fribourg)
- (c) D^r Armin Egli (commission suisse Pro Deo, Saint-Gall)
- (c) D^r J. Davie (commission suisse Pro Deo, Zurich)
- (c) Karl Huszar
(ancien président du Conseil des ministres, Budapest)
- (c) M. Forestier (secrétaire général de l'Association internationale des journalistes catholiques, Paris)
- (c) M^{me} F. Steenberghe-Engeringh (Union internationale des Ligues féminines catholiques, Hollande)
- (c) Professeur Dr. Ludwig Berg (DPK, Aix)
- (c) RP Bela Bangha, SJ (Budapest)
- (c) RP J. Catry, SJ (Action populaire, Paris)
- (c) RP Jacques de Bivort de La Saudée, SJ (Pau)
- (o) Alexandre Lodygensky (président de la Fédération des Travailleurs chrétiens russes, Saint-Julien)
- (o) Georges Lodygensky (bureau de Pro Deo)
- (o) Prince André Kourakine (secrétaire de la Fédération des Travailleurs chrétiens russes, Collonges-sous-Salève)
- (o) Wladimir Lodygensky (Bureau international [de Pro Deo] de liaison de la jeunesse chrétienne, Genève)
- (p) Bernard Gagnebin (Bureau international [de Pro Deo] de liaison de la jeunesse chrétienne, Genève)
- (p) Jacques Le Fort (bureau de Pro Deo)
- (p) Pasteur Freddy Dürleman (La Cause, Paris)
- (p) Pasteur Menthonnex (La Cause, Carrières-sous-Poissy)
- (p) Pasteur Meyer
(Église protestante suisse-allemande à Genève)

- (p) Pasteur O. Fiedler (Église luthérienne allemande à Genève)
- (p) Pasteur Schuster (DPK, Berlin)
- (p) Pierre Engel (Bureau international [de Pro Deo] de liaison de la jeunesse chrétienne, Genève)
- (p) Roger Duckert (Genève)

Liste des excusés :

- (c) Chanoine John Rast (Fribourg)
- (c) Colonel Lainey (France)
- (c) Donna Cristina Giustiniani-Bandini (Rome)
- (c) Gaëtan van de Werve (commission belge Pro Deo)
- (c) M^{gr} Kaczynski (Pologne)
- (c) RP Dumont (France)
- (c) RP Ivan Kologrivoff, SJ (Russie)
- (c) RP Joseph Ledit, SJ (Rome)
- (o) Archiprêtre Serge Orloff (Genève)
- (o) J. Tchomoff (secrétaire du synode de Bulgarie)
- (p?) Sir Waldron Smithers (MP, Grande-Bretagne)
- (p) Pasteur Frederik Krop (Rotterdam)
- (p) Pasteur Geelmuyden (Norvège)
- (p) Pasteur Lund (Norvège)
- (p) Pasteur Nicolas de Haller (Saint-Livres)
- (p) Pasteur Steinwand (Tartu (anciennement Dorprat), Estonie)
- (p?) M. Jongeneel (Hollande)

7^e session Pro Deo, 13-14 septembre 1937

Liste des présences :

Représentants des Églises :

- (o) Archevêque Séraphin (Paris)
- (p) M. Wiblé, du Consistoire de l'Église protestante de Genève
- (c) M^{gr} Henri Petit (vicaire général, Genève)
- (p) Pasteur Fiedler (Genève, Allemagne)
- (c) James Walsh (directeur du Catholic Times, Londres)
- (c) M. A. Arbex (Genève, Espagne)
- (c) M. Ruiz-Manent (Genève, Espagne)
- (p) Pasteur Steinwand
(successeur du pasteur Schabert, Tartu, Estonie)
- (c) Daniel Bedaux (Aix-les-Bains)
- (c) RP Joseph Catry, SJ (Strasbourg)

- (c) RP Dumont, OP (Istina, Paris, Lille)
- (c) Abbé Robert Eber (Ligue des catholiques d'Alsace, Strasbourg)
- (p) Pasteur Menthonnex (La Cause, Paris)
- (c) M^{me} F. Steenberghe-Engeringh
(Union des Ligues féminines catholiques, Utrecht)
- (c) Comtesse Albert Apponyi (Budapest)
- (o) Archiprêtre Serge Orloff
- (o) Alexandre Lodygensky
- (o) Wladimir Lodygensky (Section Jeunesse)
- (o) Prince André Kourakine (Genève)
- (p) Lucien Cramer (Genève)
- (p) Bernard Gagnebin (Genève)
- (p) René Hentsch (Genève)
- (p) Pasteur E. Meyer (Genève)
- (c) Abbé Paul Prince (Moutier, Jura bernois)
- (c) Chanoine John Rast (Fribourg)
- (c) RP Karl Stark, SJ (Zurich)
- (p) Pasteur Alex. Thomas (Lonay-sur-Morges, Vaud)
- (c) Abbé Henri Carlier (Bureau de Pro Deo)
- (o) Georges Lodygensky (Bureau de Pro Deo)
- (p) René Hentsch (Bureau de Pro Deo: Le Fort a quitté le Bureau de Pro Deo en raison de son élection comme président du Consistoire de l'Église protestante genevoise. Il est remplacé par Raymond Vernet, excusé, qui est lui-même remplacé pour la durée de la session par René Hentsch)

Excusés (liste non exhaustive):

- (o) Prof. Arseniew (Allemagne)
- (c) M^{lle} de Hemptinne (Ligues féminines catholiques, section des jeunes, Belgique)
- (c) RP Yves de La Brière, Paris
- (c) Abbé Paul Couturier, Lyon
- (p) Pasteur Frederik Krop (Rotterdam)
- (c) Donna Cristina Giustiniani-Bandini
(Ligues féminines catholiques, Rome)
- (c) RP Joseph Ledit, SJ (Secrétariat De Atheismo, Rome)
- (c) Cardinal Hlond (Pologne)
- (c) D^r Armin Egli (Commission suisse Pro Deo, Saint-Gall)

8^e session Pro Deo, 12-13 septembre 1938

Liste des présences:

- (c) Abbé Henri Carlier (bureau de Pro Deo)
- (c) Abbé Paul Couturier (Octave de Prières pour l'unité chrétienne, Lyon)
- (c) Chanoine John Rast (Secrétaire général de l'Action catholique de Suisse romande, Fribourg)
- (c) M. Ruiz Manent (représentant du cardinal Goma, Genève)
- (c) M^{me} F. Steenberghe-Engeringh (Union internationale des Ligues féminines catholiques, Utrecht)
- (c) RP Karl Stark, SJ (Zurich)
- (c) RP Yves de La Brière, SJ (rédacteur de la revue *Études*, Paris)
- (o) Alexandre Lodyginsky (MTCR, Saint-Julien)
- (o) Archiprêtre Serge Orloff (Genève)
- (o) Georges Lodyginsky (bureau de Pro Deo)
- (o) M. Beliakoff (membre du MTCR, secrétaire de l'exposition d'histoire et d'art religieux, Église russe de Genève)
- (o) Prince André Kourakine (MTCR, Genève)
- (o) Prince Constantin Gortchakov (MTCR, Genève)
- (p) Jacques Le Fort (président du Consistoire de l'Église nationale protestante, Genève)
- (p) M. de Weimarn (Service œcuménique de Presse, Genève)
- (p) M. de Yung (agent de la jeunesse de l'Église nationale protestante, Genève)
- (p) M. Regard (secrétaire du Consistoire de l'Église nationale protestante, Genève)
- (p) Pasteur [Freddy] Dürlemann (La Cause, Carrières-sous-Poissy)
- (p) Pasteur Buscarlet (modérateur de la Compagnie des pasteurs, Genève)
- (p) Pasteur Payot (Genève)
- (p) Pasteur Thomas (Lonay, Vaud)
- (p) Raymond Vernet (bureau de Pro Deo)

Liste des excusés:

- (c) Abbé Robert Eber (Strasbourg)
- (c) Donna Cristina Giustiniani-Bandini (Rome)
- (c) D^r Ludwig Berg (Aix)
- (c) Gaëtan van de Werve (commission belge Pro Deo)
- (c) M. Lagarriga (Espagne)

- (c) M. Poidebard (Lyon)
- (c) M^{gr} Henri Petit (vicaire général, Genève)
- (c) M^{gr} Kaczinski (Pologne)
- (c) M^{lle} Christine de Hemptinne (Belgique)
- (c) R. Fr. Nicodem Ionita
- (c) RP J. Baeten (?)
- (c) RP Jacques de Bivort de La Saudée, SJ
- (c) RP Joseph Catry, SJ (France)
- (c) RP Joseph Ledit, SJ (Rome)
- (c) RP Joseph Robinne, SJ (Unitas, Paris)
- (c) RP Walsh, SJ (Washington)
- (c) Rév. Paul Ward (?)
- (c) Vicomte Terlinden (commission belge Pro Deo)
- (p) Pasteur Menthonnex (La Cause)
- (p) Sydney M. Dawkins (secrétaire général du CPC, Londres)
- (c) D^r Müller (directeur de L'Agence de presse internationale catholique, APIC/KIPA, Fribourg)
- (?) Rév. V. Marsh
- (?) M. Knud Dahl

LES RÉUNIONS DU COMITÉ INTERCONFESSIONNEL (1944-1945)

Liste des présences établies sur la base des comptes rendus conservés sous la cote EIA 901.

1^{re} réunion, 29 mars 1944
(Hôtel Victoria, Lausanne)

- (c) M^{gr} John Rast
- (c) Chanoine François Charrière
- (c) M^{lle} E. de Romer
- (o) M^{gr} Serge Orloff
- (o) M. M. Beliakoff
- (o) Georges Lodygensky
- (p) Pasteur Willem Adolf Visser't Hooft
- (p) Pasteur prof. Jaques Courvoisier
- (p) Pasteur N. Ehrenstrom
- (p) M^{lle} Renée Choisy
(secrétariat de la séance)

2^e réunion, 28 juin 1944
(Lausanne)

- (c) M^{gr} John Rast
- (c) Chanoine François Charrière
- (c) M^{lle} E. de Romer
- (o) Léonty Bartochévitch (hiéromoine, prêtre suffragant de la paroisse orthodoxe de Genève)
- (o) M. M. Beliakoff (secrétariat de la séance)
- (o) Georges Lodygensky
- (p) Pasteur Willem Adolf Visser't Hooft
- (p) Pasteur prof. Jaques Courvoisier
- (p) Pasteur N. Ehrenstrom

Excusés :

- (o) M^{gr} Serge Orloff
- (p) M^{lle} Renée Choisy

3^e réunion, 17 avril 1945
(Lausanne)

- (c) M^{gr} John Rast
- (c) Chanoine François Charrière
- (c) M^{lle} E. de Romer
- (o) RP Léonty Bartochévitch
(higoumène, paroisse orthodoxe de Genève)
- (o) M. M. Beliakoff
- (o) Georges Lodygensky
- (p) Pasteur prof. Jaques Courvoisier
- (p) Pasteur [William?] Cuendet
[de Lausanne?]
- (p) Jacques Le Fort

Invité :

- (?) M. De Robert (de l'Amitié Chrétienne, fondée en 1941 par le cardinal Gerlier et le pasteur Boegner, Lyon)

Excusé :

- (p) Pasteur Visser't Hooft

Décédé :

- (o) M^{gr} Serge Orloff

4^e réunion, 12 juin 1945
(Lausanne)

- (c) M^{gr} John Rast
- (c) Chanoine François Charrière
- (o) M. M. Beliakoff
- (o) Georges Lodygensky
- (p) Pasteur prof. J. Courvoisier
- (p) Pasteur Cuendet
- (p) Jacques Le Fort

Invité :

- (p) M. Lalive d'Epinay

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES

ARCHIVES EN SUISSE

EIA: Archives de l'Entente internationale anticommuniste, Bibliothèque de Genève (BGE):

– Fonds EIA inventorié (« Bibliothèque » de l'EIA):

Instruments de recherche:

Archives de l'Entente internationale anticommuniste: à l'exception des documents en caractères russes: inventaire établi par M. Langfeldt, Genève, Bibliothèque publique et universitaire, 1960.

– Fonds EIA « non inventorié »: Correspondance, rapports, procès-verbaux, etc. *Archives de l'Entente internationale anticommuniste 1924-1950* (162 cartons, restés non inventoriés jusqu'en 2002), BGE.

Instrument de recherche:

Inventaire réalisé par Jorge Gajardo Muñoz en 2002, dans le cadre d'un projet du FNS sur l'EIA.

AEF: Archives de l'Évêché, Fribourg:

Fonds M^{gr} Marius Besson, dossier « Pro Deo », carton D 67

Fonds M^{gr} Marius Besson, dossier « Communisme », carton D 38

Fonds M^{gr} Marius Besson, carton « Pro Deo 1937-1948 »:

Bulletins périodiques d'information

Fonds M^{gr} Marius Besson, deux cartons verts « Communisme » (sans cote)

Dossiers laïcs, Hentsch Gustave, Genève

Dossier Carlier Henri, abbé, Genève

Dossier Rast John, M^{gr}

AFS: Archives fédérales suisses, Berne:

- E 4320 (B), 1991/243, C.13.1141, Lodigensky Alex., 1890.
- E 4320 (B), 1990/133/98, C.12.4937, G. Lodygensky.
- E 4320 (B), 1993/214, 23, 1948, C. 29/A116-48.02:
Lodyjensky Georges [*sic*].
- E 4320 (A), 1/5-6, dossier «Entente internationale contre la III^e Internationale, 1924: N° 336».
- E 4320 (A), 1/5-6, dossiers «Organisation Aubert (1925, 1927, 1928, 1929, 1930), N° 10».
- E 27/11215-11230, dossier E 27, 11219, 1944.
- E 4320 (B), 1990/270, 1, C.15.1: Entente internat. contre la III^e Internationale [1935-1942].
- E 4320 (B), 1990/270, 2, C.15.1: Entente internat. contre la III^e Internationale [1943-1953].

Archives de la province suisse des jésuites, Zurich

Apologetisches Institut (RP Karl Stark SJ)

FGR: Fonds Gonzague de Reynold, Archives littéraires suisses (ALS), Berne:

Correspondance et dossiers divers

ARCHIVES À L'ÉTRANGER

AES: Archives de la Congrégation des Affaires extraordinaires, Vatican:

- Arch. Nunz. Parigi IV (1922-1939)
- Archivo D.A. (Delegazione apostolica) Congo Belga, scatola 81, fasc. 274, pos. 5, ff. 145.
- Francia IV (1922-1939)
- Olanda IV, pos. 50, fasc. 4-7 (1924-1933)
- Olanda IV, pos. 74, fasc. 33 (1936)
- Pontificia commissione Pro Russia IV (1922-1939)
- Russia IV (1922-1939)
- Sagr. Stato (1936-1939)
- Stati eccl. IV (1922-1929)
- Svizzera IV (1922-1939)

ARSI: Archives de la Compagnie des Jésuites, Rome:
Fonds W. Ledochovski, 1025/355.
JESCOM, De comunismo atheo, 1038.

BArch: Bundesarchiv, Berlin-Lichterfelde:

R 8058, Antibolschewistischer Weltkongress, Vorbereitendes Sekretariat
R 901, Auswärtiges Amt, Teil: Büro des Reichsaußenministers-Ministerbüro [1928-1944]
NS 43 Außenpolitisches Amt der NSDAP (APA)
NS 23 Sturmabteilungen der NSDAP (SA)
R 55, Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda, (1920-1932) 1933-1945
Personenbezogene Überlieferungen des ehemaligen Berlin Document Center (BDC)
NS 8 (Kanzlei Rosenberg)

Instruments de recherche BArch:

Werner, Wolfram, *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda* (Bestand R 55) (Findbücher zu Beständen des Bundesarchivs Bd. 15), Koblenz 1979, Nachdruck 1996.
Inventar archivalischer Quellen des NS-Staates, Heinz Boberach (éd.), München 1991/1995.
Boberach, Heinz, *Reichssicherheitshauptamt* (Bestand R 58) (Findbücher zu Beständen des Bundesarchivs Bd. 22), Koblenz 1982, Nachdruck 1992.

**BArch (Freiburg): Bundesarchiv (Militärarchiv),
Freiburg im Breisgau:**

Nachlass Kurt von Schleicher (N 42)

**CBL: Columbia Butler Library: Bakhmeteff Archive, Rare Book
and Manuscript Library, Columbia University, New York:**

Iurii Lodyzhenskii papers (Lodyginsky papers).

HIA: Hoover Institution Archive, Stanford University, California:

Iurii Lodyzhenskii papers (Lodyginsky papers).
Antikomintern collection, Boxes 193/12, 193/14, 193/16, 193/17.
Germany, Deutsche Kongress-Zentrale Records, Boxes 16, 58, 93.

Boris I. Nicolaevsky collection: Microfilm reel N° 364 (= Box N° 478, folder 26), Lettre du D^r Adolf Ehrh à Nicolaevsky, 9 mai 1956.

Instrument de recherche HIA:

BOENINGER Hildegard R., *The Hoover Library Collection on Germany*, Stanford: Stanford University Press, 1961 [1955].

PAAA: Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, Berlin:

Akten der Abteilung IV Russland Geheim (Aktenzeichen. PO 19 O: «Antibolschewistische Organisationen», Signaturen R 31826 bis 31832, Laufzeit 1926-1936)

Akten des Referats Deutschland (Az. 83-60A: «Bekämpfung des Bolschewismus», Signaturen R 99501 bis -03 sowie Az. 83-60 Sonderheft V: «Antikomintern», Signaturen R 99515 und -16)

Akten des Referats Inland IIg (Az. 83-60: «Schaffung einer gemeinsamen antikomunistischen Front und antikomunistischer Weltkongress», «Protokoll der Ersten vertraulichen Internationalen Antikomunistischen Konferenz in Feldafing 4.-10.11.1936», Signatur R 100722, Laufzeiten 1935-1941)

Akten Inland II A/B, 83-76, «Friedrich Muckermann», R 100104.

Akten Inland I D, 12/3-14, Schweiz, Kirche 1, 2, 3, R 98820.

Akten Russland, Az. Po 26-1: Politische Bestrebungen der Emigranten (R 104376f, 1936-1938).

ENTRETIENS

Entretien avec M. Youri Lodygensky fils, 13 janvier 2005, Genève.

Entretien avec M. Jean-Pierre Aubert, petit-fils de Théodore Aubert, 28 octobre 2005, Genève.

SOURCES INÉDITES: MÉMOIRES DE GEORGES LODYGENSKY

Face au communisme – Le mouvement anticommuniste international 1923-1950, tapuscrit inédit en deux vol., [1964], conservé à HIA, Lodygensky papers, box 1.

Une carrière médicale mouvementée. Russie-Genève, 1908-1923, 2 vol. [sans date, sans lieu], conservé à la BGE, département des manuscrits.

Nina, 1888-1959, 1961 [sans lieu: rédigé au Brésil après la mort de son épouse], conservé à la BGE, département des manuscrits.

SOURCES PUBLIÉES

DOCUMENTS D'ARCHIVES ET RECUEILS DE TEXTES

Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918-1945 (ADAP), Aus dem Archiv des Auswärtigen Amtes, Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1950-1995.

BESSON Marius M^{gr}, *Discours et lettres pastorales*, vol. V (1928-1930), vol. VI (1931-1932), vol. VII (1933-1934), vol. VIII (1935-1937), Fribourg: Saint-Paul, 1931-1938.

BOBERACH Heinz (éd.), *Berichte des SD und der Gestapo über Kirchen und Kirchenvolk in Deutschland, 1934-1944*, Mayence: Matthias-Grünwald-Verlag, 1971.

Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Conseil national, Berne.

Documents diplomatiques suisses en ligne: www.dodis.ch

Documents diplomatiques suisses, vol. 11 (1934-1936), CERUTTI Mauro, Jean-Claude FAVEZ, Michèle FLEURY-SEEMÜLLER (éds), Berne, 1989.

Documents diplomatiques suisses, vol. 12 (1937-1938), GAUYE Oscar, Gabriel IMBODEN, Daniel BOURGEOIS (éds), Berne, 1994.

Documents diplomatiques suisses, vol. 13 (1939-1940), BERGIER Jean-François et André JAEGGI (éds), Berne, 1991.

Église nationale protestante de Genève, *Mémorial des séances du Consistoire*, Genève, (bimestriel, 1873-2000).

Meldungen aus dem Reich 1938-1945. Die geheimen Lageberichte des Sicherheitsdienstes der SS, vol. 1-17, Heinz BOBERACH (éd.), Herrsching 1984.

Seeds of conflict, série IV: *The Russian Revolution*, t. II: *The opposition at home and abroad*, vol. 1, Nendeln: Klaus Reprint, 1975 [sans pagination].

PUBLICATIONS DE L'EIA

Brochures, articles et mémoires de l'EIA (sélection)

Sous le nom de l'EIA ou de membres du BP, classés par année de publication :

N.B. : Sauf indication contraire, les publications ci-dessous sont éditées par le BP de l'EIA.

LODYGENSKY Georges, *La terreur rouge*, Genève: Société générale d'imprimerie, 1922.

AUBERT Théodore, *L'affaire Conradi: le procès du bolchevisme*, plaidoirie prononcée pour Arcadius Polounine devant le tribunal criminel de Lausanne les 14 et 15 novembre 1923, Genève: Sonor, 1924 (traduction anglaise: *Bolchevism's Terrible Record: an Indictment*, Londres: Williams and Northgate, 1924).

La lutte contre le bolchevisme, Genève, 1924.

AUBERT Théodore, «Le bolchevisme va triompher de la chrétienté!», *Le Ligueur*, 14 juin 1924.

AUBERT Théodore, «L'Entente internationale contre la III^e Internationale», *Bibliothèque universelle et Revue de Genève*, septembre 1925.

AUBERT Théodore, *L'instruction au pays des Soviets*, édition des *Cahiers bleus. Revue politique et littéraire belge*, de la SEPES, Anvers, 1925.

Considérations actuelles sur la lutte contre le bolchevisme, mémoire adressé aux gouvernements par le Bureau de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, Genève, 1926.

Vade-mecum antibolchevique, Genève, Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, 1927 (traductions anglaise et allemande: *Anti-Bolchevik Vade-mecum*, Genève, 1927; *Antibolschewistisches Vade-mecum: Organisation und Aktivität der Kommunistischen Internationale*, Genève, 1939.)

La Société des Nations et les Soviets, Genève, 1927.

La Terreur soviétique, mémoire adressé aux gouvernements et aux institutions internationales par le Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, Genève: Sonor, 1927 (traduction anglaise: *Soviet terrorism*, memorandum addressed to

governments and international institutions by the Permanent Bureau of the International Entente against the Third International, Genève: Sonor, 1927.)

Le bolchevisme et la religion, Genève, 1927.

Le bolchevisme en Chine, Genève, 1927.

La faillite du collectivisme en Russie, Centre national suisse de l'Entente internationale contre la III^e Internationale (éd.), Genève, 1928 (traduction allemande: *Der Bankrott des Kollektivismus in Russland*, Schweiz. Landesausschuss des Internationalen Verbandes gegen die III. Internationale (éd.), Zurich, 1928).

Tableaux des organisations communistes et soviétiques travaillant à la révolution dans tous les pays, Genève, octobre 1928.

La politique actuelle du gouvernement soviétique et de la III^e Internationale, mémoire adressé aux gouvernements et aux institutions internationales par le Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, Genève, 1928.

Une nouvelle guerre mondiale: «la guerre bolcheviste», publié à l'occasion de la 6^e conférence du Conseil international de l'EICTI (EIA) par le BP, Genève: Imprimerie du Journal de Genève, 1929.

Le mouvement de libération de la Russie, Secrétariat de la Section russe de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, Chambéry: Imprimerie moderne, 1929.

Les persécutions religieuses en Russie: documents et faits, Genève, 1930.

La signification et les conséquences du mouvement contre les persécutions religieuses en Russie, Genève, janvier 1930.

L'offensive soviétique. Un appel aux hommes d'affaires, Genève: Imprimerie du Journal de Genève, 1931.

Pour un programme politique antimarxiste, mais positif, Genève: Sonor, 1931.

LODYGENSKY, Georges, *Le bolchevisme et la religion*, 1932.

L'U.R.S.S., obstacle au désarmement, Genève, 1932.

La théorie du bolchevisme et ses résultats pratiques. Conférence donnée à Lausanne le 28 octobre 1932, Lausanne: Imprimerie vaudoise, [1933].

AUBERT Théodore, «La Suisse et le bolchevisme», *Nouvelle Revue de Hongrie*, juin 1933.

Neuf ans de lutte contre le bolchevisme: l'activité de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, Genève: Imprimerie du Journal de Genève, 1933.

La Suisse et le bolchevisme, Budapest: Société de la Nouvelle Revue de Hongrie, 1933.

Les Sans-Dieu, Commission internationale Pro Deo, Genève, 1934 (brochure illustrée de l'exposition sur les sans-Dieu).

Tatsache über die USSR, Führer durch die Ausstellung, s. l., s. d. [1934] (brochure descriptive de l'exposition sur les sans-Dieu, sans illustrations).

Protestation contre l'admission éventuelle de l'URSS dans la Société des Nations, mémoire du BP de l'EIA, juin 1934.

Les fourriers du marxisme: l'étatisme et la socialisation de la propriété individuelle: le paradis marxiste, Genève: Imprimerie du Journal de Genève, 1934.

Pourquoi un Institut international antimarxiste?, Genève: Imprimerie du Journal de Genève, 1934.

À la recherche de l'ordre nouveau, Genève: Imprimerie du Journal de Genève, [mars] 1935 (commission internationale pour la création d'un Institut international anti-marxiste).

LODYGENSKY Georges, *Nos frères catholiques sous la croix*, s. l., s. d.

La guerre germano-soviétique et la question du bolchevisme (Printemps 1943), 1943.

AUBERT Théodore, *Le christianisme indestructible*, Genève, Pour la démocratie suisse, contre le communisme totalitaire, 1945 (traduction allemande: *Das unzerstörbare Christentum*, Genève, 1945).

Périodiques de l'EIA

Par date de publication:

Revue internationale antibolchevique (1926-1927).

Documentation mensuelle (1927-1939)

(fait suite à la *Revue internationale antibolchevique*).

Bulletin de presse EIA (1929-1933).

(*Bulletin de*) *Renseignements économiques* (1931-1935).

Bulletin d'informations politiques (1933-1939).

Bulletin d'informations religieuses (1933-1938).

Bulletin d'informations économiques/industrielles
(fait suite aux *Renseignements économiques*, 1936-1938).

Bulletin d'informations sociales (1936-1938)

Bulletin suisse d'informations (1939-1945).

PUBLICATIONS DE SYMPATHISANTS ET CORRESPONDANTS DE L'EIA

Abwehrkampf gegen die Gottlosenbewegung. Ansprache der Hochwst. Schweiz. Bischöfe an die Gläubigen ihrer Diözesen auf den Eidgenössischen Betttag 1932, Rorschach: Buchdruckerei Cavelti, 1932.

[STARK Karl], *Kommunismus in der Schweiz*, une brochure, traduite en français: *Le communisme en Suisse, aperçu de l'organisation et de l'histoire du mouvement révolutionnaire*, s. d., Lausanne/Berne: Éditions du Comité suisse d'action civique.

ATHOLL Katherine Marjory Ramsay Stewart-Murray (duchesse d'), *The conscription of a people*, Londres: P. Allan, 1931.

BIVORT DE LA SAUDÉE Jacques de (SJ), *Une nouvelle offensive des Sans-Dieu*, Genève: Éditions du Bureau de la commission internationale «Pro Deo», 1935.

EHRT Adolf, *Totale Krise, Totale Revolution? Die Schwarze Front des völkischen Nationalismus*, Berlin: Eckart, Die Notreihe, Heft 11, mars 1933.

KELLER Adolf, *Zur Lage des Europäischen Protestantismus: Übersicht über Notstände und Hilfswerke im Gebiet der europäischen evangelischen Kirchen (nach Originalberichten bearb. und hrg. vom Sekretariat des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbundes, Zürich)*, Zurich: Bühler Buchdruck, 1922.

KOLOGRIVOFF Ivan (SJ) (éd.), *Essai d'une somme catholique contre les Sans-Dieu*, Paris: Spes, 1936.

NOVIK Dmitri, *Théodore Aubert et son œuvre – Le mouvement international contre le bolchevisme*, Genève: Éditions des amis de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, 1932.

REZANOV Aleksandr Semenovitch, *Le travail des agents bolchevistes: exposé d'après les documents authentiques émanant des bolcheviks*, préface de Théodore Aubert, Paris: Éditions Bossard, 1926.

STEGER Karl [pseudonyme de STARK, Karl], *Im Banne des Kommunismus. Ein Werkbuch über Idee und Gefahr des Kommunismus*, Lucerne: Rex-Verlag, 1952.

TAUBERT Eberhard, «L'appareil antisoviétique du ministère allemand de la propagande» (traduction française d'un texte original en allemand), avec une introduction de Jay W. Baird, dans la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, N° 96, 1974, pp. 19-36.

TÉMOIGNAGES, ESSAIS, MÉMOIRES

AMMENDE Ewald, *Muss Russland hungern? Menschen- und Völkerschicksale in der Sowjetunion*, Vienne: Wilhelm Braumüller, 1935.

ATHOLL Katherine Marjory Ramsay Stewart-Murray (duchesse d'), *Working partnership*, Londres: A. Barker, 1958.

BAUDRILLART Alfred, *Les carnets du cardinal Alfred Baudrillart*, t. 5, 26 décembre 1928-12 février 1932, Paul CHRISTOPHE (éd.), Paris: Cerf, 2003.

BRÜNING Heinrich, *Mémoires (1918-1934)*, Paris: Gallimard, 1974.

DUGUET Raymond, *Un bain en Russie rouge*, Paris: Balland, 2004 [1927].

ECCARD Frédéric, *Le Livre de ma vie*, préface d'Albert Schweitzer, Neuchâtel/Paris/Strasbourg: Attinger/Éditions Oberlin, 1951.

GOEBBELS Joseph, *Die Tagebücher*, Munich: Saur, 2000-2006.

HERRIOT, Édouard, *La Russie nouvelle*, Paris: J. Ferenczi et fils, 1944.

RAGAZ Leonhard, «Où sont les sans-Dieu?», *Revue du christianisme social*, N° 7, 1934.

REYNOLD Gonzague de, *Mes Mémoires*, t. 3, Genève: Éditions générales, 1963.

SCHMID-AMMAN Paul, *Le catholicisme politique*, Genève: Labor et Fides, 1947 [édition allemande 1945].

TERRES Robert, *Double jeu pour la France, 1939-1944*, Paris: Grasset, 1977.

WECK René de, *Journal de guerre (1939-1945): un diplomate suisse à Bucarest*, Simon ROTH (éd.), Lausanne/Fribourg: Société d'histoire de la Suisse romande/La Liberté, 2001.

PÉRIODIQUES (SÉLECTION)*Acta Apostolica Sedis**Demain**Documentation catholique (La)**Journal de Genève**Lettres de Rome**Semaine catholique de la Suisse romande (La)**Rénovation russe* (organe du MTCR, 1938-1939)*Revue des deux mondes (La)**Travail (Le)**Unitas***ÉTUDES PUBLIÉES SUR L'EIA**

CAILLAT Michel, Mauro CERUTTI, Jean-François FAYET, Stéphanie ROULIN (éds), *Histoire(s) de l'anticommunisme*, Zurich: Chronos, 2009.

CAILLAT Michel, «Un exemple de fonds privé inexploré: les archives de l'Entente internationale anticommuniste (EIA)», in CERUTTI Mauro, Jean-François FAYET, Michel PORRET, *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, Lausanne: Antipodes, 2007, pp. 194-207.

CAILLAT Michel, Mauro CERUTTI, Jean-François FAYET, Jorge GAJARDO, «Une source inédite de l'histoire de l'anticommunisme. Les archives de l'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert (1924-1950)», in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, janvier-mars 2004, pp. 25-31.

CAILLAT Michel, «L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert face à la guerre civile espagnole», in CERUTTI Mauro, Sébastien GUEx, Peter HUBER (éds), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne: Antipodes, 2001, pp. 421-437.

GATTIKER (-CARATSCH) Annetta, *L'Affaire Conradi*, Berne/Francfort: Herbert Lang/Peter Lang, 1975.

SEBASTIANI Daniel, *Jean-Marie Musy (1876-1952), un ancien conseiller fédéral entre rénovation nationale et régimes autoritaires*, thèse de doctorat, Fribourg, 2004. Publication électronique, consultable en ligne sur [<http://doc.rero.ch/>].

TISON Franck, «L'Entente internationale anticommuniste et la France (1924-1939)», in *Cahiers d'histoire sociale*, N° 16, Hiver 2000-2001, pp. 75-92.

ÉTUDES NON PUBLIÉES SUR L'EIA ET SES CORRESPONDANTS

CAILLAT Michel, *L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert. Organisation interne, réseaux et action d'une internationale contre-révolutionnaire*, thèse en préparation sous la direction du professeur Mauro Cerutti, Université de Genève.

CHAPPUIS Vincent, «L'exposition sur les sans-Dieu à Fribourg, dans le cadre de l'Action catholique», travail de séminaire III, Histoire contemporaine, Université de Fribourg, 2006.

JOSET Yves, *L'Entente internationale anticommuniste et les États-Unis: Chronique d'un rendez-vous manqué. 1924-1950*, mémoire de licence sous la direction du professeur Mauro Cerutti, Genève, 2005.

PEREIRA Nuno Miguel, *Entre anticommunisme et soutien à la dictature: L'Entente internationale anticommuniste et le Portugal (1925-1939)*, mémoire de licence sous la direction du professeur Mauro Cerutti, Genève, 2004.

SEBASTIANI Daniel, «Jean-Marie Musy dans l'orbite du Reich d'Adolf Hitler: entrée et trajectoire jusqu'au printemps 1941», in Jean-Claude FAVEZ, Hans Ulrich JOST, Francis PYTHON (éds), *Les Relations internationales de la Suisse*, Lausanne: Antipodes, 1998, pp. 247-264.

SWENNEN Marc, *Les mouvements anticommunistes en Belgique dans les années vingt*, 2 t., mémoire de licence présenté à la Faculté de Philosophie et Lettres, Section Histoire, Université de Liège, 2006.

ZAY Françoise, «Un aspect de la lutte contre l'athéisme et le communisme: l'EICTI», travail de séminaire III, Histoire contemporaine, Université de Fribourg, 1987.

URSS

OUVRAGES GÉNÉRAUX (Y COMPRIS KOMINTERN)

APPLEBAUM Anne, *Goulag: une histoire*, Paris: Grasset, 2005 [2003 pour l'édition en anglais].

BALL Alan M., *And now my soul is hardened. Abandoned children in Soviet Russia, 1918-1930*, Berkeley/Los Angeles/Londres: University of California press, 1995.

BLUM Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS*, Paris, Payot, 2004 (1994)

BROUÉ Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris: Fayard, 1997.

CŒURÉ Sophie, Sabine DULLIN (dir.), *Frontières du communisme*, Paris: La Découverte, 2007.

CONQUEST Robert, *The Harvest of sorrow. Soviet collectivization and the Terror-Famine*, Londres: Hutchinson, 1986.

FAYET Jean-François, «La Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS)», in *Relations internationales*, N° 115, automne 2003, pp. 411-423.

GOLDMAN Wendy Z., *Women, the State and Revolution. Soviet family policy and social life, 1917-1936*, Cambridge: University Press, 1995 [1993].

LAQUEUR Walter, *Russia and Germany. A Century of conflict*, Boston/Toronto: Little, Brown and Co., 1965.

MALIA Martin, *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris: Seuil, 1995.

Osteuropa: numéro spécial: *Vernichtung durch Hunger. Der Holocaust in der Ukraine und der UdSSR*, décembre 2004.

TERRY Martin, *The affirmative action empire: nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca: Cornell University Press, 2001.

THEVENIN Étienne, «France, Allemagne et Autriche face à la famine de 1932-1933 en Ukraine», James Mace Memorial Panel, 29 juin 2005, en ligne: [<http://www.garethjones.org/ukraine2005/Etienne%20Thevenin.pdf>]

TOTTLE Douglas, *Fraud, famine and fascism. The Ukrainian genocide myth from Hitler to Harvard*, Toronto: Progress Books, 1987.

WERTH Nicolas, «Le pouvoir soviétique et l'Église orthodoxe de la collectivisation à la Constitution de 1936», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N°s 3-4, septembre-décembre 1993, pp. 41-49.

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris: PUF, 2001 [5^e édition refondue].

WERTH Nicolas, *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris: Perrin, 2007.

ÉMIGRATION RUSSE

BANKOWSKI Monika, Peter BRANG, Carsten GOEHRKE, Werner G. ZIMMERMANN (éds), *Asyl und Aufenthalt. Die Schweiz als Zuflucht von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle/Francfort: Helbing & Lichtenhahn, 1994.

BÉRARD-ZARZICKA Ewa, «Les écrivains russes – Blancs et Rouges – à Paris dans les années 20», in André KASPI, Antoine MAREŠ (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris: Imprimerie nationale, 1989, pp. 351-369.

COUDENYS Wim, «Activisme politique et militaire dans l'émigration russe: réalité ou sujet littéraire? À propos du «Bratsvo Russkoj Pravdy» (BRP) après sa «disparition», colloque Les Premières Rencontres de l'Institut européen Est-Ouest, Lyon, ENS LSH, 2-4 décembre 2004, [http://russie-europe.ens-lsh.fr/article.php?id_article=62]

COUDRY Georges, «Notes sur le «Passeport Nansen», in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, N° 44, oct.-déc. 1996, pp. 19-21.

DODENHOEFT Bettina, «Lasst mich nach Russland heim». *Russische Emigranten in Deutschland von 1918 bis 1945*, Francfort: Peter Lang, 1993.

FAYET Jean-François, Peter Huber, «Die Russlandschweizer ohne Schutz? Die IKRK Mission in Moskau als «verdecktes Konsulat» 1921-1938», *Études et Sources*, N° 28, 2002, pp. 153-187.

GEHRIG-STRAUBE Christine, *Beziehungslose Zeiten. Das schweizerisch-sowjetische Verhältnis zwischen Abbruch und Wiederaufnahme der Beziehungen (1918-1946) aufgrund schweizerischer Akten*, Zurich: Verlag Hans Rohr, 1997.

GORBOFF Marina, *La Russie fantôme. L'émigration russe de 1920 à 1940*, Lausanne: L'Âge d'Homme, 1995.

GOUSSEFF Catherine, «Une intelligentsia chrétienne en exil: les orthodoxes russes dans la France des années 1920», in *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*, Paris: Cerf, 1997, pp. 115-137.

GOUSSEFF Catherine, *L'exil russe. La Fabrique du réfugié apatride*, Paris: CNRS éditions, 2008.

KÉVONIAN Dzovinar, «Réflexions pour une Europe sociale: la question des réfugiés et le tournant des années 1929-1933», in Schirmann, Sylvain (dir.), *Organisations internationales et architectures européennes, 1929-1939. Actes du colloque de Metz (31 mai-1^{er} juin 2001) en hommage à Raymond Poidevin*, Metz: Centre de recherche d'histoire et civilisation de l'Université de Metz, 2003, pp. 213-228.

KÉVONIAN Dzovinar, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris: Publications de la Sorbonne, 2004.

PONFILLY Raymond, *Guide des Russes en France*, Paris: Horay, 1990.

ROBINSON Paul, *The white Russian army in exile, 1920-1941*, Oxford: Clarendon press, 2002.

SCHERRER Jutta, «Pour une théologie de la révolution. Merejkovski et le symbolisme russe», *Archives des sciences sociales des religions*, vol. 45, N° 1, 1978, pp. 26-50.

SCHLÖGEL Karl (éd.), *Chronik russischen Lebens in Deutschland 1918-1941*, Berlin: Akademie Verlag, 1999.

SCHLÖGEL Karl (éd.), *Der Grosse Exodus. Die russische Emigration und ihre Zentren, 1917 bis 1941*, Munich: Beck, 1994.

SCHLÖGEL Karl (éd.), *Russische Emigration in Deutschland 1918 bis 1941*, Berlin: Akademie Verlag, 1995.

STRUVE Nikita, *Soixante ans d'émigration russe, 1919-1989*, Paris: Fayard, 1996.

WILLIAMS Robert C., *Culture in exile. Russian émigrés in Germany, 1881-1941*, Ithaca/Londres: Cornell University Press, 1972.

ÉGLISE ORTHODOXE ET POLITIQUE ANTIRELIGIEUSE

FLETCHER William C., *L'Église clandestine en Union soviétique*, Paris: Alain Moreau, 1971.

GOUSSEFF Catherine, «Le schisme rénovateur: un mouvement pro-communiste dans l'Église orthodoxe russe», in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 24, N^{os} 3-4, septembre-décembre 1993, pp. 9-28.

GOUSSEFF Catherine, «Requiem pour le temple», in *Moscou, 1918-1941. De «L'homme nouveau» au bonheur totalitaire*, Paris: Autrement, 1993, pp. 130-145.

HUSBAND William B., «*Godless Communists*»: *Atheism and Society in Soviet Russia 1917-1932*, DeKalb: Northern Illinois University Press, 2000.

HUSBAND William B., «Soviet atheism and Russian orthodox strategies of resistance, 1917-1932», *Journal of modern History*, vol. 70, N^o 1, mars 1998, pp. 74-107.

MARSHALL Richard H. Jr (éd.), *Aspects of religion in the Soviet Union, 1917-1967*, Chicago/Londres: University of Chicago Press, 1971.

PERIS Daniel, *Storming the Heavens: The Soviet League of the Militant Godless*, Ithaca: Cornell University Press, 1998.

POSPIELOVSKY Dimitry V., *A History of Soviet Atheism in Theory and Practice, and the Believer*, 3 vol., Londres: Macmillan, 1987-1988.

SEIDE Georg, *Geschichte der Russischen Orthodoxen Kirche im Ausland von der Gründung bis in die Gegenwart*, Wiesbaden: Otto Harrassowitz, 1983.

STRUVE Nikita, *Les Chrétiens en URSS*, Paris: Seuil, 1963.

RELATIONS INTERNATIONALES

DUROSELLE Jean-Baptiste, *De Wilson à Roosevelt. Politique extérieure des États-Unis, 1913-1945*, Paris: Armand Colin, 1960.

FRANK Robert, René GIRAULT, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941*, Paris: Payot, 2004 [1988].

MILZA Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris: Colin, 1998 [1995].

POIDEVIN Raymond, Jacques BARIÉTY, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Paris: Armand Colin, («Collection U»), 1977.

SPIVAK Marcel, «Les relations Reichswehr/Armée rouge», in Ilja MIECK, Pierre GUILLEN (éds), *Deutschland – Frankreich – Russland. Begegnungen und Konfrontationen/La France et l'Allemagne face à la Russie*, Munich: Oldenbourg, 2000, pp. 225-232.

MÜLLER Guido, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg. Das Deutsch-Französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, Munich: Oldenbourg, 2005.

MÜLLER Guido, Vanessa PLICHTA, «Zwischen Rhein und Donau. Abendländisches Denken zwischen deutsch-französischen Verständigungsinitiativen und konservativ-katholischen Integrationsmodellen (1923-1957)», *Journal of European Integration History*, vol. 5 (1999), N° 2, pp. 17-47.

ROUSSEAU Frédéric (dir.), *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, Paris: Atlante, 2004.

HISTOIRE POLITIQUE. ÉTUDES PAR PAYS

ALLEMAGNE

ASMUSS Burkhard, *Republik ohne Chance? Akzeptanz und Legitimation der Weimarer Republik in der deutschen Tagespresse zwischen 1918 und 1923*, Berlin/New York: Walter de Gruyter, 1994.

BAECHLER Christian, *L'Allemagne de Weimar, 1919-1933*, Paris: Fayard, 2007.

BAIRD Jay W., *The mythical World of nazi war propaganda, 1939-1945*, Minneapolis: University Press, 1974.

BOELCKE Willi A., *Kriegspropaganda, 1939-1941. Geheime Ministerkonferenzen im Reichspropagandaministerium*, Stuttgart: Deutsche Verlags-Anstalt, 1966.

BRACHER Karl Dietrich, *La dictature allemande, Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, Toulouse: Privat, 1986 [1967 pour l'édition originale].

BREUER Stefan, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1996 [édition allemande 1993].

CASTELLAN Georges, *L'Allemagne de Weimar, 1918-1933*, Paris: Armand Colin, 1969.

DUPEUX Louis (dir.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris: Kimé, 1992.

Findbücher zu Beständen des Bundesarchiv, vol. 15, *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*, 1979.

FRÖHLICH Elke (dir.), *Interimregister des Tagebücher von Joseph Goebbels. Sämtliche Fragmente, Teil I, Aufzeichnungen 1924-1941*, Munich: Saur, 1987

KOEHN Barbara (dir.), *La Révolution conservatrice et les élites intellectuelles*, Rennes: PUR, 2003.

KOEHN Barbara, *La résistance allemande contre Hitler*, Paris: PUF, 2003, pp. 17-18.

KOSZYK Kurt, *Deutsche Presse 1914-1945*, Berlin: Colloquium Verlag, 1972.

LAMBAUER Barbara, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la collaboration*, Paris: Fayard, 2001.

MALINOWSKI Stephan, *Vom König zum Führer. Sozialer Niedergang und politische Radikalisierung im deutschen Adel zwischen Kaiserreich und NS-Staat*, Berlin: Akademie Verlag, 2003.

MICHEL Helmut, *Ideologie und Propaganda. Die Rolle von Joseph Goebbels in der nationalsozialistischen Aussenpolitik bis 1939*, Francfort/Berlin/Berne/New York/Paris/Vienne: Peter Lang, 1992.

WAHL Alfred, *Les forces politiques en Allemagne, XIX^e-XX^e siècles*, Paris: Armand Colin, 1999.

BELGIQUE

ARON Paul, « Les revues politico-culturelles », in Ginette KURGAN-VAN HENTENRYK, *Laboratoires et réseaux de diffusion des idées en Belgique (XIX^e-XX^e siècles)*, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 1994.

DELWIT Pascal, José GOTOVITCH (éds), *La peur du rouge*, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 1996.

GROGNARD Christian, « Une guerre religieuse et patriotique ». Positions d'un hebdomadaire de droite: La *Revue catholique des idées et des faits*, in *Revue belge d'histoire contemporaine*, XVIII, 3-4, 1987, pp. 691-724.

ESPAGNE

HERMET Guy, *Les catholiques dans l'Espagne franquiste*, t. 1, *Les acteurs du jeu politique*, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980.

SOUTHWORTH Herbert R., *Conspiracy and the Spanish Civil war. The brainwashing of Francisco Franco*, New York: Routledge, 2001.

ÉTATS-UNIS

FOHLEN Claude, «Les Catholiques face au New Deal», *Vingtième Siècle*, N° 19, 1988, pp. 55-65.

HAELE Michael J., *American anticommunism: combating the enemy within (1830-1970)*, Baltimore/Londres: John Hopkins University Press, 1990.

KOVEL Joel, *Red hunting in the promised land. Anticommunism and the making of America*, New York: Basic Books, 1994.

POWERS Richard Gid, *Not without honor. The history of American anticommunism*, New Haven: Yale University Press, 1998.

RUOTSILA Markku, *British and American Anticommunism before the Cold War*, Londres: Frank Cass, 2001.

TISON Franck, «Un ambassadeur qui se fit attendre. Luttres intestines autour de la reconnaissance diplomatique de l'URSS par les États-Unis (1917-1933)», in *Cahiers d'histoire sociale*, N° 22, hiver 2003-2004, pp. 97-116.

FRANCE

BERSTEIN Serge, Jean-Jacques BECKER, *Histoire de l'anticommunisme en France*, t. 1, 1917-1940, Paris: Olivier Orban, 1987.

BERSTEIN Serge, *La France des années 30*, Paris: Armand Colin, 2002 [1988].

BONAFoux-VERRAX Corinne, *À la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique, 1924-1944*, Paris: Fayard, 2004.

CŒURÉ Sophie, *La Grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris: Seuil, 1999.

LAUNAY Michel, *La CFTC. Origines et développement, 1919-1940*, Paris: Publications de la Sorbonne, 1986.

LEJEUNE Dominique, *La peur du « rouge » en France. Des partageux aux gauchistes*, Paris: Belin, 2003.

VAÏSSE Maurice, « Le pacifisme français dans les années trente », in *Relations internationales*, N° 32, 1988, pp. 37-52.

GRANDE-BRETAGNE

MACÍVOR Arthur, « A Crusade for capitalism: The Economic League, 1919-1939 », *Journal of contemporary history*, vol. 23, N° 4, octobre 1988, pp. 631-655.

RUOTSILA Markku, *British and American Anticommunism before the Cold war*, Londres: Frank Cass, 2001.

MEXIQUE

MEYER Jean, *La révolution mexicaine, 1910-1940*, Paris: Calmann-Lévy, 1973.

MEYER Jean, *Apocalypse et révolution au Mexique. La guerre des Cristeros (1926-1929)*, Paris: Gallimard/Julliard, 1974.

PAYS-BAS

DE VOOGD Christophe, *Histoire des Pays-Bas. Des origines à nos jours*, Paris: Fayard, 2003.

SUISSE

ACKERMANN Bruno, *Denis de Rougemont, une biographie intellectuelle*, t. 1 et 2, Genève: Labor et Fides, 1996.

ANDREY Georges *et al.*, *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, t. III, Lausanne: Payot, 1983.

BOURGEOIS Daniel, *Le Troisième Reich et la Suisse 1933-1941*, Neuchâtel: La Baconnière, 1974.

BÜTIKOFER Roland, « L'anticommunisme dans le canton de Vaud, de la grève générale à la Communauté d'action nationale », in *Nouvelle revue neuchâteloise*, N° 31, automne 1991, pp. 33-37.

BÜTIKOFER Roland, « Des gardes civiques à l'Association patriotique vaudoise (1918-1947) », in Ulrich JOST Hans *et al.*, *Cent ans*

de police politique en Suisse, 1889-1989, Lausanne: Éditions d'En Bas, 1992, pp. 119-128.

CERUTTI Mauro, Sébastien GUEX, Peter HUBER (éds), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco*, Lausanne: Antipodes, 2001.

CERUTTI Mauro, «Les Italiens à Genève à l'époque du fascisme et de la Société des Nations», in *Genève et l'Italie. Mélanges publiés à l'occasion du 75^e anniversaire de la Société genevoise d'études italiennes*, Angela KAHN-LAGINESTRA (dir.), Genève: Société genevoise d'Études italiennes, novembre 1994, pp. 101-116.

CERUTTI Mauro, «Politique ou commerce? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente», in *Études et Sources*, N° 7, Berne, 1981, pp. 119-143.

CERUTTI Mauro, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini: Fascisme et antifascisme au Tessin 1921-1935*, Lausanne: Payot, 1988.

CHENAUX Philippe, *Entre Maurras et Maritain. Une génération intellectuelle catholique 1920-1930*, Paris: Cerf, 1999.

CLAVIEN Alain, *Les Helvétistes, Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne: Société d'histoire de la Suisse romande/Éditions d'En Bas, 1993.

DUBOIS Pierre, «Mythe et réalité du fossé pendant la Première Guerre mondiale», *Union et division des Suisses. Les relations entre Alémanique, Romands et Tessinois aux XIX^e et XX^e siècles*, Lausanne: L'Aire, 1983.

ENCKELL Marianne, Charles HEIMBERG, Stéfanie PREZIOSO (éds), *Mourir en manifestant. Répressions en démocratie. Le 9 novembre 1932 en perspective*, Lausanne: Éditions d'En Bas, 2009.

FAYET Jean-François, Peter HUBER, «La mission Wehrlin du CICR en Union soviétique (1920-1938)», in *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 85, N° 849, mars 2003, pp. 95-116.

FURRER Markus, *Antikomunismus im Lichte der Schweizer Presse 1943-1949*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 1988.

GUANZINI Catherine, *Les origines de la Nouvelle Société Helvétique (1911-1914)*, Genève: Cahiers d'Histoire contemporaine, 1989.

HOERSCHELMANN Claudia, Uriel GAST, «La politique d'asile de la Suisse, de la Première Guerre mondiale à 1933», in *Relations internationales*, N° 74, 1993, pp. 191-205.

LASSERRE André, *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne: Payot, 1995.

MATTIOLI Aram, *Gonzague de Reynold, idéologie d'une Suisse autoritaire*, Fribourg: Éditions universitaires, 1997 [édition en allemand 1994].

ODERMATT Karl, «Activités de Marc-Edmond Chantre et de son bureau anticommuniste», in Hans Ulrich JOST *et al.*, *Cent ans de police politique en Suisse, 1889-1989*, Lausanne: Éditions d'En Bas, 1992, pp. 147-154.

PRAZ Anne-Françoise, *La crise et les bannières. La Suisse de 1930 à 1939*, Lausanne: Eiséle, «Mémoire du siècle» N° 4, 1992.

PRAZ Jean-Daniel, *La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938), délégation ou... légation?*, mémoire de licence non publié, Fribourg, 1996.

RUFFIEUX Roland, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, Payot, 1974.

STUDER Brigitte (éd.), *Communisme diabolisé et idéalisé*, numéro spécial de *Traverse*, revue d'histoire, Zurich, 1995, N° 3.

STUDER Brigitte, *Un parti sous influence. Le parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931-1939*, Lausanne: L'Âge d'Homme, 1994.

TAPPOLET Bertrand, «L'Espagne tragique. Une extrême droite et une revue anticommuniste face à la Guerre d'Espagne (1936-1939)», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, N° 13, 1997, pp. 95-118

TORRACINTA Claude, *Genève 1930-1939, Le temps des passions*, Genève: Tribune éditions, 1978.

ULMI Nic, Peter HUBER, *Les volontaires suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, Lausanne: Antipodes, 2001.

VAN DONGEN Luc, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948. Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève: Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1997.

VAN DONGEN Luc, «Le refuge des vaincus», *Les réfugiés en Valais, 1939-1945, Annales valaisannes*, 2005, pp. 141-160.

VAN DONGEN Luc, *Un purgatoire très discret. La transition «helvétique» d'anciens nazis, fascistes et collaborateurs après 1945*, Paris: Perrin/Société d'histoire de la Suisse romande, 2008.

VUILLEUMIER Marc *et al.*, *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève: Éditions Grounauer, 1977.

HISTOIRE RELIGIEUSE

CHRISTIANISME ET TOTALITARISMES

BERNOLD Patrick, *Der schweizerische Episkopat und die Bedrohung der Demokratie 1919-1939. Die Stellungnahme der Bischöfe zum modernen Bundesstaat und ihre Auseinandersetzung mit Kommunismus, Sozialismus, Faschismus und Nationalsozialismus (Geist und Werk der Zeiten 84)*, Berne: Peter Lang, 1995.

BERNOLD Patrick, «Die Stellungnahme der Schweizer Bischöfe zu Kommunismus, Sozialismus und Faschismus, 1929-1939», in Urs ALTERMATT (éd.), *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen, 1920-1940*, Fribourg: Éditions universitaires, 1994, pp. 343-358.

COINTET Michèle, *L'Église sous Vichy (1940-1945). La repentance en question*, Paris: Perrin, 1998.

CONZEMIUS Victor, *Églises chrétiennes et totalitarisme national-socialiste. Un bilan historiographique*, Louvain: Bureau de la Revue d'histoire ecclésiastique/Bibliothèque de l'Université/Publications universitaires de Louvain, 1969.

FATIO Olivier, «Les sermons de guerre du pasteur de Saussure», in *Guerres et paix: mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Michel PORRET, Jean-François FAYET et Carine FLUCKIGER (dir.); avec la collaboration de Jasna ADLER et Mauro CERUTTI, Genève: Georg/Médecine et Hygiène, 2000, pp. 591-613.

FATTORINI Emma, *Pio XI, Hitler e Mussolini. La solitudine di un papa*, Turin: Einaudi, 2007.

FOUILLOUX Étienne, «Le Vatican entre Hitler et Staline», *Les chrétiens français entre crise et libération (1937-1947)*, Paris: Seuil, 1997, pp. 19-30.

GRUBER Hubert, *Friedrich Muckermann SJ 1883-1946. Ein katholischer Publizist in der Auseinandersetzung mit dem Zeitgeist*, Mayence: Matthias-Grünwald-Verlag, 1993.

MAURIAC François, RP DUCATILLON, Denis de ROUGEMONT, *Le communisme et les chrétiens*, Paris: Plon, 1937.

MOROZZO DELLA ROCCA Roberto, «La Russie, l'URSS et le Saint-Siège», in Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE (dir.), *Nations et Saint-Siège au XX^e siècle*, Paris: Fayard, 2003, pp. 235-250.

MÜLLER Guido, «Der Deutsche Weg», die «Deutschen Briefe» und «Kulturkampf». Der Kreuzzug von Exilkatholiken für die abendländische Kultur gegen Bolschewismus und NS-Deutschland (1934-1939)», in Michel GRÜNEWALD (éd.), *Le discours européen dans les revues allemandes/Der Europadiskurs in den deutschen Zeitschriften (1933-1939)*, Berne: Peter Lang, 1999, pp. 139-159.

NOWAK Kurt, *Geschichte des Christentums in Deutschland. Religion, Politik und Gesellschaft vom Ende der Aufklärung bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts*, Munich: Beck, 1995.

RÉMON René, *Les catholiques, le communisme et les crises, 1929-1939*, Paris: Armand Colin, 1960.

REYMOND Bernard, *Le protestantisme en Suisse romande. Portraits et effets d'une influence*, Genève: Labor et Fides, 1999.

REYMOND Bernard, *Une Église à croix gammée?*, Lausanne: L'Âge d'Homme, 1980.

THALMANN Rita, *Protestantisme et nationalisme en Allemagne (de 1900 à 1945)*, Paris: Klincksieck, 1976.

WENGER Antoine, *Rome et Moscou (1900-1950)*, Paris: Desclée de Brouwer, 1987.

CATHOLICISME, PROTESTANTISME ET ORTHODOXIE

Achille Ratti, *Pape Pie XI*, actes du colloque organisé par l'École française de Rome/Université de Lille III, Rome, 15-18 mars 1989, École française de Rome, 1996.

ASTORRI Romeo, *La conferenza episcopale svizzera. Analisi storica e canonica*, Fribourg: Éditions universitaires, 1988.

BAUMER Iso, «Freiburg als Sitz eines Internationalen Ostkirchen-Hilfswerks», in *Freiburger Geschichtsblätter*, 2004, pp. 105-132.

BAUMER Iso, *Von der Unio zur Communio. 75 Jahre Catholica Unio Internationalis*, Fribourg, 2002 (Ökumenische Beihefte zur Freiburger Zeitschrift für Theologie und Philosophie, 41).

BAUMGARTNER Beat, «50 Jahre Institut für weltanschauliche Fragen.», in *Schweizerische Kirchenzeitung*, N° 45, 1982, pp. 674-676.

BLANC Olivier, Bernard REYMOND, *Catholiques et protestants dans le pays de Vaud. Histoire et population (1536-1986)*, Genève: Labor et Fides, 1986

CABANEL Patrick, *Les protestants et la République de 1870 à nos jours*, Bruxelles: Complexe, 2000.

CHOLVY Gérard, Yves-Marie HILAIRE (dir.), *Religion et société en France, 1914-1945*, Toulouse: Privat, 2002.

CONZEMIUS Victor (éd.), *Schweizer Katholizismus, 1933-1945*, Zurich: Verlag NZZ, 2001.

DROULERS Paul, *Le Père Desbuquois et l'Action populaire, 1919-1946*, Paris/Rome: Éditions ouvrières/Presses de l'Université grégorienne, 1981.

Encyclopédie de Genève, t. 5, *Les religions*, JEQUIER Rémi, Monique RIBORDY (dir.), Genève: Association de l'Encyclopédie de Genève, 1986.

Encyclopédie du protestantisme, Pierre GISEL et al. (éds), Paris/Genève: Cerf/Labor et Fides, 1995.

FOUILLOUX Étienne, *Les catholiques et l'unité chrétienne du XIX^e au XX^e siècle. Itinéraires européens d'expression française*, Paris: Le Centurion, 1982.

Historique de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques (UMOFC), 1910-2008, Secrétariat de l'UMOFC, 2008, document téléchargeable en ligne sur le site officiel de l'Union: [www.wucwo.org]

KOCHER Hermann, «Es ist zum Katholischwerden!» Der römische Katholizismus 1920-1950 aus der Optik des deutsch-schweizerischen Protestantismus», in Victor CONZEMIUS (éd.), *Schweizer Katholizismus, 1933-1945*, Zurich: Verlag NZZ, 2001, pp. 77-122.

MAYEUR Jean-Marie (dir.), *Histoire du christianisme*, t. 12, *Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Paris: Desclée/Fayard, 1990.

MOBBS Arnold, *Les Églises protestantes de la Suisse au siècle de l'œcuménisme et de l'entraide. 50 ans de Fédération, 1920-1970*, Berne: Fédération des Églises protestantes de la Suisse, 1970.

PYTHON Francis, «Un test pour les catholiques romands au sortir de la guerre. L'accession à l'épiscopat de M^{gr} François Charrière en

1945», in *Nation und Nationalismus in Europa. Kulturelle Konstruktion von Identitäten. Festschrift für Urs Altermatt*, Catherine BOSSHART-PFLUGER, Joseph JUNG et Franziska METZGER (éds), Frauenfeld: Huber, 2002, pp. 639-661.

PYTHON Francis, «La Suisse, les catholiques et le Saint-Siège aux XIX^e et au XX^e siècles», in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXVI, N° 3, juillet-septembre 1994, pp. 465-478.

PYTHON Francis, «Un évêque «défenseur de la Patrie». Le discours pastoral de M^{gr} Besson sur les crises de l'entre-deux-guerres», in *Passé pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux*, Fribourg: Éditions universitaires, 1991, pp. 77-96.

SEMMLER Kurt, *Kirche und Völkerbund. Das Verhalten der evangelisch-reformierten Kirchen der Schweiz gegenüber dem Völkerbund*, Zurich: Juris Druck und Verlag, 1973.

TRINCHAN Philippe, «Gonzague de Reynold et l'Union catholique d'études internationales», in *Annales fribourgeoises*, 1992-1993, t. 60, pp. 151-170.

TRINCHAN Philippe, «Adaptation ou résistance des catholiques au nouvel ordre international: le cas de l'Union catholique d'études internationales 1920-1939», in Urs ALTERMATT (éd.), *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen, 1920-1940*, Fribourg: Éditions universitaires, 1994.

TRINCHAN Philippe, *L'Union catholique d'études internationales: monographie d'un groupe de promotion catholique à la Société des Nations (1920-1939)*, mémoires de licence, Université de Fribourg, 1988.

VISCHER Lukas, Lukas SCHENKER, Rudolf DELLSPERGER, Olivier FATIO (dir.), *Histoire du christianisme en Suisse. Une perspective œcuménique*, Genève/Fribourg: Labor et Fides/Saint-Paul, 1995.

YERLY Frédéric, «Entre Rome et Genève. Les catholiques en quête d'une *Société des nations idéale*», in *Équinoxe*, N° 17, printemps 1997, pp. 55-70.

RELATIONS ENTRE CATHOLICISME ET ORTHODOXIE

COUDENYS Wim, «Proselitism, charity, imperialism: Russian émigrés in Belgium between catholicism and orthodoxy», in J. M. Adelbert DAVIDS, Fedor B. POLJAKOV (éds), *Die russische Diaspora*

in Europa im 20. Jahrhundert. Religiöses und kulturelles Leben, Francfort: Peter Lang, 2008, pp. 119-135.

FOUILLOUX Étienne, *Les catholiques et l'unité chrétienne du XIX^e au XX^e siècle. Itinéraires européens d'expression française*, Paris: Le Centurion, 1982.

PETTINAROLI Laura, «Difficultés et fécondités d'une rencontre: catholicisme et orthodoxie à l'épreuve de l'émigration, russe», colloque *Les Premières Rencontres de l'Institut européen Est-Ouest*, Lyon, ENS LSH, 2-4 décembre 2004, [http://russie-europe.ens-lsh.fr/article.php3?id_article=53]

POGGI Vincenzo, SJ, «Joseph Ledit SJ (1898-1986). Journal d'une mission en Russie (1926)», *Orientalia christiana periodica*, N° 53, 1987, pp. 5-40.

SCHOR Ralph, «Solidarité chrétienne? Orthodoxes russes et catholiques français dans les années 1920», *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 63, Villes et solidarités, 2001, mis en ligne le 15 octobre 2004. [<http://cdlm.revues.org/document18.html>]. Consulté le 22 juillet 2008.

STEHLE Hansjakob, *Die Ostpolitik des Vatikans, 1917-1975*, Munich/Zurich: R. Piper & Co. Verlag, 1975.

LIBRE-PENSÉE, ATHÉISME

KAISER Jochen-Christoph, *Arbeiterbewegung und organisierte Religionskritik. Proletarische Freidenkerverbände in Kaiserreich und Weimarer Republik*, Stuttgart: Klett-Cotta, 1981.

LALOUETTE Jacqueline, *La libre-pensée en France, 1848-1940*, Paris: Albin Michel, 1997.

LÉVÊQUE Pierre, «Libre-pensée et Socialisme (1889-1939). Quelques points de repère», *Le Mouvement social*, N° 57, (octobre-décembre, 1966), pp. 101-141.

MINOIS Georges, *Histoire de l'athéisme. Les incroyants dans le monde occidental des origines à nos jours*, Paris: Fayard, 1998.

NASH David, *Blasphemy in Modern Britain. 1789 to the Present*, Ashgate, Aldershot, Brookfield USA, Singapore, Sydney, 1999.

NASH David, *Blasphemy in the Christian world. A history*, Oxford: Oxford University Press, 2007.

ROBERT Barth, «Freidenker, Monisten, Gottlose», *Theologische Zeitschrift*, Bâle, N° 4, 1985, pp. 412-433.

SERTL Franz, *Die Freidenkerbewegung in Österreich im zwanzigsten Jahrhundert*, Vienne: Universitätsverlag, 1995.

VANDEBUSSCHE Robert, «Libre-pensée et libres penseurs dans le Nord sous la III^e République», in *Libre-pensée et religion laïque en France. De la fin du Second Empire à la fin de la Troisième République*, Journée d'étude tenue à l'Université de Paris XII, 10 novembre 1979, Strasbourg: Cerdic-Publications, 1980, pp. 126-183.

MANUELS, DICTIONNAIRES, ATLAS ET RESSOURCES ÉLECTRONIQUES

ALTERMATT Urs, *Conseil fédéral: dictionnaire biographique des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens: Cabédita, 1993.

Archivo biográfico de España, Portugal e Iberoamérica hasta 2001, Victor Herrero MEDIAVILLA (éd.), Munich: Saur, 2005.

Baltischer biographischer Index, Baltic biographical index, FREY Axel (éd.), Munich: Saur, 1999.

Biographie genevoise. Articles nécrologiques parus dans les journaux genevois, [Lieux et éditions divers], Bibliothèque de Genève, 1909.

Biographisch-bibliographisches Kirchenlexikon, en ligne: [http://www.bautz.de/bbkl/a/algermissen_k.shtml].

Biografisch Archief van de Benelux, Archives biographiques des Pays du Benelux, 2^e série, WISPELWEY Berend (éd.), Munich: Saur, 1999 (Microfiches).

COINTET Jean-Paul et Michèle (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris: Tallendier, 2000.

COSTON Henry, *Dictionnaire de la politique française*, t. 1, Paris: H. Coston, 1967.

Deutsches biographisches Archiv online (série I, II et III), Munich: Saur, 2004 («World biographical information system online», ressource électronique notamment consultable depuis le site de la Staatsbibliothek zu Berlin).

Diccionario histórico de la Compañía de Jesús. Biográfico-temático, O'NEILL Charles E. (SJ), Joaquín M. DOMÍNGUEZ (SJ), 4 vol., Rome/Madrid: Institutum Historicum S. I./Universidad Pontificia Comillas, 2001.

Dictionnaire des parlementaires français. Notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940, t. V, Paris: PUF, 1968.

Dictionnaire historique de la Suisse en ligne (www.dhs.ch)

Dizionario biografico degli Italiani, Rome: Istituto della enciclopedia italiana, 1960.

ENCREVÉ André (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. 5, *Les Protestants*, Paris: Beauchesne, 1993.

GATZ Erwin (éd.), *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder, 1785/1803 bis 1945*, Berlin: Dunker und Humbolt, 1983.

GISEL Pierre (éd.), *Dictionnaire du Protestantisme*, Paris/Genève: Cerf/Labor et Fides, 1995.

Histoire de l'Université de Fribourg. Institutions, enseignement, recherches, 3 t., Fribourg: Éditions universitaires, 1991-1992.

Historisches Lexikon Bayerns, [http://www.historisches-lexikon-bayerns.de/artikel/artikel_44388]

JULLIARD Jacques, Michel WINOCK (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français, les personnes, les lieux, les moments*, Paris: Seuil, 1996.

Le nouveau dictionnaire des Belges, 2 vol., DELZENNE Yves-William, Jean HOUYOUX (dir.), Bruxelles: Le Cri, 1998.

SELLIER André et Jean, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris: La Découverte, 1998 [1991].

SIRINELLI Jean-François, *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris: PUF, 1995.

STROBEL Ferdinand, *Schweizer Jesuitenlexikon*, Zurich, 1986 (tapuscrit).

VENNER Dominique, *Histoire de la collaboration, suivi des dictionnaires des acteurs, partis et journaux*, Paris: Pygmalion/Gérard Watelet, 2000.

VOGLER Bernard (dir.), *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, vol. 2, *L'Alsace*, Paris: Beauchesne, 1987; vol. 5, *Les protestants*, 1995.

YVERT Benoît (dir.), *Dictionnaire des ministres de 1789 à 1989*, Paris: Perrin, 1990.

ABRÉVIATIONS

AA:	Auswärtiges Amt (Ministère des Affaires étrangères allemand)
A. D.:	Ausser Dienst (émérite)
AEF:	Archives de l'Évêché de Fribourg (diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg)
AES:	Affari ecclesiastici straordinari (à l'Archivio segreto vaticano)
ADAP:	Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918-1945. Aus dem Archiv des Auswärtigen Amtes. Vandenhoeck und Ruprecht, Göttingen.
AFS:	Archives fédérales suisses, Berne
AI:	Apologetisches Institut (de la SKVV), jésuite, Zurich
AMAE:	Alliance mondiale pour l'amitié entre les Églises
ANSC:	Action nationale suisse contre le communisme
APA du	
NSDAP:	Aussenpolitisches Amt du NSDAP, administration des Affaires étrangères du parti nazi (responsable: Alfred Rosenberg)
APCS:	Action populaire catholique suisse (en allemand Schweizerischer Katholischer Volksverein, SKVV)
ARSI:	Archivum societatis Jesu (Archives de la Compagnie de Jésus), Rome
ASV:	Archivio segreto vaticano, Cité du Vaticano
BArch:	Bundesarchiv (Berlin-Lichterfelde, Freiburg)
Bd:	Band (volume, dans le Bundesarchiv)
BDC:	Berlin Document Center (n'existe plus: dossiers versés au BArch-Lichterfelde)
BGE:	Bibliothèque de Genève
BP:	Bureau Permanent (de l'EIA, siège à Genève)
CBL:	Columbia's Butler Library (Rare Book and Manuscript Library), Columbia University, New York

- CFIH: Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation (Suisse)
- CFTC: Confédération française des travailleurs chrétiens, Paris, (Président: Jules Zinheld, également membre de la FNC); secrétaire général: Gaston Tessier; secrétaire fédéral des syndicats d'employés: Marcel Poimboeuf)
- CILACC: Centre international de lutte active contre le communisme (Joseph Douillet, Belgique)
- CIP: Centro d'informazione Pro Deo (Rome)
- COPAC: Concentration de la propagande anticommuniste
- CPC: Christian Protest Committee (mouvement à dominante anglicane de protestation contre les persécutions religieuses en URSS, fondé à Londres à la fin 1929 par le Révérend Gough)
- DPF: Dieu-Patrie-Famille (groupement français fondé par le colonel Lainey)
- DPK: Deutsche Pro Deo Kommission (organisation officieuse de l'Antikomintern)
- DKZ: Deutsche Kongress-Zentrale, e. V. (organisation officieuse du ProMi)
- EIA: Entente Internationale Anticommuniste
- EICTI: Entente Internationale Contre la Troisième Internationale (nom officiel de l'EIA jusqu'au milieu des années 1930)
- EL: Economic League (Grande-Bretagne)
- e. V.: «eingetragener Verein»: en Allemagne, organisation inscrite au registre des organisations privées
- FEPS: Fédération des Églises protestantes de Suisse
- FGR: Fonds Gonzague de Reynold, Archives littéraires suisses, Berne
- HIA: Hoover Institution Archives, Stanford, California, États-Unis (Lodyginsky papers, Antikomintern collection)
- IC: Internationale communiste (III^e Internationale, Komintern)
- ILP: Internationale des libres penseurs prolétaires (marxiste; fondée à Teplitz en 1925)
- KPD: Kommunistische Partei Deutschlands
- KVP: Konservative Volkspartei
- LSD: Ligue des sans-Dieu
- LSDM: Ligue des sans-Dieu militants
- MP: Member of Parliament (membre du Parlement en Grande-Bretagne)

Narkompros:

	Commissariat du peuple à l'instruction publique (URSS)
n. s.:	non signé
NSH:	Nouvelle société helvétique
NSNP:	Natsional'nyi soïuz Novogo Pololeniia (Union de la jeunesse nationale russe, fondée en 1928)
OCEE:	Office central d'entraide des Églises
OP:	Ordo Praedicatorum (ordre des bénédictins)
PA AA:	Politisches Archiv, Auswärtiges Amt (Archives politiques du Ministère des affaires étrangères, Berlin)
PC:	Parti communiste
PHDS:	Pro helvetica dignitate et securitate (ancêtre de la NSH)
ProMi:	Ministerium für Volksaufklärung und Propaganda (Ministère de la propagande nazi, dirigé par Joseph Goebbels)
PV:	Procès-verbal
RM:	Reichsmark
RP:	Révérend père
ROVS:	Rossiïsky obchtievoin'skyi soïouz (Union générale militaire russe, fondée en septembre 1924 à Paris par le général Wrangel)
RUP:	Rassemblement universel pour la paix
RWI:	Russisches Wissenschaftliches Institut (Institut scientifique russe de Berlin)
SD:	Sicherheitsdienst/Sicherheitshauptamt des Reichsführers SS
s. d.:	sans date
SDN:	Société des Nations
SEPES:	Société d'études politiques, économiques et sociales (Belgique)
SJ:	Societas Jesu (de l'ordre des jésuites)
SKVV:	Schweizer Katholischer Volksverein (en français APCs: Action populaire catholique)
SP-EICTI:	Secrétariat portugais de l'EIA
UCEI:	Union catholique d'études internationales
UDE:	Union de défense économique (Genève)
YMCA:	Young Men's Christian Association/Unions chrétiennes de jeunes gens (association d'inspiration protestante, de fonctionnement laïc)

INDEX DES NOMS ET DES ORGANISATIONS/ASSOCIATIONS

INDEX DES NOMS

N. B.: Les nombreuses références à Georges Lodyginsky et à Théodore Aubert ne sont pas indexées.

Ne sont pas non plus indexés: les noms d'auteurs ainsi que les noms de personnes ne figurant qu'en note.

- A -

Adamheit, Theodor: 314, 323, 326
 Ador, Gustave: 24
 Alessandrini: 339
 Alexandre I^{er} de Yougoslavie: 298
 Alexeiev, N. N.: 259
 Algermissen, Konrad: 196, 212-219, 254, 256, 318, 327, 328, 333, 448
 Alphonse XIII: 82
 Alvensleben, Hans-Bodo von: 181n
 Alvensleben, Werner von: 175-179, 181-188, 191, 193, 195, 196
 Amagi, Tokuji: 87
 Ammende, Ewald: 274, 275, 284, 315, 345
 Anastase (Gribanovski), métropolitaine (Église hors frontières, Karlovtsy): 162, 332
 Andrade, Narciso de Freire de: 84, 385, 447, 450

Andrés y Morera Galicia, Luís de: 81, 82, 100, 102
 Antoine (Khrapovitski), métropolitaine (Église hors frontières, Karlovtsy): 128, 147, 162
 Arbex, Angel: 48, 241, 452
 Arens, Jean (Jan): 28
 Arnim-Muskau (comte): 181, 182
 Arnou, André: 165, 166, 254, 262
 Arseniew, Nicolas V.: 328, 447, 453
 Atholl, Katherine Marjory Ramsay Stewart-Murray, duchesse d': 47, 73, 156, 158, 223, 242, 292, 390-395, 421, 446
 Aubert (-Price), Hélène Isabelle: 72
 Aubert, Alexandre: 99
 Aubert, Denise: 48
 Auhagen, Otto: 183, 273, 274
 Avenol, Joseph: 347, 349, 379

- B -

Bagotzky, Sergueï Y.: 27
 Bahr, Nils von: 315, 324, 338, 341, 343, 438
 Baker White, John: 69, 125, 373
 Balabanova, Angelica: 94
 Balmer, Paul: 285
 Bangha, Bela: 254, 257, 451
 Bares, Nikolaus: 218, 416
 Barrès, Maurice: 20
 Bartels, Erwin: 322
 Barth, Karl: 355, 356
 Bartochévitch, Léonty: 413, 456
 Bartolomei, Ferreira: 82
 Basile: 338, 339
 Bates, Catherine: 48
 Baudrillart, Alfred: 241, 295
 Bavaud, Benoît: 348
 Beck, Jozef: 349
 Bencs, Zoltan: 85
 Benes, Édouard: 369
 Berdiaev, Nicolas: 41, 159, 167
 Berenguer, commandant: 81
 Berg, Ludwig: 183, 327, 333, 451, 454
 Bernardini, Filippo: 154n, 155, 169, 237, 374
 Bertram, Adolf: 212
 Besson, Marius: 129, 165-167, 230, 233, 235-237, 249, 284, 287-289, 294, 335, 348, 360, 362, 364, 379, 406, 412, 417, 418, 430-432, 457
 Biéler, Jean: 241
 Bivort de La Saudée, Jacques de: 252, 254, 262, 279, 349, 361, 367, 433, 449, 450, 451, 455
 Boegner, Marc: 127, 329, 352, 354, 403, 414, 456

Bogaïevsky, Antonina Alexeïeva: voir Lodygensky (-Bogaïevsky), Antonina Alexeïeva
 Boissonnas, Danielle: 47
 Bonwetsch, Arnold: 318
 Boor, Aladar von: 85
 Boukharine, Nicolaj Ivanovič: 58
 Bourson, Pierre: 205
 Brentford (Lord): 124
 Briand, Aristide: 111, 201
 Briantchaninoff de Starya Lipy: 231
 Brière, Yves de La: 186, 349, 454
 Brinken, Alexander Friedrichovitch von der: 22
 Bruhns (pasteur): 328
 Brüning, Heinrich: 174, 175, 177, 183, 184, 191, 193
 Brunner, Emil: 210
 Bülow, Bernhard Wilhelm von: 187, 191
 Bülow-Schwannte, von: 340
 Buomberger, Emil: 255

- C -

Cachin, Marcel: 393
 Calabrini-Caldani: 74
 Calles, Plutarco Elías: 358
 Carry (-Gorlowezkaja), Élisabeth: 63
 Carry, Paul: 63, 99, 100
 Carton de Wiart, Henri: 349
 Carvalho e Souza, Odette de: 88, 239, 241, 445
 Castella, Ernest: 250
 Castelnau, Édouard de Currières de: 189, 246
 Catry, Joseph: 254, 258, 268, 297, 361, 447, 449-451, 452, 455

Cecil, (Lord) Robert: 390
 Cercone, Leonardo: 152, 167
 Cerda, de la (commandant): 81
 Chamberlain, Arthur Neville: 372, 395
 Chambrun, Charles de: 353
 Champod, Maurice: 135-138, 244, 280, 446
 Chaptal, Emmanuel: 142, 241
 Charrière, François: 412, 414-418, 456
 Chastonay, Paul de: 255, 366, 367
 Chatiloff, Pavel: 35, 36
 Chenevière, Jacques: 25
 Choisy, Eugène: 48, 99, 103, 129
 Choisy, Renée: 48, 283, 445, 456
 Claudel, Paul: 187
 Cleinow, Georg: 175
 Clément-Grandcourt, Abel Jean Ernest: 247
 Clouzot, Étienne: 25, 141
 Cohen, Chapman: 371
 Cole, Walter Corydon: 79
 Coljin, Hendrikus: 71
 Collinet, André: 69, 70, 128
 Conradi (affaire, procès): 19, 20, 27-30, 33, 35, 58, 87, 106, 108, 241, 285
 Conradi, Moritz (Maurice): 27-29
 Copeland, R.: 369
 Coty, François: 110
 Coulon, Karl-Albert: 305
 Courvoisier, Jaques: 413, 415-418, 456
 Couturier, Paul: 235, 396, 448, 454
 Cramer, Lucien: 47, 61, 282, 304, 453

Cramer, Marc: 19, 31, 46, 47, 100
 Cramer, Marguerite: 25
 Cuno, Wilhelm: 76, 77
 Curtius, Julius: 175, 181, 183, 184, 187
 Cyrille, Grand-duc: 39, 40, 423

- D -

Danckwerts, Hans: 78, 196, 318
 Danset, Achille: 186
 Dardel, André: 241, 250, 284, 346, 347, 434, 448, 449
 David, Jakob: 365
 De Armas y Gourié: 338, 339
 Degrelle, Léon: 338
 Delattre, Pierre: 186
 Deonna, Raymond: 54, 61
 Desbuquois, Gustave: 186, 262, 361, 363, 367
 Deterding, Henri: 71, 291
 Deutschmann (pasteur): 331, 352, 353
 Dicker, Jacques: 209, 285
 Dieny, Georges: 246
 Diesbach, Fred de: 57
 Diesbach, Roger de: 47, 112, 233
 Dimitrov, Georgi: 104
 Dirksen, Herbert von: 77
 Dirks, I.: 171
 Divilkovsky, Maxime Anatolievitch: 28
 Dollfus, Max: 64, 66, 112
 Dominicé, Frédéric: 31, 49
 Donner, Jan: 207
 Doriot, Jacques: 54
 Douillet, Joseph: 70
 Draime, Ignace: 299
 Duchêne, Gabrielle: 334

Duguet, Raymond: 96
 Dumont, Christophe-Jean: 241,
 447, 449, 452, 453
 Düren, Albrecht: 310, 311, 326
 Dürr, Emil: 20
 Dürreman, Fredd: 67, 242, 245-
 248, 295, 434, 448, 450, 451

- E -

Easley, Ralph M.: 188
 Eber, Robert: 60, 77, 241, 268,
 297, 446, 451, 453, 454
 Ebert (voir: Ehrt): 313
 Eça de Queirós, António: 83
 Eccard, Frédéric: 47, 56, 64-67,
 112, 127, 155, 190, 192, 193,
 195, 247, 341
 Eden, Anthony: 377
 Egli, Armin: 250, 253, 256, 270,
 367, 450, 451, 453
 Ehrenström, Nils: 415, 417, 456
 Ehrt, Adolf (alias Karsten): 85,
 196, 274, 276, 306-315, 317-319,
 323-329, 336-339, 341, 342, 422,
 438, 446, 447
 Eisenstein, Sergueï: 183
 Engel, Arthur: 51, 52n, 64
 Engel, Pierre: 64n, 451, 452
 Engel, René: 51, 52n, 64, 451
 Erdmann: 207
 Euloge (Guéorguievski), métropolitaine:
 40n, 142, 146, 147, 159, 164,
 434
 Eustis, Dorothy Harrison: 114, 160

- F -

Faulhaber, Michael von: 212, 217
 Favre, Antoine: 157n, 250

Favre, Guillaume: 47, 51n
 Fay, Bernard: 54, 258n
 Fedoroff, M.: 126
 Fedorov, Léonide: 143
 Ferrata, Renzo: 74
 Ferrazzini (M^{me}): 240, 449, 450
 Ferrière, Frédéric: 25
 Flandin, Pierre-Étienne: 187
 Flesch, Aloys: 379
 Foch, Ferdinand: 56, 102
 Fougner: 85
 France, Anatole: 201
 Franco y Bahamonde, Francisco:
 82, 340, 385, 389, 390, 394, 397,
 437
 François, Alexis: 20
 Frick, Édouard: 25
 Frick, Max: 250-253, 448
 Frick, Wilhelm: 305
 Frison, Alexandre: 143
 Froloff, Véra: 26, 47
 Fumasoni-Biondo: 153
 Funk, Walther: 312

- G -

Galen, Augustin von: 233-235,
 449
 Galen, Clemens August von: 233
 Galli, Mario von: 365
 Gampert, Auguste: 52
 Gampert, René: 52
 Gasparri, Pietro: 101, 102, 151,
 154
 Gaulis, Eugène: 47
 Gautherot, Gustave: 47, 56, 65-
 67, 69, 112, 126-128, 151, 152,
 154, 193, 329, 386
 Gauthier, Louis: 250
 Gautschy, Hermann: 64

Georgieff, A.: 238, 450

Georgiev, Kosta: 104

Gerlier, Pierre-Marie: 414, 456

Gessler, Otto: 180, 181

Gherardesca, Giuseppe Della: 73

Gielen, Alfred: 314, 324, 422

Gillouin, René: 247

Ginolhac, Jean: 247

Giustiniani-Bandini, Maria Cristina: 75, 152, 221, 223, 240, 369, 373, 445, 446, 448, 452, 453, 454

Glasgow (Lord): 124

Glass, Henrik: 85

Goebbels, Joseph: 303, 311-314, 324, 326, 339, 340, 343, 358, 437

Gortchakov, Constantin: 48, 168, 239, 447, 454

Gortchakov, Daria: 48

Gough, Alfred William: 124, 125, 135, 147

Goukassoff, A.: 40

Gounelle, Élie: 352, 354

Gourko, Wladimir: 36

Goutchkov, Alexandre Ivanovitch: 36

Goyau, Georges: 143

Grand (M^{lle}): 240, 447, 449, 450

Graveline, Albert: 68

Gravina, Manfredi: 74, 75

Greife, Hermann: 311

Greindl, Léon: 68

Grimm (pasteur): 318

Gröber, Konrad: 408

Grossu, Sergiu: 424, 439

Gutzwiler, Richard: 366, 367

Gwynne, Arthur Howell: 114

Gwynne, Charles T.: 125

Gybland Oosterhoff, Horace Hugo Alexander van: 72, 337, 438

- H -

Häberlin, Heinrich: 210, 211

Halifax (Lord): 384

Haller, Nicolas de: 241, 250, 251, 253, 287, 376, 446, 447, 450, 452

Haller, Rodolphe de: 49, 112

Hamm, M. von: 318

Hanbury, Dorothy: 47

Hayes, Patrick J.: 115

Heilbronn (pasteur): 318

Hemptinne, Christine de: 240, 252, 450, 453, 455

Hemptinne, Pierre de: 68

Hencke, Andor: 274

Hennessy, Jean: 107

Henriod, Henry-Louis: 216, 241, 446

Henriot, Philippe: 246, 247

Hentsch, Édith: 63, 334-336,

Hentsch, Gustave: 31, 49,

Hentsch, René: 47, 49, 63, 156, 184-186, 191, 193, 242, 337, 357, 358, 446, 448, 449, 451, 453

Herbigny, Michel d': 142, 143, 144, 148, 164-167, 214, 217, 231, 232, 254, 256-258, 262, 279, 295, 297

Herriot, Édouard: 195, 219

Hessenbach (alias Anton Lohr): 174

Himmler, Heinrich: 343

Hindenburg, Paul von: 180, 183, 195, 204

Hinrichs: 340

Hinsley, Arthur: 370-372

Hitler, Adolf: 60, 78, 106, 178, 193, 196, 204, 216, 219, 220, 303-305, 312, 314, 328, 332, 340, 343, 358, 392, 400, 401, 406, 421

Hoare, Samuel: 370, 372

Hoecke, Paul: 328
 Hoetzsch, Otto: 311
 Hoorwood, William: 184
 Hoppeler, Hans: 210, 211, 250
 Howard, A. E. N.: 86, 87
 Hugo, Victor: 201
 Hull, Cordell: 114n, 116
 Hülzer: 182
 Hümmerich, Hans: 411
 Hürth, M^{gr}: 71

- I -

Ignatieff, Paul: 27, 168
 Ihlenfeld, Kurt: 274
 Il'in, Ivan Alexandrovitch (alias Julius Schweikert, Alfred Normann): 33, 34, 41, 42, 180, 183, 278, 279, 305, 307, 308, 312, 313, 319, 406, 437
 Inagaki, Morikatsu: 87, 88, 239, 446, 447, 449, 450
 Innitzer, Theodor: 86, 221, 224, 244, 249, 274, 276, 278, 279, 281, 284, 449
 Insabato: 438
 Irénée (évêque de Novi Sad): 238, 449
 Ivanitzky, Boris: 27

- J -

Janitch: 253
 Jaspar, Henri: 349
 Jedrzejevski, Clemens: 85, 446
 Jekouline, Nikolaï: 85
 Jenny, Gabriel: 24
 Jieshi, Jiang: 87
 Joos, Josef: 182
 Jung, Edgar Julius: 177

- K -

Kaganovitch, Lazare Moïsseïevitch: 271
 Kalinina (épouse de Kalinine, Mikhaïl Ivanovitch): 94
 Kameke, von: 181n, 196
 Karstens, Margareth: 308
 Kartacheff, Alexandre W.: 126
 Kartacheff, Antoine: 36
 Kartacheff, Pavel: 26
 Kebedgy, Michel: 85
 Keller, Adolf: 98, 99, 103, 114, 116, 136, 141, 146, 210, 216, 223, 224, 242, 244, 276, 278, 279, 347, 406, 429, 430, 431, 434, 446, 448
 Kéranz, Richard de: 193
 Keudell, Otto von: 77, 180, 182
 Keyserlingk, Klaus von: 328, 330, 331, 332, 356, 449
 Keyserlingk-Cammerau, Robert Franz Karl, comte von: 182
 Khan, Muhammad Shah Aga: 383
 Kindersley, Guy Molesworth: 124
 Klein, Kaspar: 217
 Klépinine, Nicolas: 232, 258n, 259-261
 Kludt (pasteur): 354
 Knorring, Ludwig von: 76
 Knox, J.: 47
 Koechlin, Alphonse: 291
 Kohn, Pinchar: 148
 Kojoukharoff: 105
 Kollontäi, Alexandra Mikhaïlovna: 94
 Kologrivoff, Ivan (Iwan): 167, 214, 254, 257, 261, 269, 361, 449, 450, 452
 Kourakine, André: 61n, 126, 168, 239, 292, 293, 385, 410, 411, 447, 451, 453, 454

Krafft (pasteur): 139, 140
 Kränzlein: 332
 Kriegk, Otto: 338
 Krop, Frederik Johan: 71, 132-135, 139, 192, 223, 224, 239, 242-246, 248, 315, 329, 346, 347, 350, 352-354, 379, 396, 430, 432, 434, 435, 438, 446, 448, 450, 452, 453
 Krupskaia, Nadejda Constantinova: 94
 Kuenzer, Hermann Emil: 76, 77, 176, 179, 183, 185, 186
 Kungel, Adalbert: 85n, 298, 380

- L -

Lafon, Louis: 246
 Lainey, Robert (alias Laloie/Laloye): 50, 171, 189, 190, 193, 194, 241, 260, 261, 295, 452
 Lalive d'Épigny, R.: 417, 456
 Lampe, Alexander Alexandrovitch von: 35, 41
 Lang, Cosmo: 125, 146, 371, 377
 Larmeroux, Jean: 31, 38
 Larson: 103
 Laurent, Charles-François: 193
 Laurila, Kaarle Sanfride: 31n, 38, 85
 Laval, Pierre: 352-354
 Lavaud, Benoît: 240, 278, 279, 297, 445, 448
 Le Fort, Jacques: 47, 52n, 128, 129, 204, 227, 228, 229, 230, 239, 242, 244, 245, 269, 270, 291, 292, 304, 305, 316, 336, 337, 339, 347, 352, 354, 390, 391, 410, 417, 434, 446, 447, 450, 451, 453, 454, 456

Ledit, Joseph (SJ): 254, 256, 257, 258, 353, 361, 363, 365, 433, 452, 453, 455
 Ledochovski, Wladimir: 254, 256, 257, 258, 260, 263, 353, 362, 363, 365, 366, 367, 433
 Legge, Walter T.: 221, 223, 238, 249, 445
 Leibbrandt, Georg: 312-315, 323, 324, 325, 326
 Leiper, Henry Smith: 117, 448
 Lesourd, Paul: 128
 Lestapis, Stanislas de: 254, 447
 Leuchtenberg, Georges von: 36, 41
 Liechtenstein, Jean de: 86, 105, 223
 Lieven, Anatoli Pavlovitch: 31, 37, 38n, 41, 138, 170,-172
 Litvinov, Maxime: 113, 118, 192, 353, 383
 Locker-Lampson, Oliver: 110
 Lodyginsky (arbre généalogique de la famille): 443
 Lodyginsky (-Bogaïevsky), Antonina Alexeïeva, dite Nina: 21n, 22, 406, 423
 Lodyginsky (-Mamontoff), Tatiana: 43
 Lodyginsky (-Poznansky), Anne (Assia): 24, 26, 47
 Lodyginsky (-Sakharoff), Hélène: 24, 43
 Lodyginsky, Alexandre: 22, 24, 33, 37, 43, 44, 158, 160, 161, 169, 170, 171, 221, 253, 268, 277, 297, 422, 423, 434, 445-447, 449, 450, 451, 453, 454
 Lodyginsky, Anne: 22
 Lodyginsky, Catherine: 22
 Lodyginsky, Hélène (fille d'Hélène): 24

Lodygensky, Ilya (Élie)
 (fils d'Alexandre): 24, 422, 423
 Lodygensky, Marie
 (fille d'Alexandre): 43, 422
 Lodygensky, Wladimir (Vova): 22,
 52, 53n, 246, 269, 316, 337, 339,
 405, 423, 451, 453
 Lodygensky, Youri (Georges): 10,
 22, 228n, 411n, 423n
 Logoz, Paul: 107
 Lohr, Anton (pseudonyme de
 Hessenbach): 174, 188n
 Lombard, Albert: 80
 Loomis, Payton W.: 114
 Lossky, Vladimir: 41
 Loukowsky, Alexandre Sergueïe-
 vitch: 86
 Lounatcharsky, Anatoli Vassilie-
 vitch: 59
 Löwenstein, Alois: 182
 Luther, Hans: 179, 180, 183

- M -

MacDonald, James Ramsay: 106
 Maglione, Luigi: 100, 101, 108,
 149, 154, 155, 205
 Makins (Lady): 369
 Maklakoff, Basile: 35
 Maklakoff, Georges: 166, 296
 Malsagov, Serge: 96
 Mannerheim, Carl Gustaf Emil:
 85, 404
 Manning, William Th.: 115
 Marc, Alexandre: 259
 Maria, Pietro di: 154, 155
 Marion, Émile: 247, 278, 279,
 285, 434
 Martin, William: 101
 Marx, Wilhelm: 214, 215

Matthias, Laurentius: 255
 Maurras, Charles: 20
 Mayer, Ferdinand: 214
 Meier, Josef: 290
 Meissner, Otto: 183
 Melchior, Carl: 179, 180
 Melgounov, Serge: 96
 Menthonnex, Jacques: 246, 357,
 358, 451-453
 Mercier, Ernest: 56, 66, 102, 103
 Mestral, Gaston de: 49, 50
 Meuron, Alois de: 130
 Meyer, E. [?]: 241, 357, 451, 453
 Micara, Clemente: 153
 Michel, grand-duc: 22
 Minger, Rudolf: 136
 Mitkevitch, Grégoire: 85, 380, 447
 Moeller van den Bruck, Arthur:
 177
 Molotov (Viatcheslav Mikhaïlo-
 vitch Skriabine, dit): 271
 Monnier, Henri: 127, 135, 216,
 241, 448
 Montbrison, Hubert de: 135
 Morsier, Andrée de: 48
 Mott, colonel Bentley: 80, 113
 Mott, John R.: 167n
 Motta, Giuseppe: 106, 108, 349,
 376
 Mousinho de Albuquerque, José:
 83
 Moysset, Henri: 190
 Muckermann, Friedrich: 257,
 333, 363n
 Müller (pasteur, Service de presse
 évangélique, Zurich): 138, 140,
 141, 244, 455
 Müller, Hans: 210
 Munnynck, Marc-Marie Polydore
 de: 129

Mussolini, Benito: 75, 102, 151, 153, 303, 392, 421
 Musy, Jean-Marie: 63, 108n, 316, 366
 Mygatt, Otis et Élisabeth: 241, 295, 447, 449

- N -

Nansen, Fridtjof: 158, 281, 282
 Nathan, Henri: 182
 Neurath, Konstantin von: 340, 343
 Neveu, Pie: 143n, 144, 150
 Neiryneck (dominicain): 299
 Nicolaevsky, Boris: 325
 Nicolas, Grand-duc: 39, 40
 Nicole, Léon: 209, 284, 286, 290, 393, 416, 428
 Niemöller, Martin: 356, 357
 Nikolsky, Boris: 157, 160, 161, 164-166
 Nispen tot Sevenaer, Octave van: 71, 253, 448
 Normann, Alfred (pseudonyme de Il'in, Ivan Alexandrovitch): 319
 Nur-Vakhitov: 122

- O -

O'Brien, Aileen: 294, 298, 315, 329, 330, 438, 450
 Oberndorff (comte): 182
 Odier, Alfred: 46, 81, 275n
 Ohagen, Erich: 318
 Øi, Øgvinn: 85
 Oltramare, Georges: 21, 48, 54n, 316
 Oprecht, Hans: 409
 Orloff, Sergei (Serge): 24, 25, 40,

47, 99, 103, 129, 157, 238, 348, 386, 409, 412, 415, 435, 436, 446, 447, 449, 450, 452, 453, 454, 456
 Orloff-Girard, Marie (Maroussia): 47, 48
 Orsenigo, Cesare: 208, 217, 218
 Ottaviani, Alfredo: 153

- P -

Pacelli, Eugenio: 149, 169, 206n, 217n, 359, 360n, 370, 371
 Paget, Muriel Evelyn Vernon: 25
 Pagliaro, Antonio: 74, 342n
 Painlevé, Paul: 67
 Papen, Franz von: 175, 176, 178, 179, 184, 186, 187, 193
 Pappenheim, Wolf: 148
 Parel, M.: 137, 446
 Paul-Boncour, Joseph: 194
 Paulucci de Calboli, Rainero: 75
 Payot, Armand: 241, 448, 454
 Pease, Frank: 30n, 116
 Pellegrinetti, Ermenegildo: 147, 163n
 Peplowska, Eline de: 85
 Perrier, Ernest: 51n, 108n, 250
 Perry, Frederik Albertus: 79, 80
 Petit, Henri: 230n, 348, 430n
 Petlioura, Simon: 24, 272
 Petmecky, A. (de): 323, 334
 Petrovitch, Nicolas S.: 85
 Pfister, B.: 250
 Philipps, Williams: 115
 Phillimore (Lord): 373
 Pie XI: Ratti, Ambrogio Damiano Achille: 119, 143, 144, 148, 149, 178, 213, 257, 428, 433
 Piffel, Friedrich Gustav: 86

Pilet-Golaz, Marcel: 136
 Pilotti, Massimo: 349
 Pizzardo, Giuseppe: 53n, 147n, 153, 168n, 369
 Pohlner: 221, 445
 Poincaré, Raymond: 67, 187
 Polounine, Arcadius: 20, 26, 28, 29, 35, 285
 Pommers, Johannes: 146
 Pompili, Basilio: 143-144, 148, 152, 174, 179, 197, 230, 428
 Pourtalès, Guy de: 406
 Pouzyna, J.: 296
 Poznansky, Nathalie de: 24, 276
 Praschma (comte): 182
 Preobrajenski, Evgeni: 58
 Preto, Rolão: 83
 Primo de Rivera, Miguel: 81, 100
 Privat, Edmond: 389, 390, 393
 Probst, René Louis: 411
 Prochazka, Ottokar von: 105, 337

- Q - R -

Quadt-Isny (Quadt zu Wykradt und Isny), Eugen (?) comte von: 182
 Rachmaninov, Sergueï Vassilievitch: 42
 Ragaz, Leonhard: 350-352, 366, 407, 429
 Ramsay, Archibald Maule: 372, 373
 Rast, John: 236, 240, 250, 268, 288, 289, 412, 417, 425, 430, 432, 447, 450, 452, 453, 454, 456
 Raszynski (Raczynski), Edward Bernard Andre Maria: 349
 Ratti, Ambrogio Damiano Achille: voir Pie XI

Rauterkuss, Michel (?): 214
 Régis, Philippe de: 353
 Reverdin, Albert: 25
 Reverdin, Gustave: 26
 Reyher, Armin von: 318
 Reynold, Gonzague de: 19, 20, 221, 223, 240, 249, 250, 406, 445, 446
 Ribbentrop, Joachim von: 312
 Richthofen, Bolko von: 343
 Rigassi, Georges: 51n, 130
 Rio Branco, Raul Paranhos do: 88, 223, 239, 241, 445
 Rispoli (professeur): 74
 Ritter, Saverio: 152
 Ritter, Yolande: 240, 243, 447, 449
 Rive, Théodore de la: 232
 Robert, M. de: 416, 417, 456
 Robinne, Joseph: 254, 258, 261, 433, 448, 455
 Robles, Gil: 82
 Rochat, Ch.: 354
 Rochat, Pierre: 291n
 Romer, E. de: 417, 456
 Ronzal, Franz: 214
 Roosevelt, Franklin Delano: 114, 115
 Rosenberg, Alfred: 55, 85, 218, 219, 305, 308-314, 323-326, 332, 358, 377, 399, 400, 402, 403, 437, 438
 Rosenthal, Karl: 184
 Rothmund, Heinrich: 409, 410
 Rougemont, Denis de: 259
 Roullet, Maurice: 64
 Rüegg, August: 20
 Ruiz-Manent, Jaime: 241, 452, 454
 Rustu Aras, Tevfik: 383
 Ryder, J. H.: 257, 258n, 361n

- S -

- Saavedra Lamas, Carlos: 377, 378n, 383
 Sakamoto: 87
 Salazar, Antonio de Oliveira: 82, 83, 338
 Salis, Rose-Marie de: 53
 Salotti, Carlo: 153, 154
 Salvotti: 438
 Sangnier, Marc: 246
 Sato, Naotaké: 87
 Saussure, Jean de: 241, 242n, 260, 262, 347-349, 376, 413, 429
 Sauvin, Ernest: 129
 Savoy, André: 54, 289
 Savoy, Émile: 250
 Savtchenko, E. G.: 126
 Schabert, Oskar: 85, 135n, 138-141, 224, 242, 249, 259, 275, 276, 280, 283, 354, 446, 448, 452
 Schebeck, Alfred: 85
 Schleicher, Kurt von: 176-178, 181, 183, 184, 193-196
 Schmidt, German von: 174
 Schmidt, Paul: 128
 Schneur, Nicolas: 86
 Schoch, Nathalie: 48, 450
 Schotte, Walther: 180
 Schreiber, Christian (M^{gr}): 177, 179-181, 186, 212, 213
 Schreiber, Georg: 179-181, 207
 Schubert, Carl Theodor von: 175, 180
 Schulthess, Hans von: 47, 51n
 Schumann, Maurice: 227
 Schuschnigg, Kurt von: 349
 Schuster, W.: 328, 330, 356, 450, 451
 Schweikert, Julius (pseudonyme de Il'in, Ivan Alexandrovitch): 319
 Seeberg, Erwin: 328
 Seib (pasteur): 331, 352-354
 Senarclens, Jacques de: 241, 270
 Séraphin (évêque de Kharkov): 184
 Serge (Stragorodskii), métropolite: 145, 424
 Sertillanges, Antonin Dalmace: 299
 Servais, Oscar: 68-70
 Servettaz, H.-L.: 316
 Servoingt, Georges: 247
 Siben, Léon: 66
 Simons, Walter: 328, 333
 Siordet, James: 129, 241, 446
 Skalski, Théophile: 143
 Skoropadski, Pavlo Petrovitch: 24, 176, 272, 273, 275n
 Skripitzine, Boris: 26, 47
 Sloskan, Boleslav: 143, 234
 Slotemaker de Bruine: 206
 Smith, Alfred: 116
 Smith, C. Ernest: 115
 Smithers, Waldron: 47, 124, 292, 293, 373, 377, 452
 Soulier, Édouard: 126, 127, 247
 Sousa, Fernando de: 84, 385
 Spengler, Oskar: 177
 Spühler, Ernst: 291
 Staline, Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit Joseph: 94, 109, 145, 149, 150, 220, 266, 271, 273, 400
 Stämpfli, Franz: 55n, 63, 76n
 Stark, Karl: 250-257, 260n, 270, 293, 357, 361, 365-368, 375, 433, 447, 449, 450, 453, 454
 Steenberghe-Engeringh, Florentine: 53, 221, 223, 240, 335, 336, 369, 373, 445, 446, 448, 450, 453, 454
 Steger, Alphonse: 71, 151, 253

Steiger, Eduard von: 410, 411
 Steinwand: 242, 276, 452
 Stephan (métropolitte de Sofia):
 105, 238, 408, 450
 Streng, M^{gr} von: 417
 Stribegg: 297
 Suzuki: 87

- T -

Tachko Naoumovitch: 253
 Taittinger, Pierre: 126, 127
 Tardieu, André: 50n, 66, 67, 127n,
 190
 Tardini, Domenico: 374
 Taubert, Eberhard: 313-315, 318,
 322-324, 328, 330, 336, 340, 421
 Tchitcherine, Gueorgui Vassilie-
 vitch: 105, 109, 113
 Terlinden, Charles: 252, 455
 Terres, Julien: (alias Bouxen): 61,
 171, 189, 190, 192, 195, 196, 295n
 Terres, Robert: 189n, 190
 Theobaldi: 268
 Theunis, Georges: 47, 68, 87,
 153-157, 192, 448
 Thorez, Maurice: 368
 Tikhon (évêque de Berlin): 331
 Tikhon (patriarche de Moscou):
 144
 Touvier, Paul: 422n
 Traz, Robert de: 131
 Treub, Willem: 68, 70-72, 337
 Trevor, John B.: 80, 114
 Trotsky (Lev Davidovitch
 Bronstein, dit): 111, 401
 Troubetzkoy (princes): 142
 Troubetzkoy, Nicolas: 168, 275
 Troyanov: 85
 Tscherniak, Alexandre: 399, 408-410

- U -

Ulitzka, Karl: 186
 Ungría Jiménez, José: 81, 83
 Unruh, Benjamin Heinrich: 244,
 275

- V -

Valera, Eamon de: 349, 376, 383,
 384, 431
 Vallette, Louis: 131, 291
 Vallotton-Warnery, Henri: 107,
 108, 130
 Van Rooy, A.: 252, 299, 373
 Vandervelde, Emile: 128
 Vasconcelos Ruas, Oscar: 83
 Verdier, Jean: 142, 403
 Vernet, Raymond: 107, 453, 454
 Vincent, Jean: 420
 Vischer, Hanns: 47
 Visser't Hooft, Willem Adolf:
 412-418, 456
 Vogt, Louis: 100
 Völckers, H.: 78
 Vom Berg, Adolf: 76
 Vorovsky, Vatzlav: 27, 28, 107

- W - X -

Walsh, Edmund: 115, 116, 257,
 448, 455
 Walsh, James: 253, 357, 452
 Walter, J. P.: 378
 Walzel: 86, 221, 445
 Warnawa, patriarche serbe: 379
 Warnery, Renée: 240, 243, 250,
 445, 447, 449
 Wassermann, Oscar: 182
 Weid, Bernard von der: 250
 Widenmann, Wilhelm: 77, 185

Wiederkehr, Roland (?): 400

Wienecke (pasteur): 318

Wilson, Herald T.: 125

Wilson, Thomas Woodrow: 113

Winkler, Karl von: 337

Wirth, Joseph: 183, 208

Wladimir, Grand-duc: 423

Wolf, Otto: 181

Wrangel, baron Constantin: 25-27,
32, 33n, 36, 39-41, 73, 423

Wrangel, Piotr Nikolaïevitch
(général): 168

- Y - Z -

Yakovleff, Michail: 86

Yaroslavsky, Emelian: 59, 120, 371,
402

Zoubaloff, Dimitri de: 48, 317,
379n, 429, 451

INDEX DES ORGANISMES ET ASSOCIATIONS

- A -

Action nationale suisse contre le communisme, ANSC: 63, 366

Action populaire catholique suisse (APCS, Schweizerischer Katholischer Volksverein, SKVV): 250, 255, 288, 289, 295, 447

Agudas Jisroel: 147, 148

Aide à l'Église en détresse: 439

Aktion zur Bekämpfung des Bolschewismus (Action catholique pour la lutte contre le bolchevisme): 180

Alliance internationale de la Mission intérieure et du service chrétien (Internationaler Verband für Innere Mission): 139, 352

Alliance mondiale des femmes contre le bolchevisme et la guerre: 53, 334, 335

Alliance mondiale pour l'amitié entre les Églises (AMAE): 216, 347

Alliance réformée mondiale: 100

Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens: voir YMCA

American Coalition (of Patriotic Societies): 114, 156

American Federation of Labor: 156

American Friends of the Entente: 79

American Legion (against communism): 80, 116

Antikomintern: 42, 50, 52, 53, 74, 85, 218, 266, 287, 298, 301, 305-307, 309, 311-320, 322-324-332, 334, 336-340, 343, 344, 380, 400, 401, 421, 429, 437, 438, 446, 447

Antisemitische Aktion: 319, 322, 323

APA du NSDAP (Aussenpolitisches Amt du NSDAP, administration des Affaires étrangères du parti nazi, dirigée par Alfred Rosenberg): 54-55, 85, 306, 309-312, 314, 316, 325, 331, 332

Apologetisches Institut (AI): 254-256, 356, 366, 375, 447

Armée du Salut (Salvation Army): 98, 373

Association (japonaise) d'études internationales du mouvement des idées sociales (Kokusai Sisô Kenkyukai): 88

Association patriotique vaudoise: 63, 107n

Association populaire catholique: voir Action populaire catholique suisse

Association suisse de mission intérieure et de bienfaisance chrétienne: 291

- B -

Baltische Russlandarbeit: 138, 140, 275

British & Foreign Bible Society: 170

British Bible Union: 373

British Empire Union: 373

Brüder in Not: 274-276, 280, 307

Bund zum Schutz der abendländischen Kultur: 173, 175-178, 181-191, 195, 196, 217, 273, 279, 306, 307, 318, 327

Bureau central de l'entente des

organisations anticommunistes en Pologne: 85

Bureau colonial: 49, 68, 70-72

Bureau international du travail (BIT): 12, 26, 60, 88, 156, 157, 160, 165

- c -

Catholic Council for International relations: 249

Catholic Relief Committee for Russia: 249

Catholica Unio: 233-235, 449

Cause, La: 53, 67, 135, 246, 247, 295, 357, 396, 434, 448, 450, 451, 453, 455

Centre français de l'Entente: 66

Centre international de lutte active contre le communisme (CILACC): 70n, 244

Centro d'informazione Pro Deo (CIP): 425

Centro di Studi Anticomunisti (Centre d'études anticommunistes): 74

Chambre internationale du commerce: 156

Christian Endeavour Society: 373

Christian Protest Committee (CPC): 123-125, 127, 158, 221, 223, 238, 242, 249, 292, 391, 393, 396, 445-447, 455

Club alpin suisse: 20

Coalition Committee for the State of Michigan: 79

Comité de liaison avec les Églises: 98, 100, 103, 204, 232, 248, 432

Comité des Forges: 189

Comité directeur du Zemgor: 35

Comité financier de l'Entente: 41, 49-51, 112, 291

Comité franco-allemand d'information et de documentation (Deutsch-französisches Studienkomitee): 176, 186, 187

Comité international de la Croix-Rouge (CICR): 12, 20, 23-27, 47, 96, 140, 141, 272, 279, 282

Comité national des assurances: 189

Comité national russe (CNR): 26, 35, 36

Comité suisse de l'Entente: 64, 107

Commissariat à la sécurité sociale, voir: OGPU

Commissariat du peuple à l'instruction publique, voir: Nar-kompros

Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation (CFIH): 408, 411

Committee on National Defense: 79

Compagnie de Jésus: 256, 257, 262, 263, 361, 363, 367, 433

Compagnie de Suez: 189

Concentration de la propagande anticommuniste (COPAC): 299

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC): 160, 161, 163, 165, 166

Conférence des évêques suisses: 237, 255n, 417

Congrégation pour les affaires ecclésiastiques extraordinaires: 364, 374

Conseil des Ambassadeurs: 35

Consistoire de l'Église protestante de Genève: 101, 128, 230, 241, 250, 284, 346, 347, 353, 390, 391, 396, 434, 448-450, 452-454
 Constitutional Defense League: 87
 Croix-Rouge russe (ancien régime): 20-23, 25-29, 35, 47, 99n, 157, 275, 281, 282
 Croix-Rouge soviétique: 141, 282

- D -

De Atheismo: 256-258, 361n, 454
 Detroit Board of Commerce: 79
 Deutsche Arbeitsfront: 331
 Deutsche Kongress-Zentrale (DKZ): 343
 Deutsche Pro Deo Kommission (DPK): 242, 253, 327-330, 332, 333, 352, 355-357, 377, 380, 449-452
 Deutschnationale Volkspartei (DNVP): 177
 Dieu-Patrie-Famille (DPF): 260

- E -

Éclaireurs: 52n, 96
 Economic League (EL): 72, 125, 373
 Église orthodoxe hors frontières (synodale): 40, 44, 128, 147, 159, 162, 164, 168, 238, 331, 379, 413, 418, 428, 434
 Église protestante de Genève: voir Consistoire de l'Église protestante de Genève
 Église vivante: 122
 Entente fraternelle internationale

pour la défense contre le bolchevisme sur le terrain moral et religieux: 135, 243

Espoir français: 247

Evangelischer Pressedienst (Service de presse évangélique, Allemagne): 307, 308, 318

- F -

Faisceau belge: 68

Faucons russes (Russkie Sokoly): 162, 163

Federal Bureau of Investigation (FBI): 80

Federal Council of Churches: 103, 117

Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS): 99, 101, 137, 347, 376, 391, 429-432, 434

Fédération internationale des libres penseurs prolétariens (voir aussi: Union internationale des libres penseurs): 202, 203

Fédération nationale catholique (FNC): 64, 127, 189, 241, 246, 261, 279, 294-297, 363, 448

Fédération patriotique suisse: 63, 250, 420

Fédération pour la sauvegarde de la Finlande: 31n, 85

Foi et Constitution (Faith and Order): 237

Forschungs- und Informationsstelle über Bolschewismus und Freidenkertum (Antigottlosen-Zentrale, Munich-Gladbach): 212, 218, 327

Forschungsstelle für Wissenschaft und Weltanschauung: 333

Fraternité de la vérité russe (Bratstvo Russkoi Pravdy): 160, 171, 172

Freidenkerbund: 201, 214

Front unique: 69

- G -

Gestapo: 42, 422

Glaube in der Zweiten Welt: 439

- H -

Herrenklub: 178, 180, 184, 187

Hilfsgemeinschaft für Russlands notleidende Christen deutscher Nation (Communauté d'aide aux chrétiens nécessiteux d'origine allemande en Russie): 174

- I -

Institut antimarxiste (Institut international d'action morale, économique et sociale: 49, 53, 54, 55n, 262, 399)

Institut für Gesellschafts- und Wirtschaftserneuerung (Institut pour le redressement économique et social): 213

Institut scientifique russe (Russisches Wissenschaftliches Institut, RWI): 41, 315n, 319, 489

Institut slave de Prague: 85

Institut zum Studium der Judenfrage (Institut pour l'étude de la question juive): 319

Institut zur Wissenschaftlichen Erforschung der Sowjetunion (Institut pour la recherche scientifique sur l'URSS): 319

Internationale des libres penseurs prolétariens (Fédération) (ILP: marxiste, Teplitz, 1925): 202

Istina («la vérité»), centre dominicain de rite oriental, Lille: 142, 241, 447, 449, 453

- J -

Jeunesses patriotes: 64, 126, 127

Jungorden: 175

- K -

Komintern: 13, 31-33, 45, 48, 58, 74, 91, 92, 100, 105, 107, 201, 203, 223, 227, 305, 306, 329, 345, 358, 368, 374, 377, 384, 402, 429

Komsomol: 120, 133

Konservative Volkspartei (KVP, parti populaire conservateur): 177

- L -

Légion patriotique: 68

Libres penseurs: voir Freidenkerbund, Union mondiale des libres penseurs, Internationale des libres penseurs prolétariens, Fédération internationale des libres penseurs prolétariens

Licht im Osten (Lumière à l'Est): 244

Life and Work: voir Vie et Action

Liga zum Schutz der Deutschen Kultur (Ligue pour la défense de la culture allemande): 76, 176

Ligue catholique d'Alsace: 60, 241

Ligue des femmes pour la paix et la liberté (Frauenliga gegen Krieg und Bolschewismus): 319, 334

Ligue des patriotes: 127
 Ligue des sans-Dieu (LSD): 120, 121
 Ligue des sans-Dieu militants (LSDM): 133n, 144
 Ligue pour le christianisme: 135-138, 446

- M -

MI5 (Military Intelligence 5: Service de contre-espionnage britannique): 370, 371
 Militant Christian Patriots: 373
 Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR): 44, 119, 155, 157-171, 221, 224, 238, 253, 262, 268, 277-280, 411, 433, 434, 445, 447, 454

- N -

Narkompros (Commissariat du peuple à l'instruction publique): 96
 Nationaal Herstel: 337
 National Bond tegen Revolutie (Alliance nationale contre la Révolution): 70, 71
 National Civic Federation: 188
 Nibelungen Verlag: 306n, 322, 331, 338
 Nordic League: 373
 Nouvelle Société helvétique (NSH): 20

- O -

Office central d'entraide des Églises (OCEE): 100, 136, 141,

210, 275, 276, 278, 279, 280, 429, 446
 Office central des réfugiés russes: 160
 OGPU (Commissariat à la sécurité sociale): 96, 271n, 272

- P - Q -

Pionniers rouges: 52, 96, 199
 Presse suisse moyenne: 63, 315, 420
 Pro helvetica dignitate et securitate (PHDS): 20, 46n
 Pro Russia (Commission vaticane): 144n, 152, 164-167, 208n, 216, 217, 257, 279, 433

- R -

Rassemblement universel pour la Paix (RUP): 378-380
 Redressement français: 56, 66, 154
 Reichskulturkammer: 325
 Rex: 338
 Rodna Zachita (Association patriotique bulgare): 105
 ROVS (Rossiisky obchtiievoinyskiy soyouz, Union générale militaire russe): 105
 Russland Bruderhilfe: 138

- S - T -

Salvation Army: voir Armée du Salut
 Samfundvernet: 85
 Secrétariat portugais de l'EIA (SP-EICTI): 83
 Sicherheitsdienst/Sicherheits-

hauptamt des Reichsführers SS (SD): 333, 422

Société d'études politiques et sociales (SEPES): 68, 69, 70, 112, 159, 192, 252, 299

Société des Nations (SDN): 12, 13, 26, 34, 42n, 53n, 60, 62, 67, 75, 82, 84, 86, 87, 107, 112, 130, 134-136, 155, 157, 192n, 223-225, 235, 237, 250, 275n, 289, 291, 301, 327, 328, 336, 338, 348-349, 358, 364, 375-380, 382, 383, 384, 385, 391, 393, 428, 431, 451

Society Christian Evidence society: 373

Somatén (gardes civiques, Barcelone): 81

Stahlhelms: 176

Studienstelle Deutscher Rückkehrer (Centre d'études des Allemands revenus d'URSS): 331

Sully (Association): 246

- U -

Ukrainisches Religionskomitee: 233

Union catholique d'études internationales (UCEI): 221, 250, 445, 446

Union civique autrichienne: 86

Union civique belge: 31, 68-70

Union civique française: 31, 64n,

Union civique suisse: 31, 46, 63

Union coloniale française: 189

Union de défense économique (UDE): 21, 54n, 63, 107n

Union de la jeunesse nationale russe (NSNP, Natsional'nyi soiuз Novogo Pololeniia): 159, 164

Union de la propriété bâtie: 31

Union générale militaire russe: voir ROVS

Union internationale des Ligues féminines catholiques: 53, 221, 252, 335, 369, 445, 447, 451, 453, 454

Union mondiale des libres penseurs: 299, 370, 374

Union nationale: 21, 54, 209, 400

Union Pan-Cosaque: 159

Unions chrétiennes de jeunes gens: voir YMCA

- V -

Verein für freie Privatwirtschaft: 86

Verein zur Pflege des Russischen Wissenschaftlichen Instituts: 318, 319

Vereinigung für freie Wirtschaft e. V.: 78, 318

Vie et Action (Life and Work): 97, 98n, 237, 307n

Volksbund für Frieden und Freiheit (Alliance populaire pour la paix et la liberté): 422

Volksverein (Action catholique allemande): 196, 212, 214, 215, 218

Voor God: 253

- W - X - Y - Z -

Women's Guild of Empire: 369

YMCA (Young Men's Christian Association, Union chrétienne de jeunes gens): 42n, 52, 98, 166, 167, 396, 414,

Zentralstelle zur Erforschung der
Freimaurerei (Centre de recherche
sur la franc-maçonnerie): 319

Zentrum: 175-179, 182n, 185n,
187, 207

Zofingia: 19, 20

TABLE DES MATIÈRES

Remarques sur l'orthographe des noms russes et slaves	7
Remerciements	9
INTRODUCTION	11
PREMIÈRE PARTIE	
UN DOUBLE INVERSE DE LA III^e INTERNATIONALE.	
L'EIA, MODE D'EMPLOI (1924-1939)	17
SUBSTRAT GENEVOIS, SUBSTRAT RUSSE:	
AUX ORIGINES DE L'ENTENTE	19
Théodore Aubert	19
Georges Lodyginsky et la Croix-Rouge russe à Genève	21
L'affaire Conradi	27
La fondation à Paris	30
Le spectre d'une internationale blanche	33
Du réservoir d'exilés... ..	33
... à des réseaux plus étroits	37
Le professeur Il'in, point d'ancrage en Allemagne	41
Alexandre Lodyginsky, entre la France et les Balkans	43
UN ANTICOMMUNISME DYNAMIQUE ET EXPANSIF	45
Le Bureau permanent (BP) et ses auxiliaires	45
Information, manifestations, réseaux:	
les trois piliers de l'action de l'EIA	55

Géographie des réseaux: cercles concentriques	61
La francophonie, biotope naturel de l'EIA	63
Pays-Bas, Angleterre et Italie ou les réseaux privilégiés	70
L'Allemagne: des contacts laborieux	75
Le mirage états-unien	78
À la périphérie: Espagne et Portugal	80
Le cordon sanitaire: les réseaux slave, balkanique, baltique, scandinave, roumain et autrichien	84
Les réseaux «exotiques»	86

DEUXIÈME PARTIE

ENTRE RELIGION ET POLITIQUE. DIPLOMATIE, PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES ET CRISE ÉCONOMIQUE (1924-1933)	89
--	----

LES PRÉOCCUPATIONS RELIGIEUSES DE L'EIA: REGISTRE MORAL ET INTERFÉRENCES DIPLOMATIQUES	91
---	----

Défendre la «chrétienté» en dénonçant l'immoralité bolchevique (1924-1929)	97
---	----

Le politique, une marque indélébile	97
---	----

Dans l'orbite protestante: le comité de liaison avec les Églises	98
---	----

Une dénonciation timide: l'attentat de la cathédrale de Sofia, avril 1925	104
--	-----

La lutte contre la reconnaissance diplomatique des Soviets (1924-1929)	105
---	-----

Dernier bastion: les États-Unis (1933)	113
--	-----

LES PROTESTATIONS CONTRE LES PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES (1929-1931): DE L'ORBITE PROTESTANTE AU SOUTIEN RECHERCHE DES CATHOLIQUES	119
--	-----

Le grand tournant de 1929	119
---------------------------------	-----

Une opportunité: le meeting du Christian Protest Committee (CPC)	123
---	-----

La laborieuse expansion du mouvement de protestation	126
À Paris, une manifestation marginalisée	126
Un feu de paille en Suisse romande	128
Le phénomène Krop	132
La «Ligue pour le christianisme» :	
une entreprise sujette à caution	137
Protester, et après? Le pasteur Schabert et l'EIA,	
deux conceptions complémentaires de la solidarité	138
Une condamnation très attendue :	
le Saint-Siège, de la diplomatie à la croisade	141
L'EIA et le Saint-Siège	151
Le Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR) :	
mobiliser l'émigration ouvrière en période	
de crise économique?	155
Séduire l'Église catholique	164
Diffuser la bonne parole en «Soviétie»	169
 L'EIA SE CONCENTRE SUR L'ALLEMAGNE (1929-1933)	173
Une porte d'entrée religieuse	173
Le Bund zum Schutz der abendländischen Kultur :	
une petite révolution conservatrice	175
Levée de boucliers contre le Bund	178
Des débuts laborieux	181
Le Bund, centre national allemand de l'Entente	185
Rapprochement franco-allemand contre rupture	
germano-soviétique	186
Conférence sur le désarmement et derniers mois de Weimar . .	192

TROISIÈME PARTIE

PRO DEO OU COMMENT RELANCER LA CROISADE ANTIBOLCHEVIQUE MONDIALE 197

GENÈSE D'UNE COMMISSION INTERCONFESSIONNELLE 199

Le spectre des sans-Dieu militants en Europe (1929-1933) ... 199

Aux origines catholiques allemandes de Pro Deo 211

Le tournant de 1933:

une moralisation partielle du politique 219

Le programme et les sessions de Pro Deo:

une vue transversale 221

L'ÉQUILIBRE DES CONFESSIONS AU SEIN DE PRO DEO 227

Le spectre d'une Internationale noire 227

Un directoire «interconfessionnel» ou «mixte»? 227

Un soupçon délibérément entretenu? 231

Les relations avec la hiérarchie catholique 233

Les trois confessions au sein de Pro Deo 238

Les orthodoxes minoritaires 238

Le pasteur Krop, gardien de l'équilibre.

Une crise révélatrice à l'issue de la troisième session 242

Une fraction protestante 245

La commission suisse de Pro Deo:

un modèle de collaboration? 249

Des sections nationales disparates 252

La densification du réseau jésuite de l'EIA 254

Le Père Karl Stark et l'Apologetisches Institut de Zurich ... 254

Le Père Ledit et le secrétariat De Atheismo à Rome 256

De Demain à Unitas, d'une pierre deux coups:

lutter contre l'athéisme et pour l'unité 258

Un «pavé» contre les sans-Dieu 261

**L'EXPOSITION SUR LES SANS-DIEU:
ENTRE PROPAGANDE ET APOLOGÉTIQUE** 265

La forme, les sources et les buts d'une entreprise d'indignation	265
De l'affamé au persécuté	270
Récolte de fonds et vente de brochures	277
Un postulat ancien: pas d'aide directe	281
Un parcours et des résultats inégaux	283
Comment exporter (et recycler) une exposition	292

QUATRIÈME PARTIE

**L'EIA ET PRO DEO ENTRE CONTRADICTIONS
INTERNES ET EXTERNES** 301

UN NOUVEAU POINT D'APPUI EN ALLEMAGNE: L'ANTIKOMINTERN	303
L'EIA face au nouveau régime	304
L'Antikomintern	305
Entre milieux évangéliques et parti nazi: Adolf Ehrh	307
Un outil entre Goebbels et Rosenberg. Organisation, personnel, hommes de liaison et évolution	311
Départ d'Ehrh de l'Antikomintern: essai d'interprétation	323
La Deutsche Pro Deo Kommission: une couverture réussie, entre cynisme et pragmatisme	327
Les maladresses de l'Alliance mondiale des femmes contre le bolchevisme et la guerre	334
L'organisation problématique d'un congrès mondial anticommuniste	336
PRO DEO OU LA CONSCIENCE RELIGIEUSE DU POLITIQUE	345
La lutte contre l'admission de l'URSS à la SDN (1934)	345

Une croisade qui agace: le sursaut du christianisme social	350
L'opération Seib et Deutschmann: récit d'une mobilisation réussie	352
Une indignation sélective	354
1936 : Pro Deo et le nouvel assaut catholique contre les sans-Dieu	359
Une croisade de prière «silencieuse»... pour la conversion de la Russie	359
Les réserves du général des jésuites	360
La chasse aux sans-Dieu: les congrès des libres penseurs (1936-1938)	368
Les offensives de Pro Deo à la SDN	375
Face à la guerre civile espagnole: nouveau paradoxe	384
La trahison de la duchesse d'Atholl	391
Nouveaux appels pour le front chrétien uni	395
LE DIFFICILE TOURNANT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	399
Sur le fil du rasoir	399
Mission en Finlande (1940)	404
Barbarossa et «le grand problème du XX ^e siècle» (1941)	406
Lodygensky contre Tscherniak: l'enjeu pastoral des internés russes en Suisse (1942-1945)	408
La réactivation de Pro Deo ? (1944-1945)	411
ÉPILOGUE	419
Amertume	420
Exil	422
L'Église du silence	424
Avatars catholiques de Pro Deo	425

CONCLUSION	427
ANNEXES	441
Arbre généalogique de la famille Lodyginsky	443
Les conférences internationales de l'EIA (1924-1939)	444
Les réunions du comité interconfessionnel (1944-1945)	456
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	457
ABRÉVIATIONS	487
INDEX DES NOMS ET DES ORGANISATIONS/ASSOCIATIONS	491

AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR WWW.ANTIPODES.CH

GRHIC

Alain Clavien et François Vallotton, *«Devant le verre d'eau.» Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, 2007.

Alain Clavien et Nelly Valsangiacomo, *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres*, 2006.

Franziska Metzger et François Vallotton, *L'historien, l'historienne dans la cité*, 2009.

HISTOIRE

Alain Clavien, Hervé Gullotti et Pierre Marti, *«La province n'est plus la province.» Les relations culturelles franco-suisse à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, 2003.

Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, 2007.

Gérard Delaloye, *La Suisse à contre-poil. Miettes historiques*, 2006.

Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco. De la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, 2006.

Hans Ulrich Jost, *A tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, 2005.

Anne-Françoise Praz, *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et Fribourg (1860-1930)*, 2005.

HISTOIRE MODERNE

Karine Crousaz, *Erasmus et le pouvoir de l'imprimerie*, 2005.

Miriam Nicoli, *Apporter les Lumières au «plus grand nombre». Médecine et Physique dans le Journal de Lausanne (1786-1792)*, 2006.

HISTOIRE.CH

Gérard Benz, *Les Alpes, la Suisse et le chemin de fer*, 2007.

Claude Hauser, *L'aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au XX^e siècle*, 2004.

Cédric Humair, *1848. Naissance de la Suisse moderne*, 2009.

MÉDIAS ET HISTOIRE

Mireille Berton et Anne-Katrin Weber (dir.), *La télévision du téléphonoscope à Youtube. Pour une archéologie de l'audiovision*, 2009.

Laurent Guido (dir.), *Les peurs de Hollywood*, 2006.

Gianni Haver (dir.), *Photo de presse. Usages et pratiques*, 2009.

Philippe Kaenel et François Vallotton,
*Les images en guerre (1914-1945).
De la Suisse à l'Europe*, 2008.

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES

Les Annuelles 10/07, *Itinéraires
de femmes et rapports de genre dans
la Suisse de la Belle Époque*, 2006.

Les Annuelles 11/08, *Prométhée
déchaîné : technologies, culture et société
helvétique à la Belle Époque*, 2008.

Sabine Christe, Nora Natchkova,
Manon Schick, Céline Schoeni, *Au
foyer de l'inégalité. La division sexuelle
du travail en Suisse pendant la crise
des années 30 et la Deuxième Guerre
mondiale*, 2005.

Philipp Müller, *La Suisse en crise
(1929-1936). Les politiques monétaire,
financière, économique et sociale de la
Confédération helvétique*, 2009.

Sophie Pavillon, *L'Ombre rouge.
Suisse-URSS 1943-1944 – Le débat
politique en Suisse*, 1999.

Julien Wicky, « *On ne monte pas
sur les barricades pour réclamer
le frigidaire pour tous* ». *Histoire sociale
et politique du Parti socialiste vaudois
(1945-1971)*, 2007.

LE CARTABLE DE CLIO

N° 8, 2008.

Dossier Espace-temps.

N° 9, 2009.

Dossier Orient-Occident.

REVUE HISTORIQUE VAUDOISE
*Histoire du sport dans le canton
de Vaud*, N° 116, 2008.

Education et société, N° 117, 2009.

EXISTENCES ET SOCIÉTÉ

Marylène Lieber, Ellen Hertz
et Janine Dahinden (dir.), « *Cachez
ce travail que je ne saurais voir.* »
Ethnographies du travail du sexe, 2010.

Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder,
Carola Togni, Véréna Keller, *Temps
d'assistance. Le gouvernement des pauvres
en Suisse romande depuis la fin du XIX^e
siècle*, 2008.

REGARDS ANTHROPOLOGIQUES

Christine Pirinoli, *Jeux et enjeux
de mémoire à Gaza*, 2009.

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

Muriel Surdez, Michaël Voegtli
et Bernard Voutat (dir.), *Identifier –
s'identifier. À propos des identités
politiques*, 2009.

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

Vol. 28/3, 2009, *Théories anglophones
du genre*.

Vol. 29/1, 2010, *Quand les
mouvements féministes font (avec) la loi:
les lois du genre (II)*.

Vol. 29/2, 2010, *Perspectives féministes
en éducation*.

A CONTRARIO

Martine Ruchat, *Le « Roman de
Solon ». Enfant placé – Voleur de
métier. 1840-1896*, 2008.

Impression
La Vallée - Aoste
Août 2010